1

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Désignation d'un nouveau représentant de l'Eurométropole au Conseil d'administration de la SERS.

Contexte

Par délibération du 27 novembre 2015, le Conseil de l'Eurométropole a autorisé l'entrée de la Région Alsace au capital de la SERS à hauteur de 0,25 %.

En parallèle, cette augmentation de capital a nécessité de procéder à une modification des statuts et notamment de son article 15 concernant la composition du Conseil d'administration : en effet, l'article L1524-5 du Code général des Collectivités territoriales précise que « toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire a droit au moins à un représentant au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée ». La Région Alsace bénéficie donc d'un siège au Conseil d'administration.

Afin de respecter la représentativité des collectivités au sein du Conseil d'Administration, le nombre des postes d'administrateurs revenant aux collectivités a été augmenté.

Au final, le nombre de sièges au Conseil d'administration de la SERS a été porté à 16 contre 12 auparavant et la quote-part des sièges affectée aux collectivités est passée de 7 à 11 :

- 4 sièges pour la Ville de Strasbourg (+1) ;
- 4 sièges pour le Département du Bas-Rhin (+1) ;
- **2 sièges pour l'Eurométropole (+1) ;**
- Et 1 siège pour la Région Alsace.

Désignation d'un nouveau représentant de l'Eurométropole au Conseil d'administration de la SERS

Afin de respecter la nouvelle répartition prévue à l'article 15 des statuts, il convient de procéder à la nomination d'un nouvel administrateur représentant l'Eurométropole.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil de désigner Monsieur Robert HERRMANN pour représenter l'Eurométropole au Conseil d'administration de la SERS.

La liste des administrateurs de la SERS est annexée à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la nomination de Robert HERRMANN en qualité de représentant de l'Eurométropole au Conseil d'administration de la SERS ;

autorise

le Président et les représentants de l'Eurométropole au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale extraordinaire à signer tous les actes afférents à la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Conseil d'administration de la SERS

fonction	personne morale représentée	noms
Président	Eurométropole de Strasbourg	Bernard EGLES
Vice président	Conseil général du Bas-Rhin	Michèle ESCHLIMANN
Administrateurs	Ville de Strasbourg	Roland RIES Christel KOHLER ***Nawel RAFIK ELMRINI*** ***Jean WERLEN***
	Eurométropole de Strasbourg	***Robert HERRMANN***
	Conseil général du Bas- Rhin	Cécile DELATTRE VAN HECKE Jean-Philippe MAURER en cours de désignation
	Région Alsace	en cours de désignation
	CDC	Gil VAUQUELIN
	Caisse d'épargne Alsace	Luc CARPENTIER
	Société immobilière du Bas-Rhin	Denis HOMMEL
	Habitation moderne	Jean-Bernard DAMBIER
	CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin	Christian GEISSMANN

2

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 5 mai 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par l'Eurométropole de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 207 000 € HT (fournitures et services) et à 5 186 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er septembre 2015 et le 31 janvier 2016.

Communiqué le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Marchés à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150937	15017C MESURES DE TRICHLORAMINES ET THM DANS L'AIR DES PISCINES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	HYGIATECH DPA	92257 LA GARENNE COLOMBES	54 000
20150952	15019C - MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE DU TUNNEL DE L'ETOILE ET DE LA PASSERELLE FLUVIALE AMOVIBLE DU HEYRITZ, ET FOURNITURE DE DONNÉES DE TRAFIC DE TYPE FCD	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	600 000
20150923	15019C - MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE DU TUNNEL DE L'ETOILE ET DE LA PASSERELLE FLUVIALE AMOVIBLE DU HEYRITZ, ET FOURNITURE DE DONNÉES DE TRAFIC DE TYPE FCD FOURNITURE DE DONNÉES DE TRAFIC DE TYPE FCD POUR ALIMENTER LE SYSTÈME DE GESTION	PTV FRANCE	67000 STRASBOURG	320 000
20150922	15019C - MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE DU TUNNEL DE L'ETOILE ET DE LA PASSERELLE FLUVIALE AMOVIBLE DU HEYRITZ, ET FOURNITURE DE DONNÉES DE TRAFIC DE TYPE FCD MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE DE LA PASSERELLE FLUVIALE AMOVIBLED	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	800 000
20150936	15020C PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSES DANS DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT CAMPAGNE DE MESURES	CONIDIA	69650 QUINCIEUX	50 000
20151044		APAVE ALSACIENNE SAS	68100 MULHOUSE CEDEX	150 000
20151128	15021GV MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE ENTRETIEN DES ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT DE VOIRIE	THIERRY MULLER/ EST PAYSAGE	67118 GEISPOLSHEIM-GARE	Sans minimum ni maximum
20151123	15021GV MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE ENTRETIEN DES PARCS, SQUARES ET AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS	IDVERDE/SCOP ESPACES VERTS	67810 HOLTZHEIM	Sans minimum ni maximum
20151125		SCOP ESPACES VERTS/ID VERDE	67114 ESCHAU	Sans minimum ni maximum
20151129	15021GV MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE ENTRETIEN DES PLANS D'EAU ET BERGES	LA PAYSAGERIE	67230 KERTZFELD	Sans minimum ni maximum

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151130	15021GV MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE ENTRETIEN DES SOLS SABLÉS OU STABILISÉS	GINKGO ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	Sans minimum ni maximum
20151126	15021GV MARCHÉ DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE ENTRETIEN DES ZONES DE LOISIRS	EST PAYSAGES D'ALSACE/ THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM	Sans minimum ni maximum
20150964	15025C - PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ABORDS DU ZÉNITH, HORS ZONE CONCÉDÉE	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	Sans minimum ni maximum
20150996	15030C FOURNITURES DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR LES DÉCHLORAMINATEURS DES PISCINES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	BORDAS-UVGERMI	19240 SAINT-VIANCE	100 000
20151052	15032C FOURNITURE DE DÉBITMÈTRES À ULTRASON ET ÉLECTROMAGNÉTIQUE POUR LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION D'EAU DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	KROHNE SAS	ROMANS-SUR-ISERE CEDEX	160 000
20160033	15033C TRANSPORT DES BOUES DES STATIONS D'ÉPURATION DE FEGERSHEIM, GEISPOLSHEIM ET PLOBSHEIM	GLASER Dietmar	67240 OBERHOFFEN SUR MODER	800 000
20151074	15033GV PRESTATIONS D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE POUR LES FAUBOURGS NORD ET CENTRE VILLE NORD DE STRASBOURG	SCOP ESPACES VERTS/ID VERDE	67114 ESCHAU	Sans minimum ni maximum
20151076	15033GV PRESTATIONS D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER DANS LES ESPACES VERTS DE LA VILLE DE STRASBOURG ET DE L'EUROMÉTROPOLE POUR LES FAUBOURGS SUD ET CENTRE VILLE SUD DE STRASBOURG	SCOP ESPACES VERTS/ID VERDE	67114 ESCHAU	Sans minimum ni maximum
20160012	15034GC - FOURNITURE DE FILS ET CÂBLES POUR LES BESOINS DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE	SIEHR	67100 STRASBOURG	200 000
20160002	15035GC FOURNITURE D'ENVELOPPES ET POCHETTES IMPRIMÉES ÉCO-RESPONSABLES	Sté S.I.D.E.	67200 STRASBOURG	480 000
20160015	15036GC FOURNITURE DE LA FAMILLE D'APPAREILLAGES ÉLECTRIQUES CHAUFFANTS - SOUFFLANTS - VENTILATEURS - SÈCHES MAIN POUR LA VILLE ET L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	WILLY LEISSNER	67100 STRASBOURG	320 000
20160004	15037GC FOURNITURES DE BOIS BRUT, TRAVAILLÉ ET PRODUITS CONNEXES	DMPB - DISPANO	59810 LESQUIN	240 000
20151062	15039C SUIVI ET ANIMATION DU PROGRAMME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (PIG) " HABITER MIEUX "	ARIM ALSACE	68025 COLMAR CEDEX	1 000 000
20151000	15040GC1 MARCHÉ SUBSÉQUENT POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON À COURBES DE CHARGE ISSUS DU SEGMENT C2	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151001	15040GC1 MARCHÉ SUBSÉQUENT POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON PROFILÉS ISSUS DU SEGMENT C3 OU C4	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum
20150965	15041C FOURNITURE DE SWEAT-SHIRTS ET DE TEE-SHIRTS DE TRAVAIL PERSONNALISÉS POUR LE PERSONNEL TECHNIQUE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG FOURNITURE DE SWEAT-SHIRTS DE TRAVAIL PERSONNALISÉS POUR LE PERSONNEL TECHNIQUE	KERMASPORT	29200 BREST	70 000
20150966	15041C FOURNITURE DE SWEAT-SHIRTS ET DE TEE-SHIRTS DE TRAVAIL PERSONNALISÉS POUR LE PERSONNEL TECHNIQUE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG FOURNITURE DE TEE-SHIRTS DE TRAVAIL PERSONNALISÉS POUR LE PERSONNEL TECHNIQUE	OPALTEX ESPACE 13 COMMUNICATION	13006 MARSEILLE	30 000
20151050	15042C ACCOMPAGNEMENT DES DÉMARCHES QUALITÉ DE L'EUROMÉTROPOLE DÉMARCHES QUALITÉ	AFIXE/ ABCERTIFICATION	77170 SERVON	165 330
20160050	15045GC - FOURNITURE DE GAZ CONDITIONNÉ, AUTRES GAZ ET PRODUITS ASSOCIÉS FOURNITURE D'AUTRES TYPES DE GAZ EN BOUTEILLE (ACÉTYLÈNE, ARGON, OXYGÈNE, ECT..)	AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE	57073 METZ CEDEX 03	240 000
20160046	15045GC - FOURNITURE DE GAZ CONDITIONNÉ, AUTRES GAZ ET PRODUITS ASSOCIÉS FOURNITURE DE GAZ PROPANE ET BUTANE EN BOUTEILLE	BUTAGAZ	92594 LEVALLOIS PERRET	280 000
20151195	15045GV - PRESTATIONS D'ESSOUCHEMENT D'ARBRES	HOLTZINGER	57370 PHALSBOURG	Sans minimum ni maximum
20151133	15047C MISSION D'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX PRESCRITS AUX PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS IMPACTÉS PAR LES PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) DU PORT AUX PÉTROLES À STRASBOURG ET DU LANXESS À LA WANTZENAU	O.T.E. INGENIERIE	67403 ILLKIRCH CEDEX	30 000
20151055	15048C PRESTATIONS D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE HORS VILLE DE STRASBOURG	SCOP ESPACES VERTS/ID VERDE	67114 ESCHAU	Sans minimum ni maximum
20151137	15050C - FORMATION " MANAGEMENT : RÉUSSIR SES ENTRETIENS PROFESSIONNELS " FORMATION " DÉMARCHE ENTRETIEN PROFESSIONNEL : SÉMINAIRES CADRES DIRIGEANTS" (EN NOMBRE D'AGENTS)	HOMME DEBOUT/ RH CONSULT	57070 METZ	Quantité : 170

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151022	15050C - FORMATION " MANAGEMENT : RÉUSSIR SES ENTRETIENS PROFESSIONNELS " FORMATION : "ENTRETIEN PROFESSIONNEL : ROLE ET MISSION DES CELLULES RESSOURCES HUMAINES (EN NOMBRE D'AGENTS)	HOMME DEBOUT/ RH CONSULT	57070 METZ	Quantité : 200
20151143	15050C - FORMATION " MANAGEMENT : RÉUSSIR SES ENTRETIENS PROFESSIONNELS " FORMATION "MANAGEMENT : RÉUSSIR SES ENTRETIENS PROFESSIONNELS - MODULE INITIATION (EN NOMBRE D'AGENTS)	GCR ORGANISATION	72130 MOULINS LE CARBONNEL	Quantité : 600
20151144	15050C - FORMATION " MANAGEMENT : RÉUSSIR SES ENTRETIENS PROFESSIONNELS " FORMATION : MANAGEMENT : RÉUSSIR SES ENTRETIENS PROFESSIONNELS - MODULE PERFECTIONNEMENT (EN NOMBRE D'AGENTS)	GCR ORGANISATION	72130 MOULINS LE CARBONNEL	Quantité : 2 400
20160226	15051GC MISSION DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS) DE 2ÈME OU 3ÈME CATÉGORIE POUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, LA VILLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME OPÉRATIONS DE BÂTIMENTS L'EUROMÉTROPOLE ET VILLE DE STRASBOURG FONDAT	PRESENTS SAS	67014 STRASBOURG CEDEX	240 000
20160223	15051GC MISSION DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS) DE 2ÈME OU 3ÈME CATÉGORIE POUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, LA VILLE DE STRASBOURG ET L'OEUVRE NOTRE DAME OPÉRATIONS DE GÉNIE CIVIL VOIRIES ET RÉSEAUX DIVERS POUR L'EMS ET VD	PRESENTS SAS	67014 STRASBOURG CEDEX	1 000 000
20160039	15052C FOURNITURE DE RACCORDS EN LAITON POUR TUYAU PEHD POUR LE SERVICE DE L'EAU DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	HEINRICH CANALISATION	67129 MOLSHEIM CEDEX	195 000
20151186	15053C TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DES TAMPONS D'ASSAINISSEMENT PERMETTANT D'ACCÉDER AUX OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT	MULLER Travaux Hydrauliques Alsace	67880 KRAUTERGERS HEIM	1 000 000
20160079	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE COMPTAGES DIRECTIONNELS	ED FIELD	67100 STRASBOURG	600 000
20160072	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE COMPTAGES MOBILES	GROUPE SNEF	67724 HOERDT CEDEX	600 000
20160071	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE CONTRÔLE DE STABILITÉ DES MÂTS DE SIGNALISATION	ROCH SERVICE	95807 CERGY PONTOISE CEDEX	320 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20160082	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE EQUIPEMENTS DE COMMUNICATION	CXR ANDERSON JACOBSON	28410 ABONDANT	320 000
20160061	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE FOURNITURE DE COFFRETS PIÉTONS	SEA SIGNALISATION	69515 VAULX EN VELIN CEDEX	400 000
20160054	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE FOURNITURE DE FEUX TRICOLORES	SEA SIGNALISATION	69515 VAULX EN VELIN CEDEX	600 000
20160063	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE FOURNITURE DE POTEAUX DE SIGNALISATION	SEA SIGNALISATION	69515 VAULX EN VELIN CEDEX	600 000
20160068	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE FOURNITURE DE SYSTÈMES DE COMPTAGES AUTOMATIQUES DE VÉLOS	ECO COMPTEUR	22300 LAMNION	400 000
20160069	15054C MARCHÉS ANNUELS DE FOURNITURE ET DE PRESTATIONS POUR LA GESTION DU TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE MAINTENANCE PRÉVENTIVE DES ÉQUIPEMENTS DE SIGNALISATION DYNAMIQUE	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	800 000
20151105	15055C REMPLACEMENT DU MUR D'IMAGES DU SIRAC	EYEVIS	78100 SAINT GERMAIN EN LAYE	170 000
20160087	15056GC FOURNITURE DE SABLES ET GRAVIERS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG FOURNITURE DE GRAVIERS RECYCLÉS	S.A.R.M.	67100 STRASBOURG	16 000
20160083	15056GC FOURNITURE DE SABLES ET GRAVIERS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG FOURNITURE DE SABLES ET GRAVIERS ISSUS DE GRAVIÈRE	HELMBACHER BALLASTIERES	67210 VALFF	400 000
20160085	15056GC FOURNITURE DE SABLES ET GRAVIERS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG FOURNITURE DE SABLES ET MATÉRIAUX ISSUS DE CARRIÈRE	LINGENHELD SAS	67202 WOLFISHEIM	32 000
20160169	15057GC TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE DE RUES ET PLACES - 6 LOTS COMMUNES 1ÈRE COURONNE NORD	Jean LEFEBVRE ALSACE	67507 HAGUENAU CEDEX	6 000 000
20160170	15057GC TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE DE RUES ET PLACES - 6 LOTS COMMUNES 1IÈRE COURONNE SUD	COLAS EST Agence de Strasbourg	67541 OSTWALD CEDEX	6 000 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20160171	15057GC TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE DE RUES ET PLACES - 6 LOTS COMMUNES 2IÈME COURONNE	TRABET	67500 HAGUENAU	6 000 000
20160156	15057GC TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE DE RUES ET PLACES - 6 LOTS STRASBOURG CENTRE	TRABET	67500 HAGUENAU	6 000 000
20160167	15057GC TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE DE RUES ET PLACES - 6 LOTS STRASBOURG FAUBOURGS NORD	COLAS EST Agence de Strasbourg	67541 OSTWALD CEDEX	6 000 000
20160158	15057GC TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIRIE DE RUES ET PLACES - 6 LOTS STRASBOURG FAUBOURGS SUD	EUROVIA AFC Agence de Molsheim	67129 MOLSHEIM CEDEX	6 000 000
20160207	15058C FOURNITURE DE BASES DE DONNÉES POUR LES MÉDIATHÈQUES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ABONNEMENT À DES MÉTHODES DE LANGUES EN LIGNE ACCESSIBLES PAR INTERNET	LEARNORAMA	75008 PARIS	Sans minimum ni maximum
20160142	15059C-ENTRETIEN DES REVÊTEMENTS EN ASPHALTE COULÉ SUR VOIRIES	EUROVIA/SCAL	67129 MOLSHEIM CEDEX	300 000
20160107	15061C - MAINTENANCE DE 3 PRESSES OFFSET DE MARQUE RYOBI	Sté CARATTERI	67270 ALTECKENDORF	400 000
20160174	15067C TRAVAUX D'ARPENTAGE TRAVAUX FONCIERS EFFECTUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA	CABINET BILHAUT	67100 STRASBOURG	160 000
20160175	15067C TRAVAUX D'ARPENTAGE TRAVAUX FONCIERS EFFECTUÉS SUR LE TERRITOIRE DES	GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	120 000
20151198	15068C - MISSION DE SUIVI JURIDIQUE ET DE CONSEIL JURIDIQUE DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PLU	SELARL SOLER-COUTEAUX/ LLORENS	67300 SCHILTIGHEIM	120 000
20160155	15076C DÉVELOPPEMENT, EXPLOITATION, HÉBERGEMENT ET MAINTENANCE D'UN SERVICE D'INFORMATION CONTEXTUALISÉ SUR TÉLÉPHONES MOBILES	CONNECTHINGS	75010 PARIS	204 000
2015/950	ACCORD-CADRE / 15040GC FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON À COURBES DE CHARGE ISSUS DU SEGMENT C2	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum
		GDF SUEZ ENERGIES FRANCE	44801 SAINT HERBLAIN	Sans minimum ni maximum
2015/954	ACCORD-CADRE / 15040GC FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON PROFILÉS ISSUS DU SEGMENT C3 OU C4	ES ENERGIES STRASBOURG	67953 STRASBOURG CEDEX 9	Sans minimum ni maximum

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
2015/954	ACCORD-CADRE / 15040GC FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ, ACHEMINEMENT ET SERVICES ASSOCIÉS POUR LES SITES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX SITES À RACCORDER. POINTS DE LIVRAISON PROFILÉS ISSUS DU SEGMENT C3 OU C4	GDF SUEZ ENERGIES FRANCE	44801 SAINT HERBLAIN	Sans minimum ni maximum
20160244	ACCORD-CADRE / 15064C ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE MISE À JOUR COURANTE 2016 À 2018	FIT ESIC/FIT CONSEIL	67960 ENTZHEIM	360 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	360 000
		JUNG DOMINIQUE Géomètre Expert	57400 SARREBOURG	360 000
		LAMBERT GEOMETRES EXPERTS	67170 BRUMATH	360 000
		SCHWAB	77694 KEHL ALLEMAGNE	360 000
20160241	ACCORD-CADRE / 15064C ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE RÉVISION TRIENNALE 2016	Cabinet WEIBEL	67000 STRASBOURG	400 000
		FIT ESIC/FIT CONSEIL	67960 ENTZHEIM	400 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	400 000
		JUNG DOMINIQUE Géomètre Expert	67700 SAVERNE	400 000
		Sté PHOTOMAP	67833 TANNERIES CEDEX	400 000
20160242	ACCORD-CADRE / 15064C ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE RÉVISION TRIENNALE 2017	Cabinet WEIBEL	67000 STRASBOURG	400 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20160242	ACCORD-CADRE / 15064C ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE RÉVISION TRIENNALE 2017	FIT ESIC/FIT CONSEIL	67960 ENTZHEIM	400 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	400 000
		JUNG DOMINIQUE Géomètre Expert	57400 SARREBOURG	400 000
		Sté PHOTOMAP	67833 TANNERIES CEDEX	400 000
20160243	ACCORD-CADRE / 15064C ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE RÉVISION TRIENNALE 2018	Cabinet WEIBEL	67000 STRASBOURG	400 000
		FIT ESIC/FIT CONSEIL	67960 ENTZHEIM	400 000
		GRAFF KIEHL	67000 STRASBOURG	400 000
		JUNG DOMINIQUE Géomètre Expert	57400 SARREBOURG	400 000
		Sté PHOTOMAP	67833 TANNERIES CEDEX	400 000
20160245	ACCORD-CADRE / 15064C ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE TRAVAUX SPÉCIFIQUES 2016 À 2018	DRONE ALSACE/ ZISSLER TOPOGRAPHIE	67000 STRASBOURG	140 000
		FIT ESIC/FIT CONSEIL	67960 ENTZHEIM	140 000
		LAMBERT GEOMETRES EXPERTS	67170 BRUMATH	140 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20160245	ACCORD-CADRE / 15064C ACCORD CADRE POUR LA FOURNITURE DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE TRAVAUX SPÉCIFIQUES 2016 À 2018	SCHALLER ROTH SIMLER/ GEOAUTOMATION	67608 SELESTAT CEDEX	140 000
20160144	DC4008GC PRESTATION DE NETTOYAGE DE GAINES ET RÉSEAUX DE VENTILATION DU PATRIMOINE DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	VEM/TREDEST	67800 HOENHEIM	600 000
20160143	DC5010GC MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE DES CHAUFFERIES FUEL ET SOUS-STATIONS DE CHAUFFAGE URBAIN POUR LE PATRIMOINE VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	Sté ECOTRAL	67932 STRASBOURG CEDEX 9	40 000
20151083	DEP5065C TRAVAUX DE CHEMISAGE DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG POUR L'ANNÉE 2016 - EVENTUELLEMENT RECONDUCTIBLE POUR LES ANNÉES 2017 - 2018 ET 2019	AXEO/SMCE REHA	67170 BRUMATH	4 800 000
20150985	DES5013C PRESTATIONS D'ACTIVITÉ DE SENSIBILISATION À L'ÉDUCATION CANINE	ANTIGONE	67000 STRASBOURG	88 000
20160020	DES5016C FOURNITURE DE TUYAUX EN POLYÉTHYLÈNE HAUTE DENSITÉ POUR LE SERVICE DE L'EAU DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	HEINRICH CANALISATION SAS	67129 MOLSHEIM CEDEX	80 000
20160173	DES5017C PRISE EN CHARGE DE DÉBLAIS DE FOUILLES (MATÉRIAUX INERTES) DU SERVICE DE L'EAU DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	GRAVIERE DE NORDHOUSE/SARM	67151 ERSTEIN CEDEX	240 000
20151031	DES5018C PRESTATION DE DIAGNOSTIC ET CONSEIL POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE DES ESPACES VERTS	LUDWIG Philippe/ BALL Emeline	67115 PLOBSHEIM	60 000
20160221	DES5019C FOURNITURE DE BÉTON ET CIMENT POUR LE DÉPARTEMENT EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES OUVRAGES DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT	HEINRICH CANALISATION SAS	67129 MOLSHEIM CEDEX	Sans minimum ni maximum
20160088	DES5022C FOURNITURE DE CLAPETS ANTIPOLLUTION POUR LE SERVICE DE L'EAU DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	HEINRICH CANALISATION	67129 MOLSHEIM CEDEX	200 000
20160172	DES5027C BILAN DE 7 JOURS CONSÉCUTIFS AINSI QUE MESURES PONCTUELLES AU NIVEAU DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	SEMERU/CAR	94380 BONNEUIL	1 000 000
20160232	DES5031C MARCHÉ DE PRÉLÈVEMENTS ET D'ANALYSES POUR LE PROJET LUMIEAU ANALYSES DE SUPPORTS ET DISPOSITIFS INTÉGRATEURS	SYNLAB UMWELTINSTITUT GMBH	70469 STUTTGART	200 000
20160263	FOURNITURE ET INSTALLATION D'AUTOCOMMUTATEURS, EN DEHORS DU RÉSEAU PRINCIPAL DES AUTOCOMMUTATEURS, POUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.	Sté ENTELA	67960 ENTZHEIM	200 000
20151171	MARCHÉ SIMILAIRE AU MARCHÉ 2014/1283 PORTANT RÉALISATION DE DIFFÉRENTS DIAGNOSTICS IMMOBILIERS	AC ENVIRONNEMENT	42300 VILLEREST	Sans minimum ni maximum

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151011	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ELÉVATEURS TÉLESCOPIQUES À NACELLE SUR PORTEUR PL (PTAC SUPÉRIEUR À 3,5 T)	EST NACELLES	67400 ILLKIRCH	120 000
20151012		DISTEL	67171 BRUMATH CEDEX	200 000
		EST NACELLES	67400 ILLKIRCH	200 000
20151010	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ELÉVATEURS TÉLESCOPIQUES À NACELLE SUR PORTEUR VL (PTAC INFÉRIEUR À 3,5 T)	DISTEL	67171 BRUMATH CEDEX	200 000
		KILOUTOU	67100 STRASBOURG	200 000
		LOXAM MODULE	92293 CHATENAY-MALABRY CEDEX	200 000
20151009	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG MÂTS, PLATEFORMES CISEAUX, ÉLÉVATEURS AUTOMOTEURS TÉLESCOPIQUES ET ARTICULÉS	DISTEL	67171 BRUMATH CEDEX	640 000
		KILOUTOU	59705 MARCQ EN BAROEUL CEDEX	640 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151009	PVA5001GC - LOCATIONS DE PLATEFORMES ÉLÉVATRICES MOBILES DE PERSONNELS POUR LES SERVICES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG MÂTS, PLATEFORMES CISEAUX, ÉLÉVATEURS AUTOMOTEURS TÉLESCOPIQUES ET ARTICULÉS	LOXAM SAS	56855 CAUDAN CEDEX	640 000
20151106	SIR4017C ACQUISITION ET MAINTENANCE D'UN SYSTÈME INFORMATISÉ DE COORDINATION DES TRAVAUX DE VOIRIE ET DE GESTION DES ARRÊTÉS DE CIRCULATION	KADRI SIGNAL	44880 SAUTRON	Sans minimum ni maximum
20150969	SIR4021C ACQUISITION ET MAINTENANCE DU SYSTÈME DE GESTION DES STRUCTURES SCOLAIRES, PÉRISCOLAIRES ET PETITES ENFANCE	ARPEGE	44236 SAINT SEBASTIEN CEDEX	300 000
20160239	SIR 4023C SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ACCÈS INTERNET À DÉBITS GARANTIS ET SERVICES ASSOCIÉS (LOT EXCLUSIF DU LOT 5)	ORANGE	57037 METZ CEDEX 01	340 000
20160235	SIR 4023C SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS RACCORDEMENTS ANALOGIQUES, ABONNEMENTS ET TOUTES COMMUNICATIONS ASSOCIÉS	ORANGE	57037 METZ CEDEX 01	1 980 000
20160234	SIR 4023C SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS RACCORDEMENTS T2 ET T0, ABONNEMENTS ET TOUTES COMMUNICATIONS ASSOCIÉES	Société COMPLETEL	67100 STRASBOURG	990 000
20160237	SIR 4023C SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS SERVICES DE TÉLÉPHONIE MOBILE	ORANGE	57037 METZ CEDEX 01	1 760 000
20160238	SIR 4023C SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS SERVICES DE TRANSPORT DE DONNÉES INTERSITE, ACCÈS INTERNET À DÉBITS GARANTIS	Société COMPLETEL	67100 STRASBOURG	2 740 000
20160236	SIR 4023C SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS TRAVAUX ET ÉTUDES, LIAISONS LOUÉES ET AUTRES SERVICES	ORANGE	57037 METZ CEDEX 01	100 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20141311	14035C ACQUISITION ET INSTALLATION D'UN PONT BASCULE POUR LE PESAGE DE CAMIONS AU CENTRE TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT	PRECIA MOLEN	57140 WOIPPY	48 354

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150994	15022C MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION RELATIF À L'EXPLOITATION, LA GESTION DES RESTAURANTS DU CENTRE ADMINISTRATIF ET DE LA FÉDÉRATION, DE LEURS CAFÉTÉRIAS ET DES DISTRIBUTEURS DE BOISSONS	AGRIATE CONSEIL	92100 BOULOGNE BILLANCOURT	38 691,67
20160119	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG BOURSE - ESPLANADE - KRUTENAU	AU PORT'UNES	67000 STRASBOURG	10 462,01
20160145	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG HAUTEPIERRE - CRONENBOURG - POTERIES	CRENO	67200 STRASBOURG	8 288,5
20160124	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG LOCAUX PARC DE LA FÉDÉRATION OU À PROXIMITÉ	SCOPROBAT	67020 STRASBOURG CEDEX 1	90 266,22
20160120	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG MONTAGNE VERTE - ELSAU - KOENIGSHOFFEN	Sté PILO	67380 LINGOLSHEIM	1 000
20160153	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG NETTOYAGE DE LA VITRERIE	CRENO/ SCOPROBAT	67200 STRASBOURG	21 400
20160154	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG NETTOYAGE PONCTUEL DES LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	NETIMMO ALSACE CENTRALE	67390 MARCKOLSHEIM	Sans minimum ni maximum
20160122	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG NEUDORF - MUSAU - PORT DU RHIN	SCOPROBAT/ AUPORTUNES	67020 STRASBOURG CEDEX 1	6 078,6
20160123	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG NEUHOF - MEINAU	Sté PILO	67380 LINGOLSHEIM	500
20160127	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG RÉSERVÉ AUX E.S.A.T., E.A OU STRUCTURES ÉQUIVALENTES SELON L'ARTICLE 15	ESATACS/REGIE DES ECRIVAINS/ MEINAU SERVICE	67300 SCHILTIGHEIM	16 697,38
20160113	15041GV PRESTATIONS DE NETTOYAGE DE DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG TRIBUNAL - GARE - KAGENECK	NETIMMO ALSACE CENTRALE	67390 MARCKOLSHEIM	630
20150975	15044C ACHAT DE PRESTATIONS "ACQUISITION DE SAVOIRS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFESSIONNELLE" ACQUISITION DE SAVOIRS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFESSIONNELLE	Centre social et culturel de Croenbourg Victor Schoelcher	67200 STRASBOURG	8 050

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150976	15044C ACHAT DE PRESTATIONS "ACQUISITION DE SAVOIRS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFESSIONNELLE" ACQUISITION DE SAVOIRS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFESSIONNELLE	CONTACT ET PROMOTION	67200 STRASBOURG	11 188
20150977		JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	67200 STRASBOURG	10 098
20150978		PLURIELLES	67000 STRASBOURG	8 490
20150979		CSC MONTAGNE VERTE	67200 STRASBOURG	11 798
20150980		CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MEINAU	67100 STRASBOURG	8 918,44
20150981		REFORME REGROUPEMENT FORMATION EMPLOI	67380 LINGOLSHEIM CEDEX	12 250
20150982		CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL VICTOR HUGO	67300 SCHILTIGHEIM	13 040
20150974	15044C ACHAT DE PRESTATIONS "ACQUISITION DE SAVOIRS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFESSIONNELLE" POSITIONNEMENT PRÉALABLE À L'ACQUISITION DE SAVOIRS LINGUISTIQUES À VISÉE PROFES	ESCAL	67000 STRASBOURG	9 800
20160151	15049C EXPLOITATION ET ENTRETIEN DE L'AÉRODROME DE STRASBOURG-NEUHOF	ATAP Aérodrome du Polygone	67100 STRASBOUYRG	190 500
20160202	15058C FOURNITURE DE BASES DE DONNÉES POUR LES MÉDIATHÈQUES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ABONNEMENT À UNE OFFRE D'AUTOFORMATION EN INFORMATIQUE, SUR SUPPORT VIDÉO	VODECLIC	92300 LEVALLOIS PERRET	6 000

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20160201	15058C FOURNITURE DE BASES DE DONNÉES POUR LES MÉDIATHÈQUES DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ABONNEMENT À UNE RESSOURCE DE PRESSE EN LIGNE PAR FEUILLETAGE SUR APPAREILS MOBI	EBSCO INFORMATION SERVICE	92183 ANTONY CEDEX	11 000
20160208	15060C ASSURANCE "INCENDIE - DIVERS DOMMAGES AUX BIENS" - CONTRAT DE 1ÈRE LIGNE ET DE 2ÈME LIGNE CONTRAT DE PREMIÈRE LIGNE	DRABER NEFF/ ALLIANZ IARD	67300 SCHILTIGHEIM	275 220
20160217	15060C ASSURANCE "INCENDIE - DIVERS DOMMAGES AUX BIENS" - CONTRAT DE 1ÈRE LIGNE ET DE 2ÈME LIGNE CONTRAT DE SECONDE LIGNE	SARRE ET MOSELLE/LIBERTY MUTUAL	57401 SARREBOURG CEDEX	29 891
20151147	15062C ELABORATION DU RÈGLEMENT DE PUBLICITÉ DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	CADRE & CITE/ ZAVOLI Philippe	69760 LIMONEST	90 000
20151049	15066C MISE À DISPOSITION D'ESPACES DE COMMUNICATION ET ACHAT DE BILLETS POUR LES MATCHES DISPUTÉS À DOMICILE.	SIG Basket SAEMSL	67100 STRASBOURG	218 947,39
20160246	15072CC MIPIM 2016 - CONCEPTION, FABRICATION, INSTALLATION ET DÉMONTAGE DE LA SCÉNOGRAPHIE ET MATÉRIELS POUR STANDS ET ESPACES DE RELATIONS PUBLIQUES	ACTIVISE	92220 BAGNEUX	59 516
20150958	DC2011CB_PL23 TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU PAPS PCPI À STRASBOURG LOT 23 ETAIEMENT	FREYSSINET	54180 HOUDEMONT	328 755
20150940	DC5008CA TRAVAUX DE CRÉATION DANS UN BÂTIMENT EXISTANT D'UN PARC DE STATIONNEMENT AVEC ABONNEMENT POUR VÉLOS, 24 RUE DU FOSSE DES TANNEURS À STRASBOURG (CENTRE VILLE) DEMOLITION - GROS-ŒUVRE	Sté BRINGOLF	67114 ESCHAU	14 981,26
20150943	DC5008CA TRAVAUX DE CRÉATION DANS UN BÂTIMENT EXISTANT D'UN PARC DE STATIONNEMENT AVEC ABONNEMENT POUR VÉLOS, 24 RUE DU FOSSE DES TANNEURS À STRASBOURG (CENTRE VILLE) ELECTRICITE	EIFFAGE ENERGIE ALSACE	67540 OSTWALD	34 285,76
20150947	DC5008CA TRAVAUX DE CRÉATION DANS UN BÂTIMENT EXISTANT D'UN PARC DE STATIONNEMENT AVEC ABONNEMENT POUR VÉLOS, 24 RUE DU FOSSE DES TANNEURS À STRASBOURG (CENTRE VILLE) ETANCHEITE	SOPREMA ENTREPRISES	67026 STRASBOURG CEDEX	22 458
20150944	DC5008CA TRAVAUX DE CRÉATION DANS UN BÂTIMENT EXISTANT D'UN PARC DE STATIONNEMENT AVEC ABONNEMENT POUR VÉLOS, 24 RUE DU FOSSE DES TANNEURS À STRASBOURG (CENTRE VILLE) PLATRERIE - PEINTURE	DECOPEINT	67840 KILSTETT	37 084,07

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20150945	DC5008CA TRAVAUX DE CRÉATION DANS UN BÂTIMENT EXISTANT D'UN PARC DE STATIONNEMENT AVEC ABONNEMENT POUR VÉLOS, 24 RUE DU FOSSE DES TANNEURS À STRASBOURG (CENTRE VILLE) SANITAIRE - ASSAINISSEMENT - RESEAUX ENTERRES	Sté FRANCOIS & fils	67300 SCHILTIGHEIM	7 361,28
20150948	DC5008CA TRAVAUX DE CRÉATION DANS UN BÂTIMENT EXISTANT D'UN PARC DE STATIONNEMENT AVEC ABONNEMENT POUR VÉLOS, 24 RUE DU FOSSE DES TANNEURS À STRASBOURG (CENTRE VILLE) SERRURERIE	Ets LAUGEL ET RENOUARD	88100 SAINTE MARGUERITE	39 500
20150989	DC5009CA TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG DESAMIANTAGE	Sté CARDEM	67802 BISCHHEIM CEDEX	53 500
20150960	DC5009CA TRAVAUX D'EXTENSION - RESTRUCTURATION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE À STRASBOURG ESPACES VERTS - ABATTAGE - ARRACHAGE - PROTECTION	SAS SCHOTT ELAGAGE	57370 PHALSBOURG	7 900
20151080	DC5011GC - MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION SPS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE MATERNELLE ET DE LOGEMENTS SUR L'ILOT G DU QUARTIER DANUBE À STRASBOURG CONTROLE TECHNIQUE	Bureau VERITAS	67088 STRASBOURG CEDEX 2	37 380
20151081	DC5011GC - MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION SPS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE MATERNELLE ET DE LOGEMENTS SUR L'ILOT G DU QUARTIER DANUBE À STRASBOURG COORDINATION SPS	B.E.C.S.	92100 BOULOGNE	17 370
20151037	DEP5019C : CONDUITES DE TRANSFERT POUR LA CRÉATION D'UN CHAMP CAPTANT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AU SUD DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE CANALISATIONS - SECTEUR ILLKIRCH/ STRASBOURG	SOGEA EST / SOGEA RHONE ALPES	67403 ILLKIRCH CEDEX	8 538 038
20151046	DEP5019C : CONDUITES DE TRANSFERT POUR LA CRÉATION D'UN CHAMP CAPTANT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AU SUD DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE CANALISATIONS - SECTEUR PLOBSHEIM/ ESCHAU	INEO RESEAUX EST/JEAN LEFEBVRE ALSACE	67810 HOLTZHEIM	8 393 768,4
20151040	DEP5019C : CONDUITES DE TRANSFERT POUR LA CRÉATION D'UN CHAMP CAPTANT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AU SUD DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE CANALISATIONS - SECTEUR STRASBOURG	EUROVIA AFC Agence de Molsheim	67129 MOLSHEIM CEDEX	5 985 859
20150926	DEP5024C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DES VOSGES À HOENHEIM TRAVAUX DE VOIRIE	Sté G.C.M. S.A.	67330 BOUXWILLER	29 500

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151017	DEP5039C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE ERNEST RENAN, TRONÇON ENTRE LA RUE DU RAISIN ET LA ROUTE BURKEL, À ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	EUROVIA AFC Agence de Molsheim	67129 MOLSHEIM CEDEX	16 010
20160250	DEP5044C MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LES AMÉNAGEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME WACKEN EUROPE À STRASBOURG ACTIONS ASSOCIÉES AU RÉSEAU TRAMWAY ET OUVRAGES D'ART	ARCADIS-DIGITALE PAYSAGE- ACTE LUMIERE	67012 STRASBOURG CEDEX	258 247,33
20160253	DEP5044C MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LES AMÉNAGEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME WACKEN EUROPE À STRASBOURG ACTIONS DISSOCIÉES DU RÉSEAU TRAMWAY	BEREST/ENJEUX/ BEREST PARENTHESE	67401 ILLKIRCH CEDEX	131 980
20151026	DEP504GC MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DES VOIRIES DU SECTEUR NORMANDIE-SCHULMEISTER-WEEBER À STRASBOURG-MEINAU	INGEROP/ACTE 2 PAYSAGES	67088 STRASBOURG CEDEX 2	135 942,04
20150925	DEP5053C TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUE DES FLÛTISTES, ENTRE LA RUE DES ACCORDÉONISTES ET LA RUE DES LUTHIERS, À STRASBOURG-NEUHOF	COLAS EST Agence de Strasbourg	67541 OSTWALD CEDEX	147 874
20150917	DEP5055C RÉHABILITATION DES COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT RUES BEETHOVEN, VOLTAIRE, OBERLIN, GEORGES SAND, JEAN HOLWEG, GÉNÉRAL DE GAULLE ET PLACE MOLIÈRE À VENDENHEIM	AXEO TP	67170 BRUMATH	129 970
20150988	DEP5056C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU QUARTIER RUE DE L'ILL À REICHSTETT	COLAS EST Agence de Strasbourg	67541 OSTWALD CEDEX	93 608,25
20151028	DEP5057C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DES GAULOIS À GEISPOLSHEIM	Sté SATER	67620 SOUFFLENHEIM	140 352
20151014	DEP5058C MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA RUE PRINCIPALE DE LA ZAC JEAN MONNET À ECKBOLSHEIM	BEREST Bureaux d'Etudes Réunis de l'Est	67401 ILLKIRCH CEDEX	40 700
20150928	DEP5059C TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUE DES VEAUX ET RUE DE LA FONTAINE À BISCHHEIM	Sté SOTRAVEST	67110 OBERBRONN	127 487,5
20151170	DEP505GC MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DES RUES TOREAU, CARPE HAUTE ET DU QUAI JACOUTOT EN ACCOMPAGNEMENT DU CONSULAT DE TURQUIE	BEREST Bureaux d'Etudes Réunis de l'Est	67401 ILLKIRCH CEDEX	90 015
20151016	DEP5060C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DU RHÔNE À PLOBSHEIM	EUROVIA AFC Agence de Molsheim	67129 MOLSHEIM CEDEX	144 768,5
20151120	DEP5062C TRAVAUX DE RÉHABILITATION D'ASSAINISSEMENT RUE DES CHAMPS, RUE DES VOSGES ET ROUTE DE SAVERNE À OBERHAUSBERGEN	AXEO TP	67170 BRUMATH	133 319

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151070	DEP5064C TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT ROUTE BURKEL, RUES DE LA PRAIRIE, DES PRÉS ET DE L'ARC-EN-CIEL À ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	AXEO TP	67170 BRUMATH	204 050
20151172	DEP5066C TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT SECTEUR DE LA RUE DE BLAESHEIM À STRASBOURG MONTAGNE-VERTE	SMCE FORAGE	68510 SIERENTZ	255 600
20151192	DEP5067C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DU RIETH À STRASBOURG-CRONENBOURG ESPACES VERTS-ARBRES D'ALIGNEMENT	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	17 000
20151191	DEP5067C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DU RIETH À STRASBOURG-CRONENBOURG SIGNALISATION DYNAMIQUE	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	58 542,35
20151190	DEP5067C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DU RIETH À STRASBOURG-CRONENBOURG VOIRIE SIGNALISATION	LINGENHELD TP	67203 OBERSCHAEFF OLSHEIM	650 000
20151168	DEP5070C TRAVAUX DE POSE DE COLLECTEURS D'ASSAINISSEMENT ET RESTRUCTURATION DE LA STATION DE POMPAGE SP 133 RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS À STRASBOURG	SPEYSER Lucien et Cie	67150 GERSTHEIM	124 055
20160220	DEP5071C TRAVAUX DE POSE D'UN RÉSEAU DE CHALEUR URBAIN À STRASBOURG - LIAISON SETE - CENTRALE BIOMASSE CRE3	SADE/NORD EST TP CANALISATIONS	67640 FERGERSHEIM	Sans minimum ni maximum
20151194	DEP5073C TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE QUAI KOCH, AVENUE DE LA LIBERTÉ ET RUE WENCKER À STRASBOURG	SPEYSER Lucien et Cie	67150 GERSTHEIM	196 740
20160254	DEP5074C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE MARIA CALLAS À LINGOLSHEIM TRAVAUX DE MISE AUX NORMES D'UNE STATION DE POMPAGE D'ASSAINISSEMENT	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	67720 HOERDT	99 360,1
20160219	DEP5074C TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE MARIA CALLAS À LINGOLSHEIM TRAVAUX DE VOIRIE	COLAS EST Agence de Strasbourg	67541 OSTWALD CEDEX	173 454,45
20160255	DEP5076C TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUES EDEL, GUÉRIN, ET KIRSTEIN À STRASBOURG	TRABET	67500 HAGUENAU	117 900,5
20150930	DES5005C TRAVAUX DE RÉGÉNÉRATION DES PUITS 1 ET 2 DU CHAMP CAPTANT DE STRASBOURG POLYGONE DÉMONTAGE ET REMONTAGE DES ÉLÉMENTS DES PUITS	SPEYSER Lucien et Cie	67150 GERSTHEIM	40 000
20150931	DES5005C TRAVAUX DE RÉGÉNÉRATION DES PUITS 1 ET 2 DU CHAMP CAPTANT DE STRASBOURG POLYGONE RÉGÉNÉRATION DES PUITS	HERLI FRANCE	67451 MUNDOLSHEIM	100 507,4
20151121	DES5014C RENFORCEMENT DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION EN EAU POTABLE, RUE DE L'EHN À GEISPOLSHEIM	Sté SOTRAVEST	67110 OBERBRONN	79 848

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20151092	DES5015C RENFORCEMENT DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION EN EAU POTABLE RUES D'AUTEUIL, DE VINCENNES ET DE DEAUVILLE À ECKWERSHEIM	Jean LEFEBVRE ALSACE	67507 HAGUENAU CEDEX	116 669
20160249	DES5020C ASSISTANCE À L'ÉVALUATION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DU RÉSEAU CÂBLÉ DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ET À LA RÉFLEXION SUR LA FIN ANTICIPÉE DES CONTRATS DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	TACTIS/ B.O.T. Avocats	94300 VINCENNES	57 800
20151175	DES5021C- ELABORATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DES RÉSEAUX DE CHALEUR	NALDEO/FINANCE CONSULT	78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES	43 050
20151101	DES5023C - RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE RUE HENRI EBEL À FEGERSHEIM	EUROVIA AFC Agence de Molsheim	67129 MOLSHEIM CEDEX	64 394
20160231	DPE3088C TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS MALRAUX À STRASBOURG - RÉALISATION D'UNE PASSERELLE FRANCHISSANT LE BASSIN D'AUSTERLITZ MARCHE 20140408	GTM Agence TP Est / BERTHOLD	67452 MUNDOLSHEIM CEDEX	10 410
20150924	DPE3090C TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE SÉCURITÉ ET DE MISE À NIVEAU DU TUNNEL DE L'ETOILE À STRASBOURG	SPIE EST	67411 ILLKIRCH CEDEX	25 242,42
20151160	FOURNITURE ET POSE DE PODIUM POUR LA SALLE DE RÉPÉTITION OPS (LOT N° 16) AU PALAIS DE LA MUSIQUE ET DES CONGRÈS DE STRASBOURG	EUROPODIUM	67190 GRESSWILLER	89 791,72

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Demandes de remise gracieuse.

Monsieur Olivier RITLENG, agent non titulaire de droit public, a exercé les fonctions d'agent d'entretien au Service des musées.
A compter du 27 décembre 2012, il a été en arrêt de travail pour maladie sans interruption.
Le Comité médical départemental, a estimé que Monsieur Olivier RITLENG était définitivement inapte à toutes fonctions. En conséquence, Monsieur Olivier RITLENG a été licencié pour inaptitude physique définitive et absolue à compter du 31 décembre 2015 au soir.
Néanmoins l'ensemble des déductions liées à sa maladie a généré un trop perçu d'un montant total de 1 960,74 € que la collectivité devrait donc récupérer.
Informé de ce fait, l'intéressé a adressé à la collectivité une demande de remise gracieuse le 3 décembre 2015.
Sachant que Monsieur Olivier RITLENG est en grave difficulté tant morale que financière et dans l'impossibilité de rembourser la somme réclamée, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Monsieur Frédéric DONATELLI, chef de district au sein du Service DESPU / propreté urbaine a été stagiairisé technicien principal 2ème classe le 1er janvier 2015 après réussite à concours, et classé au 10ème échelon de son grade, à tort. Cet agent aurait du être classé au 6ème échelon, puis avancer au 7ème échelon le 17 octobre 2015.
La situation administrative de Monsieur Frédéric DONATELLI a été régularisée le 1er janvier 2016. Reste un dû rétroactif cumulé de 4 555,90 € brut.
Informé de ce fait, Monsieur Frédéric DONATELLI a adressé à la collectivité une demande de remise gracieuse le 2 janvier 2016. Etant dans une situation personnelle problématique avec un endettement conséquent, un enfant malade nécessitant des soins avec une prise en charge onéreuse (transports) et donc dans l'impossibilité de rembourser la somme réclamée, il est proposé de réserver une suite favorable à sa demande.

Monsieur Bernard MARKOWNA, ancien comptable public de l'Eurométropole de Strasbourg (anciennement Communauté urbaine) a été jugé débiteur de la somme de 374 305,60 € pour avoir payé des indemnités à des membres du personnel de la CUS en l'absence de pièces justificatives suffisantes. Ce jugement a été rendu par un arrêt de la Cour des Comptes n°2014- 668-0 du 19 novembre 2014 portant sur les comptes des exercices 2006 à 2010.
Monsieur Bernard MARKOWNA a adressé à la collectivité une demande de remise gracieuse le 1er février 2016. Le débet n'entraine aucun préjudice pour la collectivité

puisqu'il s'agit de pièces justificatives manquantes, étant entendu que la dépense était bien voulue par la collectivité et que s'agissant de rémunérations il y avait bien eu service fait. Le montant de la remise gracieuse vient neutraliser dans la comptabilité la recette induite par le prononcé du débet, il n'y a donc aucune conséquence financière pour la collectivité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

trois remises gracieuses pour un montant total de 380 822,24 €.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
Lancements des marchés d'études et de missions d'accompagnement nécessaires à la mise en œuvre du protocole de préfiguration.

L'Eurométropole de Strasbourg est engagée depuis le début des années 1990 dans une politique en faveur des quartiers qui présentaient les plus forts signes de fragilisation sociale et de dysfonctionnements urbains. Dans ce contexte, les politiques de mobilité menées depuis 20 ans et la politique de rénovation urbaine engagée depuis 10 ans ont réussi à réduire l'isolement des grands ensembles et à les intégrer dans de réelles dynamiques urbaines. Néanmoins, la paupérisation de populations trouvant des solutions de logements principalement dans ces territoires s'est renforcée.

La loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine du 21 février 2014, dite loi LAMY, a engagé une réforme globale de la Politique de la ville :
- elle a réformé la géographie prioritaire, inchangée depuis 1996, en définissant les nouveaux Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) en remplacement des Zones Urbaines Sensibles (ZUS) ;
- elle a mis en place un nouveau cadre contractuel unique, le Contrat de Ville, mis en œuvre à l'échelle intercommunale sous le pilotage des EPCI, pour une durée de 6 ans, articulé autour de trois piliers : la cohésion sociale, le développement économique et l'emploi, et le renouvellement urbain et le cadre de vie.

Le troisième pilier est mis en œuvre principalement dans le cadre du Nouveau Programme National pour le Renouvellement Urbain (NPNRU, dit ANRU 2) qui sera décliné localement dans des conventions passées avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Suite à cette réforme, le renouvellement urbain devient un volet intégré du Contrat de ville, au côté des deux autres piliers.

Le Contrat de Ville de l'Eurométropole a été signé le 10 juillet 2015 par 43 partenaires. Cette convention cadre est complétée par diverses conventions d'application aujourd'hui en cours d'élaboration. Les conventions de renouvellement urbain sont une déclinaison du Contrat de Ville et s'inscriront en complémentarité des Conventions d'application territoriales élaborées pour chaque QPV.

La présente délibération a pour objet de présenter et faire valider le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de l'Eurométropole, qui constitue la première étape de mise en œuvre du NPNRU sur le territoire métropolitain.
Ce 2ème programme de renouvellement urbain s'inscrira dans la continuité du premier programme mené sur la période 2005/2015 sur les communes de Strasbourg et Lingolsheim.

1/ L'expérience de 10 ans de projets de renouvellement urbain

A partir de 2005, l'Eurométropole, les communes de Strasbourg et Lingolsheim ont engagé, dans le cadre du premier Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU, dit ANRU 1) et avec l'appui de l'ANRU et de leurs partenaires, un ambitieux programme de rénovation urbaine sur 5 territoires (Neuhof, Meinau, Hautepierre et Cronenbourg à Strasbourg, et Hirondelles à Lingolsheim), soit près de 53 500 habitants.

Ce programme a été mis en œuvre pour et avec les habitants des quartiers concernés. La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont expérimenté, dans le cadre de ces projets de renouvellement urbain et en compléments des instances de démocratie locale mises en place en 2008, une nouvelle démarche de participation citoyenne en développant et multipliant les formats, les outils et les temps de concertation (visites de chantiers, Forums, temps d'échanges en pieds d'immeubles, projets participatifs éducatifs, culturels, de mémoire…). Ces actions ont jalonné l'élaboration et la mise en œuvre des projets en les faisant vivre et évoluer.

Pour l'ensemble de ces 5 projets, le montant des investissements publics est de 846 M € TTC pour plus de 500 opérations. Il s'agit du montant prévisionnel définitif des Projets de rénovation urbaine (PRU) menés dans le cadre de l'ANRU 1, suite à la validation en juin 2015 des derniers avenants de sortie. Ce montant est supérieur de 110 M€ par rapport au montant initialement prévu à la signature des conventions ; il témoigne de la détermination de l'engagement de l'Eurométropole, des communes et de leurs partenaires, en particulier les bailleurs sociaux, dans les projets.

Pour mémoire, la répartition et l'évolution des participations aux conventions est le suivant :
- *47 % bailleurs (397,6 M€ soit + 25 % par rapport à la participation initiale)*
- *19 % Eurométropole et communes (157,3 M€ soit + 6 % par rapport à la participation initiale)*
- *15 % ANRU (125,5 M€ soit + 2,8 % par rapport à la participation initiale)*
- *3,7 % CD 67 (31 M€)*
- *2,2 % CR Alsace (18,8 M€)*
- *Autres : 0,5 % FEDER; 0,2 % CDC (fonds propres hors prêts) ; 7,3 % autres opérateurs (CAF, MO privées) ; compensation FC TVA.*

Ces investissements publics ont été complétés par plus de 650 M€ d'investissements privés dans les domaines de l'immobilier et de l'économie. Par ailleurs, d'autres opérations ont été mises en œuvre par la collectivité et différents maîtres d'ouvrage, sans bénéficier de subventions de l'ANRU, comme notamment l'extension du réseau de transports en commun en site propre.

Les cinq projets ont engagé leurs dernières phases de mise en œuvre opérationnelle. En décembre 2015, 85 % des investissements programmés à hauteur de 846 M€ étaient engagés et 79 % réalisés (conformément aux engagements contractuels).

Les PRU s'appuient sur un projet urbain qui constitue le socle des débats entre les collectivités, les habitants, l'ANRU et les partenaires pour l'élaboration des conventions. Ils sont de véritables outils au service des politiques publiques et sont déclinés autour de 3 axes d'intervention :

- le désenclavement, réalisé par l'arrivée ou l'extension de lignes de TCSP, et la création ou la réorganisation des axes de circulation principaux ;
- l'introduction d'une nouvelle mixité urbaine autour de la diversification et de la requalification de l'habitat, et de la diversification des fonctions ;
- la recomposition de la trame urbaine et la régularisation des domaines publics et privés, permettant d'engager une démarche structurée de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) et garants à terme d'une plus grande mutabilité des territoires.

Pour mémoire, le programme opérationnel mis en œuvre (cumul des 5 conventions) est le suivant :

- *2 165 logements sociaux démolis ;*
- *1 158 logements sociaux reconstruits sur site et 1 210 reconstruits en dehors des quartiers prioritaires ;*
- *2 800 nouveaux logements en accession et locatifs libres construits ;*
- *4 259 logements sociaux réhabilités et 5 785 résidentialisés ;*
- *63 équipements publics réhabilités ou créés ;*
- *36 km linéaires de voiries créées ou réaménagées ;*
- *18 hectares de parcs, squares ou places créés ou réaménagés .*

Ces projets ont permis de remodeler structurellement des secteurs en marge du développement urbain ; les transformations majeures à souligner sont :

- la diversification de l'habitat, qui a constitué l'ambition principale de l'intervention (dans un contexte de marché immobilier tendu et d'une forte demande de logement social) ; avec 2 165 démolitions de logements sociaux et la reconstruction sur site de 3 958 logements dont 70 % de logements privés (2 800), elle a pu être engagée sur l'ensemble des quartiers ;
- la poursuite du désenclavement qui a été menée à travers le réseau de transports (nouvelles lignes de tramway Neuhof et Lingolsheim en 2007, du BHNS à Cronenbourg et extension des lignes de tramway à Hautepierre en 2013) et l'ouverture de la trame urbaine (voirie, trame bâtie, parc etc.) ;
- le retour d'investisseurs privés, avec près de 2 800 logements en accession ou locatifs libre et 116 000 m² de locaux d'activités, témoigne de la réussite des projets et d'une attractivité renouvelée de ces territoires ; deux enquêtes ont été menées par l'Eurométropole avec l'appui de l'ORIV auprès des occupants du nouveau parc privé du Neuhof en 2013[1] et des chefs d'entreprises du Neuhof et de Hautepierre en 2014[2] ; elles ont permis de confirmer une évolution positive de l'image et des dynamiques autour de ces quartiers.

Ils ont par ailleurs permis de réaliser 604 781 heures d'insertion pour 1 500 bénéficiaires (au 30 juin 2014) dans le cadre des marchés de travaux en application de la clause d'insertion.

Les dynamiques de requalification engagées doivent trouver des prolongements afin de poursuivre la mutation urbaine, sociale et économique de ces territoires et lutter contre les tendances ségrégatives toujours à l'œuvre. Il permettra de consolider les investissements et de pérenniser les acquis en matière de mixité urbaine, de participation des habitants et de dynamiques sociales et culturelles pour les 5 quartiers concernés par la rénovation urbaine depuis 2005, et d'étendre l'intervention à de nouveaux territoires.

2/ Les nouveaux principes de contractualisation avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) – éléments de cadrage national

Forte de l'expérience du PNRU, l'ANRU a mis place un nouveau processus :
- pour le choix du périmètre de mise en œuvre du NPNRU, il n'y a plus d'appel à projets :
  - l'Agence a fixé la liste des 201 territoires d'intérêt national éligibles au NPNRU (CA ANRU du 16 décembre 2014) ;
  - les territoires d'intérêt régional sont identifiés et actés dans le Contrat de Ville et le Contrat de projet Etat-Région (CPER) ;
- pour la contractualisation, elle s'organisera en deux étapes :
  - la signature et la mise en œuvre d'un protocole de préfiguration à l'échelle de l'agglomération (2016/2017);
  - suivies de la signature et de la mise en œuvre de conventions pluriannuelles distinctes pour chaque territoire (2017 à 2024).

La phase « protocole », qui a vocation à durer de 12 à 24 mois, est une étape clé de l'élaboration des projets urbains. Elle doit permettre d'approfondir les orientations du Contrat de Ville, de traduire les objectifs dans un programme d'opérations et de préparer la mise en œuvre opérationnelle. C'est une phase préalable d'élaboration des projets à travers un programme d'études et de concertation des habitants.

La phase « conventions pluriannuelles », qui sera mise en œuvre de la signature de la convention à l'achèvement du NPNRU en 2024, est la phase de mise en œuvre opérationnelle du programme des opérations.

3/ Le protocole de préfiguration de l'Eurométropole de Strasbourg

Le périmètre du NPNRU
Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le périmètre de mise en œuvre du NPNRU est le suivant :
- 3 territoires d'intérêt national, pouvant bénéficier de Projets de renouvellement d'intérêt national (PRIN) :
  - le QPV Neuhof-Meinau à Strasbourg (15 700 habitants) ;
  - le QPV Hautepierre à Strasbourg (13 620 habitants) ;
  - le QPV Quartiers Ouest à Schiltigheim-Bischheim (6 050 habitants) ;

- 4 territoires d'intérêt régional, pouvant bénéficier de Projets de renouvellement d'intérêt régional (PRIR) :
    - le QPV Elsau à Strasbourg (4 820 habitants) – territoire signalé par l'ANRU ;
    - le QPV Cronenbourg à Strasbourg (8 030 habitants) ;
    - le QPV Lingolsheim à Lingolsheim (2 470 habitants) ;
    - le QPV Libermann à Illkirch-Graffenstaden (2 410 habitants).

Ces 7 QPV couvrent 8 territoires (avec le QPV Neuhof-Meinau comme périmètre unique de projet pour 2 territoires) et comptent près de 53 400 habitants, soit 11% de la population totale de l'agglomération et 69% de la population totale des 18 QPV de l'Eurométropole.

Le contenu du Protocole de préfiguration

Le protocole de préfiguration de l'Eurométropole porte sur l'ensemble de ces territoires et sera mis en œuvre sur la période 2016-2017. Il est porté et mis en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg en coordination étroite avec les communes concernées.

- Il précise les enjeux et les orientations urbaines en matière de renouvellement urbain à l'échelle de l'agglomération et à l'échelle de chaque quartier. Le NPNRU de l'Eurométropole sera élaboré autour de 4 objectifs structurants :
    - poursuivre la dynamique de revalorisation en cours afin de renforcer l'attractivité résidentielle de l'agglomération et plus particulièrement de son parc locatif social ;
    - pérenniser les investissements publics et privés engagés ;
    - construire les projets pour et avec les habitants et en faire des outils de dynamisation de la vie culturelle et sociale ;
    - faire des projets et démarches sur ces territoires, des lieux d'excellence et d'expérimentation dans le domaine de la ville durable.

D'un point de vue opérationnel, les projets seront mis en œuvre autour des 5 principes d'intervention suivants :
- l'intégration des sites dans leur environnement et l'amélioration de leur ouverture sur la ville ;
- la diversification et l'amélioration de l'habitat ;
- la qualité du cadre de vie et de l'accès aux services ;
- l'amélioration de la gestion urbaine de proximité ;
- le cas échéant et selon les potentiels de chaque site, la diversification des fonctions par l'activité économique, culturelle ou administrative.

Enfin, les projets de renouvellement urbain seront articulés avec les projets territoriaux de l'agglomération et inscrits dans *3 échelles de réflexions et d'interventions* (QPV, quartier élargi et bassin de vie, agglomération).

- Il conforte l'engagement des collectivités porté dans le Contrat de Ville d'associer toujours plus étroitement les habitants à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets à travers les Conseils citoyens et les Maisons du projet. Les communes et l'Eurométropole visent à développer une démarche et des outils permettant un recueil de parole large et au plus près des habitants, et visant à sortir des formats de rencontres et d'échanges « classiques » pour permettre l'expression du plus grand nombre, notamment des publics éloignés de la communication institutionnelle. Il précise les

modalités d'appui technique et financier de l'Eurométropole auprès des communes pour développer la participation des habitants aux projets.

- Il confirme également que le nouveau programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole est un volet intégré du Contrat de ville, au côté des deux autres piliers « cohésion sociale » et « emploi/développement économique », et qu'il s'articulera en particulier avec les questions de stratégie d'attribution des logements sociaux et de gestion urbaine de proximité (GUP).
  Les projets urbains s'inscriront dans les orientations des conventions territoriales et thématiques du Contrat de Ville qui ont vocation à décliner les orientations prioritaires en plans d'action territorialisés adaptés aux enjeux et aux besoins de chacun des territoires identifiés dans les « cahiers de quartier du Contrat de Ville », notamment sur les questions relatives à la tranquillité publique, à l'insertion et au développement économique, à l'éducation, aux services et commerces de proximité, à la santé, etc.

- Il détaille l'ensemble du programme de travail et des moyens qui seront mis en œuvre pour l'élaboration des projets urbains en vue d'aboutir à la signature des conventions ANRU pluriannuelles, à travers :
  - la liste des études et des missions d'assistance à maitrises d'ouvrage (AMO);
  - le calendrier général du programme de travail partenarial ;
  - les outils et moyens et de participation des habitants à travers les Maisons de projet ;
  - et la composition des équipes projet en charge de la mise en œuvre du protocole et le dispositif de pilotage partenarial avec l'ensemble des collectivités, cofinanceurs et bailleurs.

- Il présente la démarche de participation des habitants sur les 7 sites QPV Anru et les actions de promotion des territoires qui seraient déclinées. Pour faire face aux besoins de concertation, d'information et de communication liés à l'élaboration et la mise en œuvre du protocole de préfiguration et des Conventions Anru pluriannuelles dans le cadre du Contrat de Ville.

- Il identifie également des opérations faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage et une opération urgente, toutes sous maîtrise d'ouvrage des bailleurs et dont la réalisation n'obère pas les réflexions urbaines,

La liste prévisionnelle des études et missions d'accompagnement pour la mise en œuvre du protocole de préfiguration

L'élaboration des nouveaux projets de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg sera construite à travers le programme d'études et de missions d'accompagnement décrit ci-après et précisé au chapitre 4.3 du protocole de préfiguration annexé à la présente délibération.

1. Etude de cadrage programmatique et urbaine

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2016/2017 (18 mois)

Coût prévisionnel	350 000 € TTC / 291 667 € HT
Participations	116 667 € ANRU (40%) 29 167 € CDC (10%)

L'objet de l'étude de cadrage programmatique et urbaine est d'élaborer une stratégie et une programmation urbaine d'ensemble pour construire une vision partagée du développement urbain de chaque quartier à moyen et long terme au sein de la dynamique d'agglomération. Elle portera une approche d'ensemble sur les territoires élargis des 7 QPV inscrits au NPNRU ainsi qu'une déclinaison par quartiers. Elle sera la base de l'élaboration des plans guides.

2. Etude et AMO sur le marché immobilier et la stratégie de diversification de l'habitat

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2016/2017 (18 mois)
Coût prévisionnel	150 000 € TTC / 125 000 € HT
Participations	33 333 € ANRU (40%) 8 333 € CDC (10%)

L'objet de l'étude est d'élaborer une stratégie consolidée et partagée par l'ensemble des partenaires de la diversification de l'habitat dans les territoires en renouvellement urbain, inscrite dans le projet de développement de l'agglomération et les orientations de la politique de l'habitat inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme métropolitain.

3. Etude de l'occupation du parc de logements sociaux et des dynamiques de peuplement

Maîtrise d'ouvrage	AREAL
Périmètre	Eurométropole
Calendrier	2016 (18 mois)
Coût prévisionnel	48 000 € TTC / 40 000 € HT
Participations	12 000 € ANRU (30%) 8 000 € EMS (20%)

L'objet de l'étude est d'élaborer une connaissance partagée de l'occupation du parc de logements sociaux à l'échelle de l'Eurométropole, en apportant une analyse territorialisée à l'échelle des quartiers de Strasbourg et des communes de l'Eurométropole.

4. Etude du tissu de commerces et de services

Maitrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2016/2017 (18 mois)
Coût prévisionnel	100 000 € TTC / 83 333 € HT
Participations	41 667 € CDC (50%) 25 000 € FEDER (30%)

Le tissu des commerces et des services de proximité est une des conditions structurantes de l'attractivité résidentielle d'un territoire, tant en réponse aux besoins des habitants qu'en termes d'animation et de structuration de l'espace public.

5. Etude et AMO sur la transition énergétique

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2016/2017 (18 mois)
Coût prévisionnel	100 000 € TTC / 83 333 € HT
Participations	41 667 € CDC (50%) 21 000 € Conseil Régional Alsace (21%)

Cette étude vise à développer et partager des orientations pour construire des projets de renouvellement urbain (PRIN et PRIR) intégrés mobilisant tous les leviers d'innovation de la ville durable au service d'une amélioration des conditions de vie des habitants et de la préservation de l'environnement.

6. Cartographie de l'état des copropriétés privées

Maitrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2016/2017 (18 mois)
Coût prévisionnel	50 000 € TTC / 41 667 € HT
Participations	10 417 € ANAH (25%) 10 417 € CDC (25%)

Tous les territoires du NPNRU comptent des copropriétés privées en cœur ou dans leur proximité immédiate. L'Eurométropole souhaite mener une réflexion urbaine globale sur les territoires en incluant la problématique de l'accompagnement et du maintien de l'offre de logements privés déjà existante, et engagera dans cette optique un pré-diagnostic de l'état des copropriétés privées à travers une cartographie de l'état des copriétés pour actualiser et synthétiser sa connaissance des besoins et identifier les éventuelles actions ou interventions à prévoir.

7. Etude juridique sur la division des copropriétés privées maille Eléonore

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	QPV Hautepierre (PRIN)
Calendrier	2016/2017 (9 mois)
Coût prévisionnel	20 000 € TTC / 16 667 € HT
Participations	4 167 € ANAH (25%) 4 167 € CDC (25%)

La poursuite du renouvellement urbain de Hautepierre sera principalement engagée sur les mailles Eléonore et Brigitte, et conduira au réaménagement des cœurs de mailles et à la création d'un domaine public.

8. Diagnostic des réseaux secs et humides préalable à la poursuite du projet urbain de Hautepierre

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	QPV Hautepierre (PRIN)
Calendrier	2016/2017 (6 mois)
Coût prévisionnel	20 000 € TTC / 16 667 € HT
Participations	8 333 € ANRU (50%)

Pour mémoire, le quartier de Hautepierre a été réalisé dans le cadre d'une concession d'aménagement entre 1967 et 1977 par la SERS. Au terme de ces réalisations, l'ensemble des équipements (voies d'accès, parcs, squares, réseaux eau et assainissement, réseau de chaleur) n'ont pas été intégrés dans le domaine public. Leur entretien et leur gestion sont assurés depuis 1980 par l'ASERH et payés par les locataires et propriétaires du quartier (charges). L'ASERH n'étant pas un opérateur spécialisé dans la gestion des réseaux, leur état général est aujourd'hui globalement dégradé. De plus, les interventions ponctuelles dont ils ont bénéficié n'ont pas été répertoriées, inventoriées et cartographiées.

Dans le cadre du premier projet de rénovation urbaine de Hautepierre, l'Eurométropole a engagé la régularisation de cette situation sur les mailles Karine, Jacqueline et Catherine (réfection et intégration de ces réseaux en lien avec les opérations d'aménagement et de création du domaine public), sans avoir une connaissance précise de la situation desdits réseaux. Cette situation a entraîné des surcoûts d'opérations ainsi que des désagréments pour les habitants en phase chantier.

L'objet de ce diagnostic est de permettre de mener les réflexions urbaines en s'appuyant sur une connaissance précise des réseaux, d'anticiper plus efficacement leurs éventuels déplacements et les coûts qui y seraient liés, ainsi que d'anticiper la gestion des chantiers.

9. Mission d'AMO OPC urbain « phase protocole »

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2016/2017 (12 mois)
Coût prévisionnel	162 500€ TTC / 135 417€ HT
Participations	40 625 € ANRU (30%) 27 083 € CDC (20%)

Dans la dernière phase de l'étude de cadrage programmatique et urbaine, une mission d'OPC urbain « phase protocole » sera engagée pour mener l'analyse et l'ordonnancement des plannings des programmes d'opérations proposés dans le cadre des projets urbains. Elle permettra de confirmer la faisabilité opérationnelle des programmes en vue de leur inscription dans les conventions pluriannuelles à l'issue du programme de travail du protocole. Cette analyse inclura spécifiquement les étapes de la concertation et de la participation des habitants aux projets.

A l'issue de la phase « protocole », pour les territoires d'intérêt national (PRIN), une mission d'AMO « OPC urbain multi-sites » sera engagée pour accompagner les directions

de projet/territoires dans la mise en œuvre des PRIN au sein des instances de coordination opérationnelles.

10. Mission d'AMO juridique pré-opérationnelle

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2017 (12 mois)
Coût prévisionnel	15 000 € TTC / 12 500 € HT
Participations	6 250 € ANRU (50%)

Dans la dernière phase de l'étude de cadrage programmatique et urbaine, une mission d'AMO juridique pourrait être mobilisée pour réaliser des analyses juridiques pré-opérationnelles sur des sujets complexes.

11. Mission d'association des habitants et usagers

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	7 QPV ANRU – intérêts national et régional (8 territoires)
Calendrier	2016/2017 (24 mois)
Coût prévisionnel	250 000 € TTC / 208 333 € HT
Participations	83 333 € ANRU (40%) 20 000 € CDC (10%)

Les nouveaux Contrats de Ville inscrivent pour la première fois le principe fondamental de co-construction de la Politique de la Ville avec les habitants. Dans le cadre du NPNRU, pour associer les citoyens à la décision publique, les rendre actifs dans leurs espaces de vie, créer le débat et apporter des expertises à chaque projet, à toutes les phases de sa réalisation, l'Eurométropole s'appuiera sur l'expérience de démocratie locale strasbourgeoise et des premiers projets de rénovation urbaine pour construire des formats de concertation différents, novateurs et adaptés à tous. Pour mettre en œuvre cette démarche, l'Eurométropole s'adjoindra les compétences d'une agence en communication. Le montant de ce marché est de 420 000 € HT comprenant une tranche initiale de deux ans cofinancée par l'ANRU et la CDC dans le cadre de la préfiguration, pour un montant de 210 000 € HT et reconductible deux fois un an pour un montant annuel de 105 000 € HT.

Les participations prévisionnelles au Protocole de préfiguration

Le montant total prévisionnel maximal des investissements d'ingénierie portés par l'Eurométropole de Strasbourg pour les études, les missions d'AMO et la participation des habitants est de 1 014 553 € HT, dont 54 % sont cofinancés comme suit :

- 305 208 € subventions ANRU (30 %) ;
- 186 667 € subventions CDC (18 %) ;
- 14 583 € subventions ANAH (1 %) ;
- 25 000 € subventions FEDER (2 %) ;
- 21 000€ subventions Conseil Régional Alsace (2 %).

L'Eurométropole de Strasbourg participe pour sa part au co-financement de l'étude sur l'occupation du parc de logements sociaux et des dynamiques de peuplement à hauteur de 8 000 € (20 % du montant prévisionnel HT)

La base de financement forfaitaire prise en compte par les cofinanceurs pour la conduite de projet (participation au financement de 8 équivalents temps plein des postes des équipes de projet de l'Eurométropole dédiés à la mise en œuvre du protocole) est de 1 433 500 €, dont 50 % sont cofinancés comme suit :
- 676 750 € subventions ANRU (47 %) ;
- 40 000 € subventions CDC (3 %).

Les dépenses et les recettes prévisionnelles sont inscrites au budget 2016 et suivants de l'Eurométropole de Strasbourg (sous réserve du respect du principe d'annuité budgétaire), dans l'enveloppe 2016/AP0116, CRB RU01, programme 1098, fonction 518 (nature dépense 2031 et nature recettes 2031).

Le Protocole de préfiguration a été élaboré en partenariat avec l'ensemble des communes et des principaux bailleurs concernés, les services de l'Etat représentant local de l'ANRU, l'AREAL, la Caisse des dépôts, le Conseil régional d'Alsace et le Conseil départemental du Bas-Rhin.

Il a été présenté en Réunion Technique Partenariale (RTP) de l'ANRU le 22 octobre 2015 et en Comité d'Engagement (CE) de l'ANRU le 3 mars 2016. Le projet de protocole présenté en CE et ses annexes sont téléchargeables sur le lien ci-après :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=pYGexVgG7DHNhj5kpU2VXD

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
Vu la convention cadre du Contrat de Ville 2015-2020 de l'Eurométropole
signée le 10 juillet 2015
Sous réserve de la décision du Comité d'engagement national de l'ANRU
du 3 mars 2016
approuve

- *le projet de Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg, tel que joint en annexe ;*
- *le lancement d'un marché à bons de commande pour faire face aux besoins de concertation, d'information et de communication liés à l'élaboration et à la mise en œuvre du protocole de préfiguration et des conventions ANRU pluriannuelles dans le cadre du Contrat de ville ; le montant de ce marché est de 420 000 € HT comprenant une période initiale de 2 ans pour un montant de 210 000 € HT reconductible deux fois un an pour un montant annuel de 105 000 € HT ;*

- *le lancement de neuf marchés d'études de cadrage programmatique et urbaine, d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le marché immobilier et la stratégie de diversification de l'habitat, d'étude du tissus de commerces et de services, d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur la transition énergétique, d'étude de cartographie de l'état des copropriétés dégradées, d'études juridiques sur la division des copropriétés privées maille Eléonore à Hautepierre, de diagnostic des réseaux secs et humides préalables à la poursuite du projet urbain de Hautepierre, d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage OPC urbain « phase protocole »,d'études et d'assistance juridique pré-opérationnelle tels qu'exposés à l'article 4.3 du protocole de préfiguration joint en annexe pour un montant prévisionnel de 1 014 583 € HT étant précisé que certains de ces marchés pourront faire l'objet de prix mixtes en réservant une part accessoire de leur montant à des prestations exceptionnelles confiées par bons de commande ;*
- *la participation de l'Eurométropole à l'étude de l'occupation du parc de logements sociaux et des dynamiques de peuplement sous maîtrise d'ouvrage de l'AREAL pour un montant plafond de 8 000,00 € ;*

décide

- *de l'imputation multiple des dépenses relatives au marché à bons de commande pour l'association des habitants et usagers au NPNRU :*
    - *PRIN Neuhof /Meinau : 2016/AP0116 Ligne 332 Fonction 518 Nature 2031 Programme 1099 CRB RU01,*
    - *PRIN Hautepierre : 2016/AP0116 Ligne 333 Fonction 518 Nature 2031 Programme 1100 CRB RU01,*
    - *PRIN Quartier Ouest (Bischheim, Schiltigheim) : 2016/AP0116 Ligne 334 Fonction 518 Nature 2031 Programme 1101 CRB RU01,*
    - *PRIR Cronenbourg : 2016/AP0116 Ligne 335 Fonction 518 Nature 2031 Programme 1102 CRB RU01,*
    - *PRIR Elsau : 2016/AP0116 Ligne 336 Fonction 518 Nature 2031 Programme 1103 CRB RU01,*
    - *PRIN Libermann : 2016/AP0116 Ligne 337 Fonction 518 Nature 2031 Programme 1104 CRB RU01,*
    - *PRIR Lingolsheim : 2016/AP0116 Ligne 338 Fonction 518 Nature 2031 Programme 1105 CRB RU01,*
- *de l'imputation des dépenses relatives aux neuf marchés d'études sur les lignes budgétaire 2016/AP116 ligne 331 fonction 518 nature 2031 programme 1098 CRB RU 01 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :
- *à signer pour l'Eurométropole de Strasbourg le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *à signer tous les documents et conventions relatifs à sa mise en œuvre ;*
- *à lancer toutes les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter les marchés ainsi que tous les actes en résultant ;*

- *à solliciter auprès de l'ANRU, de la CDC, de l'ANAH, du FEDER, du Conseil régional d'Alsace et de tout autre financeur les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant ;*
- *à verser la participation de l'Eurométropole à l'étude de l'occupation du parc de logements sociaux et des dynamiques de peuplement sous maîtrise d'ouvrage de l'AREAL pour un montant plafond de 8 000,00 €.*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Déclassement du domaine public de l'immeuble bâti sis 16 rue Albert Camus à Mundolsheim.

Par convention en date du 15 septembre 1980 relative au groupe scolaire primaire de la ZAC du Strengfeld à Mundolsheim, l'immeuble bâti sis 16 rue Albert Camus, propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, a été mis à la disposition de la commune à partir du 1er décembre 1970 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'enseignement primaire et pré-scolaire et a été affecté à ce titre à des missions de service public.

L'immeuble construit en 1967 a dans un premier temps abrité le logement de fonction du gardien du groupe scolaire. Transformé en 1996, il a ensuite accueilli le réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASED) et différents services sociaux, sous forme d'un lieu dédié à ces missions de service public dénommé « Maison sociale ».

Depuis le 1er septembre 2015, tous les services publics concernés ont été relocalisés dans d'autres bâtiments.
Aussi, n'étant plus utile ni pour l'exercice des missions du service public scolaire ni pour d'autres services publics, l'immeuble a été restitué à l'Eurométropole par la commune.

Sa désaffectation peut être constatée par l'Eurométropole qui en est propriétaire.

Aussi, l'immeuble ainsi désaffecté qui ne fait l'objet d'aucun autre projet public porté par l'Eurométropole et n'est plus utile à aucune mission de service public, peut être déclassé.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de prononcer le déclassement du domaine public de l'immeuble bâti sis 16 rue Albert Camus à Mundolsheim. Ledit immeuble pourra ainsi être valorisé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la convention en date du 15 septembre 1980
vu la délibération comportant remise d'immeuble du Conseil municipal de Mundolsheim en date du 18 janvier 2016

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
prend acte

de la libération effective de l'immeuble bâti sis 16 rue Albert Camus à Mundolsheim cadastré section 5 n°741/126 avec 4,93 ares, par tous les services publics ayant occupé ledit immeuble, et sa restitution à l'Eurométropole ;

constate

la désaffectation de l'immeuble bâti sis 16 rue Albert Camus à Mundolsheim cadastré section 5 n°741/126 avec 4,93 ares, tel que désigné sur le plan joint à la présente délibération ;

prononce

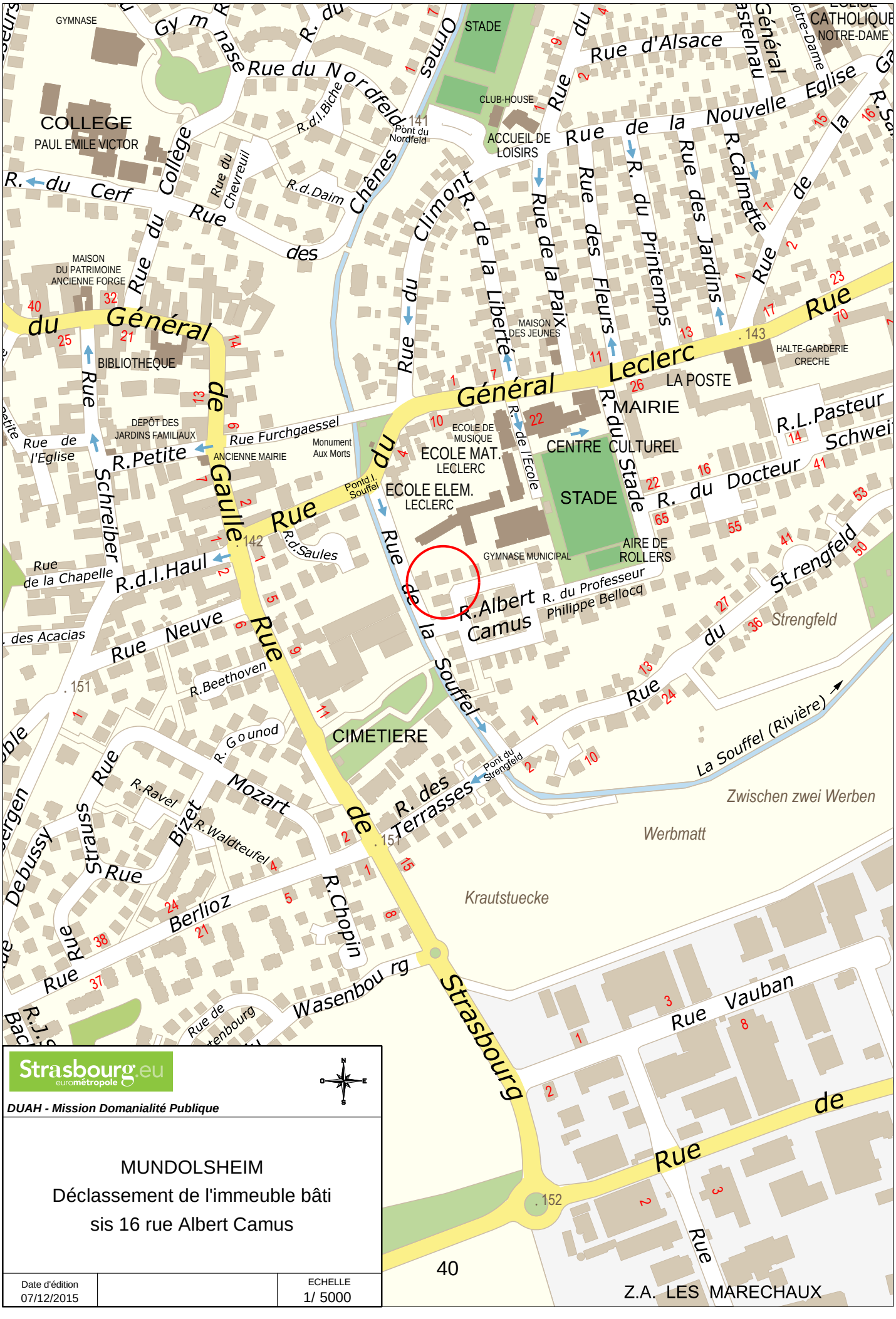
le déclassement du domaine public de l'immeuble bâti désaffecté sis 16 rue Albert Camus à Mundolsheim cadastré section 5 n° 741/126 avec 4,93 ares, tel que désigné sur le plan joint à la présente délibération ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e-à signer tout acte ou document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016



Strasbourg.eu
eurométropole

DUAH - Mission Domanialité Publique

MUNDOLSHEIM

Déclassement de l'immeuble bâti

sis 16 rue Albert Camus

Date d'édition		ECHELLE
07/12/2015		1/ 5000


1198
1200
1195
1199
RUE DE LA SOUFFEL
1
16
14
12
743
742
741
740
RUE ALBERT CAMUS
751
18
3
739
20
738
LA SOUFFEL
5
752
RUE ALBERT CAMUS
843
22
7
737
753
24
814
41
736
MUNDOLSHEIM
N
O
E
S
Déclassement de l'immeuble bâti
sis 16 rue Albert Camus
emprise à déclasser (sol+bâtiment)
Echelle : 1/ 500

6

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Adoption des tarifs 2016 de la vente de plans et données numériques.

Chaque année, le Service Géomatique et Connaissance du Territoire, de la Direction de l'Urbanisme et des Territoires, fixe les tarifs de vente des données numériques et des plans issus du SIG.

La délibération du 18 décembre 2015 fixant les tarifs pour l'année 2016 n'a pas permis de prendre en compte les évolutions nécessaires de ces tarifs.

Il convient donc d'apporter des modifications sur le document entré en vigueur au 1er janvier 2016, et notamment l'intégration du montant des frais de correspondance dans les chapitres 9 à 12 constituant l'essentiel des recettes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'adopter les nouveaux tarifs de vente de données numériques et plans annexés à la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

VENTE DE DONNEES NUMERIQUES ET DE PLANS

Chapitre 1
Le prix de vente des données numériques, des plans généraux et des plans de détail est fixé dans les chapitres 2 à 13 :

Chapitre 2
Les référentiels et les bases de données concernés par le présent tarif sont décrits dans le catalogue des bases de données consultable au Service Géomatique et connaissance du territoire.

Chapitre 3
Les termes et concepts mentionnés dans le présent tarif sont définis dans les conditions générales de diffusion consultables au Service Géomatique et connaissance du territoire.

Chapitre 4
Edition graphique de plans et vues aériennes, sortie papier ou raster

Format	Prix unitaire
A4	5,50 €
A3	10,50 €
A2	16,00 €
A1	30,00 €
A0	50,00 €

Si la commande excède deux planches groupées, la fourniture des tracés se fait selon le découpage cartographique en vigueur.

Chapitre 5
BD Topo 200 CIGAS et BD Parcellaire 200 : principes de tarification
- La facturation se fait à l'hectare en fonction des zones A et B définies en chapitre 6
- Pour les données se complétant, les prix à l'hectare s'additionnent
- La livraison de données de la BD Topo 200 CIGAS est limitée à 100 000 objets. Au-delà, une autorisation préalable du comité exécutif de la CIGAS est nécessaire.

Chapitre 6
Définition des zones tarifaires
Zone A :
Bischheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim, Strasbourg

Zone B :
Blaesheim, Eckbolsheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Holtzheim, La Wantzenau, Lampertheim, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Plobsheim, Reichstett, Souffelweyersheim, Vendenheim, Wolfisheim

Chapitre 7
BD Topo 200 CIGAS et BD Parcellaire 200

Dénomination	**Multicouche**		**Monocouche + raster**		**Monocouche**	
	Zone A	**Zone B**	**Zone A**	**Zone B**	**Zone A**	**Zone B**
standard	86,85 €	52,10 €	69,50 €	41,30 €	66,25 €	39,10 €
allégée	65,15 €	50,60 €	52,10 €	31,50 €	50,00 €	29,30 €

A ces prix s'ajoute un coût de traitement de 60 euros.
** l'option de positionnement des écritures (latérales ou centrées) n'a pas d »incidence sur la tarification.*
*** l'option parcellaire atténué est une prestation à la demande soumise à un devis préalable*

Chapitre 8
Cartes standards grand format en couleur, du 1/20 000^{e} au 1/5 000^{e}
- la carte 14,00 €

Chapitre 9
Information sur les risques connus (documents papier)
Pour une adresse donnée, les informations communiquées concernent les risques technologiques (plan au 1/10 000^{e}), le risque d'inondation (plan au 1/5 000^{e}) et la présence de galeries souterraines (plan au 1/2 000^{e}). Si l'adresse est concernée par un ou plusieurs de ces risques, un plan est joint pour chaque type de risque.
- Forfait pour les frais de recherche et la fourniture de plans par type de risque identifiés pour le bien 21,00 €

Chapitre 10
Extraits de plans parcellaires certifiés quant aux alignements
- un jeu de plan (2 exemplaires papier) 37,00 €

Fourniture d'un Arrêté Individuel d'Alignement
- arrêté et plan annexe 37,00 €

Chapitre 11
Travail à façon
Les travaux à façon font l'objet d'un devis incluant les données, les plans, ainsi que le temps passé. Le coût horaire est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines.

Chapitre 12
Attestation de numérotage
- une attestation 25,00 €

Chapitre 13
Les prix sont indiqués avec une TVA (au taux normal) incluse.

Date d'effet : 1er avril 2016

7

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Holtzheim.

Par délibération du Conseil municipal du 29 janvier 2016, la commune de Holtzheim a sollicité l'Eurométropole de Strasbourg pour procéder à la modification de son Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 8 juillet 2005 et dernièrement modifié 26 octobre 2012.

La demande de la commune consiste à supprimer l'emplacement réservé C9, au bénéfice de la commune, visant à « l'agrandissement de la place de la Mairie dans la continuité de l'aménagement réalisé récemment rue du Lieutenant Lespagnol ».

Compte tenu du sujet de la modification demandée, celle-ci peut faire l'objet d'une procédure simplifiée au titre du L.153-45 du Code de l'urbanisme.

Au titre du L.153-47, cette procédure est exonérée d'enquête publique. Toutefois, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg en présente le bilan devant le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Ainsi, il est proposé de mettre le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Holtzheim à disposition du public selon les modalités suivantes :

- Le dossier de modification simplifiée sera mis à disposition du public au siège de l'Eurométropole de Strasbourg et en Mairie de Holtzheim.

- Un registre permettant au public de formuler ses observations sera mis à disposition au siège de l'Eurométropole de Strasbourg et en Mairie de Holtzheim.

- Le dossier de modification simplifiée sera mis en ligne sur le site Internet de l'Eurométropole de Strasbourg.

- Un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, les dates, les lieux et les heures auxquels le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département du Bas-Rhin, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public. Cet avis sera affiché au siège de l'Eurométropole de Strasbourg et à la mairie de Holtzheim huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière

vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.101-1 à L.101-3, L.151-1, L.153-45 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21

vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Holtzheim, approuvé le 8 juillet 2005 et dernièrement modifié le 26 octobre 2012

après en avoir délibéré

décide

de fixer les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Holtzheim comme suit :

- *le dossier de modification simplifiée sera mis à disposition du public au siège de l'Eurométropole de Strasbourg et en Mairie de Holtzheim,*

- *un registre permettant au public de formuler ses observations sera mis à disposition au siège de l'Eurométropole de Strasbourg et en Mairie de Holtzheim,*

- *le dossier de modification simplifiée sera mis en ligne sur le site Internet de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, les dates, les lieux et les heures auxquels le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département du Bas-Rhin, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public. Cet avis sera affiché au siège de l'Eurométropole de Strasbourg et à la mairie de Holtzheim huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition ;*

précise

- *que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'Eurométropole de Strasbourg et à la mairie de Holtzheim durant un mois,*

- *que la mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département du Bas-Rhin,*

- *que la délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

charge

le Président ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

8

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Ilot Bois - Prolongation des protocoles d'accord concernant la vente des lots 1, 2 et 3.

Par délibération des conseils municipal du 17 février 2014 et communautaire du 21 février 2014, la collectivité a validé la signature de divers protocoles d'accord avec les groupements lauréats des lots du lotissement dénommé « ilot démonstrateur résidentiel bois et biosourcé ».

Aux termes d'actes en la forme sous seing privé en date du 28 mars 2014, reçus par le Président de la Communauté urbaine de Strasbourg, il a été établi notamment trois protocoles d'accord entre la collectivité et :

- la société Bouygues immobilier relatif à un projet immobilier portant sur le lot 2,
- la société Nouvel Habitat relatif à un projet immobilier portant sur les lots 1a et 1b,
- la société Nacarat relatif à un projet immobilier portant sur le lot 3

de l'ilot démonstrateur résidentiel bois et biosourcé.

Ces protocoles visaient à fixer les obligations des parties pendant toute la phase de montage du projet, en vue de la signature d'une promesse, concomitamment au dépôt du permis de construire, puis de l'acte de vente une fois les conditions suspensives levées.

Ces protocoles prévoyaient une durée initiale de 18 mois et arrivaient à échéance le 30 septembre 2015. Ils ont été prolongés une première fois pour six mois, avec échéance au 31 mars 2016.

Au regard de la complexité des études techniques en cours sur le projet et des délais d'obtention des financements Ecocité, il apparait nécessaire de prolonger une seconde fois ces protocoles pour une durée devant courir jusqu'au 31 décembre 2016.

A l'issue des études techniques sur l'ensemble du projet, les conditions de cession des terrains en cause pourront être arrêtées. Ces conditions définitives de cession feront l'objet d'une présentation exhaustive lors d'un prochain conseil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'avenants aux protocoles d'accord signés avec les groupements lauréats des lots 1, 2 et 3 de l'ilot démonstrateur bois et biosourcés, visant à proroger la durée desdits protocoles jusqu'au 31 décembre 2016 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les avenants aux protocoles d'accord précités.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

9

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

ANRU CRONENBOURG (restructuration du secteur Einstein - Haldenbourg) :
- approbation d'acquisitions amiables par l'Eurométropole de Strasbourg de lots de copropriété au rez-de-chaussée de l'immeuble 5-7-9 rue Albert Einstein et 4 Place de Haldenbourg ;
- Indemnisation des locataires commerciaux évincés dans le périmètre de l'expropriation (4 Place de Haldenbourg) ;
- Engagement de la fixation judiciaire des indemnités pour les propriétaires opposés à la vente.

I. Le contexte

Dans le cadre du Projet de rénovation urbaine du quartier de Cronenbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec les partenaires du projet et en concertation avec les habitants et acteurs du quartier, a engagé la requalification urbaine du secteur Einstein – Haldenbourg. Cet îlot, central pour les habitants de la cité de Cronenbourg, est composé exclusivement de copropriétés de logements et de commerces. Le secteur, en particulier les commerces, se dégrade fortement et offre une image de plus en plus dévalorisée en comparaison directe des nouvelles opérations de réhabilitation de logements sociaux et de constructions neuves à proximité.

La réalisation du projet de restructuration de l'îlot Einstein – Haldenbourg se traduit par plusieurs étapes :

- l'acquisition et la démolition en 2013 de l'ancien supermarché le Mutant à l'angle de la rue Langevin et de la rue Curie ;
- l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des cellules commerciales du pied d'immeuble de la copropriété des n° 5-7-9 rue Einstein et l'éviction des commerçants en place, en vue de créer un pôle associatif ;
- l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de tous les lots de copropriété et éviction des locataires du n°4 Place de Haldenbourg (composé uniquement de cellules commerciales) ainsi que démolition du bâtiment existant.

Ce remaniement permettra de développer la qualité des commerces et des services de proximité au travers de la construction, en deux phases, d'un nouveau bâtiment à la place des commerces du bâtiment 4 place de Haldenbourg et du supermarché du Mutant démolis, offrant des commerces adaptés en pied d'immeubles et un supermarché de

proximité : l'objectif est de confier la gestion des commerces à LOCUSEM, garantissant ainsi pérennité et qualité des commerces.

Le permis de construire a été obtenu par Domial - HFA le 14 août 2015 et les travaux de construction débuteront au premier semestre 2016.

La collectivité, rencontrant des difficultés pour l'acquisition des lots de copropriété nécessaires à la requalification de ce secteur a engagé fin 2012 une procédure d'expropriation, visant à s'assurer la maîtrise foncière du bâtiment 4 Place d'Haldenbourg et des rez-de-chaussée commerciaux du 5-7-9 rue Albert Einstein. L'arrêté de déclaration d'utilité publique du projet a été obtenu le 21 août 2014, et l'enquête parcellaire concernant le bâtiment 4 Place d'Haldenbourg s'est déroulée en septembre 2015. L'ordonnance d'expropriation est intervenue le 18 décembre 2015 pour ce bâtiment.

L'enquête parcellaire pour le rez-de-chaussée commercial du 5-7-9 rue Albert Einstein s'est tenue du 1er au 16 mars 2016.

Néanmoins, l'Eurométropole poursuit toujours, en parallèle de la procédure d'expropriation engagée, des négociations amiables avec les copropriétaires et les locataires. Des accords amiables supplémentaires ont aujourd'hui été trouvés avec d'autres copropriétaires pour l'acquisition des murs commerciaux de plusieurs cellules de l'immeuble 5-7-9 rue Albert Einstein.

Par ailleurs, certains commerçants ont manifesté leur consentement pour l'indemnité d'éviction qui leur a été proposée.

II. Acquisitions amiables de lots de copropriété situés dans l'immeuble au rez-de-chaussée de l'immeuble 5-7-9 Rue Albert Einstein dans le cadre de la procédure d'expropriation engagée

Des accords amiables sont intervenus avec des copropriétaires de l'immeuble 5-7-9 rue Albert Einstein pour la vente de leurs lots à l'Eurométropole. C'est le cas pour les lots propriété de la SA d'Electricité Christ et Philippou, ainsi que les lots appartenant à Monsieur Pierre AUGE. L'accord avec chacun des propriétaires est intervenu sur une indemnité d'un montant conforme à l'estimation qui en a été faite par France Domaines.

Il a toutefois été proposé d'indemniser également les propriétaires du rez-de-chaussée du 5-7-9 rue Albert Einstein par rapport aux très lourds travaux de rénovation de la copropriété (ravalement de façade et isolation extérieure, remplacement des chaudières et des ascenceurs,…) qu'ils ont supporté en 2014, mais dont ils ne profiteront pas du fait de la cession à l'Eurométropole.

III. Indemnisation des commerçants évincés et mise en place de protocoles en vue de la libération des locaux.

En parallèle des négociations menées avec les différents propriétaires, l'Eurométropole de Strasbourg a également mené des négociations avec les commerçants locataires des différentes cellules expropriées.

Certains des locataires (Pharmacie, laboratoire d'analyses médicales, boulangerie) seront transférés dans le nouveau bâtiment construit par Domial. Les autres commerçants seront évincés. Des accords ont été trouvés avec certains des commerçants sur le montant de l'indemnité d'éviction à la valeur estimée par les services de France Domaine. L'Eurométropole est toujours en discussion avec les autres commerçants. Le principe retenu dans la procédure est la libération des cellules commerciales dès que le commerçant locataire est indemnisé.

IV. Fixation judiciaire des indemnités

Certains des propriétaires du bâtiment situé au n°4 Place de Haldenbourg ont refusé la proposition financière faite par l'Eurométropole. C'est le cas de la SCI le Bosphore et de M. et Mme DEMIR, propriétaires d'une supérette. Il est proposé d'engager la fixation judiciaire, sur la base des indemnités estimées par France Domaine.

Par conséquent, il est proposé au Conseil d'approuver :
- l'acquisition amiable par l'Eurométropole de lots de copropriété situés dans le périmètre de la procédure d'expropriation en cours, dans le bâtiment n°5-7-9 rue Albert Einstein ;
- l'indemnisation des commerçants évincés ainsi que la mise en place de protocoles d'accord pour la sortie des lieux.
- la fixation judiciaire pour les propriétaires opposés à la vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de France Domaine
vu l'avis du Conseil municipal du 21 mars 2016
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1) l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété 5-7-9 rue Albert Einstein à 67200 Strasbourg, propriété de l'Entreprise d'Electricité CHRIST & PHILIPPOU, et cadastrés :

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°1 :
<u>Au rez-de-chaussée</u> : le magasin n°1,
Et une fraction dans les parties communes :
- *138/10.000èmes des parties communes*

**Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°2 :
<u>Au rez-de-chaussée</u> : le magasin n°2 (boulangerie – pâtisserie), un salon, un laboratoire – pâtisserie, une chambre froide, un fournil avec cheminée, un local farine, une toilette, deux W.C., un dégagement
- du 1er étage à la terrasse-toiture inclus : la cheminée du fournil
Et une fraction dans les parties communes :
346/10.000èmes des parties communes;

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are.
Lot n°47:
<u>Au sous-sol</u> : le local réservoir à mazout n°1
Et une fraction dans les parties communes :
13/10.000èmes des parties communes ;

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are.
Lot n°188:
<u>Au sous-sol</u> : maison n°9 au sous-sol : le garage n°1
Et une fraction dans les parties communes :
14/10.000èmes des parties communes ;

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are.
Lot n°189:
<u>Au sous-sol</u> : maison n°9 au sous-sol : le garage n°2
Et une fraction dans les parties communes :
14/10.000èmes des parties communes ;

- moyennant le prix total de TROIS CENT CINQUANTE SEPT MILLE HUIT CENT TRENTE TROIS EUROS ET CINQUANTE HUIT CENTS (357.833,58 €), conformément à l'estimation des services fiscaux, se décomposant comme suit :

- *DEUX CENT CINQUANTE CINQ MILLE CENT CINQUANTE EUROS (255 150,00 €) au titre de l'indemnité principale pour les lots de copropriété n °1 et 2 ensemble ;*
- *VINGT MILLE EUROS (20.000,00 €) pour les lots de garage n°188 et n°189, soit 10 000 € / garage*
- *TRENTE MILLE CINQ CENT QUINZE EUROS (30 515,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due pour les trois lots, conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral du 21 août 2014, soit 20 % jusqu'à 5 000 €, 15 % entre 5 000 et 15 000 € et 10 % au-delà, pour les lots n°1, n°2, n°188 et n°189 ensemble ;*
- *QUATRE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT TREIZE EUROS (4 293,00 €), soit 315 €/m² pour le lot n°47 (local à mazout);*
- *la somme de QUARANTE SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS ET CINQUANTE HUIT CENTS € (47 875,58 €) au titre du remboursement des appels de fonds pour la réalisation des travaux de rénovation de l'immeuble, dont le copropriétaire vendeur ne profitera pas.*

- ainsi que la prise en charge des taxes et frais afférents à la vente à intervenir (notamment diagnostics techniques, charges de copropriété et taxe foncière prorata temporis).

2) l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété 5-7-9 rue Albert Einstein à 67200 Strasbourg, propriété de Monsieur Pierre AUGE, cadastrés :

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°120 :
<u>Au rez-de-chaussée :</u> le magasin n°1
Et une fraction dans les parties communes :
137/10.000èmes des parties communes ;

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°124(A)/25 de 49,80 ares
Section KY n°124(B)/25 de 1,77 ares
Section KY n°124(C)/25 de 0,65 are
Lot n°121 :
<u>Au rez-de-chaussée</u> : le magasin n°2
Et une fraction dans les parties communes :
100/10.000èmes des parties communes;

- moyennant le prix total de CENT QUARANTE SIX MILLE CINQ CENT DIX-HUIT EUROS ET CINQUANTE SEPT CENTS (146.518,57€), conformément à l'estimation des services fiscaux, se décomposant comme suit :

- *CENT QUINZE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT DIX EUROS (115 290,00 €) au titre de l'indemnité principale ;*
- *DOUZE MILLE CINQ CENT VINGT NEUF EUROS (12 529,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral du 21 août 2014, soit 20 % jusqu'à 5 000 €, 15 % entre 5 000 et 15 000 € et 10 % au-delà .*
- *la somme de DIX-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX- NEUF EUROS ET CINQUANTE SEPT CENTS (18 699,57 €) au titre du remboursement des appels de fonds pour la réalisation des travaux de rénovation de l'immeuble, dont le copropriétaire vendeur ne profitera pas.*

- ainsi que la prise en charge des taxes et frais afférents à la vente à intervenir (notamment diagnostics techniques, charges de copropriété et taxe foncière prorata temporis).

3) l'éviction du fonds de commerce « Café Turc - OZVATAN », propriété de Monsieur Necemettin YESILYAPRAK et de son épouse, Madame Sahure YESILYAPRAK née ESKAN exploité dans lots de copropriété n°30 et 38 dépendant de l'immeuble situé STRASBOURG (67200), 4, place de Haldenbourg. Ledit fonds de commerce est immatriculé au RCS de STRASBOURG sous le numéro numéro 440 908 200 représentée par Necmettin YESILYAPRAK, demeurant à STRASBOURG (67200), 6, rue Lavoisier,
moyennant le versement d'une indemnité d'éviction, conformément à l'estimation de France Domaine, d'un montant total de TRENTE-TROIS MILLE QUATRE CENT TRENTE SEPT EUROS (33.437,00 €) se décomposant comme suit :
- *VINGT-SIX MILLE CINQUANTE CINQ EUROS (26.055,00 €) au titre de l'indemnité principale ;*
- *DEUX MILLE SEPT CENT CINQUANTE HUIT EUROS (2.758,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral du 21 août 2014, soit 10 % jusqu'à 23 000 €, 15% au-delà ;*
- *QUATRE MILLE SIX CENT VINGT-QUATRE EUROS (4.624,00 €) au titre de l'éviction commerciale.*

4) l'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété située au n°4 Place de Haldenbourg à 67200 STRASBOURG, appartenant à la SCI Le Bosphore, cadastrés :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°136/25 de 15,03 ares,
Lot n°30 :
Au rez-de-chaussée : le magasin n°4,
Et une fraction dans les parties communes :
- *158/10.000èmes des parties communes A ;*
- *128/10.000èmes des parties communes B ;*
- *438/10.000èmes des parties communes M ;*

- moyennant une indemnité totale de VINGT QUATRE MILLE CINQ CENT SOIXANTE DEUX EUROS (24 562,00 €), conformément à l'estimation des services fiscaux, se décomposant comme suit :

- *VINGT ET UN MILLE QUATRE CENT VINGT EUROS (21 420,00 €) au titre de l'indemnité principale ;*
- *TROIS MILLE CENT QUARANTE DEUX EUROS (3 142,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral du 21 août 2014, soit 20 % jusqu'à 5 000 €, 15 % entre 5 000 et 15 000 € et 10 % au-delà .*

- ainsi que la prise en charge des taxes et frais afférents à la vente à intervenir (notamment diagnostics techniques, charges de copropriété et taxe foncière prorata temporis).

5) l'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété située au n°4 Place de Haldenbourg à 67200 STRASBOURG, appartenant à Monsieur et Madame Tufan DEMIR, cadastrés :

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°136/25 de 15,03 ares,
Lot n°29 :
Au sous-sol : un sous-sol magasin, l'escalier d'accès, un W.C., un cabinet de toilette,
Au rez-de-chaussée : le magasin n°3, un escalier d'accès au sous-sol,
Et une fraction dans les parties communes :

- *326/10.000èmes des parties communes A ;*
- *263/10.000èmes des parties communes B ;*
- *904/10.000èmes des parties communes M ;*

** Commune de Strasbourg*
Banlieue de Cronenbourg – Koenigshoffen
Section KY n°136/25 de 15,03 ares,
Lot n°39 :
Au rez-de-chaussée : le magasin n°5, un bureau et un W.C.,
Et une fraction dans les parties communes :

- *374/10.000èmes des parties communes A ;*
- *312/10.000èmes des parties communes B ;*
- *1.038/10.000èmes des parties communes M ;*

- moyennant une indemnité totale de CENT QUATRE VINGT SIX MILLE CENT TRENTE EUROS (186 130,00 €), conformément à l'estimation des services fiscaux, se décomposant comme suit :

- *CENT SOIXANTE HUIT MILLE TROIS CENTS EUROS (168 300,00 €) au titre de l'indemnité principale ;*
- *DIX SEPT MILLE HUIT CENT TRENTE EUROS (17 830,00 €) au titre de l'indemnité de remploi due conformément à l'article L 331-1 du Code de l'expropriation, la déclaration d'utilité publique du projet dans le périmètre duquel se situent les lots de copropriété ayant été déclaré par arrêté préfectoral*

du 21 août 2014, soit 20 % jusqu'à 5 000 €, 15 % entre 5 000 et 15 000 € et 10 % au-delà .

- ainsi que la prise en charge des taxes et frais afférents à la vente à intervenir (notamment diagnostics techniques, charges de copropriété et taxe foncière prorata temporis) ;

décide

- *l'imputation des dépenses de 255 150,00 €, 20 000,00 €, 30 515,00 €, 4 293,00 €, 115 290,00 €, 12 529,00 €, 24 562,00 € et 186 130,00 € sur la ligne AP 2006 N°0115 – programme 496,*
- *l'imputation des dépenses de 47 875,58 € et 18 699,57 € sur la ligne AP 2006 N°0115 – programme 496,*
- *l'imputation de la dépense de 33.437,00 € sur la ligne 678 CRB AD03G ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution des présentes.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex

☎ 03 88 10 35 00
🖷 03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)

Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14
Courriel :eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1384

Acquisition amiable

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI.
2 - Date de la consultation : Demande du 17/09/2015, reçue le 18/09/2015, délai négocié au 02/11/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Acquisition par la CUS de divers locaux commerciaux sis place de Haldenbourg et rue Einstein à Strasbourg Cronenbourg. L'opération s'inscrit dans le cadre de la rénovation urbaine de Cronenbourg/requalification du secteur Einstein-Haldenbourg, projet déclaré d'utilité publique par arrêté du Préfet du Bas-Rhin en date du 21 août 2014. Actualisation de l'avis n° 2014/959.
4 - Propriétaires présumés : Divers.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de STRASBOURG – CRONENBOURG

Parcelles	Superficie	Adresse	Zonage au POS
Section KY n°124	52.22 ares	5-7-9 rue Einstein	CRO UB10
Section KY n°136	15.03 are	4 pl de Haldenbourg	CRO UB10

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique Foncière et Immobilière

1 parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

Le projet de rénovation urbaine porté par la CUS, prévoit l'acquisition de 14 lots de copropriété dont 3 garages et un local à citerne situés dans l'immeuble du 5-7-9 rue Einstein et 11 lots dans celui situé 4 place de Haldenbourg. Tous les lots principaux correspondent à des locaux commerciaux ou associatifs qui seront soit réhabilités (rue Einstein), soit démolis (place de Haldenbourg). Ainsi certains commerces seront relocalisés dans un immeuble à construire sur le secteur, d'autres seront évincés.

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone CRO UB10 au POS de la Strasbourg suivant la dernière modification approuvée.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum des constructions de 20 m, COS non réglementé.

6. Situation locative : locaux loués.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature de l'immeuble en cause, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

900 €/m² de surface utile en rez-de-chaussée et 450 €/m² en sous-sol,

Soit une valeur totale estimée :
950 689 € HT (hors accords amiables déjà signés, en vert sur le tableau).
Détail suivant annexe n° 1 ci-jointe

Diverses précisions :
La valeur d'indemnisation des propriétaires indiquée ci-dessus fait l'objet d'un abattement de 30 % pour occupation (si tel est le cas effectivement). Par ailleurs une indemnité de remploi est due au propriétaire sur le montant résiduel, soit 20 % jusqu'à 5000 €, 15 % entre 5001 et 15000 € et 10 % au delà de 15000 €.

Lot n° 72 : la situation demande une clarification car aucun bail n'a été produit (lien familial entre propriétaire et exploitant). La valeur indiquée est une valeur pleine, qu'il conviendra d'abattre de 30 % si existence d'un bail commercial.

Lots n° 70 et 71 : il convient de déterminer sous quelles conditions les locaux sont occupés par la boulangerie Dervisoglu. En effet, le fonds de commerce n'est plus exploité depuis 2007 ; les locaux servent en réalité de dépôt à cette dernière.

Lot n° 47 (citerne à mazout) : la valeur indiquée correspond à un local en sous-sol après application de l'abattement de 30 %.

8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une acquisition immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : Tableau des indemnisations calculées.

A Strasbourg, le 30/10/2015
Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin.



MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

N° Lot	Superficie/m² SU	Nature des locaux	Propriétaire	Description sommaire	Valeur/murs retenue	Calcul	Indemnité de dépossession après abattement pour occupation de 30 %	Ind. Remploi	Total	Observations
4 pl de Haldenbourg										
27 et 28	258 m² dont 130 m² au RdC128 m² en sous-sol	Brasserie	SCI Haldenbourg/ Mme Deichtmann	RdC : bar avec activité de jeux, comptoir en bois. Au sous-sol : grande salle, local de stockage et WC. Sol carrelé, murs peints et avec lattes en bois, faux plafond, rideau de fer, vidéosurveillance, alarme anti-intrusion et anti-feu. **Etat d'entretien très moyen**	900 €/m²	(900 X 130 m²) +(450 X 128 m²) X 70 %	**122 220 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**13 222 €**	**135 442 €**	Accord amiable
29 et 39	219 m² dont 155 m² en RdC et 64 m² en sous-sol	Epicerie orientale	Consorts DEMIR, propriétaire occupant	RdC : espace non cloisonné avec sol carrelé, murs peints, plafond suspendu-état moyen. Au sous-sol : laboratoire avec chambre froide, sols et murs carrelés-**état très moyen**. Rideau de fer et vidéosurveillance.	900 €/m²	(900 X 155 m²) +(450 X 64 m²) X 100 %	**168 300 €** (valeur pleine car prop occupant) (Abattement de 50 % sur s/sol)	**17 830 €**	**186 130 €**	Pas d'accord amiable
30	34 m²	Doner kébab	SCI Le Bosphore/ M. Ozdemir	Salle et coin préparation, sol carrelé, murs en lambris et peints, plafond suspendu, rideau de fer. **Etat moyen**	900 €/m²	(900 X 34 m²) X 70 %	**21 420 €**	**3 142 €**	**24 562 €**	Pas d'accord amiable
34 et 35	234 m² dont 118 m² en RdC et 110 m² en s/sol	Pharmacie	SCI Marie Curie/ Mme Laugel	RdC : espace de vente avec sol carrelé, murs en crépi, plafond suspendu avec éclairage intégré. Sous-sol : labo, bureau, archives, stockages, WC et vestiaire. Rideau de fer, alarme et vidéosurveillance en **très bon état.**	1100 €/m²		**135 520 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**14 552 €**	**150 072 €**	Accord amiable
36	239 m² dont moitié à chq niveau	Laboratoires d'analyses médicales	SCI Marie Curie/ Mme Laugel	RdC : réception, salle d'attente, local médical et grand laboratoire. Au sous-sol : labo, bureau, archives, stockages, WC et vestiaire. Même équipement que la pharmacie en **très bon état**	1100 €/m²		**138 022 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**14 802 €**	**152 824 €**	Accord amiable
38	125 m² en sous-sol	Café turc	SCI Haldenbourg/ Mme Deichtmann	Local en forme de L à usage de restaurant avec bar, réserve, sanitaires. Sol carrelé, murs en lambris et peints, plafond suspendu, rideau de fer. **Etat moyen**	450 €/m²	(450 X 125 m²) X 70 %	**39375 €** (Abattement de 50 % sur s/sol)	**4 937 €**	**44 312 €**	Accord amiable
5-9 rue Einstein										
1	105 m² et 200 m² sur lot 2	Boulangerie	SA Christ Philippou	Magasin et arrière boutique avec sols et murs carrelés-état assez bon, autres locaux de préparation et de stockage-état moyen, magasin de vente en **bon état.**	900 €/m²	(900 X 105 m²) X 70 %	**66 150 €**	**7 615 €**	**73 765 €**	Accord en cours sur cette base
2	70	Epicerie/bazar 70 m²	SA Christ Philippou	Sol et murs carrelés, murs crépi et bois, faux plafonds, en **bon état**	900 €/m²	900 X 270 m²) X 70 %	**170 100 €**	**18 010 €**	**188 110 €**	
47	Non fourni	Local citerne fioul	SA Christ Philippou	Le local contient une grande citerne à fioul desservant la boulangerie/Refus du propriétaire de communiquer.			**315 €/m²**	**à déterminer**		
70 et 71	105 et 78	Supermarché	FIX Michel	Les 2 lots forment un seul local de vente avec réserve, chambre froide et toilettes-**état moyen**	900 €/m²	(900 X 183 m²) X 70 %	**115 290 €**	**12 529 €**	**127 819 €**	Accord en cours sur cette base
72	55	Restauration rapide	EL MAKHLOUFI Haddou	Salle de restauration, coin préparation, arrière boutique avec réserve. Sol carrelé, murs carrelés et peints, plafond suspendu, rideau métallique en **bon état**	900 €/m²	(900 X 55 m²) X 70 %	**49 500 €**	**5 950 €**	**55 450 €**	Pas d'accord amiable

188 et 189	Non fourni	2 Garages	SA Christ Philippou	A usage de garage sans aucune précision			20 000 €/2	3 000 €	23 000 €	
191	Non fourni	Garage	EL MAKHLOUFI Haddou	A usage de garage sans aucune précision			10 000 €(valeur pleine)	1 750 €	11 750 €	Pas d'accord amiable
120 et 121	105 et 78	Tabac presse	AUGE Pierre	Sol carrelé, réserve avec linoléum, murs peints, faux-plafonds, alarme, vidéosurveillance, rideaux métalliques, en **bon état**	900 €/m²	(900 X 183 m²) X 70 %	115 290 €	12 529 €	127 819 €	Pas d'accord amiable
		Alimentation CASA								
122	50	Epicerie	FIX Michel	Magasin et arrière boutique avec évier, toilettes avec lavabo, plafond suspendu, alarme et rideau métallique, en **état moyen**	900 €/m²	(900 X 50 m²) X 70 %	31 500 €	4 150 €	35 650 €	Accord en cours sur cette base
124	69	Cabines téléphoniques	HORNICK/HEVER	Sol carrelé, murs en fibre de verre peinte, faux-plafond en **bon état**	900 €/m²	(900 X 138 m²) X 70 %	86 940 €	9 694 €	96 634 €	Accord en cours sur cette base
124	69	Lcx associatifs		Sol carrelé, murs en fibre de verre peinte, faux-plafond en **bon état**						

64

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300

France Domaine
DIVISION DU DOMAINE
DU BAS-RHIN

4 place de la République
CS 51022
67070 STRASBOURG Cedex

☎ 03 88 10 35 00
03 88 10 35 01

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

CONTROLE DES OPÉRATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(Décret n° 86-455 du 14 mars 1986 modifié)

Articles L1211-1 et L1211-2 du Code générale de la propriété des personnes publiques

Enquêteur : Eliane BAEHR
☎ 03 88 10 35 14

Courriel :eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

N° 2015/1385

Acquisition amiable

1 -Service consultant : Ville et Eurométropole de Strasbourg - Affaire suivie par Mme Héléna KRZYSZOWSKI.
2 - Date de la consultation : Demande du 17/09/2015, reçue le 18/09/2015, délai négocié au 02/11/2015.
3 -Opération soumise au contrôle (objet et but) : Relogement ou éviction de divers fonds de commerce sis place de Haldenbourg et rue Einstein à Strasbourg Cronenbourg. L'opération s'inscrit dans le cadre de la rénovation urbaine de Cronenbourg/requalification du secteur Einstein-Haldenbourg ; projet déclaré d'utilité publique par arrêté du Préfet du Bas-Rhin en date du 21 août 2014. Actualisation de l'avis n° 2014/960.
4 - Propriétaires présumés : Divers.
5 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de STRASBOURG – CRONENBOURG

Parcelles	Superficie	Adresse	Zonage au POS
Section KY n°124	52.22 ares	5-7-9 rue Einstein	CRO UB10
Section KY n°136	15.03 are	4 pl de Haldenbourg	CRO UB10

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique Foncière et Immobilière

1 parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG Cedex

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Le projet de rénovation urbaine porté par la CUS, prévoit l'acquisition de certains lots de copropriété situés au rez-de-chaussée de l'immeuble du 5-7-9 rue Einstein et tous ceux situés 4 place de Haldenbourg. Tous les lots correspondent à des locaux commerciaux ou associatifs qui seront soit réhabilités (rue Einstein), soit démolis (place de Haldenbourg). Ainsi certains commerces seront relocalisés dans le secteur, d'autres évincés.
L'estimation porte sur les indemnités susceptibles d'être allouées aux propriétaires des fonds de commerce, qu'ils soient relogés ou évincés.

5a - Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
Parcelles situées en zone CRO UB10 au POS de la Strasbourg suivant la dernière modification approuvée.
Sont admises en zone UB, les constructions à usage d'habitation, de bureau, ainsi que les constructions à caractère commercial et de services.
Emprise au sol maximum de 75 %, hauteur maximum des constructions de 20 m, COS non réglementé.

6. Situation locative : ./.

7. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature des fonds de commerce, de leur situation, de leurs caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

229 453 €

Détail suivant annexe n° 1 ci-jointe.

Cette valeur se décompose en une indemnité principale basée sur la valeur du droit au bail pour tous les commerces considérés comme transférables.
S'y rajoute l'indemnité de remploi qui est de 10 % jusqu'à 23 000 € et de 15 % au-delà **pour les fonds de commerce.**
L'indemnité pour éviction commerciale est basée sur le résultat fiscal déclaré les 3 dernières années.

Il conviendra de chiffrer en sus, l'indemnité de déménagement et de réinstallation suivant devis à fournir et l'indemnité pour trouble commercial suivant les conditions de départ.

Les indemnités d'éviction commerciale n'ont pas été calculées pour les fonds de commerce dont l'acquisition est reportée.

Concernant les commerçants relogés, à défaut d'éléments suffisants, il n'a pas été calculé l'indemnisation au titre du droit au bail basée sur le différentiel de loyer pour la période restant à courir avant le renouvellement. A ce titre il y a lieu de fournir le montant du loyer mensuel et la durée résiduelle restante du bail en cours au moment du départ et le montant du futur loyer et la date d'entrée prévue dans les nouveaux locaux.

8. Observations particulières :
La présente évaluation est communiquée en vue d'une acquisition immobilière visée par la loi n° 95-127 du 08 février 1995 prévoyant une délibération obligatoire au vu d'un avis du Service du Domaine.
Cette évaluation correspond à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai **d'un an**.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n°78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pièces jointes : Tableau des indemnisations calculées.

A Strasbourg, le 30/10/2015

Pour l'Administrateur général,
Directeur régional des Finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin.

Pour le Directeur régional des Finances publiques,
L'adjointe à la responsable de la
Division France Domaine Bas-Rhin
Corinne REY

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

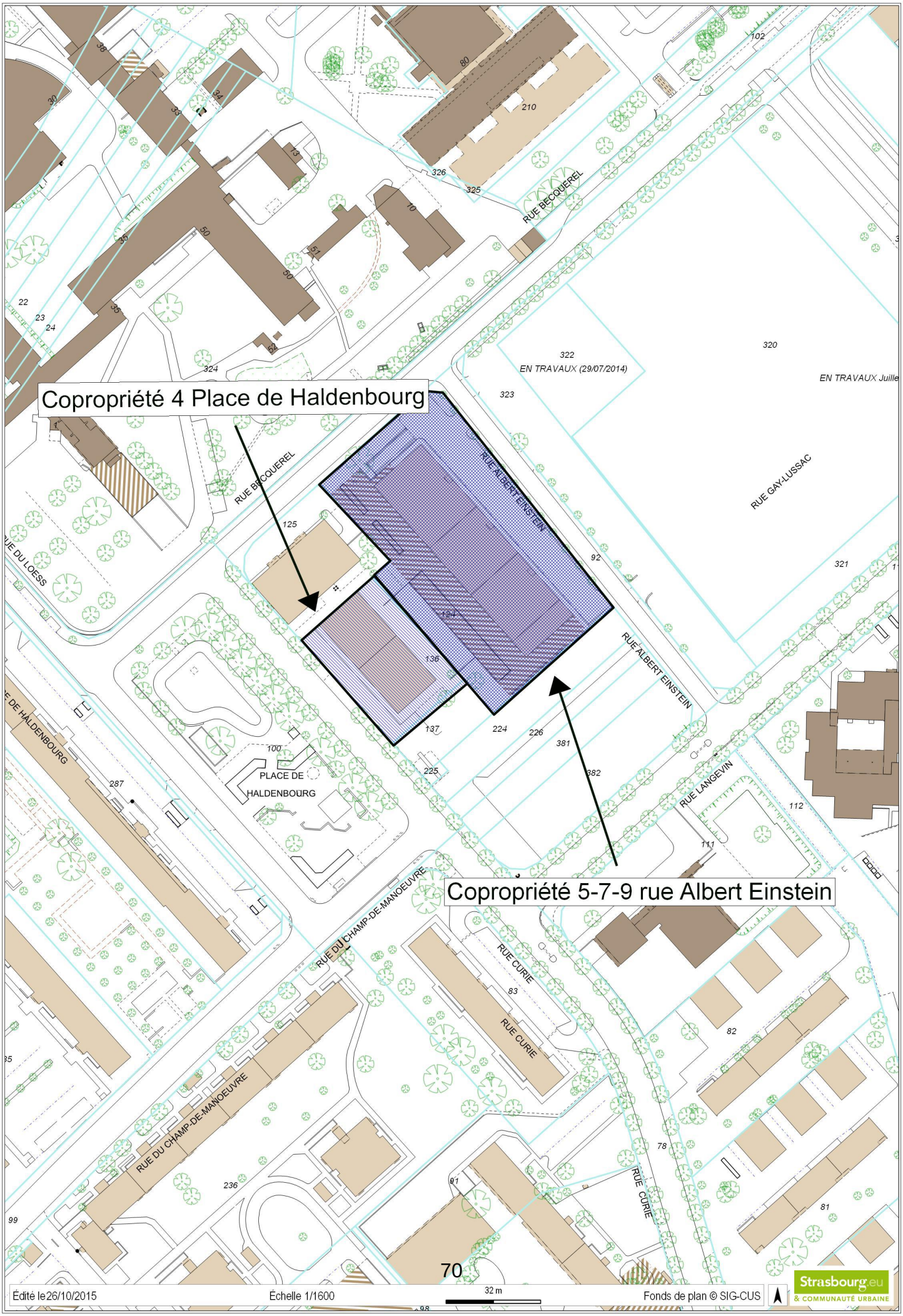
INDEMNITES DUES pour les FONDS de COMMERCE

4 pl de Haldenbourg : locaux à démolir

N° Lot	Destination envisagée	Exploitant	Indemnité principale	Remploi	Eviction commerciale	Total	Observations
27 et 28	Eviction	Brasserie et snack de la cité/Eurl ANTIBAD	52 380 €	6 707 €	1 438 €	60 525 €	Basé sur valeur droit au bail/hors ind. Déménagement et trouble commercial
29 et 39	Eviction	Magasin INTERMARKO/Consorts DEMIR	0 €	0 €	8 512 €	8 512 €	Propriétaire exploitant/pas de droit au bail
30 et 38	Eviction	Doner Kebab/Café Turc OZWATAN M. YESTLYAPRAK	26 055 €	2 758 €	4 786 €	33 599 €	Basé sur valeur droit au bail/hors ind. Déménagement et trouble commercial
32	Transfert	Ass. Emmaus				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
33	Transfert					0 €	
34 et 35	Transfert	Pharmacie/Consorts NIELSEN				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
36	Transfert	Labo Isorez-Pichoir				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer

5-7-9 rue Einstein : locaux à réhabiliter

N° Lot	Destination envisagée	Exploitant	Indemnité principale	Remploi	Eviction		Observations
1	Transfert	Boul. DERVISOGLU/ M. Iyice				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
2	Eviction	EXPRESS MARKET	18 900 €	1 890 €		20 790 €	Basé sur valeur droit au bail/hors ind. Déménagement et trouble commercial//Pas d'indemnité d'évictionau vu du résultat fiscal déficitaire.
70 et 71	Plus exploité	Supermarché DESTAN	0 €	0 €		0 €	Fonds inexistant
72	Eviction	Snack CRO	13 500 €	1 350 €	635 €	15 485 €	Vérifier si bail commercial/Eviction calculée sur base résultats déposés, soit déficit en 2012 et bénéfice en 2013 et 2014//Hors ind de déménagement et trouble commercial.
120 et 121	Transfert ou éviction en 2ème phase	Tabac presse ROBERT	39 960 €	4 844 €		44 804 €	Basé sur valeur du droit au bail/ A revoir quand acquisitions programmées
120		Epicerie et taxiphone/OURAIS	9 450 €	945 €		10 395 €	
122		MAALA EXOTIC/ M. Tarmat	13 500 €	1 350 €		14 850 €	
124		MEDIA PHONE/ M. Sitmaze	18 630 €	1 863 €		20 493 €	
124	Transfert dans seconde phase	Ass mieux vivre ensemble				0 €	Indemnité de déménagement/trouble commercial à chiffrer
		TOTAL	**192 375 €**	**21 707 €**	**15 371 €**	**229 453 €**	



Édité le 26/10/2015 Échelle 1/1600 32 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

ESQUISSE N°_____

Section KY Parcelles: 125/25,136/25

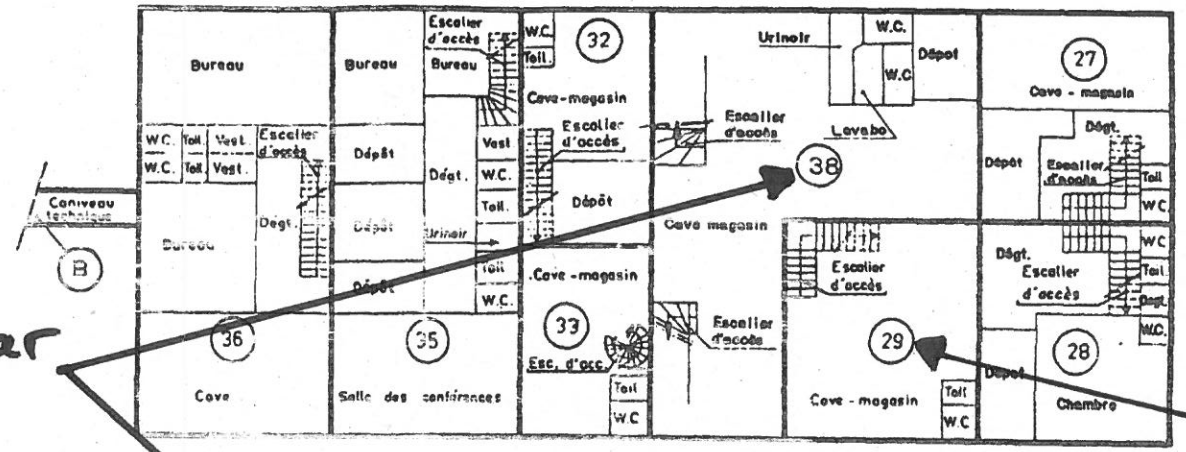
COMMUNE DE KOENIGSHOFFEN CRONENBOURG

Page

Adresse: 4 et 6 Place de Haldenbourg, 2, rue Becquerel

ETABLI PAR M. GILLES BILHAUT GEOMETRE-EXPERT D.P.L.G. 40 RUE DE LA COTE D'AZUR STRASBOURG-MEINAU

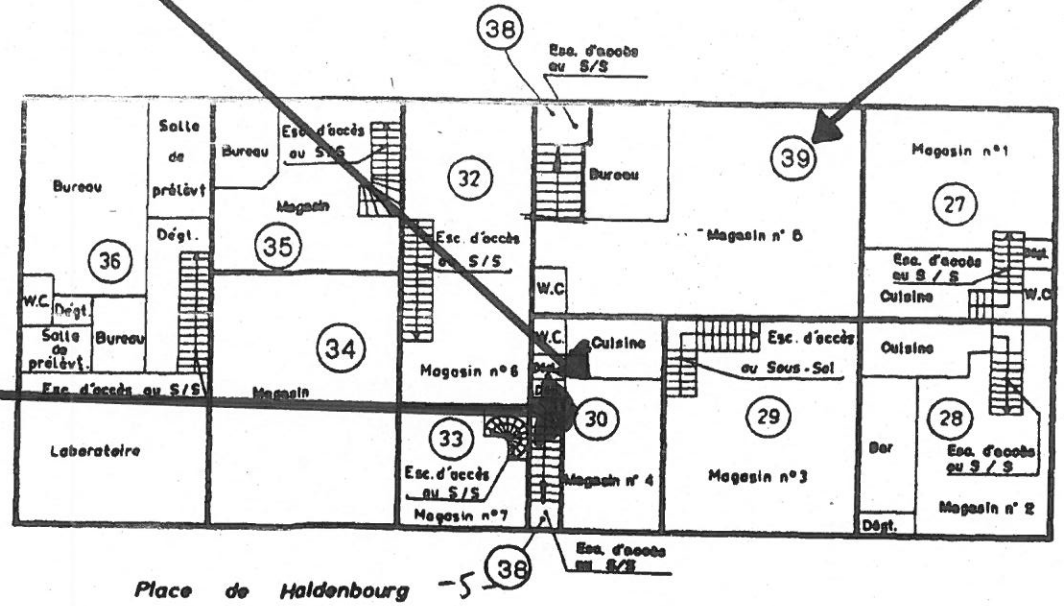
SOUS-SOL



Lots occupés par M. YESILYAPRAK (Eviction)

Lots propriété des époux DETIER

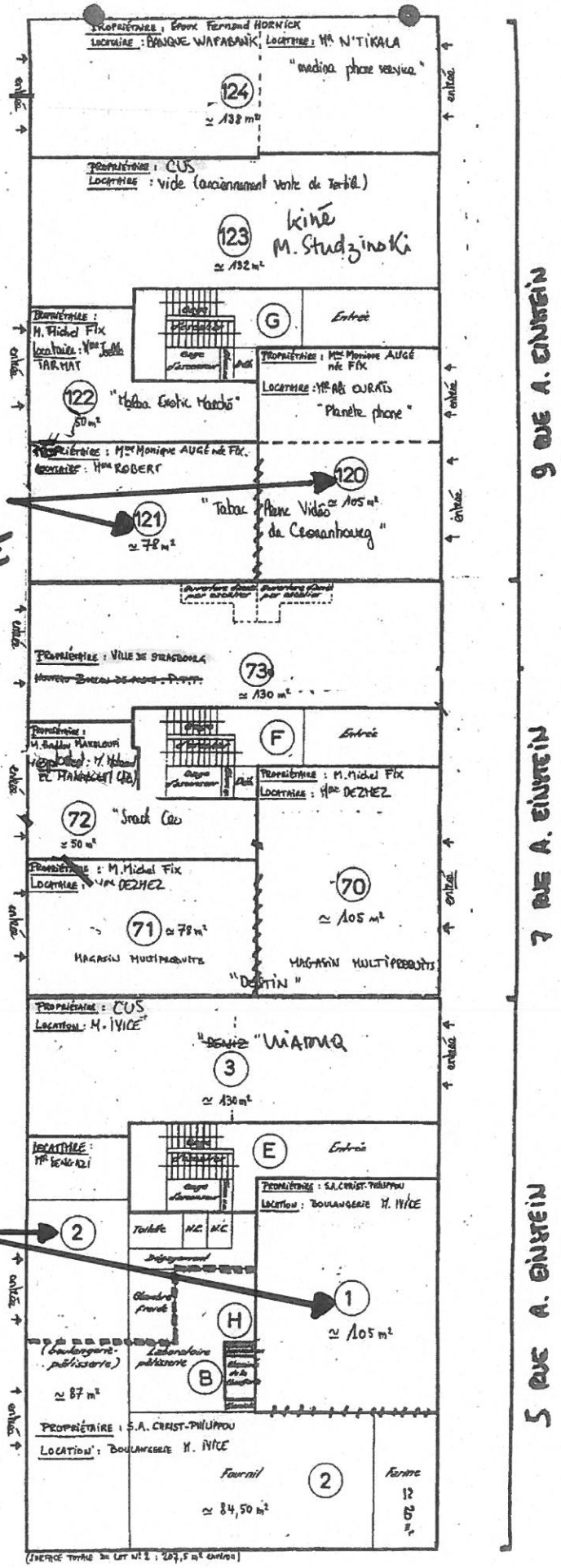
REZ DE CHAUSSEE



Lot propriété de la SCI Le Bosphore (Lot n° 30)

-5

COPROPRIETE 5-7-9 RUE ALBERT EINSTEIN



Lots propriété de M. Pierre AUGE

Lots propriété de CHRIST et PHILIPPOU

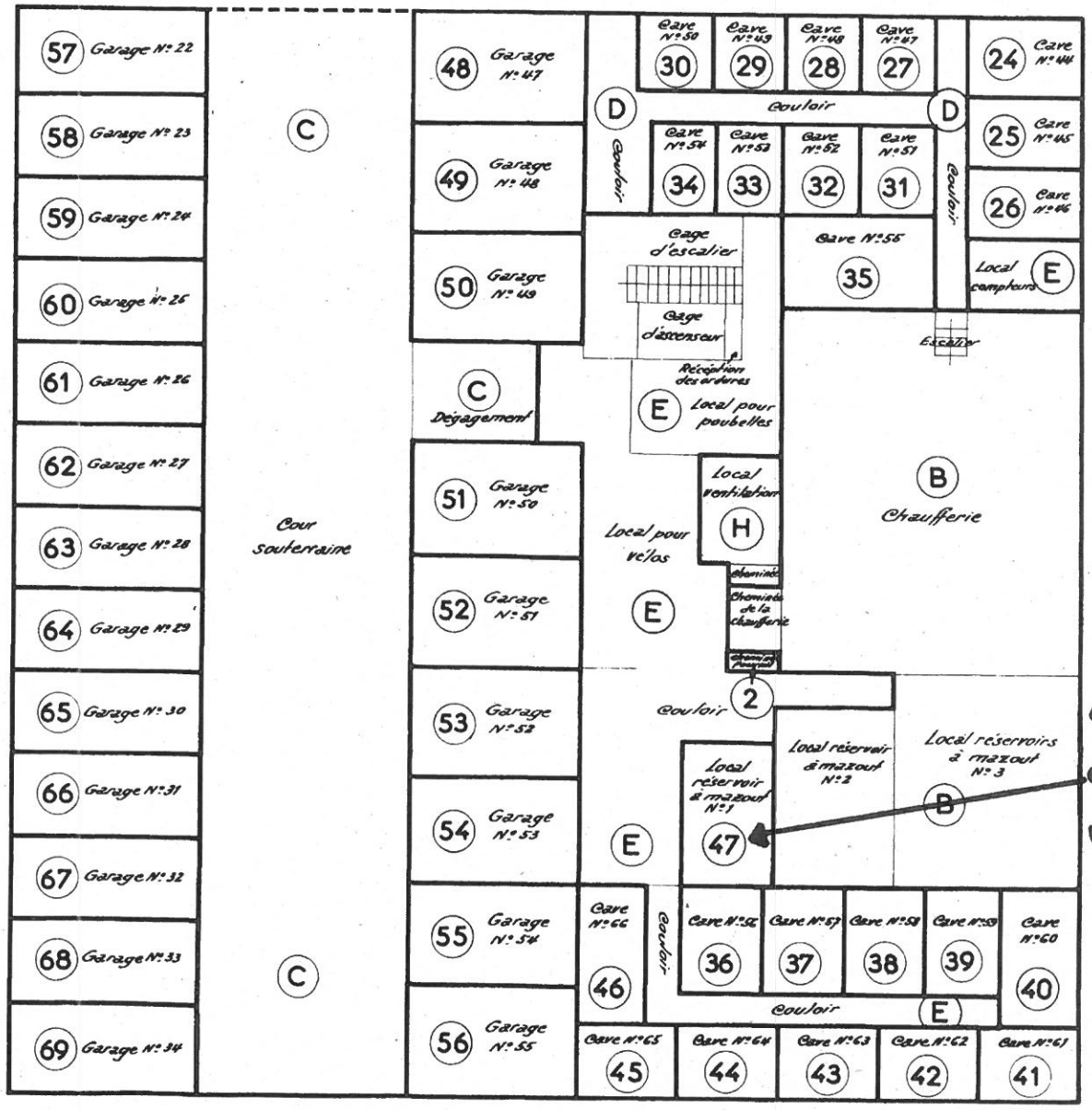
← Vers place de Hallenbourg

Vers immeuble d'habitation →

PLAN RDC COPROPRIÉTÉ RUE EINSTEIN

5-7-9 RUE ALBERT EINSTEIN

Sous-sol

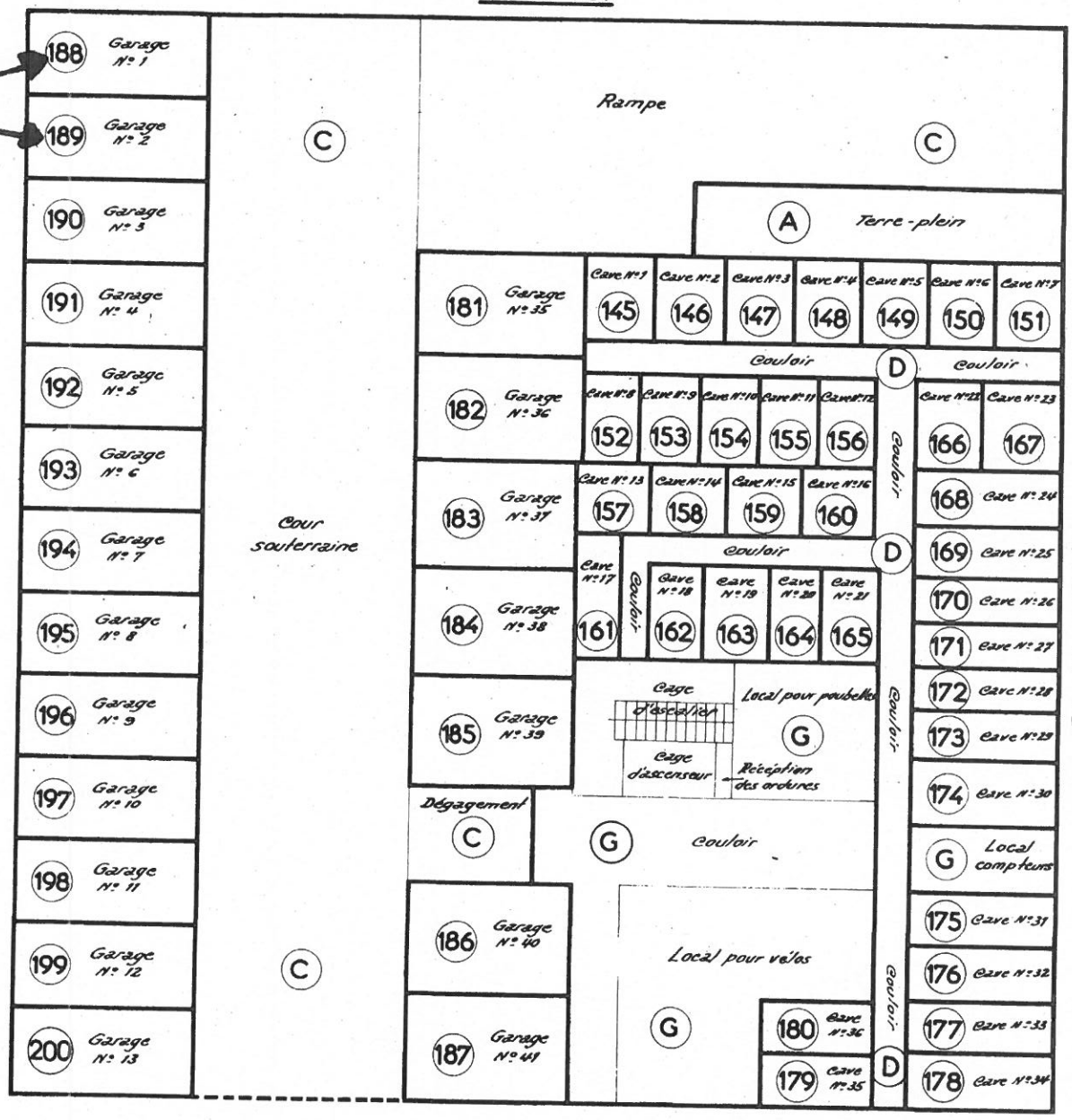


Cet propriété de CHRIST & PHILIPPOU

5-7-9 Rue Albert Einstein

Lots propriété de CHRIST & PHILIPPOU

Sous-sol



10

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Convention de partenariat entre la Région, l'association Eco quartier Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg concernant la création d'une plateforme locale de rénovation via le Service intégré de rénovation énergétique (SIRE).

Avec un parc de plus de 800 000 logements, dont la moitié est constituée de maisons individuelles, l'Alsace dispose d'un véritable gisement d'habitats à rénover. Sur les 400 000 résidences individuelles, deux tiers ont été construites avant 1975 soit avant les premières réglementations thermiques.
La création d'un Service Public de l'Efficacité Energétique (SPEE) en Alsace a fait l'objet de deux délibérations de la Commission Permanente de la Région Alsace en date du 10 janvier 2014 et du 10 juillet 2015.
Ce programme (2014-2017) porté par l'ADEME et la Région et soutenu par la Commission Européenne est suivi par plusieurs assistants à maître d'ouvrage :

- le groupement Finance Consult/ADAMAS/IdéAM pour la structuration juridique et financière du SIRE ;
- le groupement Institut négaWatt/Enertech/Terranergie pour la mise en place de plateformes locales de rénovation et la structuration de l'offre des professionnels (avec dispositif DORéMI) ;
- le cabinet Sous Tous Les Angles pour la définition de la stratégie marketing et l'agence Dagré pour la communication.

Le SPEE, renommé service intégré de la rénovation énergétique (SIRE) et Oktave (nom commercial) vise la rénovation BBC de 1 000 maisons individuelles d'ici fin mai 2017 avec trois niveaux d'intervention :

- la structuration de l'offre des professionnels,
- l'accompagnement technique et financier des particuliers,
- la mobilisation des financements.

A noter qu'à l'issue des trois ans, la Région fera l'évaluation du dispositif et se garde la possibilité de créer, le cas échéant, une structure régionale avec un opérateur adhoc.

Depuis 2014, le SIRE se développe par la mise en place d'une dizaine de plateformes de rénovation énergétique.

1. La plateforme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Par courrier en date du 12 octobre 2015, l'association Eco quartier Strasbourg a proposé de devenir la plateforme locale de rénovation de l'Eurométropole de Strasbourg sur son territoire en proposant le Service intégré de rénovation énergétique (SIRE).

1.1 Les missions d'Eco quartier

En devenant le SIRE, Eco quartier Strasbourg interviendra sur trois axes de travail principaux :

- **Communiquer et mobiliser les acteurs**

Eco quartier Strasbourg aura à sa disposition des outils proposés par la Région :
- le réseau d'animateurs et de formateurs qui lui permettra d'obtenir des retours d'expérience ;
- les kits de communication à destination des artisans pour qu'ils puissent communiquer efficacement vers les propriétaires sur la rénovation performante (vidéo, …) ;
- un site internet sur la rénovation complète et performante des maisons.

- **Former un réseau d'entreprises locales sur les techniques de la basse consommation**

Eco quartier Strasbourg sera chargé :
- de mobiliser les artisans et entreprises du bâtiment en les incitant à structurer une offre de rénovation globale performante ;
- de constituer des groupements d'artisans aux compétences complémentaires (six à huit corps d'état complémentaires) qui s'organiseront sous la coordination d'un mandataire membre du groupement.

Pour cela, des modules de formation seront organisés pour apprendre à utiliser les Solutions techniques de référence (STR).
La formation-action permettra aux groupements d'artisans de bénéficier d'outils simplifiant la rénovation performante (bouquets de travaux, sans audit thermique ni calcul), de maîtriser les prix de leur rénovation et d'être accompagnés sur des chantiers réels par un formateur-expert.
Le formateur sera désigné par Eco quartier Strasbourg pour veiller au fonctionnement collectif du groupement et aux prix proposés.

- **Accompagner les propriétaires volontaires**

Eco quartier Strasbourg se chargera de l'accueil, du conseil et de l'accompagnement des particuliers.
Concernant le financement, l'association proposera les dispositifs en vigueur et un processus d'accompagnent.
En effet, la Région a dédié une enveloppe de 500 000 € pour développer une activité de tiers-financement dans le cadre de cette expérimentation et s'appuie sur PROCIVIS ALSACE en matière administrative et financière (mise en place d'un dossier unique de financement, optimisation du plan de financement du particulier en fonction de son profil et de son projet, montage des dossiers de subventions, montage des demandes de prêts aux banques – intermédiation bancaire).

2 Le financement de la plateforme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg
Afin de permettre à Eco quartier Strasbourg de bénéficier des aides européennes via l'ADEME, il est proposé à l'Eurométropole de Strasbourg de soutenir officiellement le projet via une convention de partenariat de trois ans.
Aucune participation financière n'est demandée à l'Eurométropole de Strasbourg.

2.1 Les partenaires de la convention

Les partenaires de la présente convention sont :
- les initiateurs du projet : la Région ;
- le porteur du SIRE, l'association Eco quartier Strasbourg ;
- l'Eurométropole de Strasbourg.

2.2 Les moyens mis en œuvre par l'Eurométropole Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à
- faciliter la communication liée à la plateforme, notamment auprès des services techniques et des élus des différentes communes de l'Eurométropole ;
- soutenir l'action de l'association au sein des communes de son territoire et du grand public en apportant son image et ses relais de communication ;
- faciliter la logistique des réunions et permanences (mise à disposition de salle gratuite, etc.) ;
- participer aux différents comités et valider les comptes rendus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le fait que l'association Eco-Quartier Strasbourg agisse en tant que « plateforme locale de rénovation de l'Eurométropole de Strasbourg » ;

autorise

- *la signature d'une convention de partenariat pour la création d'une plateforme locale de rénovation énergétique dans le cadre du projet de service intégré de rénovation énergétique en Alsace sur une période de trois ans renouvelable ;*
- *le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention de partenariat pour la période 2014-2017 et tous documents s'y afférant.*

Adopté le 24 mars 2016

par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME LOCALE DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS LE CADRE DU PROJET DE SERVICE INTEGRE DE RENOVATION ENERGETIQUE EN ALSACE

Entre

L'association Eco-Quartier Strasbourg, située 1 place des Orphelins à Strasbourg, n° SIRET : 441 945 474, représentée par Bruno PARASOTE, représentant légal, agissant en tant que structure porteuse de la plateforme locale du Service Intégré de la Rénovation Energétique (SIRE) sur l'Eurométropole de Strasbourg, ci-après dénommée **« la plateforme »,**

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, située 1 parc de l'Etoile, 67070 Strasbourg, représentée par son Président, M. Robert Herrmann, ci-après dénommée « **l'Eurométropole de Strasbourg** »,

Et

La **Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine**, située 1 place du Wacken, 67070 Strasbourg, représentée par son Président Monsieur Philippe RICHERT, ci-après dénommée « **la Région** »,

A. Préambule

1. La Région

Pour relever le défi du changement climatique et préserver le cadre de vie des habitants d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine, la Région a décidé de mobiliser ses moyens pour, en priorité, surveiller et améliorer la qualité de l'air, promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans la perspective de développer une filière régionale, réduire à la source et améliorer la gestion des déchets dangereux, informer et sensibiliser le public aux enjeux environnementaux.
Dans ces domaines, la Région accompagne les projets développés par tous types d'acteurs. Cette action environnementale s'exerce également dans le patrimoine de la collectivité régionale (construction et rénovation des lycées) et à travers les autres politiques régionales que sont l'habitat, le développement des transports collectifs, la formation, le développement économique et les programmes de recherche-développement.

2. L’Eurométropole de Strasbourg

Les objectifs stratégiques de l’Eurométropole de Strasbourg ont l’ambition de répondre à la transition énergétique de l’agglomération.

Dès février 2010, l’EMS a adopté un Plan Climat Energie Territoire (PCET), plan d’actions stratégiques garant d’une action politique globale et transposée dans tous les domaines de l’action publique de l’agglomération, afin d’atteindre d’ici 2020, les objectifs suivants :
- baisser de 30 % les émissions de gaz à effets de serre par rapport à 1990 ;
- baisser de 30 % la consommation d’énergie ;
- porter de 20 % à 30 % la part des énergies renouvelables dans la consommation d’énergie.

Ces objectifs se déclinent au travers des actions menées tant dans le cadre des compétences de l’Eurométropole de Strasbourg (transport, urbanisme, habitat, réseaux de chaleur...) que selon des voies pionnières (démarche d'écologie industrielle, etc).

Par rapport à l’habitat, les actions inscrites dans le PCET sont les suivantes :
- concevoir les documents de planification urbaine, en particulier les PLU des communes afin de faciliter la réalisation de bâtiments et de quartiers performants d’un point de vue énergétique ;
- accompagner et soutenir l’amélioration des performances énergétiques des logements privés - neufs et en réhabilitation – et sur le parc social ;
- initier des actions en réhabilitation sur plusieurs « bâtiments modèles » du parc privé de l’Eurométropole de Strasbourg dans une logique d’étude-action ;
- concrétiser les projets d’éco-quartiers d’initiative publique ;
- impliquer les professionnels de l’aménagement et de la construction.

En soutenant le projet de plateforme portée par Eco quartier, l’Eurométropole de Strasbourg souhaite :
- stimuler le nombre de rénovations énergétiques, pour permettre l’atteinte des objectifs nationaux et régionaux en matière de réduction des gaz à effet de serre ;
- développer l’activité économique locale et faire émerger une économie verte, créatrice d’emplois et d’innovation.

3. L’association Eco-Quartier Strasbourg

L'association Eco-Quartier Strasbourg a été créée en 2001 dans le but d'inciter à un mode de vie durable et économe en ressources.
Son objectif principal "historique" est de promouvoir des actions exemplaires d'urbanisme, notamment par la création d’écoquartiers et la construction de logements en autopromotion reposant sur l’initiative citoyenne et répondant mieux aux attentes des habitants.
Puis, d'autres voies d'action se sont développées au sein de l'association comme la transition dans les territoires, la création d'une monnaie locale complémentaire, les lieux d'initiative citoyenne.

B. Contexte régional

Le secteur du bâtiment est en France le plus gros consommateur d'énergie parmi tous les secteurs économiques avec 70 millions de tonnes équivalent pétrole, ce qui représente 43 % de l'énergie finale totale et 1,1 tonne équivalent pétrole consommée annuellement par chacun d'entre nous.

La consommation moyenne annuelle d'énergie est proche de 400 kWh d'énergie primaire par m² chauffé dont 210 kWh d'énergie primaire pour le chauffage. Cette énergie consommée entraîne l'émission de 120 millions de tonnes de CO_2 représentant 25 % des émissions nationales et 32,7 millions de tonnes de carbone.

Le parc de bâtiments français est hérité au ¾ d'avant le premier choc pétrolier. Il en résulte une forte hétérogénéité dans l'état, une performance énergétique médiocre et une facilité relative de rénover ce parc. L'obligation de réduction des émissions de CO_2 et la hausse inéluctable du coût de l'énergie nécessitent de parvenir à une consommation moyenne d'énergie primaire de l'ordre d'une centaine de kWh/m² en 2050 pour l'ensemble des bâtiments en service, dont environ 50 kWh/m² d'énergie primaire pour les usages de chauffage de locaux et pour la production d'eau chaude sanitaire. Par ailleurs, dans le cadre de la loi Grenelle 2, l'engagement au niveau national est de réduire de 38% la consommation d'énergie primaire dans le secteur du bâtiment en 2020.

1. Le parc résidentiel en Alsace : un marché potentiel de plus de 800 000 logements à rénover

En Alsace, le nombre de logements à rénover est estimé à plus de 800 000 parmi lesquels on distingue environ 390 000 logements individuels.

Les consommations annuelles d'énergie du secteur résidentiel alsacien sont estimées à plus de 20 000 GWh d'énergie primaire et ses émissions de GES à plus de 3 MteqCO_2. La facture de chauffage annuelle pour le seul parc alsacien de maisons individuelles est estimée à près de 900 M€, dont près des 2/3 pour le parc construit avant 1975.

L'atteinte en 2050 des objectifs de réduction des émissions de GES à un facteur 4, tels que fixés dans le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), approuvé conjointement par l'Etat et la Région le 29 juin 2012, nécessite un rythme de rénovation de près de 20 000 logements par an à un niveau BBC, dont près de 10 000 maisons individuelles.

L'accompagnement de la filière du bâtiment pour répondre aux besoins massifs de rénovation de la maison individuelle permettra le développement d'un marché aux retombées économiques locales.

(Sources : Schéma Régional Climat Air Energie Alsace - Diagnostic énergétique : état des productions et consommations d'énergie en région Alsace et émissions de gaz à effet de serre associées / ASPA et Région Alsace / ADEME)

2. L'expérience des 50 chantiers pionniers et du programme « Je Rénove BBC »

Depuis 1998, la Région et l'ADEME œuvrent de concert pour inciter les propriétaires à économiser de l'énergie et développer l'utilisation des énergies renouvelables. Le programme energivie.info a permis d'amplifier cette politique de soutien au développement des énergies renouvelables puis de l'efficacité énergétique.

Depuis 2009 la Région a engagé des moyens importants de communication et de soutien financier en faveur des propriétaires de maisons individuelles, d'abord avec les « 50 chantiers pionniers » puis avec le programme « Je rénove BBC » conduits en partenariat avec le groupe EDF (Electricité de France et Electricité de Strasbourg).

Les chantiers réalisés au travers de ces actions ont permis de démontrer la faisabilité technique des rénovations BBC de tous types de maisons individuelles et de permettre à des professionnels du bâtiment de se familiariser aux techniques de rénovation basse consommation.

Les coûts de travaux propres à la rénovation énergétique d'une maison individuelle ont été en moyenne de 430 € TTC/m² habitable. Ainsi, à titre d'exemple, les travaux énergétiques au niveau BBC d'une maison individuelle de 100 m² coutent en moyenne 43 000€.

Trois freins ont été identifiés à la massification du nombre de rénovations : le premier lié au caractère encore peu structuré de l'offre des entreprises du bâtiment en matière de rénovation énergétique, le second aux difficultés d'accès aux financements, et le troisième au manque de sensibilisation des particuliers à la question de la rénovation énergétique du logement.

Par ailleurs, le montant des subventions régionales accordées au titre du programme « Je rénove BBC » représente un engagement conséquent d'environ 3 500 000 € pour 410 dossiers depuis 2011. Aussi il n'est pas envisageable de démultiplier le nombre de rénovation BBC à réaliser sur la base des aides régionales.

Une réponse est à trouver pour initier une économie viable et autonome permettant la massification de la rénovation thermique performante. A cet effet, il est nécessaire de donner confiance aux particuliers, de mobiliser les professionnels du bâtiment afin qu'ils se structurent pour apporter une offre technique adaptée à coût maîtrisé, et également de faciliter l'accès aux dispositifs de financement existants et permettre l'émergence des solutions de financement adaptées à l'ampleur de ce marché lorsqu'elles n'existent pas encore.

3. Un Service Intégré de la Rénovation Energétique (SIRE) en Alsace

La création d'un Service Public de l'Efficacité Energétique en Alsace fait l'objet d'une délibération de la Commission Permanente de la Région Alsace du 10 janvier 2014 et d'un soutien de la Commission Européenne dans le cadre du programme MLEI PDA pour un projet de 3 ans qui a débuté le 1er juin 2014.

Le SPEE, renomméservice intégré de la rénovation énergétique (SIRE), interviendra sur trois axes de travail principaux :

- la structuration de l'offre des professionnels,
- l'accompagnement technique et financier des particuliers,
- la mobilisation des financements.

Les objectifs fixés pour ce projet européen sont la création de la structure et la rénovation énergétique de 1"000 maisons individuelles d'ici fin mai 2017, et l'installation d'un service pérenne capable de contribuer à la massification du nombre de rénovations.

La Région et l'ADEME sont accompagnées dans ce projet pour 3 ans par plusieurs assistants à maître d'ouvrage :

- le groupement Finance Consult/ADAMAS/IdéAM pour la structuration juridique et financière du SIRE
- le groupement Institut négaWatt/Enertech/Terranergie pour la mise en place de plateformes locales de rénovation et la structuration de l'offre des professionnels
- Le cabinet Sous Tous Les Angles pour la définition de la stratégie marketing et l'agence Dagré pour la communication.

3.1 Objectifs du SIRE

Le but poursuivi est de stimuler le nombre de rénovations énergétiques, pour permettre l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux en matière de réduction des gaz à effet de serre et de développer l'activité économique.

L'atteinte de l'objectif fixé dans le programme européen de 1 000 maisons rénovées d'ici fin 2017 nécessite de former une centaine de groupements sur toute l'Alsace, soit environ 500 professionnels du bâtiment ayant suivi l'ensemble de la formation-action selon la méthodologie DORéMI sur trois ans.

L'objectif poursuivi est de stimuler le nombre de rénovations énergétiques, pour permettre l'atteinte des objectifs régionaux en matière de réduction des gaz à effet de serre et de développer l'activité économique sur le territoire.

3.1.1 Simplifier le financement des travaux

Le SIRE permettra aux particuliers porteurs d'un projet de rénovation globale performante d'avoir un accès facilité à des solutions de financement adaptées à son projet sur un modèle de type guichet unique. Ce guichet lui offrira un accès à l'ensemble des aides financières dont il peut bénéficier grâce à un dossier unique. Le SIRE proposera le préfinancement de ces aides publiques.

Par ailleurs, une offre de financement adaptée aux travaux de rénovation globale performante sera mise en place. Elle prendra en compte les futures économies réalisées grâce à la baisse des consommations de chauffage, selon le principe du tiers-financement.

3.1.2 Préparer les artisans et entreprises du bâtiment à ce nouveau marché

Ce grand chantier de rénovation du parc existant impose un renouveau des métiers du bâtiment du fait de la plus grande technicité des métiers et de l'interconnexion nécessaire entre tous les intervenants. C'est une perspective de travail pour les décennies à venir et la création et le maintien d'emplois locaux non délocalisables.
Dans le cadre de la mise en place du SIRE, la Région, l'ADEME, les plateformes locales de rénovation énergétiques et les organisations professionnelles partenaires souhaitent mobiliser les artisans et entreprises du bâtiment en les incitant à structurer une offre de rénovation globale performante au niveau de chaque plateforme locale de rénovation. Pour cela, les axes de travail suivant ont été définis :

- Se former aux problèmes techniques :
  - Apprendre à utiliser les Solutions Techniques de Référence qui leur permettront, sans faire aucun calcul, de choisir les éléments techniques à mettre en œuvre sur chaque projet.
  - Maîtriser la logique de la rénovation à faible consommation (travail collaboratif) et les techniques de mise en œuvre des différentes solutions parfois nouvelles.
- Constituer des groupements d'artisans aux compétences complémentaires (six à huit corps d'état complémentaires), sous la coordination d'un mandataire, interlocuteur du particulier maître d'ouvrage.
- Maîtriser le fonctionnement collectif du groupement et le niveau de prix.

Cette dynamique animée autour de la méthodologie DORéMI proposée par l'Institut négaWatt est soutenue conjointement par la Région, l'ADEME, les collectivités porteuses de plateforme locale de rénovation et les acteurs du bâtiment.

3.1.3 Mobiliser l'ensemble de la filière du bâtiment

La structuration de l'ensemble de la filière du bâtiment est nécessaire pour faire émerger un grand programme de rénovation énergétique. Aussi des partenariats pourront être menés avec les architectes, les maîtres d'œuvre, les distributeurs de matériaux, etc.

3.2 Organisation du SIRE

L'offre de services du SIRE en matière de rénovation énergétique performante des logements fera intervenir deux niveaux:

- un échelon local (les plateformes territoriales), destiné à structurer l'offre des professionnels du bâtiment, à animer le réseau des partenaires locaux et à accompagner les propriétaires.
- un échelon régional, destiné à structurer l'offre de financement du SIRE, à monter les dossiers et à dialoguer de manière centralisée avec les partenaires régionaux.

Cette décomposition des rôles se justifie par la nécessité de disposer d'un échelon de proximité, avec un interlocuteur identifié par l'usager en mesure de se déplacer sur le lieu des rénovations, et un échelon support au niveau régional, en charge d'une expertise sur des sujets transversaux, de la mise en place des outils (informatique…) et de la gestion des financements.

3.2.1 L'échelon local : la plateforme locale de rénovation énergétique

La Région et l'ADEME ont lancé conjointement un appel à candidatures pour la mise en place de plateformes de rénovation des maisons individuelles en juillet 2014. Celles-ci sont les guichets locaux du SIRE auprès des particuliers propriétaires de maisons individuelles et des entreprises amenées à réaliser les travaux de rénovation. Elles mobilisent, accueillent, conseillent et accompagnent les particuliers tout au long de leur projet de rénovation.

Portées par les Pays ou des collectivités locales, elles s'intègrent dans les stratégies « Plans Climat Energie Territoriaux » de ces collectivités. Les Espaces Info Energie, déployés sur le territoire par l'ADEME et la Région, constituent une porte d'entrée des plateformes pour les particuliers.

L'accueil, le conseil et l'accompagnement des particuliers ainsi que l'organisation de la montée en compétence des entreprises du bâtiment susceptibles de réaliser les travaux sont effectués au sein de chaque plateforme avec l'appui méthodologique et technique de l'ADEME et de la Région. Ces plateformes assurent la mobilisation et la coordination des professionnels du territoire afin de créer une véritable offre de rénovation globale performante sur le territoire.

9 plateformes locales de rénovation des maisons individuelles sont déjà en activité en Alsace ; 2 autres sont en passe de rejoindre la dynamique d'ici la fin de l'année 2016. (cf. carte en annexe).

La Région et l'ADEME assurent la coordination de l'ensemble de ces plateformes.

3.2.2 L'échelon régional : un opérateur régional

Une intervention coordonnée au niveau régional est nécessaire pour compléter ce dispositif et prendre en charge le montage complet des plans et dossiers de financement.

L'opérateur régional est en charge du financement des travaux de rénovation, du suivi global et de l'évaluation des travaux et de la mobilisation de tous les acteurs régionaux du bâtiment (banques, organisations professionnelles, etc.). L'intervention de cet opérateur s'articule avec les services rendus par chaque plateforme locale de rénovation.

Une première phase d'expérimentation du rôle de cet opérateur a débuté en juillet 2015 dans le cadre d'un partenariat mis en place entre la Région et PROCIVIS Alsace. L'objectif de cette expérimentation de 18 mois est de consolider le parcours de service proposé au particulier depuis le premier contact avec la plateforme à la réception des travaux. Pour cela, en lien avec la Région, PROCIVIS viendra en appui aux plateformes en matière administrative et financière (mise en place d'un dossier unique de financement, optimisation du plan de financement du particulier en fonction de son profil et de son projet, montage des dossiers de subventions, montage des demandes de prêts aux banques – intermédiation bancaire). Par ailleurs, la Région a dédié une enveloppe de 500 000 € pour développer une activité de tiers-financement dans le cadre de cette expérimentation.

En parallèle à cette expérimentation est mené un travail de création d'un opérateur régional ad hoc qui interviendra à son issue et permettra de faire face à la montée en charge nécessaire du nombre de rénovation.

3.3 Le dispositif DORéMI (Dispositif Opérationnel de Rénovation énergétique des Maisons Individuelles)

Ce dispositif est initié et proposé par l'Institut négaWatt. La mise en place des plateformes locales de rénovation se fera avec l'appui de l'Institut négaWatt et l'adaptation du dispositif DORéMI à chaque territoire.

Le cœur du dispositif consiste à former des artisans, pour les amener à se constituer en groupements de compétences avec un pilote, en s'appuyant sur des chantiers concrets. A l'issue d'un programme de formation-action, ces groupements sont ensuite capables de proposer une offre de rénovation performante simple, cohérente et à prix maîtrisé, aux propriétaires de maisons.

Les points-clés de DORéMI sont :

- La collectivité crée une dynamique de mobilisation des partenaires, artisans et propriétaires autour de la rénovation thermique performante, en s'appuyant sur un animateur territorial,
- Pour accéder à des chantiers réels de rénovation performante identifiés par la collectivité, les professionnels du bâtiment se structurent et montent en compétences. Ils se constituent ainsi des références et une expérience en matière de rénovation performante, qu'ils peuvent répliquer de façon autonome sur d'autres chantiers,
- La formation-action permet aux groupements d'artisans de bénéficier d'outils simplifiant la rénovation performante (bouquets de travaux, sans audit thermique ni calcul), de maîtriser les prix de leur rénovation et d'être accompagnés sur des chantiers réels par un formateur-expert : le formateur DORéMI,
- Les propriétaires de maisons disposent d'un interlocuteur unique, le pilote du groupement, et d'une offre de rénovation simple, performante et à prix maîtrisé, avec les financements pour réaliser ces travaux.

L'atteinte de l'objectif fixé dans le programme européen de 1 000 maisons rénovées d'ici fin 2017 nécessite de former une centaine de groupements sur toute la région, soit environ 500 professionnels du bâtiment ayant suivi l'ensemble de la formation-action selon la méthodologie DOREMI sur 3 ans.

C. Contexte local

1. Le potentiel de maisons à rénover sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

En 2011, on dénombrait 233 833 logements sur l'Eurométropole de Strasbourg (cf. figure 1).

Evolution du nombre de logements
(*Source - INSEE – RP 1999, RR 2008, RR 2011)*

	1999	**2008**	**2011**
Strasbourg	132 794	139 685	141 650
Première couronne	52 815	57 727	59 169
Deuxième couronne	27 656	32 059	33 014
TOTAL	**213 265**	**229 472**	**233 833**

214 648 résidences principales sont recensées en 2011, soit 92 % des logements.

Evolution du nombre de résidences principales
(*Source - INSEE – RP 1999, RR 2008, RR 2011)*

	1999	**2008**	**2011**
Strasbourg	116 767	127 793	128 579
Première couronne	49 200	54 093	54 936
Deuxième couronne	26 523	30 468	31 132
TOTAL CUS	**192 490**	**212 354**	**214 648**

En 2011, on dénombrait ainsi **41 783 maisons individuelles en résidences principales.**
Plus l'on s'éloigne du cœur de l'agglomération, plus la part de la maison individuelle devient importante. Les communes de 2ème couronne abritent près de la moitié des maisons individuelles de l'intercommunalité (46 %) alors que Strasbourg n'en compte que 4 %.
Le nombre de pièces pour les résidences principales est de 5,3 pour les maisons individuelles et de 3,1 pour les appartements.

Nombre de maisons et d'appartements en résidences principales
(Source INSEE - RR 2011)

	Maisons	**Appartements**
Strasbourg	9 290	117 282
Première couronne	13091	41437
Deuxième couronne	19 402	11622
TOTAL CUS	**41 783**	**170 342**

Selon l'Observatoire de l'Energie, les bâtiments résidentiels construits avant 1974 consomment 322 kWh/m2/an d´énergie finale globale. A titre comparatif, la consommation moyenne d'énergie finale pour le logement individuel en Alsace s'élève 239 kWh/m2/an et pour le logement collectif à 212 kWh/m2/an. Ces valeurs converties en énergie primaire, indiquent une moyenne pour les deux types de logements de 327 kWh/m2/an,

Selon l'étude de l'association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Alsace (ASPA) sur la précarité énergétique en 20121, près de 60 % des résidences principales de l'Eurométropole de Strasbourg sont en dessous de la classe E, synonyme d'une consommation énergétique élevée, soit 128 789 logements.

En moyenne sur l'Eurométropole de Strasbourg, près des deux-tiers (62 %) des résidences principales ont été achevées avant 1975, dont un peu plus du quart (27 %) avant 1949.

Sur la l'Eurométropole de Strasbourg, **62 % des maisons individuelles** sont construites avant 1975 et pourraient être concernées par une réhabilitation énergétique, soit 25 905 maisons individuelles.

Année de construction des résidences principales

	Avant 1949	**1949-1974**	**1975-1989**	**1990-2005**	**TOTAL**
Strasbourg	40 288	46 943	22 499	16 678	126 408
	32 %	***37 %***	*18 %*	*13 %*	*100 %*
Première couronne	11 889	18 777	13 962	8 859	53 487
	22 %	***35 %***	***26 %***	*17 %*	*100 %*
Deuxième couronne	5 158	6 936	9 068	8 748	29 909
	17 %	*23 %*	***30 %***	***29 %***	*100 %*
TOTAL CUS	**57 335**	**72 656**	**45 529**	**34 285**	**209 805**
	27 %	***35 %***	***22 %***	***16 %***	***100 %***

- Source – INSEE – RP 1999

2. Le potentiel économique de la rénovation sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Au 1er janvier 2014, sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, 2 713 entreprises artisanales travaillaient dans le secteur du bâtiment employant 11 580 personnes *(source : Chambre des métiers d'Alsace),* 12 230 emplois *(source INSEE).*

La Chambre des métiers d'Alsace indique qu'un emploi est créé ou conservé pour 80 k€ de chiffres d'affaires. Aussi, la rénovation de 27 180 maisons individuelles permettrait de créer ou conserver 14 600 emplois.

D. Création d'une plateforme locale de rénovation énergétique

L'association Eco-Quartier Strasbourg, en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg a candidaté à l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME et de la Région pour la création d'une plateforme locale de rénovation énergétique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 1 - Objet de la convention

Le présent accord cadre a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la Région, l'ADEME, l'association Eco-Quartier Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour la mise en place d'une plateforme locale de rénovation énergétique dans le cadre du projet régional de SIRE. L'objet de cette convention de partenariat peut être modifié d'un commun accord, par voie d'avenant dûment signé par les parties.

Article 2 - Contenu

Les partenaires de la présente convention partagent le contexte exposé ci-dessus et les objectifs poursuivis dans le cadre de la mise en place d'un Service Intégré de la Rénovation Energétique en Alsace.

La présente convention définit les objectifs poursuivis par l'ensemble des partenaires et les moyens mis en œuvre par chacun d'entre eux pour assurer la réussite du projet.
Les parties signataires s'engagent à respecter mutuellement les conditions d'application du partenariat défini ci-après. Il est exclusivement constitué des présentes, qui expriment l'intégralité des obligations des parties relativement à son objet.

Article 3 - Engagements des partenaires

Les partenaires signataires de la présente convention s'engagent à promouvoir de manière coordonnée le SIRE, la plateforme locale de rénovation et la formation DORéMI auprès des entreprises et artisans du bâtiment.
Pour la promotion coordonnée des actions mentionnées ci-dessus, les partenaires s'engagent à suivre la stratégie marketing définie par la Région et l'ADEME pour le déploiement du SIRE et à utiliser exclusivement les outils de communication créés à cet effet, qui pourront être déclinés localement.

Article 4 - Description de la plateforme locale de rénovation

La présente convention s'appuiera sur les objectifs fixés dans le contrat d'objectif territorial passé entre l'ADEME et l'association EcoQuartier Strasbourg.

La plateforme poursuit 3 objectifs généraux concomitants :

1. Générer des groupements d'artisans avec un pilote
2. Améliorer la performance énergétique globale des rénovations globales des maisons ou petites copropriétés présentant une typologie constructive de type maison individuelle (2 à 5 logements),
3. Faire baisser les coûts de rénovation des maisons des particuliers.

L'objectif au final est de créer sur le territoire des compétences opérationnelles capables d'attaquer le marché colossal de la rénovation énergétique à très faible consommation d'énergie.

La plateforme propose :

- des conseils techniques pour les particuliers,
- un accompagnement financier du particulier en lien avec le SIRE,
- une formation-action de groupements d'artisans qui a pour but :
    - de former des groupements à l'utilisation des solutions techniques de références ;
    - de former les artisans au travail collaboratif (règles de fonctionnement avec le pilote, coordination pour atteindre la performance recherchées,…)
    - d'appliquer l'ensemble de ces principes en conditions réelles sur des maisons du territoire, en bénéficiant des compétences des partenaires mis à disposition dans le cadre de la formation ;
    - de constituer un groupe d'échange avec les différents groupements afin de mutualiser les expériences (meilleures solutions, astuces, techniques nouvelles, possibilités de groupements de commande…) ;
    - une baisse des coûts de rénovation énergétique pour atteindre des niveaux de prix cohérents avec la faisabilité du projet.

Article 5 - Moyens mis en œuvre par la Région

Pour la création d'un Service Intégré de la Rénovation Energétique en Alsace comprenant le déploiement des plateformes locales de rénovation énergétique, la Région apporte les moyens suivants :

- mise à disposition de l'assistance du groupement Institut négaWatt/Enertech/Terranergie pour la création de la plateforme locale de rénovation ;
- coordination générale du projet SIRE, du réseau des plateformes locales de rénovation et des différents partenaires ;
- définition et mise en œuvre d'une stratégie marketing pour le SIRE afin de mobiliser les maîtres d'ouvrage et les artisans et entreprises du bâtiment ;
- définition, création et mise à disposition d'outils de communication pour le SIRE et les plateformes locales de rénovation ;
- communication auprès des maîtres d'ouvrage, en complément de la communication réalisée par la plateforme ;
- communication auprès des artisans et entreprises du bâtiment ;
- réalisation des études nécessaires pour la mise en place du SIRE ;
- coordination de l'expérimentation du rôle de l'opérateur régional du SIRE avec PROCIVIS Alsace ;

- mobilisation des moyens à réunir et des partenaires pour la création de l'opérateur régional ;
- coordination et organisation d'un groupe de suivi de la formation DORéMI en Alsace ;
- suivi régional de la qualité des chantiers de rénovation réalisés dans le cadre du SIRE.

Article 6 - Moyens mis en œuvre par l'association EcoQuartier Strasbourg :

6.1 Intégration au réseau des plateformes

Pour la mise en place de la plateforme locale de rénovation énergétique dans le cadre réalisation du Service Intégré de Rénovation Energétique en Alsace, l'association EcoQuartier participe aux réunions, journées techniques et formations proposées. Elle collabore avec l'ensemble du réseau des plateformes locales de rénovation. Elle utilise les outils de communication du SIRE et développe d'autres outils en lien avec les communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

6.2 Animation et pilotage de la plateforme locale de rénovation énergétique

L'association s'engage à mobiliser et coordonner :
- l'ensemble des partenaires dont dépend le territoire porteur du dispositif
- les entreprises
- les propriétaires de maisons

L'animateur identifie et mobilise les partenaires du dispositif sur le territoire : organisations professionnelles, Espace Info-Energie, opérateurs Anah, chambres consulaires. Il s'appuie sur les partenaires locaux (élus du territoire, opérateurs Anah, professionnels du bâtiment, notaires, agents immobiliers, banquiers, Espaces Info Energie, la Chambre des métiers, Chambre de Commerce, corporations, fédérations professionnelles du bâtiment (CAPEB, FFB), négociants de matériaux, organismes de formation, collecteurs agrées, etc.).

6.3 Mobilisation des acteurs locaux de la filière du bâtiment

L'association EcoQuartier Strasbourg s'engage à mobiliser les artisans locaux et entreprises du bâtiment en les incitant à structurer une offre de rénovation globale performante selon la méthodologie de formation-action DORéMI.

La formation-action DORéMI permettra aux groupements d'artisans de bénéficier d'outils simplifiant la rénovation performante (bouquets de travaux, sans audit thermique ni calcul), de maîtriser les prix de rénovation et d'être accompagnés sur des chantiers réels.
Ces groupements seront formés au travail collaboratif pour atteindre la performance recherchée avec les techniques nouvelles. Chacun de ces groupements d'artisans aux compétences complémentaires (six à huit corps d'état) sera coordonné par un pilote membre du groupement. L'objectif est une baisse des coûts de rénovation énergétique pour atteindre des niveaux de prix cohérents avec la faisabilité du projet.
Ecoquartier mettra en place différents outils :
- groupements de commande,
- encadrement des coûts moyens (l'objectif étant de 450 €/m²).

6.4 Mobilisation des particuliers

Pour faire émerger des projets de rénovation, l'association Eco-Quartier Strasbourg se charge :
- de l'accueil téléphonique et physique ;
- de permanence ;
- du conseil et de l'accompagnement des particuliers ;

- des visites sur site ;
- de l'aide au montage des plans de financement des travaux de rénovation ;
- de l'accompagnement dans le choix des travaux ;
- du suivi global et de l'évaluation des travaux.

Elle mettra en place les partenariats nécessaires avec les acteurs locaux pour mobiliser et orienter au mieux les propriétaires (Espaces Info-Energie, opérateurs ANAH, etc.).

6.5 Offre unique de financement

Le SIRE permettra aux particuliers porteurs d'un projet de rénovation globale performante d'avoir un accès facilité à des solutions de financement adaptées à son projet sur un modèle de type guichet unique. Ce guichet offrira un accès à l'ensemble des aides financières notamment le préfinancement des aides publiques.

Par ailleurs, une offre de financement adaptée aux travaux de rénovation globale performante sera mise en place. Elle prendra en compte les futures économies réalisées grâce à la baisse des consommations de chauffage, selon le principe du tiers-financement.

L'association fera le lien entre le propriétaire et PROCIVIS ALSACE qui viendra en appui en matière administrative et financière (mise en place d'un dossier unique de financement, optimisation du plan de financement du particulier en fonction de son profil et de son projet, montage des dossiers de subventions, montage des demandes de prêts aux banques – intermédiation bancaire.

L'association travaillera avec l'opérateur du suivi animation ANAH lorsque les propriétaires seront éligibles. Il mobilisera tous les financements possibles :
- les certificats d'économies d'énergie
- le crédit d'impôt,
- l'écoPrêt à taux zéro, etc.

6.5 Comités de suivi et pilotage

L'association Eco-Quartier Strasbourg prépare les documents et rapports pour les comités de suivi et de pilotage. Il se charge de la réalisation des documents de présentation, des états trimestriels et un bilan annuel. Un bilan final est rendu à l'issue du dispositif à destination des représentants de l'Eurométropole de Strasbourg, de l'ADEME et de la Région.

Le comité de suivi a pour mission d'examiner l'ensemble des chantiers repérés et de choisir les chantiers pilotes.
Le comité de pilotage se réunit une fois par an sous la responsabilité d'un élu en charge de l'habitat à l'Eurométropole de Strasbourg et d'un élu de la Région.
Le prestataire assure la logistique des comités (préparation et organisation des réunions, rédaction des relevés de décisions, comptes rendus).

Article 7 - Moyens mis en œuvre par l'Eurométropole Strasbourg :

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faciliter la communication liée à la plateforme, notamment auprès des services techniques et des élus des différentes communes de l'Eurométropole. Elle soutient l'action de l'association au sein des communes de son territoire et du grand public en apportant son image et ses relais de communication.
L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faciliter la logistique des réunions et permanences (mise à disposition de salle gratuite, etc.)

L'Eurométropole de Strasbourg participe aux différents comités et valide les comptes rendus.

L'Eurométropole de Strasbourg autorise l'association Eco-Quartier Strasbourg à se présenter dans le cadre de ce projet comme agissant en tant que plateforme locale de rénovation de l'Eurométropole de Strasbourg (ou tout autre nom qui viendrait à être défini).

Article 8 - Suivi de la convention de partenariat

Le suivi du partenariat se fera dans le cadre du comité de pilotage de la plateforme locale de rénovation auquel sera convié la Région. La Région sera également membre du comité technique de la plateforme s'il est mis en place le cas échéant.

Article 9 - Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les partenaires, pour une durée de trois ans.

Il pourra y être mis fin avant son échéance par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis réciproque de trois mois.

Six mois avant l'échéance du présent accord, les parties signataires décident d'étudier ensemble les conditions de son éventuelle reconduction.

Article 10 – Litiges et contentieux

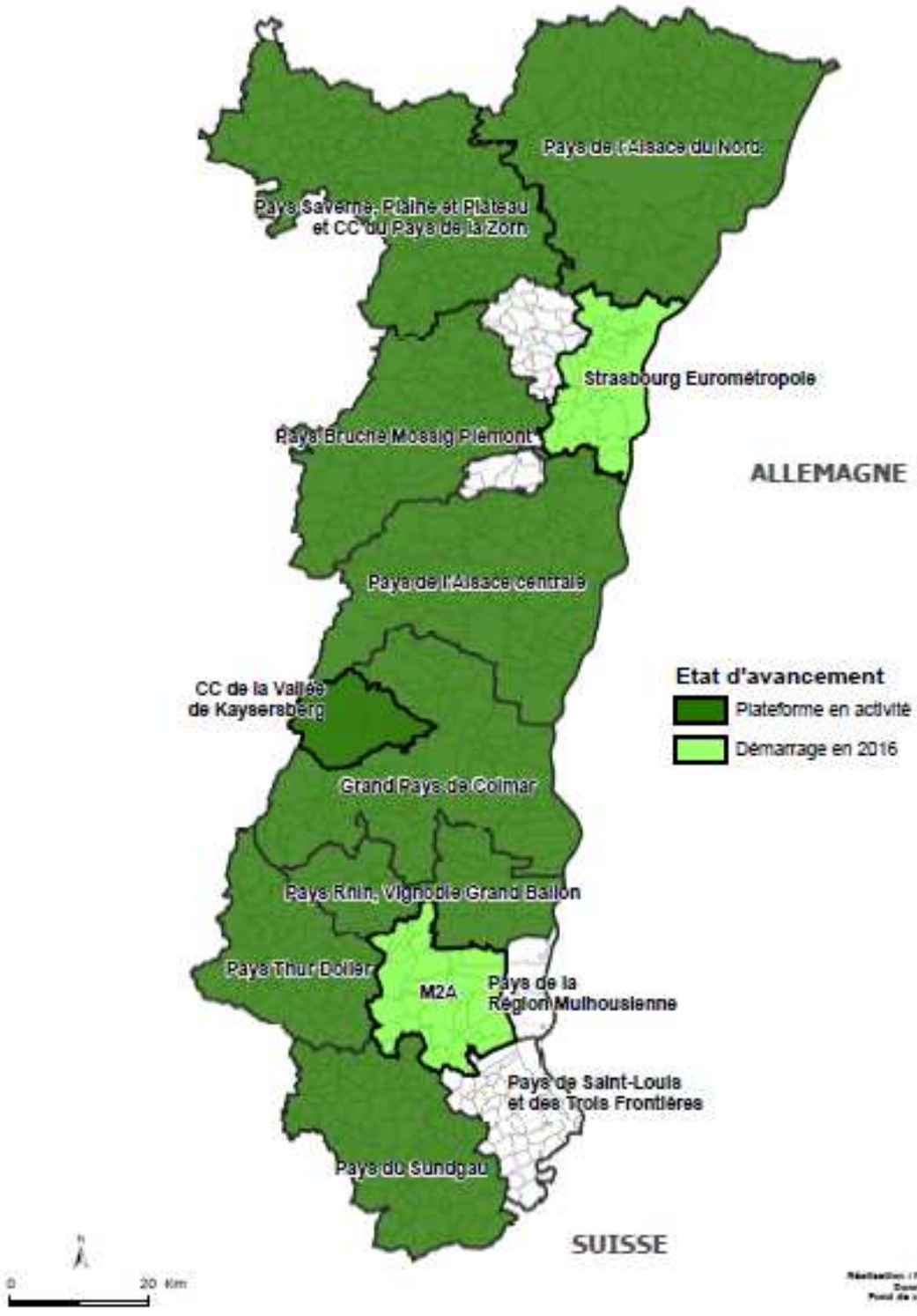
Les partenaires s'efforceront de résoudre à l'amiable les litiges qui pourraient surgir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le litige relèvera des tribunaux compétents.

Fait à Strasbourg, en 3 exemplaires, le

Pour l'association Eco-Quartier Strasbourg	Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Région

Annexe 1 : Déploiement des plateformes locales de rénovation du SIRE en Alsace au 13 janvier 2016



11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Lancement de la procédure de constitution de la Conférence Intercommunale du Logement de l'Eurométropole et engagement de la procédure de consultation des instances appelées à y siéger.

Les dispositions combinées de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové - dite loi ALUR - (article L 441-1-5 du CCH) et de la loi du 24 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine – dite loi LAMY - (article 8), rendent obligatoire la mise en place d'une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) pour les EPCI dotées d'un PLH adopté et comprenant sur leur territoire un ou plusieurs Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.

De plus, la réforme importante, engagée dans le cadre de ces lois, visant à améliorer la lisibilité, l'efficacité et l'équité relative à la gestion de la demande et aux attributions de logements locatifs sociaux, positionne l'EPCI compétente en matière d'habitat comme chef de file de la politique de gestion et de régulation des attributions des logements sociaux.

A ce titre, l'Eurométropole de Strasbourg se doit d'engager une réforme des attributions (pour mémoire, le conseil de l'Eurométropole a validé le 18 décembre 2015 le lancement de l'élaboration du Plan de Gestion de la Demande et d'Information du demandeur) et de mettre en place une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sur son territoire.

Il vous est proposé de valider la constitution de cette dernière et d'engager la consultation des instances appelées à y siéger.

La CIL est une instance partenariale, co-présidée par le Préfet de département (ou son représentant) et le Président de l'Eurométropole (ou son représentant).
Elle est chargée d'améliorer la cohérence des stratégies menées par les bailleurs et les différents réservataires, en définissant des orientations et un cadre de travail commun.
La CIL n'est pas une instance d'attribution des logements locatifs sociaux.

Elle est constituée par l'Eurométropole et regroupe différents partenaires qui se répartissent en 3 collèges :
- le collège des collectivités territoriales (EPCI, Communes, Conseil Départemental) ;
- le collège des professionnels du logement (bailleurs, réservataires des logements sociaux, acteurs de la maîtrise d'ouvrage d'insertion) ;

- le collège des représentants locaux des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement ou des usagers (association de défense des locataires, représentant des personnes défavorisées…).

La liste définitive sera formalisée par un arrêté préfectoral.

Les principales missions de la CIL sont d'adopter :
- des objectifs en matière d'attribution de logements et de mutation sur le patrimoine locatif social présent ou prévu sur le territoire de l'EPCI ;
- des modalités de relogement des personnes visées par les accords collectifs ou déclarées prioritaires DALO et des personnes relevant des projets de renouvellement urbain ;
- des modalités de coopération entre les bailleurs sociaux et les réservataires.

La CIL est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre :
- le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur (lancement de son élaboration validée par le Conseil de l'Eurométropole le 18 décembre 2015) ;
- l'accord collectif intercommunal.

La CIL étant créée sur un territoire doté de QPV, elle devra également élaborer une convention spécifique (annexée au contrat de ville) fixant :
- des objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à l'échelle intercommunale ;
- des modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain.

La 1ère Conférence Intercommunale du Logement devrait être mise en place en juin 2016 et se réunir à minima annuellement pour rendre compte des projets et travaux en cours.
Les modalités de fonctionnement de cette dernière restent à définir et seront traduites dans un règlement spécifique.

La CIL peut également formuler des propositions en matière de création d'offres de logements adaptés et d'accompagnement des personnes.
Dans le cadre du suivi du PLU intercommunal, valant Programme Local de l'Habitat, l'Eurométropole souhaite que la CIL devienne une instance de suivi de la production des logements locatifs sociaux sur son territoire. En conséquence, les missions de la CIL seront élargies en 2017.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la constitution de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) tel que décrite ci-dessus ;

décide

d'engager des démarches pour la constitution de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :
- *à engager la consultation des instances amenées à y siéger ;*
- *à organiser la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement ;*
- *à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document permettant sa mise en œuvre.*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Contrats d'objectifs 2016-2020 pour la production et la qualité du logement aidé public sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Par délibération du Conseil communautaire en date du 9 avril 2010, la Collectivité avait approuvé la mise en place d'un contrat d'objectifs pour la période 2010-2015 entre l'Eurométropole de Strasbourg et les bailleurs sociaux principaux intervenants sur son territoire.

Ce contrat d'objectifs visait à identifier les engagements réciproques de chacune des parties, autour d'objectifs partagés en matière d'habitat, et plus spécifiquement pour la production et la qualité du logement social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, conformément au 4ème Programme local de l'habitat (PLH).

Il permettait d'identifier les axes d'action partagés, mais aussi – dans le cadre des annexes passées annuellement avec chaque bailleur –, de faire des bilans réguliers sur la bonne mise en œuvre des engagements souscrits.

En termes de procédure, ce contrat sert également de convention financière cadre et donc de fondement aux versements des subventions accordées aux bailleurs, lorsque le montant dépasse le plafond de 23 000 € fixé par décret du 25 mars 2007.

Ce contrat est arrivé à échéance en fin d'année 2015.

Reconduction de la démarche

Le contrat d'objectifs fixe le cadre général de l'action des bailleurs sociaux intervenant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

- il rappelle les orientations de la politique habitat et les prescriptions du 4ème PLH de la Collectivité, d'où ressortent des objectifs partagés entre les bailleurs et la Collectivité ;
- il présente les contributions de l'Eurométropole de Strasbourg, et les axes prioritaires qu'elle s'est fixée en matière d'habitat et de logement aidé ;
- il rappelle les contributions des bailleurs sociaux signataires et la déclinaison spécifique par bailleur de ces contributions dans le cadre des annexes mises à jour annuellement ;
- il présente les modalités générales de mise en œuvre des actions communes ainsi identifiées.

Afin de maintenir ce cadre de référence pour la continuité des actions menées par les bailleurs sociaux sur le territoire en matière d'habitat et de logement social, et pour la bonne articulation avec la politique habitat voulue par la Collectivité, un nouveau contrat d'objectifs pour la période 2016-2020 est ainsi soumis à la délibération du Conseil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation,
vu le contrat d'objectifs 2016-2020 joint en annexe,
vu le modèle d'annexe au contrat d'objectifs 2016-2020 ci-annexé,
après en avoir délibéré
approuve

le contrat d'objectifs cadre 2016-2020 à intervenir entre l'Eurométropole de Strasbourg et les bailleurs sociaux, visant à acter :

- *les objectifs partagés dans la mise en œuvre du 4ème Programme local de l'habitat (PLH) et le futur PLUi en ce qui concerne le logement aidé public,*
- *et les engagements réciproques sur la période 2016-2020 destinés à y concourir ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer ce contrat d'objectifs 2016-2020 et son annexe déclinée par bailleur, avec les principaux bailleurs sociaux intervenant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir ceux ayant une programmation récurrente :

- *ADOMA*
- *BATIGERE NORD-EST*
- *CUS-HABITAT*
- *DOMIAL*
- *FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM*
- *HABITAT DE L'ILL*
- *HABITATION MODERNE*
- *ICF NORD EST*
- *IMMOBILIERE 3F ALSACE*
- *NEOLIA*
- *SOMCO*
- *NOUVEAU LOGIS DE L'EST*
- *OPUS 67*
- *SIBAR*
- *SOCOLOPO*
- *LA STRASBOURGEOISE HABITAT.*

Adopté le 24 mars 2016

par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016 - 2020
pour la production et la qualité
du logement aidé public
sur le territoire
de l'Eurométropole de Strasbourg

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg (EmS),
Représentée par Monsieur Syamak AGHA BABAEI, vice-président en charge du logement, autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 24 mars 2016,
Domiciliée au 1 place de l'Etoile 67 076 STRASBOURG Cedex,

d'une part,

ET

Le bailleur social,
Représenté par XXXX, autorisé à la signature des présentes par XXXX,
Domicilié au XXXXXXX,

logo bailleur

d'autre part,

est convenue la signature du présent contrat, qui vise pour les parties à acter :

- les objectifs du 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) en ce qui concerne le logement aidé public, ainsi que ceux inscrits dans le futur PLUi en cours d'élaboration ;
- et leurs engagements réciproques sur la période 2016 - 2020 pour y concourir.

Ce contrat est ainsi signé par l'Eurométropole de Strasbourg :

- avec chacun des bailleurs sociaux intervenant sur son territoire,
- à partir d'un socle commun d'engagements (document principal),
- en déclinant pour chaque bailleur selon leurs potentialités leurs engagements spécifiques (annexe),
- le but étant une complémentarité des organismes entre eux.

PREAMBULE

Au niveau national, l'Etat et l'UESL (Union des entreprises et des salariés pour le logement) ont signé le 2 décembre 2014, la convention quinquennale 2015-2019 fixant les engagements réciproques autour de l'objectif partagé d'améliorer les conditions de logement des ménages, notamment des salariés du secteur privé, pour favoriser leur accès à l'emploi et aussi participer à leur redonner du pouvoir d'achat.

Dans un contexte économique difficile, la convention ainsi mise en place acte notamment l'engagement de l'Etat et de l'UESL à soutenir la production de logement abordable (social et intermédiaire), avec un objectif de 600 000 logements sur 5 ans au niveau national. Cet objectif national invite tant les bailleurs sociaux que les Collectivités à participer à leur niveau et localement à l'atteinte de cet objectif.

S'agissant de l'Eurométropole de Strasbourg, c'est le Programme local de l'habitat (PLH), qui décline localement les objectifs à atteindre pour assurer un rythme de production de logements soutenu, et une qualité de cette production, tant sociale, environnementale que sanitaire. Le 4e PLH de l'Eurométropole de Strasbourg est en cours d'intégration dans ce qui sera le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) à l'horizon 2017.

Ces documents tiennent également compte du rôle joué par l'Eurométropole de Strasbourg en tant que délégataire des aides à la pierre pour le compte de l'Etat. Sur ce sujet, la convention de délégation qui s'achevait en 2015 est renouvelée pour une nouvelle période de six ans à compter de 2016, avec la mise en place d'une nouvelle convention de délégation.

Dans ce cadre, les PLH successifs ont visé à la fois l'accroissement et la diversification de l'offre en logements ainsi que sa répartition équilibrée entre toutes les communes de l'intercommunalité et les quartiers d'une même commune. Le futur PLUi s'inscrit dans la continuité : il reprend et conforte un certain nombre d'orientations et d'objectifs, qui constituent les invariants de la politique habitat :

1. L'accroissement de l'offre de logements territorialement équilibré

Parce qu'elle concentre environ la moitié des emplois du département et présente une gamme riche et complète de commerces, de services et d'équipements, l'Eurométropole de Strasbourg est de fait un pôle majeur de développement dans le département du Bas-Rhin et demeure une intercommunalité attractive. Cette situation nécessite de développer l'offre de logements et d'hébergements sur son territoire, pour répondre au mieux à l'ensemble des demandes existantes et à venir.

L'objectif clairement affiché dans le PLH actuel et repris dans le futur PLUi est un accroissement annuel de 3 000 logements, dont 1500 de logements aidés (logements locatifs sociaux, accession sociale sécurisé).

En particulier, le développement d'une offre de logements locatifs sociaux doit se poursuivre, non seulement dans les communes qui en sont déjà pourvues, mais aussi dans celles qui accusent

encore un retard au regard de la loi SRU /Duflot. Il s'agit de rééquilibrer cette offre et de garantir la mixité sociale

2. La diversification de l'offre et des formes de logements

Parce qu'elle est une intercommunalité attractive, l'Eurométropole de Strasbourg se doit de continuer à développer une offre diversifiée de logements permettant de proposer des réponses adéquates aux aspirations nombreuses et variées des habitants actuels et futurs.

La diversification de l'offre, corolaire de l'accroissement, s'appuie tant sur la nature des logements (collectifs, intermédiaires et individuels) que sur les statuts d'occupation (propriétaires occupants et accédants à la propriété, locataires du parc privé et du parc social), sur la typologie des logements (petits ou grands logements) ou encore la forme urbaine. La taille des opérations est également prise en compte, notamment dans l'idée de faire émerger des opérations de petite taille permettant l'existence d'une offre sociale en diffus.

3. La réhabilitation et l'amélioration du parc existant

La politique de l'habitat a aussi vocation à s'intéresser au parc existant, tant public que privé et à encourager, voire à impulser sa réhabilitation, notamment thermique (avec la remise sur le marché de logements vacants, la lutte contre les logements indignes et non décents, la maîtrise de l'énergie et par conséquent des charges locatives, etc.).

4. La politique de la ville et la rénovation urbaine des quartiers d'habitat social

La politique de la ville concerne 25% des Strasbourgeois et 16% de la population de l'Eurométropole. Elle constitue une priorité pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de l'égalité urbaine.

L'Eurométropole de Strasbourg et les communes de Strasbourg et de Lingolsheim sont engagées depuis le début des années 1990 dans une politique en faveur des quartiers qui présentaient les plus forts signes de fragilisation sociale et de dysfonctionnements urbains, qui a été renforcée et développée dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) engagé en 2003 par la loi Borloo.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (dite loi LAMY) devraient apporter, pour ces quartiers populaires, de nouveaux outils d'intervention de la politique de la ville, à travers entre autre une nouvelle géographie prioritaire simplifié et mieux ciblée : au 1er janvier 2015, l'Eurométropole compte 18 « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV) dont 13 sur Strasbourg.

Cette politique vise à faire de ces quartiers populaires des quartiers attractifs et à les inscrire durablement dans la dynamique de développement de l'agglomération, en intervenant sur le cadre et la qualité de vie des habitants. Elle est traduite dans le Contrat de Ville 2015-2020, qui engagent 43 partenaires autour des enjeux de cohésion sociale, de développement économique et d'amélioration du cadre de vie dans ces quartiers, et qui vise à coordonner les moyens pour mieux répondre aux problèmes identifiés. Le Contrat de Ville comporte lui-même plusieurs conventions

qui lui sont annexées, dont notamment celles relatives à la gestion urbaine de proximité, ou encore à l'utilisation de l'abattement de TFPB.

La politique de la Ville s'articule directement avec la politique de l'Habitat, tout en dépassant la seule problématique du logement. Sur ce volet, la politique habitat veille en particulier à l'introduction d'une nouvelle mixité urbaine autour de la diversification et de la requalification de l'habitat, et de la diversification des fonctions pour ces territoires.

5. La réponse aux besoins en logements pour tous aux différentes étapes de la vie

L'attention particulière portée aux populations fragiles et modestes demeure une permanence de la politique de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette orientation a été réaffirmée avec force et ambition dans le PLH de 2009 et dans la nouvelle feuille de route Habitat en 2014, avec des objectifs et des moyens de mise en œuvre prenant en compte la diversité des publics concernés : personnes âgées, jeunes et étudiants, personnes handicapées et souffrant de problèmes de santé, personnes qui relèvent de l'hébergement d'urgence ou encore les gens du voyage en cours de sédentarisation, etc.

Dans ce contexte, le contrat d'objectif passé sur la période antérieure (2010-2015) entre la Collectivité et les bailleurs sociaux présents sur son territoire, a permis d'identifier les enjeux et objectifs communs, qui conduisent les partenaires à rechercher la meilleure articulation possible entre leurs actions respectives, dans le souci partagé de répondre aux besoins observés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de logement social.

Ce contrat d'objectif doit aujourd'hui être réactualisé, en particulier pour intégrer les nouvelles actions identifiées pour la bonne mise en œuvre de la politique habitat. Notamment, une réponse adaptée aux besoins en logement sur le territoire de l'Eurométropole nécessite aujourd'hui une réforme en profondeur des politiques d'attribution en matière de logements locatifs sociaux : l'Eurométropole de Strasbourg souhaite mener à bien cette réforme avec les bailleurs.

Ainsi, les parties engageront leurs efforts pour :

- Renouveler et développer l'offre en logement aidé sur le territoire (logement locatif social et accession sociale) ;
- Contribuer à un habitat durable en poursuivant l'effort de réhabilitation du parc existant (notamment réhabilitation thermique) ;
- Diversifier l'offre pour répondre aux besoins en logement de tous à chaque étape de la vie ;
- Réformer les politiques d'attribution en matière de logement social.

Le présent contrat d'objectifs vise à actualiser pour la période 2016-2020 les contributions et engagements respectifs des bailleurs sociaux et de l'Eurométropole de Strasbourg autour de ces objectifs communs.

PARTIE I : CONTRIBUTIONS DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Afin de concourir aux objectifs fixés par le 4ème PLH sur son territoire et à ceux inscrits dans le futur PLUi, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage aux contributions suivantes en faveur du logement aidé public :

ARTICLE I.1 : REPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENTS PAR UN EFFORT DE CONSTRUCTION ET DE MOBILISATION DU FONCIER

- ✓ Mener - en lien avec les communes - actions foncières, études, adaptation des règles d'urbanisme et opérations d'aménagements permettant la mise à profit des zones potentielles de développement de l'habitat identifiées au PLH ou l'identification de nouveaux secteurs possibles,
- ✓ Assurer une veille sur les Déclarations d'Intention d'Aliéner de biens construits ou non pouvant être proposés pour du logement locatif social et en réaliser les préemptions lorsque nécessaires,
- ✓ Moduler le prix de cession de ses biens construits ou non, lorsque le projet en résultant vise à la réalisation de logements aidés.

ARTICLE I.2 : REPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENTS POUR TOUS AUX DIFFERENTES ETAPES DE LA VIE

- ✓ Accompagner les bailleurs sociaux dans la définition de leur programmation, afin que celle-ci concoure au mieux à la réalisation des objectifs du PLH (répartition PLAI / PLUS / PLS notamment, typologie, etc.),
- ✓ Piloter l'instruction - en lien avec les services de l'Etat - des dossiers de demandes de décisions de financement et conventions APL y afférentes,
- ✓ Soutenir financièrement les opérations de logements aidés publics nouveaux permettant la réalisation des objectifs du PLH :
  - par des subventions tant sur ses fonds propres que sur les crédits que lui accorde l'Etat dans le cadre de sa délégation des aides à la pierre,
  - par la garantie d'emprunts souscrits par les bailleurs sociaux pour la réalisation de ces opérations,
- ✓ Réfléchir à la modulation des marges locales de loyer sous certaines conditions, afin de proposer des PLAI neufs accessibles financièrement aux publics du PDALHPD,
- ✓ Cadrer la programmation de « PLS investisseurs » et « PLS Foncière » sur son territoire, qui s'ajoute à celle des bailleurs sociaux, afin ne pas déséquilibrer la répartition PLUS / PLAI / PLS visée au PLH,
- ✓ Elaborer et mettre en œuvre le Plan de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID), et en particulier mettre en place d'un système de « cotation » sur le territoire de l'Eurométropole,
- ✓ Elaborer et mettre en œuvre une politique d'attribution des logements locatifs sociaux à l'échelle de l'Eurométropole notamment via l'Accord Collectif Départemental et les conventions de mixité sociale,
- ✓ Travailler à la mise en place ou/et au renforcement des plateformes de rencontre de l'offre et de la demande en matière de logements / hébergement pour les populations spécifiques (personnes âgées / handicapées, jeunes actifs, …),
- ✓ Travailler à l'identification de projets et de partenaires pouvant être proposés aux bailleurs sociaux,
- ✓ Promouvoir et soutenir financièrement les dispositifs d'accession sociale sécurisés à la propriété,

- ✓ Favoriser l'émergence d'une offre en colocation, notamment à l'attention des étudiants et des jeunes.

ARTICLE I.3 : AMELIORER LE PARC EXISTANT

- ✓ Piloter l'instruction - en lien avec les services de l'Etat - des dossiers de demandes de décisions de financement y afférentes,
- ✓ Soutenir financièrement les opérations de réhabilitation et de résidentialisation permettant la réalisation des objectifs du PLH :
  - par des subventions sur ses fonds propres (l'Etat ne délégant plus de crédits pour ces projets),
  - par la garantie d'emprunts souscrits par les bailleurs sociaux pour la réalisation de ces opérations.
- ✓ Organiser la définition de la demande et la relation entre bailleurs lorsque des relogements de ménages sont à prévoir (cas des opérations de rénovation urbaine, par exemple),
- ✓ Accompagner l'extinction du dispositif « espaces extérieurs », en promouvant un traitement différencié plus économique et plus respectueux de l'environnement (ex : mise en œuvre d'actions de Gestion Urbaine de Proximité…).

ARTICLE I.4 : CONTRIBUER A UN AMENAGEMENT INNOVANT ET A UN HABITAT DURABLE

- ✓ Soutenir financièrement les opérations de construction neuve, de réhabilitation, et la réalisation des objectifs environnementaux du PLH (performance énergétique en particulier) :
  - par des subventions sur ses fonds propres (l'Etat ne délégant plus de crédits pour ces projets),
  - par la garantie d'emprunts souscrits par les bailleurs sociaux pour la réalisation de ces opérations.
- ✓ Intégrer les bailleurs sociaux dans la démarche Plan Climat Territorial (PCT) qu'elle mène sur son territoire, en articulation avec le PLH, et qui prévoit notamment de travailler sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'émissions non renouvelables dans les logements,
- ✓ Développer avec les bailleurs des scénarii de rénovation énergétique, d'approvisionnement, de production et de distribution énergétique en s'appuyant notamment sur le schéma directeur de l'énergie basé en partie sur le développement des réseaux de chaleur,
- ✓ Elaborer en lien avec les bailleurs sociaux un référentiel technique «construction durable», visant à définir les pratiques à retenir sur le territoire de l'Eurométropole, en tenant compte des particularités relevant des secteurs sauvegardés.

ARTICLE I.5 : PRENDRE EN COMPTE LA SANTE DANS L'HABITAT

- ✓ Organiser un travail partenarial entre les bailleurs sociaux et les professionnels de santé, visant à améliorer la prise en compte de cette problématique dans le logement,
- ✓ Expérimenter la sensibilisation et le conseil sur les enjeux de la qualité de l'environnement intérieur pour les locataires du parc public, par exemple en expérimentant l'embauche d'un conseiller en santé environnementale chez les bailleurs,

- ✓ Favoriser le développement des services de santé dans les secteurs d'habitat, en particulier d'habitat social dense,
- ✓ Favoriser le travail de recensement du parc accessible et/ou adapté.

ARTICLE I.6 : METTRE EN ŒUVRE LE PLH EN LIEN AVEC LES AUTRES POLITIQUES PUBLIQUES, LE SUIVRE ET L'EVALUER

- ✓ Mettre en place une Conférence Intercommunale du Logement pour un suivi annuel des politiques d'attribution et de la réalisation des objectifs de productions de logements locatifs sociaux,
- ✓ Réaliser – en lien notamment avec les bailleurs sociaux – une évaluation tous les 3 ans des objectifs du PLH et des actions développées dans ce cadre, pour convenir ensemble d'éventuelles adaptations ou de propositions nouvelles permettant de continuer à répondre au mieux aux besoins du territoire,
- ✓ Poursuivre l'organisation régulière - en lien avec l'association régionale des bailleurs sociaux (AREAL) – des réunions d'échanges sur l'actualité du logement social, les problématiques rencontrées, les actions partenariales à développer, etc, afin d'entretenir un lien collaboratif fort dans ces domaines,
- ✓ Assurer aussi souvent que nécessaire le lien avec les communes et les habitants de l'EmS permettant l'information autour du logement social et sa bonne intégration.

PARTIE II : CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS SOCIAUX

Au regard des objectifs communs partagés avec l'Eurométropole de Strasbourg, les bailleurs s'engagent à mettre au service du PLH et du futur PLUi, de la meilleure manière possible, leurs moyens techniques, financiers et humains. Sont ainsi fixées ici les contributions auxquelles s'engage l'ensemble des bailleurs sociaux présents sur le territoire, la déclinaison de ces engagements, bailleur par bailleur, faisant l'objet d'une annexe dédiée, mise à jour annuellement.

ARTICLE II.1 : REPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENTS PAR UN EFFORT DE CONSTRUCTION ET DE MOBILISATION DU FONCIER

- ✓ Contribuer à l'objectif de production de 1 500 logements aidés par an sur le territoire de l'EmS, en proposant annuellement une programmation significative en la matière,
- ✓ Permettre une couverture équilibrée - via cette programmation - de l'ensemble du territoire de l'Eurométropole, en fournissant toutefois un effort particulier sur les communes présentant un déficit de logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU,
- ✓ Privilégier les biens vacants lors d'opérations d'acquisitions-améliorations, de manière à ce qu'elles contribuent bien à la création d'une offre nouvelle de logements aidés,
- ✓ Etudier les propositions d'achat de biens faites par l'EmS pour la réalisation de logements aidés, dans le cadre de l'exercice de son droit de préemption, et y répondre - autant que faire se peut - favorablement,
- ✓ Participer au développement d'une offre de logements locatifs sociaux dans le diffus (petites opérations, logements en copropriété, etc.).

ARTICLE II.2 : REPONDRE AUX BESOINS EN LOGEMENTS POUR TOUS AUX DIFFERENTES ETAPES DE LA VIE

- ✓ Veiller à ce que sa programmation annuelle de logements nouveaux permette de respecter au mieux la proportion de 30% de PLAI, 60% de PLUS et 10% de PLS visée globalement pour l'offre à destination des ménages,
- ✓ S'agissant de Strasbourg et des communes de première couronne, intégrer en moyenne 10% de logements de type T5 ou supérieurs dans les projets, la production de grands logements y étant révélée comme nécessaire. Inversement, dans les communes de seconde couronne, proposer une part de petits logements,
- ✓ Développer une production de logements locatifs sociaux (résidences spécialisées ou logements diffus) à destination des populations spécifiques que sont :
  - Etudiants (dont la colocation),
  - jeunes actifs,
  - ménages en mobilité,
  - personnes âgées, le cas échéant en perte d'autonomie,
  - personnes handicapées ou souffrant plus largement d'un problème de santé,
  - populations nécessitant dispositifs d'hébergement d'urgence / d'insertion ou en sortant,
  - gens du voyage en cours de sédentarisation,
- ✓ Concevoir les projets, tant sur le plan technique que financier, de manière à ce qu'ils permettent un montant de loyers + charges financièrement acceptable pour les locataires,

- ✓ Appliquer les suppléments de loyers de solidarité rendus possibles par les réglementations en vigueur et moduler le cas échéant les loyers du parc de logements en fonction des ressources de ses occupants,
- ✓ Participer activement à la mise en œuvre du Plan de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID), et à la mise en place d'un système de « cotation » sur le territoire de l'Eurométropole,
- ✓ Participer à la mis en œuvre de la politique d'attribution des logements locatifs sociaux élaborée à l'échelle de l'Eurométropole, en particulier via la mise en œuvre de l'Accord Collectif Départemental et des conventions de mixité sociale,
- ✓ Mettre en œuvre l'ensemble des moyens, notamment les dispositions issues de la loi MOLLE, visant à résorber la sous-occupation de logements, afin de favoriser le parcours résidentiel des ménages : une analyse de l'adéquation entre la composition familiale des locataires et la typologie des logements sera ainsi menée, qui permettra la mise en œuvre d'actions d'optimisation,
- ✓ Développer une offre en accession sociale sécurisée à la propriété, afin de contribuer au parcours résidentiels des locataires du parc social. Identifier à ce titre les locataires en capacité d'accéder à la propriété, afin de les accompagner dans leur démarche.

ARTICLE II.3 : AMELIORER LE PARC EXISTANT

- ✓ Mener une politique patrimoniale active, afin de concourir à l'objectif de réhabilitation de 2 000 logements sociaux par an fixé par le PLH sur le territoire de l'EmS et viser la mise à niveau de l'ensemble du parc sur la durée du présent contrat d'objectifs,
- ✓ Viser, au travers de ces réhabilitations, une augmentation des loyers la plus réduite possible pour les locataires,
- ✓ Contribuer aux opérations de rénovation urbaine, soit via une intervention directe sur les logements situés dans les secteurs en QPV (quartier prioritaire de la ville), soit en participant à la reconstitution de l'offre éventuellement démolie, soit en aidant au relogement des ménages le nécessitant,
- ✓ Mener les opérations de résidentialisation concertées avec les locataires, permettant une réduction de l'emprise des espaces extérieurs et une optimisation des modes de gestion, dans le but de réduire les charges locatives,
- ✓ Offrir les meilleures qualité de service et de gestion urbaine de proximité possibles aux locataires, instaurer dialogue et concertation avec eux pour tout projet concernant leurs logements,
- ✓ Lutter activement contre la vacance, afin non seulement d'optimiser la gestion du parc de logements locatifs sociaux, mais aussi d'optimiser l'offre en logements sur le territoire de l'Eurométropole,
- ✓ Participer à la lutte contre l'insalubrité dans le parc privé de logements en répondant - autant que faire se peut - favorablement aux sollicitations de rachat de patrimoine faites par l'EmS après repérage (pour remise sur le marché locatif social public après réalisation des travaux nécessaires pour ce faire) et/ou en participant au relogement des ménages le nécessitant.

ARTICLE II.4 : CONTRIBUER A UN AMENAGEMENT INNOVANT ET A UN HABITAT DURABLE

- ✓ Prendre en compte les critères de développement durable dans l'élaboration des projets de constructions neuves, en visant la performance énergétique et des charges locatives limitées pour les ménages,

- ✓ S'engager, pour les mêmes raisons, à la performance énergétique systématique des projets de réhabilitation de logements, avec gain de classes énergétiques conformément au dispositif d'aides mis en place par l'EmS,
- ✓ Développer des dispositifs de mesure de la consommation énergétique réelle des occupants de logements neufs ou réhabilités, au regard des objectifs théoriques initiaux visés (pour identification avec l'EmS de la pertinence des actions techniques et financières entreprises dans ce domaine),
- ✓ Prendre en compte l'utilisation du vélo par les locataires en mettant à leur disposition - autant que faire se peut - des locaux destinés au stockage, dans des conditions de sécurité adaptées et incitatives,
- ✓ Proposer des projets innovants en matière d'habitat, afin de répondre au mieux aux demandes des habitants et d'anticiper des mutations possibles de l'utilisation des logements (cohabitation intergénérationnelle, mutualisation de locaux communs, habitat participatif, etc.),
- ✓ Mener une gestion propre des chantiers, en tenant compte en particulier des préoccupations suivantes :
  - Nuisances pour les riverains (sonores, olfactives, …),
  - Pollution du sol et des eaux,
  - Propreté et déchets du chantier,
  - Respect de ses abords et des voiries,
- ✓ Intégrer la démarche Plan Climat Territorial de l'EmS (notamment pour les bailleurs majoritairement détenus par la Ville ou l'Eurométropole de Strasbourg).

ARTICLE II.5 : PRENDRE EN COMPTE LA SANTE DANS L'HABITAT

- ✓ Développer un partenariat renforcé avec les professions de santé, afin de mieux tenir compte de ces problématiques tant pour l'accès que pour le maintien des publics concernés dans les logements,
- ✓ Veiller, lors des projets de construction ou de réhabilitation, à ce que soient utilisés et mis en œuvre des matériaux respectueux de l'environnement et de la santé des occupants,
- ✓ Faciliter l'obtention d'un logement pour les personnes de santé précaire,
- ✓ Mener le diagnostic accessibilité du parc, de préférence selon la méthode mise en place par l'AREAL,
- ✓ Etudier les conditions permettant à titre expérimental l'embauche mutualisée d'un conseiller en santé environnementale.

ARTICLE II.6 : METTRE EN ŒUVRE LE PLH EN LIEN AVEC LES AUTRES POLITIQUES PUBLIQUES, LE SUIVRE ET L'EVALUER

- ✓ Participer aux instances d'échanges entre l'EmS et l'AREAL, visant à permettre une réalisation optimale des objectifs de la feuille de route Habitat, tout en tenant compte des problématiques des bailleurs,
- ✓ Fournir semestriellement à l'EmS un état d'avancement des opérations réalisées (nombre de logements financés, mis en chantiers, livrés), ainsi que tout élément permettant le suivi quantitatif et qualitatif du PLH,
- ✓ Définir et renseigner dans le SPLS (Suivi de Programmation Logement Social) à chaque fin d'année la programmation prévisionnelle de logements de l'année N+1 (offre nouvelle et réhabilitation, en et hors opérations de rénovation urbaine), ce de la manière la plus fiable

possible (afin notamment que l'EmS puisse apprécier correctement le volume d'aides à la pierre déléguées à convenir avec l'Etat),

- ✓ Déposer au minimum 75% des dossiers de demandes de financement / agréments Etat au titre de cette programmation avant le 1er septembre de cette année N+1 et transmettre un prévisionnel actualisé le plus précis possible des dossiers restant encore à déposer au titre de l'exercice (afin notamment que le volume d'aides à la pierre déléguées par l'Etat puisse bien être maintenu sur l'année),
- ✓ Transmettre systématiquement à l'EmS tout document permettant d'apprécier l'activité menée sur le territoire de l'Eurométropole (rapports d'activités, plans stratégiques de patrimoine, invitations et comptes-rendus des commissions d'attribution de logements, etc.),
- ✓ Contribuer aux plates-formes de recensement de l'offre et de la demande pouvant être initiées en matière de logements (handicap, …),
- ✓ Assurer aussi souvent que nécessaire le lien avec les communes et les habitants de l'Eurométropole permettant l'information autour du logement social et sa bonne intégration.

(pour mémoire, s'agissant du bailleur concerné par le présent contrat, les déclinaisons spécifiques des items ci-dessus le nécessitant figurent en annexe)

PARTIE III : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT

ARTICLE III.1 : DUREE DU PRESENT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 5 ans, afin de couvrir la période conduisant à l'approbation du nouveau PLUi (Plan local d'urbanisme intercommunal, intégrant désormais le volet PLH), et le mandat en cours.

Un avenant permettra de mettre à jour chaque année (en fonction notamment du marché local et de l'équilibre du bailleur lui-même) son annexe relative à la production quantitative et qualitative proposée par le bailleur pour répondre au mieux aux objectifs visés pour le PLH et aux engagements de contributions.

Ces avenants permettront par ailleurs - si nécessaires - les adaptations du présent contrat, afin d'assurer sa cohérence avec d'éventuelles évolutions du PLH/PLUi ou avec les Conventions d'Utilité Sociale signées par les bailleurs avec l'Etat.

ARTICLE III.2 : MODALITES FINANCIERES D'INTERVENTION DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg réaffirme via le présent contrat sa contribution financière aux opérations réalisées par les bailleurs sociaux sur son territoire.

Cette contribution prend la forme (partie I du présent contrat) de subventions sur ses fonds propres et/ou de garanties d'emprunts, pour la construction, l'acquisition-amélioration, la réhabilitation, la résidentialisation et/ou la démolition-reconstruction de logements sociaux, soit au titre des dispositifs de droit commun qu'elle met en place, soit au titre des maquettes financières arrêtées dans le cadre des projets de rénovation urbaine, le tout à hauteur des enveloppes financières inscrites à son budget et qui tiennent compte des objectifs du PLH.

Le montant de ces subventions et/ou garanties d'emprunts accordées fait l'objet pour chaque opération d'une délibération spécifique de la Commission Permanente du Conseil de l'Eurométropole, qui précise également l'objet et les caractéristiques du projet ainsi que son plan de financement. Ces délibérations se fondent elles-mêmes sur les délibérations cadres prises par le Conseil de l'Eurométropole, qui fixent les montants, conditions et modalités d'octroi des aides de l'Eurométropole.

Les conditions sine qua non de la contribution de l'EmS sont :

- une participation active du bailleur social à la réalisation des objectifs du PLH (partie II du présent contrat),
- une utilisation des fonds intégralement et uniquement pour la réalisation des opérations auxquelles ils sont attachés,
- la production de l'ensemble des justificatifs nécessaires à l'octroi, puis au versement des aides.

En vue d'informer le public de la contribution financière de l'EmS à la réalisation de ses programmes, le bailleur s'engage par ailleurs à apposer la signalétique propre à cette dernière sur tout document de communication qu'il établira pour les projets concernés (charte graphique disponible au service de l'imprimerie et de la reprographie de l'EmS).

III.2.1 : S'agissant des subventions accordées par l'EmS

Conformément à l'article 72 du décret n° 2007-450 du 25 mars 2007 relatif aux pièces justificatives de la dépense, tout versement d'une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € nécessite la contractualisation d'une convention financière entre l'EmS et les organismes bénéficiaires.

Le présent article III.2 fait office de convention financière entre l'EmS et le bailleur social signataire.

Le versement de la subvention liée à une opération s'effectue de la manière suivante, dans la limite des crédits de paiement disponibles :

- 50 % au démarrage des travaux (sur production d'une déclaration d'ouverture du chantier et le cas échéant d'une attestation de la performance énergétique visée),
- 30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux (sur justificatif de l'atteinte d'une réalisation de 80% des travaux),
- 20% (solde) à la clôture du chantier (sur production d'une déclaration d'achèvement des travaux, du coût de revient définitif de l'opération et le cas échéant de l'attestation d'atteinte de la performance énergétique visée requise).

III.2.2 : S'agissant des garanties d'emprunts accordées par l'EmS

En contrepartie des garanties d'emprunts qui lui sont accordées par l'EmS, le bailleur s'engage à réserver à cette dernière, pour le logement de ses publics prioritaires :

- Cas des constructions neuves ou acquisitions-améliorations : 10 % des logements des opérations garanties,
- Cas des réhabilitations : 5 % des logements des opérations garanties.

Le nombre et le type de logements ainsi réservés seront déterminés en fin d'année, selon le volume total de logements ayant fait l'objet d'une délibération de garantie d'emprunt de l'EmS sur l'exercice écoulé.

Le bailleur communiquera alors les références précises des logements réservés (adresse et le cas échéant numéro de lot), ainsi que leurs principales caractéristiques (loyers et charges, adapté PH/PA, etc.).

Il informera ensuite l'EmS de chaque libération de logement au moment où elle est annoncée, de manière à ce que celle-ci puisse lui proposer un autre locataire de son choix.

ARTICLE III.3 : SUIVI DES CONTRIBUTIONS PREVUES AU PRESENT CONTRAT

Les réunions régulières co-animées par l'EmS et l'AREAL auront notamment pour objet de constater que les efforts consentis par les bailleurs et la Collectivité correspondent aux contributions prévues. Des échanges individuels entre les bailleurs et l'EmS pourront si nécessaires être organisés en complément.

En cas de contribution insuffisante du bailleur - de son fait - aux engagements du présent contrat (moyens techniques, financiers et humains insuffisamment mis à contribution sur le territoire de

l'EmS au regard de ses possibilités), la Collectivité se réservera le droit de revoir tout ou partie de ses contributions propres à l'égard du bailleur.

Fait le

En deux exemplaires originaux, dont :
un exemplaire pour l'Eurométropole de Strasbourg,
et un exemplaire pour le bailleur social

Le Directeur Général /Président du bailleur social	Le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg
XXXX	Monsieur Syamak AGHA BABAEI

ANNEXE
au contrat d'objectifs 2016 - 2020
pour la production et la qualité du logement aidé public
sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Le présent document constitue la déclinaison quantitative et qualitative particulière du bailleur social **XXXX**, aux contributions des bailleurs sociaux oeuvrant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, à la réalisation des objectifs du 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH), telles que visées au contrat d'objectifs 2016 – 2019 y afférent.

A) PRESENTATION DU BAILLEUR SOCIAL

LOGO

Président :
Directeur général :
Siège social :

Statut						……
Date de création						
Montant du capital						
Principaux actionnaires						
Nb de logts		……	**Dont conventionnés** **Dont adaptés PH/PA ([1])**			…… ……
Répartition	**PLAI**	……	**PLUS**	……	**PLS**	……
Taux	**Vacance**	……	**Rotation**	……	**Ss-occup°**	……
Age moyen parc		……	**Nb logts à rénover :**			……
Classe énerg.	**Moyenne**	……	**% logts >**	……	**% logts <**	……
Principaux axes actuels de développement	…… (dont politique de vente)					

Répartition géographique du patrimoine sur le territoire de l'Eurométropole :

Logements livrés		
Communes EMS	**Total de logements sociaux en service**	**Total de logements non conventionnés en service**
BISCHHEIM		
BLAESHEIM		
ECKBOLSHEIM		
ECKWERSHEIM		
ENTZHEIM		
ESCHAU		
FEGERSHEIM		
GEISPOLSHEIM		
HOENHEIM		
HOLTZHEIM		

[1] Entendu comme….

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		
LAMPERTHEIM		
LA WANTZENAU		
LIPSHEIM		
LINGOLSHEIM		
MITTELHAUSBERGEN		
MUNDOLSHEIM		
NIEDERHAUSBERGEN		
OBERHAUSBERGEN		
OBERSCHAEFFOLSHEIM		
OSTWALD		
PLOBSHEIM		
REICHSTETT		
SCHILTIGHEIM		
SOUFFELWEYERSHEIM		
STRASBOURG		
VENDENHEIM		
WOLFISHEIM		
Total		

B) SUIVI DE LA PRODUCTION EN LOGEMENT SOCIAL DU BAILLEUR

1/ Sur la période 2010-2015 (précédent contrat d'objectifs) :

	PREVISIONS 201…	REALISATIONS 201….	TAUX DE REALISATION	OBSERVATIONS
PRODUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX				
PLAI				
PLUS				
PLS				
TOTAL				
PRODUITS SPECIFIQUES				
FONDS PROPRES				
REHABILITATIONS				
ACCESSION SOCIALE				
PSLA				
ACD				
OBSERVATIONS				

2/ Sur l'année N -1 :

	PREVISIONS 201….	REALISATIONS 201….	TAUX DE REALISATION	OBSERVATIONS
PRODUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX				
PLAI				
PLUS				
PLS				
TOTAL				
PRODUITS SPECIFIQUES				
FONDS PROPRES				

REHABILITATIONS	
ACCESSION SOCIALE	
PSLA	
OBSERVATIONS	

C) DECLINAISON DE LA CONTRIBUTION DES BAILLEURS AU PLH DE L'EMS

✓ Contribution quantitative :

	Prévisions 2016	**Prévisions 2016 à 2020**
Production de logts locatifs sociaux	……	……
· Taux de PLAI visé	……	……
· Taux de PLUS visé	……	……
· Taux de PLS visé	……	……
Production de logts en accession sociale	……	……
Production de logts en PSLA		

Taux de grands logts (T5 et +) visé	……	……
Taux de petits logts (T1, T2) visé	……	……
Taux logts en bâtiments passifs ou/et positif visé	……	……

Offre « étudiants »	……	……
Offre « jeunes actifs »	……	……
Offre « ménages en mobilité »	……	……
Offre « perte d'autonomie »	……	……
Offre « santé mentale »	……	……
Offre « hébergement / insertion »	……	……
Offre « gens du voyage »	……	……

Nb de logts réhabilités	……	……
Taux logts en BBC visé en réhabilitation	……	……

✓ Contribution qualitative :

	Actions particulières proposées pour :
Produire une offre nouvelle de logements aidés soutenue et équilibrée sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ; développer l'attractivité de l'offre nouvelle.	……
Produire une offre nouvelle en diffus (copropriété, petite opération, notamment en commune de 2e couronne, etc.)	
Produire une offre à destination de publics spécifiques : **- étudiants, jeunes actifs (colocation ?) ;** **- ménages en mobilité (quel prise en compte des parcours résidentiel ?) ;** **- personnes âgées ou souffrant d'un handicap ;** **- personnes souffrant d'un handicap**	…… …… …… ……

mental ; **- hébergement ou sortie d'hébergement ;** **- gens du voyage.**	…… ……

Développer une politique loyer la plus favorable aux locataires modestes (offre nouvelle et existante, quelle politique pour les hausses de loyer ?)	……
Développer une politique active de maîtrise des charges (offre nouvelle et existante) ; quels outils de suivi et d'évaluation sur l'évolution des charges ?	……

Lutter contre la vacance	……
Lutter contre la sous-occupation	……
Lutter contre l'occupation par des ménages en dépassement de plafonds de ressources	……

Identifier les locataires en capacité d'accéder à la propriété	……
Développer une offre en accession sociale	……

Entretenir le parc existant, développer son attractivité	……
Contribuer aux opérations de rénovation urbaine de l'EMS	……
Proposer les meilleures qualités de service et de gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) possibles aux locataires	……

Améliorer la performance énergétique des logements (offre nouvelle et existante à réhabiliter)	……
Concourir à des projets innovants en matière d'habitat	……
Intégrer la démarche Plan Climat Territorial de l'Eurométropole de Strasbourg (intégrer 30% d'ENR, 30%....	……

Tenir compte des problématiques de santé pour le maintien dans les logements	……
Utiliser des matériaux respectueux de l'environnement et de la santé des occupants (offre nouvelle et existante)	……

Contribuer aux plates-formes de recensement offre / demande en matière de logements (handicap, …)	……
Contribution à l'Accord collectif départementale	

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Contrats de mixité sociale entre les communes carencées, l'Etat et l'Eurométropole de Strasbourg.

Par arrêtés préfectoraux du 15 décembre 2014, le Préfet de Région a prononcé la carence définie à l'article L 302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation de quatre communes, au regard des obligations de réalisations de logements locatifs sociaux prescrites par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, au titre de la période triennale 2011-2013.

Les communes concernées et inclues dans le périmètre de l'Eurométropole sont :
- Eckbolsheim,
- La Wantzenau,
- Reichstett,
- Vendenheim.

Les conséquences de ce constat de carence sont au principal:
- l'augmentation des pénalités,
- la perte du droit de préemption.

Par ailleurs, les Préfets sont invités à proposer à chacune des communes carencées volontaires la signature avec l'Etat d'un contrat de mixité sociale qui constituera l'aboutissement d'une démarche locale partenariale. Cette démarche résulte d'une circulaire du 30 juin 2015 (*Instruction du Gouvernement du 30 juin 2015 relative au renforcement de l'application des obligations pour les communes soumises à l'article L. 302-5 du CCH à l'issue du bilan de la quatrième période triennale 2011-2013).*

Les contrats de mixité sociale proposés par la préfecture du Bas Rhin sont tripartites, c'est-à-dire passés entre l'Etat, la commune carencée et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'objectif du contrat de mixité sociale est de proposer un cadre opérationnel d'actions pour la commune lui permettant d'engager une démarche volontaire pour atteindre en 2025 ses obligations légales.
Il devra préciser les moyens que la commune et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à mobiliser pour atteindre les objectifs de la commune, et notamment la liste des outils et des actions à déployer.

Il pourra également préciser les engagements que prendront l'Etat et le cas échéant les autres partenaires mobilisables localement (EPF Etat, EPF local, EPCI, ...) pour accompagner l'effort de production de logements sociaux par la commune.

Dans ce cadre, les engagements de l'Eurométropole en matière d'habitat, spécifiés au sein du futur PLU, seront rappelés dans ce contrat.

Le contrat de mixité sociale couvrira à minima la période triennale actuelle 2014-2016, et la période 2017-2019. Il a vocation à faire l'objet d'évaluations régulières (au moins annuelles) et à être modifié pour prendre en compte l'évolution de la situation communale.

Une concertation entre l'Etat et les communes (ainsi que l'EPCI) a été engagée pour aboutir à une rédaction consensuelle et validée par les communes. Il est proposé de donner pouvoir au président de signer les conventions au nom de l'Eurométropole de Strasbourg, sous leurs formes définitives c'est-à-dire délibérées par chaque commune sur son contenu et signer par son maire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les lois Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000,
Mobilisation pour le Logement
et la Lutte contre l'Exclusion (MOLLE) du 25 mars 2009,
et pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénove (ALUR) du 24 mars 2014 4/4
vu les arrêtés préfectoraux de constat de carence des communes d'Eckbolsheim,
de La Wantzenau, de Reichstett et de Vendenheim en date du 15 décembre 2014,

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le principe des conventions tripartite – Etat, Eurométropole et communes carencées –, (appelées contrats de mixité sociale), visant à proposer un cadre opérationnel d'actions pour la commune lui permettant d'engager une démarche volontaire pour atteindre en 2025 ses obligations légales, tel que définies par Instruction du Gouvernement du 30 juin 2015 relative au renforcement de l'application des obligations pour les communes soumises à l'article L. 302-5 du CCH à l'issue du bilan de la quatrième période triennale 2011-2013 ;

autorise

le Président ou son-sa représentante à signer tout contrat de mixité sociale qui aura auparavant, après concertation avec les autres parties prenantes, été approuvé par le conseil municipal de la commune carencée et signé par son représentant légal.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CADRE DE CONTRAT DE MIXITE SOCIALE

COMMUNE DE …….

Entre les soussignés :

L'État, représenté par M. Stéphane FRATACCI, Préfet du Bas-Rhin,

Ci-après désigné par le terme « le préfet »,

L'autorité compétente en matière de Programme Local de l'Habitat, par ailleurs délégataire des aides à la pierre de l'État, représentée par son Président M. Robert HERRMANN, dûment autorisée par délibération de son Conseil Communautaire en date du 24 mars 2016,

Ci-après désigné « Eurométropole de Strasbourg »,

La commune de …….. représentée par ……., Maire de …….., dûment autorisé par délibération de son Conseil Municipal en date du ……..,

Ci-après désignée « Commune de …….».

PREAMBULE

Le Bas-Rhin compte un parc social important de 64 994 logements sociaux, dont la grande majorité (51 106 logements) est concentrée dans le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg. Seules deux agglomérations ou EPCI entrent dans les critères de l'article 55 de la loi SRU et comptent plus de 50 000 habitants et une commune de plus de 15 000 habitants : l'agglomération de Haguenau et celle de Strasbourg. 19 communes de l'Eurométropole de Strasbourg sont assujetties à l'application de l'article 55 de la loi SRU et doivent atteindre en 2025 un taux de logement social de 25 %.

Au 1er janvier 2014, toutes les communes concernées étaient déficitaires à l'exception de Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim. Au titre du bilan triennal 2011-2013, 4 communes de l'Eurométropole ont été placées en constat de carence par arrêté préfectoral : Eckbolsheim, La Wantzenau, Reichstett et Vendenheim.

En date du ……., la commune de ……. a fait l'objet d'un **arrêté de carence**. Le droit de préemption urbain a donc été transféré au Préfet pour tous les biens se trouvant sur des zones affectées au logement conformément à l'article L.210-1 du Code de

l'Urbanisme.

Une **convention tripartite** entre la commune, l'Eurométropole de Strasbourg et l'État est en cours de validation. Cette convention a pour objet de définir les modalités d'instruction des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) et les engagements de chacun dans le cadre de la préemption d'un bien immobilier pour la réalisation de logements sociaux.

La commune de …….. présente au 1er janvier 2014 un **taux de logement sociaux de ……. %** et le **nombre de logements sociaux manquants pour atteindre le seuil de 25 % s'élève à ……...**

Compléments éventuels sur le contexte spécifique de la commune.

L'objectif du Contrat de Mixité Sociale est de proposer un **cadre opérationnel d'actions** permettant à la Commune de poursuivre la démarche volontaire dans laquelle, elle est d'ores et déjà engagée, pour atteindre en 2025 ses obligations légales.

Le contrat comprend donc, dans sa 1ère partie, les **objectifs** prévisionnels de réalisation de logements sociaux dans la Commune ainsi que les opérations d'ores et déjà prévues et, dans une 2ème partie, les **outils et actions à déployer**, adaptés à la situation de la Commune, et tenant compte des capacités d'intervention des acteurs locaux.

Enfin, une troisième partie définit le **dispositif de suivi et d'évaluation des actions** à court et moyen terme.

I. LES OBJECTIFS

Objectifs prévisionnels de réalisation de logements sociaux

La commune de ……. faisant partie de l'Eurométropole, ce sont les objectifs fixés dans le PLH exécutoire et dans le futur PLU qui s'appliquent.

Les objectifs fixés pour la Commune sont détaillés ci-dessous pour les prochaines périodes triennales 2014-2016, 2017-2019, 2020-2022 et 2023-2025 et par typologie (PLAI, PLUS, PLS). Les objectifs triennaux des 2 dernières périodes (2020 - 2022 et 2023 – 2025) seront précisés suite aux évaluations, mais devront tendre vers l'objectif global inscrit dans le PLU.

Objectifs PLH / PLU	PLAI	PLUS	PLS	TOTAL
Période 2014-2016				
Période 2017-2019				
Période 2020-2022	A définir			
Période 2023-2025				

TOTAL				

Ces objectifs s'insèrent dans les objectifs globaux affectés aux communes de l'Eurométropole de Strasbourg soumises à la mise en œuvre de la loi SRU :

- Objectif triennal 2014 – 2016 pour les communes SRU déficitaires : 1 462 logements
- Objectif triennal 2017 – 2019 pour les communes SRU déficitaires : 1 599 logements
- Objectif triennal de production mutualisée pour les communes de l'EMS : 3 300 logements

Concernant le type de financement (PLAI, PLUS, PLS), l'objectif est fixé à l'échelle de l'Eurométropole. Pour le financement en PLAI :

- Les communes carencées devront tendre vers un objectif de 35 % de PLAI par an dans la programmation,
- Les communes déficitaires devront tendre vers un objectif de 30 % de PLAI par an dans la programmation.

II. LES OUTILS et ACTIONS PROPOSES

Les engagements de la Commune et des signataires porteront sur les volets suivants :

2.1. VOLET FONCIER

Le programme d'actions foncières comprend les actions suivantes :

- La mobilisation du **foncier appartenant aux collectivités signataires** (Commune, Eurométropole, Etat)..

- Le traitement efficace des **Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA)** dans le cadre de la mise en œuvre du Droit de Préemption Urbain (DPU).

- L'acquisition à l'amiable de fonciers : la parfaite connaissance du territoire et de ses habitants, par les élus et les services de la Commune, permet également d'agir par opportunité de manière amiable. Devant la rareté du foncier disponible, l'acquisition-amélioration de foncier bâtis sera encouragée. L'Eurométropole s'engage à solliciter les bailleurs afin de développer une activité de cette nature dans les communes en état de carence.

(A compléter par les dispositions spécifiques mises en place par chacune des communes)

2.2. VOLET URBANISME REGLEMENTAIRE

- **Engagements pris dans le 4ème PLH en cours sur le ban communal de …….**

(A compléter pour chacune des communes)

- **Engagements pris dans l'OAP habitat du PLU de L'Eurométropole**

Production de logements locatifs sociaux dans les zones AU :

Pour les communes soumises aux obligations fixés par la loi SRU/Duflot ([1]) qui n'atteignent pas ces obligations ([2]) : **les opérations d'aménagement** d'ensemble au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme / L302-9-1-2 du CCH compteront 35 % de logements locatifs sociaux dans les zones AU (aux 25 % fixés par la loi SRU/Duflot, se rajoutent 10 % supplémentaires afin de rattraper le retard de production de logements locatifs sociaux).

Lorsque le contexte urbain et notamment la composition du parc de logements existant le justifie, l'application de ces taux pourra se faire dans un principe de compensation à l'échelle de la Commune. Celle-ci fournira alors un échéancier et une programmation détaillée des opérations mobilisées au titre de cette compensation.

Outils réglementaires mis en œuvre dans le PLU de l'Eurométropole dans la commune de.....

(Compléments éventuels sur les secteurs de mixité sociale (SMS) des communes concernées, inscrits au PLU).

2.3. VOLET URBANISME OPERATIONNEL ET PROGRAMMATIQUE

Pour mémoire, l'article L302-9-1-2 du CCH précise que dans les communes faisant l'objet d'un arrêté de carence, dans **toute opération de construction d'immeubles collectifs de plus de douze logements ou de plus de 800 mètres carrés** de surface de plancher, au moins 30 % des logements familiaux sont des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5, hors logements financés avec un prêt locatif social.

*(A compléter par les dispositions spécifiques mises en place par chacune des communes)**.***

.

1 *Obligation de disposer de 25 % de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales pour toutes les communes de 3 500 habitants et plus.*

2 A la date d'approbation du présent PLU: Eckbolsheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Hœnheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Mundolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Plobsheim, Reichstett, Souffelweyersheim, Vendenheim, (La) Wantzenau, Wolfisheim.

•Période 2014/2016 :

(A compléter par chacune des communes)

Période 2014-2016				
Opérations programmées	PLAI	PLUS	PLS	Total
…				
…				
…				
TOTAL				

•Engagement de la Commune pour les 4 périodes triennales couvrant la période 2014/2025 :

(A compléter par les dispositions spécifiques mises en place par chacune des communes).

Remarque :
La taille préconisée des logements sera fonction des besoins identifiés et des caractéristiques de l'opération (négociation entre communes, bailleurs et Eurométropole de Strasbourg).

•La production des logements sociaux portée par le parc privé (Anah) ne peut être quantifiée. L'Eurométropole de Strasbourg et les communes s'engagent à mobiliser les outils disponibles.

Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, l'Eurométropole de Strasbourg a pris en charge l'instruction des dossiers de conventionnements avec travaux (et en 2016, sans travaux). Trois personnes sont en charge de recevoir les propriétaires, les guider, les aider à monter les dossiers de financements Anah.

Des présentations des dispositifs seront organisées en 2016 en commune.

Il est précisé qu'à partir de 2016, l'Anah devrait privilégier les communes en déficit de logements locatifs sociaux.

•Lutte contre les logements vacants et ouverture du parc privé aux ménages modestes

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée dans la mise en œuvre d'un travail partenarial avec les communes du territoire qui sont touchées par la vacance, afin de

remettre sur le marché les logements inoccupés et répondre aux difficultés de ses propriétaires.

Les communes sont invitées à mettre en place des aides complémentaires en fonction des besoins qui auront été identifiés grâce à l'accompagnement de l'Eurométropole de Strasbourg et au travail de terrain : abondement des primes de sortie de vacance, sécurisation des loyers…

2.4. VOLET FINANCEMENT

- L'Eurométropole et les communes participent à égalité aux **compensations de surcharge foncière**. La participation des collectivités cocontractantes, est fixée en fonction de certains critères économiques (taille de l'opération, équilibre d'investissement, fonds propres) et d'opportunités. Compte tenu du contexte financier des Collectivités Territoriales, cette compensation de surcharge foncière doit être étudiée au cas par cas et selon les possibilités contributives de chacune des collectivités signataires. Les engagements financiers de la commune qui pourront bénéficier du FAU ou d'une déduction du prélèvement annuel seront mis en avant.

Le système est en place en cas de préemption et de mise à disposition par la collectivité de fonciers lui appartenant. Il est prévu, de l'étendre en cas de montage d'opérations de logements locatifs sociaux dans des sites importants (centre bourg) et pour des opérations de taille intéressante (+ de 10 logements) et nécessitant un équilibrage financier. Ces opérations font l'objet d'un examen au cas par cas.

- **Dans le cadre des conventionnements de logements**, l'Eurométropole de Strasbourg amènent des aides financières de la façon suivantes :

- une prime forfaitaire de 1 500 € en cas de conventionnement social et très social avec travaux ;

- une prime forfaitaire de 1 500 € en cas de conventionnement social et très social sans travaux en cas de locataires entrants ;

- une prime forfaitaire de 1 500 € en cas de remise sur le marché de logements vacants de plus de 24 mois consécutifs conventionnés (intermédiaire, social ou très social avec ou sans travaux) ;

- une prime dite de « réduction du loyer » complétant celle de l'Anah lorsque le logement subventionné fait l'objet d'une convention sociale ou très sociale et que le bailleur peut prouver un écart supérieur à 5 € mensuels par m² de surface habitable entre le loyer de marché et le niveau du loyer social, défini par circulaire du ministre en charge du logement. Le montant de la prime est de 200 € par m² de surface habitable dite fiscale, dans la limite de 80 m² par logement (150 € de l'Anah et 50 € de l'Eurométropole de Strasbourg) ;

- Une prime de réservation de 4 000 € est prévue en secteur tendu, lorsque le conventionnement très social s'inscrit dans le cadre d'un dispositif opérationnel

permettant l'attribution effective du logement à un ménage reconnu prioritaire, au titre du DALO, du PDALPD ou de la LHI (droit de désignation du Préfet).

Elle peut être octroyée en complément de la prime de réduction du loyer pour permettre au bailleur de maintenir l'équilibre financier de l'opération et de neutraliser l'impact du différentiel de loyer entre les niveaux social et très social.

Avant l'engagement de la subvention, les services compétents du Préfet, à la demande du service instructeur, attestent qu'il existe sur le territoire un besoin d'attribution d'un tel logement à un ménage ou une personne prioritaire relevant des dispositifs DALO (ménages reconnus prioritaires par la commission), PDALPD (autres ménages prioritaires) ou de lutte contre l'habitat indigne (ménage en situation d'habitat indigne nécessitant un relogement) et indiquent les coordonnées de l'interlocuteur auquel le bailleur devra s'adresser en vue de l'attribution du logement.

Sur l'Eurométropole de Strasbourg cette prime est liée au fait que le propriétaire bailleur accepte d'attribuer son logement à un ménage relevant du PDALPD via l'agence immobilière à vocation sociale.

- **Dans le cadre des remises en location des logements vacants**

Des primes de sorties de vacance et des subventions portées par l'Eurométropole de Strasbourg et l'Anah sont mobilisables par les propriétaires bailleurs dès lors qu'ils s'engagent à pratiquer des niveaux de loyers qui soient accessibles aux ménages locataires dits « modestes » (conventionnement Anah).

2.5. VOLET ATTRIBUTIONS

La commune de … s'intègre dans la démarche engagée par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du projet de « réforme des attributions » de logements locatifs sociaux qui devrait être finalisée pour fin 2016.

III. LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION

La production de logements sera suivie et régulièrement évaluée au regard de l'objectif fixé, tant pour détecter les situations de dépassement que les situations de production inférieure à cet objectif.

L'évaluation se fera selon les modalités suivantes :

- Chaque année, dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL). Celle-ci viendra alimenter le débat annuel portant sur la politique locale de l'urbanisme, au titre de l'article L.5211-62 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- Tous les trois ans, dans le cadre du bilan de l'application des dispositions du PLU tenant lieu de PLH, relatives à l'habitat au regard des objectifs prévus à l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitat.

Tous les 6 ans, dans le cadre de l'analyse des résultats de l'application du PLU au regard des objectifs prévus à l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme. Cette évaluation porte également sur les résultats de l'application du PLU tenant lieu de PLH, au regard des objectifs prévus à l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitat.

Les conditions de réalisation des contrats de mixité sociale constitueront un élément d'appréciation, « des difficultés rencontrées le cas échéant par la commune » lors du bilan des prochaines périodes triennales prévu à l'article L.302-9-1 du CCH.

Fait à …..le ……. 2016

Commune de ……	Eurométropole de Strasbourg	Préfecture du Bas-Rhin
……. Maire	Robert HERRMANN Président	M. Stéphane FRATACCI, Préfet du Bas-Rhin

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Refonte des statuts de la SOCOLOPO - désignation.

La société coopérative de logements populaires (SOCOLOPO) fondée en 1899 est une association coopérative à responsabilité limitée, qui possède un patrimoine d'environ 1 800 logements sociaux sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, et exerce une activité de bailleur social (gestion locative, entretien et réhabilitation de son parc, opérations de développement).

Suite aux problèmes de gouvernance rencontrés depuis 2013 par la SOCOLOPO, celle-ci a souhaité moderniser son fonctionnement en procédant à une refonte de ses statuts.

Le projet de statuts a fait l'objet d'une validation par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg en date du 25 janvier 2016. A cette suite, il a été approuvé en assemblée générale extraordinaire par l'organisme, et est donc désormais en vigueur.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg est appelée à désigner un représentant pour siéger au sein des futurs Conseil d'administration.

La présente délibération vise ainsi à procéder à cette désignation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg
en date du 25 janvier 2016 et le projet de statuts annexé
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le fait de disposer d'un administrateur membre de droit au sein du Conseil d'administration de la SOCOLOPO, conformément aux nouveaux statuts ;

décide

de désigner M. Syamak AGHA BABAEI pour représenter l'Eurométropole de Strasbourg, administrateur membre de droit au sein du Conseil d'administration de la SOCOLOPO.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

SOCIETE COOPERATIVE DE LOGEMENTS POPULAIRES

Société inscrite à responsabilité limitée

Fondée en 1899

Inscrite au Registre des Associations Coopératives

Strasbourg Vol II/5

27 rue Madame Tussaud — 67200 STRASBOURG

Téléphone : 03.90.20.44.50 — Télécopie : 03.90.20.44.60

APE 702 A — SWET 77884170000025

PROJET

STATUTS

PREAMBULE

Suivant un arrêté du Commissaire Général de la République à Strasbourg, en date du 26 avril 1922, la Société Coopérative de Logements Populaires de Strasbourg, association coopérative inscrite à responsabilité limitée, constituée avant le 1er janvier 1921 sous le régime de la loi locale, a été reconnue comme remplissant les conditions exigées par l'article 4 du décret du 12 mars 1921, pour bénéficier des avantages de la législation française sur les habitations à bon marché (Publié au Bulletin Officiel d'Alsace et de Lorraine le 10 mai 1922, n° 10)

TITRE I L'ASSOCIATION COOPERATIVE

Article 1. Dénomination, durée, forme et siège social

Il existe une association à responsabilité limitée, régie par les dispositions des lois locales d'Alsace et de Lorraine, relatives aux associations coopératives, des 1er Mai 1889 et 20 mai 1898.

L'association coopérative est dénommée :
« **SOCIETE COOPERATIVE DE LOGEMENTS POPULAIRES DE STRASBOURG,** Société inscrite à responsabilité limitée **»**.

L'association coopérative pourra, après délibération du Conseil d'Administration, se doter d'un nom commercial ou d'une enseigne.

Le siège de l'association coopérative est à STRASBOURG, 27, rue Madame Tussaud 67200 STRASBOURG.

Il peut être transféré à une autre adresse dans le périmètre de STRASBOURG EUROMETROPOLE, par décision du Conseil d'Administration, sous réserve de validation par la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

L'activité de l'association coopérative s'exerce sur le territoire de la région où est situé son siège social, et notamment le territoire de STRASBOURG EUROMETROPOLE.

La durée de l'association coopérative est renouvelée pour une durée de 99 ans à compter du ....., sauf nouvelle prorogation ou dissolution anticipée.

Article 2. Objet de l'association coopérative

L'association coopérative a pour objet :

1. D'assister, à titre de prestataire de services, des personnes physiques et des sociétés de construction constituées en application du titre Ier du livre II du Code de la Construction et de l'Habitation, pour la réalisation et la gestion d'immeubles d'habitation ou à usage professionnel/commercial et d'habitation ou destinés à cet usage en accession à la propriété ainsi que pour la réalisation de travaux portant sur des immeubles existants et destinés à un usage d'habitation ou à un usage professionnel et d'habitation ;

2. De réaliser ou d'acquérir et d'améliorer, soit en qualité de maître d'ouvrage, soit par l'intermédiaire de sociétés civiles de construction mentionnées au précédent alinéa, en vue de leur vente à des personnes physiques, à titre de résidence principale, et de gérer, notamment en qualité de syndic ou d'administrateur de biens, des immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel/commercial et d'habitation respectant les prix de vente maxima fixés en application du III de l'article R. 443-34 du code précité, et plus généralement de réaliser ou d'acquérir et d'améliorer

PROJET

des immeubles et de les gérer ou de les revendre ;

3. En vue de leur location-accession dans les conditions fixées par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 modifiée définissant la location-accession à la propriété immobilière, de construire, acquérir, réaliser des travaux et gérer des immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel/commercial et d'habitation respectant les prix de vente maxima fixés en application du III de l'article R. 443-34 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

4. De réaliser des hébergements de loisirs à vocation sociale selon les modalités prévues au 6° de l'article L. 421-3 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

5. D'acquérir des hôtels, meublés ou non, destinés à l'hébergement temporaire des personnes en difficulté et les donner en location à des organismes agréés par le préfet du lieu de situation de ces hôtels ;

6. De construire ou acquérir, aménager, gérer ou donner en gestion à des personnes physiques ou morales des résidences hôtelières à vocation sociale prévues à l'article L. 631-11 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

7. D'assurer la gérance des sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété régies par les articles L. 443-6-2 et suivants ;

8. De vendre des ouvrages de bâtiments aux organismes visés à l'article L. 411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et aux sociétés d'économie mixte ou de les acquérir auprès d'eux, par contrat de vente d'immeuble à construire prévu aux articles L. 261-1 et suivants du même code ;

9. En vue de leur location, de construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer, dans les conditions prévues par les livres III et IV du Code de la Construction et de l'Habitation, des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble, et notamment toutes constructions communes ;

10. De gérer les immeubles à usage principal d'habitation appartenant à d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, quelle que soit la forme sociale sous laquelle ils exercent leurs activités ;

11. De gérer les immeubles à usage principal d'habitation appartenant à l'Etat, à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales, à une société d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux, à des organismes à but non lucratif, à l'association agréée mentionnée à l'article L. 313-34 du Code de la Construction et de l'Habitation ou aux sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association ;

12. D'être syndic de copropriété et administrateurs de biens d'immeubles bâtis, construits ou acquis soit par elles, soit par un autre organisme d'habitations à loyer modéré, une collectivité territoriale, une société d'économie mixte ou un organisme sans but lucratif, l'association mentionnée à l'article L. 313-34 du Code de la Construction et de l'Habitation précitée ou une des sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à au moins 99 % par cette association ;

13. De réaliser des lotissements ;

14. De réaliser, pour son compte en vertu d'une convention passée avec une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement, les actions ou opérations d'aménagement définies par le Code de l'Urbanisme ;

15. De réaliser les actions ou opérations d'aménagement définies par le Code de l'Urbanisme pour le compte de tiers. Dans ce cas, les dispositions des articles L, 443-14 et L. 451-5 de ce code ne sont pas applicables aux cessions d'immeubles rendues nécessaires par la réalisation de ces actions ou opérations ;

PROJET

16. De réaliser des prestations de services pour le compte d'associations ou d'organismes œuvrant dans le domaine du logement ou de personnes physiques ;

17. Avec l'accord du maire de la commune d'implantation et celui du préfet donnés dans les conditions fixées à l'article R. 442-23 du Code de la Construction et de l'Habitation, de gérer, en qualité d'administrateur de biens, des logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou être syndic de ces copropriétés ;

18. D'acquérir des lots dans des copropriétés mentionnées au 17° ci-dessus qui font l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue à l'article L 303-1 de ce code et dédiée aux copropriétés dégradées. La revente de ces lots n'est pas soumise aux dispositions du chapitre III du titre IV du livre IV de ce code mais requiert l'avis préalable du service des domaines. La location des lots en attente de revente est, par dérogation aux dispositions du titre IV du livre IV du même code, soumise aux règles mentionnées à l'article 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986. Toutefois, la fixation du loyer ne peut excéder les plafonds de loyers fixés en application du troisième alinéa du g du 1° du I de l'article 31 du Code Général des Impôts. En outre, les dispositions du I et du II de l'article 15 de la loi du 6 juillet 1989 sont applicables aux contrats de location qui prennent fin au plus tard à la revente des lots, lorsque le congé émane du bailleur ;

19. De réaliser des prestations de services pour le compte de syndicats de copropriétaires d'immeubles faisant l'objet d'un plan de sauvegarde en application de l'article L. 615-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

20. Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, d'être syndic de copropriétés situées dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L, 303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et qui satisfont aux caractéristiques de décence mentionnées à l'article L. 442-11 ;

21. De réaliser des prestations de services pour le compte de syndicats de copropriétaires d'immeubles situés dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

22. Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, de gérer, en qualité d'administrateurs de biens et dans les conditions fixées par l'article L. 442-11 du Code de la Construction et de l'Habitation, des logements situés dans le périmètre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat mentionnée à l'article L. 303-1 du même code ;

23. Avec l'accord du maire de la commune d'implantation, de gérer, en qualité d'administrateurs de biens et dans les conditions fixées par l'article L. 442-11 du Code de la Construction et de l'Habitation, des logements appartenant à des personnes privées et vacants depuis plus d'un an ;

24. De réaliser des travaux, acquérir, construire et gérer des immeubles à usage d'habitation au profit des fonctionnaires de la police et de la gendarmerie nationale, des services départementaux d'incendie et de secours ou des services pénitentiaires, ainsi que les locaux accessoires à ces immeubles et les locaux nécessaires au fonctionnement des gendarmeries ;

25. De réaliser pour le compte d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, des prestations de services pour des missions entrant dans l'objet social et la compétence territoriale desdits organismes et de la société ;

26. De réaliser des missions d'accompagnement social destinées aux populations logées dans le patrimoine dont elle assure la gestion ou pour les populations logées dans le patrimoine d'autres organismes d'habitations à loyer modéré ;

PROJET

27. D'être syndic de copropriété dans le cas prévu à l'article L. 443-15 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

28. De prendre à bail des logements vacants pour les donner en sous-location à des personnes physiques dans les conditions fixées par les articles L. 444-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ;

29. D'acquérir et d'aménager des terrains destinés à être cédés aux associés et de contracter des emprunts pour l'acquisition et l'aménagement de terrains qu'elle pourra ultérieurement céder à ces personnes ;

30. De réaliser en vue de leur vente, dans les conditions prévues aux articles L.261- l à L. 261-22 du Code de la Construction et de l'Habitation, à l'association agréée mentionnée à l'article L. 313-34 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou des sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association, des immeubles à usage principal d'habitation destinés à la location ;

31. De réaliser des prestations de services pour le compte de l'association agréée mentionnée à l'article L. 313-34 du Code de la Construction et de l'Habitation, ou des sociétés civiles immobilières dont les parts sont détenues à 99 % au moins par cette association ;

32. De réaliser, en vue de leur, vente, dans les conditions prévues à l'article L. 261-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour le compte de personnes publiques ou privées, des immeubles à usage principal d'habitation dont elles peuvent provisoirement détenir l'usufruit selon les modalités définies aux articles L. 253-1 à. L. 253-5 du même code ;

33. De réaliser toutes opérations pour lesquelles les sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré sont ou seront habilitées par les textes législatifs s'y rapportant.

TITRE II — SOCIETAIRES PARTS SOCIALES

Article 3. Membres de la Société

Les membres de l'association peuvent être des personnes physiques ou morales.

Elles se répartissent au sein des catégories suivantes :

- la catégorie des **coopérateurs usagers** composée des personnes physiques bénéficiant habituellement à titre gratuit ou onéreux des activités de la coopérative regroupant notamment les personnes physiques ayant recours aux services de l'association coopérative dans le cadre des activités qu'elle exerce en application de l'article 2 « Objet social », les sociétés civiles de construction, les sociétés de construction constituées en application du titre Ier du livre II du code de la construction et de l'habitation, ainsi que, sur leur demande, les accédants à la propriété qui acquièrent leur logement auprès d'une société de construction constituée, en application des dispositions précitées, sous l'égide de l'association coopérative ;
- la catégorie des **collectivités locales** composée des collectivités locales et de leurs groupements ;
- la catégorie des **salariés** regroupant les salariés de la société et les fonds communs de placement de valeurs mobilières qui leur sont réservés ;
- la catégorie des **partenaires** regroupant les personnes morales participant au soutien et au développement de l'association coopérative et ayant une convention de partenariat avec l'association coopérative ;
- la catégorie des **autres membres** regroupant les membres ne pouvant être affecté à l'une des 4 premières catégories.

Les « coopérateurs usagers » sont obligatoirement membres de l'association coopérative.

PROJET

L'acquisition et la conservation de la qualité de « membres usagers » pour les locataires de l'association coopérative sont subordonnées aux conditions d'un domicile dans un des logements de l'association coopérative et de la signature d'un contrat de location,

Pour l'obtention de la qualité de membre, le candidat doit signer une déclaration d'affiliation et souscrire un minimum de parts sociales.

Le Conseil d'Administration décide de l'admission des membres et de leur catégorie de rattachement. Chaque membre ne peut faire partie que d'une seule catégorie d'associés. Si, en raison de sa qualité, un même membre est susceptible d'entrer dans différentes catégories d'associés, le Conseil d'Administration décide au cas par cas de son rattachement.

En cas de rejet de la demande d'admission d'un nouveau membre, le Conseil de Surveillance, sur requête du postulant, décide en dernier ressort, sans être tenu de justifier les motifs de sa décision,

Toute nouvelle admission d'un membre doit être présentée par le conseil d'administration au tribunal compétent pour tenir le registre des associations dans le ressort duquel l'association a son siège aux fins d'inscription sur la liste des associés.

Chaque année, le conseil d'administration met à jour la liste des membres de l'association lors de la séance qui précède la convocation de l'assemblée générale de l'association.

Article 4. Démission — Exclusion Décès

Le droit des membres cesse par démission, exclusion ou décès.

- **Démission** : tout membre peut donner sa démission.

Celle-ci ne peut cependant être déclarée que pour la fin d'un exercice et sous préavis d'au moins 3 mois, sauf dérogation motivée accordée par le Conseil d'Administration. Elle est à adresser par écrit à la Direction de l'association coopérative. Le délai de préavis de démission est d'un an pour les membres possédant plus de cinquante parts sociales. La démission intervient d'office pour tout membre locataire qui résilie son bail.

- **Exclusion** : peut être exclu de l'association coopérative, par décision du Conseil d'Administration, tout membre qui a perdu ses droits civiques, commis des actes quelconques contraires à l'honneur, ou porté atteinte aux intérêts de l'association coopérative par la non observation de ses obligations ou de toute autre façon. Tout membre-usager sera exclu du fait du non-respect de la condition de domiciliation dans un des logements de l'association coopérative prévu à l'article 3.Il sera fait part de la décision d'exclusion à l'Assemblée Générale suivante qui statuera définitivement.

- **Décès** : dans le cas du décès ou d'un jugement déclaratif d'absence d'un membre, sa sortie doit être notée pour la clôture de l'exercice pendant lequel le décès ou l'absence déclarée est intervenue ou a été portée à la connaissance de l'association coopérative. Jusqu'à ce moment, les droits du membre resteront acquis à ses héritiers. S'il y a plusieurs héritiers, le droit de vote sera exercé par un mandataire.

Dans les trois cas ci-dessus indiqués, le membre démissionnaire reste tenu des cotisations échues et non payées et le décompte avec l'association coopérative se fera sur la base de la valeur nominale des parts sociales lors de la sortie. Le capital auquel le membre ou ses héritiers ont droit, est payable dans les six mois qui suivent l'assemblée ayant approuvée les comptes annuels. Le montant de la part active non réclamé dans un délai de deux ans est acquis à l'association coopérative et affecté au fonds de réserve.

Article 5. Parts sociales

L'association coopérative délivre des parts sociales de 1 EUR (un euro).

PROJET

Le montant minimum de la souscription est de 10 EUR (dix euros) à compter de la date d'adoption des présents statuts, soit l'équivalent de dix parts sociales à 1 EUR (un euro).

Le nombre de parts qu'un membre peut acquérir est limité à 100 (CENT).

Les parts sociales doivent obligatoirement revêtir la forme nominative et être entièrement libérées lors de leur souscription. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par l'association coopérative.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président du Conseil d'Administration ou par toute personne ayant reçu délégation du Président à cet effet, et notamment le Directeur Général.

Le montant de la part sociale peut être modifié, sur proposition du Conseil d'Administration, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire statuant à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés (la représentation n'étant admise qu'entre sociétaires).

La responsabilité des sociétaires est limitée au montant de leurs parts sociales, conformément à l'article 2-3 de la loi locale.

TITRE III — LES ORGANES DE LA SOCIETE :

Les organes de la société sont composés, outre l'Assemblée Générale, d'un Conseil d'Administration, d'un Bureau du Conseil d'Administration et d'un Conseil de Surveillance.

L'association coopérative recherchera l'application du principe de parité femmes-hommes pour la composition de ses différents organes.

Article 6. Dispositions communes au Conseil d'Administration et au Conseil de Surveillance :

Les membres du Conseil d'Administration prennent le titre d'Administrateurs.

Les membres du Conseil de Surveillance prennent le titre de Conseillers.

Ne peuvent devenir ou demeurer membres du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance, que les personnes qui ont la qualité de membre de l'association coopérative ou qui représentent une personne morale membre de l'association coopérative.

La perte de la qualité de membre entraîne de plein droit et avec effet immédiat celle d'administrateur ou de Conseiller. Il sera pourvu à son remplacement par cooptation par l'organe auquel il appartenait, sous réserve de validation par la prochaine assemblée générale de l'association coopérative, dans les conditions prévues ci-dessous pour les vacances de postes.

La durée de fonction des Administrateurs et des Conseillers est de trois ans. Tout membre sortant est rééligible. Le membre nommé en remplacement d'un autre en cours de mandat, ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'âge limite des Administrateurs et des Conseillers est fixée à 75 ans accomplis. Les fonctions des intéressés prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire suivant la date de leur anniversaire.

En cas de vacance au sein d'un des conseils, par décès ou démission, les membres restants peuvent pourvoir au remplacement provisoire du poste vacant par des nominations valables jusqu'à ratification par la prochaine Assemblée Générale.

A défaut de ratification par l'Assemblée Générale des désignations à titre provisoire, les délibérations prises et les actes accomplis entre temps par le Conseil concerné n'en demeurent pas moins valables.

PROJET

Les membres des deux Conseils devront apporter tous leurs soins à la gestion des affaires de l'association coopérative et se conformer strictement aux prescriptions des présents statuts et aux décisions des assemblées.

Les deux conseils se réuniront au moins une fois l'an en une séance conjointe.

Le mandat des membres du Conseil d'administration et du Conseil de Surveillance est exercé à titre gratuit dans les conditions prévues à l'article R. 421-10 du Code de la Construction et de l'Habitation.
Les membres des deux Conseils peuvent être remboursés sur justification des frais qu'ils exposent dans l'intérêt de l'association coopérative.

Le Président du Conseil d'administration ou le Président du Conseil de surveillance peuvent inviter à participer aux travaux de l'association coopérative des personnes qualifiées, dont le concours leur paraît utile, en raison de leur expérience ou de leur compétence ou de leur représentativité. Ces personnes ne peuvent être membres du Conseil d'administration et du Conseil de Surveillance et ne participent pas aux votes.

Les membres des deux conseils ainsi que toutes les personnes appelées à assister aux réunions des conseils sont tenus à une obligation de stricte confidentialité à l'égard des informations et documents qu'ils reçoivent individuellement ou collectivement, à moins que les présidents des conseils ne lèvent en tout ou partie cette obligation.

Le Conseil de surveillance ou le Conseil d'administration peut décider, à l'occasion de la désignation d'un nouveau président ou d'un nouveau vice-président, de désigner le président ou vice-président sortant président ou vice-président honoraire du Conseil dont il est issu. La désignation se fait à la majorité des membres présents ou représentés.

Article 7. Le Conseil d'Administration

L'association coopérative est administrée par un conseil d'administration composé de 10 (dix) administrateurs relevant au moins de trois catégories d'associés.

Sont administrateurs de droit :

- La VILLE DE STRASBOURG est administrateur de droit. Elle est représentée par le Maire ou un élu désigné par l'organe délibérant de la Ville de Strasbourg.
- STRASBOURG EUROMETROPOLE est administrateur de droit. Elle est représentée par son Président ou un élu désigné par l'organe délibérant de STRASBOURG EUROMETROPOLE.
- Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN dont dépend le siège est administrateur de droit. Il est représenté par son Président ou un élu désigné par l'organe délibérant du CONSEIL DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN.

Sous réserve de candidatures et d'élection, les sept autres administrateurs se répartissent comme suit :

- Catégorie des coopérateurs usagers : 2 administrateurs
- Catégorie des partenaires : 1 administrateur
- Catégorie des autres membres : 4 administrateurs

Ces administrateurs sont élus, renouvelés et révoqués par l'assemblée générale. Le scrutin a lieu à main levée sauf demande de scrutin secret formulée par un membre présent.

Le renouvellement du Conseil d'Administration s'opère par l'élection ou la réélection de trois administrateurs tous les ans, par l'Assemblée Générale Ordinaire à la majorité des voix des présents. Les premiers renouvellements s'opèrent par tirage au sort pour quatre administrateurs.

Un salarié de l'association coopérative ne peut pas être nommé Administrateur.

Délibérations du Conseil d'administration

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, et a

PROJET

minima par courrier électronique, par le Président ou son représentant, soit au siège de l'association coopérative, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de l'association coopérative l'exigent ou si le tiers de ses membres ou le Directeur Général le demandent, et au moins une fois par trimestre.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent également se tenir par visioconférence.

Pour valablement délibérer, cinq administrateurs doivent être présents dont le Président ou le Vice-Président.

Le Conseil d'Administration délibère à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés : un administrateur = une voix. Le vote par procuration étant autorisé, le nombre de pouvoir est limité à 2 par administrateur présent. Le vote par correspondance est autorisé. En cas d'égalité de voix, le Président, ou, s'il n'est pas présent ou représenté, le Vice-Président, aura une voix double.

Seule la signature du Président, ou en cas d'empêchement celle du Vice-Président peut engager le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est l'organe de gestion de l'association coopérative et il règle par ses délibérations les affaires de celle-ci. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'association coopérative ; il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet de l'association coopérative et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées de membres et des autorisations administratives essentiellement nécessaires.

Tout projet de cession immobilière fera l'objet d'une demande préalable auprès du Maire de la Ville de Strasbourg. Dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception par la Ville de la demande d'avis, l'accord du Maire sera communiqué au Conseil d'Administration, afin de lui permettre de valablement délibérer. Toute absence de réponse au terme de ce délai vaut accord.

Le Conseil peut constituer toute commission ou comité à caractère permanent ou provisoire et lui déléguer des pouvoirs sur lesquels il continue d'exercer son contrôle et son pouvoir décisionnel.

Le Conseil d'Administration délibère sur les demandes d'autorisation sollicitée par un administrateur ou un conseiller, concerné par une convention réglementée (hors conventions libres, conventions interdites ou conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales) ; le Conseil d'Administration est chargé du réexamen annuel des conventions antérieurement autorisés. Le Conseil d'Administration est amené à élargir la procédure des conventions réglementées pour toute convention liant l'association coopérative à un salarié.

PROJET

Président du Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration élit en son sein, parmi les administrateurs, un Président et un Vice-Président. La durée de leur fonction est celle de leur mandat d'Administrateur.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, les fonctions sont assurées par le Vice-Président, à charge pour celui-ci de convoquer le Conseil d'Administration pour faire procéder à la désignation d'un nouveau Président.

Le Président du Conseil d'Administration est le Président de l'association coopérative.

Il est chargé de l'exécution des statuts et des décisions du Conseil d'Administration.

Il représente l'association coopérative dans ses rapports avec les tiers.

Il exerce les fonctions de représentation légale, judiciaire et extrajudiciaire de l'association coopérative dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Bureau du Conseil d'Administration

Un Bureau est constitué à l'initiative du Président. Il comprend le Président, le Vice-Président et deux assesseurs choisis au sein du Conseil d'administration.

Le bureau est chargé de préparer et de suivre les décisions du Conseil d'administration. Il ne dispose d'aucun pouvoir de décision.

Article 8. Le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de 7 (sept) conseillers relevant au moins de trois catégories d'associés à l'exception de la catégorie des salariés.

Sous réserve de candidatures, sont membres élus, renouvelés et révoqués par l'assemblée générale :

- Catégorie des coopérateurs usagers : 1 conseiller
- Catégorie des partenaires : 1 conseiller
- Catégorie des autres membres : 5 conseillers

Le Conseil de surveillance élit en son sein, parmi les conseillers élus par l'Assemblée Générale, un Président et un Vice-Président.

Pour valablement délibérer, quatre conseillers doivent être présents dont le Président ou le Vice-Président.

Le Conseil de surveillance délibère à la majorité simple des voix des conseillers présents ou représentés : un conseiller = une voix. Le vote par procuration étant autorisé, le nombre de pouvoir est limité à 1 par conseiller présent. Le vote par correspondance est autorisé. En cas d'égalité de voix, le Président ou, s'il n'est pas présent ou représenté, le Vice-Président, aura une voix double.

Le scrutin a lieu à main levée sauf demande de scrutin secret formulée par un membre présent.

Le renouvellement du Conseil de Surveillance s'opère par l'élection ou la réélection de deux Conseillers tous les ans, par l'Assemblée Générale Ordinaire à la majorité simple des voix des présents. Les premiers renouvellements s'opèrent par tirage au sort pour trois conseillers.

Les Conseillers sont convoqués aux séances du Conseil de Surveillance par son Président ou son représentant par tous moyens, y compris par courrier électronique, soit au siège de l'association coopérative, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de l'association coopérative l'exigent ou si le tiers de ses membres ou le Directeur Général le demandent, suivant les besoins et au moins deux fois par an.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres composant le Conseil.

Le Conseil de Surveillance élit en son sein un Président.

Le Conseil de Surveillance a pour mission de contrôler au nom des membres de l'association coopérative, l'activité de l'association coopérative et la gestion du Conseil d'Administration. Il doit veiller à ce que cette gestion s'exerce dans le cadre des lois en vigueur ainsi que des décisions des Assemblées Générales.

Il établit un rapport annuel qui est présenté à l'Assemblée Générale.

Il dispose à cet effet des pouvoirs d'investigation nécessaires à sa mission. En cas de manquements graves constatés ou de dysfonctionnement mettant en péril l'association coopérative, le Conseil de Surveillance a le pouvoir de convoquer l'Assemblée Générale afin de demander la révocation d'un ou plusieurs administrateurs en indiquant les motifs reprochés.

Le Conseil de Surveillance ne peut exercer aucun acte de gestion.

Le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général participent sans voix délibérative aux séances du Conseil de Surveillance. Ils procurent les renseignements nécessaires au Conseil de Surveillance.

PROJET

Article 9. Commission d'attribution des logements locatifs

La (ou les) commission(s) d'attribution des logements locatifs prévue(s) en application de l'article L.441-2 du code de la construction et de l'habitation sont constituées et fonctionnent conformément à l'article R.441-9 du même code.

Article 10. Direction Générale

Sur proposition de son Président, le Conseil d'administration peut nommer un Directeur à compétences générales qui prend le titre de « Directeur Général ou Directrice Générale ». Dans ce cas, il détermine ses missions, la durée de son contrat de travail et sa rémunération.

Le Directeur dispose des délégations accordées par le Conseil d'administration.

Conformément à la loi locale, le Directeur est salarié de la société.

Le Directeur assure l'administration et la direction opérationnelle de l'association coopérative, dans les limites de l'objet de l'association coopérative et dans le cadre des délégations qui lui sont consenties.

C'est notamment lui qui procède à l'embauche, au licenciement et à la gestion des salariés.

Il propose les budgets, procède au suivi des acquisitions, des ventes, des travaux, et assure la gestion financière de l'association coopérative.

Le Directeur rend compte régulièrement de ses initiatives, des conditions de gestion et d'action de l'association coopérative au Président et aux membres du Conseil d'Administration.

Le Directeur assiste sans droit de vote aux réunions des conseils d'Administration et de Surveillance.

Le Directeur est responsable de son action.

TITRE IV. LES ASSEMBLEE GENERALES

Les membres de l'association coopérative exercent leurs droits à l'Assemblée Générale.

Tout membre inscrit dans les livres de la Société au jour de la convocation peut participer aux délibérations. Conformément à l'article 44 de la loi locale, l'Assemblée Générale est convoquée par le Président du Conseil d'Administration, ou par le Président du Conseil de Surveillance en cas de manquements graves ou de dysfonctionnement du Conseil d'Administration ou de son Président, par voie de publication dans un journal quotidien local ou régional et/ou par invitation écrite à l'ensemble des membres, au plus tard 15 jours francs avant la date de l'Assemblée Générale.

Elle doit indiquer l'ordre du jour. Une décision ne peut être prise sur des questions qui n'ont pas été portées à la connaissance des membres au moins trois jours avant l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration, ou en cas d'empêchement, par le Vice-Président du Conseil d'Administration. L'Assemblée Générale désigne deux scrutateurs et un secrétaire chargés de dresser le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

Les membres s'expriment au travers de leur catégorie d'associés de rattachement, le nombre de voix attribuées à chaque catégorie d'associés étant fixé dans les conditions suivantes :

- catégorie des **coopérateurs usagers** : **30%**
- catégorie des **collectivités locales** : **25%**
- catégorie des **salariés** : **20%**
- catégorie des **partenaires** : **10%**
- catégorie des **autres membres** : **15%**

PROJET

Au sein de chaque catégorie d'associés, chaque membre dispose d'une voix.

Les délibérations de chaque catégorie d'associés sont transmises selon la règle de la proportionnalité et affectées du pourcentage prévu afin de déterminer si les résolutions de l'assemblées générales sont adoptées ou rejetées à la majorité requise.

Toute délibération portant sur une modification statutaire, prise par l'Assemblée Générale Extraordinaire, nécessitera l'unanimité au sein de la catégorie des collectivités locales.

Article 11. L'Assemblée Générale Ordinaire

Une Assemblée Générale Ordinaire des membres a lieu chaque année civile au plus tard le 30 juin.

Celle-ci délibère valablement sur les questions figurant à l'ordre du jour. Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les membres présents.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur le compte de résultat et le bilan de l'exercice écoulé.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve a posteriori les décisions d'autorisation portant sur les conventions réglementées délibérées par le Conseil d'Administration, au vu du rapport du commissaire aux comptes ; les personnes concernées ne prenant pas part au vote.

Elle entend ensuite rapport, établi par le Conseil de Surveillance.

Le Réviseur nommé par le Tribunal d'Instance formule ses observations sur la situation de l'association coopérative, sur le bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d' Administration et plus généralement fait rapport sur l'accomplissement de la mission qui lui est dévolue par les obligations légales.

L'Assemblée Générale Ordinaire discute, approuve ou rejette les comptes et décide de l'utilisation des excédents éventuels de recettes, dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts.

Elle élit les membres du Conseil d'Administration et de Surveillance.

Les candidatures aux fonctions de membre du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance doivent être déposées au siège de l'association coopérative au moins huit jours avant la date de l'assemblée générale.

Enfin, d'une manière générale, elle se prononce sur tous les intérêts de l'association coopérative et prend toutes décisions autres que celles réservées à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 12. L'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les présents statuts, à modifier la valeur de la part sociale et le montant minimum de la souscription.

L'Assemblée Générale Extraordinaire délibère valablement sur les questions figurant ou portées à l'ordre du jour si les membres présents possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales ayant droit au vote.

A défaut de ce quorum, une deuxième assemblée peut être convoquée pour se tenir immédiatement après la clôture de la première assemblée dans les mêmes lieux. Cette deuxième assemblée statuera alors quel que soit le nombre de membres présents.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue aux trois quarts des voix dont disposent les membres présents, conformément à l'article 16 de la loi du 20 mai 1898.

PROJET

TITRE V - ANNEE SOCIALE – RESERVES – VERIFICATION – REVISION

Article 13. Année sociale et approbation des comptes

L'année sociale de l'association coopérative débute le 1er janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration arrête les comptes de l'exercice, c'est-à-dire, l'inventaire, le compte de résultat et le bilan. Il formule une proposition d'affectation du résultat. Il établit en outre un rapport de gestion.

Le bilan, le compte de résultat et l'inventaire sont vérifiés par le Conseil de Surveillance.

Ils seront déposés une semaine au plus tard avant l'Assemblée Générale Ordinaire au siège de l'association coopérative, afin que les membres puissent en prendre connaissance.

Ensuite, ils seront soumis pour délibération à l'Assemblée Générale Ordinaire avec les propositions du Conseil d'Administration sur la répartition des profits ou pertes, avec le rapport de gestion, en vue de donner décharge au Conseil d'Administration.

Dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels par l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration procède aux formalités de dépôt légales et réglementaires en vigueur.

Article 14. Résultat de l'exercice et réserves

En vue de couvrir les déficits possibles de l'association coopérative, il existe un fonds de réserve auquel est versé le gain de l'exercice qui n'est pas distribué entre les membres.

Par ailleurs, aucun dividende sur les excédents n'est attribué aux membres. Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de l'affectation des sommes à porter au fonds de réserve.

En cas de pertes à la clôture d'un exercice, il y a lieu de les couvrir par des prélèvements sur le fonds de réserve et cela sur décision de l'Assemblée Générale Ordinaire. Après épuisement du fonds de réserve, les parts sociales des membres serviront à couvrir le déficit jusqu'à concurrence de leur montant.

Après acquittement des charges de toute nature, y compris tous amortissements et provisions, ainsi que le prélèvement au profit du fonds de réserve légale ou d'autres réserves, dont la constitution est imposée par la réglementation spécifique aux sociétés coopératives d'H.L.M., le surplus éventuel forme une réserve spéciale destinée à assurer le développement de l'activité de l'association coopérative et à parer aux éventualités.

Conformément à l'article L. 423-5 du Code de la Construction et de l'Habitation et sous réserve des exceptions prévues par cet article, les réserves ou les bénéfices ne peuvent être incorporés au capital.

Article 15. La vérification de l'association coopérative

L'organisation et l'administration générale de l'association coopérative sont à vérifier au moins tous les deux ans par un réviseur ne faisant pas partie de l'association coopérative.

Ce réviseur est nommé par le Tribunal d'Instance sur proposition du Président du Conseil d'Administration. Conformément à la loi locale, la fonction de réviseur peut être assurée par un commissaire aux comptes.

Article 16. Révision coopérative

L'association coopérative fait procéder périodiquement à l'examen analytique de sa situation financière et de sa gestion, conformément à l'article L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation.

PROJET

TITRE VI DISSOLUTION ET LIQUIDATION PUBLICATIONS - DEPOT DES STATUTS

Article 17. Dissolution et liquidation

La dissolution anticipée de l'association coopérative est décidée par l'assemblée générale extraordinaire à la majorité des trois quarts des associés présents.

La dissolution doit être déclarée sans retard par le conseil d'administration aux fins d'inscription au registre des associations coopératives.

A l'arrivée du terme statutaire, ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire, celle-ci désigne au moins deux liquidateurs dont la nomination met fin aux pouvoirs des administrateurs et de tout mandataire.

En cas de dissolution prononcée par décision de justice ou par décision ministérielle, cette décision désigne un ou plusieurs liquidateurs et les pouvoirs des administrateurs et de tout mandataire prennent fin à la date où elle est rendue.

Dans tous les cas, l'expiration des pouvoirs des administrateurs et des mandataires en fonctions avant la désignation des liquidateurs n'est opposable aux tiers qu'après la publication de l'acte de nomination des liquidateurs.

L'excédent éventuellement disponible après la liquidation sera à employer conformément aux dispositions légales. Dans le cas où de telles dispositions n'existaient que pour une partie des excédents ou n'existaient pas du tout, le solde sera mis à la disposition de toute association, à condition qu'elle affecte ce montant dans le sens des aspirations de l'association coopérative, c'est-à-dire pour les constructions ou pour la réduction des prix des loyers des habitations à loyer modéré destinées à la population modeste.

La Ville de Strasbourg disposera d'un droit préférentiel pour acquérir tous les immeubles et bâtiments de l'association coopérative en cas de dissolution et de liquidation.

Article 18. Publications

Les publications de la Société ont lieu sous la raison sociale de celle-ci, avec la signature du Président du Conseil d'Administration.

Article 19. Dépôt des statuts

Conformément à l'article 16 de la loi locale, la présente rédaction adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du ..... sera déposée au registre des Associations Coopératives auprès du Tribunal d'Instance de Strasbourg où l'association coopérative est inscrite.

Article 20. Transmission des statuts

Les statuts de la société sont transmis au préfet du département du siège de la société après chaque Modification.

Strasbourg, le .....

PROJET

15

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Aides à la pierre pour le parc locatif social - Révision des délibérations cadres fixant les aides de l'Eurométropole de Strasbourg.

Compte tenu des difficultés d'accès aux logements de nos concitoyens – en particulier les plus modestes -, et afin de favoriser un rythme de construction conforme aux objectifs du 4e Programme Local de l'Habitat (PLH), l'Eurométropole de Strasbourg continue de faire du développement et de l'amélioration du parc - en particulier locatif social – l'un des axes majeurs de sa politique.

Comme exposé au sein du PLH et repris dans le futur PLU (plan local d'urbanisme) qui intègre désormais un volet habitat, l'Eurométropole de Strasbourg continue de poursuivre quatre préoccupations dans ce cadre :

- le maintien d'une production annuelle significative de logements sociaux pour répondre à l'ensemble des besoins, soit 1100 par an, en conformité avec les objectifs du PLH ;
- l'orientation de cette production en faveur des ménages les plus modestes, en intégrant aujourd'hui une part de 30% de la production en logements financés Prêts Locatifs d'Aidé à l'Intégration (PLAI) ;
- la pérennisation du parc existant, via son entretien régulier et sa rénovation, notamment thermique ;
- la mise en œuvre de solutions techniques plus respectueuses de l'environnement, et en particulier moins consommatrices en énergie.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place une série de mesures de subventionnement, celles-ci restant indispensables aux équilibres d'opérations des bailleurs.

Les contraintes budgétaires actuelles conduisent cependant la Collectivité à devoir recentrer les mesures proposées sur les axes prioritaires de la politique poursuivie. Il est ainsi proposé de réévaluer les subventions de droit commun proposées aux bailleurs sociaux.

1. **Suppression de la majoration proposée pour la réalisation de grands logements**

Les aides aujourd'hui proposées prévoient une majoration pour la réalisation de grands logements (T5 ou supérieurs) de 2 500 € par grand logement à partir de 10 % de production minimale en grands logements dans la production annuelle du bailleur.

Avec la mise en place par l'Etat à compter de 2016 de l'outil SPLS (Suivi et programmation du logement social), il est désormais possible d'avoir la visibilité des typologies envisagées sur une opération, dès sa programmation prévisionnelle par le bailleur, et ce, en amont du dépôt du dossier de demande de financement.

Ceci permettra à la Collectivité de pouvoir négocier en amont avec le bailleur, et opération par opération, une part minimale de grands logements, dans les cas où le besoin est avéré.

Au regard des contraintes budgétaires et de ces considérations, il est donc proposé de supprimer à compter de 2016 cette majoration de 2 500 € par grand logement, que ce soit en production nouvelle ou en réhabilitation.

2. **Suppression de la majoration proposée pour l'adaptation - au-delà de la réglementation- des logements au handicap**

Les aides aujourd'hui proposées prévoient une majoration de 3 000 € par logement pour l'adaptation des logements au handicap lorsque ces adaptations vont au-delà de la réglementation.

L'évolution de la législation dans ce domaine a conduit à rendre l'accessibilité générale des logements obligatoire pour les bailleurs. La majoration initialement proposée avait donc déjà été adaptée pour circonscrire l'aide aux aménagements particuliers non encore réglementairement obligatoires (tels que la mise en place d'un système d'évacuation de l'eau à même le sol dans les salles de bains, ou de terrasse accessible, etc).

Au regard des contraintes budgétaires, il est proposé de supprimer à compter de 2016 cette majoration, que ce soit en offre nouvelle ou en réhabilitation.

3. **Suppression de l'aide proposée pour les bâtiments passifs ou à énergie positive**

Sur le volet énergétique, les aides aujourd'hui proposées aux bailleurs sociaux prévoient une majoration de 30€ / m² de surface plancher pour les bâtiments passifs ou à énergie positive.

Les opérations innovantes proposées par les bailleurs sociaux ayant souvent la possibilité de mobiliser des subventions publiques exceptionnelles que ce soit dans le cadre d'appels à projets, ou en mobilisant des fonds créés à cette fin (fonds de soutien à l'innovation des organismes d'Hlm par exemple), il est proposé de supprimer à compter de 2016 cette aide de droit commun.

4. **Maintien des aides à la création de logements locatifs aidés, en construction neuve, acquisition-amélioration ou VEFA**

Les aides aujourd'hui proposées prévoient un montant de 5 000 € pour la création d'un logement PLUS (Prêt locatif à usage social) et de 9 000 € pour la création d'un logement PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).

Afin de maintenir une production annuelle significative de logements sociaux en conformité avec les objectifs du PLH, il est proposé de conserver ces montants.

Pour tenir compte des exigences budgétaires, le maintien de ce niveau d'aide devra cependant s'accompagner d'un plafond dans le nombre de PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).et de PLUS (Prêt locatif à usage social) financés par an. Le plafond proposé, en conformité avec les objectifs du PLH, est annuellement de 350 PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration) et de 600 PLUS (Prêt locatif à usage social), soit une enveloppe annuelle d'engagement de 6 150 000 €.

5. Maintien du dispositif d'aide à la réhabilitation thermique

L'augmentation du nombre de ménages en situation de précarité énergétique (combinaison de l'inflation des prix des énergies et des performances énergétiques médiocres des logements existants) avait conduit l'Eurométropole de Strasbourg à considérer le traitement de ces logements locatifs sociaux existants et en particulier les plus dégradés thermiquement, comme l'un des axes prioritaires pour la poursuite de l'intervention de la Collectivité sur le parc social.

Un nouveau dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant avait ainsi été mis en place par délibération du 20 décembre 2013, avec la perspective de parvenir à l'horizon 2020 à ramener la consommation énergétique des logements du parc social de l'Eurométropole sous les 195 kWh/m²/an, conformément à la loi Grenelle.

Compte-tenu de l'enjeu prioritaire que représente la réhabilitation thermique, et du calendrier ainsi fixé, il est proposé de maintenir ce dispositif d'aide à la réhabilitation thermique, avec une enveloppe annuelle d'engagement à hauteur de 3 750 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2013
relative au nouveau dispositif d'aide à la réhabilitation thermique
vu la délibération du 1er juin 2012 relative aux aides proposées en faveur du développement durable
vu la délibération du 20 mars 2009 relative aux aides proposées pour la production du logement social
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la suppression de l'aide d'un montant unitaire de 2 500 € par logement proposée aux bailleurs sociaux pour la création de grands logements (T5 et plus) ;*

- *la suppression de l'aide de 3 000 € par logement proposée aux bailleurs sociaux en cas d'adaptation du logement au handicap allant au-delà de la règlementation accessibilité ;*

- *la suppression de l'aide de 30 € / m² de surface plancher proposée aux bailleurs sociaux pour les bâtiments passif ou à énergie positive ;*

décide

- *du maintien de l'aide unitaire proposée aux bailleurs sociaux de 5 000 € par* PLUS (Prêt locatif à usage social) *et de 9 000 € par PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration), dans la limite d'une enveloppe annuelle d'engagement de 6 150 000 € ;*

ou

- *du maintien du dispositif d'aide à la réhabilitation thermique mis en place par délibération du 20 décembre 2013 ;*

autorise

l'imputation de la dépense globale sur les crédits disponibles aux budgets 2016 à 2019 (fonction 552 – nature 204 – activité HP01- prog 566 – AP 0117).

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

16

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

CUS-Habitat - Réaménagement de divers prêts contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations et garantis par l'Eurométropole de Strasbourg.

CUS-Habitat souhaite effectuer le réaménagement de sa dette, selon de nouvelles caractéristiques financières et de durée, de 144 lignes de prêts souscrites auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour des opérations de logements locatifs sociaux, dont 120 nécessitent une nouvelle délibération de garantie.

Le financement des opérations d'investissement s'est traduit pour CUS Habitat par une évolution des dettes financières de plus de 40 % entre 2010 et 2014. Ce poste représente à la fin de 2014, 416 M€ inscrit au passif du bilan, indexé à 80 % sur le livret A.

La programmation de CUS-Habitat à l'horizon 2025 va continuer à faire augmenter ce volume, la décroissance de la dette ne permettant pas d'absorber la contractualisation. En conséquence, les annuités vont progresser de façon significative. Aussi, face à cette problématique et dans un contexte d'opportunités de taux d'intérêts et d'inflation bas, il paraît pertinent de renégocier une partie de l'encours pour CUS-Habitat.

Dans ce contexte, ce réaménagement de dette a plusieurs objectifs :
- bénéficier des taux bas pour fixer une partie de la dette actuellement indexée en taux variable,
- renégocier des marges ou des taux fixes élevés au regard du contexte économique actuel,
- dégager de l'autofinancement pour donner des marges à la réalisation du programme d'investissement jusqu'en 2025.

CUS-Habitat détient actuellement 512 contrats auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).
Ce réaménagement concerne 144 contrats pour un encours de 90 775 360,10 € (dont 83 673 569,52 € font l'objet de la demande de garantie) avec comme axes de travail :
- alléger la charge d'intérêts en procédant au paiement des intérêts compensateurs pour 19 lignes de prêts et en abaissant le taux de marge de 0 ,1 % pour 5 lignes de prêts chers sans délibération nécessaire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- profiter d'un taux du livret A bas pour ajuster le taux de progression des échéances et éviter un risque de sous amortissement ;

- convertir des prêts à livret A en un taux fixe sur une partie de l'encours, à 2,20 % sur 20 ans et 2,35 % sur 25 ans ;
- diversifier les index en basculant des prêts indexés livret A sur des prêts inflation + marge (1,15 % sur 16 ans et 1,3 % sur 26 ans), avec option de retour possible une fois vers le livret A, moyennant une commission de 0,03 %.

La renégociation de l'encours permet aussi :
- de fixer une partie de la dette sur le livret A pour se prémunir contre une hausse de cet index, en profitant de taux fixe bas ;
- d'accélérer l'amortissement du capital tant que les taux d'intérêts sont bas ;
- et enfin, de générer une économie sur les années proches pour dégager de l'autofinancement.

Ce réaménagement en date d'effet au 1er janvier 2016 dégagerait environ 238 K€ sur la durée totale de la simulation :
- de 2016 à 2028 : un gain d'autofinancement de 11 382 K€, soit 875 K€/an en moyenne ;
- de 2029 à 2043 :un coût de 11 144 K€, soit 743 K€/an.

CUS-Habitat sollicite la collectivité pour adapter sa garantie initialement accordée auxdits emprunts.

Le service financier, sollicité pour son expertise, précise que la démarche de CUS-Habitat s'analyse comme une initiative montrant une gestion saine et prudente de leur dette.

La Direction des finances ne soulève pas d'objection à ce que l'Eurométropole de Strasbourg accorde sa garantie sur le réaménagement sollicité par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations, car l'engagement en terme de volume reste le même (les encours sont identiques aux montants actuels).

En garantissant ce réaménagement, l'Eurométropole ne voit pas son exposition au risque augmentée par rapport à son engagement de garantie initiale puisque les taux fixes proposés par la Caisse des dépôts et consignation restent conformes aux conditions de marché actuelles.

Enfin, il convient de préciser que l'Eurométropole de Strasbourg a déjà accepté ce type de réaménagement pour d'autres bailleurs sociaux.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'accéder à cette demande.

Le Conseil
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
vu l'article 2298 du Code civil ;

vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
réitère

*sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par CUS-Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies ci-dessous et référencées à l'Annexe « **Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées** ».*
La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment encas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du(des) prêt(s) réaménagé(s).

*Les nouvelles caractéristiques financières de la(des) Ligne(s) du Prêt réaménagée(s) sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « **Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées** » qui fait partie intégrante de la présente délibération.*

Pour les Lignes du Prêt indexées sur le Livret A :

Concernant la(les) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) à taux révisables indexée sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite (auxdites) Ligne(s) du Prêt réaménagée(s) sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 29 décembre 2015 est de 0,75 %.

Pour les Lignes du Prêt indexées sur l'inflation :

Concernant la(les) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) à taux révisables indexée sur l'inflation, le(s) taux d'intérêt actuariel annuel mentionné(s) est (sont) calculé(s) sur la base de l'inflation en France mesurée par la variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE (Institut national des statistiques et des études économiques) et publiée, au Journal Officiel.

L'index inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux du Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du taux du Livret A.

*A titre indicatif, le taux de l'indice de révision pour l'inflation au **1er août 2015 est de 0,30 %.***

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe ***« Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées »*** *à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement et jusqu'au complet remboursement des sommes dues.*

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par CUS-Habitat, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à CUS-Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges ;

décide

le droit de réservation de 5 ou 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2016.

Cette clause ne concerne pas la Caisse des dépôts et consignations ;

autorise

le Président, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CUS-Habitat, à exécuter la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie) et à intervenir à (aux) avenant(s)qui sera ou seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et CUS-Habitat.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Annexe à la délibération du conseil Communautaire en date du ..../..../....

Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées

Emprunteur : **000107788 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG**

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	44237	1029647	527 825,30	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/04/2016	A	LA+0,700	Livret A	0,700	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1081598	775 846,96	0,00	0,00	100,00	0,00	27,00	01/11/2016	A	LA+1,000	Livret A	1,000	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1081437	753 255,21	0,00	0,00	100,00	0,00	28,00	01/05/2016	A	LA+1,000	Livret A	1,000	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1081393	540 023,89	0,00	0,00	100,00	0,00	28,00	01/02/2016	A	LA+1,000	Livret A	1,000	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1061810	1 496 031,32	0,00	0,00	100,00	0,00	28,00	01/06/2016	A	LA+1,000	Livret A	1,000	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1061801	1 632 703,99	0,00	0,00	100,00	0,00	28,00	01/06/2016	A	LA+1,000	Livret A	1,000	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1055399	1 179 766,77	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/10/2016	A	LA+1,000	Livret A	1,000	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1041675	1 022 829,99	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	A	LA+1,150	Livret A	1,150	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1041659	1 368 966,99	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/05/2016	A	LA+1,150	Livret A	1,150	DR	-1,500	---	---	---
-	44237	1061346	1 005 026,27	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/12/2016	A	LA+0,500	Livret A	0,500	DR	-1,500	---	---	---
-	44238	0897827	638 651,19	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0889475	830 246,52	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0870765	263 081,95	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0870763	44 884,58	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0870668	393 618,81	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : **000107788 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG**

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog annuel plancher des échéances (3)
-	44238	0869813	102 743,40	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0869763	390 104,33	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0862508	1 183 139,10	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0862435	172 920,33	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0862417	1 283 250,89	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0850074	300 716,86	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0850067	1 309 573,33	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0476950	1 866 882,41	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0463246	494 162,45	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0437593	29 392,07	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0427816	2 866 962,86	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0413817	31 062,80	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1005476	39 293,28	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1005449	47 713,21	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1005429	31 574,94	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0944924	43 280,52	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0897828	139 992,13	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0889481	74 902,82	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0870767	36 607,09	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0870712	95 891,20	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0453624	42 479,35	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000107788 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou Index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	44238	1015548	24 948,16	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015534	213 436,07	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015559	186 208,19	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015555	71 009,69	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015545	80 278,99	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015536	135 616,25	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015520	2 155 047,03	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015500	345 386,10	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015498	170 683,51	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015496	146 394,45	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015426	331 293,47	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015422	189 057,54	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1013134	1 965 166,92	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1013078	231 586,61	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1013075	4 093 825,25	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1012995	1 098 920,99	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1005458	265 244,21	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1005441	1 077 230,88	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1005439	79 498,96	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	0944031	249 846,40	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1060808	4 022 115,46	0,00	0,00	100,00	0,00	25,00	01/09/2016	T	2,350	Taux fixe	---		0,000	---	---	---

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000107788 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants reaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog annuel plancher des échéances (3)
-	44238	1015519	382 896,35	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44238	1015518	554 281,95	0,00	0,00	100,00	0,00	20,00	01/09/2016	T	2,200	Taux fixe	---		0,000	---	---	---
-	44237	1120616	2 729 671,14	0,00	0,00	100,00	0,00	28,00	01/11/2016	A	LA+0,250	Livret A	0,250	DR	-1,500	---	---	---
-	44239	0869812	144 892,18	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0869765	172 467,51	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0862512	142 346,47	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0850129	105 422,35	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0850126	153 984,75	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0473072	199 869,07	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0463248	231 848,01	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0447492	105 410,26	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1041712	401 117,25	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1255529	1 439 544,75	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1255530	440 504,48	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1251055	794 657,09	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1219184	578 743,71	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1219123	330 710,70	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1200440	445 138,49	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1105528	498 102,38	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1255680	1 402 153,98	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1120662	705 021,68	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000107788 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	44239	1256593	792 908,06	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1251013	1 059 542,79	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1234530	1 829 284,69	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1234529	1 466 723,76	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1219374	909 454,41	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1218819	868 115,58	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1175293	817 424,72	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1171631	2 364 826,58	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1129011	2 188 710,78	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1129006	1 782 694,67	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0453623	352 282,35	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0452492	74 456,42	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0450463	50 627,73	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0447491	1 227 421,05	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0413654	1 396 245,29	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0413602	477 857,05	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0413595	2 765 105,97	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0360755	910 036,57	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0360754	319 718,96	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0349249	364 901,26	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0277556	164 537,43	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000107788 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog. annuel plancher des échéances (3)
-	44239	0277500	54 192,50	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0274893	118 710,60	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0274890	501 278,87	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0270132	1 254 960,63	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0252385	88 796,56	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0227954	1 724 333,80	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0227938	99 885,29	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0227847	1 203 248,37	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0227846	29 299,23	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	0227845	427 783,50	0,00	0,00	100,00	0,00	16,00	01/03/2016	S	IPC+1,150	Inflation	1,150	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1032829	263 782,07	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1030652	674 973,42	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1029862	550 154,31	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1029783	72 300,99	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1029736	175 102,70	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1029642	814 630,77	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1029626	176 062,79	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1029613	287 519,76	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1061797	274 784,22	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
-	44239	1061788	333 018,69	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

GROUPE

Caisse des Dépôts

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : **000107788 - OFFICE PUBLIC DE L HABITAT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG**

N° Contrat initial (3)	N° Avenant	N° Ligne du prêt	Montants reaménagés hors stock d'intérêts (1)	Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1)	Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1)	Quotité garantie (en %)	Durée différé d'amortissement (nb Mois)	Durée remboursement (nb Années)	Date prochaine échéance	Périodicité des échéances	Taux d'intérêt actuariel annuel en % (2)	Nature du taux ou index	Marge fixe sur index (3)	Modalité de révision (3)	Taux de progressivité d'échéance appliqué (3)	Taux de progressivité d'échéance calculé (3)	Taux de progressivité d'amortissement (3)	Taux prog annuel plancher des échéances (3)
-	44239	1051728	218 889,54	0,00	0,00	100,00	0,00	26,00	01/07/2016	S	IPC+1,300	Inflation	1,300	DL	0,000	-1,500	---	0,000
Total			**83 673 569,52**	**0,00**	**0,00**													

*Ce tableau comporte **120** Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) dont le montant total garanti s'élève à : **83 673 569,52€** .*
Montants exprimés en euros
Périodicité : A (annuelle), S (semestrielle), T (trimestrielle)

(1) Montants donnés à titre indicatif sous réserve de la comptabilisation des opérations en cours
(2) Concernant les prêts à taux révisables, les taux indiqués sont susceptibles d'évoluer à la date de valeur du réaménagement dans l'hypothèse d'une variation de leur index de référence entre la date d'établissement du présent document et la date de valeur du réaménagement
(3) - : Si sans objet
SR : le taux d'intérêt est révisé à chaque échéance en fonction de la variation de l'index
DR : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index
DL : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur au taux de progressivité plancher indiqué dans le tableau

Date d'établissement du présent document : 29/12/2015
Date de valeur du réaménagement : 01/01/2016

Caisse des dépôts et consignations
27 RUE JEAN WENGER VALENTIN - 67080 STRASBOURG CEDEX - Tél : 03 88 52 45 46 - Télécopie : 03 88 52 92 50
dr.alsace@caissedesdepots.fr

17

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

NEOLIA - Droit commun 2014
Reichstett - 4 rue Brezouard, 13-17 rue du Vieil Armand et 7 rue du Col du Linge - Opération d'acquisition amélioration de 24 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Garantie d'emprunt complémentaire.

La société anonyme d'HLM Néolia s'est portée acquéreur en 2009 auprès la SCI Reichstett Les Peupliers d'un ensemble bâti de 5 immeubles d'un total de 30 logements situé à Reichstett – 4 rue Brezouard, 13-17 rue du Vieil Armand et 7 rue du Col du Linge, afin d'y établir un programme de logements sociaux.

Cette opération a déjà fait l'objet d'une première délibération en date du 22 octobre 2010 octroyant à ce bailleur la participation financière ainsi que la garantie aux emprunts nécessaires pour la réalisation de son opération.
Aujourd'hui la collectivité est sollicitée pour octroi d'une garantie d'emprunt complémentaire justifiée par l'augmentation du coût des travaux réalisés.

Il est à préciser que cette opération nécessite la validation du Conseil de l'Eurométropole et non celle de la Commission permanente (Bureau), car les 10 % de fonds propres exigés par la délibération du 29 septembre 2009 relative aux conditions d'octroi des garanties d'emprunts ne sont pas atteints. Cette délibération précise que le montage financier de l'opération devra comprendre un minimum de 10 % de fonds propres, et que les cas dérogatoires liés à la situation financière du bailleur ou à la spécificité de l'opération feront l'objet d'une analyse particulière soumis à l'approbation du Conseil.

Au vu de la conjoncture actuelle et de la baisse notable des taux d'intérêt il est plus opportun pour ce bailleur d'avoir recours à l'emprunt que d'utiliser ses fonds propres. Cette démarche lui permet ainsi de dégager des financements pour de nouvelles opérations sur le territoire.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n° 1)

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt complémentaire allouée sur la base du Prêt locatif à usage social (PLUS) qui sera contracté pour la finalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'accéder à cette demande de garantie d'emprunt du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par Strasbourg Eurométropole aux opérations de logements sociaux ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision favorable de financement de l'Etat du 31 décembre 2009 ;
vu la délibération du conseil communautaire du 22 octobre 2010 ;
vu le Contrat de prêt signé entre la SA d'HLM Néolia, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de 30 logements située à Reichstett – 4 rue Brezouard, 13-17 rue du Vieil Armand et 7 rue du Col du Linge :

- *la garantie d'un prêt d'un montant total de 503 071 € à hauteur de 100 % et souscrit par la SA d'HLM Néolia auprès de la Caisse des dépôts et consignations :*

Ce prêt constitué d'une ligne dont les caractéristiques financières sont mentionnées ci-dessous :

Ligne du Prêt 1 :

PLUS	
Montant du prêt	*503 071 €*
Durée totale :	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt + 0,60 %.* *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*Double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des contrats de prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Néolia dont elle ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole durant l'année 2016 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM Néolia en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements

locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Eurométropole de strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA — **Numéro de référence** **2009047**

Contact: Tél:

	Nombre de Logements
AA	**30**

Opération:

Identification	
Commune	Reichstett
Quartier	
Numéro	13;17
Adresse	Vieil Armand

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention EMS
PLUS	24	120 000 €
PLAI	6	54 000 €
Grand Logem		15 000 €
Total subventions EMS :		**189 000,00 €**

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Electrique**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)			
T2	2	62	67	80,00 €	350,46 €	310,93 €			
T3	9	69	74	100,00 €	386,39 €	342,80 €			
T4	13	82	87	120,00 €	455,53 €	404,14 €			
T5	6	101	106	140,00 €	553,07 €	490,68 €			
Total	**30**	**2 413,94**	**2 565,74**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	6

Loyer mensuel au m²:

PLAI	4,64 €
PLUS	5,23 €

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	126 321,43 €	/ logement	prix au m² de SH	1 805,50 €
Cout des travaux	16 217,35 €	/ logement	prix au m² de SU	1 698,68 €
Prestations intellectuelles	2 740,22 €	/ logement	prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**3 789 643 €**	87%	**Subventions**	***341 000 €***	***12,16%***
			ETAT	**132 000 €**	**3,03%**
Cout des travaux	**486 520 €**	11%			
			Eurométropole	**189 000,00 €**	**4,34%**
Prestations intellectuelles	**82 207 €**	2%	**PLUS**	120 000,00 €	2,75%
			PLAI	54 000,00 €	1,24%
			Grand Logement	15 000,00 €	0,34%
			Collecteur 1%	20 000,00 €	0,46%
			Emprunts	***3 806 789,00 €***	***87,34%***
			Prêt PLUS Foncier	518 179,00 €	11,89%
			Prêt PLUS Construction	1 960 594,00 €	44,98%
			Prêt PLUS complémentaire	503 071,00 €	11,54%
			Prêt PLAI Foncier	93 050,00 €	2,13%
			Prêt PLAI Construction	423 895,00 €	9,73%
			Prêt collecteur 1%	308 000,00 €	7,07%
			Fonds propres	***210 581 €***	***4,83%***
Total	**4 358 370,00**	**100,00%**	**Total**	**4 358 370,00 €**	**100,00%**

Observations:

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

NEOLIA - Droit commun 2014.
Strasbourg - 195, route d'Oberhausbergen - Opération d'acquisition amélioration de 12 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Garantie d'emprunts.

La société anonyme d'HLM Néolia s'est portée acquéreur, en date du 30 novembre 2009, d'un immeuble auprès de la SCI GEMEAUX situé à Strasbourg – 195, route d'Oberhausbergen, afin d'y établir un programme de logements sociaux.

Cette opération se compose d'un immeuble collectif de type R+3 de 18 logements avec une typologie du T2 au T4. Chaque logement dispose d'un balcon, d'une cave et d'un garage ou parking.

Il est à préciser que cette opération nécessite la validation du Conseil de l'Eurométropole et non celle de la Commission permanente, car les 10 % de fonds propres exigés par la délibération du 29 septembre 2009 relative aux conditions d'octroi des garanties d'emprunts ne sont pas atteints. Cette délibération précise que le montage financier de l'opération devra comprendre un minimum de 10 % de fonds propres et que les cas dérogatoires liés à la situation financière du bailleur ou à la spécificité de l'opération feront l'objet d'une analyse particulière soumise à l'approbation du Conseil.

Au vu de la conjoncture actuelle et de la baisse notable des taux d'intérêt il est plus opportun pour ce bailleur d'avoir recours à l'emprunt que d'utiliser ses fonds propres. Cette démarche lui permettant de dégager des financements pour de nouvelles opérations sur le territoire.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n° 1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie aux emprunts allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social (PLUS) et des Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) qui seront contractés pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur

sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande de garantie d'emprunt du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par Strasbourg Eurométropole aux opérations de logements sociaux ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision favorable de financement de l'Etat du 31 décembre 2014 ;
vu les Contrats de prêts signés entre la SA d'HLM Néolia, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de 18 logements située à Strasbourg – 195, route d'Oberhausbergen :

- *la garantie pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 000 898 € souscrit à hauteur de 100 % par la SA d'HLM Néolia auprès de la Caisse des dépôts et consignations :*

Ce prêt constitué de 4 lignes dont les caractéristiques financières de chaque ligne sont mentionnées ci-dessous :

Ligne du Prêt 1 :

<u>PLAI Foncier :</u>	
Montant du prêt	*258 124 €*
Durée totale du prêt	*60 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,33 %*

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*Double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De - 3% à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 2 :

<u>PLAI</u>	
Montant du prêt	*602 290 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de prêt – **0,20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*Double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 3 :

<u>PLUS Foncier :</u>	
Montant du prêt	*500 675 €*
Durée totale :	
- *Durée de la phase de préfinancement :*	*De 3 à 24 mois*
	60 ans

- *Durée de la phase d'amortissement :*	
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +0,33 %* *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*Double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 4 :

<u>PLUS Construction</u>	
Montant du prêt	*639 809 €*
Durée totale :	
- *Durée de la phase de préfinancement :*	*De 3 à 24 mois*
- *Durée de la phase d'amortissement*	*40 ans*
Périodicité des échéances	*Annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.* *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*Double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De -3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Néolia dont elle ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée du préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieur à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole durant l'année 2016 ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM Néolia en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA — **Numéro de référence** **2014128**

Contact: Catherine TEYCHENNE Tél:

	Nombre de Logements
AA	**18**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Cronenbourg / Hautepierre / Poteries / Hohberg
Numéro	195
Adresse	rte d'Oberhausbergen

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: Collecteur CDC

Type	Nombre Logements	Subvention EmS
Total subventions EMS :		**- €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T2	8	462	528	94,00 €	2 729,71 €	3 072,90 €			
T3	8	576	611	128,00 €	3 156,34 €	3 553,17 €			
T4	2	181	194	169,00 €	1 000,65 €	1 126,46 €			
Total	**18**	**8 662,32**	**9 495,10**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,17 €
PLUS	5,82 €

Détail des postes de charges:

eau froide, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, Chauffage (chauffage urbain)

Ratios

Charges immobilières	127 777,78 €	/ logement	prix au m² de SH	291,99 €
Prestations intellectuelles	12 740,56 €	/ logement	prix au m² de SU	266,38 €
			prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**2 300 000,00 €**	91%	**Subventions**	***234 000 €***	***9,25%***
			ETAT	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**229 330,00 €**	9%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
			Collecteur 1%	234 000,00 €	9,25%
			Emprunts	***2 225 898,00 €***	***88,00%***
			Prêt PLUS Foncier	500 675,00 €	19,79%
			Prêt PLUS Construction	639 809,00 €	25,30%
			Prêt PLAI Foncier	258 124,00 €	10,21%
			Prêt PLAI Construction	602 290,00 €	23,81%
			Prêt collecteur 1%	225 000,00 €	8,90%
			Fonds propres	***69 432,00 €***	***2,75%***
Total	**2 529 330,00**	**100,00%**	**Total**	**2 529 330,00 €**	**100,00%**

Observations:

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

NEOLIA - Droit commun 2014.
Strasbourg - « Les Terrasses du Neudorf » - rue du Maquis - Opération de construction neuve en Vente en l'état futur d'achèvement de 12 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI).
Participations financières et garantie d'emprunts.

La société anonyme d'HLM Néolia, en partenariat avec le promoteur immobilier STRADIM, souhaite réaliser une opération de logements locatifs sociaux de construction en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) situé à Strasbourg – rue du Maquis.

Cette opération se compose de 5 immeubles collectifs dont 1 destiné à du logement locatif social et les 4 autres à de l'accession privée.

L'arrêté de permis de construire à été délivré le 29 août 2013.

Il est à préciser que cette opération nécessite la validation du Conseil de l'Eurométropole et non celle de la Commission permanente, car les 10 % de fonds propres exigés par la délibération du 29 septembre 2009 relative aux conditions d'octroi des garanties d'emprunts ne sont pas atteints. Cette délibération précise que le montage financier de l'opération devra comprendre un minimum de 10 % de fonds propres, et que les cas dérogatoires liés à la situation financière du bailleur ou à la spécificité de l'opération feront l'objet d'une analyse particulière soumis à l'approbation du Conseil.

Au vu de la conjoncture actuelle et de la baisse notable des taux d'intérêts il est plus opportun pour ce bailleur d'avoir recours à l'emprunt que d'utiliser ses fonds propres. Cette démarche lui permet ainsi de dégager des financements pour de nouvelles opérations sur le territoire.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n° 1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social (PLUS) et des Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) pour un montant de 1 618 400 €, ainsi que pour l'octroi de sa garantie aux emprunts qui seront contractés pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande de garantie d'emprunt du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009 concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu la délibération du Conseil CUS du 28 juin 2013 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par Strasbourg Eurométropole aux opérations de logements social ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision financement de l'Etat du 31 décembre 2014 ;
Vu les Contrats de prêts signés entre la SA d'HLM Néolia, ci après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour l'opération d'acquisition en VEFA de 16 logements située à Strasbourg – rue du Maquis – « Les terrasses du Neudorf » :

- *le versement d'une participation communautaire d'un montant total de 96 000 € :*

** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLUS : (5 000 € X 12) = 60 000 €,*
** au titre de l'accroissement de l'offre locative sociale PLAI : (9 000 € X 4) = 36 000 € ;*

- *la garantie des prêts locatifs à usage social (PLUS) et des prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI), à hauteur de 100 % qui seront contractés par la SA d'HLM Néolia auprès de la Caisse des dépôts et consignations et dont les caractéristiques sont mentionnées ci-dessous :*

Ce prêt constitué de 4 lignes dont les caractéristiques financières de chaque ligne sont mentionnées ci-dessous :

Ligne du Prêt 1 :

PLAI Foncier :	
Montant du prêt	*140 876 €*
Durée totale du prêt	*60 ans*
Périodicité des échéances	*annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +0,40* ***%*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De - 3% à 0,50 % maximum (actualisation à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 2 :

PLAI Construction	
Montant du prêt	*339 535 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Périodicité des échéances	*annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt –* ***0,20 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De - 3% à 0,50 % maximum (actualisation à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 3 :

PLUS Foncier :

Montant du prêt	*420 617 €*
Durée totale du prêt	*60 ans*
Dont durée de préfinancement	*De 3 à 24 mois*
Périodicité des échéances	*annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +0,40 %* *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De - 3% à 0,50 % maximum (actualisation à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

Ligne du Prêt 4 :

PLUS Construction

Montant du prêt	*717 372 €*
Durée totale du prêt	*40 ans*
Dont durée de préfinancement	*De 3 à 24 mois*
Périodicité des échéances	*annuelle*
Index	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel	*Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.* *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement	*Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision	*double révisabilité (DR)*
Taux de progressivité des échéances	*De - 3% à 0,50 % maximum (actualisation à l'émission et la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A).*

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des contrats de prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Néolia dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée du préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieur à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

a) des modalités de versement de la subvention de 96 000 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*

- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*

- *le solde à la clôture du chantier sur production d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) l'imputation de la dépense globale de 96 000 € sur les crédits disponibles au budget 2016 et prochains documents budgétaires (fonction 552 – nature 20421 – activité HP01- prog 566 – AP 0117) dont le disponible avant le présent Conseil est de 6 000 800 €,

c) le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de la CUS durant l'année 2016 ;

autorise

le Président ou son représentant à signer toute convention avec la SA d'HLM Néolia (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie

des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA — **Numéro de référence** **2014114**

Contact: Virginie BAUDET Tél:

	Nombre de Logements
VEFA	**16**

Opération:

Identification	
Commune	Strasbourg
Quartier	Neudorf / Schluthfeld / Port du Rhin / Musau
Numéro	
Adresse	Rue du Maquis

Financement **droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention EmS
PLUS	12	60 000 €
PLAI	4	36 000 €
Total subventions EmS :		**96 000,00 €**

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **GAZ**

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	SU moyenne (m²)	Acomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisionnel PLAI(SU)	Loyer mensuel prévisionnel PLUS(SU)			
T2	4	47	50	89,63 €	272,82 €	306,42 €			
T3	7	63	68	121,58 €	370,08 €	415,66 €			
T4	4	81	85	151,91 €	462,35 €	519,29 €			
T5	1								
Total	**16**	**951,40**	**1 016,77**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de grands logements	1

Loyer mensuel au m²:

PLAI	5,44 €
PLUS	6,11 €

Détail des postes de charges:

fourniture d'eau froide (EF + ECS), électricité partie commune, lavage désinfection poubelles, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien chauffe eau gaz, entretien voies/espaces verts, chauffage gaz part fixe (25%), chauffage gaz répartition au compteur (75%), production énergie ECS gaz, taxes enlèvement ordures ménagères, location compteur eau.chauffage

Ratios

Charges immobilières	57 326,50 €	/ logement	prix au m² de SH	2 350,46 €
Cout des travaux	82 437,81 €	/ logement	prix au m² de SU	2 199,35 €
			prix au m² de SC	

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**917 224 €**	41%	**Subventions**	***362 220 €***	***16,20%***
			ETAT	**28 000 €**	**1,25%**
Cout des travaux	**1 319 005 €**	59%			
			Eurométropole	**96 000,00 €**	**4,29%**
			PLUS	60 000,00 €	2,68%
			PLAI	36 000,00 €	1,61%
			Région	32 220,00 €	1,44%
			Surcharge Foncière	8 000,00 €	0,36%
			Collecteur 1%	198 000,00 €	8,85%
			Emprunts	***1 818 400,00 €***	***81,32%***
			Prêt PLUS Foncier	420 617,00 €	18,81%
			Prêt PLUS Construction	100 000,00 €	4,47%
			Prêt PLUS Construction	717 372,00 €	32,08%
			Prêt PLAI Foncier	140 876,00 €	6,30%
			Prêt PLAI Construction	100 000,00 €	4,47%
			Prêt PLAI Construction	339 535,00 €	15,18%
			Fonds propres	***55 609 €***	***2,49%***
Total	**2 236 229,00**	**100,00%**	**Total**	**2 236 229,00 €**	**100,00%**

Observations:

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

La Strasbourgeoise Habitat - ANRU 2012 - Strasbourg - Port du Rhin - 2/4/6/8 rue Migneret - 1/3/5 rue Coulaux - 1/3/5 cour Kratz - Opérations de réhabilitation et de résidentialistaion de 128 logements - Participations financières - garanties d'emprunts.

La société anonyme d'HLM La Strasbourgeoise Habitat a réalisé une opération de réhabilitation de 128 logements ainsi qu'une opération de résidentialisation sur son patrimoine situé à Strasbourg – Quartier Port du Rhin – 2/4/6/8 rue Migneret, 1/3/5 rue Coulaux et 1/3/5 cour Kratz.

L'opération de réhabilitation de 128 logements prévoit des travaux qui portent sur :
- mise aux normes de l'électricité ;
- mise aux normes des gardes corps ;
- remplacement des portes palières ;
- mise en place d'un contrôle d'accès des entrées d'immeubles ;
- rénovation du système de chauffage ;
- ravalement des façades ;
- révision des toitures ;
- remplacement des fenêtres ;
- rénovation des salles de bains ;
- adaptation des logements pour maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie.

La résidentialisation prévoient des travaux qui portent sur :
- les espaces extérieures (traitement des abords par reprise des espaces végétalisés, nouveaux abris pour poubelles, création d'un local vélo, amélioration de l'éclairage, mise à niveau des voies piétonnes),
- amélioration de l'accès aux immeubles et halls en rez-de-chaussée (création des sas d'entrée, isolation acoustique des entrées, renforcement des cloisons coupe feu, mise à niveau des entrée d'immeubles),
- amélioration de l'espace de stationnement intérieur et cave (nouveau cloisonnement des caves en maçonnerie, réfection de l'éclairage des communs, nouvelles portes d'accès aux caves et local vélos, renforcement de l'isolation par feu au sous sol).

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n° 1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une participation financière pour un montant total de 331 757,68 € ainsi que pour l'octroi de sa garantie au prêt à l'amélioration (PAM) d'un montant de qui sera contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve ou d'acquisition-amélioration et de 5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération du Conseil CUS du 26 mai 2000 concernant les modalités financières au titre du Programme Local de l'Habitat ;
Vu la délibération du Conseil CUS du 28 juin 2013 concernant la mise à jour des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux;
Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
Vu l'article 2298 du Code civil ;
Vu l'article L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
Vu les décisions de subvention de l'Etat au titre de l'ANRU du 31 mars 2015 ;
Vu les contrats de prêts signés entre La Strasbourgeoise Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

<u>pour l'opération de réhabilitation et de résidentialisation de 128 logements, situés à Strasbourg – Quartier Port du Rhin – 2/4/6/8 rue Migneret, 1/3/5 rue Coulaux et 1/3/5 cour Kratz:</u>

- *le versement d'une participation communautaire à La Strasbourgeoise Habitat d'un montant total de 331 757,68 € dont le montant est inscrit dans la maquette ANRU.*

** au titre de la réhabilitation = 250 301,68 € ;*
**au titre de l'accord collectif avec les locataires = 19 456 € ;*
** au titre de la résidentialisation = 62 000 €.*

- *la garantie, à hauteur de 100 % du remboursement des prêts d'un montant total de 3 300 000 € souscrits par La Strasbourgeoise Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations.*

PAM (réhabilitation)	
Montant du prêt :	*3 300 000 €*
Durée totale du prêt :	*25 ans*
Périodicité des échéances :	*Annuelle*
Index :	*Livret A*
Taux d'intérêt actuariel annuel :	***Taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt **+0,60 %*** *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.*
Profil d'amortissement :	***Amortissement déduit avec intérêts différés** : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.*
Modalité de révision :	*« Double révisabilité limitée» (DL)*
Taux de progressivité des échéances :	*De 0% à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du livret A).* *Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.*

La garantie de la Collectivité est accordée pour la durée totale des contrats de prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par La Strasbourgeoise Habitat dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à La Strasbourgeoise Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci ;

décide

<u>pour les opérations de réhabilitation et de résidentialisation de 128 logements, situés à Strasbourg – Quartier Port du Rhin – 2/4/6/8 rue Migneret, 1/3/5 rue Coulaux et 1/3/5 cour Kratz:</u>

a) des modalités de versement de la subvention 331 757,68 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux et du coût de revient définitif de l'opération ;*

b) l'imputation de la dépense globale de 331 757,68 € sur les crédits disponibles au budget 2015 et prochains documents budgétaires (fonction 312 – nature 20421– activité HP01- prog 567 – AP 0117) dont le disponible avant le présent conseil est de 615 500 € ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec La Strasbourgeoise Habitat.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

ANNEXE N°1

Bailleur : Cus HABITAT

	Nbr Lgts
Construction neuve	
VEFA	
Acquisition-Amélioration	
Réhabilitation	128
Résidentialisation	128
Démolition	

Identification

Nom: **Opération de réhabilitation et de résidentialisation de 128 logements**

Commune: Strasbourg

Quartier: Port du Rhin

rue: 2-4-6-8 rue Migneret/1-3-5 rue Coulaux/1-3-5 cour Kratz

autre indication:

Financement Droit commun ☐ ANRU ■

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt: ■

	Nbr Lgts	Sub EMS	Organisme prêteur:
PLAI		- €	CDC ■
PLUS		- €	DEXIA ☐
PLS			CFF ☐
PALULOS		376 624,52	Autre
Autre			

Description de l'opération:

Performance énergétique: THPE ☐ BBC ☐ Bâtiment passif ☐

Chauffage: Individuel ☐ Collectif ☐ type:

Détail de l'opération

Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne (m²)	S Corrigée moyenne (m²)	Accomptes sur charges (€/mois)	Loyer mensuel prévisonnel
T1					
T2	29	44,55	82,48	51 €	274 €
T3	54	61,24	104,98	71 €	372 €
T4	45	74,40	118,71	79 €	412 €
T5					
T6					
Total	**128**				

Loyer mensuel:

Avant travaux	3,22 €
Après travaux	3,44 €

(€ /m²Su/mois)

Détail des postes de charges :

Ascenseur, eau froide, électricité et entretien des parties communes, chauffage, espaces extérieurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ratios

Prix d'acquisition / logement :	- €	prix au m² de Sh	#DIV/0!
Prix travaux / logement :	32 865 €	prix au m² de Sc	#DIV/0!
Prix de revient / logement :	38 337 €		

Plan de financement (€ TTC)

DEPENSES			RECETTES			
Charge Immobilière	**- €**	0%	**Subventions**		**902 757,67 €**	18%
			ETAT ANRU		570 999,99 €	
Coût des travaux	**4 206 734,53 €**	86%				
Prestations Intellectuelles	**700 458,00 €**	14%				
			EmS - Réhabilitation 7% du cout des travaux TTC		**250 301,68 €**	
			Concertation locative 152 € * 128 logements		**19 456,00 €**	
			EmS Résidentialisation -10% coût des trvx			
			Montant limité à la maquette		**62 000,00 €**	
			Emprunt		**3 546 000,00 €**	72%
			Prêt PAM		3 300 000 €	
			Prêt collecteur		246 000 €	
			Fonds propres		458 434,86 €	9%
Total	**4 907 192,53 €**	**100,00%**	**Total**		**4 907 192,53 €**	**100,00%**

Observations:

Le programme de réhabilitation porte sur :

- la mise en sécurité de l'électricité,
- la mise au norme des gardes corps,
- le remplacement des portes palières,
- la mise en place du contrôle d'accès des portes d'entrées d'immeubles,
- la rénovation du système de chauffage,
- le ravalement des façades,
- la révision des toitures,
- le remplacement des fenêtres,
- la rénovation des salles de bains,
- l'adaptation des salle de bains des logements T2 aux personnes en perte d'autonomie.

Le programme de résidentialisation porte sur :

- le traitement des abords par la reprise des espaces végétalisés et réfection des circulations piétionnes et du stationnement des véhicules,
- la mise en place de nouveaux abris pour poubelles,
- la création d'un local cycles,
- la création de sas d'entrées aux immeubles avec contrôle d'accès de type VIGIK,
- le renforcement du cloisonnement coupe feu entre cage d'escalier et sous-sol,
- la mise en place d'une nouvelle signalétique et éclairage.

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Garantie d'emprunt PSLA sur une opération de 11 logements : "Les dentelles de Ninkasi" sise route d'Oberhausbergen à Strasbourg.

Le 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg prévoit – dans le cadre du développement du parcours résidentiel des ménages – comme objectif le développement de l'accession sociale à la propriété (environ 250 logements par an).

Les opérations immobilières en financement PSLA entrent dans le champ des opérations d'accession sociale sécurisée et elles sont encore peu développées sur l'Eurométropole de Strasbourg (elles représentent environ une cinquantaine de logements par an). La Collectivité encourage son développement, notamment par la vente de terrain à la charge foncière réduite.

Le financement PSLA est un prêt conventionné qui peut être consenti à des personnes morales (organismes HLM, SEM, promoteurs privés…) pour financer des opérations de construction ou d'acquisition de logements neufs après obtention d'un agrément délivré par l'Eurométropole de Strasbourg sur son territoire et signature d'une convention.

Le promoteur Habitat de l'Ill (HDI) réalise une opération en financement PSLA à Strasbourg, rue du Brassin (écoquartier des brasseries à Cronenbourg) qui concerne 15 logements, sur une opération totale de 18 logements.
Cette opération est financée par un prêt opérateur PSLA contracté auprès du Crédit Coopératif. Partenaire habituel d'Habitat de l'Ill, le Crédit coopératif demande la garantie de la Collectivité.

Habitat de l'Ill sollicite ainsi l'Eurométropole de Strasbourg pour obtenir une garantie d'emprunt relative au prêt opérateur PSLA de l'opération de 11 logements sise route d'Oberhausbergen à Strasbourg. Ces onze logements ne sont pas aujourd'hui réservés .
La validation de cette garantie d'emprunt permettra la mise en place du prêt PSLA contracté auprès du Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de ce prêt sont mentionnées ainsi :

- Montant du Prêt : 1 700 000 €

- Durée du prêt : 30 ans

- Phase de mobilisation : en une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum
Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 0,9 % (soit ce jour : 0,70 %)
Remboursement par échéances trimestrielles constantes

Phase de locative : sur une durée de 4 ans maximum
Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 0,9 % (soit ce jour : 0,70 %)
Remboursement par échéances trimestrielles constantes

Les modalités de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivantes : l'Eurométropole de Strasbourg s'engage au cas où le bénéficiaire de la garantie ne pourrait pas s'acquitter de ses obligations envers l'organisme prêteur, à assumer ces obligations de cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 1 700 000 € (un million sept cent mille euros) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat, avec renonciation au bénéfice de discussion, conformément 1251§3 et 2028 du code civil.

Le garanti s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

- Prévenir l'Eurométropole de Strasbourg au moins deux mois à l'avance de son incapacité de faire face à tout ou partie des échéances et demander la mise en jeu de la garantie.
- Rembourser à l'Eurométropole de Strasbourg les avances qu'elle aurait faites, et ce dès que la situation financière le permet, et au plus tard dans un délai de deux ans.
- Fournir chaque année les bilans comptes d'exploitation et annexes pour l'opération ayant fait l'objet du prêt PSLA garanti.
- A ne pas hypothéquer vendre ou aliéner tout ou partie des biens concernés par la garantie consentie, sans en informer la collectivité.

La durée de la garantie ne peut excéder la durée totale du prêt, soit trente (30) ans. Toutefois, à chaque levée d'option d'un locataire acquéreur, Habitat de l'Ill doit rembourser la part du financement PSLA concerné par anticipation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision d'agrément de l'Etat du 6 novembre 2009 ;
sur avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

La garantie par l' Eurométropole du prêt social location-accession (PSLA) qui sera contracté par la Société Habitat de l'Ill auprès du Crédit Coopératif pour la réalisation

de 11 logements en financement PSLA au sein de l'opération « les dentelles de Ninkasi» à Strasbourg, route d'Oberhausbergen, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant du prêt : 1.700.000 €

Phase de mobilisation :
- *En une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum.*
- *Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 0.90 %. (Soit ce jour : 0.90 %)*
- *Remboursement par échéances trimestrielles constantes.*

Phase de locative :
- *Sur une durée de 4 ans maximum.*
- *Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 0.900 %. (Soit ce jour : 0.90 %)*
- *Remboursement par échéances trimestrielles constantes.*

Révision des taux :
- *Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base de l'indice de référence EURIBOR + 3 mois à la date de la présente délibération.*
- *Ces taux sont susceptibles d'être révisés à la date d'établissement du contrat de prêt, si le taux EURIBOR + 3 mois est modifié entre la date de la présente délibération et la date d'établissement du contrat de prêt.*
- *Les taux indiqués ci-dessus seront ensuite révisables pendant toute la durée du prêt en fonction de la variation du taux EURIBOR + 3 mois.*

Remboursement anticipé :
- *Obligatoire en cas de vente dûment établie de tout ou partie des logements financés au moyen du présent prêt par suite de la levée d'options par les locataires accédants (l'emprunteur s'engage dans ce cadre à affecter les sommes provenant de cette ou de ces ventes au remboursement anticipé total ou partiel d'une tranche d'amortissement à hauteur de la quote-part du financement affectée aux biens cédés, et ce dans un délai maximum de 35 jours après la signature de l'acte authentique de vente),*
- *Non prévu dans les autres cas.*

Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg :

- *Au cas où la Société Habitat de l'Ill - pour quelque motif que ce soit - ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus sur le prêt, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Coopératif par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements. Cela est fait dans le cadre du cautionnement de l'Eurométropole de Strasbourg, à hauteur d'un montant en principal de 1 700 000 €uros (un million sept cent mille euros) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat, avec renonciation au bénéfice de discussion.*

- *l'Eurométropole de Strasbourg s'engage pour ce faire - pendant toute la durée du prêt - à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à intervenir au contrat de prêt social location accession (PSLA) qui sera passé entre le Crédit Coopératif et la Société Habitat de l'Ill, ainsi qu'à signer toute convention ou tout document y afférent.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Garantie d'emprunt d'un financement PSLA pour une opération de 4 logements en accession sociale sécurisée sise 65, rue des chasseurs à Strasbourg.

Le 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg prévoit – dans le cadre du développement du parcours résidentiel des ménages – comme objectif le développement de l'accession sociale à la propriété (environ 250 logements par an).

Les opérations immobilières en financement PSLA entrent dans le champ des opérations d'accession sociale sécurisée et elles sont encore peu développées sur l'Eurométropole de Strasbourg (elles représentent environ une cinquantaine de logements par an.). La Collectivité encourage son développement, notamment par la vente de terrain à la charge foncière réduite.

Le financement PSLA est un prêt conventionné qui peut être consenti à des personnes morales (organismes HLM, SEM, promoteurs privés…) pour financer des opérations de construction ou d'acquisition de logements neufs après obtention d'un agrément délivré par l'Eurométropole de Strasbourg sur son territoire et signature d'une convention.

Le promoteur Procivis Habitat Alsace réalise une opération en financement PSLA à Strasbourg, route des Chasseurs et concerne 4 logements, sur une opération totale de 12 logements. le foncier, tènement de cette opération, est issu d'une consultation de promoteurs faite en 2011.
Cette opération est financée par un prêt opérateur PSLA contracté auprès du Crédit Coopératif. Partenaire habituel de Procivis Habitat Alsace, le Crédit coopératif demande la garantie de la Collectivité.
Procivis Habitat Alsace sollicite l'Eurométropole de Strasbourg pour obtenir une garantie d'emprunt relative au prêt opérateur PSLA de l'opération de 4 logements sise route des Chasseurs à Strasbourg. Ces quatre logements sont aujourd'hui réservés . La signature chez le notaire est prévue au deuxième trimestre 2016.
La validation de cette garantie d'emprunt permettra la mise en place du prêt PSLA contracté auprès du Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de ce prêt sont mentionnées ainsi :

- Montant du Prêt : 900.000 €

- Durée du prêt : 6 ans

- Phase de mobilisation : en une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum
Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 1.00 % (soit ce jour : 1.00 %)
Remboursement par échéances trimestrielles constantes

- Phase de locative : sur une durée de 4 ans maximum
Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 1.22 %(soit ce jour : 1.22 %)
Remboursement par échéances trimestrielles constantes

Les modalités de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivantes : l'Eurométropole de Strasbourg s'engage au cas où le bénéficiaire de la garantie ne pourrait pas s'acquitter de ces obligations envers l'organisme préteur, à assumer ces obligations en lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables, dans la limite des sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti tant en capital qu'en intérêts, frais et accessoires y afférents, conformément 1251§3 et 2028 du code civil.

Le garanti s'engage en à respecter les prescriptions suivantes :
- Prévenir l'Eurométropole de Strasbourg au moins deux mois à l'avance de son incapacité de faire face à tout ou partie et demander la mise en jeu de la garantie.
- Rembourser à l'Eurométropole de Strasbourg les avances qu'elle aurait faites, et ce dès que la situation financière le permet, et au plus tard dans un délai de deux ans.
- Fournir chaque année les bilans comptes d'exploitation et annexes pour l'opération ayant fait l'objet du prêt PSLA garanti à ne pas hypothéquer vendre ou aliéner tout ou partie des biens concernés par la garantie consentie, sans en informer la collectivité.

La durée de la garantie ne peut excéder la durée totale du prêt, soit six (6) ans. Toutefois, à chaque levée d'option d'un locataire acquéreur, Procivis Habitat Alsace doit rembourser la part du financement PSLA concerné par anticipation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;
vu l'article 2298 du Code civil ;
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;
vu la décision d'agrément de l'Etat du 06 novembre 2009 ;
sur avis de la Commission thématique,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

la garantie par l' Eurométropole du prêt social location-accession (PSLA) qui sera contracté par la Société Procivis Habitat Alsace auprès du Crédit Coopératif pour la

réalisation de 4 logements en financement PSLA au sein de l'opération à Strasbourg, route des Chasseurs, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant du prêt : 900.000 €

Phase de mobilisation :

- *En une ou plusieurs fois sur 24 mois maximum.*
- *Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 1.00 %. (Soit ce jour : 1.00 %)*
- *Remboursement par échéances trimestrielles constantes.*

Phase de locative :

- *Sur une durée de 4 ans maximum.*
- *Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois + 1.22 %. (Soit ce jour : 1.22 %)*
- *Remboursement par échéances trimestrielles constantes.*

Révision des taux :

- *Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base de l'indice de référence EURIBOR + 3 mois à la date de la présente délibération.*
- *Ces taux sont susceptibles d'être révisés à la date d'établissement du contrat de prêt, si le taux EURIBOR + 3 mois est modifié entre la date de la présente délibération et la date d'établissement du contrat de prêt.*
- *Les taux indiqués ci-dessus seront ensuite révisables pendant toute la durée du prêt en fonction de la variation du taux EURIBOR + 3 mois.*

Remboursement anticipé :

- *Obligatoire en cas de vente dûment établie de tout ou partie des logements financés au moyen du présent prêt par suite de la levée d'options par les locataires accédants (l'emprunteur s'engage dans ce cadre à affecter les sommes provenant de cette ou de ces ventes au remboursement anticipé total ou partiel d'une tranche d'amortissement à hauteur de la quote-part du financement affectée aux biens cédés, et ce dans un délai maximum de 35 jours après la signature de l'acte authentique de vente),*
- *Non prévu dans les autres cas.*

Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg:

- *au cas où la Société Procivis Habitat Alsace - pour quelque motif que ce soit - ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus sur le prêt, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Coopératif par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements ;*
- *l'Eurométropole de Strasbourg s'engage pour ce faire - pendant toute la durée du prêt - à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à intervenir au contrat de prêt social location accession (PSLA) qui sera passé entre le Crédit Coopératif et la Société Procivis Habitat Alsace, ainsi qu'à signer toute convention ou tout document y afférent.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Revalorisation des tarifs CTS et évolution de la billettique.

L'Eurométropole de Strasbourg, autorité organisatrice de la mobilité, est compétente en matière de politique tarifaire. Dans ce cadre, le conseil eurométropolitain est appelé à arrêter les évolutions tarifaires.

L'évolution tarifaire pour 2016 s'inscrit dans la continuité des actions réalisées par la collectivité en la matière et répond aux objectifs suivants : attirer et fidéliser les usagers, maintenir l'équilibre entre les apports des usagers et des contribuables, et participer au financement équilibré des réseaux.

Si cette année sera principalement marquée par la mise en place de la complémentarité des réseaux urbains et TER (notamment avec l'intégration tarifaire) et par l'extension des lignes A et E à Illkirch-Graffenstaden (accompagnée par la dynamisation du réseau bus sur l'ensemble du secteur sud) elle le sera aussi par la mise en place d'une nouvelle étape de l'évolution de la billettique.

Ainsi cette délibération portera, d'une part sur l'évolution tarifaire des transports pour l'année 2016 et d'autre part sur l'évolution de la billettique avec la création d'un titre « secours » en 2017.

1. Proposition de revalorisation des tarifs CTS :

La revalorisation tarifaire proposée maintient l'équilibre actuel entre les apports des usagers et des contribuables et tient compte de la logique de la tarification solidaire sur la base de la capacité contributive des différents abonnés.
Ainsi au regard de ces éléments il est proposé pour l'évolution tarifaire 2016 :

- La stabilité de la gamme occasionnelle, avec le maintien des tarifs du titre unitaire et des carnets au niveau arrêté en 2015, à savoir 1,60 € pour le titre unitaire Aller Simple sur le support « sans contact » (Badgeo et U'GO) et 1,70 € sur le support papier (magnétique) ;
- L'évolution des tarifs des abonnements, avec la hausse de 1,40 € sur tous les abonnements à tarifs pleins, qui passeraient de 48,40 € à 49,80 € pour la catégorie 26-64 ans et de 24,20 € à 25,60 € pour les moins 25 ans et plus 65 ans. Tous les autres abonnements mensuels connaissent une hausse forfaitaire de + 0,70 €.

- l'évolution des tarifs de l'abonnement multimodal PassMobilité : la formule Liberté en plein tarif passe de 504 €/an à 534 €/an et la formule Premium en tarif plein évolue de 588 €/an à 618 €/an. Ce produit lancé le 19 février 2014, répond à tous types de déplacements et permet aux abonnés de bénéficier d'une remise allant jusqu'à 7% par rapport aux tarifs annuels cumulés TC/Velhop/Citiz.

Cette évolution tarifaire de + 2,24 % en moyenne, effective au 1er juillet 2016 permettra d'augmenter les recettes de trafic de + 1,07 M€ en année pleine et d'amener le taux de couverture recettes / dépenses à 41,5 %.

2. Evolution de la Billettique - Création d'un nouveau titre :

Cette évolution de la billettique répond à l'enjeu de disparition progressive du ticket magnétique, avec un double objectif environnemental et de bon fonctionnement du réseau bus. De fait, de nouvelles habitudes doivent être prises par les usagers pour qu'ils se tournent naturellement vers les nouveaux supports et canaux de ventes.
Ainsi depuis 2015, les titres occasionnels sur les supports « sans contact » sont désormais proposés à des tarifs plus attractifs. Par exemple le titre à l'unité sur Badgéo /U'GO est vendu à 1,60 €, contre 1,70€ sur ticket papier / magnétique.
L'introduction du nouveau titre « secours » à 2 €, vendu à bord des bus, s'inscrit pleinement dans cette démarche, incitant à l'achat de titres occasionnels sur support « sans contact » et s'appuyant sur la diversité des canaux de distribution existants.

De plus, cette nouvelle étape consistant à limiter la vente à bord des bus répond à trois objectifs :
- **Satisfaction des clients** : moins de vente à bord, c'est une augmentation de la vitesse commerciale et une meilleure régularité des bus ;
- **Enjeux environnementaux** : par la diminution de l'utilisation du papier et de consommables ;
- **Maitrise économique :** par la réduction des coûts d'acquisition et de maintenance des distributeurs/valideurs ainsi que par l'amélioration de la vitesse commerciale des bus qui impacte fortement les coûts d'exploitation (« 1km/h de gagné équivaut à 2 millions d'euros d'économisés »).

Soulignons que pour favoriser ces changements de pratiques, les mesures d'accompagnement suivantes seront mises en place :
- Elargissement du réseau de distribution sur le périmètre de l'Eurométropole ;
- Promotion des supports innovants : U'GO, supports sans contacts (Badgeo) ;
- Facilité d'acquisition de titres en ligne.

L'introduction du nouveau titre « secours » à 2 € à la vente à bord des bus sera effective en janvier 2017 après une période de communication spécifique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
arrête

la revalorisation des tarifs urbains et combinés de la CTS, tels qu'ils ressortent de la grille tarifaire ci-jointe, avec effet au 1er juillet 2016 et la mise en place d'un titre « secours » au 1er janvier 2017 ;

charge

le Président ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

EVOLUTION DES TARIFS DE LA CTS

EVOLUTIONS TARIFAIRES			2013	2014	2015	2016	
TITRES DE TRANSPORT			1-juil.-13	1-sept.-14	1-sept.-15	1-juil.-16	Augmentation en %
TICKETS							
	Tickets						
		Aller simple (papier)	1,60 €	1,60 €	1,70 €	1,70 €	
		Aller simple sans contact			1,60 €	1,60 €	
		Aller retour (papier)	3,10 €	3,10 €	3,30 €	3,30 €	
		Aller retour sans contact			3,20 €	3,20 €	
	Carnets						
		10 tickets (papier)	13,10 €	13,20 €	14,00 €	14,00 €	
		10 tickets sans contact			13,20 €	13,20 €	
		10 tickets réduits (papier)	9,40 €	9,60 €	10,20 €	10,20 €	
		10 tickets réduits sans contact			9,60 €	9,60 €	
		30 tickets (papier)	37,50 €	38,00 €	40,50 €	40,50 €	
		30 tickets sans contact			38,00 €	38,00 €	
	Forfaits jour						
		Douzepass	6,00 €	6,10 €	6,10 €	6,10 €	
		Multi groupes	79,50 €	82,00 €	82,00 €	82,00 €	
		Sympopass	3,10 €	3,10 €	3,10 €	3,10 €	
		Trio	6,00 €	6,40 €	6,80 €	6,80 €	
	Tickets spéciaux						
		Ticket ozone	1,60 €	1,60 €	1,70 €	1,70 €	
		Journée Transport Public	1,60 €	1,60 €	1,70 €	1,70 €	
		Tickets Foire	2,90 €	3,00 €	3,20 €	3,20 €	
ABONNEMENTS							
	4-18						
		4-18 TP	23,20 €	24,20 €	24,20 €	25,60 €	5,8%
		4-18 QF1	2,30 €	2,40 €	2,40 €	3,10 €	29,2%
		4-18 QF2	5,80 €	6,00 €	6,00 €	6,70 €	11,7%
		4-18 QF3	11,60 €	12,10 €	12,10 €	12,80 €	5,8%
		Annuel 4-18	232,00 €	242,00 €	242,00 €	256,00 €	5,8%
	19-25						
		19-25 TP	23,20 €	24,20 €	24,20 €	25,60 €	5,8%
		19-25 QF1	2,30 €	2,40 €	2,40 €	3,10 €	29,2%
		19-25 QF2	5,80 €	6,00 €	6,00 €	6,70 €	11,7%
		19-25 QF3	11,60 €	12,10 €	12,10 €	12,80 €	5,8%
		19-25 Annuel	232,00 €	242,00 €	242,00 €	256,00 €	5,8%
	26-64						
		26-64 TP	46,40 €	48,40 €	48,40 €	49,80 €	2,9%
		26-64 QF1	4,60 €	4,80 €	4,80 €	5,50 €	14,6%
		26-64 QF2	11,60 €	12,10 €	12,10 €	12,80 €	5,8%
		26-64 QF3	23,20 €	24,20 €	24,20 €	24,90 €	2,9%
		26-64 Annuel	464,00 €	484,00 €	484,00 €	498,00 €	2,9%
	>65						
		+65 TP	23,20 €	24,20 €	24,20 €	25,60 €	5,8%
		+65 QF1	2,30 €	2,40 €	2,40 €	3,10 €	29,2%
		+65 QF2	5,80 €	6,00 €	6,00 €	6,70 €	11,7%
		+65 QF3	11,60 €	12,10 €	12,10 €	12,80 €	5,8%
		+65 Annuel	208,80 €	217,80 €	217,80 €	230,40 €	5,8%
	PMR						
		PMR TP	23,20 €	24,20 €	24,20 €	25,60 €	5,8%
		PMR QF1	2,30 €	2,40 €	2,40 €	3,10 €	29,2%
		PMR QF2	5,80 €	6,00 €	6,00 €	6,70 €	11,7%
		PMR QF3	11,60 €	12,10 €	12,10 €	12,80 €	5,8%
		Annuel PMR	232,00 €	242,00 €	242,00 €	256,00 €	5,8%
	Entreprise						
		Mensuel entreprise	56,40 €	58,40 €	58,40 €	59,80 €	2,4%
		Entreprise Annuel	564,00 €	584,00 €	584,00 €	598,00 €	2,4%
P+R							
	Tickets P+R						
		P+R Rotonde	4,00 €	4,60 €	4,60 €	4,60 €	
		Autres P+R	3,50 €	4,10 €	4,10 €	4,10 €	
		P+R Camping car	5,50 €	5,80 €	6,00 €	6,00 €	
		P+R Car	26,50 €	27,50 €	28,00 €	28,00 €	
		P+R Car TR	17,00 €	18,00 €	18,50 €	18,50 €	
	Abonnements P+R						
		Mensuel P+R	56,40 €	58,40 €	58,40 €	59,80 €	2,4%
		P+R Annuel	564,00 €	584,00 €	584,00 €	598,00 €	2,4%
TITRES							
	Europass		Octobre	Octobre	Octobre	Octobre-Non connu	
	Prix Public	Europass 24h	8,50 €	9,00 €	9,00 €	9,00 €	
	Prix Public	Europass Family	12,70 €	13,50 €	13,50 €	13,50 €	
	Prix Public	Europass Mensuel	71,00 €	73,50 €	73,50 €	73,50 €	
	Prix Public	Europass 24h Mini	6,40 €	6,60 €	6,60 €	6,60 €	
	Prix Public	Europass Family Mini	10,60 €	10,90 €	10,90 €	10,90 €	
	Prix Public	Europass Mensuel Mini	58,30 €	60,00 €	60,00 €	60,00 €	
	Alsa Plus						
	Prix Public	Alsaplus Job Hebdo	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	
	Prix Public	Alsaplus Job Mensuel	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	
	Prix Public	Alsaplus Job Annuel	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	
	Prix Public	Alsaplus Etudiant Hebdo	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	
	Prix Public	Alsaplus Etudiant Mensuel	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	Selon trajet TER	
	Alsa+24h et Grpe J		Septembre	Septembre	Juillet	Juillet	
	Prix Public	Alsa+24h CUS	4,10 €	4,30 €	4,30 €	4,30 €	
	Prix Public	Alsa+24h Bas-Rhin	20,60 €	21,60 €	21,80 €	22,00 €	0,9%
	Prix Public	Alsa+24h Région	34,00 €	35,60 €	35,90 €	36,20 €	0,8%
	Prix Public	Alsa+GrpeJ CUS	6,20 €	6,50 €	6,60 €	6,70 €	1,5%
	Prix Public	Alsa+GrpeJ Bas-Rhin	21,70 €	22,70 €	22,90 €	23,10 €	0,9%
	Prix Public	Alsa+GrpeJ Région	35,10 €	36,70 €	37,00 €	37,30 €	0,8%
	Aéroport						
	Prix Public	Ticket Aéroport	4,00 €	4,10 €	4,30 €	4,30 €	
	Prix Public	Carnet Aéroport	31,10 €	32,20 €	34,00 €	34,00 €	
	Pass Mobilité						
	Prix Public	Liberté 19-25		288,00 €	288,00 €	306,00 €	6,0%
	Prix Public	Liberté 26-64		504,00 €	504,00 €	534,00 €	6,0%
	Prix Public	Liberté +65		264,00 €	264,00 €	282,00 €	7,0%
	Prix Public	Premium 19-25		384,00 €	384,00 €	402,00 €	5,0%
	Prix Public	Premium 26-64		588,00 €	588,00 €	618,00 €	5,0%
	Prix Public	Premium +65		360,00 €	360,00 €	378,00 €	5,0%
EVOLUTION MOYENNE			1,89%	3,37%			2,24%

EVOLUTIONS TARIFAIRES					2017	
TITRES DE TRANSPORT					1-janv.-17	
CREATION						
		Titre secours			2,00 €	

24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Approbation d'un protocole transactionnel ayant pour objet de mettre un terme définitif à un contentieux - Sinistre du 23 août 2003 relatif aux joints d'étanchéité de la plateforme tramway de la ligne B/C.

Le protocole transactionnel, soumis à l'approbation du Conseil, doit mettre un terme à la procédure en cours devant le tribunal de grande instance de Strasbourg, introduite par la CTS.

Le protocole permet de régler de manière amiable, à titre définitif et transactionnel, le préjudice subi par la CTS du fait du sinistre survenu le 23 août 2003 relatif aux joints d'étanchéité de la plateforme tramway au droit des carrefours routiers.

CONTEXTE DE LA TRANSACTION

Postérieurement à la mise en service en septembre 2000 de la ligne B/C du tramway, la CTS a constaté le 23 août 2003, que des joints d'étanchéité entre le rail et la plateforme situés aux intersections avec les voies publiques affectées à la circulation générale, s'étaient détachés de leur cavité et se retrouvaient collés sur les rails et les voitures, provoquant l'arrêt immédiat des rames et par suite, la suspension de l'exploitation des lignes B/C pendant plusieurs jours jusqu'au 29 août.

L'expert judiciaire désigné par le Tribunal Administratif de Strasbourg à la demande de la CTS, a conclu dans son rapport du 28 juillet 2005 à la responsabilité des entreprises ayant réalisé la fourniture et la pose du joint d'étanchéité, d'une part et à la responsabilité du groupement de maîtrise d'œuvre, d'autre part. Il convient de préciser que les services techniques de la CUS sont intervenus comme maître d'œuvre particulier du groupement de maîtrise d'œuvre générale, pour le contrôle et la surveillance des travaux de pose des joints.

La CTS a assigné les entreprises, le maître d'œuvre général et la CUS, devenue l'Eurométropole devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, puis devant le Tribunal de Grande Strasbourg suite à l'ordonnance d'incompétence rendue par le TA, pour obtenir le dédommagement de son préjudice évalué à 1 914 752,83 €.

CONSEQUENCES DE LA TRANSACTION

La conclusion du protocole qui s'analyse comme une transaction au sens de l'article 2044 du code civil permettra de régler le différend entre les parties par voie amiable.

Suite à des discussions et dans un souci de conciliation, les parties se sont mises d'accord après concessions réciproques, sur les dispositions suivantes :

- Les entreprises, le groupement de maîtrise d'œuvre et l'Eurométropole acceptent, sans reconnaissance de responsabilité et/ou de garantie, d'indemniser la CTS par le versement d'une indemnité globale forfaitaire et définitive de 1 132 500 €.

- La CTS ré-évalue son préjudice allégué à 1 493 984,24 € et accepte en dédommagement, à titre transactionnel, une indemnité de 1 132 500 € globale forfaitaire et définitive, incluant tous les frais et dépens.

- Chaque partie accepte de conserver à sa charge les frais et dépens personnellement exposés dans le cadre des procédures.

En contrepartie du règlement des indemnités, la CTS se déclare intégralement remplie dans tous ses droits, renonce à toute instance et action à l'encontre des parties au protocole pour les faits et circonstances décrits et s'engage en conséquence à se désister de la procédure pendante devant le tribunal de grande instance de Strasbourg.

L'indemnité qu'il incombera à l'Eurométropole de verser à la CTS en vertu du protocole transactionnel est fixée à 106 000 €.

L'accord intervenu entre les parties, consigné sous la forme d'un protocole transactionnel signé par l'ensemble des parties, est soumis à l'approbation du Conseil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

approuve

- *le principe de règlement amiable du préjudice subi par la CTS lors du sinistre du 23 août 2003 relatif aux joints d'étanchéité de la plateforme tramway de la ligne B/C ;*

- *l'accord intervenu, consigné dans le protocole transactionnel signé par l'ensemble des parties, ayant pour objet d'indemniser par voie amiable la CTS de son préjudice par le versement d'indemnités globales, forfaitaires et définitives et de mettre un terme définitif au litige entre les parties signataires du protocole.*

décide

- *de valider les dispositions du protocole transactionnel, joint en annexe à la présente délibération,*

- *le versement à la CTS d'une somme de 106 000 € à titre de dédommagement de la part de l'Eurométropole ;*

- *l'imputation de la dépense sur les crédits de la Direction de la Mobilité et des Transports au Budget Principal de l'Eurométropole compte 828/678/TC02T qui nécessitera un renforcement de 106 000 € lors de la prochaine DM de 2016.*

autorise

le Président à signer ladite convention ainsi que l'ensemble des documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre les soussignées :

1) La Compagnie des Transports Strasbourgeois – CTS, société anonyme d'économie mixte au capital de 5.000.000 €, immatriculé au RCS de Strasbourg sous le numéro 5685000680B 6, dont le siège social est sis 14 rue de la Gare aux Marchandises 67000 STRASBOURG, représentée par M. Jean-Philippe LALLY en qualité de Directeur général

2) La Communauté Urbaine de Strasbourg – CUS, devenue EUROMETROPOLE de STRASBOURG – EMS depuis le 1er janvier 2015, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège social est sis Centre Administratif, 1 Place de l'Etoile - 67000 STRASBOURG, représentée par M. Bruno JANSEN en qualité de Directeur des Transports et de la Mobilité

3) La société KNAPTON INSURANCE LIMITED (venue aux droits de la société National Vulcan Engineering Assurance) en sa qualité d'assureur de la Compagnie des Transports Strasbourgeois, société étrangère de droit anglais dont le siège social est sis Anaya House 2, Cathedral Hilll, GUILFORD, ANGLETERRE, représentée par Me David MEHEUT (CLYDE & Co. LLP) en qualité de conseil
(police CC 2049798)

4) Le Groupement d'Etude du Transport Moderne de l'Agglomération Strasbourgeoise (GETAS), INSEE n° 32590910900010, dont le siège social est sis 4, rue de Vienne à 67000 STRASBOURG, représenté par son mandataire la société SERUE INGENIERIE, société anonyme à conseil d'administration, inscrite au RCS de Strasbourg sous le n° 390431898, dont le siège social est sis 4 rue de Vienne – 67300 SCHILTIGHEIM, représentée par M. DEBOEUF Marian en qualité de PRESIDENT

Ainsi que l'ensemble des membres du groupement, pris individuellement, à savoir :

- **La société SERUE SA** dont le siège est Espace Européen de l'Entreprise, 4 rue de Vienne, 67300 SCHILTIGHEIM
- **La société EGIS RAIL** dont le siège se situe 168 avenue Thiers, 69006 LYON, venant aux droits de la Sté SEMALY SA

- **La société BEREST SA** dont le siège est 8 rue Girlenhisch, 67400 ILLKIRCH
- **Monsieur Albert GRANDADAM** demeurant 6 rue des Veaux, 67300 SCHILTIGHEIM
- **La Société Civile Professionnelle d'Architectes d'ITTEL-BOUYNEAU** dont le siège est 4A rue de Stockholm, 67000 STRASBOURG
- **Le Groupement A.PETER & Associés** lui-même composé de :

  - **Monsieur Alfred PETER**, paysagiste, 12 boulevard Wilson, 67000 STRASBOURG
  - **La société S.T.O.A SARL** dont le siège est 32 rue Jules Moulet, 13006 MARSEILLE
  - **Monsieur Guy HENRY,** urbaniste, 38 rue Croix des Petits Champs, 75001 PARIS

Ces derniers ayant valablement donnés mandat à la société SERUE pour la régularisation des présentes.

Le GETAS, ainsi que l'ensemble des membres du groupement, seront désignés ci-après sous la dénomination « GETAS ».

5) La société AXA VERSICHERUNG en sa qualité d'assureur de la société ISOTECH, société étrangère au capital de 23.621.684 €, immatriculée au RCS sous le n° 499988970, dont le siège social est sis 10 allée Colonia 51067 COLOGNE, ALLEMAGNE, représentée par M. Jean-Louis FEUERBACH... en qualité de avocat dûment mandaté.....

6) La société HDI-GERLING INDUSTRIE VERSICHERUNG AG en sa qualité d'assureur de la société ISOTECH, société étrangère, inscrite au RCS de Hannovre sous le n°HR Hannover B60320, dont le siège social est sis HDI-Platz 1, 30659 HANNOVER, représentée par M. Joël ATLAN..... en qualité de Rédacteur Charles manager

7) La société GARTISER, SARL au capital de 80.000 €, immatriculé au RCS de SAVERNE sous le numéro 365801365400016, dont le siège social est sis 16 rue d'Otterswiller – 67700 SAVERNE, représentée par M. VILLEMUR Didier..... en qualité de gérant.....

8) La compagnie GROUPAMA GRAND EST en sa qualité d'assureur de la société GARTISER, société anonyme au capital de 1.686.569.399 €, SIRET n°379 906 753 01294, dont le siège social est sis 101 route de Hausbergen, 67100 SCHILTIHEIM, représentée par M. Vincent AUBERT..... en qualité de Directeur Relations Clients.....

9) La société RESIPOLY CHRYSOR, SAS au capital de 3.900.000 €, inscrite au RCS de CRETEIL sous le n° 353075997, dont le siège social est sis 17 rue de la Marine – 94290 VILLENEUVE LE ROI, représentée par M. Marc DALISZEWICZ en qualité de Président Directeur Général

10) La société COLAS EST venant aux droits de la société SCHUBEL TP et de la société SCREG EST, SAS au capital de 23.841.788 €, inscrite au RCS de Nancy sous le n° 329198337, dont le siège social est sis 44 Boulevard de la Motte – 54000 NANCY, représentée par M. Christophe GUY en qualité de Président

11) La Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics - SMABTP en sa qualité d'assureur des sociétés GARTISER, COLAS EST, SCREG EST et RESIPOLY CHRYSOR, société d'assurance mutuelle, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 775 684 764 dont le siège social est sis 114 avenue Emile Zola – 75739 PARIS CEDEX 15, représentée par M. Marie-Cécile GIRAUD en qualité de Directeur Direction des Réglements

12) La SMA SA nouvelle dénomination de la SAGENA en sa qualité d'assureur du groupement GETAS, société anonyme d'assurances, au capital de 12.000.000 €, inscrite au RCS de Paris sous le n° B 332 789 296, dont le siège social est sis 56 rue Violet – 75724 PARIS CEDEX 15, représentée par M. Marie-Cécile GIRAUD en qualité de Directeur Direction des Réglements

13) La société AIG EUROPE, société de droit anglais dont le siège social est au 2-8 Altyre Rood, CROYDON, Surrey CR 2 2 LG, Angleterre, représentée par Me David MEHEUT (CLYDE & CO LLP) en qualité de Conseil

(police CC 2049798)

Ci-après désignées conjointement « *les Parties* ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

1) sur les Parties

La Compagnie des Transports Strasbourgeois, ci-après dénommée CTS, qui est assurée auprès de la société NATIONAL VULCAN ENGINEERING ASSURANCE (aux droits de laquelle est venue la société KNAPTON INSURANCE LIMITED) en tant qu'apériteur (la société AIG EUROPE étant co-assureur à 50%), s'est vue confier par la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS), devenue Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2015, la réalisation en qualité de maître d'ouvrage, puis l'exploitation des lignes de tramway du réseau de transport urbain de l'agglomération strasbourgeoise.

La mise en service de la ligne A est intervenue en 1994.

La ligne B devait être divisée en 4 tronçons numérotés 1, 2, 3 et 4, la ligne C correspondant aux tronçons n° 1 et 2 de la ligne B.

Pour la réalisation de la ligne B/C, le maître d'ouvrage s'est entouré de :

- un groupement spécialisé composé des groupements GETAS (Groupement d'Etudes du Transport Moderne de l'Agglomération Strasbourgeoise) et PETER ayant pour mandataire la société SERUE INGENIERIE avec une mission de maîtrise d'œuvre générale,

- la CUS pour la maîtrise d'œuvre particulière des travaux de réalisation des tronçons n°1 à 3 de ligne B (tranche ferme), aux termes d'une convention du 21.12.1998

- le GETAS pour la maîtrise d'œuvre particulière de la voirie et des aménagements urbains du tronçon n°4 de la ligne B (tranche conditionnelle), selon un acte d'engagement du 05.06.1997

- les entreprises GARTISER, SCHUBEL TP et ISOTECH constituant un groupement solidaire ayant pour mandataire la société GARTISER, chargées de la fourniture et de la mise en œuvre des joints bitumés le long des rails et de la plateforme du tramway de l'agglomération strasbourgeoise sur les tronçons n° 1 à 3 de la ligne B, selon un acte d'engagement du 15.04.1999.

A la suite d'une fusion absorption, la société COLAS EST, assurée par la SMABTP, est venue aux droits de la société SCHUBEL TP.

La société GARTISER a été successivement assurée par la Compagnie GROUPAMA GRAND EST et la SMABTP.

La société ISOTECH, qui a fait l'objet depuis d'une procédure de liquidation judiciaire, a été assurée auprès des sociétés GERLING ALLGEMEINE VERSICHERUNG devenue HDI-GERLING ALLGEMEINE VERSICHERUNG et AXA VERSICHERUNG.

Le GETAS était assuré par la SMA SA nouvelle dénomination de la SAGENA.
Le groupement d'entreprises a partiellement sous traité à la société SCREG EST, assurée par la SMABTP, la mise en place des joints de part et d'autre des rails au niveau des plateformes.

A la suite d'une cession d'actifs, la société COLAS EST se trouve aux droits de la société SCREG EST.

La majeure partie du joint mis en œuvre a été fabriqué et fournie par la société RESIPOLY CHRYSOR assurée par la SMABTP.

Les sociétés SCREG EST, sous-traitante du groupement d'entreprises GARTISER et ISOTECH ont également fourni du joint.

2) sur les dommages

Postérieurement à l'ouverture, en septembre 2000, de la ligne B/C au public, la CTS a constaté en août 2003 que des joints d'étanchéité entre le rail et la plateforme situés aux intersections avec les voies publiques affectées à la circulation générale, étaient sortis de leur cavité et se retrouvaient collés par le trafic automobile, sur les rails et les voitures.

L'accumulation de matière aux endroits sus-indiqués a eu pour effet d'empêcher le retour de courant sur la voie, et pour conséquence l'arrêt immédiat des rames.

L'exploitation des lignes B et C a donc été suspendue du 23 au 27 août pour la ligne C et au 29 août pour la ligne B, dans l'attente du nettoyage complet du matériel et des voies.

3) sur les procédures en référé

A la suite d'une requête déposée le 28 août 2003, la CTS a obtenu, au terme d'une ordonnance de référé rendue par le tribunal administratif de STRASBOURG le 29 août 2003, la désignation de Monsieur Raymond WAGNER, Expert, à l'effet de constater les désordres allégués (article R.531-1 du code de justice administrative).

Les opérations de constat se sont déroulées le 29 août 2003 dans l'après-midi.

Puis, à la suite d'une nouvelle requête déposée par la CTS, Monsieur WAGNER a été désigné, selon une ordonnance de référé du 14 octobre 2003, en qualité d'expert avec la mission de :

> *"Se faire communiquer tous documents utiles, entendre tous sachants, procéder à toutes investigations nécessaires.*
>
> *Se rendre sur les lieux, lignes B/C du tramway de Strasbourg, examiner les dommages affectant les joints d'étanchéité et d'ores et déjà constatés par ses soins dans le cadre de la procédure de référé constat, 03-03246*

Conserver et analyser tout indice, fragment de matériaux et tout élément technique et matériel de preuve nécessaire à l'accomplissement de sa mission, de façon à permettre à la CTS de procéder, vu l'urgence, à la réfection des joints détériorés dès la première réunion contradictoire sur le site,

Dresser la chronologie précise des faits, indiquer les dates des premiers phénomènes de décollement des joints ainsi que les mesures prises par la CTS,
Donner un avis motivé sur les causes et origines des désordres dont s'agit ; en cas de causes multiples, évaluer les proportions relevant de chacune d'elles,

Fournir au Tribunal tous éléments techniques d'information nécessaires à l'appréciation des responsabilités encourues et du préjudice subi".

Monsieur WAGNER a déposé son rapport le 28 juillet 2005.

4) sur les conclusions de l'expert judiciaire

A l'issue de ses opérations, l'expert a conclu (page 11 du rapport) :

« Responsables du sinistre :
La responsabilité globale incombe à la maîtrise d'œuvre assuré par le groupement GETAS / PETER.

Les entreprises groupées solidaires GARTISER SCHUBEL ET ISOTHECH (SCREG est sous-traitant de GARTISER) sont responsables de la pose du joint pour l'ensemble des tronçons 1, 2, 3 et 4.
La maîtrise d'œuvre pour les tronçons 1 à 3 est assurée par le service voirie de la CUS.
Pour le tronçon 4, c'est la SERUE au sein du groupement GETAS qui assure la maîtrise d'œuvre. »

« Evaluation du pourcentage de responsabilité
Le fournisseur de joint porte une responsabilité de 60 % : fourniture de matériaux non conformes.
Les entreprises de pose sont responsables à 30 % : aucune vérification des matériaux utilisés, préparation des cavités et réalisation de joints non-conformes aux spécifications.
La maîtrise d'œuvre a une part de responsabilité de 10 % : aucune documentation de contrôle et de surveillance des travaux de pose de joints permettant l'identification des matériaux mis en œuvre.

5) sur les procédures au fond

Par une requête enregistrée le 22 novembre 2005 et des conclusions subséquentes, la CTS a demandé au tribunal administratif de Strasbourg de condamner solidairement :

- le Groupement d'entreprises GARTISER- SCHUBEL - ISOTECH à lui verser la somme en principal de 848.399,45 € à titre de dommages et intérêts,

- le GETAS et la Communauté Urbaine de Strasbourg à lui verser la somme de 94.266,61 € à titre de dommages et intérêts,

- le Groupement d'entreprises GARTISER-SCHUBEL-ISOTECH à verser à la C.T.S une somme de 22.027,85 € et solidairement le GETAS et la CUS à lui verser une somme de 2.447,54 € correspondant au montant des frais d'expertise et d'analyse qu'elle a engagés, liquidés par ordonnance de taxation du 08 août 2005.

La requête a été rejetée aux termes d'une ordonnance du 15 décembre 2009 qui a retenu l'incompétence de la juridiction administrative.

Antérieurement, la société GARTISER avait, suivant un exploit en date du 6 juin 2006, fait assigner en garantie devant le tribunal de grande instance de Strasbourg notamment la société RESIPOLY.

La procédure distribuée à la 3ème chambre civile et enrôlée sous le numéro 06/04177 avait fait l'objet d'une radiation suivant une ordonnance du 10 janvier 2007 faisant suite aux demandes de sursis à statuer dans l'attente de la décision à intervenir de la juridiction administrative.

A la suite de l'ordonnance d'incompétence rendue le 15 décembre 2009 par le tribunal administratif de Strasbourg, la procédure a été réinscrite sous le numéro de RG 10/01674.

La CTS a alors fait assigner, par exploit du 24 mars 2010, devant la Chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg, notamment la société GARTISER à l'effet de voir :

- déclarer entièrement responsables les sociétés COLAS EST, GARTISER, ISOTECH, le GETAS respectivement la Société SERUE INGENIERIE en sa qualité de mandataire, et la Communauté Urbaine de Strasbourg du préjudice subi par elle du fait du sinistre survenu le 23 août 2003, dans des proportions respectives de 90% et 10%, telles que fixées par le rapport d'expertise du 28 juillet 2005,

- fixer ses préjudices à la somme en principal de 1 914 752,83 €,

- condamner solidairement les sociétés COLAS EST, GARTISER et ISOTECH à lui verser la somme de 1.723.277,55 € (1 914 752,83 € x 90 %) à titre de dommages et intérêts, avec intérêts légaux capitalisés par année entière, à compter du 22 novembre 2005, date de la saisine du Tribunal Administratif de STRASBOURG

- condamner solidairement le GETAS et la Société SERUE INGENIERIE en sa qualité de mandataire et la CUS à lui verser la somme de 191.475,28 € (1 914 752,83 € x 10%) à titre de dommages et intérêts, avec intérêts légaux capitalisés par année entière, à compter du 22 novembre 2005,

- condamner solidairement les sociétés COLAS EST, GARTISER et ISOTECH à lui verser une somme de 28.447,10 € et solidairement le GETAS et la société SERUE INGENIERIE en sa qualité de mandataire et la CUS à lui verser une somme de 3.160,79 €, correspondant aux montants des frais d'expertise liquidés par ordonnance de taxation du 8 août 2005 et d'analyse engagés auprès du Laboratoire des Ponts et Chaussées CETE EST, dans les mêmes proportions que celles susvisées,

- condamner solidairement les sociétés et collectivité publique défenderesses à lui verser chacune une somme de 5.000 € par application de l'article 700 du Code de Procédure Civile,

- condamner ces sociétés aux entiers frais et dépens de l'instance,

- déclarer le jugement à intervenir commun et opposable à la société SCREG EST, la Compagnie GROUPAMA, la SMABTP, la société GERLING ALLGEMEINE VERSICHERUNG, la SAGENA, la société RESIPOLY et à la société NATIONAL VULCAN ENGINEERING INSURANCE GROUP.

Cette affaire a été enrôlée sous le n° 11/98.

Aux termes d'une ordonnance rendue le 7 mars 2012, rectifiée par ordonnance du 27 mars 2012, le Juge de la mise en état de la 3ème Chambre Civile du tribunal de grande instance de Strasbourg a joint la procédure n° 11/98 à la procédure n° 10/1674.

Toutes les parties ont fait notifier leurs conclusions et l'examen du dossier reviendra à l'audience de la mise en état du 6 octobre 2015.

C'est dans ce contexte que les parties se sont rapprochées par l'intermédiaire de leurs conseils.

Suite à des discussions et dans un souci de conciliation, elles se sont mises d'accord après concessions réciproques, pour régler de manière amiable, à titre définitif et transactionnel, le litige qui les oppose et conséquemment pour mettre fin à la procédure en cours devant le tribunal de grande instance de Strasbourg, selon les modalités définies par le présent protocole d'accord transactionnel (ci-après désigné le « Protocole »), étant précisé que le préambule fait partie intégrante de ce Protocole.

CELA EXPOSE,
IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du présent Protocole

Le protocole a pour objet :

- d'indemniser d'un commun accord la C.T.S de son préjudice qu'elle a évalué à la somme de 1.493.984,24 € à la date du 14 novembre 2014

- de mettre un terme définitif au litige entre les parties signataires du Protocole par leurs désistements réciproques de l'instance en cours devant le tribunal de grande instance de Strasbourg et plus généralement, par la renonciation de la CTS et de son assureur à toute réclamation, instance et/ou action, née ou à naître, trouvant sa cause dans les désordres exposés en Préambule.

Article 2 : Concessions réciproques

2.1 Engagements et concessions à l'égard de la C.T.S.

Sans reconnaissance de responsabilité et/ou de garantie, les parties au Protocole conviennent du versement à la CTS des indemnités globales, forfaitaires et définitives suivantes :

- la SMABTP en sa qualité d'assureur de la société RESIPOLY CHRYSOR et de la société COLAS EST venant aux droits de la société SCHUBEL TP et de la société SCREG EST : 930.000 €

- la société KNAPTON INSURANCE LIMITED : 20.000 €

- la société AIG EUROPE UK LIMITED : 20.000 €

- la société HDI GERLING INDUSTRIE VERSICHERUNG en sa qualité d'assureur de la société ISOTECH : 30.000 €

- la SMA SA en sa qualité d'assureur du GETAS : 3506 €

- l'EMS : 106.000 €

- le GETAS : 22.994 €

soit la somme totale de 1.132.500 € (un million cent trente-deux mille cinq cents euros)

Il est précisé que chacune des parties susvisées s'engage sans solidarité avec les autres parties de sorte qu'il ne pourra lui être réclamé que le montant qu'elle a personnellement et expressément accepté de payer.

Ces règlements interviendront par chèques libellés à l'ordre de la CARPA transmis à l'avocat de la CTS ou virement dans les 15 jours de la signature du présent protocole.

2.2 Concessions de la CTS

Bien que la somme de 1.132.500 € ne représente pas la totalité du montant du préjudice allégué par la CTS, elle estime que cette somme présente un caractère satisfactoire au regard des différents frais qu'elle a engagés dans ce dossier depuis le mois d'août 2003 (frais d'expertise, frais de dossiers internes, frais de conseils et d'huissiers, frais et dépens de justice) et qu'elle serait également encore amenée à engager jusqu'à ce qu'une décision soit rendue par le tribunal de grande instance de Strasbourg, dont le résultat ne pouvait être garanti.

Telle est la raison pour laquelle la CTS accepte une indemnité globale, forfaitaire et définitive incluant les frais d'expertise, frais de dossiers internes, frais de conseils et d'huissiers, frais et dépens de justice de 1.132.500 € (un million cent trente-deux mille cinq cent euros).

2.3 Concessions de l'ensemble des Parties

Chacune des Parties accepte de conserver à sa charge les frais (dont les dépens) qu'elle a personnellement exposés dans le cadre des procédures en référé et au fond, ainsi que de l'expertise judiciaire et du présent accord transactionnel.

Article 3 : Renonciation à recours et désistements réciproques de la procédure pendante devant le tribunal de grande instance de Strasbourg

En contrepartie du règlement des indemnités prévues à l'article 2, la CTS se déclare intégralement remplie de tous ses droits dans le cadre du litige rappelé en Préambule du Protocole et renonce en conséquence à toute instance et action à l'encontre de toutes les Parties au protocole qui trouverait leur origine ou leur fondement dans les faits et circonstances décrits au présent Protocole.

Elle s'engage, en conséquence, à se désister à l'égard de toutes les parties au protocole de la procédure pendante devant le tribunal de grande instance de Strasbourg sous le n° RG 10/1674 et à notifier des conclusions de désistement d'instance et d'action dès qu'elle aura perçu les indemnités transactionnelles prévues à l'article 2.1.

De la même manière, la société GARTISER s'engage à notifier des conclusions d'acceptation de désistement d'instance et d'action de la CTS et de désistement d'instance et d'action à l'égard de toutes les Parties au Protocole, consécutivement à celles notifiées par la société CTS.

Article 7 : Loi applicable et juridiction compétente

Le présent Protocole d'accord transactionnel est soumis en son entier à la Loi Française.

Tout litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution du présent Protocole sera dévolu exclusivement à la compétence du tribunal de grande instance de Strasbourg.

Fait en 13 exemplaires originaux

signé à ....STRASBOURG
le ....18.... septembre 2015

par la Compagnie des Transports Strasbourgeois

lu et approuvé - Bon pour transaction et désistement d'instance et d'action

COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS
S.A.E.M. au capital de 5 000 000 €
Le Directeur Général
Jean-Philippe LALLY

signé à ....Strasbourg
le ..23/09/2016

par la Communauté Urbaine de Strasbourg

lu et approuvé. Bon pour transaction et désistement d'instance et d'action

signé à ....Paris
le 10/09/2015

par la société KNAPTON INSURANCE LIMITED

lu et approuvé. Bon pour transaction et désistement d'instance et d'action.

signé à ....Strasbourg
le ..30/09/2015

par la société SERUE INGENIERIE en qualité de mandataire du GETAS et de mandataire des membres du groupement

lu et approuvé. Bon pour transaction et désistement d'instance et d'action

SERUE Ingénierie
BP 70008 - 67013 STRASBOURG Cedex
Tél. 03.88.33.60.20 - Fax 03.88.62.42.92
Site internet : www.serue.fr

signé à ....Strasbourg
le 2.10.2015

lu et approuvé Bon pour transaction, désistement d'instance et d'action

par la société AXA VERSICHERUNG

Jean-Louis FELTENBERGER
AVOCAT AU BARREAU DE STRASBOURG
27, rue du Faubourg de Saverne
67000 STRASBOURG
tél 03 88 32 37 46 - fax 03 88 23 06 62
Fürstenbergallee 8
D - 76532 BADEN-BADEN
tél 00 49 7221/55752 - fax 00 49 7221/55751

signé à PARIS
le 4.9.2015

par la société HDI-GERLING INDUSTRIE VERSICHERUNG

lu et approuvé, bon pour transaction et désistement d'instance et d'action

signé à STRASBOURG
le 23/09/15

par la société GARTISER

lu et approuvé, bon pour transaction et désistement d'instance et d'action

signé à Strasbourg
le 23/10/2015

GARTISER S.A.R.L.
16 Route d'Otterswiller BP 20044
67701 SAVERNE CEDEX
Tél. 03 88 02 52 60

par la compagnie GROUPAMA GRAND EST

lu et approuvé bon pour transaction et désistement d'instance et d'action.

signé à VILLENEUVE LE ROI
le 27/08/2015

par la société RESIPOLY CHRYSOR

Lu et approuvé, bon pour transaction et désistement d'instance et d'action

ZI - 17, rue de la Marine
94290 VILLENEUVE LE ROI
Tél. 01 49 61 61 71
Fax 01 49 61 62 51
SAS au capital de 3 900 000 Euros
RCS CRETEIL B 353 075 997

signé à NANCY
le 24/08/2015

par la société COLAS EST

lu et approuvé, bon pour transaction et désistement d'instance et d'action

COLAS
Est
Siège social
44, boulevard de la Mothe - CS 50519
54008 NANCY Cedex
RCS NANCY B 329 198 337
☎ 03 83 17 83 00

signé à PARIS
le

par la SMABTP

"lu et approuvé bon pour transaction désistement d'instance et d'action"

SMABTP
Société Mutuelle d'Assurance
du Bâtiment et des Travaux Publics
114, av Emile Zola
75739 PARIS CEDEX 15

signé à Paris
le

par la SMA SA nouvelle dénomination de la SAGENA

"lu et approuvé bon pour transaction et désistement d'instance et d'action"



signé à Paris
le 10/09/2015

par la société AIG EUROPE UK LIMITED

lu et approuvé. Bon pour transaction et désistement d'instance et d'action.

Signature *

* Faire précéder chaque signature de la mention manuscrite "*Lu et approuvé, bon pour transaction et désistement d'instance et d'action*"

14

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Rétrocession de biens par la CTS à l'EMS dans le cadre des extensions tramway A1/A2 (lignes A/D Ouest).

En application du contrat de concession du 27 décembre 1990 et en particulier de son avenant 20 du 20 septembre 2011, la CTS a réalisé sous sa maîtrise d'ouvrage, mais pour le compte de l'EMS, l'ensemble des travaux TRAM "A1 / A2" vers « Poteries » (aujourd'hui terminus « Ouest » de la ligne D) et « Parc des Sports » (aujourd'hui terminus « Ouest » de la ligne A).

La présente délibération a pour objet d'autoriser la conclusion entre l'EMS et la CTS de la convention de remise des biens, définissant les biens et ouvrages des infrastructures Tram A1/A2 mises en service le 30 novembre 2013 ; biens et ouvrages qui ne doivent pas être immobilisés au bilan de la CTS, car non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun. Ceux-ci sont à remettre à l'EMS, à la Ville de Strasbourg et aux gestionnaires de réseaux, après réception par la CTS.
Cette remise de biens est relative aux ouvrages d'art et aux travaux constituant des aménagements de voirie, aux équipements de signalisation routière et de carrefour et aux déviations de réseaux EMS et réseaux tiers.

La convention de remise de biens EMS/CTS qui est soumise à l'approbation du Conseil a pour objet d'arrêter de manière définitive les montants de ces biens, selon le détail ci-après :

Biens concernés	Montants définitifs HT
GO 2 ouvrages d'art	3 268 477,44 €
GO 3 ouvrages communs de voiries	15 281 007,34 €
GO 9 Signalisation routière et équipements de carrefours	1 169 453,05 €
Sous- Total Groupes d'Ouvrages	**19 718 937,83 €**
Déviations de réseaux EMS	4 292 219,27 €
Déviations de réseaux tiers	1 285 076,28 €

Total convention	**25 296 233,38 €**

Les biens à remettre à l'EMS ont été valorisés à 25 296 233,38 € HT au 31 décembre 2015 ; ils sont facturés avec la TVA en sus au taux en vigueur.

Au fur et à mesure de l'achèvement des travaux, l'EMS a procédé à la réception des ouvrages revenant à l'EMS et en a validé la conformité au cahier des charges.
Aujourd'hui ils sont tous en service et l'entretien en est déjà assuré par les services gestionnaires de l'EMS.

Dans le détail, les biens concernés sont les suivants :
- les déviations de réseaux,
- les ouvrages d'art et infrastructures de voirie non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en communs,
- les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores.

Outre le transfert de propriété, la remise des biens à l'EMS a aussi des conséquences budgétaires.

Sur un montant total de travaux de 60 458 461,77 € HT réalisés par la CTS dans le cadre des extensions tramway « A1/A2 », les biens à remettre à l'EMS ont été valorisés à 25 296 233,38 € HT avec la TVA en sus au taux en vigueur.

Le financement de cette opération de rétrocession de biens est assuré :
- par la prise en charge du coût des déviations de réseaux par les gestionnaires de réseaux (5 577 295,55 € HT),
- par les avances TTC versées par l'EMS au titre de la contribution à l'investissement lors des travaux pour les ouvrages d'art, infrastructures de voirie et équipements de carrefours à hauteur de 14 550 000 € HT avec la TVA en sus au taux en vigueur,
- par le règlement de l'EMS à la CTS de 5 168 937,83 € HT pour solde de prise en charge des Groupes d'Ouvrages GO 02, GO 03 et GO 09, pour moitié en 2016 soit 2 584 468,92 € HT et moitié en 2017 soit 2 584 468,92 € HT avec la TVA en sus en taux en vigueur,
- par la récupération de la TVA pour les biens propriété de l'EMS, avec un différé de 2 ans au plus, au travers du fonds de compensation de la TVA (FCTVA), à l'exception des réseaux d'eau et des réseaux tiers qui sont soumis à l'application de la TVA.

L'inscription correspondante des crédits de dépenses et de recettes est prévue au budget initial pour 2016 et 2017. Le bilan dépenses-recettes de cette opération est équilibré dans le temps, à l'exception du différentiel de taux entre le FCTVA et la TVA réellement acquittée.

La présente délibération vise à approuver la convention de remise de biens, à en autoriser la signature et à en transcrire les conséquences budgétaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

La Commission Permanente (Bureau)
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de la convention EMS/CTS de remise des biens pour les ouvrages de l'opération TRAM "A1/A2" vers « Poteries » (aujourd'hui terminus « Ouest » de la ligne D) et « Parc des sports » (aujourd'hui terminus « Ouest » de la ligne A ; portant sur un montant hors taxes de 25 296 233,38 € et la TVA en sus au taux en vigueur

décide

l'imputation des dépenses et des recettes sur les crédits du budget principal en investissement à l'AP0205 programmes 916, 918, de la Direction de la Mobilité et des Transports ;

autorise

le Président ou son représentant à signer la convention EMS/CTS de remise des biens pour les ouvrages de l'opération TRAM "A1/A2", ainsi que tous documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONVENTION DE REMISE DES BIENS DES EXTENSIONS OUEST DES LIGNES A ET D VERS HAUTEPIERRE ET POTERIES

Entre :

L'EUROMETROLE DE STRASBOURG, Autorité Organisatrice des transports urbains sise au 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Robert HERRMANN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole prise en date du 24 mars 2016.

Ci-après dénommée l' « E.M.S. »

- D'une part -

Et :

La COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS, Société Anonyme d'Economie Mixte locale, au capital de 5 millions d'euros, dont le siège social est sis au 14 rue de la Gare aux Marchandises, CS 15002 à 67035 STRASBOURG Cedex 2, représentée par Monsieur Jean-Philippe LALLY, Directeur Général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration prise en date du 25 février 2016.

Ci-après dénommée la « C.T.S. »

- D'autre part -

PREAMBULE

Par convention de concession en date du 27 décembre 1990, la C.T.S. a été chargée par l'E.M.S. de la construction des lignes A et B du tramway. Des avenants à cette convention ont par la suite été établis : l'avenant n°1 le 05.02.1992, l'avenant n°2 le 17.06.1993, l'avenant n°3 le 26.07.1994, l'avenant n°4 le 18.05.1995, l'avenant n°5 le 22.12.1995, l'avenant n°6 le 28.02.1997, l'avenant n°7 le 15.12.1997, l'avenant n°8 le 29.04.1999, l'avenant n°9 le 29.03.2000, l'avenant n°10 le 29.01.2002, l'avenant n°11 le 14.02.2003, l'avenant n°12 le 13.05.2004, l'avenant n°13 le 07.07.2004, l'avenant n°14 le 28.02.2006, l'avenant n°15 le 15.01.2007, l'avenant n°16 le 24.01.2008, l'avenant n°17 le 26.08.2009, l'avenant n°18 le 05.03.2010, l'avenant n°19 le 07.10.2010, l'avenant n°20 le 20.09.2011, l'avenant n°21 le 07.03.2012, l'avenant n°22 le 06.08.2012, l'avenant n°23 le 05.02.2013 ,l'avenant n°24 le 31.10.2013 et l'avenant n°25 du 20 février 2015.

La convention de remise des biens du 18 mai 1995 entre l'E.M.S. et la C.T.S. définit les biens et ouvrages concernant les lignes A/D du tramway à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

Cette convention a été modifiée par un avenant n°1 en 1996, un avenant n°2 en date du 5 mai 1999 et un avenant n°3 en date du 28 octobre 2000.

La convention de remise des biens du 13 novembre 2001 entre l'E.M.S. et la C.T.S. définit les biens et ouvrages concernant les lignes B/C du tramway à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

La convention de remise des biens du 24 juillet 2009 définit les biens et ouvrages concernant les extensions tramway 2007-2008 des lignes B, C et D et de la ligne E à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

Cette convention a été modifiée par un avenant n°1 au mois de juin 2012.

La convention de remise des biens du 30 décembre 2013 définit les biens et ouvrages concernant la ligne F du tramway à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux.

La présente convention constitue la cinquième convention de remise des biens définissant les biens et ouvrages à remettre par la C.T.S. à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux, concernant les extensions de la ligne A du tramway vers Hautepierre et de la ligne D vers Poteries.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1ER : OBJET

La présente convention a pour objet, en application du contrat de concession du 27 décembre 1990 et de ses avenants, de définir, d'une part, les ouvrages et les travaux constituant des aménagements de voirie ou des déviations de réseaux, devant être remis à l' E.M.S. après réception, et ne devant pas être immobilisés au bilan de la C.T.S. et, d'autre part, d'arrêter le montant définitif des biens remis.

ARTICLE 2 : DEFINITION DES BIENS A REMETTRE A L' E.M.S.

Aux termes du contrat de concession, la C.T.S. doit remettre à l'E.M.S. deux catégories de biens :

⇨ les déviations de réseaux dans leur totalité (G01)

⇨ les ouvrages d'art et d'infrastructures de voirie, réalisés dans le cadre du projet, mais non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun, biens constitués par :

1. les ouvrages d'art non spécifiques au tramway et au BHNS (G02)
2. les voiries et les trottoirs (G03)
3. les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores (G09)

ARTICLE 3 : LES DEVIATIONS DE RESEAUX

3.1 : Définition des catégories de réseaux

- Les réseaux appartenant à l'E.M.S. : les coûts réels de ces déviations de réseaux seront facturés en totalité par la C.T.S. à l'E.M.S., T.V.A. comprise.

- les réseaux de concessionnaires tiers publics ou privés dont l'E.M.S. n'est pas propriétaire et qui sont les suivants :

Nom du Réseau	Concessionnaire du Réseau
CABLE	NUMERICABLE
ECLAIRAGE PUBLIC	VILLE DE STRASBOURG

Les coûts réels de ces déviations de réseaux non pris en charge par les concessionnaires seront également facturés en totalité par la C.T.S. à l'E.M.S., T.V.A. comprise.

3.2 : Montant des déviations de réseaux E.M.S

Le montant s'élève selon le détail en annexe n°1 à **4 292 219.27** Euros HT au 31/12/2015.

- Assainissement :	368.743,18 Euros
- Eau :	1.295.417,26 Euros
- Signalisation :	949.208,49 Euros
- Chauffage urbain :	1.678.850,34 Euros
	4.292.219,27 Euros

3.3 : Montant des déviations de réseaux tiers.

Le montant s'élève, selon détail en annexe n°1, à **1.285.076,28** Euros HT au 31/12/2015.

La décomposition en est la suivante selon les informations fournies par le maître d'œuvre :

- Eclairage public Strasbourg :	1 280 471.28 Euros
- Numéricâble :	4 605.00 Euros
	1 285 076.28 Euros

ARTICLE 4 : LES OUVRAGES D'ART ET INFRASTRUCTURES DE VOIRIE

4.1. Principes énoncés dans le contrat de concession

Selon l'article 8 « Occupation du domaine public » du Cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et des lignes de bus à haut niveau de service, la C.T.S. est autorisée à implanter des ouvrages dans le domaine public et à « occuper » le domaine public.

La C.T.S. est donc affectataire et gestionnaire des ouvrages qu'elle construit, nécessaires au bon fonctionnement du service public et constitutifs d'aménagements indispensables à l'exercice des missions de ce service dont elle a la charge. A ce titre, ces biens sont conservés à l'actif de son bilan (ils constituent des biens de retour au profit du concédant).

Il est donc nécessaire de distinguer entre aménagements de voirie qui sont remis à l'E.M.S, à leur achèvement, et les autres ouvrages qui restent affectés à la C.T.S., bénéficiant d'une autorisation d'occuper le domaine public et inclus au bilan de la C.T.S. (et amortis).

4.2. Autres principes généraux adoptés

1) L'ensemble des ouvrages et travaux non utilisés exclusivement pour l'exploitation des transports en commun ne sera pas comptabilisé au bilan de la concession mais sera remis, soit à l'E.M.S, soit aux communes concernées par l'E.M.S.
2) Il est décidé par les parties qu'en cas d'ouvrage d'art utilisé conjointement par la voirie et les transports en commun, celui-ci est remis en totalité au concédant, à l'exclusion des infrastructures propres aux transports en commun.
3) Il est également décidé que la plate-forme du tramway ainsi que celle du BHNS restent systématiquement affectées au concessionnaire et gérées par lui. La plate-forme du tramway se définit par le gabarit limite d'obstacle (GLO), soit une largeur de :
   - 2,55 m sur voie unique (les voies séparées sont 2 voies uniques)
   - 5,60 m sur voie double
4) Concernant les ouvrages et travaux rentrant dans les groupes d'ouvrages n°2, 3 et 9 (Ouvrages d'Art, voiries, signalisation et équipements), il est décidé de remettre les biens détaillés dans les articles ci-après.

ARTICLE 5 : GROUPE D'OUVRAGE N°2 - OUVRAGES D'ART

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

5.1. Restent affectés à la C.T.S. et dans le patrimoine de la concession :

Sans Objet

5.2. Les biens remis à l'E.M.S sont les suivants :

- le Pont Eluard
- le mur de soutènement CHU
- la démolition du Pont Calmette

5.3. Valorisation des ouvrages

Les ouvrages d'art sont tous individualisés.

Le coût de ces ouvrages est le suivant :

- le Pont Eluard	2 263 219.44 Euros
- le mur de soutènement CHU	713 308.00 Euros
- la démolition du Pont Calmette	291 950.00 Euros
TOTAL	**3 268 477.44 Euros**

Le montant total des biens du G02 remis à l'E.M.S selon détail en annexe 2, s'élève à **3 268 477.44 Euros HT** au 31/12/2015.

ARTICLE 6 : GROUPE D'OUVRAGE N°3 - VOIRIES

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

6.1. Restent affectés à la C.T.S.

- la plate-forme tramway définie par le gabarit limite d'obstacle (GLO)
- les parkings-relais
- les stations
- les travaux de signalisation provisoire

6.2. Les biens à remettre sont les suivants :

- les espaces verts (gazon, plantations) à l'exception des espaces verts pour la plate-forme et les P+R qui restent affectés à la C.T.S.
- les travaux de signalisation définitive
- les fournitures de voirie
- les travaux de voirie
- les aménagements riverains

6.3. Valorisation des ouvrages communs

Le coût total du G03 au 31/12/2015 s'élève à **18 997 928.45** Euros.

Les travaux de voirie s'élèvent à 12 822 775.91 Euros au 31/12/2015.

La C.T.S., par l'intermédiaire de son maître d'œuvre, a estimé, sur la base d'un métré, le coût total de la plate-forme tramway à 3 716 921.11 Euros HT (rappel : la plateforme reste affectée au concessionnaire et gérée par lui.)
Le solde, soit **9 105 854.80 Euros HT** est refacturé à l'E.M.S.
Les autres travaux situés entièrement hors plate-forme sont clairement identifiés et sont refacturés à 100 % à l'E.M.S. Il s'agit :

* de la signalisation définitive sauf pour les parkings-relais :	2 233 968.23 Euros HT
* des travaux de libération d'emprise :	1 402 147.53 Euros HT
* des espaces verts :	2 539 036.78 Euros HT
	6 175 152.54 Euros HT

Le montant total du G 03 se répartit de la façon suivante :

* à la charge de l'E.M.S:	15 281 007.34 Euros HT
* à la charge de la C.T.S. :	3 716 921.11 Euros HT

Le montant total des biens du G03 remis à l'E.M.S. selon détail en annexe n°3 s'élève à **15 281 007.34 Euros HT** au 31/12/2015.

ARTICLE 7 : GROUPE D'OUVRAGE N°9 – SIGNALISATION ROUTIERE ET EQUIPEMENTS DE CARREFOURS

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

Les biens remis à l'E.M.S. sont tous ceux liés à la signalisation routière et aux équipements de carrefours.

Il s'agit de factures individuelles, prises en compte à 100 %.

Le montant total des biens du G09 remis à l'E.M.S. selon détail en annexe 2 s'élève à **1 169 453.05 Euros HT** au 31/12/2015.

ARTICLE 8 : COUT TOTAL DES BIENS REMIS

Le coût total des biens remis à l'E.M.S. et aux gestionnaires de réseaux figure en annexe n°2. Ce montant HT se décompose ainsi :

- Déviations de réseaux E.M.S. :	4 292 219.27 Euros HT
- Déviations de réseaux tiers :	1 285 076.28 Euros HT
- G02 :	3 268 477.44 Euros HT
- G03 :	15 281 007.34 Euros HT
- G09 :	1 169 453.05 Euros HT
Sous-total G02 à G09 :	19 718 937.83 Euros HT
Total G01 déviations de réseaux :	5 577 295.55 Euros HT
TOTAL HT :	**25 296 233.38 Euros HT**

Ce coût est définitif et arrêté au 31/12/2015.

ARTICLE 9 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES AFFECTEES AUX BIENS REMIS

Pour les groupes d'ouvrage, il convient de distinguer entre :

- les frais financiers intercalaires : il n'y a pas lieu d'en affecter aux biens remis, ceux-ci étant financés pour leur montant hors taxes par la part équilibrant l'investissement de la contribution versée par l'EMS.

- les autres prestations intellectuelles : il s'agit des coûts de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, etc… D'un commun accord entre les parties, il est décidé que l'ensemble de ces coûts sera immobilisé dans le bilan de la C.T.S. ou comptabilisés en « charges d'investissement » dans les comptes de celle-ci.

ARTICLE 10 – PAIEMENT DES BIENS REMIS

Conformément à l'article 10 du cahier des charges, le montant toutes taxes comprises des biens remis à l'E.M.S. (hors GO 1) est financé par des avances versées par l'EMS dans le cadre de la contribution aux investissements tramway et lignes de BHNS prévue à l'annexe I.8. La présente convention de remise des biens acte le montant arrêté au 31/12/2015 des biens rétrocédés.

D'un commun accord entre les parties, le montant de ces biens (hors GO1), arrêté au 31/12/2015 et non encore couvert par des avances à la date de la présente convention, s'élève à 5 168 937,83 Euros HT, soit **6 202 725,40 Euros TTC**, selon détail en annexe 4, et sera réglé par l'E.M.S. à hauteur de 3 101 362,70 € TTC en 2016 et 3 101 362,70€ TTC en 2017. Ce dépassement est dû à l'actualisation des coûts, à la prise en compte du GO9 non prévue initialement et à des aménagements hors périmètre direct du projet dans le GO3. Compte tenu de ce décalage de règlement, la C.T.S. appliquera les frais financiers prévus au point 4 « Actualisation et modalités particulières de règlement » de l'annexe I 8 du contrat de concession.

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS A LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'avenants.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente convention, le Tribunal Administratif de STRASBOURG sera compétent pour connaître du litige.

Toutefois, avant de faire appel à cette juridiction, les parties contractantes s'engagent à recourir à une conciliation amiable.

Fait et signé en deux exemplaires originaux le

Pour la Compagnie des Transports Strasbourgeois	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Directeur Général Jean-Philippe LALLY	Le Président Robert HERRMANN

ANNEXE 1

EXTENSIONS OUEST DE LA LIGNE A VERS HAUTEPIERRE
LES DEVIATIONS DE RESEAUX AU 31/12/2015

RESEAUX EUROMETROPOLE :

	ASSAINISSEMENT	EAU	SIGNALISATION	CHAUFFAGE URBAIN	TOTAL HT
Montant Réseau HT	368 743,18	1 295 417,26	949 208,49	1 678 850,34	**4 292 219,27**
Montant facturé HT au 31/12/2015	368 743,18	1 295 417,26	949 208,49	1 678 850,34	
Montant Total HT restant à payer au 31/12/2015	**-**	**-**	**-**	**-**	

RESEAUX TIERS :

	ECLAIRAGE PUBLIC STRASBOURG	
Montant Réseau HT	1 280 471,28	**1 280 471,28**
Montant facturé HT au 31/12/2015	1 280 471,28	
Montant Total HT restant à payer au 31/12/2015	**-**	

	NUMERICABLE	
Montant Réseau HT	4 605,00	**4 605,00**
Montant facturé HT au 31/12/2015	-	
Montant Total HT restant à payer au 31/12/2015	**4 605,00**	

5 577 295,55

EXTENSIONS OUEST DE LA LIGNE A VERS HAUTEPIERRE
VENTILATION DU REALISE ENTRE
LA CTS ET L'EUROMETROPOLE AU 31/12/2015

	Montant au 31/12/2015 EN € HT		
	CTS	**EMS**	**TOTAL**
Prestations intellectuelles :			
Total GO 00	**7 778 954,31**	**-**	**7 778 954,31**
Réseaux :			
Assainissement		368 743,18	368 743,18
Eau		1 295 417,26	1 295 417,26
Signalisation		949 208,49	949 208,49
Chauffage Urbain		1 678 850,34	1 678 850,34
Total GO 01 Réseaux CUS	**-**	**4 292 219,27**	**4 292 219,27**
Eclairage Public Strasbourg		1 280 471,28	1 280 471,28
Câble		4 605,00	4 605,00
Total GO 01 Réseaux Tiers	**-**	**1 285 076,28**	**1 285 076,28**
Ouvrages d'art :			
Pont Eluard		2 263 219,44	2 263 219,44
Mur de soutènement CHU		713 308,00	713 308,00
Démolition Pont Calmette		291 950,00	291 950,00
Total GO 02	**-**	**3 268 477,44**	**3 268 477,44**
Voiries			
Total GO 03	**3 716 921,11**	**15 281 007,34**	**18 997 928,45**
Stations			
Total GO 04	**3 412 446,95**	**-**	**3 412 446,95**
Sous stations-LTS-locaux exploit.			
Total GO 05	**719 201,83**	**-**	**719 201,83**
Plate forme et voies			
Total GO 06	**9 102 047,90**	**-**	**9 102 047,90**
Lignes aériennes			
Total GO 07	**3 306 707,56**	**-**	**3 306 707,56**
Energie			
Total GO 08	**1 824 150,96**	**-**	**1 824 150,96**
Courants faibles			
Total GO 09	**5 301 797,77**	**1 169 453,05**	**6 471 250,82**
Dépôt			
Total GO 10	**-**	**-**	**-**
Matériel roulant			
Total GO 11	**-**	**-**	**-**
Opérations d'accompagnement			
Total GO 12	**-**	**-**	**-**
TOTAL GENERAL HT AU 31/12/2015	**35 162 228,39**	**25 296 233,38**	**60 458 461,77**

ANNEXE 3

EXTENSIONS OUEST DE LA LIGNE A VERS HAUTEPIERRE
REPARTITION DES DEPENSES DU GO3 ENTRE
LA CTS ET L'EUROMETROPOLE AU 31/12/2015

Budget	Intitulé	Comptabilisé au 31/12/2015 HT	Montant EMS HT	Montant CTS HT
Travaux de voirie		**12 822 775,91**	**9 105 854,80**	**3 716 921,11**
AH0331	Voirie, équipements de surface	1 249 549,16		1 164 640,77
AH0333	Travaux neufs de voirie	10 120 760,11	9 105 854,80	1 961 239,11
AH0334	Fourniture de voirie	1 452 466,64		591 041,23
Autres travaux		**6 175 152,54**	**6 175 152,54**	
AH0332	Libération d'emprise	1 402 147,53	1 402 147,53	-
AH0335	Signalétique	2 233 968,23	2 233 968,23	-
AH0336	Travaux espaces verts	2 539 036,78	2 539 036,78	-
TOTAL HT au 31/12/2015		**18 997 928,45**	**15 281 007,34**	**3 716 921,11**

ANNEXE 4

EXTENSIONS OUEST DE LA LIGNE A VERS HAUTEPIERRE
SYNTHESE DES BIENS REMIS A L'EUROMETROPOLE AU 31/12/2015

DEVIATIONS DE RESEAUX (GO 01)

	Montant Convention HT	Montant refacturé HT au 31/12/2015	Reste à refacturer HT au 31/12/2015	Reste à refacturer TTC au 31/12/2015
GO 01				
Assainissement	368 743,18	368 743,18	-	-
Eau	1 295 417,26	1 295 417,26	-	-
Signalisation	949 208,49	949 208,49	-	-
Chauffage Urbain	1 678 850,34	1 678 850,34	-	-
TOTAL Réseaux EMS	**4 292 219,27**	**4 292 219,27**	**-**	**-**
Eclairage Public Strasbourg	1 280 471,28	1 280 471,28	-	-
Numéricable	4 605,00	-	4 605,00	5 526,00
TOTAL Réseaux Tiers	**1 285 076,28**	**1 280 471,28**	**4 605,00**	**5 526,00**
TOTAL GO 01 AU 31/12/2015	**5 577 295,55**	**5 572 690,55**	**4 605,00**	**5 526,00**

AUTRES GROUPES D'OUVRAGES (GO 02 A GO 09)

	Montant Convention HT	Montant des avances reçues HT au 31/12/2015	Reste à refacturer HT au 31/12/2015	Reste à refacturer TTC au 31/12/2015
GO 02	**3 268 477,44**			
GO 03	**15 281 007,34**	**14 550 000,00**	**5 168 937,83**	**6 202 725,40**
GO 09	**1 169 453,05**			
TOTAL GO 02 A GO 09 AU 31/12/2015	**19 718 937,83**	**14 550 000,00**	**5 168 937,83**	**6 202 725,40**

TOTAL GENERAL AU 31/12/2015	**25 296 233,38**	**20 122 690,55**	**5 173 542,83**	**6 208 251,40**

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Extension de deux parcs d'activités économiques sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : « la Vigie » à Ostwald, « la Neuhard » à Eschau.

L'Eurométropole de Strasbourg continue de connaître un développement et une expansion tant économique que démographique, qui lui permettent de s'affirmer comme une métropole d'envergure européenne.

De par sa compétence en développement et aménagement économiques, elle souhaite ouvrir à l'urbanisation de nouveaux espaces dédiés aux entreprises, en raison de la raréfaction de l'offre existante et afin de répondre à une demande de terrains viabilisés destinés à l'activité économique.
Le développement de nouveaux sites d'accueil des entreprises répond aux objectifs fixés par la collectivité dans sa feuille de route stratégique économique.
Par ces projets, l'Eurométropole concrétise également un des objectifs du SCOTERS (Schéma de Cohérence Territoriale de la Région de Strasbourg) qui prévoit la possibilité de développer des sites à l'échelle de chaque commune, en continuité ou à proximité immédiate des zones déjà urbanisées, dans la stricte mesure où il permet de conserver un ancrage de l'activité artisanale ou industrielle.

La présente délibération vise à répondre à ces enjeux de développement économique en proposant de nouvelles extensions de parcs d'activités sur différents bans communaux au sein du territoire métropolitain, à savoir :

- Extension de « **la Vigie** » située sur la commune d'Ostwald (6.4 ha) ;
- Extension Sud de « **la Neuhard** » située sur la commune d'Eschau (4.5 ha).

Ces futures extensions s'intègrent donc dans une politique globale de développement territorial en proposant près de 11 ha nouveaux, privilégiant une localisation en continuité des tissus économique et urbain existants et à proximité d'infrastructures routières existantes. La qualité environnementale, urbaine et paysagère, renouvelée et ambitieuse, est un objectif poursuivi pour la réalisation de ces parcs.
Elles s'inscrivent dans une démarche planifiée puisque ces parcs sont inscrits dans les documents d'urbanisme actuels et dans le futur Plan Local d'Urbanisme.
L'objectif de ces opérations vise à proposer, aux termes de leur aménagement, des terrains viabilisés à vocation généraliste pouvant ainsi accueillir des entreprises dans le domaine tertiaire, PME/PMI et artisanal.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces deux parcs, il est proposé de délibérer sur les moyens à mobiliser tant techniques, administratifs que financiers.

1. Extension du parc d'activités la Vigie à Ostwald

Un périmètre de 6.4 ha permettant de développer environ 5.4 ha cessibles a été identifié le long de la jonction Bugatti, en extension du parc existant de la Vigie.
Il est positionné au Sud-Ouest de l'agglomération et fait partie intégrante de la zone généraliste de la Vigie.
Ce parc se situe en IIAUx, zone compatible avec l'implantation d'activités économiques à long terme. Le classement en IAUXb1 au PLU communautaire a été retenu conformément à la volonté d'engager cette extension de zone d'activités économiques. La majorité des parcelles appartient à la collectivité, les autres terrains nus étant détenus par des propriétaires privés, cultivés par plusieurs exploitants agricoles. Ainsi, une déclaration d'utilité publique (DUP) sera nécessaire pour s'assurer la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains compris dans le périmètre, si les acquisitions à l'amiable ne devaient pas aboutir.
Les dépenses liées à la réalisation de cette opération ont été estimées à environ 1 250 000 € HT (soit 1 500 000 € TTC).
Les recettes liées à la commercialisation de l'ensemble des lots sont estimées à 2,7 M€ (sur la base d'un prix d'objectif moyen à l'are de 5 000 €).
Sur ces bases, cette opération d'aménagement est bénéficiaire.

Il est proposé que le futur parc d'activités soit dédié, à terme, à l'accueil d'entreprises artisanales, petites industries, PME/PMI.
L'Eurométropole de Strasbourg souhaite assurer l'aménagement de ce parc en régie via la procédure du permis d'aménager.
L'aménagement du parc s'effectuera en tenant compte du tissu urbain et paysager existant, notamment la jonction Bugatti et les jardins familiaux présents sur le site. Une attention particulière qualitative sera apportée d'une part lors de la conception des infrastructures et d'autre part, lors de l'installation des diverses entreprises (découpage parcellaire rationnel, qualité architecturale, gestion des espaces extérieurs et stationnement…).

L'Autorisation de Programme globale à mettre en place comprend :
- les acquisitions foncières (par voie amiable ou par voie d'expropriation) et les indemnités d'éviction pour un montant global estimé à environ 730 000 € HT;
- les études et honoraires de maîtrise d'œuvre et les frais de réalisation des dossiers administratifs (permis d'aménager, études environnementales, loi sur l'eau, DUP etc…), pour un montant estimé à 90 000 € HT ;
- le diagnostic d'archéologie préventive (hors travaux de fouilles archéologiques qui seraient, le cas échéant, prescrites à l'issue du diagnostic : l'AP serait alors ajustée ultérieurement) ; celui-ci est estimé à environ 25 000 € HT ;
- les travaux de réalisation de voiries publiques et de distribution des réseaux divers estimés à environ 380 000 € HT ;
- toutes autres dépenses diverses nécessaires à la réalisation de l'opération (frais de publication, sondages de sols, révisions de prix, etc) pour environ 25 000 € HT.

2. Extension Sud du parc d'activités de la Neuhard à Eschau

Un périmètre d'environ 4,5 ha permettant de développer environ 4 ha cessibles a été identifié le long de la rue du Tramway, en extension du parc existant de la Neuhard qui s'étend sur environ 30 ha.

Il est positionné à l'Est de l'agglomération, en limite du ban communal de Plobsheim. Cette réserve foncière d'un seul tenant d'environ 4,5 ha était destinée à accueillir une entreprise qui souhaitait un vaste terrain. Ce périmètre n'ayant, à ce jour, pas été vendu la collectivité souhaite créer une voie de desserte afin de diviser cette surface en 4 lots de petites et moyennes tailles, formats pouvant convenir davantage à la demande actuelle.

En termes de procédure, il est précisé que :
- ce parc se situe en secteur UX1, zone compatible avec l'implantation d'activités économiques (zonage repris en UXb2 au PLU communautaire en cours d'élaboration) ;
- le foncier appartient à la collectivité, par conséquent il ne sera pas nécessaire de recourir à une procédure de déclaration de déclaration d'utilité publique (DUP) ;
- le projet d'extension sera soumis à une procédure d'examen au « cas par cas » par l'autorité environnementale compétente d'assujettissement ou non à une étude d'impact ;
- l'Eurométropole de Strasbourg souhaite assurer l'aménagement de ce parc en régie via une procédure de permis d'aménager.

Les dépenses liées à la réalisation de cette opération ont été estimées à environ
730 000 HT (soit 876 000 € TTC).
Les recettes liées à la commercialisation de l'ensemble des lots de cette extension sont estimées à 1,7 M€ (sur la base d'un prix d'objectif moyen à l'are de 4 200 €).
Sur ces bases, cette opération d'aménagement est bénéficiaire.

Il est proposé que cette extension soit dédiée, à terme, à l'accueil d'entreprises artisanales, petites industries, PME/PMI.
L'aménagement du parc s'effectuera dans le respect du tissu urbain et paysager existant. Une attention particulière sera apportée lors de la conception des infrastructures primaires nécessaires au fonctionnement du parc et lors de l'installation des diverses entreprises (découpage parcellaire rationnel, qualité architecturale, gestion des espaces extérieurs et stationnement…).

L'Autorisation de Programme globale à mettre en place comprend :
- les études et honoraires de maîtrise d'œuvre et les frais de réalisation des dossiers administratifs (permis d'aménager, études environnementales, loi sur l'eau, etc.…), pour un montant estimé à 70 000 € HT ;
- le diagnostic d'archéologie préventive (hors travaux de fouilles archéologiques qui seraient, le cas échéant, prescrites à l'issue du diagnostic : l'AP serait alors ajustée ultérieurement) pour un montant d'environ 25 000 € HT ;
- les travaux de réalisation de voiries publiques et de distribution des réseaux divers estimés à environ 565 000 € HT ;

- toutes autres dépenses diverses nécessaires à la réalisation de l'opération (frais de publication, sondages de sols, révisions de prix, etc.) pour un montant estimé à 70 000 €/ HT.

Par conséquent, nous vous proposons de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu les avis favorables du conseil municipal d'Eschau du 15 mars 2016
et du Conseil municipal d'Ostwald du 15 décembre 2014,
pris en application de l'article L 5211-57 du code général des collectivités territoriales
vu notamment l'article L 5 215-20-1 du code général des collectivités territoriales
vu le code de l'environnement
vu le code de l'urbanisme
vu les plans annexés sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. Extension du parc d'activités la Vigie à Ostwald

- *l'aménagement en régie sous forme de lotissement de l'extension du parc d'activités de la Vigie sur le ban communal d'Ostwald d'une surface d'environ 6.4 ha ;*
- *l'engagement des dépenses prévisionnelles d'investissement à hauteur de*
- *1 250 000 € HT ;*
- *l'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation des terrains nécessaires à la réalisation de la zone d'activités.*

2. Extension Sud du parc d'activités de la Neuhard à Eschau

- *l'aménagement en régie sous forme de lotissement de l'extension du parc d'activités de la Neuhard sur le ban communal d'Eschau d'une surface d'environ 4,5 ha ;*
- *l'engagement des dépenses prévisionnelles d'investissement à hauteur de 730 000 € HT ;*

décide

1. Extension du parc d'activités la Vigie à Ostwald
- *l'imputation des dépenses et des recettes sur le budget annexe des zones d'aménagement immobilier (ZAI).*

2. Extension Sud du parc d'activités de la Neuhard à Eschau
- *l'imputation des dépenses et des recettes sur le budget annexe des zones d'aménagement immobilier (ZAI) ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à :

1. Extension du parc d'activités la Vigie à Ostwald

- *acquérir, soit par voie amiable, soit en cas d'échec des négociations amiables par voie d'expropriation les terrains situés dans le périmètre concerné ;*
- *signer et déposer auprès du Préfet le dossier de déclaration d'utilité publique en vue de s'assurer la maitrise foncière de l'emprise du projet et requérir auprès du Préfet l'ouverture d'une enquête publique le cas échéant conjointe et préalable :*
  - *à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement du parc d'activités extension de la Vigie ;*
  - *à la déclaration de cessibilité : enquête parcellaire nécessaire pour déterminer définitivement les parcelles à acquérir ainsi que les propriétaires et autres intéressés titulaires des droits réels à exproprier pour la réalisation du projet ;*
  - *à la mise en compatibilité ou à l'adaptation corrélative des documents d'urbanisme en vigueur (PLU d'Ostwald, PLU communautaire) rendue nécessaire pour la réalisation du projet ; prescrit si nécessaire la mise en compatibilité par déclaration d'utilité publique ou l'adaptation des documents d'urbanisme en vigueur (PLU d'Ostwald, PLU communautaire);*
- *signer et déposer auprès du Préfet le dossier au titre de la loi sur l'eau et si nécessaire requérir auprès du Préfet l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation d'effectuer les aménagements hydrauliques nécessaires à la réalisation du projet, enquête le cas-échéant conjointe ;*
- *mettre en œuvre l'ensemble des procédures environnementales, signer, déposer et solliciter auprès de l'autorité environnementale compétente tout acte de procédure et formulaire requis par la règlementation en vigueur ;*
- *engager une procédure de mise en concurrence en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour un montant d'environ 40 000 € HT, selon le code des marchés publics et à signer les marchés y afférents ;*
- *lancer le diagnostic d'archéologie préventive et signer la convention et tous documents correspondants ; suivi le cas-échéant d'une campagne de fouilles archéologiques et signer tous documents correspondants, y compris les marchés de travaux de fouilles selon le code des marchés publics et la réglementation en vigueur ;*
- *mettre en concurrence les entreprises pour les marchés de services et de travaux nécessaires, en application du code des marchés publics, et signer les marchés en résultant ;*
- *signer et déposer la demande de permis d'aménager afférent au projet ;*
- *signer les conventions des viabilités publiques à la charge des concessionnaires de réseaux ;*
- *conduire toutes les procédures, prendre tous les actes administratifs et mettre en œuvre toutes les formalités nécessaires à la réalisation de l'opération et à signer tous documents correspondants ;*
- *aux termes des travaux, rétrocéder à la commune d'Ostwald équipements publics tels que l'éclairage et les espaces verts (hors arbres d'alignement) pour exploitation et maintenance et à signer tout document et/ou convention correspondants.*

2. ***Extension Sud du parc d'activités de la Neuhard à Eschau***

- *déposer le formulaire d'examen au « cas par cas » d'assujettissement ou non à une étude d'impact, mettre en œuvre l'ensemble des procédures s'y afférant, signer, déposer et solliciter auprès de l'autorité environnementale compétente tout acte de procédure et formulaire requis par la règlementation en vigueur et requérir le cas échéant auprès du Préfet l'ouverture d'une enquête publique environnementale ;*
- *signer et déposer auprès du Préfet le dossier au titre de la loi sur l'eau et si nécessaire requérir auprès du Préfet l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation d'effectuer les aménagements hydrauliques nécessaires à la réalisation du projet, enquête le cas-échéant conjointe ;*
- *engager une procédure de mise en concurrence en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour un montant d'environ 60 000 € HT, selon le code des marchés publics et à signer les marchés y afférents ;*
- *lancer le diagnostic d'archéologie préventive et signer la convention et tous documents correspondants ; suivi le cas-échéant d'une campagne de fouilles archéologiques et signer tous documents correspondants, y compris les marchés de travaux de fouilles selon le code des marchés publics et la réglementation en vigueur ;*
- *mettre en concurrence les entreprises pour les marchés de services et de travaux nécessaires, en application du code des marchés publics, et signer les marchés en résultant ;*
- *signer et déposer la demande de permis d'aménager afférent au projet ;*
- *signer les conventions des viabilités publiques à la charge des concessionnaires de réseaux ;*
- *conduire toutes les procédures, prendre tous les actes administratifs et mettre en œuvre toutes les formalités nécessaires à la réalisation de l'opération et à signer tous documents correspondants ;*
- *aux termes des travaux, rétrocéder à la commune d'Eschau les équipements publics tels que l'éclairage et les espaces verts (hors arbres d'alignement) pour exploitation et maintenance et à signer tout document et/ou convention correspondants.*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Extension du parc d'activités de la Vigie à OSTWALD

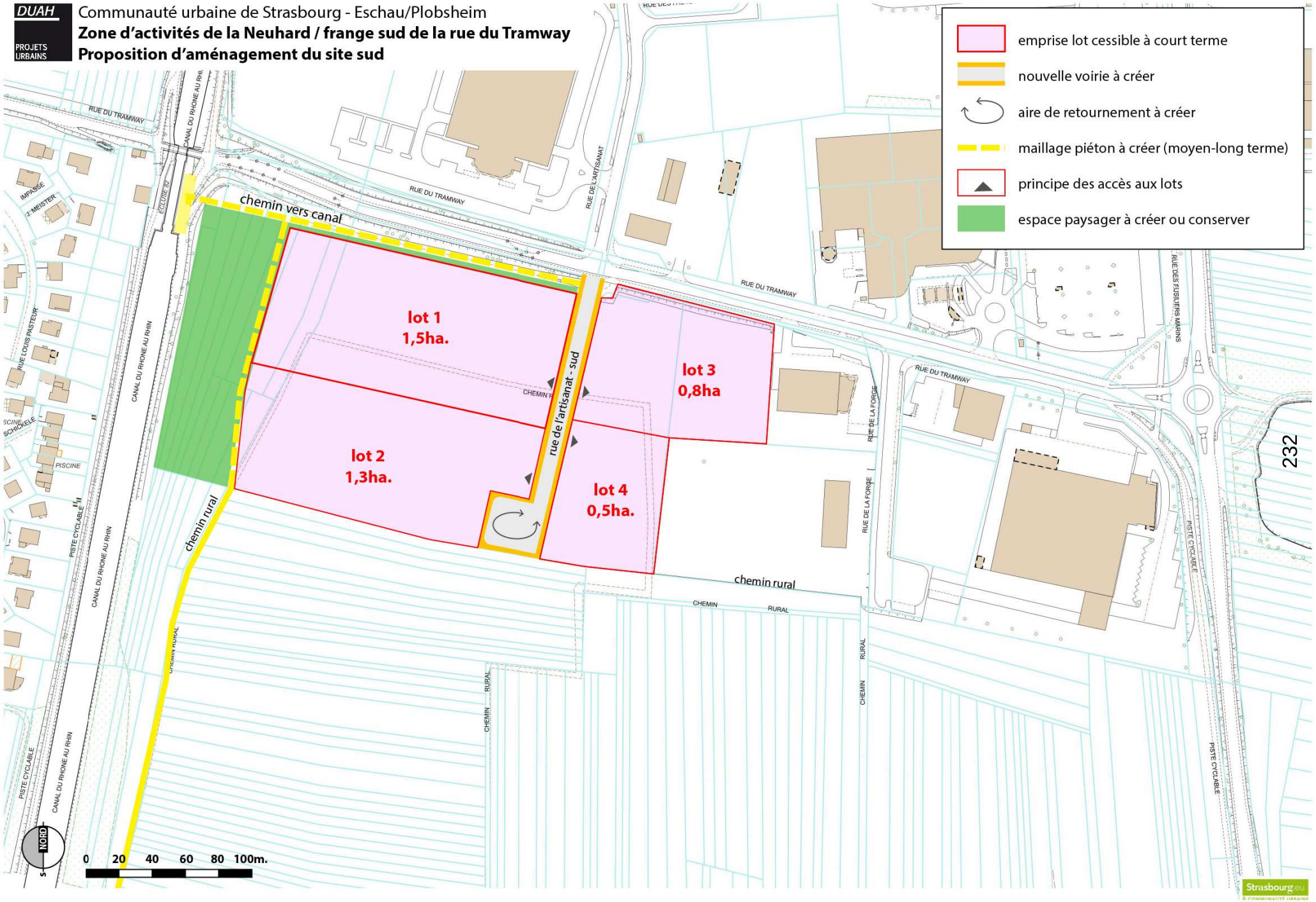


DUAH
PROJETS URBAINS

Communauté urbaine de Strasbourg - Eschau/Plobsheim

Zone d'activités de la Neuhard / frange sud de la rue du Tramway

Proposition d'aménagement du site sud



27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Protocole d'accord relatif à l'indemnisation des agriculteurs impactés par les projets urbains.

Pour maintenir son rôle moteur dans l'attractivité du bassin de vie et du département, l'Eurométropole s'est fixée des objectifs de développement de l'habitat et de l'économie à horizon 2030 :
- + 50 000 habitants, + 45 000 logements,
- + 27 000 emplois.

Pour ce faire, environ 1 400 ha sont fléchés à urbaniser à horizon 2030 ; l'essentiel correspond à du foncier agricole dont il conviendra d'obtenir la libération.

Dans le cadre du partenariat mis en place entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole et la Chambre d'agriculture depuis 2010, une méthodologie générique permet de mieux prendre en compte la dimension agricole dans chacun des projets et aménagements urbains :
- diagnostic : évaluation de l'impact du projet sur l'économie agricole,
- information collective des agriculteurs : contours du projet, calendrier,
- compensations économiques : calcul des indemnités d'éviction,
- voire même prise en compte de l'agriculture au titre des activités économiques à développer sur le site.

Le protocole d'accord relatif à l'indemnisation des agriculteurs impactés par les projets urbains vise à compléter les principes de base déjà appliqués pour le calcul des indemnités d'éviction. Il est soumis à la délibération du Conseil municipal de Strasbourg et du Conseil de l'Eurométropole.

Les objectifs du protocole sont de :
- favoriser les solutions amiables par des propositions d'indemnisation pragmatiques, équitables et améliorées au regard du droit commun ;
- donner du poids à l'argumentaire de la collectivité aménageur en cas de procédure d'expropriation, dont l'issue serait sinon encore plus aléatoire ;
- contribuer à la mise en œuvre des orientations de diversification et conversion à l'agriculture biologique définies par les partenaires ;
- maitriser un poste financier incontournable dans le budget des opérations d'aménagement.

Les principes nouveaux qu'il contient et qui contribuent à ces objectifs sont de :

- faciliter la preuve du droit d'occupation détenu par l'exploitant pour verser l'indemnité d'éviction, ce dans un contexte de bail verbal généralisé ;
- envisager la compensation de surface comme alternative à l'indemnité d'éviction ;
- pour calculer le taux d'emprise et mesurer la déstructuration économique, prendre en compte non seulement les emprises sous DUP (déclaration d'utilité publique) mais aussi les emprises hors DUP dès lors que ces dernières sont situées sur le territoire de l'Eurométropole ;
- indemniser les éléments d'actifs non intégralement amortis à hauteur de la valeur restant à amortir et ceux intégralement amortis à hauteur de leur valeur d'usage, estimée à 20 % HT d'un élément neuf comparable ;
- accompagner le redéploiement des éléments d'actifs hors du périmètre d'emprise :
  - à hauteur de 10 % de la valeur HT à neuf pour faciliter l'adaptation de l'entreprise agricole ;
  - à hauteur de 40 % de la valeur HT à neuf dès lors que le redéploiement croise les orientations de notre stratégie (diversification agricole, AB).
    La somme de cette aide au redéploiement et de l'indemnité d'éviction ne pourra pas excéder 100 % de la valeur HT à neuf des éléments d'actifs présents dans l'emprise.
- en cas de concession d'aménagement, inciter le maitre d'ouvrage délégué à appliquer également ce protocole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le protocole d'accord relatif à l'indemnisation des exploitants impactés par les projets urbains ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer le protocole d'accord relatif à l'indemnisation des exploitants impactés par les projets urbains,*
- *à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Protocole d'accord relatif à l'indemnisation des exploitants agricoles évincés lors d'acquisitions immobilières réalisées dans le cadre de projets urbains et au règlement des préjudices consécutifs aux travaux inhérents à ces projets urbains

Entre :

- **l'Eurométropole de Strasbourg**, appelée Eurométropole,
1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Robert HERRMANN

- **la Ville de Strasbourg**, appelée Ville,
1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Maire, Roland RIES

et

- **la Chambre d'Agriculture de Région Alsace**, appelée CARA
2 rue de Rome 67309 SCHILTIGHEIM, représentée par son Président Jean Paul BASTIAN.

Vu,

- la convention cadre 2015/2020 entre l'Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA), la CARA, la Ville et l'Eurométropole portant sur le développement d'une agriculture locale durable et innovante, adoptée par le Conseil de l'Eurométropole le 20 mars 2015 et le Conseil Municipal le 20 avril 2015
- le programme d'actions 2015/16 entre l'OPABA, la CARA, la Ville et l'Eurométropole, adoptée par le Conseil de l'Eurométropole le 20 mars 2015 et le Conseil Municipal le 20 avril 2015

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Dans le cadre du partenariat conclu entre l'OPABA, la CARA, la Ville et l'Eurométropole, il est prévu de prendre en compte la dimension agricole dans l'élaboration des projets et aménagements urbains à vocation d'habitat, de zones d'activités économiques et, d'infrastructures de déplacement.

L'objectif est d'envisager un développement économique global, d'une part en optimisant l'usage du foncier (limiter l'étalement urbain et densifier les projets), d'autre part en garantissant au mieux le maintien des entreprises agricoles par un accompagnement à la diversification et à la création de valeur ajoutée.

La méthode définie par les partenaires est la suivante :

- informer de façon collective les agriculteurs sur les intentions de projets ;
- réaliser un diagnostic agricole des périmètres d'étude pour évaluer l'impact des projets sur les entreprises agricoles et plus généralement sur l'économie agricole ;
- évaluer les possibilités de compensations économiques : attribution de terres libres, indemnisation, aménagement foncier, restructuration économique.
- bâtir en partenariat les mesures de compensations environnementales (hamster, zones humides…) ;
- prendre en compte l'agriculture au titre des activités économiques à développer sur le site (agriculture urbaine intégrée au projet d'habitat, gestion des espaces verts par l'agriculture, valorisation agricole des déchets verts …).

1. OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole détaille les moyens mis en œuvre par les partenaires pour

- réduire l'impact des emprises en les limitant ou en phasant la réalisation effective du projet ce qui permet de poursuivre les activités agricoles plus longtemps
- éviter la perte de terre consécutive aux emprises en favorisant des formules de compensation foncière
- compenser les emprises en indemnisant le préjudice matériel et certain résultant de l'extinction forcée et anticipée des droits d'occupation et en soutenant des projets de restructuration économique.

2. CHAMP D'APPLICATION DU PROTOCOLE

Les bénéficiaires visés par le présent protocole sont les exploitants agricoles individuels ou sociétaires, propriétaires exploitants ou locataires, titulaires d'un bail dès lors qu'ils justifient de leur droit sur les parcelles concernées en fournissant un des éléments de preuve par ordre de priorité décroissant :

- existence d'un bail écrit ;
- identification de l'exploitant locataire par le propriétaire des parcelles ;
- preuve du paiement d'un fermage.

En l'absence de tels éléments de preuves, les partenaires pourront s'appuyer sur les relevés parcellaires de la MSA et les déclarations de cultures dans le cadre de la PAC pour décider d'indemniser ou non l'occupant.

En cas d'échanges culturaux entre exploitants, l'indemnité est due au titulaire du bail.

En cas de litige, la CARA formule une proposition d'identification du bénéficiaire de l'indemnité

3. ROLE DES PARTENAIRES

3.1. LA CARA

La CARA facilite la conclusion d'accords amiables entre les exploitants et la collectivité et, pour ce faire, elle :

- procède à l'évaluation des préjudices et au calcul des indemnités à la demande de l'agriculteur. Afin de réaliser l'évaluation au réel, la CARA s'appuie sur les documents comptables établis par le centre de gestion dont dépend l'agriculteur à partir desquels elle extrait les différents postes nécessaires au calcul de la marge brute. Elle retiendra la valeur correspondant à la meilleure des 3 années.
- participe à l'élaboration du schéma de compensation économique.
- donne son avis quant à l'ordre de priorité d'attribution des terres libres ou libérées.

3.2. L'EUROMETROPOLE ET LA VILLE

- assurent le financement des indemnités pour les projets mis en œuvre en régie, chacune pour son compte
- prévoient dans les conventions de délégation la prise en charge des indemnités par leurs délégataires et, pour ce faire, leurs transmettent le présent protocole en annexe des conventions

4. DATE D'EFFET ET DUREE DU PROTOCOLE

Le protocole est applicable dès sa signature pour une durée de 1 an. Il est renouvelable d'année en année par tacite reconduction. Il peut être dénoncé par chacune des parties 3 mois avant l'échéance annuelle (date de signature) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de besoin, les précisions ou évolutions du présent protocole seront apportées par avenant.

5. CONDITIONS DE LIBERATION DES PARCELLES AGRICOLES POUR CAUSE DE PROJET URBAIN

5.1. LE BAIL RURAL

Par principe, le locataire à droit au renouvellement de son bail rural par période de 9 ans (Art L411-36 code rural).

Toutefois, en cas de changement de destination du terrain ou utilisation du terrain à des fins d'intérêt général, la collectivité bailleur peut s'opposer au renouvellement du bail (Art L415-11 code rural). Le non renouvellement du bail et son motif sont notifiés par exploit d'huissier 18 mois avant le terme. Le changement de destination doit intervenir dans les 3 ans. Aucune indemnité n'est due au locataire dans ce cas précis où la résiliation coïncide avec le moment du renouvellement.

En dehors de ce cas, le bail peut être résilié :

- à tout moment lorsque le terrain est nécessaire à la réalisation d'un projet déclaré d'utilité publique (art L415-11 code rural) ;
- pour cause d'urbanisme dès lors qu'il s'agit d'une parcelle en zone U du document d'urbanisme en vigueur ; la résiliation prend effet 1 an après sa notification et le changement de destination du terrain doit intervenir dans un délai de 3 ans suivant la résiliation du bail (art L411-32 code rural) ;

- pour cause d'urbanisme dès lors qu'il s'agit d'un terrain en zone type AU, avec accord préalable du préfet ; la résiliation prend effet 1 an après sa notification et le changement de destination du terrain doit intervenir dans un délai de 3 ans suivant la résiliation du bail (art L411-32 code rural).

Dans tous ces cas, le locataire a droit à des indemnités, distinctes de celles versées aux propriétaires, afin de compenser les préjudices qu'il subit personnellement, en raison de la rupture anticipée du bail et de la perte de droit au renouvellement. Ces indemnités sont détaillées au point 7 du présent protocole.

Un grand nombre de conventions établies par la collectivité entre dans cette catégorie du bail rural alors même qu'elles mentionnent la notion de précarité dans leur libellé.

5.2. LA CONVENTION PRECAIRE

La convention d'occupation précaire se caractérise par :
- la destination urbaine du terrain liée à un projet défini et mis en œuvre à brève échéance,
- une durée d'un an tacitement reconductible,
- un loyer modique
- des cultures céréalières ou de l'herbe.

Le non renouvellement ou la résiliation d'une convention d'occupation précaire ne donne pas droit aux indemnisations prévues aux points 7.2.2.1, 7.2.2.2, 7.2.2.3, 7.2.2.4. Les modalités d'indemnisation des pertes de récoltes (7.2.2.5) ainsi que les modalités de prise de possession des terrains sont déterminées par la convention précaire.

5.3. LE COMMODAT

Le commodat se caractérise par :
- un terrain viabilisé ou en cours de viabilisation et donc à destination urbaine,
- une durée courte,
- l'absence de loyer,
- des cultures céréalières ou de l'herbe.

Le non renouvellement ou la résiliation d'un commodat ne donne pas droit aux indemnisations prévues aux points 7.2.2.1, 7.2.2.2, 7.2.2.3, 7.2.2.4, 7.2.2.5. Les modalités de prise de possession des terrains sont déterminées par le commodat.

6. COMPENSATION DE SURFACE

6.1. MODALITES PRATIQUES DE MISE EN OEUVRE

Afin de favoriser la conclusion d'accords amiables, l'Eurométropole et la Ville, propriétaires de terres agricoles, proposent d'orienter une partie des terres libérées suite à des départs en retraite ou cessation d'activité vers les agriculteurs qui perdent des surfaces en raison de projets urbains.

Ces terrains libres seront attribués selon un ordre de priorité entre les agriculteurs impactés par le projet urbain. Il sera défini par les partenaires, pour chaque projet urbain, en fonction d'une pluralité de critères tels que le degré d'impact du projet sur chaque exploitation, le profil de l'exploitant (Jeune Agriculteur, agriculteur à titre exclusif, agriculteur ayant perdu des terres), le type d'agriculture développée (production maraichère, pratique AB).

Les communes de l'Eurométropole qui le souhaitent peuvent contribuer de la même manière en fléchant leur foncier disponible vers ces agriculteurs.

6.2. CONSEQUENCES FINANCIERES

Aucune indemnisation financière telle que prévue au point 7 n'est due à l'exploitant des parcelles incluses dans l'emprise du projet urbain dès lors qu'une location de terrain d'une surface équivalente à l'emprise dans des conditions équivalentes est proposée par la collectivité et acceptée par l'agriculteur. Cette location vaut indemnisation à condition d'être préalable ou concomitante à la perte des terrains objet de la compensation. Le bail rural portant sur la parcelle objet de la compensation mentionnera la surface compensée et, corrélativement, l'absence d'indemnisation de la surface qui sera libérée.

A noter, dans certains cas particuliers, la collectivité pourrait avoir à assumer certaines dépenses si le terrain attribué ne présentait pas des caractéristiques similaires à celles du terrain faisant l'objet de l'emprise, à savoir :

- La remise en état du terrain de compensation : terrassement, dépollution.
- La reconstitution physique, chimique et microbiologique du sol.
- Le déficit sur récoltes futures.

L'évaluation de ces dépenses pourra se faire par référence au barème pour dégâts causés aux cultures et sols.

7. INDEMNISATION DE LA PERTE DE TERRAIN

7.1. DOCUMENTS DE REFERENCE

7.1.1. PROTOCOLE DEPARTEMENTAL D'INDEMNISATION DES PREJUDICES.

Signé en 2001 par le syndicat des jeunes agriculteurs du Bas-Rhin, la Fédération Départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin, la Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin et l'Etat (services fiscaux), ce document sert de référence au calcul des indemnités. Il fixe les principes suivants :

- L'indemnité correspond à une couverture temporaire de la perte de revenu résultant de la rupture anticipée du bail rural ;
- elle est calculée à partir de la marge brute annuelle d'éviction, soit le revenu de l'agriculteur additionné des charges fixes (charges dues alors même que la surface exploitée diminue). Ainsi, seules les charges opérationnelles (engrais/traitements, fermage, …) ne sont pas prises en comptes car elles ne seront plus à engager pour les surfaces perdues ;
- les postes d'indemnisation : perte d'exploitation, perte de fumure sont définis soit par catégorie de territoires soit par nature de cultures ;
- au vu de la pression foncière sur le territoire de l'Eurométropole, la durée de capitalisation y est estimée à 5 ans ce qui conduit à retenir une perte d'exploitation de 5 ans de marge brute annuelle ;
- la gradation de l'indemnisation est précisée en fonction de l'importance du ratio emprises/SAU :
    - inférieur à 5% de la Surface Agricole Utile (SAU),
    - supérieur ou égal à 5% de la SAU mais inférieur à 15% de la SAU,
    - égal ou supérieur à 15% de la SAU.

Les partenaires décident d'intégrer ces principes au présent protocole. Toute révision du protocole départemental d'indemnisation des préjudices conduira à une révision du présent protocole.

7.1.2. BAREME D'INDEMNISATION DES PERTES D'EXPLOITATION ET DE FUMURE

Il fixe les valeurs de perte d'exploitation pour chacune des communes du département par référence à une valeur cadastrale de terre moyenne. Ce barème n'approche que de façon très empirique la valeur agronomique des sols des communes (5 catégories). Il est révisé annuellement par le service des Domaines.

Il fixe en outre le montant par are de l'indemnité pour perte de fumure.

Les partenaires s'appuient sur ce barème pour calculer les indemnités.

7.1.3. BAREME D'INDEMNISATION POUR DEGATS CAUSES AUX CULTURES ET SOLS

Ce document est établi annuellement par la CARA. Il détaille :

- les pertes de récolte des principales cultures départementales en fonction des cours et du rendement de la culture en place ;
- les dégâts au sol, à savoir la perte sur récolte future, le trouble de jouissance, la reconstitution physique, chimique et microbiologique, les frais de re-semis.

Les partenaires s'appuient sur ce barème pour déterminer les indemnités de perte de récolte et dégâts aux sols notamment dans toutes les situations d'occupation temporaire consécutives à des chantiers d'aménagement menés par la collectivité. Ce barème est également utilisé pour les dégâts de travaux publics inhérents aux opérations d'aménagements menés par la collectivité.

L'ensemble des documents cités au point 7.1 peuvent être obtenus auprès de la CARA.

7.2. MODALITES DE CALCUL DE L'INDEMNITE

7.2.1. METHODE DE CALCUL

La méthode de calcul des indemnités employée est forfaitaire pour les entreprises agricoles soumises au régime fiscal du forfait.

La méthode de calcul des indemnités est soit forfaitaire, soit au réel pour celles qui sont soumises au régime fiscal réel. Dans ce cas, il revient à l'agriculteur d'opter pour l'évaluation qui lui convient le mieux, après que la collectivité lui en a fait la proposition. La CARA procède à l'évaluation de la marge brute réelle en retenant la meilleure des trois dernières années connues et ce conformément à la méthodologie fixé par les services de l'état.

7.2.2. POSTES D'INDEMNISATION

7.2.2.1. PERTE D'EXPLOITATION

Elle est le produit de la marge brute forfaitaire ou réelle par la surface d'emprise et par la durée de capitalisation du préjudice, en l'occurrence 5 ans.

7.2.2.2. DESTRUCTURATION ECONOMIQUE

Légalement, la déstructuration économique est mesurée par le rapport entre le cumul des emprises sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ayant touché l'entreprise agricole au cours des 10 dernières années et la SAU de l'exploitation au jour de l'indemnisation.

Dans la mesure où Ville et Eurométropole (suivant les projets considérés) ont intérêt à obtenir la libération des terrains dans les meilleurs délais, ce qui peut les conduire à ne pas privilégier la mise en place de procédure de DUP, les partenaires s'accordent pour prendre en compte non seulement les emprises sous DUP mais aussi celles hors DUP dès lors que ces dernières sont situées sur le territoire de l'Eurométropole afin de calculer le taux de déstructuration. En effet, les entreprises

agricoles ne sont pas moins impactées par des emprises hors DUP qui auraient touché l'entreprise agricole sur les 10 dernières années.

Ainsi pour calculer ce taux de déstructuration on procédera au rapport entre la somme de toutes les emprises supportées par l'exploitation au cours des 10 ans précédant la date de prise de possession des terrains objet de l'indemnisation et la SAU de l'exploitation au moment de la prise de possession des terrains dans le cadre du nouveau projet.

Si ce taux de déstructuration économique est inférieur à 5% de la SAU alors aucune indemnité de déstructuration économique n'est due.

Si ce taux de déstructuration économique est égal ou supérieur à 5% de la SAU exploitée et inférieur à 15% de la SAU, l'indemnité de déstructuration correspond à une majoration de 20% de la perte d'exploitation (soit une année de marge brute supplémentaire sur l'Eurométropole).

Si ce taux de déstructuration économique est égal ou supérieur à 15% de la SAU exploitée, elle représente un déséquilibre grave au sens de l'article L.13-11 du Code de l'Expropriation et de l'article R.352-2 du Code Rural. Dans ce cas, il est proposé de majorer de 35% la perte d'exploitation à moins que les partenaires ne s'accordent à reconnaitre qu'une étude spécifique est nécessaire.

Pour chaque exploitation dont le taux d'emprise serait égal ou supérieur à 5%, la CARA joint au calcul des indemnités le détail des emprises retenues.

7.2.2.3. PERTE DE FUMURES

Cette indemnité prend en compte de façon forfaitaire les fumures de fond (le phosphore et la potasse) et amendements apportés au sol pour lui assurer une capacité de production renouvelée. Elle varie entre les terres cultivées et les prés, quelle que soit la commune considérée (voir barème 7.1.2).

7.2.2.4. INDEMNITE POUR LIBERATION RAPIDE DES TERRAINS

Cette indemnité est versée en dehors des DUP quand la collectivité souhaite s'affranchir du délai d'un an de préavis et en procédant de façon amiable. Elle s'apprécie soit à 1 an de marge brute forfaitaire ou réelle si le terrain est nu, soit à la perte de récolte en cours si le terrain est emblavé, telle que calculée à l'art 7.2.2.5.

7.2.2.5. INDEMNITE DE PERTE DE RECOLTE ET DEGATS AU SOL

Les indemnités de perte de récolte et dégâts au sol sont précisées dans le barème édité par la CARA chaque année (cf 7.1.3). Ces valeurs sont forfaitaires à l'exception des cultures spéciales et/ou sous contrat qui pourront faire l'objet d'une analyse basée sur les résultats comptables.

8. INDEMNISATION DES ELEMENTS D'ACTIF

Les indemnités doivent couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain (Art L 13-14 code de l'expropriation et L411-69 code rural) et notamment les améliorations apportées par l'agriculteur dans le respect de la règlementation, sous réserve qu'une autorisation du propriétaire soit intervenue au préalable, déduction faite toutefois des subventions qui auraient été perçues pour la mise en œuvre desdites améliorations.

8.1. PRINCIPES D'INDEMNISATION DES ACTIFS PRESENTS SUR LE PERIMETRE D'EMPRISE

Pour des actifs non encore amortis, l'indemnisation correspond à la valeur résiduelle après amortissement économique hors subvention.

Pour des éléments intégralement amortis sur le plan économique, l'indemnisation correspond à la valeur d'usage estimée à 20% de la valeur HT à neuf hors subvention.

Pour procéder à l'évaluation de cette indemnisation,

- l'agriculteur devra justifier de l'année de réalisation des investissements et, dans la mesure du possible, produire les factures acquittées ;
- les partenaires conviennent des valeurs forfaitaires pour chaque type d'investissement considéré (voir 8.3).

Dans l'hypothèse où l'agriculteur contesterait ce mode de calcul, il devra produire tout élément susceptible d'étayer sa contre-proposition.

Concernant le rétablissement des réseaux agricoles (irrigation et drainage) partiellement concernés par les emprises, les coûts de rétablissement seront intégralement à la charge de la collectivité.

8.2. ACCOMPAGNEMENT DU REDEPLOIEMENT HORS DU PERIMETRE D'EMPRISE

Afin de maintenir au mieux le niveau de capacité productive de l'exploitation et de favoriser les processus de diversification et d'adaptation des exploitations agricoles impactées par les projets urbains tel que visés par la convention de partenariat liant la Ville, l'Eurométropole et la CARA depuis 2010, un complément d'indemnisation pourra être apporté à l'exploitant impacté en cas de redéploiement d'éléments d'actifs sur des parcelles hors du périmètre d'emprise. Ce complément d'indemnisation est directement conditionné par la nature et la localisation du projet soumis par l'agriculteur à la collectivité. Ainsi, un projet de redéploiement permettant de diversifier l'entreprise agricole, de développer du maraichage ou de convertir des parcelles à l'agriculture biologique sur des parcelles agricoles du territoire de l'Eurométropole (classées en A à la date du projet) sera accompagné sur la base de 40% du montant HT des investissements alors qu'un projet classique ne bénéficiera que de 10%.

En cas de redéploiement de dispositifs liés à des cultures maraichères ou à haute valeur ajoutée une analyse du site de relocalisation et de ses conséquences sur le schéma de production et commercialisation sera faite.

Le cumul de l'indemnisation des éléments d'actif présents sur la parcelle objet de l'emprise et du complément d'indemnisation représentant une aide au redéploiement ne peut excéder 100% de la valeur HT à neuf des actifs situés dans l'emprise. Ainsi, la logique de reconstitution des éléments d'actifs disparus est préservée.

Le projet de redéploiement doit prendre forme dans les 2 ans suivant la libération des parcelles et le versement des indemnités. La partie de l'indemnisation correspondant à l'aide au redéploiement est versée a minima sur production des factures certifiées acquittées ; des pièces complémentaires pourront être sollicitées en cas de besoin.

8.3. BASE D'INDEMNISATION

- Clôtures agricoles : 3.50 € HT par mètre linéaire
- Système de drainage : 1 900 € HT par ha
- Système d'irrigation :
    - Forage : 375 € HT par mètre linéaire
    - Raccordement électrique d'une installation de forage : 500 € HT par mètre linéaire
    - Station de pompage (installation électrique et chaudronnerie) : 10 000 € HT
    - Canalisations enterrées : 100 € HT par mètre linéaire

Ces valeurs sont annuellement indexées sur l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) à la date de signature du protocole.

9. BATIMENT AGRICOLE :

L'indemnisation de bâtiments agricoles concernés par des emprises d'un projet urbain n'est pas modélisable ; elle se fera donc à partir d'expertises spécifiques et le point 8 ne trouve pas à s'appliquer.

10. MODALITES DE GESTION TRANSITOIRE DES TERRES LIBEREES

La collectivité garantit l'occupation précaire des terrains tant que le changement de destination n'est pas effectif ; ce travail se fait en partenariat avec la CARA :

- en identifiant les attributaires selon un ordre de priorité (selon critères précisés à l'art 6.1 pour l'attribution des terres libres)
- en établissant des conventions d'occupation précaire ou des commodats pour chaque parcelle indemnisée ou compensée ce qui, corrélativement, donne droit à perception d'une redevance et indemnisation de la perte de culture en cas de non respect du préavis.

Pour la Ville de Strasbourg	Pour la Chambre d'Agriculture de région Alsace	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Roland RIES Maire	Jean Paul BASTIAN Président	Robert HERRMANN Président

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Convention avec la Chambre de métiers d'Alsace.

Dans le cadre des nouvelles orientations données à sa feuille de route stratégique Strasbourg éco 2030 (approuvée par le Conseil du 18 décembre 2015), l'Eurométropole de Strasbourg s'engage dans un partenariat avec la Chambre de métiers d'Alsace.

Au 1er janvier 2015, avec quelque 7 482 établissements artisanaux dont 6 830 entreprises implantées sur le périmètre métropolitain, l'artisanat est un acteur et un facteur de développement économique important puisqu'il représente :

- 38,7 % des entreprises du département,
- 38,6 % des actifs (36 235 actifs, avec 565 établissements de plus de 10 salariés) de l'artisanat du département,
- 7,5 % de l'emploi salarié du département,
- 787 créations-reprises d'entreprises en 2014, soit près de 50 % des immatriculations au Registre des Entreprises du département.

Le secteur de l'artisanat regroupe toute activité régulièrement immatriculée au Registre des entreprises que gère la Chambre de métiers : activité de production, de transformation, de réparation et de service, exercée à titre principal ou secondaire, sans critère de taille en vertu du droit local.

Il exprime ainsi un potentiel de création d'emplois, de valeur ajoutée et d'identité pour le territoire qu'il convient de maintenir et d'accompagner en :

- renforçant sa place et sa visibilité,
- soutenant les entreprises artisanales dans leur développement,
- et en accompagnant leur renouvellement.

En charge de la défense des intérêts généraux de l'artisanat d'Alsace (29 900 entreprises), la Chambre de métiers d'Alsace agit dans cet objectif, notamment auprès des collectivités territoriales, d'où sa collaboration avec elles afin de favoriser la vitalité, la diversité et le développement de l'artisanat local. Cette collaboration intègre également pour la Chambre de métiers d'Alsace sa mission de service public de promotion et de développement des entreprises artisanales et des métiers de l'artisanat.

Les actions communes qu'elle mène avec l'Eurométropole de Strasbourg sont nombreuses dans les domaines de la promotion de l'entrepreneuriat, de l'aménagement du territoire et de l'implantation d'entreprises.

L'Eurométropole de Strasbourg dans un contexte économique local en mutation, porte une attention particulière aux métiers de l'artisanat. Les deux parties se rapprochent aujourd'hui pour conclure une convention de partenariat afin de donner un cadre plus formel à leurs relations de travail existantes et à venir, et permettre une meilleure dynamique artisanale et une visibilité plus forte de ses entreprises et de ses filières à l'échelle métropolitaine.

Il est ainsi proposé d'engager un partenariat plus étroit sur une durée de quatre ans avec la Chambre de métiers d'Alsace sous la forme d'une convention. L'enjeu est de mieux structurer et de consolider une collaboration afin de renforcer un travail de promotion de l'artisanat.

Cette convention s'inscrit au croisement des engagements stratégiques portés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg à travers sa feuille de route Strasbourg éco 2030 qui sera annexée à la convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention de partenariat avec la Chambre de métiers d'Alsace ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer ledit document et ses annexes.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Chambre de Métiers d'Alsace

Strasbourg.eu
eurométropole

CONVENTION DE PARTENARIAT 2016-2020
« Agir et réussir pour l'artisanat métropolitain »

Entre,

L'Eurométropole de Strasbourg, créée le 1er janvier 2015, par décret ministériel, regroupe 28 communes sur 316 km² et compte 477 502 habitants. Ce territoire représente 43% de la population du Bas-Rhin. Son siège est situé à Strasbourg, 1 parc de l'étoile. L'Eurométropole de Strasbourg est représentée par son Président, Robert HERRMANN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du jeudi 24 mars 2016 et dans les objectifs de la Feuille de route Strasbourg Eco 2030,

et,

La Chambre de Métiers d'Alsace, établissement public de l'État créé par ordonnance du 6 décembre 1899 et régi par les dispositions des articles 103 et suivants du code professionnel local (loi du 26 juillet 1900), dont le siège est situé à Schiltigheim, 30 avenue de l'Europe, représentée par Bernard STALTER, agissant en qualité de Président,

Ensemble désignées « les parties ».

Préambule

L'Eurométropole a délibéré lors du Conseil du 18 décembre 2015 la Feuille de route "Strasbourg Éco 2030" qui fixe les grandes orientations des prochaines années. La Feuille de route a été élaborée en concertation avec les acteurs et notamment la Chambre de Métiers d'Alsace (CMA) qui participe au comité stratégique de la démarche. Le document, approuvé par la CMA, est joint en annexe de la convention. C'est dans ce cadre qu'une attention est portée au secteur de l'artisanat.

L'Eurométropole de Strasbourg recouvre un territoire dans lequel le tissu artisanal est particulièrement dense. En effet, au 1er janvier 2016, avec quelques 7 700 établissements artisanaux dont 7 000 entreprises implantées sur le périmètre métropolitain, l'artisanat est un acteur et un facteur de développement économique important puisqu'il représente :

- ✓ *38,1% des entreprises du département*
- ✓ *38,6 % des actifs (562 établissements de plus de 10 salariés) de l'artisanat du département*
- ✓ *7,5 % de l'emploi salarié du département*
- ✓ *918 créations-reprises d'entreprises en 2015, soit près de 43% des immatriculations au Registre des Entreprises du département.*

Le secteur de l'artisanat regroupe toute activité régulièrement immatriculée au Registre des Entreprises que gère la Chambre de Métiers d'Alsace : activité de production, de transformation, de réparation et de service, exercée à titre principal ou secondaire, sans critère de taille, en vertu du droit local.
Il exprime ainsi un potentiel de création d'emploi, de valeur ajoutée pour le territoire qu'il convient de maintenir et de développer en :

- *renforçant sa place et sa visibilité,*
- *soutenant les entreprises artisanales dans leur développement,*
- *accompagnant leur renouvellement.*

En charge de la défense des intérêts généraux de l'artisanat d'Alsace (30 300 entreprises), la Chambre de Métiers d'Alsace agit dans cet objectif, notamment auprès des collectivités territoriales. D'où sa collaboration avec elles afin de favoriser la vitalité, la diversité et le développement de l'artisanat local.

Les actions communes qu'elle mène avec l'Eurométropole de Strasbourg sont nombreuses dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'aménagement du territoire et de l'implantation d'entreprises.

« Les Parties » se rapprochent aujourd'hui pour structurer et faire évoluer leurs relations de travail, en cohérence avec les orientations stratégiques de Strasbourg Eco 2030, et afin de renforcer la dynamique artisanale, de tendre à une compétitivité et une visibilité plus fortes de ses entreprises à l'échelle métropolitaine.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la Convention

La présente convention a pour objectif de décliner sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg la politique dédiée au maintien, à l'implantation, au développement, au renouvellement et à la promotion de l'artisanat en milieu urbain et péri-urbain. A cet effet, les deux parties décident d'associer leurs compétences respectives et de mener, dans un cadre collaboratif défini, un plan d'actions en faveur de l'artisanat métropolitain.

Il s'agit, à travers ce partenariat, de soutenir et de promouvoir cette économie de proximité, véritable atout pour Strasbourg et son agglomération.

Cette Convention s'inscrit par ailleurs dans les orientations et les développements stratégiques portés par l'Eurométropole de Strasbourg en lien étroit avec la Ville de Strasbourg et les 27 communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Plusieurs champs d'intervention et plan d'actions sont ainsi précisés ci-après par « les Parties » pour agir de concert.

Article 2 - Axes de collaboration

Les thématiques inscrites dans cette convention concernent les volets et actions suivants :

Axe 1 – Renforcer la place de l'artisanat sur le territoire métropolitain

1 – Mieux connaître et observer les activités artisanales et leurs évolutions

L'artisanat, au même titre que l'industrie et le commerce, est un des secteurs économiques clés au sein de l'Eurométropole de Strasbourg. De ce fait, un suivi de son évolution et de son impact réel sur l'économie locale est nécessaire.

Un travail d'échange de données entre la Chambre de Métiers d'Alsace
et l'Eurométropole de Strasbourg est ainsi envisagé afin de mettre en place un outil de veille et d'observation annuel de l'artisanat sur le territoire. Cette action doit permettre :

- de suivre les évolutions du secteur de l'artisanat,
- d'assurer une évaluation des actions entreprises en termes de développement économique pour l'artisanat,
- de permettre et d'envisager des réponses adaptées à l'évolution de ce secteur d'activité.

Plan d'actions

- La Chambre de Métiers d'Alsace ayant en charge la gestion du Registre des Entreprises, se chargera de transmettre, a minima une fois par an, à la Direction du Développement Economique et de l'Attractivité de l'Eurométropole de Strasbourg, des données quantitatives permettant d'appréhender la réalité artisanale. Des données précises seront ainsi fournies annuellement avec le nombre d'entreprises artisanales créées, reprises, radiées par secteurs d'activités et par commune, ainsi qu'un état des demandes de locaux dont elle aura connaissance, de même que tout autre indicateur pertinent et mesurable (immatriculation des auto-entrepreneurs, nombre d'entreprises et d'établissements par secteur d'activité, entreprises en difficulté, fermetures d'entreprises, répartition des dirigeants par tranches d'âge…).

- L'Eurométropole de Strasbourg se chargera, sur les données concernant son territoire d'intervention, de synthétiser ces éléments d'un point de vue statistique. Pour des données géolocalisées, une approche cartographique pourra être envisagée.

- La réalisation annuelle d'un diagnostic du tissu artisanal sera coproduite et permettra de mieux faire ressortir les problématiques spécifiques à l'artisanat pour y apporter des réponses adaptées. Des éléments d'analyse ponctuels, en fonction des données fournies, pourront le cas échéant également être réalisés.

Ces travaux et synthèses seront partagés et intégrés dans le cadre de la stratégie de développement économique Strasbourg Eco 2030, auxquels la Chambre de Métiers d'Alsace et l'Eurométropole participent en tant que membre du comité stratégique.

2 – Dédier du foncier et de l'immobilier aux activités artisanales

- En matière de foncier d'activités, dans le cadre de ses documents de planification d'urbanisme, de ses interventions en matière de zones d'activités, de projets d'aménagements ou encore de

renouvellement urbain, l'Eurométropole de Strasbourg prendra en compte l'installation d'entreprises artisanales : programmation économique des ZA, configuration des lots, politique tarifaire différenciée selon le type d'activités (industrie, artisanat, tertiaire…).

Un point de vigilance doit être apporté également au maintien d'une offre artisanale de proximité dans les communes de l'agglomération strasbourgeoise.

- L'immobilier d'entreprises renvoie à la problématique des locaux d'activité en ville pour les artisans, à leur place dans les zones d'activités à vocation économique ainsi que dans la stratégie urbaine et foncière de la collectivité métropolitaine. Il concerne également son action d'animation des ZA et des pépinières en lien avec LOCUSEM, qui consistera notamment à recenser et répertorier les locaux artisanaux disponibles ou libérés.

Il n'est pas toujours aisé pour les artisans de trouver des locaux bien situés, facilement accessibles et qui répondent à leurs besoins ou aux conditions d'exercice de leur activité. S'ajoute à cela la question du coût de l'immobilier, du prix des pas de porte (en ville), qui doit permettre la viabilité économique des entreprises artisanales, au regard de la nature de leur activité ou de leur situation (création, jeune entreprise…).

Les TPE sont très sensibles au prix qui est un critère essentiel de leur installation.

Il importe d'agir dans ce domaine à l'égard des artisans en développement ou en création, aussi bien pour ceux avec vitrine (métiers alimentaires, de service, d'art notamment) que pour ceux sans vitrine (métiers du bâtiment, de production, entretien, dépannage et service pour l'essentiel), avec des réponses adaptées à leurs problématiques respectives. L'objectif est de pérenniser une diversité artisanale dans les centres villes, les quartiers et les zones d'activités, comme composante de la mixité urbaine.

Des réponses concrètes ont été apportées, entre autres avec l'hôtel d'entreprises artisanales Klebsau 2, dans lequel « les Parties » sont engagées ensemble à un double niveau, conformément à la convention spécifique signée entre elles, le 4 juin 2015, au moment de la livraison du bâtiment :

- au plan financier pour une partie de l'investissement du second œuvre,
- au plan technique pour l'orientation et la sélection des entreprises.

Les dispositifs et outils publics de cette nature (pépinières de type Klebsau 2 ou Hautepierre) visant à renforcer le soutien de la collectivité au monde de l'artisanat seront amplifiés à l'avenir.

Il est convenu qu'entre la Direction de développement économique et Habitation Moderne (qui gère le patrimoine de l'immobilier commercial et artisanal de la Ville de Strasbourg) une consultation systématique soit opérée en cas de vacances de locaux commerciaux et artisanaux.

Dans le cadre des rapports qu'entretient la collectivité avec les promoteurs et opérateurs commerciaux privés, à chaque fois que possible, la collectivité - dans le cadre de son périmètre d'intervention - mettra tout en œuvre pour faciliter l'accès et la présence d'artisans dans les galeries commerciales. Une attention particulière sera également portée en ce qui concerne les demandes de déspécialisations de baux commerciaux pour des immeubles propriétés de la Ville de Strasbourg.

Plan d'actions

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à introduire des réflexions dans le développement des zones d'activité, et ce en amont avec la Chambre de Métiers d'Alsace de manière à envisager une adéquation de l'offre avec les besoins des artisans.

- Deux référents seront ainsi désignés par la Chambre de Métiers d'Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg sur la question des locaux d'activité artisanale.
- La Chambre de Métiers d'Alsace sera consultée en amont des projets d'aménagement et de l'élaboration des documents réglementaires (PLU et SCOT) en tant que personne publique associée (PPA), afin d'ajuster au mieux les besoins à la demande réelle des artisans. Par ailleurs, elle s'engage de son côté, à déceler les projets immobiliers auprès des artisans installés, ou en voie de l'être, sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et à l'en informer.
- La Chambre de Métiers d'Alsace accompagnera l'implantation des entreprises artisanales, en collaboration avec l'Eurométropole de Strasbourg. La Chambre de Métiers d'Alsace informera les artisans des locaux d'activités proposés par l'Eurométropole de Strasbourg et/ou par Locusem à travers son site internet et sa newsletter Info Artisan Alsace.
- La Chambre de Métiers d'Alsace s'engage par ailleurs à détecter les besoins immobiliers auprès des créateurs et repreneurs d'entreprise qui suivent les stages préalables à l'installation qu'elle organise, le Stage de Préparation à l'Installation (33h) ou le Stage Installation de Qualité (105h).
- Les réflexions mutuelles de Eurométropole de Strasbourg et de la Chambre de Métiers d'Alsace devront contribuer à identifier et mettre en œuvre des outils d'intervention publique susceptibles de faciliter des implantations artisanales de façon individuelle ou collective, répondant aux objectifs et aux besoins économiques identifiés dans la Feuille de route Strasbourg Eco 2030.

Axe 2 – Assurer le renouvellement des entreprises artisanales de l'Eurométropole

1 – Encourager et accompagner la création-reprise d'entreprises artisanales

Accentuer la dynamique entrepreneuriale dans son territoire constitue l'une des orientations stratégiques de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment en ce qui concerne l'artisanat traditionnel et son potentiel de croissance. Le secteur des métiers reste, en effet, celui où le volume de création-reprise est le plus important. Stimuler des installations artisanales de qualité, susciter des vocations entrepreneuriales, favoriser la reprise d'entreprise ou encore faire grandir les micro-entreprises et les TPE, notamment, sont autant d'objectifs partagés par les parties.

Plan d'actions

- L'Eurométropole de Strasbourg gère une enveloppe déléguée par la Conseil régional du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). Cette enveloppe pourra intervenir en faveur des entreprises artisanales sur la base de son programme 2014-2020 et sur les critères d'éligibilité. En particulier, pour financer des actions d'aménagement ou de construction d'entreprises artisanales situées dans les quartiers prioritaires de la Ville, et sous réserve d'éligibilité au programme.
- Les parties travailleront à la promotion de l'esprit d'entreprendre, en particulier par la reprise d'entreprise artisanale. Dans ce cadre, elles réfléchiront à un programme de sensibilisation des

étudiants strasbourgeois à l'entrepreneuriat, en particulier artisanal, dans le cadre du Salon Créer sa Boîte, en lien avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, et de l'animation du réseau des opérateurs de la création et reprise d'entreprises

- En accord avec celui-ci, elles mèneront toute action susceptible d'améliorer encore l'accompagnement des porteurs de projet et des jeunes entreprises, de même que leur accès au financement.

2 – Accompagner la transmission d'entreprises artisanales

21 % des chefs d'entreprises artisanales de l'agglomération strasbourgeoise prendront leur retraite dans les 10 ans à venir. La cession d'une entreprise apparaît pour beaucoup d'entre eux comme une étape difficile à franchir et donc à anticiper. Or, plus une transmission est préparée tôt et plus elle a des chances de succès.

Parallèlement, de plus en plus de porteurs de projet avec des profils très différents sont tentés par la reprise d'une entreprise. De fait, il conviendrait de mener une réflexion sur la reconversion du public adulte dans l'artisanat en collaboration étroite avec l'Université Régionale des Métiers de l'Artisanat, la Maison de l'Emploi et l'Université de Strasbourg sur les moyens de qualifier des personnes non issues des rangs de l'artisanat.

Plan d'actions

- La Chambre de Métiers d'Alsace identifiera, en lien avec l'Eurométropole de Strasbourg, les entreprises dont les dirigeants ont plus de 55 ans sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, en particulier pour les secteurs d'activités et entreprises artisanales les plus concernés par le maintien d'emplois et/ou de savoir-faire rare. Elle accompagnera les entreprises dans leur stratégie de cession et fera un retour à l'Eurométropole de Strasbourg des entreprises identifiées.

- L'Eurométropole de Strasbourg contribuera à la sensibilisation et à la promotion des réussites dans ses dispositifs et ses outils de communication.

Axe 3 –Favoriser le développement de l'artisanat métropolitain

1 - Soutenir l'adaptation et le développement des entreprises artisanales

Dans le contexte économique toujours difficile et face aux mutations importantes qui impactent les entreprises artisanales, il est plus que jamais nécessaire de les aider à s'adapter et à se développer, notamment en :

- facilitant leur accès à la commande publique,
- accompagnant leur démarche d'innovation, leur transition numérique et écologique aujourd'hui déterminantes pour leur avenir,
- répondant à leurs besoins de personnel qualifié,
- renforçant leur rôle dans le développement de l'économie productive et la transition énergétique du territoire métropolitain.

La commande publique, les projets d'aménagement, de rénovation énergétique et d'urbanisme de la métropole représentent ainsi une opportunité d'affaire pour de nombreux corps de métiers artisanaux mais il importe de leur en simplifier l'accès, de les inciter et de les aider à se positionner sur ces marchés.

Comme il est nécessaire d'encourager les entreprises artisanales à innover, de les accompagner à intégrer le numérique dans leur fonctionnement quotidien et leurs usages, car c'est de leur capacité à proposer de nouveaux produits ou services, à réussir leur transition numérique tout en prenant en compte la contrainte environnementale que dépend bien souvent leur pérennité.

Agir en faveur de l'artisanat métropolitain renvoie aussi à la problématique du renouvellement des compétences et du développement des qualifications, car le besoin de personnel qualifié reste important dans le secteur des métiers. Enfin, le développement des entreprises artisanales peut aussi résulter de filières, de secteurs d'activités ou de métiers, identifiés comme nécessitant un accompagnement particulier. Les entreprises artisanales de sous-traitance industrielle en donnent une illustration tant elles sont essentielles pour des filières dominantes de l'Eurométropole. On dénombre à l'échelle métropolitaine plus de 160 artisans ayant une activité de sous-traitance, souvent de spécialité, dans des secteurs d'activité tels que la métallurgie, le travail des métaux, la fabrication d'équipements mécaniques ou encore l'électronique.

« Les Parties » conduiront une réflexion sur ces sujets et prendront des initiatives pertinentes pour la croissance et la performance des entreprises artisanales, le soutien à leurs projets de développement, et encourageront la mise en œuvre de démarches innovantes ou structurantes

Plan d'actions

Chacune des parties désignera un agent référent sur la question de la commande publique afin :

- d'animer des groupes de travail thématiques (politique d'allotissement et délais de paiement adaptés, introduction de clauses environnementales et d'insertion le cas échéant, rapprochement entre la collectivité et les sous-traitants, souvent éloignés des pratiques administratives, etc.),
- d'apporter une lisibilité aux entreprises artisanales locales tout en veillant à leur garantir le respect des délais réglementaires de paiements dans le souci de leur trésorerie, notamment dans le cadre de la dématérialisation des marchés et des factures,
- d'organiser des rencontres entre donneurs d'ordre publics et entreprises, et une sensibilisation des professionnels à la commande publique, dans le cadre notamment du Réseau Commande Publique et en collaboration avec les organisations professionnelles,
- de relayer les informations qui lui seront transmises par l'Eurométropole dans ce domaine.

Les parties élaboreront une stratégie d'accompagnement adaptée aux enjeux de l'innovation, du numérique et du développement durable pour les artisans. Sur la question environnementale et la politique métropolitaine qui lui est dédiée, il conviendra de réfléchir à la manière dont l'artisanat pourrait mieux s'y inscrire, en tant que consommateur mais également producteur de solutions énergétiques éco responsables.

Par ailleurs, la Chambre de Métiers d'Alsace fera la promotion auprès de ses ressortissants de l'Eurométropole de Strasbourg :

- du projet LUMIEAU ou lutte contre les micropolluants dans les eaux urbaines à Strasbourg. L'objectif de ce projet est de réduire les flux de pollution entrant dans les réseaux d'assainissement afin de préserver la ressource en eau. La Collectivité a décidé d'un plan d'action, en s'appuyant sur les données de l'étude sur les rejets artisanaux menée par le Centre

National d'Innovation pour le Développement durable et l'Environnement dans les Petites entreprises (CNIDEP), un partenaire du projet LUMIEAU. Parmi les 10 métiers étudiés, la Collectivité va collaborer, dans un premier temps, avec 2 métiers. Il s'agit notamment des garagistes : mécaniques et carrosseries et des peintres en bâtiment.

- de la redevance spéciale. Par délibération du 27 janvier 2012, la Communauté urbaine de Strasbourg a décidé, à compter de l'année 2013, de mettre en place la redevance spéciale déchets, nouveau mode de financement pour l'élimination des déchets issus d'activités professionnelles publiques ou privées, avec un montant facturé qui sera basé sur le volume de déchets réellement produit par les professionnels.

Les parties étudieront avec la Maison de l'emploi qui coordonne l'ensemble des dispositifs publics en matière d'emploi, une Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), ceci afin d'anticiper les profils futurs des actifs de l'artisanat.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre de Métiers d'Alsace orienteront également leur collaboration sur les entreprises artisanales qui prennent une part active à la dynamique de filières porteuses de développement, à l'exemple des artisans de sous-traitance industrielle, en intégrant leurs spécificités. Leur maintien et leur développement sont indispensables aux politiques sectorielles considérées comme stratégiques pour la collectivité eurométropolitaine (axées notamment sur les entreprises productives, de croissance, etc.).

2 - Promouvoir l'excellence artisanale et les métiers de l'artisanat

L'artisanat participe à l'attractivité et au rayonnement de la métropole strasbourgeoise, qu'il soit de proximité, créateur d'emploi, représentatif des savoir-faire rares ou à forte valeur ajoutée, en lien notamment avec les grands comptes et la filière d'activités créatives.
L'Eurométropole de Strasbourg favorise tout un environnement propice à la création d'entreprises au moyen de pépinières et d'hôtels d'entreprises mais aussi d'outils spécifiques, comme les espaces de co-working.

Croiser les talents et innover, c'est en quelque sorte une marque de fabrique strasbourgeoise et c'est à quoi s'emploient le Shadok et La Fabrique, des lieux d'expérimentation dotés notamment d'une imprimante 3D ouvert à l'international, situés à la confluence du numérique, de la culture et du développement, où peuvent se rencontrer artistes, artisans entrepreneurs, étudiants et habitants.

« Les parties » conviennent d'agir ensemble pour une plus grande valorisation et une visibilité des entreprises qui le composent, en particulier des « pépites d'excellence » au savoir-faire ou à la renommée rare.

Plan d'actions

- L'Eurométropole de Strasbourg soutiendra techniquement et/ou financièrement les actions de promotion des métiers et produits artisanaux du périmètre concerné réalisées par la Chambre de Métiers d'Alsace. « Les parties » conviennent d'étudier la co-organisation d'actions événementielles.

- La Chambre de Métiers d'Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg en étroite collaboration avec la Ville de Strasbourg collaboreront, dans le cadre d'une promotion économique, pour une meilleure lisibilité de l'artisanat alsacien et strasbourgeois au sein du Marché de Noël de Strasbourg. Un travail d'implantation est mené en ce sens depuis 3 ans. La Chambre de Métiers d'Alsace s'engage à faire la promotion du Marché de noël auprès de ses ressortissants.

- L'Eurométropole de Strasbourg donnera de la visibilité à l'artisanat au sein du dispositif Tango&Scan en créant un prix de la Chambre de Métiers d'Alsace afin de favoriser l'innovation et la transition numérique des entreprises artisanales. Des actions en commun ou des échanges et des diffusions d'informations pourront également être étudiés, ceci afin de favoriser le développement de filières par l'innovation.

- Dans le cadre réglementaire, l'Eurométropole de Strasbourg étudiera les moyens de valoriser les projets à caractère innovants et « pilotes » (trophées à décerner, accès au domaine public pour des phases de tests etc…).

Dans le cadre de la stratégie d'attractivité de l'Eurométropole de Strasbourg et de ses visites presse ou de personnalités, de cérémonies, l'artisanat du territoire sera, autant que faire se peut, sollicité, mis en valeur ou promu, localement ou à l'international, tout particulièrement pour les « pépites d'excellence ».

Axe 4 – Elaborer et mettre en œuvre une stratégie concertée d'animation des ZA artisanales

Pour rappel, par animation des ZA, il est entendu un rôle d'interface collectivité-consulaires-entreprises dans un objectif d'accompagnement des entreprises et d'amélioration de leurs conditions d'implantation et de développement. Les enjeux sont les suivants :

- dynamiser l'animation des ZA ;
- consolider leurs offres de services ;
- renforcer leur attractivité : Plan de Déplacement Inter Entreprises (PDIE), signalétique, généralisation du Très Haut Débit (THD), gestion sur le court, moyen, long terme de projets structurants comme l'écologie industrielle par exemple, gestion des emplois et des compétences… ;
- mise en place d'une politique globale à l'échelle du territoire.

L'efficacité d'une démarche d'animation dépend largement de la qualité des échanges entre les acteurs concernés. Aussi, il est aujourd'hui acquis que l'ensemble des acteurs (entreprises, collectivités locales, chambres consulaires, à minima) doivent être associés aux démarches d'animations de manière structurée. C'est la raison pour laquelle il convient de coordonner l'action d'animation de l'Eurométropole avec celle des communes et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin, de la Chambre de Métiers d'Alsace et des associations d'entreprises dans le cadre d'une charte partenariale qui prévoirait un plan d'actions, une répartition des rôles entre les différents acteurs, des outils et un mode de gouvernance.

Plan d'actions :

- Identifier les zones d'activités à vocation artisanale ;
- Mise en œuvre d'outils d'aide aux entreprises de l'Eurométropole en vue de l'optimisation de leur accès internet.

Article 3 – Suivi de la convention et valorisation du partenariat

L'application de cette convention fera l'objet d'une réunion annuelle entre les signataires de bilan et de préparation du plan d'actions annuel ainsi que de réunions semestrielles de suivi de la part de représentants politiques et techniques.

Un Comité de liaison avec la Chambre de Métiers d'Alsace sera mis en place afin de renforcer les bonnes pratiques/procédures entre les deux institutions autour notamment de l'identification des porteurs de projets.

Il est convenu que toute communication ou exploitation des éléments et informations relatifs aux actions menées dans le cadre de ce partenariat, ainsi que toute publication devront citer nommément les partenaires après validation de leur part, et ce de façon équilibrée et quelle que soit la forme (papier, brochure, réseaux sociaux).

La Chambre de Métiers d'Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent :

- à mobiliser les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre des plans d'actions et à la réussite de ce partenariat,
- à faire référence à ce partenariat dans les diverses opérations de communication et de promotion qu'ils réalisent dans le cadre de cette convention,
- à apposer leurs logos ou à faire mention de leur contribution sur tous les supports de communication ou dans le cadre des plans médias prévus pour les actions inscrites dans ce partenariat.

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve la possibilité de convier aux groupes de travail constitués d'autres organismes professionnels ou partenaires institutionnels en fonction des thématiques qui pourraient être abordées.

Article 4 - Communication et promotion de l'artisanat

L'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre de Métiers d'Alsace s'accorderont sur une mise en valeur de leurs partenariats lors d'actions de communication et de promotion (salons, séminaires, workshop, communications écrites, sites web, réseaux sociaux…).

La Chambre de Métiers d'Alsace est partenaire de la marque économique "*Strasbourg the europtimist*" co-animée par la Collectivité et ses partenaires. Elle est membre du Comité Web, mis en place par la Direction du développement économique et de l'attractivité, qui fédère les acteurs du développement économique du territoire. L'Eurométropole de Strasbourg et la Chambre de Métiers d'Alsace s'accorderont dans ce cadre sur son usage pour valoriser l'artisanat de l'agglomération.

L'artisanat, régulièrement valorisé dans les éditions de Strasbourg Mag et Eurométropole Mag (par des reportages ou portraits), pourra faire l'objet d'une information complémentaire via la Chambre de Métiers d'Alsace, qu'il s'agisse d'artisans locaux à valoriser, d'une action dédiée au secteur des métiers etc. L'artisanat de l'Eurométropole et les actions qui lui sont proposées par les parties pourront également faire l'objet d'un dossier spécial dans la Gazette des Métiers.

Article 5 – Durée, reconduction et renonciation

Les partenaires s'engagent à faire vivre ce cadre collaboratif dans la durée. A cet effet, la présente convention est conclue pour une durée de 4 ans.

Les actions menées dans le cadre de cette Convention feront l'objet d'un bilan annuel.
Ce partenariat est évolutif et sera adapté en fonction des besoins des deux parties, des mutations économiques et des travaux conjoints dans le cadre de la gouvernance de la Feuille de route

Strasbourg Eco 2030. Une évolution conséquente conduira les parties à amender la présente par voie de convention sous la forme d'un avenant soumis à l'approbation des Présidents. Avenant qui sera expressément validé par les parties. Cet avenant sera ensuite annexé à la présente.

Cette convention de partenariat peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties.

Article 6 – Responsabilités et assurances

Chaque partie à la présente déclare être assurée, pour des montants suffisants, contre les risques relevant de sa responsabilité civile, professionnelle et contractuelle, dans le cadre de l'exécution de la présente convention.



Fait en cinq exemplaires à Schiltigheim,

Pour la Chambre de Métiers d'Alsace,
Bernard STALTER, le Président

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Robert HERRMANN, le Président

29

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Conventions d'objectifs et financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Association pour l'étude et la Surveillance de la Pollution atmosphérique en Alsace (ASPA).

L'ASPA est un organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air au titre du Code de l'environnement (livre II, titre II) codifié aux articles L 221-1, L 221-2, L 221-3, L 221-4 et L 221-5 dudit Code.

Elle assure pour l'ensemble de l'Alsace la surveillance au quotidien des niveaux de pollution de l'air grâce à un réseau de capteurs, en diffuse l'information en permanence et assure également une mission d'alerte des autorités et du public notamment en cas de pic d'ozone ou d'autres polluants.

L'ASPA établit un Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) qui a été approuvé pour 5 ans par son Conseil d'administration réuni le 9 décembre 2010, pour la période s'étendant de 2011 à 2015. Ce programme d'orientation a également été approuvé par le ministère chargé de l'écologie et du développement durable.

En application de la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, l'ASPA va fusionner avec les associations ATMO Champagne-Ardenne et AIR Lorraine, à l'horizon du 1er janvier 2017. La période d'application du PRSQA actuel a donc été étendue à l'année 2016, dans l'attente du nouveau plan quinquennal qui portera sur la nouvelle grande région.

Le PRSQA de l'ASPA comprend 4 axes de travail intégrés dans le concept de « maison de l'atmosphère » :

- Axe 1 : observation AIR-CLIMAT-ENERGIE
- Axe 2 : aide à la décision auprès des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités en Alsace et de toutes les parties prenantes aux enjeux de l'atmosphère
- Axe 3 : communication, information, sensibilisation
- Axe 4 : amélioration des connaissances

Le financement de l'ASPA est assuré à plus de 80 % par :

- l'octroi de subventions de fonctionnement général pour l'Etat (collège 1) et pour les collectivités territoriales (collège 2) ;

- des cotisations et dons libératoires de Taxes Générales sur les Activités Polluantes pour les représentants des activités économiques (collège 3) ;
- à noter que les associations et les personnalités qualifiées (collège 4) ne participent pas financièrement mais votent à parité avec les trois collèges financeurs.

Par ailleurs, pour les membres de l'ASPA, il est possible de subventionner des **programmes particuliers d'exploitation de données ou d'amélioration de connaissances** proposés par l'ASPA dans son programme annuel d'activité.

Convention d'objectifs 2016-2017

Considérant que les actions de l'association poursuivent un but d'intérêt général, qu'elles revêtent un intérêt public local au bénéfice des habitants de l'Eurométropole et que ces actions sont compatibles avec sa compétence en matière de protection de l'environnement prévue par les dispositions de l'article L5215-20 du Code général des collectivités territoriales, l'Eurométropole de Strasbourg confirme son souhait de poursuivre sa contribution à l'association engagée dès 1976 lorsque le conseil de communauté du 25 novembre a approuvé l'adhésion de la communauté urbaine de Strasbourg.

Par ailleurs, l'agglomération, devenue au 1er janvier 2015 « l'Eurométropole de Strasbourg », voit sa compétence renforcée sur le thème de l'air notamment la lutte contre la pollution de l'air.

Dans ce contexte, la présente convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association ASPA a pour objectif de consolider et inscrire cette collaboration dans une convention d'objectifs 2016-2017 en rapport avec le territoire et les compétences de l'Eurométropole.

Ainsi, l'Eurométropole contribue au financement de l'association :

- par une subvention de fonctionnement permettant la mise en œuvre du PRSQA.

- par une subvention aux investissements d'équipement de l'association qui vise en particulier le renouvellement du matériel de mesure de polluants d'âge moyen supérieur à 15 ans, le renouvellement d'équipements connexes comme des cabines de mesures âgées de plus de 23 ans, le renouvellement d'équipements et matériels informatiques et l'acquisition d'équipements informatiques et de logiciels spécifiques.

- par une subvention de projet pour accompagner techniquement et scientifiquement l'Eurométropole dans les projets **Eurostr'Air** et **Strasbourg Ville Respirable** pour lesquels l'Eurométropole de Strasbourg est lauréate d'appels à projets nationaux organisés respectivement par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et le ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie (MEDDE).

Le projet Eurostr'Air (Programme innovant d'orientations territoriales pour l'air de l'Eurométropole Strasbourg) dans lequel l'ASPA est le partenaire de l'Eurométropole,

a pour objectif, au-delà de la réglementation relative à la surveillance et à la gestion de la qualité de l'air, d'initier une série d'actions permettant de renforcer l'intégration des enjeux de l'air dans l'ensemble des choix portés par la collectivité mais également par les citoyens et parties prenantes pour améliorer la qualité de l'air sur le territoire :

- en impliquant de manière transversale tous les services de la collectivité permettant de lier l'ensemble des compétences avec la qualité de l'air du territoire ;
- en renforçant l'observatoire de l'air sur la zone des Deux-Rives, prioritaire pour le développement urbain des prochaines années mais également laboratoire privilégié d'orientations visant à limiter l'exposition des populations aux polluants ;
- enfin, en intensifiant très largement les relations entre les habitants et partenaires de l'Eurométropole et la collectivité, à travers la mise en œuvre d'une série de rencontres permettant un partage d'informations et de perceptions concernant la qualité de l'air et la contribution possible de chacun à son amélioration.

Le budget du projet s'élève à 115 582 € pour lequel l'ADEME a accordé une aide à l'Eurométropole de 67 029 €. Le déroulement du projet s'opère sur 2016 / 2017.

L'ASPA est également appelée à contribuer aux actions relatives au programme Strasbourg Ville Respirable notamment sur les enjeux :

- Communication et éducation à l'environnement
- Préfiguration de la zone de circulation restreinte
- Gestion dynamique des flux de véhicules en fonction de la qualité de l'air
- Soutien à la démarche « agro-écologie » : animation territoriale
- Accélération du renouvellement de vieux appareils de chauffage
- Carte stratégique de la qualité de l'air
- Réalisation d'une OAP « air-climat-énergie » du PLUm

La contribution de l'ASPA est essentiellement ciblée sur l'exercice 2017 et sera détaillée dans une convention thématique complémentaire.

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs sera mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention. Lors du Comité de suivi, les partenaires passeront en revue les projets. Les indicateurs définis avec l'ASPA et qui seront suivis dans le cadre de la convention d'objectifs sont disponibles en annexe de la dite convention.

La convention d'objectifs et la convention financière 2016 décrivant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole sont disponibles en annexes à la présente délibération.

Convention financière pour l'exercice 2016

Le budget de l'association pour 2016 s'élève à :

- 3 185 213 € en fonctionnement,

- 443 880 € en investissement.

Pour 2016, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg pour la mise en œuvre du programme régional de surveillance de la qualité de l'air, pour la participation aux investissements d'équipement et pour la contribution au projet Eurostr'Air, s'élève au total à la somme de 202 714 € :

- 150 000 € : contribution au fonctionnement (Imputations EN02B – 8039 – 6574 – 70) ;
- 14 248 € : contribution aux investissements d'équipement (Imputations EN02 – 7024 – 20421 – 70) ;
- 38 466 € : contribution au projet Eurostr'Air (Imputations EN02B – 8039 – 6574 – 70).

En 2015, les subventions versées à l'Eurométropole étaient de 148 572 € pour le fonctionnement et 14 813 € pour les investissements d'équipement.

La subvention de projet Eurostr'Air versée à l'ASPA permet de financer la mise en œuvre d'analyses, la mobilisation de matériels et d'unités d'œuvre nécessaires au projet. Une subvention complémentaire de 28 563 € sera demandée par l'ASPA pour l'exercice 2017. Pour ce sujet, une recette de l'ADEME de 67 025 € a été octroyée à l'Eurométropole sur les exercices 2016 et 2017.

Dans le cadre de la déclinaison des objectifs du projet Eurostr'Air et pour des obligations d'ordre technique et climatique, des dépenses de fourniture de matériels et d'analyses d'un montant maximum de 2 300 € ont été effectuées par l'association entre le 1er janvier 2016 et la signature de la présente convention financière. Ces dépenses par anticipation, comprises dans le montant de la subvention de projet (38 466 €), seront prises en charge par l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention d'objectifs 2016-2017 entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association pour l'étude et la surveillance de la pollution atmosphérique en Alsace (ASPA) ;*

- *la convention financière 2016 entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ASPA ;*

- *l'allocation en 2016 d'une subvention de fonctionnement de 150 000 € conforme aux objectifs de la collectivité ;*

- *l'allocation en 2016 d'une subvention d'investissement de 14 248 € nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association ;*

- *l'allocation en 2016 d'une subvention de projet de 38 466 € pour sa contribution aux côtés de l'Eurométropole au projet Eurostr'Air ;*

- *le principe d'une allocation en 2017 d'une subvention de projet de 30 000 € pour la contribution de l'ASPA au programme Strasbourg Ville Respirable ;*

décide

- *l'imputation des dépenses de fonctionnement pour 2016 de 150 000 € sur les crédits ouverts sur la ligne EN02B – Programme 8039 – Nature 6574 - Fonction 70, dédié aux subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé », et de 152 970 € pour 2017 sur un crédit à prévoir sur cette même ligne, et sous réserve de leur vote, au budget 2017 ;*

- *l'imputation des dépenses d'investissement pour 2016 de 14 248 € sur les crédits ouverts sur la ligne EN02 – Programme 7024 – Nature 20421 – Fonction 70 dédié aux équipements techniques de l'ASPA, et de 14 670 € pour 2017 sur un crédit à prévoir sur cette même ligne, et sous réserve de leur vote, au budget 2017 ;*

- *l'imputation des dépenses consécutives à la contribution de l'association au projet Eurostr'Air pour un montant de 38 466 € en 2016 sur la ligne EN02B – Programme 8039 – Nature 6574 - Fonction 70, dédié aux subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé », et de 28 563 € pour 2017 sur un crédit à prévoir sur cette même ligne, et sous réserve de leur vote, au budget 2017 ;*

- *l'imputation d'une recette en 2016 et 2017 de l'ADEME pour le projet Eurostr'Air pour un montant de 67 025 € sur la ligne en02B - nature 74788 - fonction 70 ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer la convention d'objectifs, la convention financière 2016 et la décision d'attribution y afférentes, ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs dans le respect des enveloppes précitées ;

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2016-2017

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN, et

- l'association pour la Surveillance et l'étude de la Pollution atmosphérique en Alsace, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Schiltigheim sous le numéro 1300 Volume XXV, et dont le siège est 5 rue de Madrid 67300 Schiltigheim, représentée par son-sa Président-e-en exercice, Monsieur Rémi BERTRAND

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 mars 2016.

Préambule

L'ASPA est un organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air au titre du Code de l'environnement (livre II, titre II) codifié aux articles L 221-1, L 221-2, L 221-3, L 221-4 et L 221-5 dudit Code.

Son programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) a été approuvé pour 5 ans par son Conseil d'administration réuni le 9 décembre 2010, pour la période s'étendant de 2011 à 2015. Ce programme d'orientation a également été approuvé par le ministère chargé de l'écologie et du développement durable.

Dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale de la République, l'ASPA va fusionner avec les associations ATMO Champagne-Ardenne et AIR Lorraine, à l'horizon du 1er janvier 2017. La période d'application du PRSQA actuel a donc été étendue à l'année 2016, dans l'attente du nouveau plan quinquennal qui portera sur la nouvelle région.

Le PRSQA de l'ASPA comprend 4 axes de travail intégré dans le concept de « maison de l'atmosphère » :

- Axe 1 : observation AIR-CLIMAT-ENERGIE
- Axe 2 : aide à la décision auprès des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités en Alsace et de toutes les parties prenantes aux enjeux de l'atmosphère
- Axe 3 : communication, information, sensibilisation
- Axe 4 : amélioration des connaissances

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Communauté urbaine
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 88 60 90 90
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Le financement de l'ASPA est assuré à plus de 80% par :

- l'octroi de subventions de fonctionnement général pour l'Etat (collège 1) et pour les collectivités territoriales (collège 2) ;
- des cotisations et dons libératoires de Taxes Générales sur les Activités Polluantes pour les représentants des activités économiques (collège 3) ;
- à noter que les associations et les personnalités qualifiées (collège 4) ne participent pas financièrement mais votent à parité avec les trois collèges financeurs.

Par ailleurs, pour les membres de l'ASPA, il est possible de subventionner des programmes particuliers d'exploitation de données ou d'amélioration de connaissances proposés par l'ASPA dans son programme annuel d'activité.

L'ASPA peut également, dans le cadre de ses compétences et intérêts, dans d'autres régions françaises ou étrangères, réaliser elle-même ou en s'associant avec d'autres organismes des mesures, des études ou des actions relatives à l'altération de l'atmosphère.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association ASPA définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de deux ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole d'un exemplaire signé par le-la- Président-e de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de la qualité de l'Air

Considérant que les actions de l'association poursuivent un but d'intérêt général, et revêtent un intérêt public local au bénéfice des habitants de l'Eurométropole et que ces actions sont compatibles avec sa compétence en matière de protection de l'environnement prévue par les dispositions de l'article L5215-20 du Code général des collectivités territoriales, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite contribuer au fonctionnement et établir un partenariat

avec l'ASPA sur des programmes proposés par l'ASPA en rapport avec le territoire et les compétences de l'Eurométropole.

Article 4 : le projet associatif

Les missions principales de l'Association s'inscrivent dans le cadre statutaire suivant :

Dans le cadre général de la mission collégiale d'évaluation transversale de la qualité de l'atmosphère :

- évaluer la qualité de l'atmosphère au regard de substances pouvant entraîner des effets nocifs sur la santé et l'environnement ; cette évaluation porte sur la connaissance (rôle d'observatoire) : émissions polluantes dont les gaz à effet de serre , déterminants de l'énergie directement ou indirectement associés, concentrations d'indicateurs de pollution atmosphérique dans l'air ambiant ou dans les espaces clos, niveaux d'exposition des populations à la pollution atmosphérique, déterminants et impacts de la pollution de l'atmosphère en lien avec les structures compétentes concernées,

- informer en continu la population et les membres sur les niveaux de concentration des polluants atmosphériques et sur les déterminants et risques associés (rôle de diffusion et de sensibilisation) ;

- apporter des outils et une expertise relative à l'atmosphère (air et climat) permettant d'accompagner les démarches de gestion de l'atmosphère (rôle d'aide à la décision) ;

- contribuer aux études et recherches sur les déterminants et impacts de la pollution de l'atmosphère en Alsace (rôle d'amélioration de la connaissance).

- L'ASPA peut également dans le cadre de sa compétence et de ses intérêts, à l'extérieur de l'Alsace, dans les autres régions françaises ou étrangères, réaliser elle-même ou en s'associant avec d'autres organismes, des mesures, des études ou des actions relatives à l'altération de l'atmosphère.

Dans le cadre des missions confiées par l'Etat en application des dispositions du code de l'Environnement :

- Assurer la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et l'environnement selon les modalités prévues par le code de l'Environnement ;

- Informer le public selon les modalités prévues par le code de l'Environnement et par les arrêtés préfectoraux en vigueur concernant les situations de dépassement de seuils d'information ou d'alerte ;

- Contribuer à accompagner la surveillance obligatoire de la qualité de l'air intérieur prévue par le code de l'Environnement;

- Participer aux côtés des services déconcentrés de l'Etat et des collectivités territoriales à l'élaboration des schémas et plans de gestion de l'atmosphère définis par le code de l'environnement et contribuer à accompagner les bilans en gaz à effet de serre et énergie définis par le code de l'Environnement.

Article 5 : les objectifs partagés

La présente convention est conclue à titre *intuitu personae*. Aucune substitution n'est possible dans l'exercice des droits et obligations résultant de ces stipulations.

L'ASPA prend l'engagement de mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires pour atteindre ses objectifs, dans la conformité de l'objet social de l'ASPA.

Le soutien financier accordé par l'Eurométropole vise à soutenir la réalisation des actions définies dans la présente convention, sans porter préjudice à l'indépendance et l'autonomie tant décisionnelle que financière de l'ASPA.

➢ Objectifs généraux :

L'Eurométropole accepte d'apporter son soutien aux activités développées par l'ASPA selon les 4 axes du Plan régional de surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA). Les actions prévues dans ce cadre sont annuellement présentées au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale de l'ASPA.

➢ Objectifs opérationnels :

L'Eurométropole s'engage à contribuer à soutenir des actions spécifiques d'amélioration des connaissances mises en œuvre par l'ASPA sur le territoire de l'Eurométropole et qui pourront alimenter les démarches *Eurostr'Air* et *Strasbourg Ville Respirable* mises en œuvre par l'Eurométropole avec le soutien financier et technique respectivement de l'ADEME et du ministère chargé de l'écologie, du développement durable et de l'Energie.

Le projet ***Eurostr'Air*** (Programme innovant d'orientations territoriales pour l'air de l'Eurométropole Strasbourg) pour lequel l'ASPA est le partenaire de l'Eurométropole a pour objectif, au-delà de la réglementation relative à la surveillance et à la gestion de la qualité de l'air, d'initier une série d'actions permettant de renforcer l'intégration des enjeux de l'air dans l'ensemble des choix portés par la collectivité mais également par les citoyens et parties prenantes pour améliorer la qualité de l'air sur le territoire :

- en impliquant de manière transversale tous les services de la collectivité permettant de lier l'ensemble des compétences avec la qualité de l'air du territoire ;
- en renforçant l'observatoire de l'air sur la zone des Deux-Rives, prioritaire pour le développement urbain des prochaines années mais également laboratoire privilégié d'orientations visant à limiter l'exposition des populations aux polluants ;
- enfin en intensifiant très largement les relations entre les habitants et partenaires de l'Eurométropole et la collectivité, à travers la mise en œuvre d'une série de rencontres permettant un partage d'informations et de perceptions concernant la qualité de l'air et la contribution possible de chacun à son amélioration.

Le déroulement du projet s'opère sur 2016 / 2017 selon le planning disponible en annexe 01.

L'ASPA est également appelé à contribuer aux actions relatives au programme ***Strasbourg Ville Respirable*** notamment sur les enjeux :

- Communication et éducation à l'environnement
- Préfiguration de la zone de circulation restreinte
- Gestion dynamique des flux de véhicules en fonction de la qualité de l'air
- Soutien à la démarche « agro-écologie » : animation territoriale
- Accélérer le renouvellement de vieux appareils de chauffage
- Carte stratégique de la qualité de l'air
- Réaliser une OAP « air-climat-énergie » du PLUm

L'ASPA s'engage à produire chaque année toutes informations permettant d'apprécier, pour l'exercice en cours, l'exécution de son budget et l'évolution de sa trésorerie ainsi qu'un budget prévisionnel pour l'exercice à venir.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Pour l'exercice 2016, la participation de l'Eurométropole est fixée à :

- 150 000 euros nets de taxes pour le budget de fonctionnement général
- 14 248 euros nets de taxes pour le budget d'investissement
- 38 466 euros nets de taxes pour le projet *Eurostr'Air*

Pour l'exercice 2017, la participation prévisionnelle de l'Eurométropole est fixée à :

- 152 970 euros nets de taxes pour le budget de fonctionnement général
- 14 670 euros nets de taxes pour le budget d'investissement
- 28 563 euros nets de taxes pour le projet *Eurostr'Air*
- 30 000 euros nets de taxes pour le programme *Strasbourg Ville Respirable*

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 428 917 €

- Pour 2016, le montant de la subvention s'établit à : 202 714 €.
- Pour 2017, le montant prévisionnel s'élève à : 226 203 €

Les versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

Article 7 : Destination de la subvention

L'ASPA doit respecter l'interdiction de reverser à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres, sous forme de subvention ou de don, tout ou partie de la subvention annuelle reçue de l'Eurométropole.

En revanche et dans le respect de son objet, elle pourra adhérer à une autre association ou mutualiser ses moyens au sein d'un groupement d'associations de même type.

Article 8 : Contrôle par l'Eurométropole

Concernant les actions du programme d'actions d'amélioration des connaissances, l'ASPA s'engage à produire le compte rendu financier prévu par la loi du 12 avril 2000 (précisé par l'arrêté du 11 octobre 2006) attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, dans les six mois suivant l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

L'ASPA s'engage à produire le rapport moral et le rapport d'activité dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale.

En complément du rapport d'activité annuel, un document rendra compte des actions engagées sur l'exercice et présentera notamment une approche spécifique des éléments du programme d'activités entrant plus particulièrement dans la stratégie de l'Eurométropole de Strasbourg et justifiant l'engagement de la collectivité comme partenaire financier de l'ASPA.

Un contrôle financier pourra être effectué par l'Eurométropole à partir des documents comptables (bilan, compte de résultat et annexe, rapport du commissaire aux comptes) et des situations comptables (exécution budgétaire et trésorerie).

L'Eurométropole pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utiles tant directement que par des personnes ou des organismes dûment mandatés par elle pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'ASPA et du respect de ses engagements vis-à-vis de la collectivité, ainsi que pour examiner les pièces comptables et les registres obligatoires de l'association.

Article 9 : Calendrier des pièces à fournir

L'ASPA fournira à l'Eurométropole, en application des articles précédents, les pièces suivantes :

- *avec la première demande d'acompte* : le budget de l'exercice approuvé par le conseil d'administration ainsi qu'un état prévisionnel de trésorerie pour l'année en cours ainsi qu'un bilan simplifié et un compte de résultat "probables" de l'exercice n-1,
- *au 1er septembre de l'exercice n* : le programme annuel d'activités, le budget prévisionnel et le montant de la subvention sollicitée pour l'année n+1,
- *un mois après leur approbation par l'assemblée générale* : le rapport moral et le rapport financier de l'exercice précédent, ainsi que le bilan, le compte de résultat et leurs annexes certifiés par le commissaire aux comptes de l'association,
- Au 1er octobre : un état d'exécution du budget de l'année en cours et un état de trésorerie.

L'absence de production de ces documents aux dates prévues entraînera le report du versement de la part correspondante de la subvention pour actions d'amélioration des connaissances et de l'instruction de la demande pour l'année suivante.

Article 10 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Maire ou son représentant. Il se compose des membres suivants :

- le-la Président-e de l'association,
- le-la Directeur-trice de l'association ou son-sa représentant-e,
- le Maire ou son-sa représentant-e,
- les référents-es de la direction et/ou du service de l'Eurométropole,
- un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques.

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à l'Eurométropole de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 11 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Article 12 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole de Strasbourg, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, l'Eurométropole de Strasbourg envoie une invitation à l'association (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi. Elle joint à cette invitation l'ensemble des fiches de suivi complétées par le service référent.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 13 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 14 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 15 : Propriété des données

L'Eurométropole n'acquiert pas la propriété des données recueillies par l'ASPA dans le cadre de sa mission de surveillance définie au Livre II Titre II du code de l'environnement.

L'Eurométropole, comme les autres membres de l'ASPA, garde cependant un accès privilégié à ces données et aux méthodes de leur collecte.

Les parties s'accordent pour considérer que :

- les données recueillies tombent dès, leur élaboration, dans le domaine public,
- les travaux intellectuels réalisés par l'ASPA sont librement diffusables sur les supports d'information en mentionnant l'origine du financement ayant conduit à leur élaboration,
- l'ASPA n'est en aucune façon responsable des interprétations et travaux intellectuels, publications diverses résultant des résultats de ses travaux et pour lesquels elle n'aurait pas donné d'accord préalable,
- L'Eurométropole n'acquiert pas, du fait de la convention, la propriété des méthodes et savoir-faire de l'ASPA.

Article 16 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 17 : Comptabilité

L'ASPA s'engage à tenir une comptabilité répondant aux règles définies par le plan comptable des associations conformément à la loi et aux directives professionnelles.

Un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant seront nommés conformément aux dispositions du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Article 18 : Responsabilités, assurances

Les activités de l'ASPA sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'ASPA s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de telle sorte que l'Eurométropole ne puisse être en aucune façon recherchée en responsabilité.

Article 19 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 20 : Obligations diverses - impôts et taxes

L'ASPA prend l'engagement de se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

En outre, elle s'engage à assurer ses obligations fiscales et sociales, de telle sorte que l'Eurométropole ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

Article 21 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 22 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 23 : Annexes

A cette convention sont jointes des annexes retraçant :

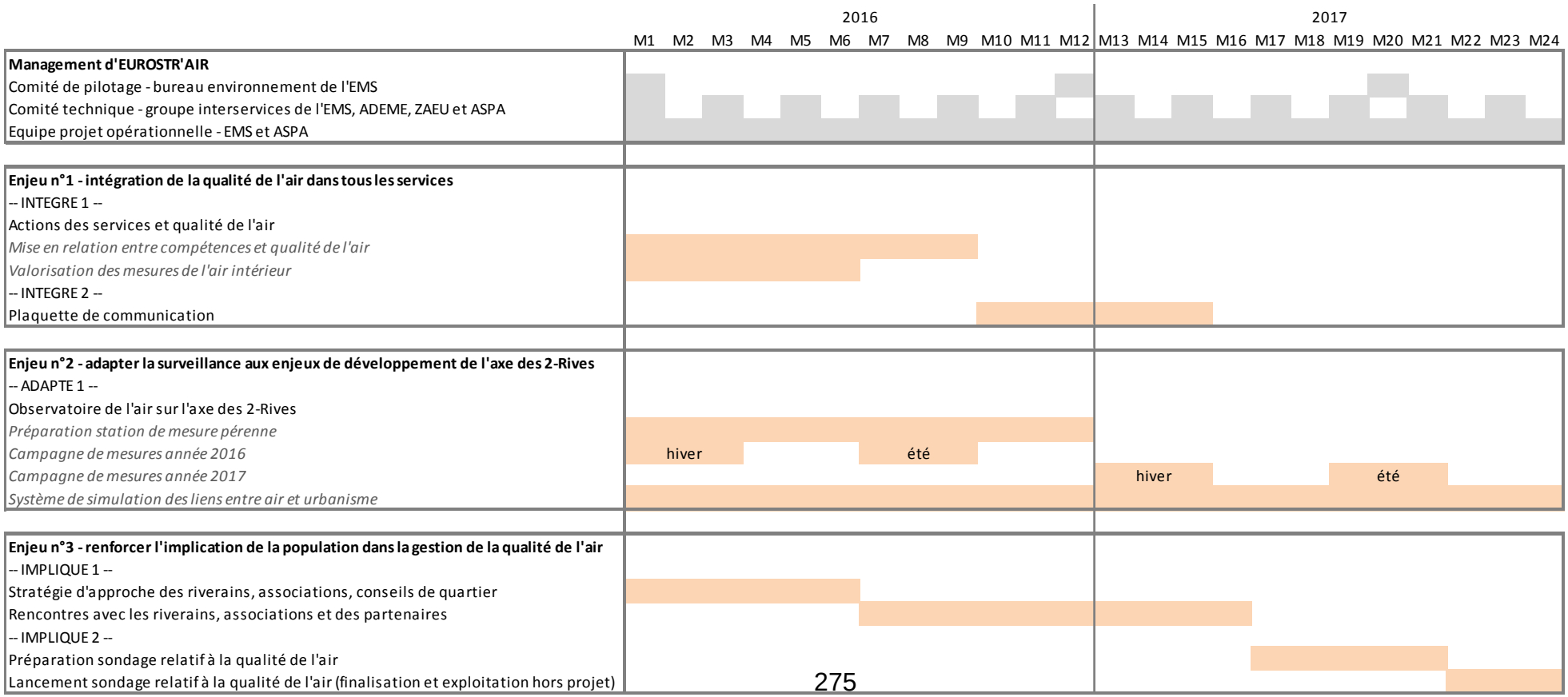
- la planification du projet Eurostr'AIR soutenu par l'ADEME et la répartition des financements à destination de l'ASPA en 2016 et 2017,
- la description du PRSQA 2011-2015 de l'ASPA,
- 2 fiches indicateurs
- 2 fiches de suivi des indicateurs
- une note relative aux principales actions mises en œuvre sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg au cours des 5 dernières années.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Rémi BERTRAND

ANNEXES

ANNEXE 1 : planification du projet Eurostr'Air



<u>ANNEXE 2</u> : actions du plan régional de surveillance de la qualité de l'air

Thème	Action
Déplacements, transports et pollutions atmosphériques	
1	Renforcement de l'évaluation de la qualité de l'air en proximité routière
2	Affinement de la connaissance des populations exposées aux pollutions urbaines et routières
3	Accompagnement mise en place et suivi de PPA
4	Veille pérenne en proximité des aéroports
5	Surveillance dans les gares
Urbanisme, bâtiments et pollutions atmosphériques	
6	Urbanisme, besoins énergétiques et pollutions induites
7	Observatoire des plans climat
8	Bâtiments et qualité de l'air intérieur
Industries et pollutions spécifiques	
9	Optimisation des équipements de mesure en proximité industrielle
10	Renforcement capacité d'intervention en cas d'épisode particulier ou de prospective industrielle
Agriculture et atmosphère	
11	Observatoire des émissions de gaz à effet de serre et polluantes
12	Surveillance des pesticides
13	Communication / sensibilisation
Air et santé	
14	Suivi des pollens en Alsace (mise en place dans le 68)
15	Renforcement du suivi des HAP
16	Amélioration de la connaissance de la pollution aux particules
17	Evaluation de l'impact sanitaire (partenariat santé)
18	Programmes de recherches nationaux
Dispositif d'information	
19	Accompagnement de l'évolution des procédures d'information et d'alerte à la population pour les particules
20	Optimisation des actions d'informations et de communication radiophonique et dans la presse
21	Réflexion information télévisuelle
22	Renforcement présence sur les réseaux sociaux
23	Information directe des personnes sensibles
24	Renforcement de la veille scientifique et centre de documentation sur les thématiques émergentes (adaptation au CC / GMES...)

ANNEXE 4 : Fiches indicateurs *Eurostr'Air* et *Strasbourg Ville Respirable*

FICHE INDICATEUR N°01 :
EUROSTR'AIR

CONVENTION D'OBJECTIF

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROJET EUROSTR'AIR

OBJECTIF OPERATIONNEL N° 2 : **ADAPTER LE SYSTEME DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR AUX DEVELOPPEMENTS URBAINS EN COURS SUR L'EUROMETROPOLE**

INDICATEUR N° 1 – RAPPORT DE CAMPAGNES DE MESURES

TYPE : indicateur de résultat
DÉFINITION DES TERMES : Action ADAPTE 1 – campagne de suivi de l'air ambiant le long de l'axe des 2-Rives

donnée 1 : Rapport de campagnes de mesures

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : ASPA
PERSONNE RÉFÉRENTE : Eric HERBER
SOURCE : ASPA
ARCHIVAGE : serveur ASPA et fichier transmis à l'Eurométropole

production de l'indicateur

PÉRIODICITÉ : unique
DATE DE MISE À JOUR : décembre 2017
MODE DE REPRÉSENTATION : Fichier de présentation du rapport + diaporama associé

diffusion

RESPONSABLE VALIDATION : Directeur adjoint de l'ASPA
CADRE DE DIFFUSION ET/OU DESTINATAIRES : COPIL Eurostr'air et groupe interservices sur l'air de l'Eurométropole

CRITERES D'ANALYSE

comparaison À des données externes : comparaison des résultats de la campagne de mesure avec les normes
- SOURCE : Directive européenne 2008/50/CE et Décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air

OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE : respect des valeurs limites pour la protection de la santé humaine

LIMITES DE L'INDICATEUR : 1. L'échantillonage temporel ne couvre pas toute l'année. 2. Les méthodes de prélèvement et d'analyse présentent des incertitudes plus élevées que pour les analyseurs automatiques.

Eurométropole de Strasbourg

mise à jour : 27 janvier 2016

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine

PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROJET EUROSTR'AIR

OBJECTIF OPERATIONNEL N° 2 : **ADAPTER LE SYSTEME DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR AUX DEVELOPPEMENTS URBAINS EN COURS SUR L'EUROMETROPOLE**

INDICATEUR N° 2 - RAPPORT DE SIMULATION DES CONCENTRATIONS DE POLLUANTS

TYPE : indicateur de résultat

DÉFINITION DES TERMES : Action ADAPTE 1 - système de modélisation adapté aux enjeux de la qualité de l'air sur l'axe des 2-Rives

donnée 1 : Rapport de simulation des concentrations de polluants

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : ASPA

PERSONNE RÉFÉRENTE : Charles SCHILLINGER

SOURCE : ASPA

ARCHIVAGE : serveur ASPA et fichier transmis à l'Eurométropole

production de l'indicateur

PÉRIODICITÉ : unique

DATE DE MISE À JOUR : décembre 2017

MODE DE REPRÉSENTATION : Fichier de présentation du rapport + diaporama associé

diffusion

RESPONSABLE VALIDATION : Directeur adjoint de l'ASPA

CADRE DE DIFFUSION ET/OU DESTINATAIRES : COPIL Eurostr'air et services de l'Eurométropole

CRITERES D'ANALYSE

comparaison À des donnÉes externes : comparaison des résultats des simulations avec les normes

- SOURCE : Directive européenne 2008/50/CE et Décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air

OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE : respect des valeurs limites pour la protection de la santé humaine

LIMITES DE L'INDICATEUR : les modèles de simulation de la pollution de l'air sont calés sur les stations de mesures permanentes de surveillance de la qualité de l'air et les points ponctuels de prélèvement dans le cadre de campagnes de mesures. Les résultats sont toutefois soumis à des incertitudes supérieures à celles de la mesure.

Eurométropole de Strasbourg

mise à jour : 27 janvier 2016

FICHE INDICATEUR N°02 :
STRASBOURG VILLE RESPIRABLE

CONVENTION D'OBJECTIF

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROGRAMME VILLE RESPIRABLE

OBJECTIF OPERATIONNEL N° 1 : CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE VILLES RESPIRABLES ET DES GROUPES DE TRAVAIL ASSOCIES EN 2016 ET 2017

INDICATEUR N° 1 – UNITES D'ŒUVRE ASPA

TYPE : indicateur de résultat

donnée 1 : Unités d'œuvre consacrées par l'ASPA à la contribution à Villes Respirables en 2016 et 2017

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : ASPA
PERSONNE RÉFÉRENTE : Emmanuel RIVIERE
SOURCE : outil de suivi des unités d'œuvre de l'ASPA
ARCHIVAGE : serveur ASPA et fichier transmis à l'Eurométropole

production de l'indicateur

PÉRIODICITÉ : ANNUELLE
DATE DE MISE À JOUR : janvier 2017
MODE DE REPRÉSENTATION : fichier tableur

diffusion

RESPONSABLE VALIDATION : Directeur de l'ASPA
CADRE DE DIFFUSION ET/OU DESTINATAIRES : services de l'Eurométropole en charge de Villes Respirables

CRITERES D'ANALYSE

OBJECTIF CHIFFRÉ : En cours de définition

COMPARAISON À DES DONNÉES EXTERNES : -

- SOURCE : -
- PÉRIODICITÉ DE MISE A JOUR : -

OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE : -

LIMITES DE L'INDICATEUR : -

Eurométropole de Strasbourg

mise à jour : 27 janvier 2016

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROGRAMME VILLE RESPIRABLE

OBJECTIF OPERATIONNEL N° 1 : CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE VILLES RESPIRABLES ET DES GROUPES DE TRAVAIL ASSOCIES EN 2016 ET 2017

INDICATEUR N° 2 – REUNIONS AVEC PARTICIPATION ASPA

TYPE : indicateur de résultat

donnée 1 : Nombre de réunions Villes Respirables avec participation ASPA en 2016

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : ASPA
PERSONNE RÉFÉRENTE : Emmanuel RIVIERE
SOURCE : planning de l'ASPA
ARCHIVAGE : serveur ASPA et fichier transmis à l'Eurométropole

production de l'indicateur

PÉRIODICITÉ : ANNUELLE
DATE DE MISE À JOUR : janvier 2017
MODE DE REPRÉSENTATION : fichier tableur

diffusion

RESPONSABLE VALIDATION : Directeur de l'ASPA
CADRE DE DIFFUSION ET/OU DESTINATAIRES : services de l'Eurométropole en charge de Villes Respirables

CRITERES D'ANALYSE

OBJECTIF CHIFFRÉ : En cours de définition

COMPARAISON À DES DONNÉES EXTERNES : -

- SOURCE : -
- PÉRIODICITÉ DE MISE A JOUR : -

OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE : -

LIMITES DE L'INDICATEUR : -

ANNEXE 5 : Fiches de suivi des indicateurs *Eurostr'Air* et *Strasbourg Ville Respirable*

FICHE DE SUIVI DE L'INDICATEUR N°01 : EUROSTR'AIR ***CONVENTION D'OBJECTIF***

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROJET EUROSTR'AIR

OBJECTIF OPERATIONNEL N° 2 : ADAPTER LE SYSTEME DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR AUX DEVELOPPEMENTS URBAINS EN COURS SUR L'EUROMETROPOLE

INDICATEUR : 1 – RAPPORT DE CAMPAGNES DE MESURES

NIVEAU DE L'INDICATEUR A T_0 : ..... au .....
OBJECTIF CHIFFRÉ : ..... au .....
OBJECTIF RÉVISÉ : ..... au .....



commentaires

ASSOCIATION :

SERVICE :

COMITE DE SUIVI DU

➢ ***observations & perspectives – décisions d'ajustement :***

➢ ***signatures :***

pour l'association, le Président
nom :
signature :

pour l'Eurométropole, le Président ou son représentant
nom :
signature :

FICHE DE SUIVI DE L'INDICATEUR N°01 :
EUROSTR'AIR

CONVENTION D'OBJECTIF

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROJET EUROSTR'AIR

OBJECTIF OPERATIONNEL N° 2 : **ADAPTER LE SYSTEME DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR AUX DEVELOPPEMENTS URBAINS EN COURS SUR L'EUROMETROPOLE**

INDICATEUR : 2 – RAPPORT DE SIMULATION DES CONCENTRATIONS DE POLLUANTS

NIVEAU DE L'INDICATEUR A T_0 : ..... au .....
OBJECTIF CHIFFRÉ : ..... au .....
OBJECTIF RÉVISÉ : ..... au .....



commentaires

ASSOCIATION :

SERVICE :

COMITE DE SUIVI DU

➢ ***observations & perspectives – décisions d'ajustement :***

➢ ***signatures :***

pour l'association, le Président

nom :

signature :

pour l'Eurométropole, le Président ou son représentant

nom :

signature :

FICHE DE SUIVI DE L'INDICATEUR N°02 :
STRASBOURG VILLE RESPIRABLE

CONVENTION D'OBJECTIF

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROGRAMME STRASBOURG VILLE RESPIRABLE

OBJECTIF OPÉRATIONNEL N° **CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE VILLES RESPIRABLES ET DES GROUPES DE TRAVAIL ASSOCIES EN 2016 ET 2017**

INDICATEUR : 1 – UNITES D'ŒUVRE ASPA

NIVEAU DE L'INDICATEUR A T_0 : ..... au .....
OBJECTIF CHIFFRÉ : ..... au .....
OBJECTIF RÉVISÉ : ..... au .....



commentaires

ASSOCIATION :

SERVICE :

COMITE DE SUIVI DU

➢ ***observations & perspectives – décisions d'ajustement :***

➢ ***signatures :***

pour l'association, le Président

nom :

signature :

pour l'Eurométropole, le Président ou son représentant

nom :

signature :

Eurométropole de Strasbourg

mise à jour : 27 janvier 2016

ASPA – ASSOCIATION POUR LA SURVEILLANCE ET L'ETUDE DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE EN ALSACE

SERVICE : Environnement et écologie urbaine
PERSONNE RÉFÉRENTE : Laurent SIRY

PROGRAMME STRASBOURG VILLE RESPIRABLE

OBJECTIF OPÉRATIONNEL N° **CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE VILLES RESPIRABLES ET DES GROUPES DE TRAVAIL ASSOCIES EN 2016 ET 2017**

INDICATEUR : 2 – REUNIONS AVEC PARTICIPATION ASPA

NIVEAU DE L'INDICATEUR A T_0 : ..... au .....
OBJECTIF CHIFFRÉ : ..... au .....
OBJECTIF RÉVISÉ : ..... au .....



commentaires

ASSOCIATION :

SERVICE :

COMITE DE SUIVI DU

➢ ***observations & perspectives – décisions d'ajustement :***

➢ ***signatures :***

pour l'association, le Président

nom :

signature :

pour l'Eurométropole, le Président ou son représentant

nom :

signature :

Partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg

Etat et évolution de la qualité de l'air

Principales actions mises en œuvre par l'ASPA







EVOLUTION DE LA QUALITE DE L'AIR SUR L'EUROMETROPOLE

1. Principaux indicateurs de pollution
2. Principales évolutions depuis les années 80 ?
3. ZOOM sur le dioxyde d'azote
4. ZOOM sur les particules

L'ASPA, PARTENAIRE HISTORIQUE DE L'EUROMETROPOLE

1. Surveillance de l'air et information associée
2. Suivi des odeurs et des pollutions de voisinage
3. Observatoire transversal AIR-CLIMAT-ENERGIE
4. Qualité de l'air intérieur
5. Outil d'aide à la décision
6. Soutien pour l'activation des plans ozone et particules
7. Accompagnement technique dans le cadre des projets AACT'AIR et Villes Respirables
8. Alimentation des outils et applications de l'Eurométropole
9. Evaluation de l'impact de formes urbaines sur la qualité de l'air
10. Soutien technique dans le cadre de problématiques particulières de pollutions
11. Suivi de l'exposition des populations sensibles sur l'Eurométropole

EVOLUTION DE LA QUALITE DE L'AIR SUR L'EUROMETROPOLE

➲ Principaux indicateurs de pollution

L'ASPA mesure depuis le début des années 80 les niveaux de concentrations en polluants atmosphériques sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les indicateurs prioritairement suivis sont réglementés (directives européennes et réglementation française) et permettent de tracer les pollutions d'origine :

- Industrielle : dioxyde de soufre SO_2
- Routière : dioxyde d'azote NO_2, monoxyde de carbone CO, benzène
- Multi-sources : particules PM issues des installations de chauffage, du trafic routier et des sources industrielles et agricoles
- Photochimique : ozone O_3, formé en présence de températures élevées et d'un fort rayonnement solaire à partir de polluants primaires comme les oxydes d'azote et les composés organiques volatils.

➲ Principales évolutions depuis les années 80 ?

Les niveaux de concentrations en dioxyde de soufre ont considérablement baissé depuis les années 80 : 1 µg/m^3 en moyenne annuelle dans le centre de l'Eurométropole en 2015 contre 50 à 100 µg/m^3 au début des années 80. Ce constat provient de plusieurs actions successives : mise en place d'une zone de protection spéciale à la fin des années 80 limitant le taux de soufre dans les combustibles, mise en place d'une procédure d'alerte à la pollution atmosphérique, limitation réglementaire du taux de soufre au niveau européen et national, changement de combustibles (charbon et fiouls lourds vers gaz par exemple), fermeture de sites industriels (centrale thermique dans les années 80 et raffinerie en 2011), conversion de procédés (fin de la pâte à papier chimique à Stracel en 1999).

Le constat est identique pour le monoxyde de carbone : 0,3 mg/m^3 en moyenne annuelle en proximité routière dans le centre de l'Eurométropole en 2015 contre 2 à 3g/m^3 à la fin des années 80. Cette évolution trouve son origine en particulier dans la mise en place d'équipements de dépollution sur les véhicules à essence (pot catalytique à 3 voies) à partir des années 90 et la dieselisation du parc routier. La limitation réglementaire du taux de benzène dans les carburants routiers a également permis une **divison par 3 des niveaux de concentrations constatées** pour ce polluant depuis une douzaine d'années.

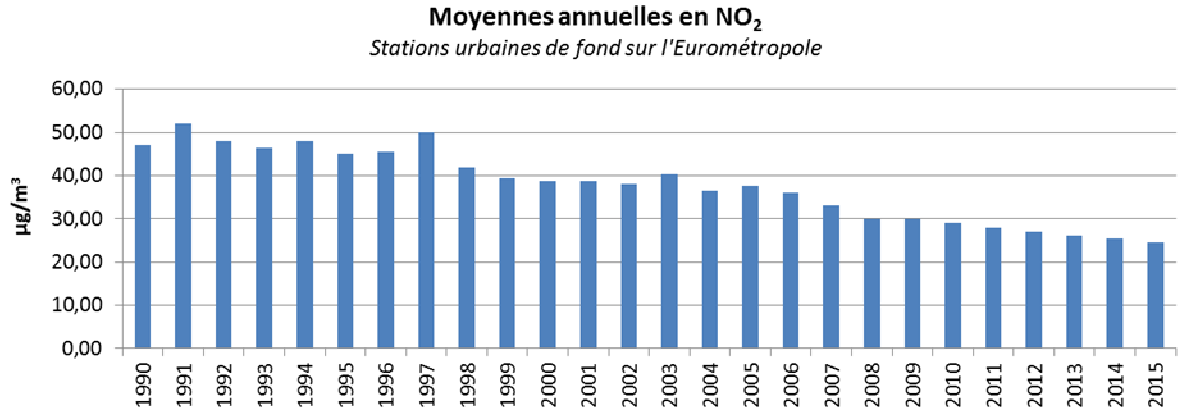
Les niveaux de concentrations en ozone sont plutôt stagnants depuis plus de 20 ans avec des moyennes annuelles d'environ 45 µg/m^3 sur l'Eurométropole. A noter que les phénomènes de pollution par l'ozone concernent généralement des zones très étendues : régionale voire nationale ou continentale. Plusieurs journées sont chaque année concernées par des dépassements du seuil d'information des populations.

Deux indicateurs de pollution présentent de manière récurrente sur l'Eurométropole des dépassements de valeurs limites européennes pour la protection de la santé humaine : **les niveaux de concentrations en dioxyde d'azote et en particules ont décru d'environ 40%** en situation de fond urbain depuis le début des années 90. Toutefois, ces niveaux sont toujours **largement supérieurs pour le NO_2 et ponctuellement supérieurs pour les PM10[1] à la valeur limite en proximité routière**.

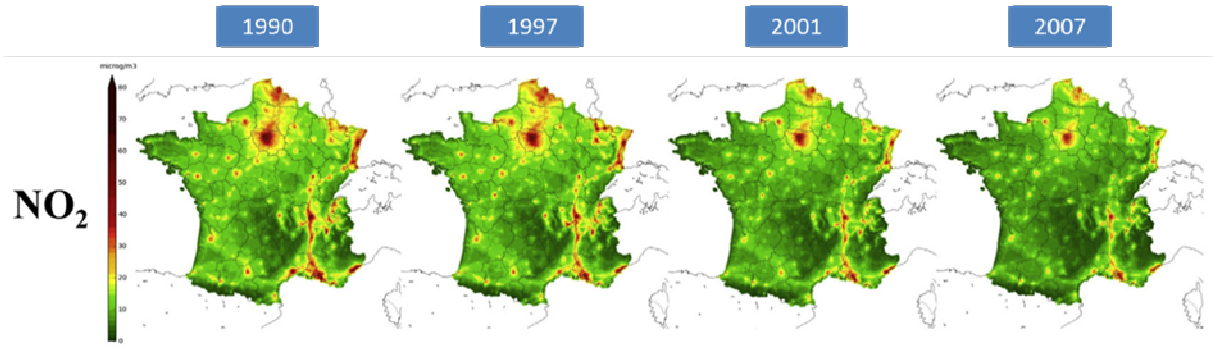
Les pages suivantes présentent un zoom sur la situation de ces deux indicateurs de pollution, pour lesquels la France fait face à des situations de contentieux (particules PM10) et de pré-contentieux (dioxyde d'azote NO_2) engagées par la Commission européenne.

[1] *PM10 = particules de diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 10 µg/m^3.*

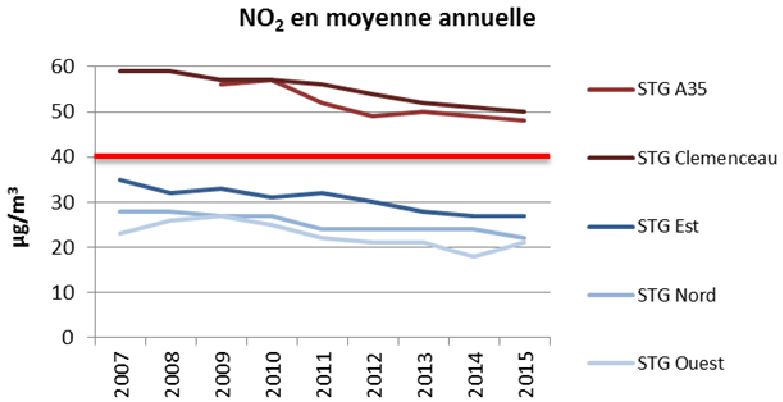
➲ ZOOM sur le dioxyde d'azote

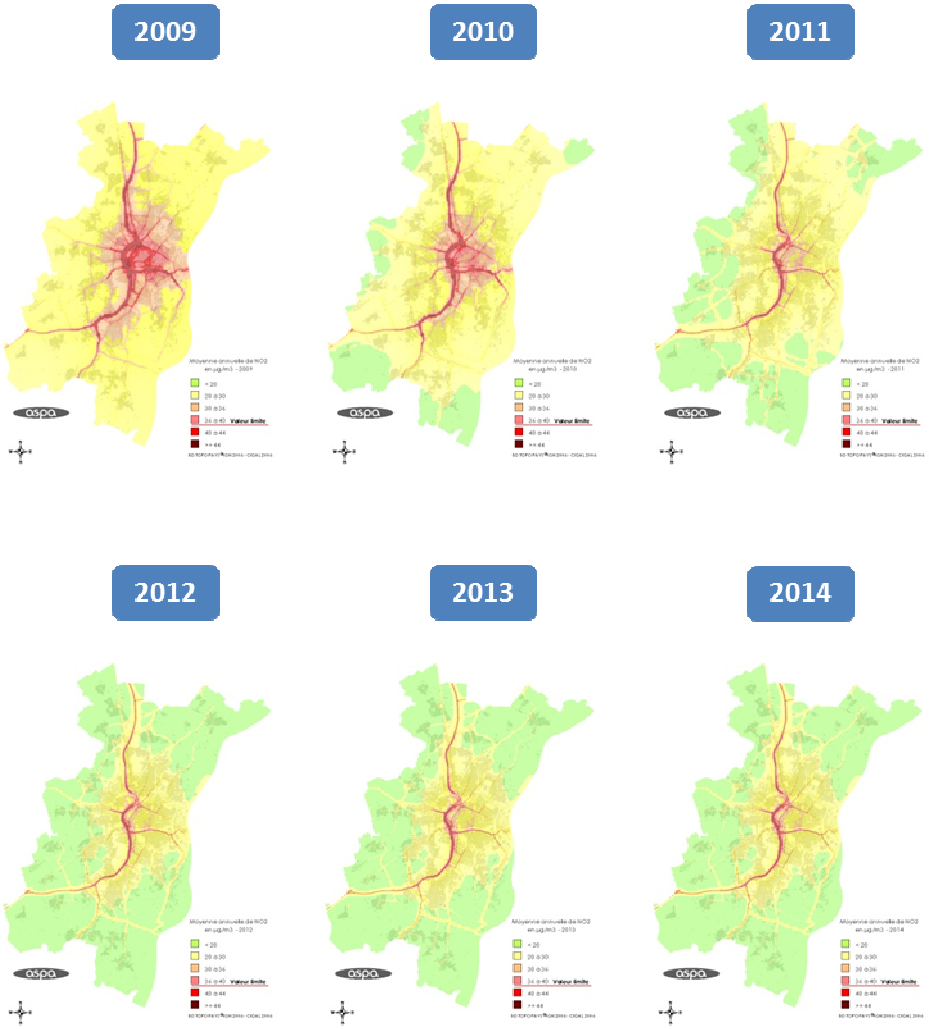


Les niveaux de concentrations en dioxyde d'azote décroissent régulièrement depuis le début des années 90, sur l'Eurométropole comme dans les principales agglomérations françaises.



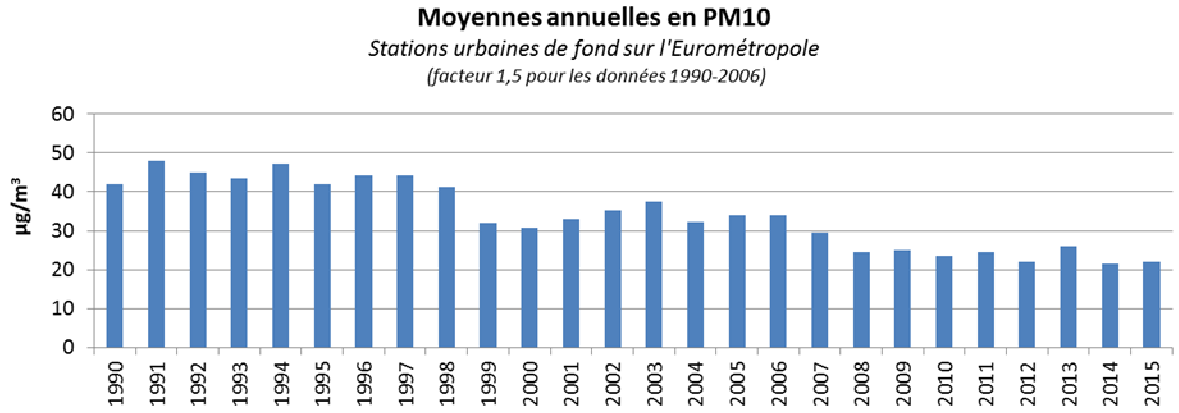
Au cours des dernières années, les stations de fond urbain présentent des niveaux inférieurs à la valeur limite pour la protection de la santé humaine. Ils sont supérieurs sur les stations de proximité trafic *(la valeur limite pour la protection de la santé humaine à respecter à partir de 2010 est représentée par le trait rouge horizontal).*



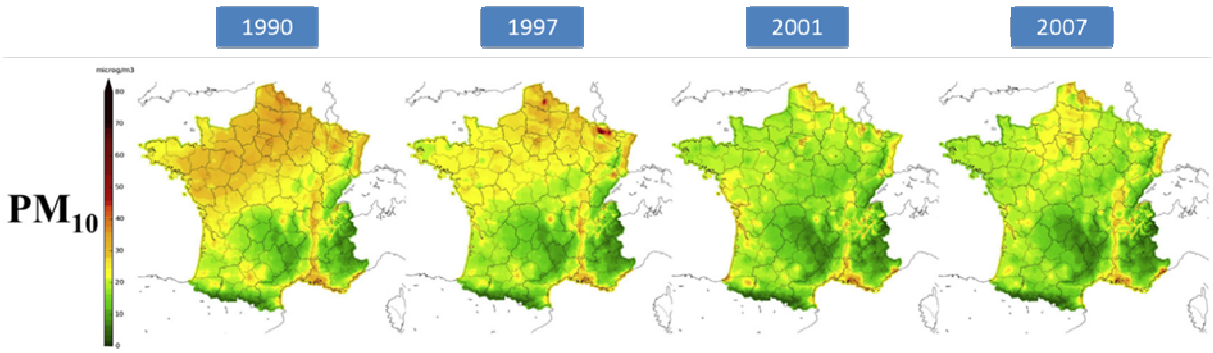


A la fin des années 2000, environ 50 000 personnes vivaient dans des zones concernées par des dépassements de la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote *(rouge sur les cartes)*. Cette valeur est en forte réduction au cours des dernières années.

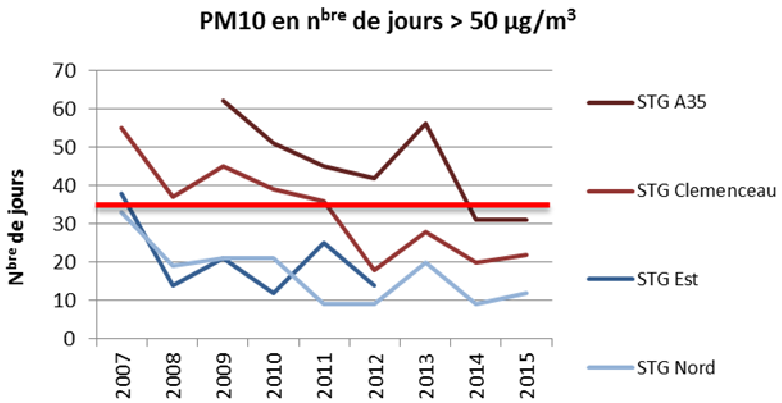
➲ ZOOM sur les particules

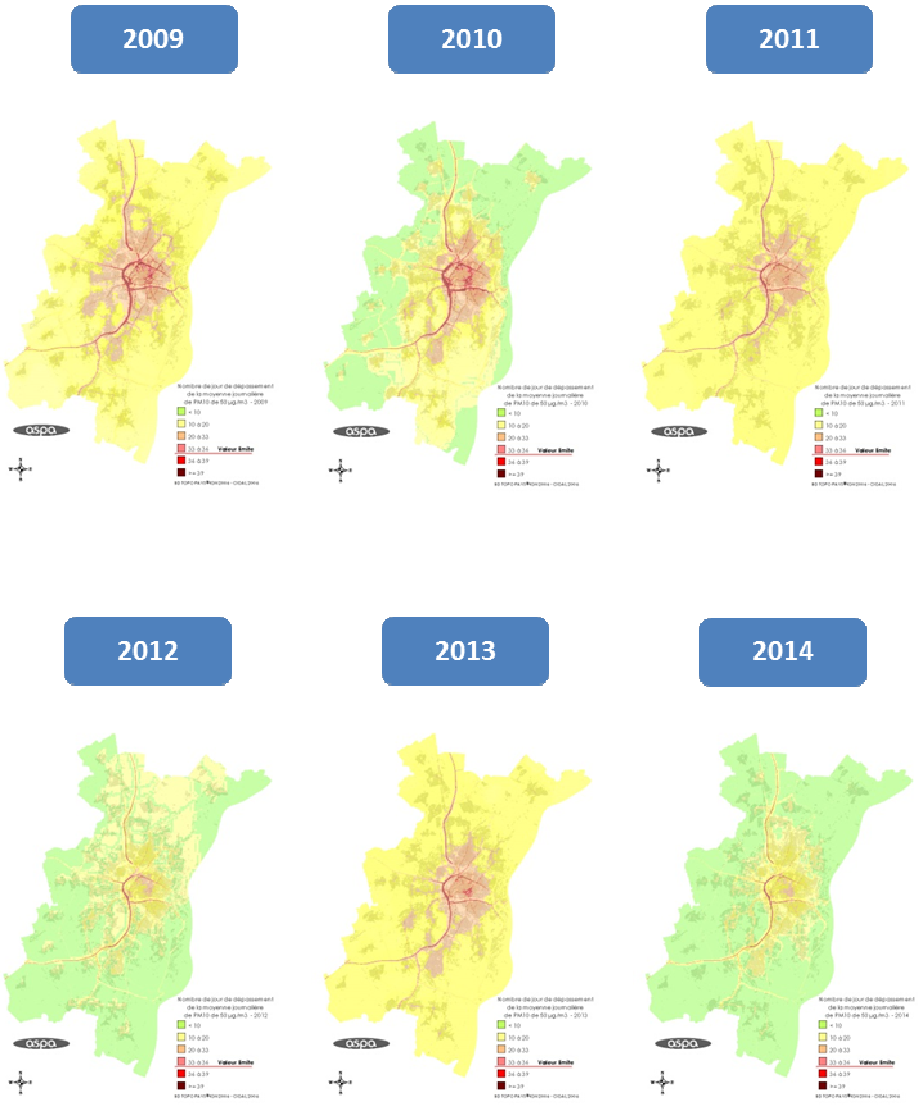


Les niveaux de concentrations en particules décroissent régulièrement depuis le début des années 90, sur l'Eurométropole comme dans les principales agglomérations françaises.



Au cours des dernières années, les stations de fond urbain présentent des niveaux inférieurs à la valeur limite pour la protection de la santé humaine. Ils sont supérieurs sur les stations de proximité trafic jusqu'en 2013 *(la valeur limite pour la protection de la santé humaine à respecter à partir de 2005 est représentée par le trait rouge horizontal).*



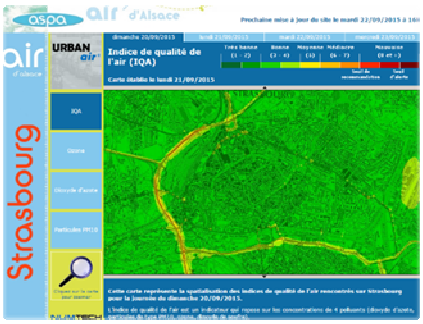


A la fin des années 2000, environ 70 000 personnes vivaient dans des zones concernées par des dépassements de la valeur limite journalière pour les particules PM10 *(rouge sur les cartes)*. Cette valeur est en forte réduction au cours des dernières années et quelques milliers de personnes restent concernés en 2014.

L'ASPA, PARTENAIRE HISTORIQUE DE L'EUROMETROPOLE

L'ASPA déploie son objet d'**évaluation atmosphérique « Air – Climat – Énergie »** à travers son plan régional de surveillance de la qualité de l'air voté collégialement en décembre 2010. Ce plan distingue ses missions d'observatoire / information, et d'aide à la décision en mettant l'accent sur des actions couvrant cinq axes : **mobilité, urbanisme/bâtiments, économie/industrie, agriculture et santé**.

➲ Surveillance de l'air et information associée

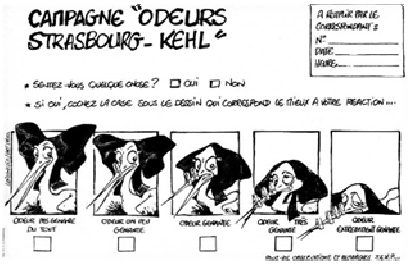


Le réseau de mesure de l'ASPA mobilise une vingtaine de stations de mesures de la qualité de l'air (pollution chimique, particulaire et radioactive) en Alsace, 6 sur l'Eurométropole, dont les résultats sont couplés à des outils de prévision et de cartographie pour permettre une information quotidienne concernant la qualité de l'air observée et prévue.

L'information est diffusée à travers la presse (DNA, l'Alsace), les radios (en particulier sur France Bleu Alsace en direct une fois par jour) et les chaînes de télévision régionale.

En complément, l'ASPA intervient dans de nombreuses instances et conduit des actions de sensibilisation à destination de publics professionnels (commissions « Air et Bruit », « Prévention des Riques », « Information et Communication » du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles -SPPPI- de Strasbourg-Kehl), scolaires mais également à destination d'associations citoyennes et de riverains.

➲ Suivi des odeurs et des pollutions de voisinage



Un suivi des odeurs avait été réalisé dans les années 90 dans le cadre d'une campagne de relevés auprès des riverains des sources industrielles potentiellement concernées.

L'ASPA intervient régulièrement en expertise voire en campagnes de mesures aux côtés de l'Eurométropole pour la gestion de plaintes relatives à des odeurs ou des pollutions de voisinage. L'ASPA est membre du groupe de travail « nuisances olfactives » du SPPPI.

➲ Observatoire transversal AIR-CLIMAT-ENERGIE



Dans le cadre des travaux confiés à l'ASPA par ses membres et par la Conférence Régionale de l'Energie et de l'Atmosphère (CREA), l'ASPA élabore et héberge la base de données des émissions de polluants et de gaz à effet de serre ainsi que des consommations et productions d'énergie. Cette base, disponible sur internet, alimente les outils de planification réglementaire (SRCAE, PPA, PDU, PLU, PCAET, etc.). Elle permet d'évaluer les progrès de l'Eurométropole au regard des engagements pour le climat et l'air.

Les travaux innovants soutenus et conduits à l'initiative de l'Eurométropole, du pôle métropolitain de Nantes Saint-Nazaire et du Grand Lyon dans le cadre du projet BASEMIS MRV permettent aux 3 collectivités de disposer d'un outil intégré répondant aux exigences des rapportages de gaz à effet de serre : réglementaire, convention des maires et ICLEI.

➲ Qualité de l'air intérieur



Des interventions régulières permettent d'évaluer la qualité de l'air dans des locaux gérés par les collectivités. Au cours des dernières années, des campagnes de mesures ont été mises en œuvre dans des écoles et lieux d'accueil de la petite enfance avec une sensibilisation faite aux enseignants.

Toutes les écoles strasbourgeoises ont été investiguées et les résultats ont débouché sur des recommandations visant à améliorer la qualité de l'air intérieur (ventilation, aération, matériaux, …).

En partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, l'ASPA pilote le dispositif régional IntAir'Agir d'accompagnement dans la gestion des plaintes et situations imprévues de pollution de l'air à l'intérieur des locaux.

➲ Outil d'aide à la décision



Véritable plate-forme d'aide à la décision, l'ASPA évalue les effets attendus ou réalisés des mesures d'atténuation des activités humaines sur l'atmosphère, aussi bien en termes de rejets polluants que de concentrations atmosphériques.

L'ASPA a ainsi porté le projet Atmo-IDEE visant à la mise en place d'une procédure transfrontalière de prévention de pollution atmosphérique supplémentaire sur l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau ; utile aussi bien aux administrations instructrices de nouvelles installations qu'aux collectivités et mouvement citoyens appelés à donner leur avis dans le cadre des enquêtes publiques. Un site internet permet d'entrer les données d'un projet avec comparaison immédiate avec la pollution existante et par rapport aux normes françaises et allemandes.

➲ Soutien pour l'activation des plans ozone et particules



Un appui technique (prévision de la qualité de l'air et expertise 7J/7) est apporté à l'Eurométropole pour la mise en œuvre des plans ozone et particules en accompagnement volontaire des procédures préfectorales d'information et d'alerte. L'ASPA est en contact avec le service de l'écologie urbaine en cas de prévision de dépassement de seuil afin d'optimiser les périodes d'activation d'une part des procédures d'information des habitants et usagers de l'Eurométropole et d'autre part de la tarification préférentielle sur les transports en commun, location de vélo, ...

➲ Accompagnement technique dans le cadre des projets EUROSTR'AIR et Villes Respirables



Un accompagnement technique est apporté dans le cadre des projets EUROSTR'AIR (AACT'AIR ADEME) et Villes Respirables en 5 ans.

L'ASPA interviendra sur un observatoire renforcé de l'air le long de l'axe des Deux-Rives ou pour soutenir la collectivité dans le cadre d'actions visant à limiter les émissions routières dans les zones les plus sensibles à la qualité de l'air.

➲ Alimentation des outils et applications de l'Eurométropole

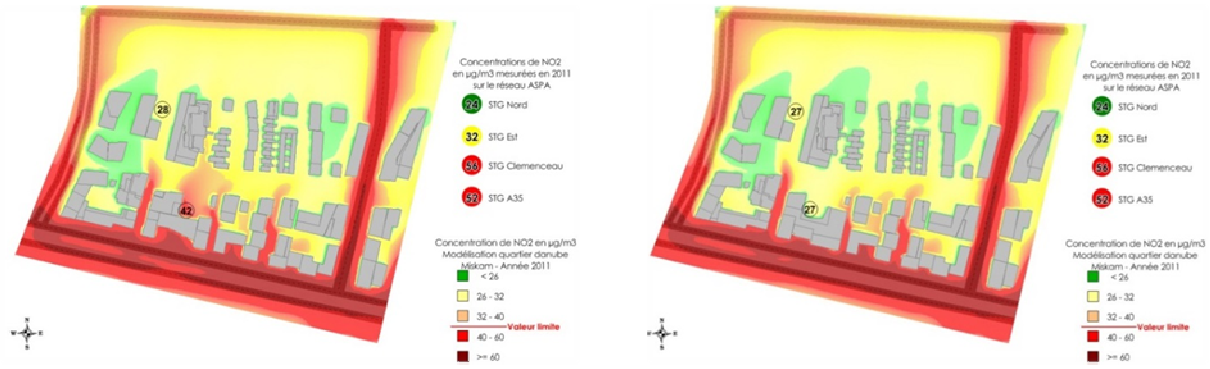
A la demande de l'Eurométropole, plusieurs indicateurs de qualité de l'air sont fournis quotidiennement et en automatique pour alimentation des sites internet : www.strasbourg.eu - http://carto.strasbourg.eu - www.velhop.strasbourg.eu.

L'ASPA alimente également les applications ICANI (décisionnel plans climatiques) et JADYN (jalonnement dynamique) à travers la fourniture quotidienne d'indices de qualité de l'air et d'autres paramètres atmosphériques pour les besoins de fonctionnement.

➲ Evaluation de l'impact de formes urbaines sur la qualité de l'air

L'ASPA a évalué l'impact de la forme des bâtiments d'un ilot du futur écoquartier Danube sur la qualité de l'air au niveau de la cour de l'école. A l'issue de ces travaux, il a été constaté que rehausser de 2 niveaux le bâtiment faisant front avec l'avenue du Rhin permet de diminuer d'environ 15 µg/m^3 les niveaux de concentrations au niveau de la cour de l'école et passer sous la valeur limite européenne pour la santé.

Le déplacement de la station de mesure Strasbourg Est (actuellement rue de la Kurvau) vers la cour de l'école permettra de valider cette évaluation et de suivre la qualité de l'air inhalée par une population sensible et assurer un suivi au niveau de cet écoquartier.



Niveaux de concentrations en NO_2 sur le futur écoquartier Danube. Les niveaux de la cour d'école passent de 42 µg/m^3 (ancien projet à gauche) à 27 µg/m^3 (nouveau projet avec une architecture plus élevé de 2 niveaux à droite).

Des travaux ont été réalisés dans le cadre d'un projet conduit avec EiFER et visant à étudier les bénéfices et impacts sanitaires liés à différents scénarios mobilité et énergétiques sur l'axe des Deux-Rives.

➲ Soutien technique dans le cadre de problématiques particulières de pollutions

Depuis 2014, l'ASPA se mobilise aux côtés de Strasbourg et de l'Eurométropole pour renforcer la surveillance de la qualité de l'air à proximité du site industriel de SENERVAL.

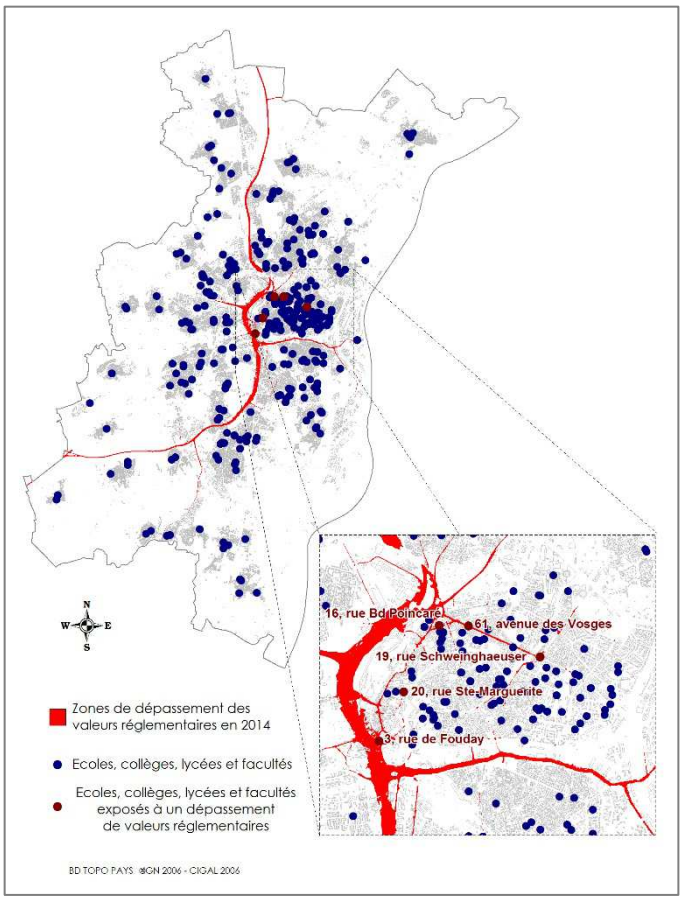
Par ailleurs, des actions d'information et de sensibilisation à la qualité de l'air auprès de riverains ou de parents d'élèves des écoles du territoire sont mises en œuvre aux côtés des élus et des services de l'Eurométropole et de ses communes. A titre d'exemples, les ingénieurs de l'ASPA ont été mobilisés pour fournir une expertise pour les rues de la Douane, de Metzeral, la place d'Austerlitz, les écoles Vauban et Schoepfflin, le quartier Wacken-Tivoli, mais également en proximité du gymnase Saint-Florent route d'Oberhausbergen, de sites industriels (Souffelweyersheim) et concernant la qualité de l'air intérieur dans des écoles.

➲ Suivi de l'exposition des populations sensibles sur l'Eurométropole

Un suivi particulier est réalisé afin d'évaluer l'exposition des personnes sensibles à la pollution de l'air. En particulier, des cartes sont annuellement mises à jour permettant de situer les établissements sensibles dans les zones plus ou moins polluées.

A titre d'exemple, 41 écoles et 8 crèches étaient situées en 2009 dans des zones de dépassement de la valeur limite pour la protection de la santé humaine. Il y en a en 2014 respectivement 6 et 0.

Etablissements *(nombre et %) (superficie et % pour les établissements sportifs)*	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Crèches (n^b / %)	8 (7%)	6 (5%)	5 (5%)	0 (0%)	6 (5%)	0 (0%)
Scolaires (n^b / %)	41 (9%)	36 (8%)	18 (4%)	6 (1%)	18 (4%)	6 (1%)
Hôpitaux (n^b / %)	10 (31%)	7 (22%)	4 (13%)	3 (9%)	5 (16%)	3 (9%)
Etablissements sportifs (superf. / %)	90 000 m^2 (6%)	40 000 m^2 (3%)	61 000 m^2 (4%)	20 000 m^2 (1%)	52 000 m^2 (4%)	30 000 m^2 (2%)
Maisons de retraite (n^b / %)	4 (5%)	2 (3%)	0 (0%)	0 (0%)	1 (3%)	0 (0%)



Espace Européen de l'Entreprise
5 rue de Madrid
67300 Schiltigheim

Tél. : 03.88.19.26.66
Courriel : aspa@atmo-alsace.net

www.atmo-alsace.net

AACT'AIR ADEME – DOSSIER TECHNIQUE

- EUROSTR'AIR -

JUIN 2015

TITRE DU PROJET

Programme Innovant d'orientations territoriales pour l'AIR de l'EUROmétropole STRasbourg (EUROSTR'AIR)

RESUME NON CONFIDENTIEL

L'Eurométropole de Strasbourg pilote depuis plusieurs années des actions visant à améliorer la qualité de l'air à l'échelle de l'agglomération. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la planification réglementaire, en particulier :

- Le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération strasbourgeoise, piloté par le Préfet et auquel la collectivité apporte un concours essentiel ; l'objectif étant de ramener les niveaux de concentrations en polluants sous les valeurs limites, valeurs guides et objectifs de qualité de l'air relatifs à la protection de la santé humaine ;
- Le plan local de l'urbanisme intercommunal (PLUi) qui va intégrer le plan de déplacements urbains (PDU) et le plan local de l'habitat (PLH).

L'évolution de l'agglomération et des services qu'elle propose, en particulier en termes de transports en commun, a permis une amélioration générale de la qualité de l'air depuis plus de quinze ans. Toutefois, plusieurs zones restent actuellement soumises à des dépassements de valeurs limites pour les particules PM10 et le dioxyde d'azote NO_2. Ces dépassements affectent suivant les années jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'habitants du territoire métropolitain.

Au-delà de la réglementation relative à la surveillance et à la gestion de la qualité de l'air, l'Eurométropole souhaite initier une série d'actions permettant une implication largement accrue de la population à l'amélioration de la qualité de l'air du territoire pour les prochaines années :

- En impliquant dans un premier temps l'ensemble des services de la collectivité permettant de lier l'ensemble des compétences avec la qualité de l'air du territoire ;
- En mettant en place un observatoire de l'air dans une zone présentant un double enjeu d'une part de développement urbain avec augmentation de population et, d'autre part, de niveaux de concentrations en polluants pouvant dépasser les valeurs limites européennes ;
- Enfin en intensifiant très largement les relations entre les habitants de l'Eurométropole et la collectivité ainsi qu'avec les principaux partenaires concernés par ces enjeux, à travers la mise en œuvre d'une série de rencontres permettant une diffusion la plus large possible des informations disponibles concernant la qualité de l'air mais également un retour des habitants sur leur propre perception et la contribution qu'ils peuvent apporter à l'amélioration de cette qualité de l'air.

CONTEXTE ET POSITIONNEMENT DU PROJET

A- PRESENTATION GENERALE DU PROBLEME

L'agglomération de Strasbourg est soumise à des enjeux transversaux atmosphériques majeurs (air et climat) avec lesquels elle doit concilier les enjeux de son développement et les politiques dont elle a la charge : énergie, transports et mobilité, urbanisme et aménagement, etc.

L'agglomération, devenue au 1er janvier 2016 une métropole, voit sa compétence renforcée sur l'air. De plus, elle est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un certain nombre de politiques sectorielles telles que l'énergie, la mobilité, l'urbanisme et la politique locale de santé publique, etc. A l'image des réflexions ayant nourri l'élaboration du plan de protection de l'atmosphère, ces domaines peuvent contribuer négativement ou positivement à la qualité de l'air.

A travers un partenariat avec l'ASPA, l'Eurométropole de Strasbourg vise dans le projet EUROSTR'AIR la mise en place d'un observatoire des **actions de l'Eurométropole dans ses différents domaines d'intervention et politiques sectorielles, afin d'en analyser les bénéfices et impacts sur la qualité de l'air** à l'échelle du territoire, et servir, le cas échéant, d'aide à la décision. Ces champs sont en effet relativement larges :

- **Stratégie énergétique** : transition énergétique, développement des réseaux de chauffage urbain ;
- **Stratégie de mobilité** : réflexion sur les modes de transport des personnes et des marchandises et la réduction des trafics routiers ;
- **Stratégie relative à l'urbanisme** : visant à limiter les déplacements ou identifier à l'échelle des projets des stratégies opérationnelles de réduction de l'exposition des personnes à la pollution de l'air extérieur ;
- **Contrat local de santé de l'Eurométropole** : observation santé réalisée par l'Observatoire Régional de la Santé d'Alsace (introduction d'indicateurs environnementaux). Mise en corrélation avec les données de l'ASPA. Réflexion sur l'identification d'un site d'aménagement permettant de réaliser une évaluation d'impact sur la santé (site à définir).

Ainsi, les objectifs recherchés par une politique publique thématique n'intègrent pas nécessairement l'objectif d'améliorer la qualité de l'air et il se peut qu'une politique, même de nature environnementale, comporte une ambivalence ou une contradiction à gérer dans ses résultats (par exemple densification urbaine et qualité de l'air).

Néanmoins, l'agglomération a engagé des actions et fait évoluer les services qu'elle propose, en particulier en termes de transports en commun, qui a permis une amélioration générale de la qualité de l'air depuis plus de quinze ans. L'évolution du réseau de transports collectifs a permis de tripler sa fréquentation entre 1992 et 2012, Strasbourg a misé largement sur le vélo et a fait de son réseau cyclable le premier de France, la part modale de la voiture a diminué et atteint 46% sur le territoire de l'Eurométropole en 2009, le trafic a diminué significativement en entrée de ville et cette diminution atteint 30 % sur l'avenue du Rhin.

Dès le démarrage du mandat, une délégation à la qualité de l'air a été mise en place par le Président de l'Eurométropole. La collectivité a initié l'organisation sur ce thème en constituant un groupe de travail interservices sur l'Air (cf. composition en annexe 1) qui se réunit tous les deux mois, sous la Présidence du Vice-Président chargé de la transition énergétique, du développement durable, du suivi de la qualité de l'air et notamment le plan de protection de l'atmosphère, et de l'urbanisme opérationnel communautaire, et de la conseillère métropolitaine déléguée à la qualité de l'air. L'objectif de ce groupe est de suivre et évaluer la mise

en place des actions du PPA et de mettre en place les conditions nécessaires à l'atteinte des autres objectifs de la feuille de route de la délégation en déployant 5 actions clairement identifiées et annoncées.

Le 17 avril 2015, le Président de l'Eurométropole, accompagné du Vice-président et de la déléguée à la qualité de l'air, a tenu une conférence de presse pour rendre publics cinq engagements. Ont ainsi été annoncés :

- Le souhait d'une réduction de vitesse sur l'A35 à 70 km/h qui nécessite une implication de l'Etat,
- Le souhait de la mise en œuvre de la circulation alternée en période de pic de pollution,
- Un plan de sortie du diesel pour l'Eurométropole et ses satellites,
- Une démarche visant à réduire les émissions polluantes liées à l'acheminement des livraisons sur le dernier kilomètre en ville,
- Une conférence sur l'air à l'automne 2015 pour mobiliser les acteurs.

Le projet EUROSTR'AIR s'inscrit plus largement dans cette politique. Il vise, dans la durée, à construire les outils permettant de mieux évaluer les effets sur la qualité de l'air des politiques publiques sectorielles. Il est donc à la fois technique et stratégique et requiert de disposer d'une expertise. Cette expertise serait apportée par l'ASPA dans le présent projet (cf. CV en annexe 2).

Un zoom sera réalisé avec la mise en place d'un **observatoire de la qualité de l'air le long de l'axe des Deux-Rives**. Cet observatoire permettrait d'accompagner le développement durable urbain de l'axe à forte densification urbaine, réalisé avec le soutien de l'Etat et de la Caisse des Dépôts dans le cadre du programme Ecocité, à travers les actions suivantes :

- Mise en place d'une **station permanente de mesure dans la cour de l'école Danube** (action déjà planifiée en lien avec l'Eurométropole avec le déplacement de la station actuelle de la rue de la Kurvau) ;
- Réalisation d'une **campagne de mesure permettant d'évaluer la qualité de l'air le long de l'axe**, dans un contexte d'urbanisation partielle en 2015 ;
- Mise en œuvre de **simulations de la qualité de l'air permettant de déterminer les bénéfices et impacts de l'urbanisation** en cours[1]. Ces simulations pourront concerner l'ensemble de l'axe mais également la forme urbaine de certains ilots (cf. ce qui a été fait sur l'école Danube) ;
- Mise en œuvre de **diagnostics de qualité de l'air intérieur** dans des bâtiments déjà construits le long de l'axe (certains énergétiquement performants, d'autres non) ; mutualisation des thématiques avec prise en compte des zones potentiellement soumises à des pollutions des sols ;
- **Portage à destination des décideurs, professionnels mais également de la population** de l'ensemble des stratégies et informations relatives à la qualité de l'air.

Cet observatoire serait au service de la décision, qui permet de combiner les stratégies des différents plans – PCE(A)T, PLUi, PPA – en limitant les émissions de GES du territoire tout en réduisant les populations exposées à des dépassements de valeurs limites pour la protection de la santé humaine. La mise en place dans la cadre d'AACT'AIR de l'observatoire au sens élargi du terme consiste :

[1] A noter qu'EiFER et l'ASPA contribuent actuellement à un projet de recherche et développement relatif à l'évaluation des bénéfices et impacts sanitaires de différentes solutions énergétiques et de mobilité sur cet axe. L'Eurométropole est sollicitée pour la construction des scénarios.

- en cœur de projet, la structuration et l'alimentation d'une base de données primaires et élaborées en tableau de bord intégré des enjeux et actions touchant directement ou indirectement à la pollution ou la dépollution de l'air avec interactions des services concernés,
- en amont, la production de données et outils complémentaires nécessaires à l'observatoire,
- en aval, une phase exploratoire de valorisation de l'observatoire à destination d'une communication favorisant l'implication citoyenne dans la reconquête de la qualité de l'air.

B- CONTEXTE LOCAL ET ENVIRONNEMENTAL

ETAT DE LA QUALITE DE L'AIR

L'Eurométropole de Strasbourg regroupe 28 communes sur 316 km^2 pour une population de 477 502 habitants (ce qui représente 43% de la population du Bas-Rhin et 25% de la population alsacienne).

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)[2] a dressé un état précis avec une série historique depuis le début des années 2000 de la qualité de l'air à l'échelle du territoire.

Cet état des lieux s'appuie sur les travaux de l'ASPA, organisme agréé de surveillance de la qualité de l'air sur la région Alsace. L'Eurométropole de Strasbourg contribue à la mise en œuvre de l'objet de l'ASPA qui couvre les champs suivants :

- évaluer la qualité de l'atmosphère au regard de substances pouvant entraîner des effets nocifs sur la santé et l'environnement à travers la connaissance (rôle d'observatoire) des émissions polluantes dont les gaz à effet de serre, des concentrations d'indicateurs de pollution atmosphérique dans l'air ambiant ou dans les espaces clos, des niveaux d'exposition des populations à la pollution atmosphérique, […] ;

- informer en continu la population et les membres sur les niveaux de concentration des polluants atmosphériques et sur les déterminants et risques associés (rôle de diffusion et de sensibilisation) ;

- apporter des outils et une expertise relative à l'atmosphère (air et climat) permettant d'accompagner les démarches de gestion de l'atmosphère (rôle d'aide à la décision) ;

- contribuer aux études et recherches sur les déterminants et impacts de la pollution de l'atmosphère en Alsace (rôle d'amélioration de la connaissance).

Au bilan de la qualité de l'air, les principaux dépassements de normes constatés sur l'agglomération strasbourgeoise au cours des dernières années concernent les indicateurs de pollution suivants :

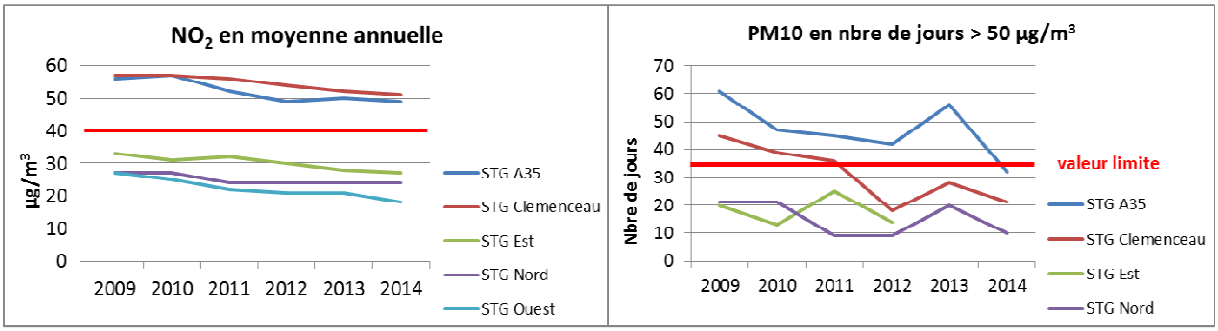
- Dioxyde d'azote :
    - Valeur limite annuelle en proximité routière mais également sur le centre urbain pour certaines années météorologiquement défavorables (2007).
- Particules PM10 :
    - Valeur limite journalière en proximité routière mais également sur le centre urbain pour certaines années météorologiquement défavorables (2007) ; il convient de noter que pour la première fois en 2014 la valeur limite journalière de 35 jours ne devant pas dépasser 50 µg/m^3 n'a été dépassée sur aucune station de mesure de l'agglomération strasbourgeoise.

[2] http://www.alsace.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/PPA_Strasbourg_VFINALE.pdf

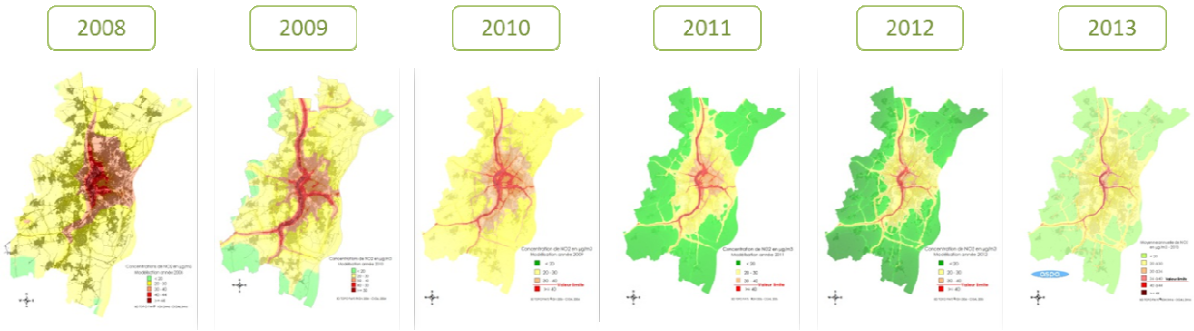
- Seuil d'information et de recommandation ainsi que seuil d'alerte en proximité routière mais également en fond urbain.

- Particules PM2,5 :
  - Objectif de qualité de l'air en milieu urbain (la valeur limite annuelle actuelle n'est pas approchée).
- Ozone :
  - Valeurs cibles pour la protection de la santé humaine et de la végétation.

Le bilan fait apparaître deux polluants prioritaires : le dioxyde d'azote et les particules sur lesquels doivent porter les efforts pour respecter les normes de qualité de l'air.



Les cartes ci-après font apparaître (en rouge) l'évolution de la zone de dépassement de la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote sur le territoire concerné.



Les travaux conduits par l'Institut national de Veille Sanitaire en France dans le cadre du Programme de Surveillance Air et Santé (PSAS) et en Europe dans le cadre du programme APHEKOM[3] illustrent les impacts sanitaires à court et long termes des niveaux de concentrations en polluants. Ils montrent également que certaines pathologies pourraient être attribuables au fait de résider à proximité de grands axes de circulation.

CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET COMPETENCES DE L'AGGLOMERATION

Dans un contexte d'évolution de Communauté Urbaine vers le statut d'Eurométropole intégrant une compétence obligatoire concernant la lutte contre la pollution de l'air, le territoire de l'Eurométropole est concerné par de multiples outils de planification réglementaire touchant directement ou indirectement l'atmosphère et pour lesquels elle est autorité compétente :

[3] Impact sanitaire de la pollution atmosphérique dans neuf villes françaises Résultats du projet Aphekom, APHEKOM – InVS, septembre 2012
http://www.aphekom.org

- L'urbanisme : le Plan Local de l'Urbanisme Intercommunal - PLUi est en cours de constitution ;
- La mobilité : le Plan de Déplacements Urbains - PDU est en cours d'intégration dans le PLUi ;
- La gestion énergétique et des changements climatiques : le Plan Climat-Energie Territorial - PCET intègrera prochainement la qualité de l'air à la suite de la loi de transition énergétique pour une croissance verte ; indirectement, le plan local de l'habitat en cours d'intégration dans le PLUi ;
- La gestion de la qualité de l'air extérieur et de ses effets sur la santé:
    - dans le cadre de l'Eurométropole qui intègrera la compétence « qualité de l'air » avec une feuille de route à définir et faisant l'objet d'un mandat spécifique attribué à une conseillère communautaire et visant le suivi de l'impact sur la santé de la pollution de l'air et la réduction des émissions avec une attention particulière aux inégalités d'exposition ;
    - et également comme partenaire privilégié de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère - PPA piloté par le préfet.

De plus, l'Eurométropole est aussi autorité compétente et organisatrice sur :

- Les transports : l'Eurométropole est autorité organisatrice de transports et à ce titre, a en charge notamment la politique des transports en commun ;
- Les énergies : l'Eurométropole est autorité organisatrice des réseaux de chaleur, etc.
- La lutte contre la pollution de l'air : l'Eurométropole aura à réfléchir à son rôle métropolitain en articulation avec celui des communes de son territoire, notamment s'agissant des écoles et des lieux d'accueil de la petite enfance.

C- POSITIONNEMENT DU PROJET

Ces sujets méritent une prise en compte transversale sur le territoire de l'Eurométropole et en particulier sur l'axe des Deux-Rives qui concentre une part importante du développement de l'agglomération depuis plusieurs années et pour les prochaines décennies, avec la base de réflexions suivantes :

- Une stratégie territoriale d'atténuation des changements climatiques a été mise en place à travers de multiples actions dont la lutte contre l'étalement urbain qui nécessite de reconquérir des espaces en milieu urbain proches des services et des moyens de transports en commun (schéma de cohérence territorial – SCOTERS, plan local de l'urbanisme intercommunal, plan climat-énergie territorial).
- Cette stratégie, légitime, a pour conséquence le développement de nouveaux quartiers dans des zones dont certaines sont aujourd'hui impactées par des dépassements de valeurs limites pour la protection de la santé humaine (voir le diagnostic « qualité de l'air » présenté dans le plan de protection de l'atmosphère), en particulier sur l'axe des Deux-Rives (18 000 nouveaux habitants sur une vingtaine d'années de développement).
- Or la France fait face à un contentieux européen pour les particules PM10 et à un risque de contentieux pour le NO_2 qui impliquera le territoire de l'Eurométropole.
- Et le projet de loi relative à la transition énergétique pour une croissance verte transforme les PCET – Plans Climat-Energie-Territoriaux – en PCAET – Plan Climat-Air-Energie Territoriaux pour les intercommunalités disposant d'une compétence en matière de qualité de l'air, assurant une prise en compte transversale des enjeux de l'atmosphère à l'image du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) à l'échelle régionale.

A- RENFORCER L'INTEGRATION DES ENJEUX ET POLITIQUES DE LA QUALITE DE L'AIR PAR ET POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'EUROMETROPOLE

De nombreux services opérationnels de l'Eurométropole mettent en œuvre des actions qui impactent l'atmosphère ; par exemple les plans « ozone » et « particules » pilotés par le service en charge de l'environnement en cas de pics de pollution – cf. action n°20 du Plan national d'Urgence pour la Qualité de l'Air (PUQA)[4], l'évolution du mix énergétique piloté par le service Energies Réseaux Prospectives, la réduction des émissions de polluants liées aux transports par le service en charge des déplacements, la réduction des besoins en déplacements[5] par le service en charge de la planification urbaine, etc.

Des services des communes de l'Eurométropole ont en charge des décisions ou des actions qui ont un effet sur les niveaux de concentrations en polluants dans l'air intérieur. C'est ainsi le cas des services en charge de la construction, de la petite enfance, de l'hygiène et de la santé, ou bien l'atténuation des changements climatiques voire de la pollution atmosphérique en lien avec les activités des services en charge des espaces verts, etc. Enfin, le plan local de santé de Strasbourg promeut la pratique sportive au bénéfice de la santé. En particulier, les patients peuvent se voir prescrire le prêt d'un vélo sur ordonnance médicale avec des retours positifs de ce dispositif.

Toutefois, si les Plans-Climat-Energie Territoriaux ont permis depuis une petite dizaine d'années une acculturation progressive de nombreux agents et services des collectivités territoriales aux enjeux climatiques et énergétiques, ce n'est pas le cas, au même degré, pour les enjeux de la qualité de l'air, extérieur et intérieur, et de la santé environnementale associée. Ainsi, d'une part la pollution atmosphérique n'est pas suffisamment considérée comme un paramètre à prendre en compte en amont des décisions, et, d'autre part, il n'existe pas d'indicateurs organisés à l'échelle de l'ensemble des services permettant d'évaluer, au fil de l'eau, l'impact des différentes actions de la collectivité dans le cadre de ses missions sur la qualité de l'air.

L'action **INTEGRE-1** du projet EUROSTR'AIR consistera en la mise en place d'un observatoire des politiques mises en œuvre par l'Eurométropole, le cas échéant, avec ses communes membres, et impactant, positivement ou négativement la qualité de l'air extérieur et intérieur.

---

[4] A titre d'exemple, la Communauté Urbaine de Strasbourg a mis en place de manière volontaire dès 1995 pour l'ozone et 2009 pour les particules des plans permettant de favoriser le report modal en cas de pics de pollution avec une tarification préférentielle pour les transports en commun et la location de vélo. Ce dispositif est accompagné de campagnes de communication et d'information médias. Il est en cohérence avec l'action n°20 du plan d'urgence pour la qualité de l'air piloté par le Comité interministériel de la qualité de l'air (CIQA).

[5] Les stratégies d'urbanisme et de mobilité sont étroitement mêlées. Le développement de l'éco-quartier Danube s'accompagne d'une stratégie relative à la mobilité des futurs habitants et usagers, avec des actions visant à favoriser les mobilités douces vis-à-vis de l'atmosphère. Le nombre de place de parking sera limité à 0,5 place par logement (contrainte) alors que des facilités seront offertes pour l'utilisation des transports en commun et du vélo (incitation) dans le cadre d'une politique générale d'intermodalité alliant parking relais, tram, bus, bus à haut niveau de service, auto-partage, développement important du réseau de pistes cyclables, tarification solidaire très fortement incitatives à l'usage des TC, etc... Ces actions, parfois historiques, entrent dans le cadre de deux actions du PUQA :

- L'action n°25 visant une politique cohérente d'intermodalité favorisant l'usage du vélo et de la marche à pied ;
- L'action n°37 visant à expliciter les politiques de mobilité durable par rapport aux objectifs de qualité de l'air.

Organisation :

- Intervenants : Eurométropole (tous services, notamment le service en charge de l'Environnement) en pilotage et soutien d'ASPA
- Impact d'AACT-AIR : programmation et planification des travaux dans un contexte de contrainte forte des unités d'œuvre internes aux services ; financement partiel des unités d'œuvre de l'ASPA permettant de déclencher l'action.
- Résultats escomptés : base de données pérenne des actions de l'Eurométropole, intégrant différents champs d'interrogation par service, activité, enjeu atmosphérique concerné, commune, etc. Cette base de données intègrera les champs suivants : description des principales actions, qualification (voire quantification quand possible dans le cadre de ce projet) de l'impact sur la qualité de l'air. Elle sera portable sur tout autre territoire. Cette action entre dans le champ de l'action n°36 du PUQA visant une meilleure adéquation, au niveau régional et local, de la politique de l'air avec les politiques de transports, de planification et d'urbanisme. Cette action pourra également permettre une valorisation des premiers résultats des mesures réalisés dans le cadre de la surveillance réglementaire de la qualité de l'air intérieur sur les communes qui ont déployé ces mesures initialement prévue avant le 1er janvier 2015.
  Les travaux ainsi engagés faciliteront l'analyse de la contribution des actions de l'Eurométropole aux objectifs du Plan de protection de l'atmosphère de Strasbourg et éclaireront les choix de la collectivité pour ses projets, ses politiques et son plan Climat-Air-Energie.

A la suite de l'action INTEGRE-1, l'action **INTEGRE-2** verra la rédaction d'une plaquette à vocation essentiellement interne (sensibilisation et engagement des services) valorisant la base de données élaborée et permettant de sensibiliser l'ensemble des services et agents aux déterminants et enjeux de la qualité de l'air. La diffusion de cette plaquette sera accompagnée d'un séminaire animé par le service de l'écologie urbaine et l'ASPA.

Organisation :

- Intervenants : Eurométropole (tous services) en pilotage et ASPA
- Impact d'AACT-AIR : programmation et planification des travaux dans un contexte de contrainte forte des unités d'œuvre internes aux services ; financement partiel des unités d'œuvre de l'ASPA permettant de déclencher l'action.
- Résultats escomptés : sensibilisation de l'ensemble des services et d'un nombre important d'agents en charge de missions ayant un lien direct ou indirect avec la qualité de l'air. Les liens entre qualité de l'air et santé seront abordés.

La base de données ainsi constituée deviendra le tableau de bord opérationnel de la mission AIR animée par le groupe interservices de l'Eurométropole. Sa pérennité sera ainsi assurée, devenant après la fin du projet sensu stricto, un outil de management transversal de la thématique. Les budgets nécessaires à son maintien et son éventuel développement après le projet seront financés par le budget général de l'Eurométropole au titre de l'animation de sa politique.

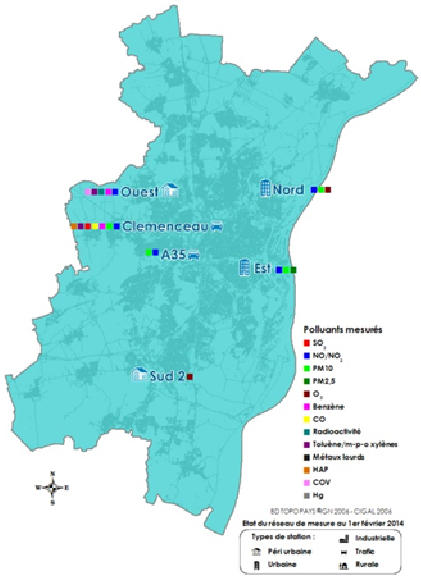
B- ADAPTER LE SYSTEME DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR AUX DEVELOPPEMENTS URBAINS EN COURS SUR L'EUROMETROPOLE

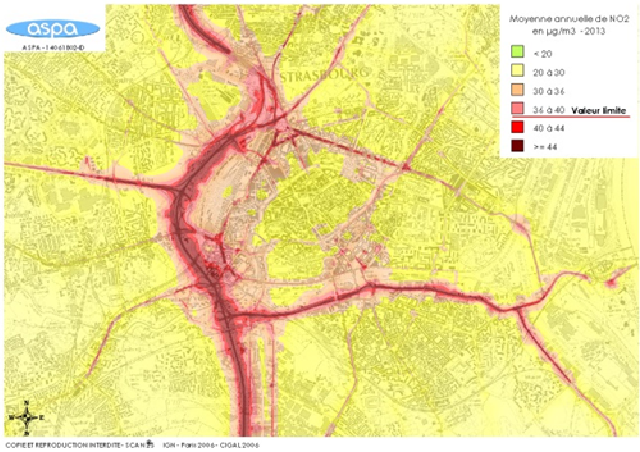
Le système de surveillance de la qualité de l'air est basé sur les outils suivants :

- Un réseau de 6 stations de mesures, qui suivent la qualité de l'air heure par heure, 24h/24 et 7J/7 :

- 2 stations de proximité trafic : le long de l'autoroute A35 à proximité de la porte de Schirmeck et le long du boulevard Clemenceau : ces deux stations présentent des dépassements récurrents des valeurs limites pour la protection de la santé humaine pour le dioxyde d'azote et des particules PM10 ;
- 2 stations urbaines de fond : à Strasbourg, dans la cour de l'école de la Niederau (rue de la Papeterie à la Robertsau) et au niveau du square situé rue de la Kurvau dans le quartier du Neudorf ;
- 2 stations périurbaines mesurant la qualité de l'air en périphérie de l'agglomération : Espace européen de l'entreprise à Schiltigheim et à Geispolsheim ;

- Un système de modélisation de scénarios énergies / émissions et de prévision quotidienne de la qualité de l'air qui permet de cartographier les niveaux de concentrations en polluants et les zones de dépassements des valeurs limites à l'échelle du cœur urbanisé de l'agglomération.





Le réseau de mesure et le système de simulation à l'échelle urbaine répond aux enjeux actuels de la qualité de l'air mais n'est pas pleinement adapté aux enjeux futurs. En particulier, l'axe de développement des Deux-Rives pour les prochaines décennies n'a pu faire l'objet que de campagnes ponctuelles de mesures de la qualité de l'air ne permettant pas un suivi pérenne dans le temps des niveaux de concentrations en polluants, en particulier le dioxyde d'azote et les particules.

Ainsi, l'action **ADAPTE-1** du projet EUROSTR'AIR consistera, en complément du système général de surveillance de la qualité de l'air à l'échelle de l'agglomération et dans le cadre réglementaire, à dimensionner et tester un observatoire de la qualité de l'air le long de l'axe des Deux-Rives entre le quartier du Heyritz et la ville de Kehl. Cet observatoire intègrera :

- un projet de station de mesure pérenne dans une cours d'école pour surveiller la qualité de l'air auprès de population sensible. Cette station, mise en place dans le cadre de la surveillance réglementaire de la qualité de l'air est donc totalement hors demande de financement dans le cadre de ce projet[6]. Sa mise en service est d'ores et déjà prévue à la rentrée scolaire 2018. Au terme de son installation, cette station permettra le suivi permanent des niveaux de concentrations en oxydes

[6] *Cette station doit remplacer la station existante Strasbourg Est en lien avec le MEDDE et le LCSQA.*

d'azote et particules au sein de l'écoquartier Danube situé sur l'axe des 2-Rives. Elle contribuera ainsi à pérenniser l'observatoire de la qualité de l'air le long de l'axe des 2-Rives.

- des campagnes de mesure le long de l'axe des 2-Rives : mobilisant des dispositifs temporaires de prélèvement, elles permettront de déterminer la qualité de l'air sur différents points de l'axe des Deux-Rives mais également la dispersion transversale de la pollution à travers la mise en place de 2 transects de prélèvement de part et d'autre de l'axe routier, l'un situé au niveau de l'Ecoquartier Danube, l'autre au niveau de la ZAC des Deux-Rives ;

- et un zoom du système actuel de modélisation urbaine intégrant l'évolution annuelle progressive des populations du secteur qui sont en progression constante depuis quelques années. La procédure de mise à disposition annuelle par l'Eurométropole des populations nouvellement installées le long de l'axe des 2-Rives sera développée pour un affinement de l'évaluation des populations potentiellement exposées à des dépassements de valeurs limites. Le système de modélisation pourra également être mis en œuvre pour étudier les liens entre forme urbaine et qualité de l'air.

Organisation :

- Intervenants : ASPA en pilotage et Eurométropole
- Impact d'AACT-AIR : développement de l'ingénierie permettant de dimensionner l'observatoire de la qualité de l'air avec financement partiel des unités d'œuvre de l'ASPA permettant de déclencher l'action.
- Résultats escomptés : système de surveillance et d'évaluation de la qualité de l'air, à l'échelle de l'axe de développement des Deux-Rives, en complément du dispositif réglementaire en place à l'échelle de l'agglomération. Amélioration des connaissances et des enjeux de la qualité de l'air en proximité immédiate de l'avenue du Rhin dans un contexte d'urbanisation importante (Ecocité, SCOTERS, PLUi, ZAC Danube, ZAC des Deux-Rives, etc.).

C- RENFORCER L'IMPLICATION DE LA POPULATION DANS LA RECONQUETE D'UNE QUALITE DE L'AIR ACCEPTABLE

Les services de la collectivité portent une responsabilité essentielle dans l'organisation, les atouts mais également les contraintes et limites de l'agglomération de demain, à travers le portage du PLUi, intégrant le PDU, du PCET, du PLH – Plan Local de l'Habitat dans le cadre du PPA.

Les véritables acteurs des quartiers de l'agglomération sont toutefois les habitants et les usagers. Ils occupent et occuperont les logements et futurs logement, utiliserons les services (mobilité, santé, commerces, loisirs) mis en place à l'échelle des quartiers dans le cadre des documents de planification urbaine, et seront partiellement responsables de leur exposition à l'air extérieur et à l'air intérieur à travers leurs choix concernant leurs mobilités, leurs moyens de chauffage, la gestion de leurs logements, lieux de travail, etc.

Ainsi, pour une meilleure acceptabilité des politiques mises en place mais plus encore pour une implication motivée, la population doit être tenue informée sur les enjeux de la qualité de l'air de son environnement immédiat et associée dans les choix de développement qui impactent l'air.

L'action **IMPLIQUE-1** du projet EUROSTR'AIR verra la mise en place d'une série de rencontres avec les associations de riverains voire différents partenaires (par exemple les signataires de la charte de l'environnement et de l'habitat durable) de l'Eurométropole, Strasbourg et ses communes.

Depuis 2014, l'Eurométropole organise tous les deux mois des rencontres avec les associations sur le thème de l'air. Sont regroupés à cette occasion, associations ou collectifs militants sur le thème de l'air, associations de

quartier et associations d'éducation à l'environnement. Grâce au projet EUROSTR'AIR l'objectif est de transformer ces rencontres pour atteindre directement les citoyens, grâce à ce réseau déjà constitué et qui a créé les bases d'un dialogue vif mais constructif sur le thème de l'air.

En complément, un questionnaire de sondage sera mis en place et en œuvre à destination d'un échantillon des habitants de l'Eurométropole (action **IMPLIQUE-2**).

La mise en œuvre du sondage sera réalisée par le service communication de l'Eurométropole à l'aide d'un marché spécifique pour lequel un prestataire spécialisé sera mobilisé sur une enveloppe non comprise dans AACT'AIR.

Pour ces deux actions (IMPLIQUE-1 et IMPLIQUE-2), les spécialistes en communication présents au sein de la collectivité et membres du groupe interservices et un spécialiste en communication au sein de l'ASPA apporteront un soutien tout au long du projet. De plus des universitaires spécialisés en sciences humaines seront mobilisés grâce au partenariat de l'Eurométropole avec la Zone Atelier Environnementale Urbaine (ZAEU) de l'université de Strasbourg. La ZAEU, dédiée aux échanges entre programmes de recherches et politiques des collectivités, fera partie du comité technique du projet et mobilisera des spécialistes aux moments les plus opportuns (cf. Fiche d'identité de la ZAEU en annexe 3).

Pour préparer les questions du sondage, de nombreuses données seront au préalable analysées et valorisées grâce au partenariat avec la ZAEU. La définition du besoin, des cibles et de processus de sondage fera l'objet d'un benchmarking pour aboutir à un cahier des charges précis et complet. Par exemple, les résultats de la consultation de mai 2011 réalisée par la ville de Strasbourg pour étendre les zones 30 km/h sur 70% de la commune seront analysés et un maximum d'enseignement sera recherché. Pour rappel, 54,9% des Strasbourgeois qui se sont exprimés (44,56 % des 139 386 personnes inscrites sur les listes électorales) ont refusé le projet.

Organisation :

- Intervenants : Eurométropole, ZAEU et ASPA
- Impact d'AACT-AIR : financement partiel des unités d'œuvre de l'ASPA permettant de déclencher l'action.
- Résultats escomptés : actions de sensibilisation de l'ensemble des associations de riverains et partenaires de l'agglomération aux enjeux de la qualité de l'air extérieur et intérieur et les effets sur la santé : réunions, contribution à des Conseils de quartier, visites de l'ASPA et de sites de surveillance, etc.

PROGRAMME SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, ORGANISATION DU PROJET

A- PROGRAMME DE TRAVAIL

Le programme de travail proposé reprend les livrables présentés dans le chapitre « description technique et scientifique du projet ».

Action INTEGRE-1 :

- Livrable n°1 : base de données pérenne (tableau de bord) des actions de l'Eurométropole impactant la qualité de l'air avec qualification (voire quand c'est possible quantification) des bénéfices et impacts sur les niveaux de concentrations en polluants
- Indicateur de succès : base de données opérationnelle pérenne et évolutive, pilotée par le service de l'Ecologie Urbaine et partagée entre les différents services de l'Eurométropole

- Responsable du livrable : Service Environnement et Ecologie Urbaine
- Partenaire impliqué : ASPA
- Echéance de fourniture : 9 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ analyse de l'organigramme de la collectivité et détermination des services ayant une action de nature à influer sur la qualité de l'air. 2/ mise en œuvre de réunions entre les services concernées, le service de Environnement et Ecologie Urbaine et l'ASPA. 3/ alimentation de la base de données.

Action INTEGRE-1 :

- Livrable n°2 : valorisation des premiers résultats des mesures réalisés dans le cadre de la surveillance réglementaire de la qualité de l'air intérieur sur les communes qui ont déployé ces mesures initialement prévue avant le 1er janvier 2015
- Indicateur de succès : analyse statistique des résultats de mesure, note associée et préconisation d'action d'amélioration pour les bâtiments ayant présenté les niveaux de concentrations en polluants les plus élevés
- Responsable du livrable : Service Santé environnementale, en lien avec le service chargé des affaires scolaires
- Partenaire impliqué : ASPA
- Echéance de fourniture : 6 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ récupération de l'ensemble des résultats d'analyse de la qualité de l'air réalisées par un bureau d'étude dans le cadre de la surveillance réglementaire. 2/ analyse statistique des résultats et rédaction d'une note de présentation. 3/ préconisation d'action dans certains bâtiments / salles.

Action INTEGRE-2 :

- Livrable : plaquette relative à la qualité de l'air, présentant les principaux enjeux sur le territoire de l'Eurométropole, les actions déjà mises en œuvre
- Indicateur de succès : mise à disposition dans tous les services de l'Eurométropole et valorisation dans le magasine périodique de l'Eurométropole largement distribué auprès des habitants de la collectivité
- Responsable du livrable : Service de Environnement et Ecologie urbaine et service de la communication
- Partenaire impliqué : ASPA
- Echéance de fourniture : 6 mois après la finalisation de l'action INTEGRE-1, soit 15 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ rédaction d'une plaquette communicante valorisant les livrables de l'action INTEGRE-1. 2/ distribution auprès des services de la collectivité et valorisation auprès de la population. 3/ mise en œuvre d'un séminaire interne aux services de l'Eurométropole.

Action ADAPTE-1 :

- Livrable n°1 : projet de station de mesure pérenne (financée hors projet dans le cadre de la surveillance réglementaire)
- Indicateur de succès : rédaction du cahier des charges de la station de mesure et intégration dans le plan architectural du bâtiment de la future école du quartier Danube

- Responsable du livrable : Service de Environnement et Ecologie urbaine en lien avec le service des affaires scolaires
- Partenaire impliqué : ASPA
- Echéance de fourniture : 12 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ rédaction du cahier des charges de la station de mesure « Danube ». 2/ analyse du cahier des charges du bâtiment accueillant le bâtiment de l'école Danube. 3/ mise en place d'un partenariat avec l'aménageur et l'architecte du projet d'école pour adaptation de l'architecture du bâtiment aux besoins d'installation de la station de mesure.

Action ADAPTE-1 :

- Livrable n°2 : campagne de suivi de l'air ambiant le long de l'axe des 2-Rives
- Indicateur de succès : rapport d'exploitation des résultats
- Responsable du livrable : ASPA
- Partenaire impliqué : Service de Environnement et Ecologie urbaine
- Echéance de fourniture : 24 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ rédaction du cahier des charges de la campagne de mesure. 2/ mise en œuvre. 3/ analyse, exploitation et valorisation des résultats.
- Outils mis en œuvre : pour le suivi du NO_2, principal indicateur de la pollution d'origine routière : tubes à diffusion passive ; pour le suivi des particules PM10, indicateur de pollution routière, résidentielle voire industrielle sur la zone : microvol (préleveurs bas-débit permettant un suivi hebdomadaire des niveaux de concentrations).

Action ADAPTE-1 :

- Livrable n°3 : système de modélisation adapté aux enjeux de la qualité de l'air sur l'axe des 2-Rives
- Indicateur de succès : résultat du croisement entre pollution et populations résidant le long de l'axe des 2-Rives. Rapport de simulation des niveaux de concentrations en fonction de la forme de quartiers en projet.
- Responsable du livrable : ASPA
- Partenaire impliqué : Service Environnement et Ecologie urbaine
- Echéance de fourniture : 24 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ Mise en place d'une organisation entre les services de l'Eurométropole et de l'ASPA permettant d'assurer la mise en disposition par l'Eurométropole des populations nouvellement résidantes chaque année. 2/ Pour 2 futurs quartiers, mise en œuvre de simulations de la qualité de l'air permettant d'optimiser la forme des bâtiments pour limiter l'exposition des futurs riverains.
- Outils mis en œuvre : 1/ simulation de la qualité de l'air à l'échelle de l'axe des 2-Rives : ADMS Urban. 2/ simulation de la qualité de l'air en fonction de la forme des bâtiments : MISKAM (déjà testé sur l'écoquartier Danube par l'ASPA en 2012)

Action IMPLIQUE-1 :

- Livrable : partenariat renforcé entre la collectivité, ses habitants et certains partenaires

- Indicateur de succès : rencontres entre les riverains, partenaires, les élus et les services de la collectivité
- Responsable du livrable : Service de Environnement et Ecologie Urbaine et service chargé de la communication
- Partenaire impliqué : Groupe interservices sur AIR, ASPA, ZAEU
- Echéance de fourniture : 18 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ mise en place d'une base de données des associations de riverains et de partenaires à l'échelle des 28 communes de l'Eurométropole de Strasbourg. 2/ séminaire d'échanges sur la qualité de l'air avec les représentants des associations. 3/ puis organisation de réunions décentralisées auprès des différentes associations (ou en regroupement le cas échéant) et partenaires permettant de rencontre un public le plus large possible.

Action IMPLIQUE-2 :

- Livrable : sondage auprès de la population en vue de réaliser un état des lieux de la perception des habitants concernant l'état de la qualité de l'air, son évolution, les actions d'amélioration mises en œuvre et le potentiel de contribution des riverains et associations
- Indicateur de succès : analyse statistique des résultats du sondage
- Responsable du livrable : Service de Environnement et Ecologie urbaine et service communication
- Partenaire impliqué : Groupe interservices sur AIR, ASPA et ZAEU
- Echéance de fourniture : 24 mois après le démarrage du projet
- Méthode : 1/ rédaction d'un questionnaire support du sondage. 2/ mise en œuvre du sondage. 3/ analyse statistique des résultats.

B- MANAGEMENT ET ORGANISATION DE L'EQUIPE PROJET

Le pilotage du projet sera assuré par une commission existante, dénommée Bureau Environnement de l'Eurométropole qui regroupe uniquement des élus et qui assurera le rôle de comité de pilotage. Cette instance se réunit au besoin autant que nécessaire. Sa composition est disponible en annexe 4.

Le comité de pilotage se réunira au minimum 3 fois :

- Au lancement du projet : rappel des actions à déployer, moyens, planification et livrables ;
- A mi projet (M+12) : avancement général des travaux pour les 3 thématiques ;
- A M+20 mois, permettant de s'assurer que l'ensemble des livrables seront disponibles à M+24 mois.

Le comité technique du projet sera composé du groupe interservices de l'air (composition disponible en annexe) étendu aux membres extérieurs (un représentant de la direction de l'ASPA, un représentant de la direction régionale de l'ADEME et le représentant de la ZAEU). Il pourra au besoin associer d'autres parties prenantes aux enjeux de la qualité de l'air sur le territoire. Il se réunit tous les deux mois et décidera de mobiliser le comité de pilotage en plus des trois rendez-vous minimaux prévus.

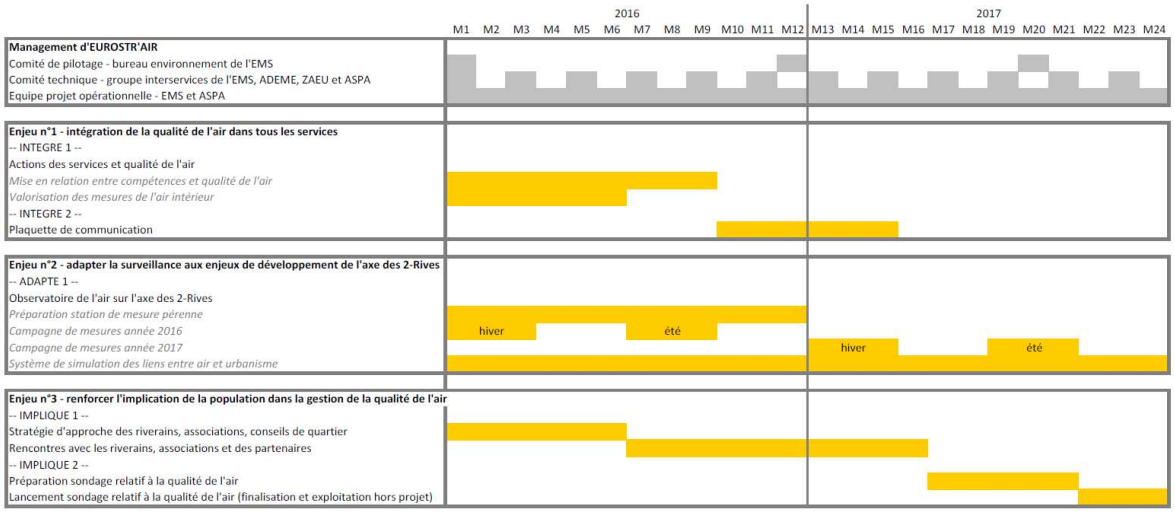
Les services de l'Eurométropole les plus impliqués (Environnement et Ecologie urbaine, affaires scolaires, le cas échéant Santé environnementale, etc.) et l'ASPA (surveillance générale, expertise air intérieur, campagnes de mesures, modélisation) seront en contact régulier pour assurer le bon avancement des 6 actions ; ils formeront

l'équipe projet opérationnelle, sa composition étant arrêtée lors du premier comité technique puis soumise à la validation du comité de pilotage. L'ASPA mettre en œuvre en interne un bilan tous les deux mois de l'avancement des travaux réalisés dans le cadre du projet EUROSTR'AIR.

L'ensemble des notes et rapports prévus (cf. chapitre précédent) sera partagé entre les partenaires du projet et transmis à l'ADEME en version papier et version électronique.

C- PLANNING GENERAL DU PROJET

Le diagramme de Gantt suivant résume la planification générale du projet avec un démarrage prévu au 1er janvier 2016 pour une finalisation au 31 décembre 2017 :



CONTRACTUALISATION ET SUIVI DE L'OPERATION

La contractualisation du projet entre l'Eurométropole et l'ADEME nécessite au préalable l'adoption d'une délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg qui se réunit 5 fois durant l'année 2015. Compte tenu de la date prévisionnelle de démarrage du projet que nous proposons au 1er janvier 2016, il est possible de soumettre un projet de délibération à deux séances du conseil de l'Eurométropole, celle du 26 juin 2015 ou celle du 27 novembre 2015. La signature de la convention sera alors soumise au Président ou au Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de la qualité de l'air.

M. Laurent SIRY, chargé d'expertise environnementale au sein du service de l'Environnement et de l'écologie urbaine, lui-même rattaché à la direction de l'Environnement et des services publics urbains, sera l'interlocuteur technique de l'opération et coordonateur du projet (03 88 43 64 29 – 06 32 77 89 46 - laurent.siry@strasbourg.eu). M. Laurent SIRY sera secondé par M. Mikael LUX, animateur du Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg (03 88 43 63 47 – mikael.lux@strasbourg.eu) au sein du service Energies Réseaux Prospectives.

M. Arnaud BONTEMPS, chef du service Environnement et écologie urbaine sera l'interlocuteur administratif de l'opération (03 88 43 60 15 – arnaud.bontemps@strasbourg.eu)

JUSTIFICATION DES MOYENS DEMANDES ET PRECISIONS ADMINISTRATIVES

L'Eurométropole de Strasbourg demande un soutien à hauteur de 70 k€ dans le cadre de l'appel à projet AACT-AIR 2015, répartis comme suit :

- Coordination générale sur 24 mois
    - UO ASPA : 20 journées-ingénieur
    - UO Eurométropole de Strasbourg : 20 journées-ingénieur
- INTEGRE 1 – observatoire et base de données des actions de l'Eurométropole relatives à l'air extérieur et à l'air intérieur
    - UO ASPA : 20 journées-ingénieur
    - UO Eurométropole de Strasbourg : 20 journées-ingénieur
- INTEGRE 2 – plaquette de sensibilisation interne
    - UO ASPA : 10 journées-ingénieur
    - UO Eurométropole de Strasbourg : 5 journées-ingénieur
- ADAPTE 1 – observatoire de la qualité de l'air le long de l'axe des Deux-Rives
    - Campagne de mesure :
        - UO ASPA : 20 journées-technicien + 15 journées-ingénieur
        - Matériel et analyse : 15 k€
    - Cartographie à haute résolution incluant 2 scénarios de forme urbaine pour 2 quartiers
        - UO ASPA : 40 journées-ingénieur
    - UO Eurométropole de Strasbourg : 10 journées-ingénieur
- IMPLIQUE 1 – A la rencontre des riverains et usagers
    - UO ASPA : 10 journées-ingénieur
    - UO Eurométropole de Strasbourg : 20 journées-ingénieur
- IMPLIQUE 2 – questionnaire à destination des habitants
    - UO ASPA : 10 journées-ingénieur
    - UO Eurométropole de Strasbourg : 5 journées-ingénieur

Besoin en financement de l'ASPA :

- Unités d'œuvre :
    - 125 journées-ingénieur : 72 031 €
    - 20 journées-technicien : 8 725 €
- Matériel et analyse : 15 k€
- Mise à disposition par la ville de Strasbourg d'un local pour l'implantation d'une station de mesure pérenne au sein de l'école Danube : non intégré dans le budget AACT'AIR (mise à disposition hors projet)
- Matériel mis à disposition par l'ASPA pour l'implantation d'une station de mesure pérenne au sein de l'école Danube : environ 100 k€ non intégré dans le budget AACT'AIR (analyseur NOx, analyseur PM10, préleveur PM10, station d'acquisition, climatisation, etc.)
- Budget total hors mise à disposition par l'Eurométropole et l'ASPA : 95 756 €
- Taux d'aide de l'ADEME : 30%
- Montant demandé : 67 029 €
- Financement complémentaire de l'ASPA : 28 727 € dans le cadre de son plan de surveillance de la qualité de l'air (surveillance en proximité routière, en milieu urbain et action d'information / sensibilisation)

Moyens mis à disposition du projet par l'Eurométropole :

- 80 journées = 19 826,37 €

Le RIB de l'Eurométropole est fourni ci-après :

BANQUE DE FRANCE			
RC PARIS B 572104891 Relevé d'identité bancaire			
TITULAIRE : **067058 RECETTE DES FINANCES STRASBOURG** DOMICILIATION : **BDF STRASBOURG**			
RIB AUTOMATISE			
CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB
30001	**00806**	**C6720000000**	**56**
IDENTIFICATION INTERNATIONALE			
IBAN		FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056	
Identifiant Swift de la BDF (BIC)		**BDFEFRPPCCT**	

ANNEXE

ANNEXE 1 : COMPOSITION DU GROUPE INTERSERVICES SUR L'AIR DE L'EUROMETROPOLE

Pôle / Direction / Service	Correspondant	Fonction
Cabinet / Élus	ALAIN JUND	Vice-président
Cabinet / Élus	FRANÇOISE SCHAETZEL	Conseillère municipale et Eurométropolitaine déléguée à la qualité de l'air
Délégation sécurité, prévention et sports	PIERRETTE GUNTHER-SAËS	DGA
Délégation pilotage, ressources, environnement et climat	SERGE FORESTI	DGA
Délégation relations internationales et communication	JEAN-FRANÇOIS LANNELUC	DGA
Délégation cohésion sociale et développement éducatif et culturel	YVES AUBERT	DGA
Délégation aménagement, développement et mobilité	PIERRE LAPLANE par intérim	DGS DGA par intérim
Direction de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'Habitat	ERIC CHENDEROWSKI	Directeur
DUAH / Mission territoriale 2 rives	CARINE LAMBERT-DUPONT	Cheffe de service
DUAH / Service projets urbains	STÉPHANIE STRASSER	Cheffe de service
DUAH / Service projets urbains	FLORIAN VENANT	Chargé de mission développement urbain durable
DUAH / Service prospective et planification territoriale	GUILLAUME SIMON	Chef de service

DUAH / Service prospective et planification territoriale	CATHY MULLER	
DUAH / Service de l'habitat	GENEVIEVE BRUN	Cheffe de service
DUAH / Service de l'habitat	CLOTILDE ALMERAS	
Direction de la mobilité et des transports	BRUNO JANSEM	Directeur
DMT / Service déplacements	RONAN GOLIAS	Chef de service
DMT / Service déplacements	MAEVA MOREAU	
DMT / Service déplacements	JEAN-LUC MARCHAL	
DMT / Service déplacements	CELINE OPPENHAUSER	
Direction des ressources logistiques	PASCAL HALLER	Directeur
Service achat et commande publique	BRUNO KOEBEL	Chef de service
Service achat et commande publique	SADIA BOULAMTAMER	
DSS / Service promotion de la santé de la personne	CECILIA JAGOU	
DSS / Service promotion de la santé de la personne	FRANÇOIS JOUAN	
DEPN / Service espaces verts et de nature	LOUIS TISSIER	Chef de service
Service hygiène et santé environnementale	PASCALE ROUILLARD-NEAU	Cheffe de service
DESPU / Service ressources administration générale	GERALDINE PRUDENCE	

DESPU / Service énergie, réseaux et prospectives	THIERRY WILLM	Chef de service
DESPU / Service énergie, réseaux et prospectives	MIKAËL LUX	Chef de projet PCET
DESPU / Service environnement et écologie urbaine	ARNAUD BONTEMPS	Chef de service
DESPU / Service environnement et écologie urbaine	LAURENT SIRY	Chef du projet EUROSTR'AIR
DRL / Service parc véhicules et ateliers	BENOÏT WEINLING	Chef de service
ASPA	EMMANUEL RIVIERE	Directeur adjoint

ANNEXE 2 : CV DES INTERVENANTS DE L'ASPA

Emmanuel RIVIERE

ASPA - 5 rue de Madrid - 67300 SCHILTIGHEIM

03 88 19 26 64 - eriviere@atmo-alsace.net

EXPERIENCE ET COMPETENCES

2000 à ce jour Directeur adjoint et responsable études à l'ASPA. L'ASPA est agréée par le Ministère chargé de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région Alsace.

- Pilotage du service études et participation à des études
- Participation à des groupes de travail nationaux relatifs à l'organisation de la surveillance de la qualité de l'air en France

Expert ANSES : Etude d'impact des infrastructures routières – 2011-2012 ; membre du comité d'experts spécialisés « milieux aériens » – 2014-2016

1996 – 2000 Ingénieur d'études au CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique).

Participation aux inventaires d'émissions

Participation à des colloques et groupes de travail nationaux et internationaux sur les méthodologies liées aux inventaires d'émissions (EMEP / CORINAIR, GIEC, etc.)

FORMATION INITIALE

1992 – 1995 Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse

Obtention du diplôme d'Ingénieur - Option environnement

6 mois d'études au Trinity College de Dublin (Irlande)

1990 – 1992 Mathématiques supérieures et spéciales au lycée Janson-de-Sailly (75)

Anglais Courant

Charles SCHILLINGER
ASPA - 5 rue de Madrid - 67300 SCHILTIGHEIM
03 88 19 27 77 - cschillinger@atmo-alsace.net

EXPERIENCE ET COMPETENCES

2000 à ce jour Ingénieur études à l'ASPA. L'ASPA est agréée par le Ministère chargé de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région Alsace.

Modélisation de la dispersion atmosphérique à l'échelle urbaine, en proximité au trafic routier

Cartographie de la qualité de l'air

Calcul des émissions liées aux transports

FORMATION INITIALE

1999 - 2000 ULP de Strasbourg

Obtention du DESS Analyse Biologique et Chimique à Option « Environnement »

1997 – 1999 ULP de Strasbourg

Licence et Maîtrise en Chimie-Physique

Anglais Moyen

Eric HERBER

ASPA - 5 rue de Madrid - 67300 SCHILTIGHEIM

03 88 19 26 34 - eherber@atmo-alsace.net

EXPERIENCE ET COMPETENCES

2000 à ce jour Chargé d'études puis ingénieur études à l'ASPA. L'ASPA est agréée par le Ministère chargé de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région Alsace.

Pilote de l'activité des campagnes de mesure Air Ambiant :

Gestion projets : définition des objectifs, analyse des besoins et de la faisabilité, chiffrage travaux, planification, suivi avancement.

Techniques de mesure : choix des systèmes de mesure (capteurs, préleveurs, analyseurs), maîtrise technique des matériels, veille technologique, lien référent avec les laboratoires d'analyses.

Amélioration continue : membre du comité national de suivi du benzène, des HAP et des métaux lourds, veille normative et déclinaison interne.

Communication : interface avec les partenaires, en charge de la validation, du traitement, de l'exploitation des résultats de mesure, production de rapports (livrables).

FORMATION INITIALE

2012 - 2014 Université de Haute-Alsace de Mulhouse

Obtention du Master 2 en Management de Projets

1997 – 1999 Lycée Arthur Varoquaux de Tomblaine

Certificat en informatique pour l'instrumentation scientifique et médicale

1995 – 1997 Lycée Jean Rostand de Strasbourg

BTS Techniques physiques pour l'industrie et le laboratoire

Anglais Moyen

Nathalie LECLERC

ASPA - 5 rue de Madrid - 67300 SCHILTIGHEIM

03 88 19 26 64 - nleclerc@atmo-alsace.net

EXPERIENCE ET COMPETENCES

2000 à ce jour Ingénieur études à l'ASPA. L'ASPA est agréée par le Ministère chargé de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région Alsace.

Stratégie régionale sur le suivi de l'air intérieur en Alsace et développement des actions associées (actions PRSE II / partenariat ARS).

Evaluation de l'air intérieur dans les bâtiments performants en énergie (co-rédaction du volet QAI du protocole PREBAT / participation aux ateliers du pôle de compétitivité Energivie).

Co-animation des travaux de la fédération ATMO France.

Membre du Conseil Scientifique de l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur (OQAI).

Expert ANSES – Valeurs Guides de la qualité de l'Air Intérieur II - 2010-2013 - surveillance et méthodes d'analyses - Participation à l'élaboration des VGAI et des préconisations associées sur les méthodes de mesure disponibles pour la substance étudiée ainsi que sur la stratégie d'échantillonnage.

FORMATION INITIALE

1999-2000 DESS Analyses Biologiques et Chimiques appliquées à l'environnement - Strasbourg

1996 – 1999 Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier (ENSCM)

3ème année réalisée à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zürich

1993 – 1996 Mathématiques supérieures et spéciales au lycée Henri Poincaré, Nancy (54)

Anglais Courant

Cyril PALLARES

ASPA - 5 rue de Madrid - 67300 SCHILTIGHEIM

03 88 19 27 71 - cpallares@atmo-alsace.net

EXPERIENCE ET COMPETENCES

2000 à ce jour Ingénieur études à l'ASPA. L'ASPA est agréée par le Ministère chargé de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région Alsace.

Pilote de l'activité surveillance permanente - Air Ambiant

- Stratégie de surveillance
- Surveillance produits phytosanitaires, pollens…

Pilotage d'études environnementales et d'impact

- coordination des études relatives au diagnostic de qualité de l'air sur l'agglomération de Mulhouse et sur les villes moyennes en Alsace (Haguenau, Sélestat, …)
- projets routiers et industriels
- programme INTERREG (II, III, Oui Biomasse, Biocombust, …)

Communication

- coordination de l'élaboration et la diffusion des données périodiques et épisodiques
- externe (relation médias, interviews, rédaction d'articles)
- Formations en milieu scolaire, industriel et institutionnel

. 1996 – 1999 Chercheur au Laboratoire de Physico-Chimie de l'atmosphère

Université Louis Pasteur de Strasbourg

Réalisation d'inventaire d'émissions

Modélisation de qualité de l'air

Etude physico-chimique du devenir de polluants émis dans l'atmosphère (ozone, phosgène, methylperoxyde).

1990 – 1994 Chercheur au Laboratoire de Cinétique et Analyse

Ecole de Chimie de Strasbourg (EHICS)

Etude de la stabilité dans l'atmosphère d'un produit de dégradation d'analogues de Chloro-Fluoro-Carbone (C.F.C.) mis au point par l'industrie

Etude la formation d'acidité dans l'atmosphère du au rejet de dioxyde de soufre dans le cadre du problème des "pluies acides".

FORMATION INITIALE

1990 - 1993 Doctorat de Chimie Physique

Option Analytique, Séparation et Environnement

Université Louis Pasteur de Strasbourg

1993 - 1988 Diplôme d'Etudes Approfondies de Biologie Moléculaire et Cellulaire

Université Louis Pasteur de Strasbourg

Anglais Niveau B1/B2 (CECR)

Amandine HENCKEL
ASPA - 5 rue de Madrid - 67300 SCHILTIGHEIM
03 88 19 26 34 - ahenckel@atmo-alsace.net

EXPERIENCE ET COMPETENCES

2014 à ce jour Ingénieur communication à l'ASPA.

Pilote du processus « communication » :

Communication statutaire et institutionnelle

Communication et sensibilisation presse et grand public (internet, réseaux sociaux, articles)

Valorisation des outils et projets mis en œuvre par l'ASPA

Préparation et contribution évènementielle

FORMATION

Doctorat en Biochimie et Biologie Moléculaire (2009), Université de Montpellier; financé par l'Allocation de recherche du ministère de l'Education et de la Recherche et par l'Association pour la Recherche sur le Cancer. Institut de Génétique Moléculaire de Montpellier.

DEA Biologie Santé (2005), Université de Montpellier

Diplôme d'Ingénieur Chimiste de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier (2005)

Baccalauréat série Scientifique, Toulon (2000)

Master Communication Scientifique (2014), Université de Strasbourg

Anglais Courant

ANNEXE 3 : ZONE ATELIER ENVIRONNEMENTALE URBAINE – FICHE D'IDENTITIE ET CV

FICHE D'IDENTITE DE LA ZONE ATELIER

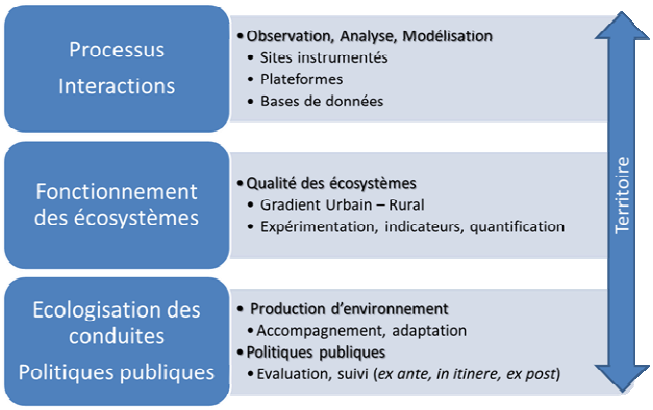
La Zone Atelier Environnementale Urbaine (ZAEU) a comme spécificité de porter ses questionnements sur les espaces urbanisés avec des hétérogénéités de densités et d'activités. Elle s'inscrit dans une réflexion globale de pérennisation (résilience) des socioécosystèmes (SES) urbains prenant la Communauté Urbaine de Strasbourg comme un modèle actuel de l'anthropisation des milieux. Elle appuie ses travaux sur une vision de l'urbanisation qui se veut « productrice d'environnement » prônant la sagesse territoriale pour le bénéfice des sociétés et de leur environnement.

Le site de la ZAEU s'étend sur le territoire de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS). La CUS regroupe 28 communes et abrite près de 500 000 habitants. Soit 43% de la population du Bas-Rhin (1/4 de la population alsacienne) qui se regroupent sur ce territoire de 305,97 km². Ce site densément urbanisé est représentatif des zones urbaines qui sont l'objet principal des travaux menés. Face aux enjeux qui bousculent actuellement les villes (changement climatique, ligne économique, croissance démographique…), la ZAEU s'est proposé (1) d'initier une co-construction des connaissances sur le système urbain entre diverses disciplines et divers acteurs, (2) d'aborder les questions portant sur la « pérennisation d'un système urbain» dans une logique de développement durable. Cette notion de pérennité tournée sur les fonctions urbaines rassemblant les trois piliers du développement durable (écologie, économie et société) a glissé au cours de ces quatre années vers celles de « soutenabilité » et de « résilience » d'un socioécosystème (SES) urbain.

Les questionnements ont porté sur l'évolution des interactions au sein du Socioécosystème (SES) urbain entre les systèmes écologiques, les ressources et la société (Mathevet et Bousquet 2014) : comment les processus des premiers entrainent des réponses de la société ? Comment cette dernière impacte ou altère les structures et fonctions des communautés d'organismes vivants dans le temps et l'espace ? Y a-t-il des émergences en termes de processus naturels, de fonctionnement des structures, d'adaptation des pratiques ? Comment cela se traduit-il au sein des politiques publiques ? Comment ces interactions modèlent l'évolution du système vers un futur soutenable ? Allons-nous d'une écologie de la ville vers une écologie pour la ville ? De quelles transitions parlons-nous ? Et comment sont-elles identifiables ? Quels sont les processus et les dynamiques sociales à l'œuvre ?

Les axes de travail

Ces questions reflètent la complexité du SES urbain. Il est délicat de ne se focaliser que sur un aspect ou un composant de ce système tant les interactions sont multiples, avec des échelles spatiales et temporelles nombreuses. Compte tenu des compétences des membres de la ZAEU (géographie, hydrologie, aménagement & urbanisme, écologie, génomique, sociologie, ethnologie, anthropologie, chimie et radiochimie, informatique et traitement de l'information, hydrochimie et géochimie), trois axes ont émergé et ont rassemblé les actions de recherche lors de ces 4 premières années de travaux de la ZAEU :



Actions de recherche :

Energie, pollution de l'air, climat

Risque et eau

Ecologie végétale et animale

Evolution urbaine et occupation des sols

Ecologisation des conduites

Figure 1 : Les axes de réflexion et leur déclinaison

Sites instrumentés

Parmi les sites actuels, certains sont instrumentés pour obtenir des mesures sur des temps longs, ils sont l'objet de travaux interdisciplinaires bénéficiant d'une certaine ancienneté permettant à plusieurs groupes de travailler ensemble.

- Les sites matérialisés et pérennes : l'un porte sur le traitement des eaux pluviales avec une inter-comparaison de différents dispositifs avant le rejet dans la rivière (Ostwaldergraben) ; l'autre porte sur la renaturation d'une île artificielle sur le Rhin avec une remise en eau (Ile du Rohrschollen) avec une reconnexion au Rhin d'un ancien bras latéral. Des projets de recherche soutiennent les recherches sur ces deux sites, avec de nombreux partenaires (CUS.-Eurométropole, EDF, Agence de l'eau Rhin Meuse – AERM, …). Ces deux sites offrent l'occasion d'une collaboration fructueuse entre disciplines et entre partenaires (Figure 2).

- D'autres sites plus diffus correspondant à des objectifs spécifiques ont été investis sur l'ensemble du territoire ; par exemple les enquêtes sur le compostage et les pratiques de tri des habitants, ou encore les sites de mesures de l'impact de la pollution atmosphérique sur le cycle de reproduction des mésanges selon un gradient urbain-rural.

- Un site envisagé pour le projet de la ZAEU est le « Parc Naturel Urbain de Strasbourg », zone de confluence entre le Bruche et l'Ill qui regroupe des espaces et des activités variés (forêt, zone de maraichage, zones d'activité et zones résidentielles etc.). Une animation favorisant le lien social mais aussi l'émergence de « comportement citadin » a été initiée par la CUS. La ZAEU a pour projet d'investir cette zone (1) pour mettre en place des sites d'observation sur la ressource en eau, la biodiversité et l'étude des sols, et (2) développer des actions de recherche plus partenariales et sociétales pour par exemple établir des suivis d'expérimentation en cours (pratiques citadines, agricultures urbaines, mobilité douce, etc.).

Projet 2015- 2020

Considérant que nous faisons face à un phénomène de « transition » dans divers domaines : écologique, énergétique, démographique et démocratique, à une vitesse et une ampleur sans précédent, la ZAEU projette de prendre ce cadre analytique pour développer ses futurs travaux. Ainsi un axe coordonnera les actions de recherche sur les **« Territoires en transition et la réflexion exploratoire sur l'évaluation et le suivi des politiques publiques ».** La notion même de transition reste à « préciser, en effet elle peut se décliner par des changements d'états, des processus évolutifs, des adaptations à des perturbations… Il

sera donc nécessaire de travailler ensemble sur cette notion. La réflexion portera dans un premier temps sur le territoire en transition : la matérialisation du tissu naturel urbain, la transition écologique ou encore la transition énergétique de la ville. En effet, ces aspects « territoires en transition » se retrouvent dans les préoccupations des différents groupes cités précédemment.

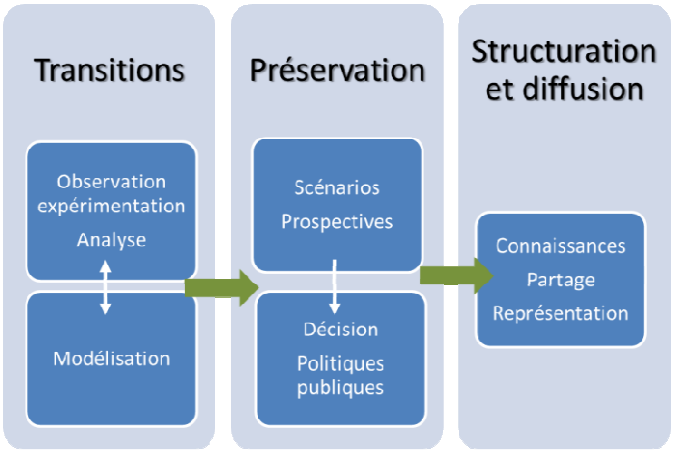
Les processus identifiés sont articulés avec les autres, leur prise en compte étant intégrée dans des choix de politiques publiques dont l'évaluation dans le temps (*ex ante*, *in itinere* et *post ante*) peut aussi se définir à plusieurs niveaux spatiaux, en fonction de directives légales appliquées par la collectivité ou d'une réception (représentation et appréciation) par la population. L'imprégnation d'une certaine «sagesse territoriale » préconisée par les acteurs de terrain tend à démontrer que la ville « productrice d'environnement », capable d'évaluer les choix de stratégie territoriale est une notion qu'il nous reste à étudier et dont il faut mesurer les effets.

Ceux-ci devraient entrer en résonance avec le deuxième axe proposé qui porte sur la ***« Préservation et le « Ménagement » des territoires »****. Le constat porte bien entendu sur impacts anthropiques et la nécessité d'en minimiser au maximum les effets ; s'ajoute à cela la difficulté, pour un territoire au sein duquel différents partis décisionnels évoluent, de trouver une optimisation de compensation de ces impacts.* Ménager le territoire *c'est prendre soin de lui, considérer que son développement se doit d'être sensible à des préoccupations économiques et sociales mais aussi environnementales. C'est aussi considérer que les actions menées ont un impact positif ou négatif qui peuvent s'avérer contre-intuitif plus tard, à moyens ou longs termes, et qu'il s'agit d'anticiper autant que faire se peut pour préserver le potentiel environnemental d'un territoire, voire d'être en mesure d'établir une stratégie compensatoire sur le long terme favorisant des équilibres et des efforts partagés. La réflexion se portera entre autre sur la possibilité d'élaborer en co-construction une stratégie territoriale de compensation afin d'éviter une multiplication au coup par coup d'actions de compensation. Les questions scientifiques s'articulent autour de l'évaluation des impacts environnementaux et des réponses apportées par la collectivité. Comment évaluer la richesse écologique et favoriser un renforcement de celle-ci en acceptant la délocalisation de la compensation ? Comment du point de vue des politiques publiques faire émerger la notion de stratégie compensatoire à l'échelle d'un territoire, sans pénaliser, discriminer certaines zones ? L'intérêt pour la collectivité, est de pouvoir élaborer une stratégie permettant d'être anticipatrice et efficace tout en étant en cohérence avec les obligations de compensation quand cela s'impose. Cet axe regroupera donc les actions de recherche qui tendent à stimuler les approches intégrées de l'environnement (anticipation, évaluation et prédiction des conséquences du forçage anthropique sur les SES (échelle locale ou régionale), à favoriser les innovations scientifiques, technologiques et sociales pour réhabiliter les milieux et/ou compenser les dommages subis, à favoriser l'étude de l'impact des changements de comportement (e.g. politiques publiques) sur l'état et le devenir des SES. (Evaluation Ex post) ainsi que la réflexion sur le concept, la mise en place et le suivi d'une stratégie compensatoire à l'échelle d'un territoire.*

Enfin prenant acte de la révolution numérique en cours (masses de données hétérogènes, multicapteurs et multistratégies pour les traiter, multiacteurs de la collecte à l'interprétation), le troisième axe ***« Diffusion des connaissances/ergonomie/interactions et articulations »*** *développé par la ZAEU se positionne sur la diffusion des connaissances et les moyens nécessaires pour en assurer une utilisation cohérente et utile. Les utilisateurs de masses de données sur l'environnement, qu'ils soient scientifiques ou acteurs socio-économiques, sont fortement*

demandeurs de réponses méthodologiques à leurs questionnements thématiques sur la biodiversité, l'urbanisme, la gestion de l'eau ou autres, afin de tirer profit au maximum des données et outils mis à leur disposition pour les exploiter au mieux au lieu de les subir. Or, l'accès aux données et aux connaissances, mais aussi aux différents modes de traitements de celles-ci et aux outils associés, requiert de la part de ces utilisateurs des moyens d'interprétation pouvant être propres à un domaine mais bien plus souvent communs à l'ensemble des utilisateurs de ces données. S'il est absolument nécessaire de définir des standards et des moyens de partager ces données voire les outils et les résultats, il faut fournir aussi des « moyens» d'interaction supplémentaires pour faciliter la prise en main des outils ou pour expliquer comment les résultats ont été obtenus. Fournir ces « moyens » passe par des études approfondies à la fois sur l'ergonomie des interfaces, sur le partage et la modélisation de connaissances (à travers des ontologies par exemple), sur la visualisation des données et des connaissances extraites ou encore sur les techniques adaptatives d'interrogation de données, de recherche d'information, et de raisonnement. Les travaux s'articulent à la fois sur les données en prenant appui sur les développements liés à une approche Big data (caractérisée par la vélocité, la variété, le volume et la véracité des informations) et sur leur usage par différentes communautés (recherche et acteurs) pour divers objectifs. La confrontation à travers cet axe transverse, des méthodes/concepts génériques issus de questionnements scientifiques "informatiques" avec les questionnements thématiques liés à la ZAEU ou encore des questionnements d'acteurs partenaires sera source de fertilisation croisée.

Les objectifs de la ZAEU pour les années à venir, sont ainsi d'approfondir les connaissances recueillies et de développer des actions renforçant leur acquisition, analyse, modélisation et représentation tout en développant mieux l'interdisciplinarité et l'intercognitivité entre membres de la ZAEU. Une **structure matricielle** *(figure 1) a été choisie, croisant les actions de recherche des groupes (inter ou) disciplinaires enrichissant les axes de réflexion et de recherche ci-dessus.*



Objectifs :
- Favoriser une synergie de recherche entre les actions de recherche au-delà des sites instrumentés ;
- Intégrer l'ensemble des acteurs de la ZAEU dans la réflexion ;
- Se positionner sur une vision intégrative, anticipatrice et réflexive sur le territoire

Figure 1 Les axes de recherche de la ZAEU

Les actions de recherche présentées dans le rapport se perpétuent dans la proposition de renouvellement. Fondée sur une meilleure connaissance du territoire, elles vont s'attacher à

développer sur les sites instrumentés et d'autres en cours de définition, des travaux permettant d'enrichir les axes de réflexions ainsi les travaux sur la qualité des écosystèmes (biotiques et abiotiques) et les travaux entrepris s'amplifieront en développant les observations et les analyses :

- *sur l'énergie, la pollution de l'air et le climat améliorant les modèles mis au point précédemment afin d'(1) évaluer les impacts de l'activité humaine sur l'atmosphère, (2) évaluer les impacts des polluants atmosphériques sur les écosystèmes (comme l'étude d'impact de la pollution sur l'air sur les oiseaux); (3) proposer des méthodes qui permettent d'aider les gestionnaires de la qualité de l'air, du climat et de l'énergie à prendre des décisions pour réduire les déterminants des risques atmosphériques et les expositions à ces risques en (4) participant à l'élaboration d'une stratégie énergétique territoriale.*
- *sur le cycle de l'eau en milieu urbain et de proximité, soit (1) par l'étude de la ressource et des milieux associés dans un contexte semi-naturel (géomorphologie, relation nappe-rivière, hydrogéochimie, géochimie des sols, écologie), soit (2) sur la ressource en ville (infrastructure, récepteurs d'eaux pluviales, modélisation et représentation des crues, croissance urbaine et demande en eau). Le parcours de l'eau devient l'ossature de la gestion de la ressource en s'appuyant sur 2 sites instrumentés, en s'attachant par exemple à développer des analyses de performances des filières de traitement des eaux pluviales qui permettront de comparer l'efficacité du système en regard de paramètres de dimensionnement. Ceci devrait faciliter l'étude de la transposabilité du dispositif à d'autres quartiers voire de nouveaux projets urbains.*
- *sur la relation entre le « degré d'urbanisation et les impacts sur les systèmes écologiques», mais aussi sur les « services écosystémiques » spécifiques aux écosystèmes urbains végétalisés. Ces services écosystémiques se définissent par les services et biens rendus au niveau social, environnemental, esthétique et économique.*
- sur l'agriculture urbaine et les liens avec la biodiversité (représentation, préservation). La ville nourricière est une posture qui se développe de plus en plus. La position géographique des initiatives ou des réalisations et l'impact de ces zones de culture sur la biodiversité présente, ainsi que l'attitude de l'acteur (passive ou active, réticence-opposition ou collaboration voire à l'initiative) dans ces réalisations seront étudiés. Par le biais d'une approche de type «science participative», les différents projets et initiatives qui associent des agriculteurs « professionnels », des acteurs décisionnels mais aussi des citadins seront identifiés et qualifiés.

Deux actions de recherche ont émergé en 2014 en lien avec les précédentes par des aspects d'analyse ou de modélisation, mais surtout parce qu'en lien avec les services de la CUS elles s'inscrivent clairement dans un volet d'évaluation des politiques publiques et donc de prise en compte des choix et des applications de gestion sur le territoire. Elles participent ainsi aux axes précédemment définis.

Rudologie et filière déchet

La gestion de proximité des biodéchets, se matérialise par le développement du compostage individuel ou collectif en pied d'immeuble. Cela s'inscrit dans une problématique énergétique que les villes tentent d'articuler notamment par le développement de sources d'énergie

renouvelables et de mise en place de filières vertueuses. Il s'agit de l'une des priorités affichées par le récent Programme national de prévention des déchets 2014-2020 de la CUS. L'ambition est de travailler sur la pratique en plein essor, notamment sous l'angle (i) des compétences à acquérir et à mobiliser tant au niveau des individus qu'à celui des collectivités et (ii) des modes d'accompagnement à mettre en place pour pérenniser ces pratiques.

Mobilité – Activité Physique – Santé

Cette action de recherche se fixe pour objectif l'étude de différents dispositifs articulant la mobilité quotidienne, l'activité physique et la santé, comme par exemple les dispositifs « Vélo-Ecole », « PRECCOSS » ou encore « Je me bouge dans mon quartier » mis en œuvre par la CUS. Ces dispositifs s'intègrent dans une réflexion sur le développement d'une « ville saine » en transition avec des modes de vie actuels, plutôt sédentaires et pouvant favoriser des inégalités de santé au sein de la population.

Les perspectives de recherche engagées relèvent de (1) l'évolution des comportements des publics touchés par ces dispositifs en questionnant l'impact des accompagnements sur les pratiques de mobilité et d'activité physique à court, moyen et long terme, (2) la relation entre apprentissage du vélo et autonomisation des personnes, (3) l'utilisation du vélo et les changements de perception de l'espace urbain.

De façon plus générale les actions de recherche s'inscrive dans une démarche combinant santé des populations (déterminants de santé publique, inégalités spatiales, risques, comportement) et politiques territoriales liées aux phénomènes de transition : mobilité, énergie, préservation écologique...).

BUREAU ENVIRONNEMENT

=> COPIL du projet EUROSTR'AIR

Robert HERRMANN – Président de l'Eurométropole

Alain JUND – Vice-président de l'Eurométropole, Adjoint au maire de Strasbourg – Politique de préservation écologique, transition énergétique et développement durable, urbanisme opérationnel communautaire, qualité de l'air

Françoise SCHAETZEL – Conseillère Eurométropolitaine déléguée à la qualité de l'air et conseillère Municipale de Strasbourg– *Représentant de l'Eurométropole à l'ASPA*

Vincent DEBES – Vice-président de l'Eurométropole, Maire de Hoenheim – Gestion et renaturation des cours d'eau et des espaces verts et naturels communautaires, gestion des risques naturels et industriels (PPRI – PPRT), galeries souterraines et sols pollués

Pia IMBS - Conseillère Eurométropolitaine déléguée au suivi du Plan de Prévention des Risques Technologiques, Maire de Holtzheim

Françoise BEY – Vice-présidente de l'Eurométropole, Conseillère Municipale de Strasbourg – Propreté, viabilité hivernale, collecte des déchets, réalisation des réseaux de chaleur, gestion de la fourrière communautaire pour animaux, gestion du parc des véhicules et des ateliers communautaires – *Représentant de l'Eurométropole à l'ASPA*

Béatrice BULOU – Vice-présidente de l'Eurométropole, Maire de Mundolsheim – Eau et assainissement.

Jean-Baptiste GERNET – Conseiller Eurometropolitain délégué - modes actifs et les nouvelles pratiques de déplacement en lien avec M. Roland RIES Maire de Strasbourg et 1er Vice-président de l'Eurométropole, Conseiller municipal

Jean HUMANN – Conseiller Eurométropolitain, Maire de Entzheim – *Représentant de l'Eurométropole à l'ASPA*

Pierre LAPLANE – Directeur général des services

Jean-François LANNELUC – Directeur général adjoint –
Délégation relations internationales et communication

Serge FORESTI – Directeur général adjoint –
Délégation pilotage, ressources, environnement et climat

Serge FORESTI p.i. – **Directeur de l'Environnement et des services publics urbains**

30

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Convention de partenariat et conventions thématiques entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Depuis plus de 20 ans, la Communauté urbaine de Strasbourg devenue Eurométropole de Strasbourg octroie au BRGM le versement de participations financières sous forme d'un Fonds de concours pour la réalisation de diverses phases d'un programme d'ensemble réalisé par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) dans le cadre de sa mission de service public.

Ce programme est destiné à mettre en place des mesures de prévention des risques que représente l'existence d'anciennes cavités et galeries dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise.

En parallèle de cette politique de prévention des risques liés aux cavités souterraines, ces cinq dernières années, plusieurs projets sur les thèmes de l'eau, de la pollution, de la géothermie et des risques ont été menés en partenariat entre le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg. Le BRGM a ainsi apporté son expertise scientifique en matière de gestion des sites pollués et notamment dans le cadre de l'écoquartier DANUBE. Il a également réalisé des études menées à l'échelle du territoire de l'Eurométropole qui ont porté sur :

- l'évaluation des capacités d'infiltration des sols du territoire;
- la recherche de substances médicamenteuses dans les eaux souterraines
- les potentialités géothermiques profondes sous le territoire de l'Eurométropole en liaison avec le projet INTERREG IV du Rhin supérieur "GEORG" ;
- l'établissement d'une cartographie des températures été / hiver des eaux de la nappe supérieure.

Dans ce contexte, il est proposé de consolider et d'inscrire cette collaboration entre l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM dans une convention de partenariat.

<u>Convention de partenariat 2016-2021</u>

Le BRGM est un organisme public de recherche et d'expertise dans le domaine des sciences de la Terre pour gérer les ressources et les risques du sous-sol. Il s'agit d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), créé en 1959, placé

sous la tutelle du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

En région, le BRGM intervient préférentiellement sur missions de service public pour le compte des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités et des agences d'objectifs (Agence de l'eau Rhin-Meuse et ADEME).Il possède une représentation en Alsace, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg (à Geispolsheim).

Les actions engagées dans le cadre de ce partenariat auront pour effet de consolider les bases scientifiques de l'action de l'Eurométropole de Strasbourg tant par leurs apports directs que par le confortement des compétences des intervenants.

Ce partenariat et toutes les actions qui en découlent se situent dans le périmètre d'intervention du BRGM :

- soit au titre de la recherche et développement ;
- soit au titre des actions dont le BRGM est maître d'ouvrage du fait de sa mission de service public, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg lui permettant de les réaliser en priorité ou plus rapidement.

Dans les deux cas, les actions entreprises dépassent la seule satisfaction des besoins de l'Eurométropole de Strasbourg, tout en relevant de ses missions statuaires.

Les thèmes entrant dans le champ de l'Accord résultent d'une approche croisée entre les champs de compétence et les objectifs de l'Eurométropole de Strasbourg et du BRGM (contrat quadriennal Etat-BRGM 2013-2017) se matérialisant par des sujets de partenariat décidés entre la direction territoriale Alsace du BRGM et les services de l'Eurométropole.

Les grands domaines de coopération seront, sur une base non-exhaustive :

1. Prévention des risques naturels et anthropiques et surveillance des digues de lutte contre les inondations,
2. Gestion et remédiation des sites et sols pollués,
3. Contribution à l'Observatoire de la nappe d'Alsace au droit de l'Eurométropole de Strasbourg (ONAP),
4. Géothermie profonde et superficielle : expertise et observatoire de l'exploitation des ressources en eau à vocation géothermique très basse température,
5. Connaissance numérique et exploitation du sous-sol urbain,
6. Ville durable, économie circulaire.

Conformément aux orientations stratégiques respectives, l'engagement de l'Eurométropole et du BRGM à mener conjointement des actions pointant parmi les grands domaines décrits ci-avant, se traduit par la signature d'un contrat de partenariat de 6 ans figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Conventions thématiques associées à la convention de partenariat

Les actions que l'Eurométropole et/ou le BRGM souhaiteraient engager et mettre en œuvre, dans le cadre de programmations annuelles ou pluriannuelles, seront examinées au préalable par le comité de pilotage de la convention de partenariat.

Sur la base d'une convention thématique spécifique qui formalise l'expression des besoins, détaille les objectifs, moyens associés, délais, la forme que devront prendre les travaux, les diverses sources de financement et les possibles articulations avec d'autres programmes financés par ailleurs (Etat, Région, Agence de l'eau Rhin-Meuse,..), une délibération sera proposée.

Deux conventions décrites succinctement ci-dessous, l'une renouvelant le partenariat pour la prévention du risque lié aux galeries souterraines pour la période 2016-2018, l'autre destinée à faire évoluer les outils de suivi et de diagnostic sont proposées en annexe 2 et 3 de cette délibération.

Convention de recherche et développement partagés relative à la prévention du risque lié aux cavités souterraines – Programme 2016-2017

Les grandes lignes d'actions techniques, auxquelles le BRGM participe dans le cadre de sa mission d'Appui aux Politiques Publiques, sont les suivantes :

- Informer les populations de l'existence de ces risques ;
- Prendre en compte les menaces représentées par ces anciens ouvrages dans la réglementation relative aux constructions et à l'urbanisme ;
- Appuyer les services de sécurité ou de secours lorsque des désordres apparaissent ;
- Enfin, d'une façon générale, intervenir auprès de la Collectivité et de l'Administration pour parvenir à une gestion rationnelle du risque.

Les missions confiées au BRGM pour la prévention des risques liés à la présence de cavités souterraines sur le territoire de l'Eurométropole sont décrites en détail dans le cahier des charges du programme de la convention et sont rappelées ci-dessous :

Ainsi les objectifs de la mission sont :

- Recueil de l'information disponible, évaluation ;
- Saisie et mise en forme de l'information ;
- Diagnostics de terrain et évaluation ;
- Mission de renseignements et d'accompagnement ;
- Appui à la maîtrise d'ouvrage pour la définition et la réalisation de travaux de sécurisation concernant les cavités dont l'emprise se trouve en domaine public ;

Le programme 2016-2018 prévoit la reconduction des missions pour un coût total sur la période de 250 000 € HT, et l'introduction d'une nouvelle mission d'appui aux maitrises d'ouvrage internes de l'Eurométropole en cas de travaux de sécurisation des cavités souterraines sises en domaine public pour un coût forfaitaire de 25 000 € HT (soit 275 000 HT au total).

Sous réserve de l'acceptation par l'Etat de la demande de subvention du programme au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs, dit « Fonds Barnier », portée par l'Eurométropole, et qui a toujours été acceptée par le passé, le programme 2016-2018 de prévention des risques potentiels liés à l'existence d'anciennes cavités dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise serait donc assuré à hauteur de :

- 50 % par l'Eurométropole,
- 30 % par l'Etat au titre d'une subvention du « Fonds Barnier »,
- 20 % en propre par le BRGM.

Pour le budget, cela conduit donc l'Eurométropole à inscrire :

- une dépense de 66 667 € HT par année (Investissement – Crédits annuels),
- une dépense de 6 667 € HT par année (Investissement dans le cadre de l'autorisation de programme 2016-AP0240 « Travaux de consolidation des cavités souterraines »), au titre de la sécurisation.

- une recette de 27 500 € HT par année (33 000 € TTC) issue du « Fonds Barnier ».

De manière identique aux années précédentes, l'Eurométropole prendra intégralement à sa charge le coût de la sécurisation des visites qu'elle confie à un prestataire par un marché public spécifique.

Convention de recherche et développement partagés relative à l'évolution des outils de diagnostic et de surveillance des cavités et d'optimisation du traitement de la donnée

De nouveaux outils technologiques comme les levés 3D robotisés ou des inspections caméra en haute définition pourraient être utilisés pour investiguer des galeries inaccessibles ou dangereuses pour des humains (risque d'effondrement / comblement partiel / atmosphère non respirable / amiante …). Ces nouveaux outils doivent être testés dans les situations particulières auxquelles nous les destinons et un retour d'expérience permettra de valider l'utilisation des ces méthodes pour la gestion du risque cavités souterraines sur l'Eurométropole pour l'avenir.

Par ailleurs, dans le cadre de l'apparition de désordres en surface à proximité immédiate de bâtiments, les conséquences d'une aggravation du phénomène observé sur le bâti présent alentour ne peuvent pas forcément être appréhendées par le BRGM et l'Eurométropole. Afin de rationaliser les mesures conservatoires de mise en sécurité de la population, l'appui d'une expertise « structures » à même de conclure sur la stabilité d'un bâtiment ou sur les études à mener rapidement pour qualifier la stabilité sera intégrée à l'expertise du BRGM.

L'utilisation des ces différentes méthodes fera l'objet, sur la période d'exécution de la convention, d'un rapport annuel qui présentera les actions menées et qualifiera l'apport de ces nouvelles méthodes (efficacité / temps / coût).Le coût prévisionnel de ces expérimentations s'élève à 94 000 € HT pour la période 2016-2018.

Sous réserve de l'acceptation par l'Etat de la demande de subvention du programme au titre du Fonds Barnier, portée par l'Eurométropole, le programme 2016-2018 comprendrait un nouvel axe dédié à l'expérimentation puis l'évaluation de l'utilisation de nouveaux outils pour le diagnostic des cavités dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise et serait donc assuré à hauteur de :

- 50 % par l'Eurométropole,
- 30 % par l'Etat au titre d'une subvention du « Fonds Barnier »,
- 20 % en propre par le BRGM.

Pour le budget, cela conduit l'Eurométropole à inscrire les dépenses suivantes :

- pour 2016 une dépense de 25 600 € HT (Investissement – Crédits annuels),
- pour 2017 une dépense de 30 000 € HT (Investissement – Crédits annuels),
- pour 2018 une dépense de 19 600 € HT (Investissement – Crédits annuels),

et les recettes associées issues du « Fonds Barnier » :

- pour 2016 une recette de 9 600 € HT (11 520 € TTC),
- pour 2017 une recette de 11 250 € HT (13 500 € TTC),
- pour 2018 une recette de 7 350 € HT (8 820 € TTC),

Bilan financier des deux conventions

Ainsi, le coût du nouveau programme comprenant l'expérimentation de nouveaux outils technologiques représente un montant total de 369 000 € HT comprenant la contribution du BRGM pour 73 800 € HT et une subvention du Fonds de prévention des risques naturels majeurs pour 110 700 € HT (132 840 € TTC). Les restes à charge de l'Eurométropole s'élèvent donc à 184 500 € HT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *La convention de partenariat 2016-2021 entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) ;*

- *Les deux conventions de recherche et développement partagés relatives à la prévention du risque lié aux cavités souterraines et à l'évolution des outils de diagnostic et de surveillance des cavités et d'optimisation du traitement de la donnée ;*

- *Les missions confiées au BRGM relatives à la poursuite du programme de prévention des risques potentiels liés à l'existence d'anciennes cavités et galeries souterraines dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise et l'expérimentation de nouveaux outils de diagnostic et de surveillance des cavités ;*

- *Le budget prévisionnel lié à ces conventions :*

	2016	*2017*	*2018*	***TOTAL***
Eurométropole (50%)	*61 833*	*64 583*	*58 084*	***184 500***
BRGM (20%)	*24 733*	*25 833*	*23 234*	***73 800***
Fonds Barniers (30%)	*37 100*	*38 750*	*34 850*	***110 700***
TOTAL	***123 666***	***129 166***	***116 168***	***369 000***

- *la participation financière de l'Eurométropole à la poursuite de ce programme pour les années 2016-2018 ;*

approuve

- *le Président ou son représentant à solliciter le Fonds Barnier pour le financement du programme 2016-2018;*
- *le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions ci-jointes avec le BRGM, ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs de la convention de partenariat et des conventions thématiques associées ;*

décide

- *l'imputation des dépenses liés à la à la prévention du risque lié aux cavités souterraines et à l'évolution des outils de diagnostic et de surveillance des cavités et d'optimisation du traitement de la donnée inscrites au budget primitif 2016 :*
  - *ligne d'investissement – Crédits annuels - EN02 – Programme 7023 dédié au recensement et sécurisation des galeries souterraines – Nature 204181 – fonction 70 ;*
  - *ligne d'investissement – Crédits annuels - EN02 – Programme 609 dédié à la consolidation et sécurisation des galeries souterraines – Nature 2138 – fonction 518 ;*
  - *ligne d'investissement EN02 – Programme 1034 – Nature 2138 – Fonction 731 de l'autorisation de programme n°2016-0240 dédié aux « Travaux de consolidation des cavités souterraines » ;*

- *l'imputation des recettes, dans le cas où l'attribution des subventions du Fonds Barnier serait acceptée, sur le compte :*

  - *EN02 – Programme 726 dédié au recensement et sécurisation des galeries souterraines – Nature 1381 – fonction 70 ;*

- *EN02 – Programme 1034 – Nature 1381 – Fonction 731 de l'autorisation de programme n°2016-0240 dédié aux « Travaux de consolidation des cavités souterraines ».*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
ET LE BRGM
2016 - 2021

Entre :

L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG, dont l'adresse administrative est, 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex, représentée par son Président, Monsieur Robert HERRMANN ayant tous pouvoirs à cet effet, et ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg »,

d'une part,

Et :

Le BRGM, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège se trouve Tour Mirabeau, 39-43 Quai André Citroën, 75379 Paris Cedex 15, représenté par son Président, ayant tous pouvoirs à cet effet, et ci-après dénommé le « BRGM »,

d'autre part.

L'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM étant également désignés ci-après, collectivement ou individuellement, les « Parties» ou la « Partie ».

Etant préalablement exposé que :

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS) est un établissement public de coopération intercommunale

Depuis le 1er janvier 2015, par décret ministériel, la Communauté urbaine de Srasbourg (CUS) est devenue "l'Eurométropole de Strasbourg". En effet, la loi de réforme territoriale du 27 janvier 2014 prévoit que les plus grandes agglomérations françaises passent du statut de Communauté urbaine au statut de Métropole.

L'Eurométropole est une forme de **coopération intercommunale** qui introduit la notion de solidarité financière et de défense d'intérêts communs. Tout en préservant l'indépendance des communes, elle assure une meilleure gestion et ouvre un horizon de développements plus vaste dans les domaines qui relèvent de sa compétence.

Le territoire de l'Eurométropole est celui des 28 communes qui en sont membres, à savoir :

Bischheim, Blaesheim, Eckbolsheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Hoenheim, Holtzheim, Illkirch-Graffenstaden, Lampertheim, Lingolsheim, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Ostwald, Plobsheim, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg, Vendenheim, La Wantzenau, Wolfisheim.

Toutes **les compétences** de la Communauté urbaine de Strasbourg sont exercées, depuis le 1er janvier 2015 par l'Eurométropole. S'y ajoutent **de nouvelles compétences obligatoires**.

En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie les compétences de l'Eurométropole sont :

- la gestion des déchets ménagers
- la transition énergétique et le plan climat-énergie territorial

- les concessions de gaz et d'électricité
- la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- la lutte contre la pollution de l'air et contre les nuisances sonores
- le centre d'initiation à l'environnement
- la participation aux côté des communes aux politiques de prévention des risques et des nuisances (risques d'effondrement des galeries souterraines)

L'exercice de ces compétences s'appuie sur divers partenariats notamment avec des organismes publics de recherche et d'expertise.

Le BRGM est un organisme public de recherche et d'expertise dans le domaine des sciences de la Terre pour gérer les ressources et les risques du sous-sol. Il s'agit d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), créé en 1959, placé sous la tutelle du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

En région, le BRGM intervient préférentiellement sur missions de services public pour le compte des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités et les des agences d'objectifs (Agence de l'eau Rhin-Meuse et ADEME).Il possède une représentation en Alsace, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg (à Geispolsheim).

Depuis plus de 20 ans, **les deux (2) Parties** mènent une politique de prévention des risques liés aux cavités souterraines.

Ces cinq (5) dernières années, plus d'une dizaine de projets ont été menés en Alsace sur les thèmes de l'eau, de la pollution, de la géothermie et des risques. Le BRGM a apporté son expertise scientifique en matière de gestion des sites pollués et notamment dans le cadre du projet DANUBE. Il a également réalisé des études menées à l'échelle du territoire de l'Eurométropole qui ont porté sur :

- l'évaluation des capacités d'infiltration des sols du territoire;
- la recherche de substances médicamenteuses dans les eaux souterraines
- les potentialités géothermiques profondes sous le territoire de l'Eurométropole en liaison avec le projet INTERREG IV du Rhin supérieur "GEORG" ;
- pour l'établissement d'une cartographie des températures été / hiver des eaux de la nappe supérieure;

Dans ce contexte, il est proposé de consolider la collaboration entre l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM et d'inscrire dans une convention de partenariat les futures actions qui seront menées conjointement conformément aux orientations stratégiques respectives des deux parties et ciblées sur les problématiques de la gestion du sous-sol urbain, de l'économie circulaire, de la gestion des pollutions des sols et des eaux, des énergies renouvelables (géothermie), ci-après désignée par « l'Accord ».

Il a en conséquence été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'Accord a pour objet de définir le cadre général des relations de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM en ce qui concerne toute action reconnue comme utile au regard des objectifs énoncés à l'article 2 ci-dessous.

Article 2 : Objectifs

2.1. Pour l'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg utilise, pour l'exercice de ses missions, des compétences techniques appuyées sur des références scientifiques qu'elle peut trouver dans :

- les ressources propres de ses équipes d'ingénieurs et techniciens ;
- des contributions spécifiques apportées par des bureaux d'études ;
- la valorisation-transfert d'acquis scientifiques, soit depuis des organismes de recherche, notamment de recherche finalisée, tels que le BRGM, soit au travers de son soutien à des programmes spécifiques, soit grâce aux publications du monde scientifique.

La mise en œuvre d'un partenariat selon les principes fixés par l'Accord n'exclut pas d'autres modes d'action.

2.2. Pour le BRGM

Pour le BRGM, l'objectif d'un partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg est double :

- inscrire dans un cadre général les actions que mène depuis des années le BRGM pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- répondre à sa mission d'appui aux politiques publiques et de « transfert-valorisation » des connaissances et méthodologies à l'échelle d'une métropole dans tous ses domaines de prédilection.

2.3. Un partenariat de recherche finalisée, positionné hors du domaine concurrentiel

Les actions engagées dans le cadre de ce partenariat auront pour effet de consolider les bases scientifiques de l'action de l'Eurométropole de Strasbourg tant par leurs apports directs que par le confortement des compétences de ses équipes. Ces actions, bien que finalisées et opérationnelles, ne sauraient pour autant être assimilées ou se substituer à ce que peuvent apporter des prestataires de services tels que les bureaux d'études que l'Eurométropole de Strasbourg pourra être amenée à consulter par ailleurs.

Ce partenariat et toutes les actions qui en découlent se situent hors du champ d'application du Code des marchés publics, en application de son article 3 paragraphe 6, et de la Directive Européenne du 31.03.04 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures, et de services et ce pour deux raisons essentielles :

- d'une part, l'objet même de certaines des actions qui devront être entreprises relèvent de la recherche et développement qui est explicitement exclue de l'application du droit des marchés publics ;

- d'autre part, les collaborations pourront aussi concerner des actions dont le BRGM est maître d'ouvrage du fait de sa mission de service public, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg lui permettant de les réaliser en priorité ou plus rapidement. Dans les deux cas, les actions entreprises dépassent la seule satisfaction des besoins de l'Eurométropole de Strasbourg, tout en relevant de ses missions statuaires.

Est donc exclu de l'Accord ce qui relève exclusivement du domaine concurrentiel et notamment les prestations de service ne portant ni sur des activités de recherche et développement ni sur des missions de service public dont est chargé le BRGM.

Le BRGM restera chef de file/donneur d'ordre des opérations proposées dans le cadre de l'Accord. Par ailleurs et hors Accord, le BRGM jugera de l'opportunité de répondre aux appels d'offres lancés par l'Eurométropole de Strasbourg, dans ses domaines de compétences.

Article 3 : Domaines de coopération

Les thèmes entrant dans le champ de l'Accord résultent d'une approche croisée entre les champs de compétence et les objectifs de l'Eurométropole de Strasbourg et du BRGM (contrat quadriennal Etat-BRGM 2013-2017) se matérialisant par des sujets de partenariat décidés entre la direction territoriale Alsace du BRGM et le service Environnement et transition énergétique (Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains).

Les grands domaines de coopération seront, sur une base non-exhaustive :

1. Prévention des risques naturels et anthropiques et surveillance des digues de lutte contre les inondations,
2. Gestion et remédiation des sites et sols pollués,
3. Contribution à l'Observatoire de la nappe d'Alsace au droit de l'Eurométropole de Strasbourg (ONAP),
4. Géothermie profonde et superficielle : expertise et observatoire de l'exploitation des ressources en eau à vocation géothermique très basse température,
5. Connaissance numérique et exploitation du sous-sol urbain,
6. Ville durable, économie circulaire.

3.1. Prévention des risques naturels et anthropiques et surveillance des digues de lutte contre les inondations

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, l'existence de cavités souterraines anthropiques - anciennes caves à bière et ouvrages militaires souterrains - pouvant générer des fontis ou trous béant en surface présente des risques pour la sécurité des biens et des personnes. Un programme destiné à mettre en place des mesures de surveillance, de prévention et de travaux en cas de sinistre a été élaboré. Il fait l'objet de conventions tri-annuelles « **pour la prévention des risques liés à la présence d'anciennes galeries souterraines** » entre le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg depuis 1996. Dans la durée de l'Accord, il est prévu de poursuivre ce programme en 2016-2018 et probablement en 2019-2021 et de faire évoluer progressivement les méthodes d'investigations avec de **nouveaux outils technologiques** (levé 3D, inspections robots avec caméra HD, etc..) et de gestion de l'informations sur ce risque (nouvelle base de donnée interactive BRGM/ Eurométropole de Strasbourg).

Concernant le risque d'inondation, et plus spécifiquement le **risque de remontée de nappe**, le BRGM pourra être sollicité pour mener des expertises locales. Un programme pour approfondir la connaissance de ce risque spécifique pour une prise en compte dans à la fois de le Plan de Gestion des Risques Inondations (PGRI) et dans la stratégie locale de gestion des risques d'inondation pourra également être lancé si celui-ci s'avère nécessaire.

Concernant la **surveillance des ouvrages de protection** qui relève de sa responsabilité, l'Eurométropole pourra bénéficier d'une assistance méthodologique pour le suivi des études de danger des digues.

Enfin, **les transports, l'énergie, la communication et l'alimentation en eau potable** constituent des réseaux d'importance vitale, du fait de la sévérité des conséquences de leur interruption. Ces équipements sont exposés aux aléas naturels majeurs - inondations ou séismes - avec des interactions complexes et des effets cascades. Le BRGM et l'Eurométropole pourront engager un programme qui développe des approches intégratives allant de l'analyse de scénarios, l'évaluation des risques de défaillances des systèmes jusqu'à la réalisation d'outils d'aide à la décision.

3.2 . Gestion et remédiation des sites et sols pollués

Le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg collaboreront sur des **études qui porteront sur l'appréhension de la migration, la transformation et l'immobilisation des polluants dans les sols** afin de prévenir les risques sanitaires et environnementaux.

Comme pour le projet DANUBE, l'Eurométropole de Strasbourg pourra solliciter le BRGM pour une **assistance scientifique, méthodologique et technique sur les dossiers de gestion des sites et sols pollués.**

Plus particulièrement, il appuiera l'Eurométropole qui s'est engagée dans la réalisation de **l'inventaire historique urbain (IHU)** de sites industriels et activités de services qui vise à récolter et conserver les informations sur les sites industriels et de les intégrer dans le SIG urbain (à l'échelle du parcellaire cadastral), outil interactif d'aide à la décision.

Le BRGM pourra également apporter des conseils dans le cadre de **projets de reconquête de friches industrielles et sur la gestion des terres excavées.** . Dans le cas d'anciens sites pollués, la maîtrise des risques est un enjeu incontournable des projets d'aménagement car l'équilibre financier des projets ainsi que le partage des responsabilités juridiques entre les différents acteurs en dépendent.

3.3 . Contribution à l'Observatoire de la nappe d'Alsace au droit de l'Eurométropole de Strasbourg (ONAP)

Dans la perspective de préservation des ressources en eau sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de reconquête de la qualité du milieu naturel, l'Eurométropole s'est donné un objectif de vigilance et de veille stratégique vis-à-vis de la qualité de nappe phréatique.

Son objectif est de suivre l'état de la nappe et de contrôler, à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, l'impact des activités humaines sur la qualité de la ressource en eau.

L'activité de cet ***Observatoire*** s'inscrit depuis 1993 dans le cadre d'un partenariat technique avec l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, la Région Alsace, les services de l'Etat (Direction départementale des territoires – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Agence régionale de santé), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Association pour la protection de la nappe phréatique d'Alsace (APRONA) et les représentants des industriels usagers de l'Eau.

Lors des deux derniers programmes 2010-2012 et 2013-2015, le BRGM a également contribué financièrement (20%) à des opérations spécifiques (recherche de substances médicamenteuses, cartographie de la température de la nappe).

Le BRGM contribuera à la rédaction des futurs programmes techniques 2016 – 2018 et 2019 – 2021 menée par l'Eurométropole de Strasbourg. Plus spécifiquement, le BRGM et l'Eurométropole définiront **un programme pour capitaliser et valoriser les données environnementales sur la qualité des eaux souterraines** obtenues dans le cadre des études de l'ONAP (surveillance des panaches de pollution) à travers le Portail national d'Accès aux Données sur les Eaux Souterraines (www.ades.eaufrance.fr). Ce portail constitue le guichet français unique de collecte et de conservation des données sur les eaux souterraines permettant, entre autres, un suivi de l'état patrimonial des ressources.

3.4 . Géothermie profonde et superficielle

Energie renouvelable puisée à partir de la chaleur naturelle de la Terre, la géothermie a des usages multiples, du chauffage par pompe à chaleur à la production d'électricité. Le BRGM mène des actions pour développer chaque type de géothermie (géothermie assistée par pompes à chaleur, réseau de

chaleur, production d'électricité), conjointement avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie). Il a lancé en 2015 un groupement d'intérêt scientifique « GEODENERGIES » (Géotechnologies pour décarboner les énergies) qui a pour ambition de favoriser l'émergence de trois filières consacrées à l'exploitation et à la gestion durable des ressources du sous-sol au service des énergies sans carbone : le stockage de CO2, le stockage d'énergie et la géothermie.

De son côté, l'Eurométropole s'est fixée, dans un principe de ville durable, des objectifs de performance qui soient conformes aux objectifs du Grenelle et aux nouveaux accords de la COP21. Elle a opté dès 2009 dans le cadre de son plan climat pour une diversification énergétique misant sur des énergies renouvelables que sont la biomasse, la méthanisation et la géothermie avec comme objectifs affichés : 30% d'économie d'énergie, 30% de baisse des gaz à effet de serre et 20 à 30% d'énergies renouvelables.

3.4.1 Géothermie profonde : expertise et accompagnement

Plusieurs sites d'exploitation de géothermie profonde ou haute température ayant pour vocation d'alimenter en partie les réseaux de chauffage urbains de l'Eurométropole et de produire de l'électricité sans rejet de Co2 sont en projet. Leur mise en route appelle à une forte concertation entre élus eurométropolitains, élus communaux, riverains, associations, entrepreneurs et des garanties sur les impacts et les risques encourus. L'Eurométropole et le BRGM mèneront un programme d'**expertise publique afin d'accompagner les débats, de fournir des éclairages techniques et concourir à l'acception de ces projets qui constitue l'un des facteurs de réussite majeur.**

3.4.2 Géothermie superficielle : observatoire de l'exploitation des ressources en eau à vocation géothermique très basse température

L'accessibilité et la productivité de la nappe d'Alsace favorise le développement de la géothermie sur nappe assistée par pompe à chaleur pour la production de chaleur ou le refroidissement d'installation. Plus de 350 doublets sont recensés à fin 2014 (exception faite des sondes géothermiques), et de nombreux projets sont en cours (35 projets 2014).

Cette filière jusqu'alors peu réglementée est encadrée à présent par un nouveau décret n°2015-15 du 08/01/2015 règlementant la géothermie dite de minime importance qui a pris effet au 1er juillet 2015 (publication de 4 arrêtés). Ainsi des cartes de zonages règlementaires (vertes, orange, rouges) définissent pour tout le territoire le régime dont relève la future installation (régime déclaratif / avis d'Expert demandé / régime de la basse température). Toutefois, aucun organe ne supervise le développement de ces ouvrages laissant ainsi de possibles conflits d'usages émerger à l'avenir sur un territoire urbain comme l'Eurométropole. Cette situation conduit à la nécessité de mettre en place une gestion coordonnée de ces projets, afin d'apprécier les risques d'interactions entre ouvrages et ceux portant sur des modifications de la qualité des eaux de cette nappe d'importance stratégique, notamment en terme d'élévation de température globale ou locale.

Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM projettent de construire et de porter **un projet visant la création d'un observatoire de l'exploitation des ressources en eau à vocation géothermique très basse température sur le territoire d'Eurométropole de Strasbourg,** en vue d'une gestion intégrée et concertée de la ressource (avec mise en place d'outils de suivi et d'aide à la décision) et proposition de modalités pour l'intégration des éléments dans le PLU.

Les données acquises devront permettre de comptabiliser et valoriser cette production énergétique alternative aux énergies fossiles dans les bilans et concourir à l'atteinte des objectifs du plan climat, tout en veillant à une sollicitation de l'aquifère respectueuse des autres usages de l'eau.

3.5 . Connaissance numérique et exploitation du sous-sol urbain

L'Eurométropole de Strasbourg se développe ; elle a lancé l'ambitieux projet des Deux-Rives qui vise « à reconquérir l'axe Strasbourg-Kehl et créer une métropole à "360 degrés". Soucieuse de préserver

les zones agricoles et naturelles, son développement vertical pourrait également être privilégié par des ouvrages en sous-sol à des profondeurs croissantes. La sécurité (tenue face aux risques sismique, terroriste ou nucléaire), l'adaptation au froid (l'hiver) et à la chaleur (l'été), pourront demain constitués des motifs d'investissement de l'espace souterrain.
Ainsi, pour « un avenir en mode numérique », l'Eurométropole et le BRGM pourraient engager un programme pour la mise au point d'**un modèle 3 D du sous-sol. Ce modèle** localiserait en tout point du territoire les niveaux intercalaires argileux discontinus, la profondeur de la nappe, les formations profondes, les failles, les tracés des projets de toutes natures, etc… constituant ainsi **un outil de prévision des interactions découlant des divers usages du sol et d'optimisation de la gestion de l'espace sous-terrain.**

3.6 . Ville durable, économie circulaire

L'Eurométropole de Strasbourg, comme les autres grandes métropoles, se trouvent face à « de nouveaux enjeux environnementaux : la lutte contre le réchauffement climatique, la lutte contre l'étalement urbain, la recherche d'une plus grande sobriété énergétique ou encore la gestion des déchets (qui) constituent autant d'enjeux pour le développement de villes durables, soucieuses de réduire leur empreinte écologique » (La Nouvelle France Industrielle phase2, 2015, Ministères de l'Economie, des Finances) .

Du côté du BRGM, les **écotechnologies et l'économie circulaire** sont en plein essor. Fort de son expérience dans l'analyse de cycles de vie et de la mise au point de procédés de tri des déchets, expérience elle-même issue de son expérience minière, il développe le concept de la « **mine urbaine** » et de ses ressources secondaires qui « dans un contexte de raréfaction et de renchérissement des matières premières, constitue un enjeu prioritaire » (Lafleche, président du BRGM, 2014).

La construction de l'urbanité durable se renforcera sans doute dans les années à venir, nécessitant donc de prévoir dès à présent un axe « Ville durable, économie circulaire » dans les champs d'application possibles de l'Accord.

Au-delà, des actions plus transversales sont envisageables :

- prospective, accompagnement de l'Eurométropole de Strasbourg pour la révision des plans de gestion et des programmes de mesures, ainsi que pour l'analyse de l'efficacité des plans de gestion existants ;
- économie (approche coûts / bénéfices) ;
- formation, transfert de connaissance, vulgarisation ;
- appuis techniques et expertises ponctuels;
- tierces expertises ;
- mise en place de systèmes d'échanges entre la Banque de données du Sous-Sol, ADES et les Systèmes d'information de l'Eurométropole de Strasbourg permettant un partage de l'information entre les bases en temps réel ;

Article 4 : Nature des actions

Les actions qu'entend promouvoir l'Accord se réfèrent aux différentes missions du BRGM qui comprennent, comme pour tout organisme de recherche publique, non seulement la production de connaissances nouvelles mais aussi leur valorisation et leur diffusion.

4.1. La recherche

Les actions de recherche en partenariat portent sur les travaux destinés à produire des connaissances, outils et méthodes nouveaux.

L'Eurométropole de Strasbourg peut, en accompagnement de ses missions principales, décider de soutenir certains travaux de recherche :

- quand il s'agit de recherche appliquée à vocation opérationnelle (production et test de méthodologies nouvelles et d'outils de gestion) ;
- si une problématique de recherche « amont» constitue un enjeu majeur au niveau du district mais pas au niveau national.

La priorité sera néanmoins donnée par l'Eurométropole de Strasbourg aux projets de recherche finalisée à vocation opérationnelle.

Sa participation pourra porter sur :

- la définition de l'objet même de recherche ;
- la valorisation des résultats obtenus ;
- son financement.

4.2. Les actions de collecte, de validation, de synthèse, de diffusion et de valorisation des données relevant de la mission de service public du BRGM

Le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg pourront également collaborer dans le cadre des autres missions de service public du BRGM. Cela pourra être le cas lorsque le BRGM est chargé d'une mission nationale définie par son statut, son contrat avec l'Etat ou toute autre forme de mandatement (arrêté ou lettre ministérielle...) et que l'action concernée répond également aux missions et priorités de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cela pourra notamment prendre la forme d'échanges de données produites ou collectées par l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM sur un sujet commun (exemples : identification et localisation de captages, volumes prélevés par ouvrage ...), selon des modalités à définir entre les deux Parties pour les opérations concernées.

4.3. L'expertise

L'Eurométropole de Strasbourg, confrontée le cas échéant à des questions complexes, pourra solliciter le BRGM pour la réalisation d'expertises mobilisant ses compétences propres et une analyse intégrant la somme des connaissances disponibles au niveau de la communauté scientifique, éventuellement appuyée par un « état de l'art » dans les champs scientifiques correspondants.

Cette action prendra, dans le cas général, la forme d'une mobilisation par le BRGM d'un de ses agents ou d'une de ses équipes.

Dans les cas les plus complexes, le BRGM pourra proposer à l'Eurométropole de Strasbourg de mobiliser une « expertise collective » au sens où celle-ci se définit actuellement, sachant que le groupe d'experts à constituer pourra alors dépasser très largement le cadre du seul BRGM (recherche des compétences reconnues au niveau national voire international). Dans ce cas, le BRGM pourra aider à la formulation du sujet et à l'organisation de cette expertise collective.

4.4. La valorisation

La valorisation des acquis scientifiques est un objectif commun du BRGM et de l'Eurométropole de Strasbourg, sur laquelle les deux (2) Parties s'assurent une visibilité conjointe.

Les résultats scientifiques acquis dans le cadre de la présente coopération peuvent être directement valorisés. Cependant, cette valorisation pourra justifier, au delà des résultats déjà acquis, une action spécifique qui portera la signature conjointe des deux Parties :

- transcription en mode opérationnel d'outils développés ;
- conception de supports adaptés de communication, d'information, de formation (notice, plaquette, atlas, kit pédagogique, simulateur ...) ;
- réalisation de ces supports s'inscrivant dans le prolongement des travaux menés dans le cadre de l'Accord ;
- à défaut, définition en commun du cahier des charges de l'action de valorisation et le co-pilotage du prestataire retenu.

Au delà de cette valorisation des acquis scientifiques et méthodologiques, la coopération pourra s'exercer plus largement par toute action de formation, d'information et de communication.

Article 5 : Modalités financières

L 'Accord devra permettre aux parties d'articuler de façon cohérente, et en fonction de la nature des actions, leurs objectifs et leurs moyens.

Les actions de partenariat donneront lieu à des décisions ou conventions spécifiques (cf. article 7 ci-dessous) précisant notamment les conditions de la participation technique et financière de l'Eurométropole de Strasbourg, du BRGM et d'éventuels autres partenaires pour chacun des projets.

La participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg sera établie sur la base du coût complet du projet, établi selon les barèmes adoptés par le conseil d'administration du BRGM. Elle donnera lieu à un versement au nom de l'Agent Comptable de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM.

La participation financière du BRGM sera issue de la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) qui lui est attribuée par le Ministère chargé de la Recherche (Programme 172).

Etant bien précisé que les actions relevant de cet Accord, ne pourront en aucun cas être prises en charge intégralement par l'Eurométropole de Strasbourg et relèveront donc toujours d'un co-financement, avec une participation du BRGM de 20 % et de l'Eurométropole de Strasbourg de 80 %.

Article 6 : Pilotage, animation et coordination de l'Accord

L'Accord a pour effet de structurer les coopérations entre les Parties :

- dans divers champs thématiques ;
- en fonction de la nature des actions (recherche partenariale y compris valorisation et expertise, collecte et diffusion de données sur le sol et le sous-sol...) ;
- selon des modalités financières ajustées pour chacune des opérations.

Afin de permettre un pilotage stratégique d'ensemble des actions conduites en partenariat, il est mis en place un dispositif de gouvernance de l'Accord à deux (2) niveaux :

- **au niveau général de l'Accord, un comité de pilotage composé, selon l'ordre du jour, des membres suivants :**
    - pour le BRGM, le Directeur chargé des missions d'appui aux politiques publiques et le délégué territorial Alsace, accompagnés de représentants dûment mandatés ;
    - pour l'Eurométropole de Strasbourg, Le Président ou ses représentants dûment mandatés.

Le comité est chargé d'examiner les propositions d'actions, les orienter, les programmer, puis de les évaluer et en tirer les conséquences du point de vue des deux (2) Parties.

Lui sont également présentées, pour information, les actions en projet ou en cours de réalisation par le BRGM pour le compte d'autres maîtres d'ouvrage, avec le concours financier de l'Eurométropole de Strasbourg.
Ce comité de pilotage, dont l'Eurométropole de Strasbourg assure la présidence et le BRGM le secrétariat, se réunit au moins une (1) fois tous les deux (2) ans pour débattre de questions stratégiques nécessitant une prise de décision rapide. Il établit un bilan commun annuel et s'assure de la mise en œuvre des projets. Il tient à jour un tableau de suivi d'avancement des opérations consignant les principaux éléments propres à chaque Partie.

- **au niveau de chaque projet, des binômes de responsables de projets**. Ils en assurent l'exécution et, s'il y a lieu, le lien avec les groupes de suivi constitués (notamment lorsque d'autres partenaires institutionnels, techniques et/ou financiers y sont associés) :
    - ils fournissent au secrétariat permanent du comité de pilotage, les éléments nécessaires à l'instruction d'un tableau d'avancement des opérations ;
    - ils veillent à ce que soient valorisés au mieux les conclusions et résultats de ces actions.

Article 7 : Programmation et mise en œuvre

Les actions sont engagées et mises en œuvre, dans le cadre de programmations annuelles ou pluriannuelles définissant leurs cadres techniques et financiers, telles que définies à l'article 6 ci-dessus.

Conformément aux règles administratives en vigueur régissant le financement d'une opération par l'Eurométropole de Strasbourg, la mise en œuvre des opérations relatives à cet Accord est subordonnée à la présentation par le BRGM de demandes portant sur des projets spécifiques.

Chaque demande doit, le cas échéant, faire l'objet d'une délibération avec à l'appui une d'une convention spécifique qui formalise l'expression des besoins, détaille les objectifs, moyens associés, délais et la forme que devront prendre les travaux. Elle présente les diverses sources de financement et les possibles articulations avec d'autres programmes financés par ailleurs (Etat, Région, Agence de l'eau Rhin-Meuse,..).

Les actions de partenariat retenues, cofinancées par les Parties, font l'objet de décisions ou conventions particulières, ainsi qu'il a été dit à l'article 5 ci-dessus.

Ces décisions ou conventions spécifiques fixent les dispositions techniques, administratives, juridiques et financières spécifiques à chacune des actions et précisent les conditions de leur mise en œuvre, ainsi que, le cas échéant, de confidentialité, de valorisation, de diffusion des résultats et de propriété intellectuelle.

Article 8 : Diffusion des connaissances

Principe

Les Parties s'engagent à divulguer auprès du public le plus large, les résultats, rapports et documents relevant de l'exécution de l'Accord, selon les modalités convenues d'un commun accord. Il est rappelé que le BRGM, dans le cadre de sa mission d'appui aux politiques publiques, pourra mettre ces rapports et documents à disposition du public, notamment par le moyen de son site Internet.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage en outre à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur les résultats relevant de l'exécution de l'Accord. De manière réciproque, le BRGM s'engage à citer l'Eurométropole de Strasbourg comme partenaire sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur les résultats relevant de l'exécution de l'Accord.

Exceptions

La diffusion sera interdite dans les cas suivants :

- l'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- une Partie a notifié à l'autre Partie son intention de différer la diffusion d'une information et l'autre partie a accepté de manière expresse.

Article 9 : Durée et résiliation

Compte tenu des échéances propres aux deux (2) Parties et rappelées en préambule, l'Accord est conclu pour une période de collaboration à partir de la signature de l'Accord par la dernière des Parties et pour une durée de 6 ans.
A cette échéance, un bilan général des travaux liés à son application sera établi. Sur cette base, les Parties pourront, si elles le souhaitent, renouveler leur coopération.

L'Accord pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, moyennant un préavis de six (6) mois, sans préjudice des décisions ou conventions particulières en cours qui seront exécutées selon les engagements pris ou soldées au prorata des travaux effectués.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties, de l'une quelconque de ses obligations aux termes de l'Accord, l'autre Partie se réserve le droit de résilier l'Accord après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse au terme d'un délai de trente (30) jours.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre Partie à l'une quelconque de ses obligations aux termes de l'Accord, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Article 10 : Droit applicable et attribution de juridiction

L'Accord est soumis au droit français et tout litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de l'Accord fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas d'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis aux tribunaux administratifs compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, le //

Pour le BRGM	**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**
Philippe DUTARTRE Directeur Adjoint du Développement Appui aux Politiques Publiques	Robert HERRMANN Président de l'Eurométropole de Strasbourg

CONVENTION DE

RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT PARTAGÉS

RELATIVE À LA PREVENTION DU RISQUE LIE AU CAVITES SOUTERRAINES SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

PROGRAMME 2016-2018

ENTRE

Le **BRGM**, Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 582 056 149 dont le siège se trouve Tour Mirabeau, 39-43 quai André Citroën, 75739 Paris Cedex 15, représenté par Mr DUTARTRE Philippe, Directeur Adjoint du Développement, chargé de l'Appui aux Politiques Publics, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désigné par le « **BRGM** »,

D'une part,

ET

L'EMS, Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est domicilié au 1, Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex et représenté par Mr HERRMANN Robert, Président de l'EMS, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désignée par « **l'EMS** »,

D'autre part,

Le BRGM et l'EMS étant ci-après désignés individuellement et/ou collectivement par la (les) « Partie(s) ».

VU

- Le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM ;

- Le décret du 22 décembre 1967 portant regroupement du service de la carte géologique et du BRGM ;

- Le contrat quinquennal ETAT-BRGM pour la période 2013-2017 ;

- Les orientations de service public du BRGM pour l'année 2016, adoptées par le « Comité National d'Orientations du Service public » le 21 mai 2015 et approuvées par le Conseil d'Administration du 25 juin 2015 ;

- Le code général des collectivités territoriales;

- La convention de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM signée le XXXXXX

- La délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2016.

RAPPEL

A. Le BRGM est un établissement public de recherche qui est aussi chargé d'une mission d'appui aux politiques publiques de collecte, de capitalisation et de diffusion des connaissances, dans le domaine des sciences de la Terre et en particulier concernant la prévention des risques géologiques et plus particulièrement de la mise en œuvre, d'une cartographie des risques relatifs aux cavités souterraines à l'échelle départementale et au niveau des agglomérations ;

B. L'EMS est un établissement public de coopération intercommunale chargé notamment de l'aménagement du territoire ainsi qu'à la participation, aux côtés des communes, aux politiques de prévention des risques d'effondrement des galeries souterraines ;

C. L'existence d'anciennes cavités et plus particulièrement d'anciennes caves à bière dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise présente des risques pour la sécurité des biens et des personnes. Pour une prise en compte d'ensemble, un programme destiné à mettre en place des mesures de préventions a été mis en place depuis 1996 ;

D. Le BRGM et l'EMS ont décidé d'un commun accord de mener un programme de recherche et de développements partagés, tel que visé à l'article 4.1 infra, concernant « la prévention du risque lié aux cavités souterraines sur le territoire de l'EMS – Programme 2016-2018 », ci-après désigné par « le Programme ».
Aussi, le BRGM et l'EMS ont décidé par la présente convention, ci-après désignée par « la Convention », de fixer les termes et conditions par lesquels ils s'associent afin de réaliser le Programme.
Les Parties ont établi en commun le Programme qui répond à leurs besoins respectifs. Elles en exploiteront les résultats chacune pour son propre compte.

E. En outre, compte tenu du fait que (i) les Parties cofinancent le Programme et que (ii) la propriété des résultats issus du Programme, ci-après désignés par « les Résultats », sera partagée entre elles, la Convention n'est pas soumise au Code des marchés publics, tout comme le prévoit les dispositions de son article 3.6.

CECI ETANT RAPPELÉ, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET

La Convention a pour objet de définir les termes et conditions par lesquels le BRGM et l'EMS s'engagent à réaliser le Programme.

ARTICLE 2. PRISE D'EFFET, DURÉE

2.1. PRISE D'EFFET

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par la dernière des Parties.

2.1. DURÉE

La durée de la présente convention est de 36 mois à compter de son entrée en vigueur.

Chaque fin d'exercice annualisé fera l'objet d'un compte rendu final de l'année écoulée tel que visé à l'article 4, ce compte rendu devra être remis deux à trois semaines avant la réunion annuelle du groupe de travail sur les galeries souterraines se réunissant chaque d'année, au mois de décembre ou en janvier de l'année suivante.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Sont également considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la Convention :

- Le présent document ;
- Annexe A1 : Cahier des charges.

Les annexes précédentes forment un tout indissociable avec le présent document. En cas de contradiction entre les articles du présent document et les dispositions contenues dans les annexes précédentes, les articles du présent document prévaudront.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU BRGM

4.1. PROGRAMME D'ACTION

Le BRGM s'engage à réaliser, dans le respect des règles de l'art, les tâches prévues pour la réalisation du Programme, conformément aux dispositions de l'Annexes A1 et A2, notamment :

- Recueil de l'information disponible, évaluation ;
- Saisie et mise en forme de l'information ;
- Diagnostics de terrain et évaluation ;
- Mission de renseignements et d'accompagnement ;
- Appui à la maîtrise d'ouvrage pour la définition et la réalisation de travaux sécuritaires concernant les cavités dont l'emprise se trouve en domaine public ;

Cette dernière mission revêtant un caractère complémentaire et chronophage par rapport aux missions menées habituellement dans le cadre de la convention tri-annuelle, une ligne budgétaire a été ajoutée à l'annexe financière A2.

La durée prévisionnelle de réalisation du Programme est de trente-six (36) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

4.2. LIVRABLES

Conformément au cahier des charges visé à l'Annexe A1, le BRGM s'engage à remettre à l'EMS les livrables suivants :

- Une fois par an la base de données mise à jour sur support numérique ;
- 1 rapport référencé pour chaque diagnostic particulier qui le nécessite sur support papier et numérique ;
- toutes les interventions et leurs résultats seront consignés dans la base de données ;
- 1 rapport annuel, soit 3 au total pour la présente convention, qui restitue un bilan des actions de l'année écoulée, la liste de tous les documents acquis avec les références de leur origine, de leur contenu, de leur précision, de leur validité accompagnée de plans de détail des sites suivant disponibilité sur support numérique et papier ;
- 1 copie des fichiers numériques cartographiques (à différentes échelles de précision) et des fichiers de base de données constitués au cours de l'étude sur support numérique.

L'EMS s'engage à valider chaque rapport dans un délai de quatre (4) semaines maximum. Au-delà, le rapport sera considéré comme définitif.

4.3. OBLIGATIONS DE MOYENS

Il est rappelé que le contenu des documents visés à l'article 4.2 supra résulte de l'interprétation d'informations objectives ponctuelles et non systématiques (sondages, observations visuelles, analyses, mesures…), en fonction de l'état de la science et de la connaissance à un moment donné. Aussi, le BRGM est soumis par convention expresse à une obligation de moyens étant tenu au seul respect du cahier des charges et des règles de l'art.

L'EMS s'engage à informer de cette limite de responsabilité tous tiers sous-utilisateurs éventuels des informations contenues dans les documents et se portera garant du BRGM en cas de recours exercé par l'un ou plusieurs d'entre eux et fondé sur une inexactitude, erreur ou omission dans le contenu des documents, sous réserve de l'absence de faute prouvée du BRGM.

4.4. FINANCEMENT

Le BRGM s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra, sur la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) qui lui est attribuée par le Ministère chargé de la Recherche (Programme 172).

ARTICLE 5. OBLIGATION DE L'EMS

L'EMS s'engage à communiquer au BRGM toutes les données, informations et études qui sont en sa possession, et qui sont utiles à la réalisation du Programme. L'EMS garantit le BRGM de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'EMS s'engage à faciliter l'accès du BRGM aux informations détenues par ses soins, relatives au Programme ou par tous tiers à la Convention.

L'EMS mandate par la présente convention le BRGM et l'autorise ainsi à pénétrer dans les

propriétés privées conformément à l'arrêté préfectoral qui lui a été délivré et portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées en vue de procéder à l'étude de galeries souterraines et cavités se situant sur le périmètre de l'arrêté préfectoral.

L'EMS s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra.

L'EMS s'engage à mandater une entreprise pour encadrer et assurer dans les règles de l'art la sécurité des interventions dans les souterrains, incluant notamment la détection des gaz, la vérification de l'accessibilité, la pose d'équipements tels que des trépieds, hormis la fourniture des équipements de protection individuelle incombant à chacune des Parties pour son propre personnel. L'EMS associera le BRGM pour l'élaboration du cahier des charges définissant la prestation et pour l'examen des offres préalable au choix de l'entreprise.

L'EMS est en charge de la diffusion aux communes des informations transmises par le BRGM. Les communes ont la charge de la diffusion des informations aux propriétaires.

ARTICLE 6. NOTIFICATION ET ÉLECTION DE DOMICILE

Toute notification faite au titre de la Convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes :

Pour le BRGM : *Anne-Valérie BARRAS* Parc d'activités Porte Sud Rue du Pont Péage – Bâtiment H1 67118 GEISPOLSHEIM FRANCE Tel : 03.88.77.48.90 Fax : 03.88.76.12.26 E-mail : av.barras@brgm.fr	**Pour l'EMS** : *Thierry WILLM* Eurométropole de Strasbourg 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex FRANCE Tel : 03.88.60.91.82 Fax : 0.88.60.93.34 E-mail : thierry.willm@strasbourg.eu

Tout changement d'adresse devra être notifié dans les meilleurs délais.

ARTICLE 7. FINANCEMENT DU PROGRAMME

7.1. MONTANT

Le montant du Programme est fixé à deux cent soixante-quinze mille Euros Hors Taxes (275 000 € HT)

Le montant global de la Convention sera actualisé par avenant permettant une nouvelle programmation d'opérations.

Les échéances de facturation sont mentionnées à l'article 8 de la présente convention.

7.2. RÉPARTITION

Le montant du Programme fait l'objet de la répartition financière suivante sur les montants définis dans l'Annexe A2 soit un total de 275 000 € HT :

- **Pour le BRGM, 20 % du montant Hors Taxes soit 55 000 € HT ;**
- **Pour l'EMS, 80 % du montant Hors Taxes soit 220 000 € HT (264 000 € TTC)** comme pour les programmes précédents, l'EMS sollicitera un appui du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs, dit « Fonds Barnier », par une demande de subvention adressée en ce sens par l'EMS à la Préfecture du Bas-Rhin pour un montant de 82 500 € HT, soit 30% du financement total (répartis sur 3 ans).

Le montant ci-dessus est indiqué Hors Taxes, la TVA au taux légal en vigueur au moment de la facturation étant en sus du prix.

Le BRGM cofinance le budget du Programme, dans le cadre de ses actions de service public.

Selon l´attribution des subventions au titre de la prévention du risque d´effondrement de cavités souterraines, le financement annuel serait le suivant :

	Montant / an	**HT**	**TTC (20%)**
L'EMS	**50 %**	**45 834.00€**	**55 000.00 €**
Le FPRNM	**30 %**	**27 500.00€**	**33 000.00 €**

En cas de défaut total ou partiel de subvention par le Fonds de Prévention des Risques Majeurs, le programme prévu serait suspendu et l'EMS verserait au BRGM les sommes dues au prorata des actions qui auront été effectivement réalisées. Le programme serait alors révisé par voie d'avenant conclu par les parties en fonction des moyens disponibles de chacune d'elle.

ARTICLE 8. FACTURATION ET PAIEMENT

8.1. FACTURATION

a) Le BRGM étant tenu de réaliser le Programme, la part du montant lui revenant ne donnera lieu à aucune facturation.

b) Il sera facturé à l'EMS la part du montant visé à l'article 7.2 supra.

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

Eurométropole de Strasbourg
Service de l'Environnement et de l'Ecologie Urbaine
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex
FRANCE

Les versements seront effectués par l'EMS, au nom de l'Agent Comptable de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM et selon le cas accompagnées des documents précisés dans l'échéancier ci-dessous.
Sur les trois ans compris dans la présente convention, les règlements seront annualisés de la façon suivante :

1. Un acompte de 50 %, soit 22 917.00 € HT, de la participation annuelle de l'EMS sera versé à la signature. Pour les années N+1 et N+2 un acompte de 50% sera versé sur facture dès le mois de janvier ;

2. En décembre de chaque année, l'EMS versera le solde (50%) de sa participation sur présentation de la facture accompagnée du rapport annuel ;

3. A chaque fin d´exercice (décembre), le BRGM adresse une facture à l'EMS correspondant au montant annuel du fonds Barnier soit 27 500.00 € HT ;

4. L'EMS sollicite auprès de la Préfecture le versement par le fonds Barnier, facture BRGM acquittée à l'appui.

Les montants ci-dessus sont indiqués Hors Taxes, la TVA au taux légal en vigueur au moment de la facturation étant en sus du prix. Le taux de TVA en vigueur à la signature de la Convention est de 20 %. Toute modification du taux de TVA applicable, intervenant durant la période d'exécution de la Convention, sera répercutée dès la première échéance de facturation suivant la date d'entrée en vigueur du nouveau taux.

8.2. PAIEMENT

Les versements seront effectués par l'EMS par virement bancaire, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur date d'émission augmenté de deux (2) jours ouvrés, à l'ordre de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM, au compte ouvert à :

TRESOR PUBLIC
Trésorerie générale du Loiret,
4 pl du Martroi, Orléans
Code Banque 10071
Code Guichet : 45000
Compte N° 00001000034
Clé : RIB 92
IBAN : FR7610071450000000100003492

A défaut de paiement intégral à la date prévue pour leur règlement, les sommes restant dues sont majorées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux annuel est fixé au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points. Ces pénalités s'appliquent sur le montant toutes taxes comprises de la créance et sont exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture, jusqu'à la date de mise à disposition des fonds par l'EMS.

ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1. DROITS ET OBLIGATION DE L'AUTEUR

9.1.1. Droits de l'auteur

a) Dans l'hypothèse où les Résultats relèvent du droit d'auteur, le BRGM est l'auteur des Résultats, et notamment des livrables visés à son article 4.2 supra.

b) Le BRGM est titulaire des droits visés aux articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, à savoir des droits patrimoniaux et moraux.

9.1.2. Garantie

Le BRGM garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution de la Convention.

9.2. CESSION DES DROITS D'AUTEUR

9.2.1. Co-titularité des droits patrimoniaux

Le BRGM cède à l'EMS les droits patrimoniaux qu'il détient sur les livrables visés à l'article 4.2 supra et sur tous les Résultats relevant du droit d'auteur de sorte

qu'à l'issue de l'exécution de la Convention, les Parties en seront co-titulaires et l'EMS pourra notamment, sans l'autorisation du BRGM mais sous sa responsabilité exclusive :

- reproduire les documents sur tous supports connus et inconnus, quel que soit le nombre d'exemplaires ;
- représenter les livrables visés à l'article 4.2 supra pour tout type d'usage ;
- adapter, par perfectionnements, corrections, simplifications, adjonctions, intégration à des systèmes préexistants ou à créer, transcrire dans un autre langage informatique ou dans une autre langue et créer des œuvres dérivées pour ses besoins propres.

Cette cession est faite à titre gracieux pour le monde entier et pour une durée égale à la durée des droits du BRGM.

9.2.2. **Droits moraux du BRGM**

Par application des articles L. 121-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, l'EMS s'engage à respecter les droits moraux du BRGM sur les livrables visés à l'article 4.2 supra, et notamment à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacune des reproductions ou représentations.

ARTICLE 10. DIFFUSION DES RÉSULTATS

10.1. PRINCIPE

Les Parties s'engagent à divulguer auprès du public le plus large les livrables visés à l'article 4.2 supra et tous les Résultats, selon les modalités de leur choix. Il est rappelé que le BRGM, dans le cadre de sa mission d'appui aux politiques publiques, pourra mettre les Résultats à disposition du public, notamment par le moyen de son site Internet.

L'EMS s'engage en outre à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

De manière réciproque, le BRGM s'engage à citer l'EMS comme partenaire sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

Dans le cas d'un intérêt commercial des Résultats au bénéfice de tiers, les Parties conviendront des conditions dans lesquelles cette commercialisation sera assurée.

Si une ou plusieurs inventions apparaissent au cours et/ou à l'occasion de l'exécution de la Convention, le BRGM en informera aussitôt l'EMS et les Parties conviendront de dispositions à prendre pour assurer le dépôt et la défense de toute demande de brevet correspondant, ainsi que la prise en charge des frais associés.

10.2. EXCEPTIONS

La diffusion visée à l'article 10.1 supra sera interdite dans les cas suivants :

- L'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- Une Partie a notifié à l'autre Partie son intention de restreindre la diffusion d'une information et l'autre Partie a accepté de manière expresse.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE, CESSION, TRANSFERT

Chaque Partie peut sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certaines parties de ses obligations contractuelles, sous réserve de respecter les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, notamment en ce qu'elle concerne la présentation, l'acceptation des sous-traitants, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

La Convention est conclue intuitu personae, les Parties s'engageant mutuellement en considération de leur identité respective.

Aucune des Parties ne peut sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie, céder tout ou partie de ses droits ou obligations découlant de la Convention à des tiers.

ARTICLE 12. RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est responsable, tant pendant l'exécution de la Convention, des prestations et/ou travaux qu'après leur achèvement et/ou leur réception, de tous dommages, à l'exception d'éventuelles conséquences immatérielles, qu'elle-même, son personnel, son matériel, fournisseurs et/ou prestataires de service, pourraient causer à l'autre Partie dans la limite du montant du financement apporté par chacun et visé à l'article 7.2 supra.

Les accidents du travail et tout préjudice corporel pouvant survenir demeurent soumis aux lois et règlementations en vigueur, à l'exception, le cas échéant, d'une faute caractérisée imputable à l'une des Parties ou à l'entreprise de sécurisation et pouvant donner lieu à une recherche de responsabilité.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

La règle selon laquelle « l'État est son propre assureur » s'applique aux organismes publics. En conséquence ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre des Parties d'une obligation inscrite dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la partie victime de ce non-respect à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée de la Convention, le BRGM présentera à l'EMS un compte rendu détaillé et un bilan financier sur la base desquels l'EMS versera au BRGM les sommes dues au prorata des actions qui auront effectivement été réalisées.

ARTICLE 15. SECURITE

L'intervention en cavité souterraine est considérée comme « travaux dangereux » conformément à la législation en vigueur (art. R 4512-7 du Code du Travail et arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux).

ARTICLE 16. <u>DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES</u>

La Convention est régie par la loi française.

Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas d'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis aux tribunaux administratifs compétents.

Fait à GEISPOLSHEIM, en deux (2) exemplaires,
Le --/--/--

Pour le BRGM	**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**
Stéphane ROY Directeur Actions Territoriales du BRGM	Robert HERRMANN Président de l'Eurométropole de Strasbourg

ANNEXE A1 : CAHIER DES CHARGES DU PROGRAMME

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS

L'existence d'anciennes cavités et plus particulièrement d'anciennes caves à bière dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise présente des risques pour la sécurité des biens et des personnes. Pour une prise en compte d'ensemble, un programme destiné à mettre en place des mesures de préventions a été élaboré. Il fait l'objet de conventions tri-annuelles, contractées entre le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg « pour la prévention des risques liés à la présence d'anciennes galeries souterraines » depuis 1996.

Le BRGM a créé et développé une base de données multicritères regroupant l'ensemble des informations collectées depuis 1996 sur les cavités souterraines de l'EMS. En novembre 2015, après 19 ans de recensement, 506 sites et indices ont été identifiés et référencés dans cette base de données.

Le programme de prévention des risques liés à la présence d'anciennes galeries souterraines consiste notamment à :

- Informer les populations de l'existence de ces risques ;
- Prendre en compte les menaces représentées par ces anciens ouvrages dans la réglementation relative aux constructions et à l'urbanisme ;
- Appuyer les services de sécurité ou de secours lorsque des désordres apparaissent ;
- Enfin, d'une façon générale, intervenir auprès de la Collectivité et de l'Administration pour parvenir à une gestion rationnelle du risque.

Les grandes lignes d'actions techniques, auxquelles le BRGM participe dans le cadre de sa mission d'Appui aux Politiques Publiques, sont les suivantes :

- Recueil de l'information disponible, évaluation ;
- Cartographie, pérennisation de l'information et entretien d'une base de données ;
- Actions préventives (information, réglementation, mise au point de méthodes d'évaluation des risques et de détection de cavités) ;
- Gestion permanente du risque (appui technique au cours des désordres, suivi des ouvrages avant traitement, appui technique pour la définition et la réalisation de travaux sécuritaires).

L'action menée sur ces trois années sera axée sur la mise en place d'un contrôle périodique des sites connus, tout en continuant les interventions en cas de désordres ainsi que l'inventaire des sites.

Les études seront réalisées par le BRGM. Le coût de sécurisation des sites pendant les investigations de terrain et les travaux éventuellement nécessaires ne sont pas inclus dans la présente convention.

2. PROGRAMME TECHNIQUE

2.1 Recueil de l'information disponible, évaluation

Le premier objectif de la collaboration CUS-BRGM est de pérenniser et gérer les informations relatives aux cavités en les enregistrant dans la base de données spécifique qui contient un volet cartographique. Chaque année, cette base est enrichie de plusieurs enregistrements.

Cette base de données sera potentiellement complétée par des éléments complémentaires.

a) Documents thématiques

Depuis 1996, les sources d'information les plus importantes ont été sollicitées et de nombreux documents ont été recueillis. Il reste cependant à compléter ces données auprès :

- du cadastre ancien, qui se révèle riche en particulier pour la connaissance des installations anciennes de petite taille. Celles-ci représentent en effet une source de danger non négligeable en raison de la perte de mémoire attachée à ce type d'ouvrage ;
- des organismes ou services possédant des informations sur les ouvrages militaires ;
- de différents intervenants tels que les brasseries, les assureurs, les services d'incendie ;
- des particuliers qui témoignent auprès des mairies de l'existence de sites ou de désordres liés à des caves ;
- enfin de toutes autres sources qui se révéleront progressivement au cours des trois années.

b) Plans et documents de base

- Le Service de l'Information Géographique de l'EMS (SIG) apportera son appui par la fourniture des fonds cadastraux digitalisés dans un format comptabile avec la suite logiciel Arc-Gis©. Le coût de mise à disposition des fonds de plan CIGAS à jour par le SIG est pris en compte dans la présente convention.

- Un contrôle du calage des plans numérisés sera demandé au S.I.G. lorsque des divergences apparaîtront au cours des investigations. En cas de besoin, des levés de terrain pour caler certains plans avec précision ou pour localiser des dommages ou des ouvrages sur lesquels aucun document n'aura pu être retrouvé seront nécessaires, les coûts afférents ne font pas partie de la présente convention.

2. 2. Saisie et mise en forme de l'information

Les données recueillies à ce jour sont de nature diverse et ont fait l'objet de mise en forme numérique.

Le BRGM met à jour une base de données SIG comprenant la localisation des indices, des réseaux et de toutes les informations (accès, cheminées…) et désordres

obervés lors des visites de réseaux et/ou interventions d'urgence. Les couches géographiques (géoréférencées en Lambert 93 – norme nationale) seront transmises au service SIG de l'EMS une fois par an, en fin d'exercice. Ces données feront l'objet d'un envoi par courrier électronique.

Les informations géoréférencées (cartes et plans) sont digitalisées à divers niveaux de détail :

1. Indices ponctuels : points géoréférencés pour représentation à 1/25 000, avec une précision de l'ordre de la dizaine de mètres ; il leur est associé une fiche d'informations ;

2. Plans d'anciens ouvrages et de galeries : contours digitalisés sur plans de masse ou plans de détail pour représentation à 1/2 000 avec assistance du S.I.G. pour le calage ; la précision de ces plans est évaluée lors de la numérisation ; les informations d'accès, cheminées, désordres observés sont représentés sur ce support. Lors de chaque visite de réseaux, un plan mis à jour est joint au rapport d'intervention.

Une base de données « classique », renseignée par le BRGM, sur le logiciel Access comprend les données de suivi, travaux et permet de retracer l'historique des différents réseaux et indices.

Une extraction de l'ensemble des fiches de la base de données Access sera effectuée deux fois par an pour envoi des données au service SIG de l'EMS. Ces données feront l'objet d'un envoi par courrier électronique.

Ces dispositions sont valables tant que les bases de données du BRGM n'auront pas fait l'objet d'une mise à jour qui aura pour objectif de :

- Fusionner les deux bases de données (SIG et Access) ;

- Rendre les données accessibles immédiatement à l'ensemble des services concernées.

- Permettre aux deux parties (BRGM et EMS) de saisir de manière autonome des informations dans la base de données.

La refonte de la base de données n'est pas comprise dans cette convention ; elle pourra être envisagée par ailleurs ou par voie d'avenant.

2. 3. Diagnostics de terrain et évaluation

Dans le cadre du programme annuel de surveillance :

Dans de nombreuses situations, l'engagement de travaux d'urgence n'est pas justifié par le diagnostic. En revanche, un suivi est mis en place pour apprécier toute évolution défavorable des sites pour lesquels le diagnostic a mis en évidence des points particuliers présentant un risque à long terme.

Les visites de contrôle seront donc effectuées périodiquement sur les sites connus et nécessitant un suivi et sur des nouveaux sites qui feront l´objet de levés initiaux plus détaillés avec un levé de plan. Il conviendra alors au BRGM d'engager des reconnaissances de terrain, de formuler des diagnostics et de donner les principales recommandations à mettre en œuvre pour assurer la sécurité.
La cartographie des réseaux et l'historique des différentes interventions seront actualisés au fur et à mesure que le dossier progresse.

Le programme des visites sera établi sur une base prévisionnelle élaborée en décembre de chaque année ; les sites ne pouvant être contrôlés l'année N, le seront à l'année N+1. Ce programme sera établi par les deux Parties et présenté pour validation en comité de pilotage (voir point 3).

Lorsque les opérations amènent le BRGM et l'EMS à pénétrer en domaine privé (galeries cheminant sous domaine privé) :

- Un arrêté préfectoral du 30 septembre 2010 autorise les agents et mandataires de la Communauté Urbaine de STRASBOURG à pénétrer dans les propriétés privés en vue de procéder à l'étude des galeries souterraines et cavités se situant sur le territoire de l'EMS dans les communes de Bischheim, Hœnheim, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, et Strasbourg.

- L'EMS, en collaboration avec les communes, est en charge de l'information des propriétaires, ou de l'obtention préalable d'autorisation de pénétrer le domaine privé le cas échéant.
Le BRGM effectuera chaque année une évaluation du risque pour les ouvrages connus. Cette évaluation pourra servir de base pour une hiérarchisation des priorités des mesures de préventions des risques et une programmation des moyens financiers apportés par l'État.

Dans certains cas extrêmes, le BRGM peut refuser d'intervenir dans des souterrains si les conditions minimum de sécurité ne sont pas réunies.

Dans le cadre d'évènements :

Ce programme comprend également un appui technique en cas d'effondrement, de découverte de cavité, la survenue de désordres en surface, des travaux à proximité d'effondrement. Ces interventions non programmées sont de fréquences variables ; par expérience, cela représentera environ une dizaine d'interventions par an.
Dans tous les cas, chaque intervention du BRGM entrainera la création d'un indice dans la base de données EMS /BRGM (SIG et Access) ainsi que la rédaction d'un compte-rendu d'intervention.
Selon l'importance du site ou de l'intervention, le BRGM procèdera dans certains cas importants à la rédaction d'un rapport d'expertise au sein duquel des recommandations de mise en sécurité pourront être rédigées.
Dans le cas de risques importants à très court terme, un e-mail contenant des recommandations de mise en sécurité immédiates pourra être envoyé par le BRGM. Ces recommandations seront reprises dans le compte-rendu ou le rapport qui sera envoyé ultérieurement à l'EMS.

Sur le présent programme, le BRGM prévoit entre 14 et 20 interventions (visites de réseaux et interventions en cas d'évènement) par an.

2.4. Mission de renseignements et d'accompagnement

L'EMS sollicitera régulièrement le BRGM pour tout renseignement dans le cadre de l'instruction des demandes de permis de construire dès lors que les sites sont sur ou à proximité de points recensés dans la base de données. Pour ce faire, le BRGM consultera le dossier et suggèrera des recommandations à l'EMS. Les demandes expresses de l'EMS et les réponses apportées par le BRGM se font uniquement par mail.

Le BRGM pourra également être sollicité par l'EMS pour l'accompagner dans ses actions :

- D'informations publiques et de prévention (journée du patrimoine, articles dans les médias, visites de sensibilisation) ;
- De définition / réflexion sur des aspects plus globaux de la thématique (aspects juridiques de la propriété liés à la présence de cavités souterraines, la prévention du risque en valorisant le caractère patrimonial de certaines cavités) qui comprend la participation à des groupes de travail notamment ;
- La réalisation d'une plaquette d'information sur la gestion du risque cavités souterraines par le service de l'environnement et l'écologie urbaine et le BRGM à destination des communes et des particuliers pour faciliter la prise en considération du risque cavité souterraine mais également expliciter les moyens de le gérer.

Toutefois, cet appui devra se limiter à un maximum de 5 jours d'ingénieur par an.

3. REUNIONS

Une réunion annuelle sera organisée par l'EMS à laquelle sera convié l'ensemble du Comité de Pilotage.

Lors de cette réunion, le BRGM fait état du programme réalisé durant l'année et des principaux résultats. Sur cette base, il proposera une hiérarchisation des sites afin de guider les pouvoirs publics et les administrations dans leur programmation de travaux de mise en sécurité. Cette hiérarchisation se fait sur la base des connaissances acquises au cours des interventions de contrôle ou d'urgence et ne concerne que les ouvrages souterrains de type réseau et ouvrage militaire.

Enfin, le programme prévisionnel de l'année N+1 sera présenté pour validation.

4. APPUI A LA MAITRISE D'OUVRAGE DANS LE CAS DE TRAVAUX DE SECURISATION DES CAVITES EN DOMAINE PUBLIC

Dans le cadre de travaux de sécurisation sur les réseaux ayant une emprise sur le domaine public, le BRGM apportera son appui à l'EMS pour :

- Prioriser les sites ayant une emprise sur le domaine public en fonction de leur niveau de fragilité et de l'importance des enjeux présents en surface ;
- Aide à l'écriture du cahier des charges pour la mise en sécurité des sites priorisés précédemment ;
- Examiner les offres lors de l'ouverture des plis ;
- Apporter un appui lors de l'exécution des travaux de sécurisation.

Une première étape de travail consistera en une identification des réseaux ayant une partie ou la totalité de leur emprise sur domaine public. Ces réseaux feront ensuite l'objet d'une hiérarchisation afin d'orienter les budgets vers les réseaux qui :

- Présentent un aléa important ;
- N'ont jamais fait l'objet de visite et sont situés en domaine public (travail réalisé en 2015) ;
- Sont susceptibles d'impacter des enjeux importants.

Cet inventaire et la hiérarchisation seront présentés en comité de pilotage ou lors d'une réunion dédiée (au choix de l'EMS) et remis à jour chaque année en fonction des visites qui auront été réalisées et des éventuels réseaux découverts.

ANNEXE A2 : ANNEXE FINANCIÈRE

Tâches	*Montant (€ HT)*
Gestion du risque cavités souterraines – Opération de suivi	
Recueil et évaluation de l'information	
Saisie et mise en forme de l'information	
Diagnostic de terrain et évaluation	
Missions de renseignement et d'accompagnement	250 000 €
Appui à la Maitrise d'ouvrage en cas de travaux de sécurisation des cavités souterraines sises en domaine public	
Hiérarchisation des sites	
Appui à l'organisation des travaux (cahier des charges et ouverture plis)	
Appui à la maitrise d'ouvrage durant les travaux	25 000€
Montant total HT en €	**275 000€**
Part BRGM (€ HT) – 20%	**55 000€**
Part EMS[1] (€ HT) – 50 %	**137 500€**
Part FPRNM (€ HT) – 30 %	**82 500 €**
TVA[2] (20 %)	27 500€
Montant EMS[3] TTC[4] EN € / 3 ANS	**165 000€**

[1] Financeur
[2] Part financeur
[3] Financeur
[4] Pour un taux de TVA de 20%

CONVENTION DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT PARTAGÉS RELATIVE À L'EVOLUTION DES OUTILS DE DIAGNOSTIC ET DE SURVEILLANCE DES CAVITES ET D'OPTIMISATION DU TRAITEMENT DE LA DONNEE

ENTRE

Le **BRGM**, Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 582 056 149 dont le siège se trouve Tour Mirabeau, 39-43 quai André Citroën, 75739 Paris Cedex 15, représenté par Mr ROY Stéphane, Directeur des Actions Territoriales du BRGM, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désigné par le « **BRGM** »,

D'une part,

ET

L'EMS, Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est domicilié 1, Parc de l'Etoile – 67076 STRABOURG Cedex et représenté par Mr HERRMANN Robert, Président de l'Eurométropole de Strasbourg, ayant tous pouvoirs à cet effet,

Ci-après désignée par « **l'EMS** »,

D'autre part,

Le BRGM et l'EMS étant ci-après désignés individuellement et/ou collectivement par la (les) « Partie(s) ».

VU

- Le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 modifié relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM ;

- Le décret du 22 décembre 1967 portant regroupement du service de la carte géologique et du BRGM ;

- Le contrat quinquennal ETAT-BRGM pour la période 2013-2017 ;

- Les orientations de service public du BRGM pour l'année 2016, adoptées par le « Comité National d'Orientations du Service public » le 21 mai 2015 et approuvées par le Conseil d'Administration du 25 juin 2015.

- le code général des collectivités territoriales ;

- La convention de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et le BRGM du ;

- La délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2016.

RAPPEL

A. Le BRGM est un établissement public de recherche qui est aussi chargé d'une mission d'appui aux politiques publiques de collecte, de capitalisation et de diffusion des connaissances, dans le domaine des sciences de la Terre et en particulier concernant la prévention des risques géologiques et plus particulièrement de la mise en œuvre, d'une cartographie des risques relatifs aux cavités souterraines à l'échelle départementale et au niveau des agglomérations ;

B. L'EMS est un établissement public de coopération intercommunale chargé notamment de l'aménagement du territoire ainsi qu'à la participation, aux côtés des communes, aux politiques de prévention des risques d'effondrement des galeries souterraines ;

C. L'existence d'anciennes cavités et plus particulièrement d'anciennes caves à bière dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise présente des risques pour la sécurité des biens et des personnes. Pour une prise en compte d'ensemble, un programme destiné à mettre en place des mesures de préventions a été mis en place depuis 1996. A ce titre le BRGM a développé deux bases de données (Access et Arc-Gis) permettant de saisir les informations de terrains (indice, observations effectuées au sein des réseaux souterrains) et l'historique des sites (origine des informations, travaux effectuées, actions administratives) ;

D. Le BRGM et l'EMS ont décidé d'un commun accord de mener un programme de recherche et de développements partagés, tel que visé à l'article 4.1 infra, concernant « l'évolution des outils de diagnostic et de surveillance des cavités et d'optimisation du traitement de la donnée », ci-après désigné par « le Programme ».
Aussi, le BRGM et l'EMS ont décidé par la présente convention, ci-après désignée par « la Convention », de fixer les termes et conditions par lesquels ils s'associent afin de réaliser le Programme. Les Parties ont établi en commun le Programme qui répond à leurs besoins respectifs. Elles en exploiteront les résultats chacune pour son propre compte ;

E. En outre, compte tenu du fait que (i) les Parties cofinancent le Programme et que (ii) la propriété des résultats issus du Programme, ci-après désignés par « les Résultats », sera partagée entre elles, la Convention n'est pas soumise au Code des marchés

publics, tout comme le prévoit les dispositions de son article 3.6.

CECI ETANT RAPPELÉ, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET

La Convention a pour objet de définir les termes et conditions par lesquels le BRGM et l'EMS s'engagent à réaliser le Programme.

ARTICLE 2. DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de la date de signature par la dernière des Parties et expirera lors de la réception du dernier paiement tel que prévu à l'article 8 infra.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Sont également considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la Convention :

- Le présent document ;
- Annexe A1 : Cahier des charges ;
- Annexe A2 : Annexe financière.

Les annexes précédentes forment un tout indissociable avec le présent document. En cas de contradiction entre les articles du présent document et les dispositions contenues dans les annexes précédentes, les articles du présent document prévaudront.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU BRGM

4.1. PROGRAMME D'ACTION

Le BRGM s'engage à réaliser, dans le respect des règles de l'art, les tâches prévues pour la réalisation du Programme, conformément aux dispositions des Annexes A1 et A2.

La durée prévisionnelle de réalisation du Programme est de trente-six (36) mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

4.2. LIVRABLES

Conformément au cahier des charges visé à l'Annexe A1, le BRGM s'engage à remettre à l'EMS les livrables suivants :

- Phase 1 : Une nouvelle base de données regroupant le contenu des deux bases de données existantes actuellement. Cette base de données devra permettre aux Parties de consulter et saisir dans la base de données avec mise à jour immédiate des données.
- Phase 2 : Un rapport d'analyse comparant les avantages et les inconvénients de nouvelles méthodes d'investigations qui seront testés durant le Programme (inspection vidéo sur robot, levés radar…) afin de permettre à l'EMS de juger du bien-fondé de continuer les investigations avec ces méthodes.

L'EMS s'engage à valider chaque rapport dans un délai de quatre (4) semaines maximum.

Au-delà, le rapport sera considéré comme définitif.

4.3. OBLIGATIONS DE MOYENS

Il est rappelé que le contenu des documents visés à l'article 4.2 supra résulte de l'interprétation d'informations objectives ponctuelles et non systématiques (sondages, observations visuelles, analyses, mesures…), en fonction de l'état de la science et de la connaissance à un moment donné. Aussi, le BRGM est soumis par convention expresse à une obligation de moyens étant tenu au seul respect du cahier des charges et des règles de l'art.

L'EMS s'engage à informer de cette limite de responsabilité tous tiers sous-utilisateurs éventuels des informations contenues dans les documents et se portera garant du BRGM en cas de recours exercé par l'un ou plusieurs d'entre eux et fondé sur une inexactitude, erreur ou omission dans le contenu des documents, sous réserve de l'absence de faute prouvée du BRGM.

4.4. FINANCEMENT

Le BRGM s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra, sur la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) qui lui est attribuée par le Ministère chargé de la Recherche (Programme 172).

ARTICLE 5. OBLIGATION DE L'EMS

L'EMS s'engage à communiquer au BRGM toutes les données, informations et études qui sont en sa possession, et qui sont utiles à la réalisation du Programme. L'EMS garantit le BRGM de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'EMS s'engage à faciliter l'accès du BRGM aux informations détenues par ses soins, relatifs au Programme ou par tous tiers à la Convention. Il s'agit notamment de la mise à disposition des fonds cadastraux qui seront utilisés pour le module cartographique de la nouvelle base de données. Le BRGM s'engage à n'utiliser ces fonds cadastraux que dans le cadre des produits liés à la présente convention.

L'EMS s'engage à participer au financement du Programme pour la part qui lui revient dans les conditions exposées à l'article 7 infra.

ARTICLE 6. NOTIFICATION ET ÉLECTION DE DOMICILE

Toute notification faite au titre de la Convention est considérée comme valablement faite si elle est effectuée par écrit aux adresses suivantes :

Pour le BRGM : *Anne-Valérie BARRAS* Parc d'activités Porte Sud Rue du Pont Péage – Bâtiment H1 67118 GEISPOLSHEIM FRANCE Tel : 03.88.77.48.90 Fax : 03.88.76.12.26 E-mail : av.barras@brgm.fr	**Pour l'EMS** : *Thierry WILLM* Eurométropole de Strasbourg 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex FRANCE Tel : 03.88.60.91.82 Fax : 0.88.60.93.34 E-mail : thierry.willm@strasbourg.eu

Tout changement d'adresse devra être notifié dans les meilleurs délais.

ARTICLE 7. FINANCEMENT DU PROGRAMME

7.1. MONTANT

Le montant du Programme est fixé à quatre-vingt-quatorze mille Euros Hors Taxes (94 000 € HT)

Le montant global de la Convention sera actualisé par avenant permettant une nouvelle programmation d'opérations.

Les échéances de facturation sont mentionnées à l'article 8 de la présente convention.

7.2. RÉPARTITION

Le montant du Programme fait l'objet de la répartition financière suivante sur les montants définis dans l'Annexe A2 soit un total de 94 000 € HT :

- **Pour le BRGM, 20 % du montant Hors Taxes soit 18 800 € HT ;**
- **Pour l'EMS, 80 % du montant Hors Taxes soit 75 200 € HT.** L'EMS sollicitera un appui du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs, dit « Fonds Barnier », par une demande de subvention adressée en ce sens par l'EMS à la Préfecture du Bas-Rhin pour un montant de 28 200 € HT, soit 30% du financement total (répartis sur 3 ans).

Le montant ci-dessus est indiqué Hors Taxes, la TVA au taux légal en vigueur au moment de la facturation étant en sus du prix.

Le BRGM cofinance le budget du Programme, dans le cadre de ses actions de service public.

ARTICLE 8. FACTURATION ET PAIEMENT

8.1. FACTURATION

a) Le BRGM étant tenu de réaliser le Programme, la part du montant lui revenant ne donnera lieu à aucune facturation.

b) Il sera facturé à L'EMS la part du montant visé à l'article 7.2 supra.

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

Eurométropole de Strasbourg
Service de l'Environnement et de l'Ecologie Urbaine
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex
FRANCE

Les versements seront effectués par l'EMS, au nom de l'Agent Comptable de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM et selon le cas accompagnées des documents précisés dans l'échéancier ci-dessous :

1. A la signature de la convention, un versement de 27 500 € H.T. (montant annuel pour la rénovation de la base de données) sera effectué. Pour l'année N+1, ce versement aura lieu sur facture dès le mois de janvier ;

2. En décembre de l'année N et N+1, l'EMS versera le solde de sa participation au prorata des actions effectuées (inspection caméra, levé laser, microgravimétrie) sur présentation de la facture accompagnée d'un rapport intermédiaire ;

3. A la fin de la convention (décembre de l'année N+2), l'EMS versera le solde de sa participation au prorata des actions effectuées (inspection caméra, levé laser, microgravimétrie) sur présentation de la facture accompagnée d'un rapport final.

Le taux de TVA en vigueur à la signature de la Convention est de 20 %. Toute modification du taux de TVA applicable, intervenant durant la période d'exécution de la Convention, sera répercutée dès la première échéance de facturation suivant la date d'entrée en vigueur du nouveau taux.

8.2. PAIEMENT

Les versements seront effectués par l'EMS par virement bancaire, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur date d'émission augmenté de deux (2) jours ouvrés, à l'ordre de BRGM, sur présentation de factures émises par BRGM, au compte ouvert à :

TRESOR PUBLIC
Trésorerie générale du Loiret,
4 pl du Martroi, Orléans
Code Banque 10071
Code Guichet : 45000
Compte N° 00001000034
Clé : RIB 92
IBAN : FR7610071450000000100003492

A défaut de paiement intégral à la date prévue pour leur règlement, les sommes restant dues sont majorées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux annuel est fixé au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points. Ces pénalités s'appliquent sur le montant toutes taxes comprises de la créance et sont exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture, jusqu'à la date de mise à disposition des fonds par l'EMS.

ARTICLE 9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1. DROITS ET OBLIGATION DE L'AUTEUR

9.1.1. Droits de l'auteur

a) Dans l'hypothèse où les Résultats relèvent du droit d'auteur, le BRGM est l'auteur des Résultats, et notamment des livrables visés à son article 4.2 supra.

b) Le BRGM est titulaire des droits visés aux articles L. 111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, à savoir des droits patrimoniaux et moraux.

9.1.2. Garantie

Le BRGM garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution de la Convention.

9.2. CESSION DES DROITS D'AUTEUR

9.2.1. Co-titularité des droits patrimoniaux

Le BRGM cède à l'EMS les droits patrimoniaux qu'il détient sur les livrables visés à l'article 4.2 supra et sur tous les Résultats relevant du droit d'auteur de sorte qu'à l'issue de l'exécution de la Convention, les Parties en seront co-titulaires et l'EMS pourra notamment, sans l'autorisation du BRGM mais sous sa responsabilité exclusive :

- reproduire les documents sur tous supports connus et inconnus, quel que soit le nombre d'exemplaires ;
- représenter les livrables visés à l'article 4.2 supra pour tout type d'usage ;
- adapter, par perfectionnements, corrections, simplifications, adjonctions, intégration à des systèmes préexistants ou à créer, transcrire dans un autre langage informatique ou dans une autre langue et créer des œuvres dérivées pour ses besoins propres.

Cette cession est faite à titre gracieux pour le monde entier et pour une durée égale à la durée des droits du BRGM.

9.2.2. Droits moraux du BRGM

Par application des articles L. 121-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, l'EMS s'engage à respecter les droits moraux du BRGM sur les livrables visés à l'article 4.2 supra, et notamment à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacune des reproductions ou représentations.

ARTICLE 10. <u>DIFFUSION DES RÉSULTATS</u>

10.1. PRINCIPE

Les Parties s'engagent à divulguer auprès du public le plus large les livrables visés à l'article 4.2 supra et tous les Résultats, selon les modalités de leur choix. Il est rappelé que le BRGM, dans le cadre de sa mission d'appui aux politiques publiques, pourra mettre les Résultats à disposition du public, notamment par le moyen de son site Internet.

L'EMS s'engage en outre à citer le BRGM en qualité d'auteur, sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

De manière réciproque, le BRGM s'engage à citer l'EMS comme partenaire sur chacun des documents produits, présentations ou communications faites sur le Programme.

Dans le cas d'un intérêt commercial des Résultats au bénéfice de tiers, les Parties conviendront des conditions dans lesquelles cette commercialisation sera assurée.

Si une ou plusieurs inventions apparaissent au cours et/ou à l'occasion de l'exécution de la Convention, le BRGM en informera aussitôt l'EMS et les Parties conviendront de dispositions à prendre pour assurer le dépôt et la défense de toute demande de brevet correspondant, ainsi que la prise en charge des frais associés.

10.2. EXCEPTIONS

La diffusion visée à l'article 10.1 supra sera interdite dans les cas suivants :

- L'interdiction résulte d'obligations légales ou réglementaires ou du respect du droit des tiers ;
- Une Partie a notifié à l'autre Partie son intention de restreindre la diffusion d'une

information et l'autre Partie a accepté de manière expresse.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE, CESSION, TRANSFERT

Chaque Partie peut sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certaines parties de ses obligations contractuelles, sous réserve de respecter les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, notamment en ce qu'elle concerne la présentation, l'acceptation des sous-traitants, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

La Convention est conclue intuitu personae, les Parties s'engageant mutuellement en considération de leur identité respective.

Aucune des Parties ne peut sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie, céder tout ou partie de ses droits ou obligations découlant de la Convention à des tiers.

ARTICLE 12. RESPONSABILITÉ

Chaque Partie est responsable, tant pendant l'exécution de la Convention, des prestations et/ou travaux qu'après leur achèvement et/ou leur réception, de tous dommages, à l'exception d'éventuelles conséquences immatérielles, qu'elle-même, son personnel, son matériel, fournisseurs et/ou prestataires de service, pourraient causer à l'autre Partie dans la limite du montant du financement apporté par chacun et visé à l'article 7.2 supra.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la Convention.

La règle selon laquelle « l'État est son propre assureur » s'applique aux organismes publics. En conséquence ceux-ci garantissent sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre des Parties d'une obligation inscrite dans la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la partie victime de ce non-respect à l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée de la Convention, le BRGM présentera à l'EMS un compte rendu détaillé et un bilan financier sur la base desquels l'EMS versera au BRGM les sommes dues au prorata des actions qui auront effectivement été réalisées.

ARTICLE 15. <u>DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES</u>

La Convention est régie par la loi française.

Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les Parties. En cas d'impossibilité pour les Parties de parvenir à un accord amiable dans un délai de trois (3) semaines suivant sa notification, le différend sera soumis aux tribunaux administratifs compétents.

Fait à GEISPOLSHEIM, en deux (2) exemplaires,
Le --/--/--

Pour le BRGM	**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**
Stéphane ROY Directeur Actions Territoriales du BRGM	Robert HERRMANN Président de l'Eurométropole de Strasbourg

ANNEXE A1 : CAHIER DES CHARGES DU PROGRAMME

Le BRGM réalise, pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre du programme « Gestion du risque lié à la présence de cavités souterraines sur le territoire de l'Eurométropole » un suivi des différents réseaux de cavités souterraines présents au droit du sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise.

L'objectif de cette convention est de faire évoluer les outils de suivi et de diagnostic afin de permettre une meilleure gestion du risque lié à la présence de ces cavités souterraines grâce à une meilleure connaissance et de meilleurs outils.

1. REFONTE DE LA BASE DE DONNEES CAVITES SOUTERRAINES DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

1.1 Contexte

L'existence d'anciennes cavités et plus particulièrement d'anciennes caves à bière dans le sous-sol de l'agglomération strasbourgeoise présente des risques pour la sécurité des biens et des personnes. Pour une prise en compte d'ensemble, un programme destiné à mettre en place des mesures de préventions a été élaboré. Il fait l'objet de conventions tri-annuelles, contractées entre le BRGM et l'Eurométropole de Strasbourg « pour la prévention des risques liés à la présence d'anciennes galeries souterraines » depuis 1996.

Le BRGM a créé et développé une base de données multicritères regroupant l'ensemble des informations collectées depuis 1996 sur les cavités souterraines de l'EMS. En novembre 2015, après 19 ans de recensement, 506 sites et indices sont identifiés et référencés dans cette base de données.

A l'heure actuelle cette base de données est constituée de deux volets au sein desquels les informations nouvelles doivent être saisies indépendamment :

- Une base de données Access, qui nécessite que le logiciel MapInfo soit installé sur le PC afin de permettre l'affichage d'une localisation sur un plan sommaire. Cette base de données contient les informations sur (listing non exhaustif) :
    - L'origine des données ;
    - La nature de l'objet ;
    - Les dimensions du réseau / ouvrage / indice ;
    - Un historique des travaux, actes administratifs… ;
    - Un rapide historique des conclusions des différentes inspections ayant eu lieu.

- Une base de données SIG enregistrée avec le logiciel Arc-Gis. Cette base de données contient les informations suivantes :
    - Plan des réseaux digitalisés et géoréférencés ;
    - La localisation des accès et ouvertures (portes, trappes, cheminées…) ;
    - L'ensemble des informations observées lors des inspections de sites (fissures, infiltrations, état du radier…).

Aucune des deux bases de données existantes ne permet la bancarisation de données numériques complémentaires (photographies, rapports, courrier…).

De plus, ces deux bases de données sont hébergées sur les serveurs du BRGM. Seul le BRGM a la possibilité de compléter ces bases de données. La transmission de ces bases de données du BRGM vers l'EMS a lieu :

- Deux fois par an pour les extractions de la base de données Access ;
- Une fois par an pour la base de données SIG.

1.2 Objectifs :

La nouvelle version de la base de données devra offrir les possibilités suivantes :

- Contenir les données disponibles actuellement sur les deux bases de données existantes ;
- Permettre la bancarisation de photographies, de rapports, de courrier… ;
- La base de données devra être consultable et modifiable en ligne MAIS fournir un accès sécurisé (avec un mode saisi et un mode consultation) compte tenu des données sensibles qu'elle contient ;
- Editer des fiches cavités avec informations d'accès, photos récentes, contact, dernier diagnostic, plan.

1.3 Programme technique :

La réalisation comprend 3 étapes :

1) Evolution de l'applicatif Saisiecavite.brgm.fr

- Evolution du modèle de données actuel sans impacter l'existant
- Ajout de profil saisisseur Eurométropole et contrôleur
- Elargissement des droits du profil valideur national (qui permettra la diffusion hors application des champs actuellement diffusés seulement)
- Création d'un nouvel onglet dans l'application pour ces profils et des nouveaux champs nécessaires, ainsi que des documents attachés (50MO par cavité, répartis en 3 PDF maxi et 20 photos maxi (dont les deux premières Accès et Environnement obligatoires)
- Création d'un outil cartographique intégré à l'application permettant sur fond cadastral le dessin de 1 à n éléments cartographiques ponctuels ou géométriques et leur légende

2) Mise à disposition d'infrastructures pour l'application

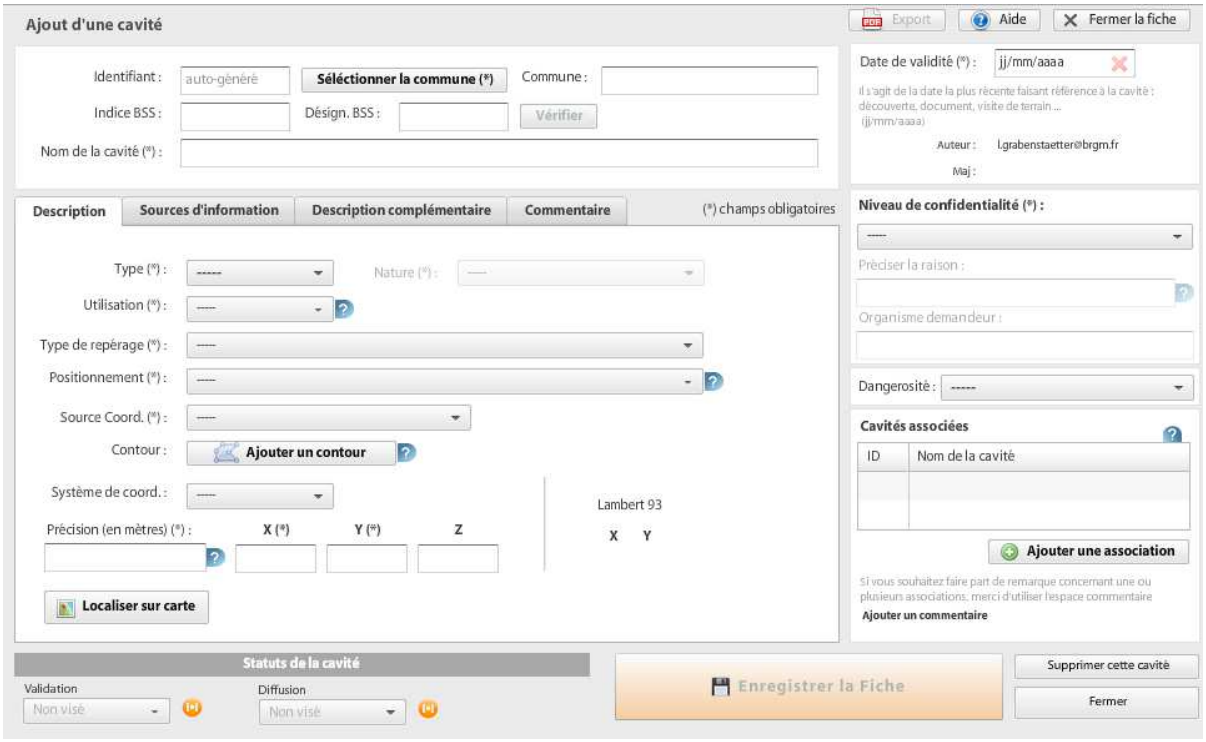
- Mise à disposition d'un filer pour charger les documents
- Récupération des dernières versions des fonds de carte cadastraux de l'Eurométropole et mise en service Web pour le projet

3) Portage des données existantes

- Mapping des modèles de données Eurométropole et saisiecavite
- Injection des données et tests

1.4 Rendu :

L'objectif est de rendre plus ergonomique le mode de saisie, sur le modèle de la base de données nationale des cavités souterraines (Cf. illustration ci-dessous).



La consultation des données pourra se faire en ligne via le site www.georisque.gouv.fr
Les informations sécurisées (plan, accès, contact) nécessiteront un compte protégé par un mot de passe, et l'accès se fera via le site représenté ci-dessus.

1.5 Pilotage :

Trois réunions sont prévues dans le cadre de l'évolution de la base de données :

- Réunion de lancement de projet avec présentation
- Réunion en cours de projet pour présenter l'avancée et les premiers visuels sur l'outil
- Réunion de fin de projet pour présenter le produit final

2.1 Inspections robotiques

Inspection de réseaux de galeries

Certains réseaux de galeries ne sont pas visitables pour différentes raisons (gaz, comblement partiel, atmosphère non respirable), l'utilisation de nouveaux robots équipés de caméras, détecteur de gaz, distance mètre, balise de détection depuis la surface, construits sur mesure par la société CAMEXPLO basée à Oberhausbergen **pourra permettre à présent de réaliser un diagnostic du réseau de manière complète tout en garantissant une sécurité des agents**.
Dans le cadre de cette présente convention, le choix des sites pour lesquels une inspection robotique sera réalisée, se fera lors de la présentation du programme des visites réalisée

lors du comité de pilotage du projet de « Gestions des Risques liés à la présence de cavités souterraines sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg – Convention 2016-2018 ».

Le pilotage des moyens robotisés se fera par le personnel de la société CAMEXPLO sous la supervision du BRGM.

Le rendu de ces interventions se fera par l'intermédiaire du rapport de visite du BRGM, accompagné des fichiers vidéos de l'inspection. Le fichier vidéo pourra être disponible sous 48h sur demande de l'Eurométropole.

Ce type d'investigation sera programmé sous un délai normal de 15 jours.

Expertises suite à la découverte de désordres en surface

Lors d'interventions, suite à la découverte de désordres en surface, les vides ne sont pas toujours accessibles, ou suffisamment importants pour réaliser des observations permettant de comprendre les phénomènes et d'établir des recommandations de mise en sécurité du phénomène. Ce type de diagnostic peut nécessiter une inspection des vides à l'aide d'une caméra HD glissée dans les vides.

Le rendu de ces interventions sera défini par le BRGM selon l'importance de l'évènement (courrier, compte-rendu d'intervention, rapport). Le fichier vidéo sera transmis lors du rendu final mais pourra être disponible sous 48 heures sur demande de l'Eurométropole.

Ce type d'investigation, par essence non programmé, sera réalisé sous un délai normal de 5 jours.

Dans le cas d'une intervention à réaliser en urgence, l'inspection pourra être réalisée dans un délai de 48 heures, après 17h ainsi que le weekend et les jours fériés (avec majoration).

Le montant total des opérations décrites ci-dessus (Chapitre 2.1) ne devra pas dépasser le montant de 3 000 € / an.

2.2 Levés laser des galeries et identification des zones d'évolution

La réalisation de levés laser dans des milieux confinés se démocratise en France. De nombreuses carrières souterraines font désormais l'objet de suivis lasers qui permettent de restituer l'ensemble du réseau de manière précise sur un ordinateur. Les réseaux de galeries présents dans le sous-sol de l'Eurométropole constituent un secteur propice à l'utilisation de cette méthode.

La réalisation, sur l'exercice 2014, d'un levé au laser 3D du réseau de galeries SC022 BERGERMER à Schiltigheim a permis d'aborder le potentiel de ces levés (rendu visuel précis). Les levés, ainsi que le traitement des données avaient été réalisés par l'entreprise INGEFLU basée à Brumath sous la supervision du BRGM.

L'objectif des levés laser proposés dans la présente convention est de réaliser deux levés à intervalle de temps d'environ 18 mois dans un réseau « instable ». L'objectif est de comparer plusieurs jeux de données et de repérer, à l'aide des levés laser, les zones d'évolution du réseau de galeries.
Le choix du site sera validé lors du comité de pilotage du projet « Gestion du risque lié aux cavités souterraines dur le territoire de l'Eurométropole ». Cette méthode pourra également servir d'outils de sensibilisation auprès des propriétaires concernés par la problématique de cavités souterraines au droit du domaine privé.

Un rapport intermédiaire, puis un rapport final seront rendus suite à la réalisation des levés 1 et 2.

2.3 Reconnaissance par géophysique des vides (microgravimétrie)

En cas d'apparition de fontis en surface (chaussée, espace vert…), des reconnaissances complémentaires sont nécessaires afin d'estimer l'emprise des vides et de délimiter la zone à sécuriser. Les méthodes géophysiques classiques (géoélectrique, radar, sismique) n'étant pas toujours utilisables en milieu urbain (présence de réseau enterrés…) et les sondages n'apportant qu'une information ponctuelle, il convient d'utiliser une méthode micro-gravimétrique, non intrusive, qui répond pleinement à ces conditions spécifiques.

Chaque levé micro-gravimétrique répondra aux caractéristiques suivantes :

- les variations de g seront mesurées avec un gravimètre CG-5 ;
- l'altimétrie des stations sera mesurée au niveau laser, pour une précision sur Z inférieure au cm, et le positionnement planimétrique au GPS différentiel pour une précision inférieure à 10 cm ;
- 20% des stations seront reprises pour estimer l'erreur de mesure et le seuil de signification des anomalies gravimétriques décelées ;
- Les programmes de mesures entre l'ouverture et la fermeture à la base auront une durée inférieure à 1h15 ;
- Mesure des dimensions du bâtiment et des bâtiments environnants, épaisseur des murs ;

La carte d'anomalie de Bouguer sera calculée en tenant compte de l'effet de la topographie et des bâtiments. La carte d'anomalies résiduelles permettra d'identifier les anomalies négatives significatives, possiblement liée à des cavités. Il est utile de préciser que l'interprétation d'anomalies gravimétriques n'est jamais univoque : une même anomalie peut être générée par un vide profond de grande dimension, ou par un vide peu profond mais ayant une plus grande emprise que le vide profond et une hauteur moindre. Une implantation de sondages de contrôle sera ainsi préconisée par le BRGM.

A la fin de chaque intervention, les documents suivants seront fournis.

- Présentation de la campagne de mesures, et des traitements sur les données ;
- carte de position des stations ;
- carte d'altimétrie des stations ;
- carte d'anomalie de Bouguer ;
- carte d'anomalie résiduelle ;
- carte d'implantation de sondages de contrôle et recommandations ;

Le choix du site sur lequel une campagne de microgravimétrie pourra être menée sera du ressort des services concernés de l'Eurométropole sur proposition du BRGM.

La réalisation de cette mission sur 1 à 2 sites est couverte par cette convention.

Dans le cadre de l'apparition de désordre en surface à proximité immédiate de bâtiments, les conséquences d'une aggravation du phénomène observé en surface sur le bâti présent alentour ne peuvent pas forcément être appréhendées par le BRGM et l'EMS. Afin de

rationaliser les mesures conservatoires de mise en sécurité de la population, l'appui d'un ingénieur structure à même de conclure sur la stabilité d'un ouvrage ou sur les études à mener rapidement pour qualifier la stabilité est une garantie complémentaire à l'expertise du BRGM concernant les mouvements de terrain.

La présente convention couvre 1 à 2 expertise(s) de ce type par année.

L'utilisation de ces différentes méthodes fera l'objet, au cours des 3 années de la convention d'un rapport intermédiaire par année qui présentera les actions menées et qualifiera l'apport de ces nouvelles méthodes (efficacité / temps / coûts).

Un rapport final sera rendu à la fin de la convention qui présentera l'ensemble des actions réalisées sous-couvert de cette convention avec un retour d'expérience qui permettra de valider l'utilisation de ces méthodes dans l'avenir en ce qui concerne la gestion du risque cavités souterraines sur l'Eurométropole de Strasbourg.

Une réunion de démarrage de projet sera animée par le BRGM. Au cours de cette réunion, le choix des dates de réalisation des levés laser 3D seront validés.

Les résultats présentés dans les rapports intermédiaires puis dans le rapport final feront l'objet d'une réunion de présentation des résultats chaque année.

ANNEXE A2 : ANNEXE FINANCIÈRE

Tâches	*Montant mission (€ HT)*	*Nombre prévisionnel de commande / 3 ans*	*Montant total € HT*
Refonte de la base de données cavités de l'Eurométropole	55 000	1	55 000
Réalisation de la Base de données			
Saisie des informations et mise en service de la Base de données			
Levé Laser et analyse des jeux de données entre 2 levés	3 000	2	6 000
Levé laser dans un réseau de galeries			
Traitement des données laser			
Rédaction du rapport bilan sur cette mission			
Caractérisation des vides par micro-gravimétrie	15 000	1	15 000
Acquisition de la donnée de micro gravimétrie pour caractérisation des vides			
Traitement et interprétation de la donnée			
Rédaction du rapport d'intervention			
Inspection robotique	4 500	3	13 500
Inspection caméra lors d'intervention d'urgence			
Inspection caméra lors d'opération de suivi de réseaux			
Rédaction du rapport bilan sur cette mission			
Gestion de projet	4500	1	4500
Réunions / COPIL			
Organisation missions (robotique / laser / microgravimétrie)			
Montant total HT en €			**94 000 €**
Part BRGM (€ HT) – 20%			**18 800 €**
Part EMS[1] (€ HT) – 50 %			**47 000 €**
Part FPRNM (€ HT) - 30%			**28 200 €**
TVA[2] (20 %)			**9 400 €**
Montant EMS[3] TTC en €			**56 400 €**

[1] Financeur
[2] Part financeur
[3] Financeur

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Renouvellement de conventions pluriannuelles d'objectifs des associations de protection de la nature et attribution de subventions de fonctionnement.

Plusieurs associations sont subventionnées par l'Eurométropole de Strasbourg pour leur fonctionnement au titre de la connaissance et de la protection du patrimoine naturel, ainsi que de la sensibilisation et de la formation des habitants en faveur de la préservation de la nature.

L'Eurométropole avait signé avec plusieurs d'entre elles des conventions pluriannuelles d'objectifs, arrivées à terme au 31 décembre 2014. L'année 2015 a été consacrée à définir un nouveau programme partenarial avec chacune de ces associations qui contribuent à la mise en œuvre de la politique publique de valorisation du patrimoine naturel.

Il est par conséquent proposé de renouveler le partenariat avec ces associations sous la forme d'une nouvelle convention d'objectifs pour les années 2016-2019. Les associations concernées sont : **ODONAT** (Office des Données Naturalistes d'Alsace), **Alsace Nature** et **GORNA** (Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace).

1 : ODONAT (Office des Données Naturalistes d'Alsace)

ODONAT est un réseau associatif au service de la connaissance et de la protection des espèces et des milieux naturels en Alsace.
Par son rôle fédérateur et de soutien à ses associations membres, ODONAT favorise la collecte et le traitement des données naturalistes par les spécialistes professionnels ou bénévoles, afin de faciliter leur diffusion et d'optimiser leur utilisation.
Une convention pluriannuelle d'objectifs entre ODONAT et la CUS s'est concrétisée par :
- l'amélioration de la connaissance sur la biodiversité ;
- la mise à disposition d'informations environnementales, outils d'aide à la décision ;
- le partage de cette connaissance pour informer et sensibiliser les acteurs du territoire et particulièrement le grand public.

Il est proposé de reconduire ce partenariat fructueux sous la forme d'une nouvelle convention d'objectifs pour les années 2016-2019 en y incluant les données flore non comprises dans la précédente convention. A cette fin, un financement annuel de 14 500 € est demandé par l'association à partir de 2016. Les trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

2 : ALSACE NATURE

Alsace Nature est une association fédérative régionale qui regroupe environ 3 000 membres individuels et 150 associations fédérées. Ces dernières rassemblent à la fois des associations spécialisées de niveau régional (Conservatoire des Sites Alsaciens, Ligue pour la Protection des Oiseaux, Société Philomatique d'Alsace,…) mais aussi des structures plus territorialisées (Sauer Nature, Association de Défense des Intérêts de la Robertsau, CPIE des Hautes Vosges, …).
Alsace Nature a pour objectifs :

- de réunir et de coordonner les volontés et les efforts pour la sauvegarde des sites et des paysages dans toutes leurs composantes sol, eau, flore, faune, milieux naturels et sites bâtis, et pour la défense ou la réhabilitation d'un milieu de vie qui assure à l'individu les moyens de son existence matérielle et son épanouissement spirituel ;
- d'informer et de sensibiliser la population sur tous les aspects d'un nécessaire respect du milieu de vie.

En vue de la définition de la trame verte pour le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et pour améliorer la prise en compte de la biodiversité sur le territoire, la CUS et Alsace Nature avaient signé une convention de partenariat pour les années 2011 à 2014.
Le PLUi adopté fin 2016, la prise en compte de l'environnement se poursuivra dans les projets d'aménagement et de gestion durables du territoire de l'Eurométropole, ainsi que la sensibilisation et l'éducation à l'environnement.

Il est par conséquent proposé de renouveler le partenariat sous la forme d'une nouvelle convention d'objectifs pour les années 2016-2019 portant sur la prise en compte de l'environnement et intégrant les actions d'éducation à l'environnement à destination du grand public. Un montant de subvention de fonctionnement de 30 000 € annuel est demandé à partir de l'année 2016. Les trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

3 : GORNA (Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace)

Une partie des animaux blessés recueillis par les particuliers ou les collectivités sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est prise en charge par le Groupement Ornithologique du Refuge Nord-Alsace (GORNA), association reconnue d'utilité publique depuis 2006.
Le GORNA a mis en place une collaboration avec la SPA et gère le Centre de Sauvegarde implanté à Neuwiller-lès-Saverne où les animaux blessés peuvent être apportés ou y sont acheminés par navette depuis la SPA. Le nombre d'animaux blessés provenant de l'Eurométropole et recueillis augmente d'année en année.

L'Eurométropole de Strasbourg participe au budget de fonctionnement du centre, de façon régulière et à hauteur de 10 % environ du budget annuel depuis 2001. Une convention pluriannuelle d'objectifs attribuait une subvention de 13 000 € par an de 2011 à 2014.

Il est proposé de renouveler le partenariat sous la forme d'une nouvelle convention d'objectifs pour les années 2016-2019 et d'attribuer un montant annuel de subvention de 13 000 € à partir de 2016. Les trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'allocation de subventions de fonctionnement conforme aux objectifs de gestion de la collectivité aux associations suivantes :*

Office des Données Naturalistes d'Alsace (ODONAT)	*14 500 €*
Alsace Nature	*30 000 €*
Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace (GORNA)	*13 000 €*
TOTAL	*57 500 €*

les propositions ci-dessus représentent une somme de 57 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous la fonction 830, nature 6574, activité Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé EN02B.

- *les conventions d'objectifs pluriannuelles 2016-2019 et les conventions financières pour l'année 2016 pour chacune des associations ;*

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à signer les conventions d'objectifs et les conventions financières, ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs de ce programme dans le respect des enveloppes précitées.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2016-2019

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Robert HERRMANN, Président, et

- l'association « ODONAT », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro Vol LXXIV Folio N°174 Dossier N°174/1996, et dont le siège est « au 8, Adèle RITON, 67000 STRASBOURG », représentée par son Président en exercice, « Monsieur Yves MULLER ».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du « 24 mars 2016 ».

Préambule

ODONAT (Office des Données Naturalistes d'Alsace) est la fédération des associations régionales des associations de protection de l'environnement détentrices de données naturalistes. C'est un réseau associatif au service de la connaissance et de la protection des espèces et des milieux naturels en Alsace.
Par son rôle fédérateur et de soutien à ses associations membres, ODONAT favorise la collecte et le traitement des données naturalistes par les spécialistes professionnels ou bénévoles, afin de faciliter leur diffusion et d'optimiser leur utilisation.
Par le biais du projet VisioNature Alsace, ODONAT et ses associations fédérées spécialisées que sont la LPO Alsace, BUFO, le GEPMA et IMAGO, proposent un partenariat global pour dynamiser la récolte de données faunistiques (largement bénévoles), améliorer l'acquisition et la centralisation de la connaissance sur la répartition des oiseaux, des amphibiens, des reptiles, des mammifères, et plusieurs groupes d'insectes. Les données flore sont quant à elles fournies par la Société Botanique d'Alsace (SBA).

Une convention pluriannuelle d'objectifs attribuait une subvention de 12 000 € par an de 2011 à 2014 pour les données faune.

La présente convention a pour objectif de préciser les modalités du nouveau partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et ODONAT pour les quatre années à venir. Elle vise à poursuivre la synergie mise en place entre les deux partenaires depuis la précédente convention d'objectifs, en assurant à ODONAT et ses associations partenaires (LPO Alsace, BUFO, GEPMA, IMAGO, SBA) les moyens d'optimiser la récolte et le partage de données.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association « ODONAT » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de l'Environnement

La biodiversité et les ressources naturelles avec lesquelles elle interagit (eau, air, sol) constituent un fondement majeur du développement durable de notre société. Autrement dit, c'est aujourd'hui qu'il faut agir pour préserver notre patrimoine naturel afin d'assurer un avenir aux générations futures.
Avec plus de 30 000 ha de superficie, l'Eurométropole de Strasbourg représente une mosaïque de milieux qui peuvent être un véritable « poumon » de biodiversité au cœur de la plaine alsacienne.
L'Eurométropole de Strasbourg souhaite œuvrer pour préserver son patrimoine naturel, en synergie avec les acteurs locaux, et encourager un aménagement et une gestion équilibrés et durables de son territoire.

Article 4 : le projet associatif

VisioNature Alsace est un projet développé par Odonat Alsace et ses associations fédérées spécialisées (Bufo, GEPMA, Imago, LPO-Alsace). Il vise à rassembler, de façon volontaire, les données naturalistes de groupes taxonomiques faunistiques variés, en vue d'en restituer les principaux éléments de synthèse d'abord aux participants inscrits, mais aussi au public le plus large. Les participants inscrits peuvent être des personnes physiques ou morales.
L'élément central du projet est le site internet www.faune-alsace.org.

Le système VisioNature a d'ores et déjà démontré son efficacité dans les régions l'ayant déjà adopté. Il permet notamment :
- de récolter des données avec une précision géographique exacte, le cas échéant au lieu-dit (précision minimum inférieure au km2), permettant ainsi une exploitation directe fine sous SIG;
- de mobiliser plus fortement les observateurs réguliers des structures associatives, en leur permettant notamment de saisir aisément toutes leurs données sans exception ;
- d'accueillir au sein du réseau des nouveaux observateurs, motivés par l'outil et la facilité de saisie et de gestion ;
- de facilité la mise à disposition de rendus synthétiques du contenu de la base ;
- de trouver des partenariats simples et automatisés avec d'autres structures ou organismes pourvoyeuses de données.
Cette base de données a été ouverte fin 2010 et rassemble aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de données. Quasiment 10 % de ces données proviennent du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour une territoire qui représente moins de 4% du territoire alsacien.
La Société Botanique d'Alsace, regroupant les données flore est également associée à Odonat pour la mise en forme et la mise à disposition de ses données.

Article 5 : les objectifs partagés

➢ Objectifs généraux :

1) Améliorer la connaissance de la biodiversité sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;

2) Disposer d'informations environnementales d'aide à la décision, validées par des experts naturalistes, sur la biodiversité faunistique et floristique répertoriées sur les différentes communes de l'Eurométropole ;

3) Partager cette connaissance pour informer et sensibiliser les acteurs du territoire et particulièrement le grand public.

➢ Objectifs opérationnels :

1) Améliorer la connaissance sur la biodiversité à travers :
- *La dynamisation du réseau d'observateurs bénévoles ;*
- *L'entretien et la mise à jour de données informatiques et de son interface web ;*
- *L'archivage des données anciennes recensées sur le territoire de l'Eurométropole ;*
- *La mise à disposition des données naturalistes disponibles et nécessaires aux services de l'Eurométropole comme outil d'aide à la décision pour la réalisation de leurs actions en faveur de la biodiversité ;*
- *La réalisation de formations pour la saisie des données sous VisioNature ;*

2) Disposer d'informations environnementales d'aide à la décision par la mise à disposition d'une synthèse annuelle sur l'évolution des connaissances sur le territoire de l'Eurométropole à destination du service de l'Environnement et de la transition énergétique :
- *pour chaque commune de l'Eurométropole, la liste des espèces répertoriées* , avec mention de la dernière date d'observation (pour chaque quartier pour la ville de Strasbourg) ;*

- pour toutes les espèces, la liste des communes où elles sont présentes ;*
- pour chaque secteur clé du territoire (parcs, PNU, éléments de la trame verte et bleue, du tissus naturel urbain,…) en Lambert 93, les listes des espèces observées ;*
- pour chaque espèce, la carte de présence pour chaque secteur clé du territoire (parcs, PNU, éléments de la trame verte et bleue,…).*
(*) hors espèces sensibles

3) Partager cette connaissance pour informer et sensibiliser les acteurs du territoire et particulièrement le grand public :
- la rédaction de trois articles par an pour stimuler la récolte de données sous VisioNature ou vulgariser la biodiversité.
- la participation ou la contribution ponctuelles à des événements en lien avec la biodiversité organisés par l'Eurométropole de Strasbourg.

2ème partie

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de « 58 000 € ».

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : « 14 500 € ».
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 14 500 € ».
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 14 500 € ».
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 14 500 € ».

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant. Il se compose des membres suivants :

- le Président de l'association ou son-sa représentant-e,
- le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e,
- les référents-es de la direction et/ou du service de l'Eurométropole de Strasbourg,
- un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques.

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à l'Eurométropole de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an « au trimestre 2 de l'année », à l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole de Strasbourg, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, l'Eurométropole de Strasbourg envoie une invitation à l'association (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi. Elle joint à cette invitation l'ensemble des fiches de suivi complétées par le service référent.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 24 mars 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Yves MULLER

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2016

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, et

- L'association « Office des données naturalistes d'Alsace (ODONAT Alsace) », ci-après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro « LXXIV – n°174/1996 », et dont le siège est « au 8, rue adèle Riton, 67000 STRASBOURG »,
  représentée par son Président en exercice, « Monsieur Yves MULLER ».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2016,

Préambule :

L'association et l'Eurométropole de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs en date du 24 mars 2016. Dans ce cadre et pour l'année en cours, la présente convention définit les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet « la collecte et le traitement des données naturalistes par les spécialistes professionnels ou bénévoles, afin de faciliter leur diffusion et d'optimiser leur utilisation ».
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les actions suivantes que l'association s'engage à réaliser :

- Améliorer la connaissance de la biodiversité sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Mettre à disposition des données naturalistes (faune et flore) sur les différentes communes de l'Eurométropole et les différents quartiers de la ville de Strasbourg ;
- Partager cette connaissance pour informer et sensibiliser les acteurs du territoire et le grand public.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Ces actions contribuent pleinement aux différents objectifs du Plan Strasbourg Grandeur Nature :

- Un patrimoine naturel à transmettre
- Une culture partagée de la nature
- Une gestion durable du territoire
- Une ville exemplaire et attractive

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation des actions précitées s'élève à 14 500 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2016, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation des actions précitées s'élève au total à la somme de 14 500 €.

La subvention sera créditée :

- ✓ en deux versements soit, l'un en avril 2016 de 8 700 € (60% de la subvention) et l'autre, en octobre de 5 800 € (40% de la subvention),
- ✓ sur le compte bancaire n° 0277043U036 au nom de l'association ODONAT auprès de la Banque Postale Centre Strasbourg.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et à la convention d'objectifs précitée ;

- ✓ Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'année de subvention ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la président-e ou, le cas

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2016. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le 24 mars 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Yves MULLER

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2016-2019

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Robert HERRMANN, Président, et

- l'association « Alsace Nature », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro « Volume 26 Folio 118 », et dont le siège est au « 8, rue Adèle Riton, 67000 STRASBOURG »,
  représentée par son Président en exercice, « Monsieur Daniel REININGER ».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du « 24 mars 2016 ».

Préambule

Alsace Nature, en tant que fédération régionale, mobilise et anime un large réseau d'experts et de bénévoles dans le domaine de l'environnement.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association « Alsace Nature » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de l'Environnement

La biodiversité et les ressources naturelles avec lesquelles elle interagit (eau, air, sol) constituent un fondement majeur du développement durable de notre société. Autrement dit, c'est aujourd'hui qu'il faut agir pour préserver notre patrimoine naturel afin d'assurer un avenir aux générations futures.
Avec plus de 30 000 ha de superficie, l'Eurométropole de Strasbourg représente une mosaïque de milieux qui peuvent être un véritable « poumon » de biodiversité au cœur de la plaine alsacienne.
L'Eurométropole de Strasbourg souhaite œuvrer pour préserver son patrimoine naturel, en synergie avec les acteurs locaux, et encourager un aménagement et une gestion équilibrés et durables de son territoire.

Article 4 : le projet associatif

Alsace Nature est une association fédérative régionale qui regroupe environ 3000 membres individuels et 150 associations fédérées. Ces dernières rassemblent à la fois des associations spécialisées de niveau régional (Conservatoire des Sites Alsaciens, Ligue pour la Protection des Oiseaux, Société Philomatique d'Alsace,…) mais aussi des structures plus territorialisées (Sauer Nature, Association de Défense des Intérêts de la Robertsau, CPIE des Hautes Vosges…). Ainsi, elle assure une mission de coordination
Fondée le 20 mars 1965 par le Pr Maresquelle et le Dr Ulrich, l'Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature qui, en 1991 deviendra Alsace Nature, s'est fixé comme objet « de réunir et de coordonner les volontés et les efforts pour la sauvegarde des sites et des paysages dans toutes leurs composantes sol, eau, flore, faune, milieux naturels et sites bâtis, et pour la défense ou la réhabilitation d'un milieu de vie qui assure à l'individu les moyens de son existence matérielle et son épanouissement spirituel » et « d'informer et de sensibiliser la population sur tous les aspects d'un nécessaire respect du milieu de vie ».

Alsace Nature est reconnue de mission d'utilité publique par arrêté préfectoral du 6 septembre 1994 et est agréée par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer depuis le 11 juillet 1978.

Alsace Nature, fort de ses 50 ans d'expérience, et au-delà des apports qu'elle peut fournir sur des dossiers précis, mobilise, de par son réseau, les associations et les citoyens autour des questions naturalistes et environnementales. Ce rôle de développement de la vie associative et citoyenne est aujourd'hui particulièrement important dans le contexte de transition que nous connaissons.

Article 5 : les objectifs partagés

- Objectifs généraux :

1) Actions en faveur de l'environnement
2) Accompagnement des projets de l'Eurométropole de Strasbourg
3) Développement de la démarche citoyenne
4) Education à l'environnement du grand public.

- Objectifs opérationnels :

1) Actions en faveur de l'environnement (biodiversité, énergie, climat, urbanisme, eau, …)

Alsace Nature est engagée depuis plusieurs années dans l'accompagnement de la politique de protection et de reconquête de la biodiversité notamment au travers d'interventions et de formations sur le territoire de l'Eurométropole. Ce travail doit être poursuivi et étendu aux autres composantes environnementales comme l'énergie ou le climat.

2) Accompagnement des projets de l'Eurométropole de Strasbourg

L'accompagnement de la collectivité sur les projets de son territoire pour une meilleure prise en compte des thématiques environnementales est à poursuivre dans la lignée du futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Certains projets pourront être sélectionnés annuellement et étudiés plus finement selon leur calendrier d'avancement et les enjeux du secteur. Les services de l'Eurométropole doivent pouvoir être conseillés sur les questions environnementales par le réseau d'experts associatifs.

3) Développement de la démarche citoyenne

Pour répondre à la volonté de la collectivité de développer la démocratie citoyenne et participative et face à la difficulté de mobiliser les habitants sur les enjeux du territoire, Alsace nature, de part sa fonction de fédération, peut mobiliser un grand nombre d'habitants du territoire selon les besoins de l'Eurométropole de Strasbourg.

4) Education à l'environnement du grand public

Des actions ciblées sur certaines thématiques environnementales ou à destinations de certains publics cibles pourront être organisées annuellement en concertation avec les services concernés.

2ème partie

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de « 120 000 € ».

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : « 30 000 € ».
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 30 000 € ».
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 30 000 € ».
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 30 000 € ».

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant. Il se compose des membres suivants :

- le Président de l'association ou son-sa représentant-e,
- le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e,
- les référents-es de la direction et/ou du service de l'Eurométropole de Strasbourg,
- un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques.

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à l'Eurométropole de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an « au trimestre 2 de l'année », à l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole de Strasbourg, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, l'Eurométropole de Strasbourg envoie une invitation à l'association (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi. Elle joint à cette invitation l'ensemble des fiches de suivi complétées par le service référent.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 24 mars 2016

Pour l’Eurométropole de Strasbourg	Pour l’association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Daniel REININGER

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2016

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, et

- L'association « Alsace Nature », ci-après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro « Volume 26 Folio 118 », et dont le siège est au « 8, rue Adèle Riton, 67000 STRASBOURG »,
  représentée par son Président en exercice, « Monsieur Daniel REININGER ».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2016,

Préambule :

L'association et l'Eurométropole de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs en date du 24 mars 2016. Dans ce cadre et pour l'année en cours, la présente convention définit les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet de « réunir et de coordonner les volontés et les efforts pour la sauvegarde des sites et des paysages dans toutes leurs composantes sol, eau, flore, faune, milieux naturels et sites bâtis, et pour la défense ou la réhabilitation d'un milieu de vie qui assure à l'individu les moyens de son existence matérielle et son épanouissement spirituel » et « d'informer et de sensibiliser la population sur tous les aspects d'un nécessaire respect du milieu de vie ».

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les actions suivantes que l'association s'engage à réaliser :

- Accompagnement technique des projets de l'Eurométropole sur la thématique environnementale (biodiversité, énergie, climat, urbanisme,…) ;
- Développement de la sensibilisation grand public et de la participation citoyenne.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Ces actions contribuent notamment aux différents objectifs du Plan Strasbourg Grandeur Nature :

- Un patrimoine naturel à transmettre
- Une culture partagée de la nature
- Une gestion durable du territoire
- Une ville exemplaire et attractive

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget total nécessaire à la réalisation des actions précitées s'élève à 120 000 € pendant la durée de la convention d'objectifs. Cela correspond à un budget de 30 000 € annuels.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2016, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation des actions précitées s'élève au total à la somme de 30 000 €.

La subvention sera créditée :

- ✓ en deux versements soit, l'un en avril 2016 de 18 000 € (60% de la subvention) et l'autre, en octobre de 12 000 € (40% de la subvention),
- ✓ sur le compte bancaire n° 51020014003 au nom de AFRPN REGION – ALSACE NATURE auprès du Crédit Coopératif de Strasbourg.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et à la convention d'objectifs précitée ;

- ✓ Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'année de subvention ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la président-e ou, le cas

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2016. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le 24 mars 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Daniel REININGER

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2016-2019

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Robert HERRMANN, Président, et

- l'association « GORNA », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Saverne sous le numéro Vol XXXVII Folio N°41, et dont le siège est « à la Maison Forestière du Loosthal, 67330 NEUWILLER LES SAVERNE »,
  représentée par son Président en exercice, « Monsieur Bernard KELLER ».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du « 24 mars 2016 ».

Préambule

Une partie des animaux blessés recueillis par les particuliers ou les collectivités sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est prise en charge par le Groupement Ornithologique du Refuge Nord-Alsace (GORNA). Cette association a été créée en 1983 et est reconnue d'utilité publique depuis 2006.

Le GORNA a mis en place une collaboration avec la SPA et gère le Centre de Sauvegarde implanté à Neuwiller-lès-Saverne où les animaux blessés peuvent être apportés ou y sont acheminés par navette depuis la SPA.

L'Eurométropole de Strasbourg participe au budget de fonctionnement du centre, de façon régulière et à hauteur de 10 % environ du budget annuel depuis 2001. Une précédente convention pluriannuelle d'objectifs attribuait une subvention de 13 000 € par an de 2011 à 2014.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association « GORNA » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de l'Environnement

- L'Eurométropole de Strasbourg souhaite soutenir les actions de protection de la faune. L'association GORNA apport les soins nécessaires à la faune ne détresse dans le cadre de la réglementation applicable en matière de transport et de détention d'espèces animales sauvages protégées ou non.
- L'Eurométropole de Strasbourg est active dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation du public à l'environnement et souhaite encourager l'association dans son action pour que le public puisse être informé des consignes à suivre en cas de « rencontre animale », notamment si l'animal est en détresse.

Article 4 : le projet associatif

Créé en 1983, le Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace est une association locale qui assure la gestion et la logistique du centre de sauvegarde de la faune sauvage.
Sa principale mission est d'accueillir les animaux sauvages en détresse à des fins de soins en vue de leur réinsertion dans le milieu naturel.
L'association œuvre également pour :
- Orienter des actions de prévention et de sensibilisation grâce à l'étude des différentes causes d'accueil ;
- Collaborer occasionnellement avec les autorités judiciaires et vétérinaires dans le cadre de l'application de la législation relative à la protection des espèces ou de quarantaines épidemio-sanitaires ;
- Participer à des programmes nationaux agréés, de renforcement des populations, par la reproduction en captivité d'espèces en danger ;
- Informer le grand public de l'existence et l'activité de ce centre par différents moyens de communication (animations, médias, plaquettes et site internet) ;
- Former des professions relais (pompiers, gendarmes, gardes ONF, agents techniques de l' ONCFS,…) ainsi que du personnel et des membres bénévoles d'associations de protection de l'environnement.

Article 5 : les objectifs partagés

➢ Objectifs généraux :

1) Protection de la faune sauvage (oiseaux et mammifères) :
- Apporter les soins nécessaires aux animaux protégés et non protégés, oiseaux et mammifères, issus pour partie du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, et en vue de leur réintroduction dans leur milieu naturel. Apporter une réponse rapide aux demandes des différents interlocuteurs (personnes, collectivités, société de protection des animaux) concernant les consignes à suivre (sécurité de la personne, sécurité de l'animal, nécessité ou non de venir en aide à l'animal, législation 3 transport, centre d'accueil), en cas de découverte d'un animal en détresse.

2) Sensibilisation du public en faveur de la faune en détresse.
Organiser des actions de communication des actions du GORNA et de sensibilisation via différents modes (presse, audiovisuel) sur la conduite à tenir en cas d'éventuelles « rencontres animales », en forêt ou en ville, et notamment de découverte d'animaux en détresse.

➢ Objectifs opérationnels :

1) Protection de la faune sauvage (oiseaux et mammifères) ;
- Répondre aux objectifs généraux concernant plus particulièrement le territoire de l'Eurométropole ;
- Etablir une synthèse des données provenant de l'Eurométropole en vue de contribuer à l'amélioration de la connaissance du territoire : espèces recueillies, lieux, causes d'accueil des animaux (route, accueil juvénile, ligne EDF, divers choc, autre (pollution, intoxication, maladie, grillage, etc), indéterminé).

2) Sensibilisation du public en faveur de la faune en détresse.
- Répondre aux objectifs généraux concernant plus particulièrement le territoire de l'Eurométropole.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de « 52 000 € ».

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : « 13 000 € ».
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 13 000 € ».
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 13 000 € ».
- Pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à : « 13 000 € ».

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

Article 8 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant. Il se compose des membres suivants :

- le Président de l'association ou son-sa représentant-e,
- le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e,
- les référents-es de la direction et/ou du service de l'Eurométropole de Strasbourg,
- un-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques.

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à l'Eurométropole de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an « au trimestre 2 de l'année », à l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole de Strasbourg, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, l'Eurométropole de Strasbourg envoie une invitation à l'association (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi. Elle joint à cette invitation l'ensemble des fiches de suivi complétées par le service référent.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 24 mars 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Bernard KELLER

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2016

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, et

- L'association « Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace (GORNA) », ci-après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Saverne sous le numéro « Volume XXXVII - Folio 41 », et dont le siège est à la «Maison Forestière du Loosthal, 67330 NEUWILLER LES SAVERNE »,
  représentée par son Président en exercice, « Monsieur Bernard KELLER ».

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2016,

Préambule :

L'association et l'Eurométropole de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs en date du 24 mars 2016. Dans ce cadre et pour l'année en cours, la présente convention définit les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet « la gestion d'un centre de soins pour la faune sauvage (oiseaux et mammifères) blessée, malade ou les jeunes animaux en détresse d'Alsace et de Lorraine et l'information du public sur la biologie, l'écologie et la protection de la faune sauvage ».
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les actions suivantes que l'association s'engage à réaliser :

- Recueillir et soigner la faune sauvage en détresse
- Accompagner l'Eurométropole sur des dossiers en lien avec la faune sauvage
- Informer et sensibiliser le public

Ces actions contribuent aux différents objectifs du Plan Strasbourg Grandeur Nature :
- Un patrimoine naturel à transmettre
- Une culture partagée de la nature
- Une gestion durable du territoire
- Une ville exemplaire et attractive

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation des actions précitées s'élève à 124 700 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2016, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation des actions précitées s'élève au total à la somme de 13 000 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ en deux versements soit, l'un en avril 2016 de 7 800 € (60% de la subvention) et l'autre, en octobre de 5 200 € (40% de la subvention),
- ✓ sur le compte bancaire n° 00027354045 au nom du GORNA auprès du Crédit Mutuel.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et à la convention d'objectifs précitée ;

- ✓ Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'année de subvention ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2016. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le 24 mars 2016

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Président	Le Président
Robert HERRMANN	Bernard KELLER

32

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Qualité de l'air : « Strasbourg Ville et Métropole respirables ».

Le 25 septembre 2015, lors de la Journée de l'Air, l'Eurométropole de Strasbourg a été désignée lauréate de l'appel à projet « Ville respirable en 5 ans » publié le 3 juin 2015 par le Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie. Dans sa candidature la collectivité a développé pour son territoire une stratégie intégrée en matière de qualité de l'air, en cohérence avec les mesures pour la qualité de l'air préexistant sur son territoire ainsi que les dispositifs nationaux rassemblés au sein du Plan de Protection de l'Atmosphère mis à jour en juin 2014.

Pollution de l'air : une situation d'interdépendance au niveau du bassin d'air rhénan

La situation de l'agglomération en matière de pollution atmosphérique affecte l'ensemble de la plaine d'Alsace et plus largement le fossé rhénan et les pays limitrophes. Plusieurs agglomérations françaises sont également confrontées aux mêmes problématiques.

Ainsi une procédure de contentieux européen a été ouverte par la Commission européenne pour les particules fines (de taille inférieures à 10 microns) dites PM10 dans 10 zones urbaines du territoire français ; Strasbourg bénéficie d'un report d'application des valeurs limites, mais pourrait faire l'objet d'une procédure spécifique, si aucun progrès n'était enregistré.

La France fait également l'objet depuis le 15 juin 2015, d'une mise en demeure de la commission européenne pour manquement aux obligations qui lui incombent en vertu de la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant le dioxyde d'azote (NO_2) dans 19 zones urbaines, dont Strasbourg.

La réponse de l'État français sur la situation particulière de Strasbourg pointe la tendance à la baisse des dépassements, la population exposée se concentrant prioritairement le long des axes à fort trafic, moins densément peuplées.

La question de la pollution atmosphérique est donc une problématique partagée à l'échelle du bassin d'air du Rhin supérieur, où chaque collectivité doit distinguer la part locale et la part régionale de la pollution, agir sur son territoire et œuvrer de concert avec ses voisins pour espérer infléchir profondément et durablement les émissions de polluants dans l'atmosphère.

A Strasbourg, environ 60 % des particules PM10 et environ 40 % des oxydes d'azote (NO_2) constatés sur ces stations de fond proviennent du fond régional, c'est-à-dire en dehors de l'agglomération. Cela traduit donc une situation d'interdépendance des actions de lutte contre la pollution régionale et à plus longue distance.

Les objectifs de qualité de l'air de l'agglomération doivent en outre être compatibles avec le Schéma Régional Climat Air Energie et le programme « Strasbourg ville et métropole respirables » contribue à l'animation du volet « air » du plan climat.

Une qualité de l'air qui s'améliore sur l'Eurométropole

Strasbourg, qui échappe pour le moment au contentieux sur les particules, reste néanmoins très concernée par une pollution de fond aux particules fines et oxydes d'azote. Ces polluants sont notamment produits par la combustion et sont donc générés par les véhicules à moteurs à combustion et les chaufferies fonctionnant aux énergies non renouvelables. Les principaux dépassements de normes constatés sur l'agglomération strasbourgeoise au cours des dernières années concernent ces deux éléments.

Pour les dioxydes d'azote (NO_2), la valeur limite d'alerte annuelle est de 40 µg/m3. Cette pollution est fortement présente à proximité des axes urbains. Du point de vue scientifique, les rejets de NOx (NO+NO2) proviennent en effet essentiellement de la combustion de combustibles de tous types (gazole, essence, charbons, fiouls, GN...). Ils se forment par combinaison de l'azote (atmosphérique et contenu dans les combustibles) et de l'oxygène de l'air à hautes températures. Tous les secteurs utilisateurs de combustibles sont concernés, en particulier les transports routiers. Enfin quelques procédés industriels émettent des NOx en particulier la production d'acide nitrique et production d'engrais azotés.

Au niveau de l'Eurométropole de Strasbourg on constate en baisse du nombre d'habitants exposés aux dépassements de valeurs limites de concentration de NO_2 : de 57 000 habitants en 2010 à 20 200 habitants en 2014. Mais ces dépassements sont situés essentiellement sur le Centre ville de Strasbourg (entre Gare, av. des Vosges, quais Belges, Koenig et Pasteur). Sur ce territoire, une baisse des personnes touchées est également constatée : de 30 000 habitants en 2010 à 16 600 habitants en 2014. En conséquence, il faut souligner le fait que **82 %** de la population potentiellement exposée se trouve au Centre ville de Strasbourg.

Pour les particules (PM10) la valeur limite d'alerte annuelle est de 50 µg/m3 en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours par an. Les émissions de PM10 proviennent de nombreuses sources, en particulier de la combustion de biomasse et de combustibles fossiles comme le charbon et les fiouls, de certains procédés industriels et industries particulières (construction, chimie,...), de l'usure de matériaux (routes, plaquettes de frein...), de l'agriculture (élevage et culture), du transport routier.

Les dépassements sur l'Eurométropole de Strasbourg sont en baisse : de 58 300 habitants en 2010 à 7 200 habitants en 2014. Pour ce polluant, 95 % de la population potentiellement exposée au dépassement des valeurs se trouve au centre ville de Strasbourg (entre Gare, av. des Vosges, quai des Belges; Koenig et Pasteur). Dans ce domaine une baisse du nombre des personnes touchées est constatée : de 41 400 habitants en 2010 à 6 900 habitants en 2014.

Il convient de noter qu'en 2014, pour la première fois depuis longtemps, la valeur limite journalière de 50 µg/m3 à ne pas dépasser 35 jours/ an n'a été atteinte sur aucune station de mesure de l'agglomération strasbourgeoise, principalement du fait d'un hiver très clément.

Pour mémoire, en référence à l'année 2007 la diminution est encore plus importante de la population exposée puisqu'en 2007, le nombre d'habitants de l'Eurométropole touchés par les dépassements de la valeur limite journalière pour les particules PM10 était d'environ 200 000 personnes.

Un risque sanitaire pour la population

Sur le territoire de l'agglomération strasbourgeoise, il est encourageant de constater une amélioration générale de la qualité de l'air depuis plus de 15 ans.
Néanmoins, à Strasbourg, comme dans de nombreuses métropoles françaises, la pollution atmosphérique est un enjeu sanitaire majeur. Selon une étude européenne (EEA 2013) 1/3 des citadins est exposé à des niveaux de pollution dépassant les normes de qualité de l'air de l'Union européenne.
Une l'étude scientifique menée par Institut de veille Sanitaire (Etude APHEKOM 2004 – 2006) dans les 10 villes européennes pour lesquelles les données sanitaires étaient disponibles, dont Strasbourg, le fait d'habiter à proximité du trafic routier pourrait être responsable d'environ 15 à 30 % des nouveaux cas d'asthme chez l'enfant, et dans des proportions similaires voire plus élevées, de certaines pathologies chroniques respiratoires et cardio-vasculaires chez les adultes de plus de 65 ans avec en conséquence une diminution de 5,7 mois de l'espérance de vie des habitants.

Il convient d'être plus particulièrement vigilant vis-à-vis des établissements accueillant des personnes fragiles (enfants, personnes âgées, malades) et les activités sportives. Les indicateurs montrent une réduction de leur exposition dans l'agglomération.

L'ASPA a démontré la prépondérance du facteur routier sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Selon l'ASPA les émissions issues des véhicules routiers représentaient deux tiers des rejets totaux d'oxyde d'azote. Quant aux émissions de particules, un tiers provient du trafic routier et un autre tiers du secteur résidentiel et tertiaire à l'échelle de l'Eurométropole.
Les modélisations ont estimé qu'il faudrait diviser par 2 les émissions du trafic routier sur l'agglomération pour ne plus dépasser les valeurs limites dans les zones concernées. Un abattement similaire des émissions du secteur résidentiel-tertiaire entrainerait seulement une diminution de 20 % de la population exposée à des seuils supérieurs à ces valeurs limites.

Les mutations urbaines de la métropole au service de la qualité de l'air

Installée au croisement des routes Nord-Sud de la plaine du Rhin et de la voie de passage Est-Ouest du fleuve, la ville de Strasbourg et son territoire ont prospérés au fil des siècles grâce à cette situation unique. Ces deux axes (A35 et l'ex-RN4, aujourd'hui avenue du Rhin) structurent encore aujourd'hui les déplacements locaux pendulaires sur le territoire et au cœur du tissu urbain, ainsi que le transit dans la plaine du Rhin. Cette configuration urbaine trouve ses limites dans l'exposition de la population à des niveaux importants de pollution de l'air.

Les solutions doivent être à la fois immédiates pour lutter contre les pics de pollutions, et de long terme car il est essentiel d'agir sur la pollution de fond avec des mesures structurelles. Dans les deux cas il convient de traiter d'abord la source

la plus importante de pollution, le trafic routier, sans pour autant négliger les autres sources de pollution.

Une nouvelle étape de mobilités

D'ores et déjà, et à la demande de l'Eurométropole, l'État a instauré la limitation de la vitesse sur l'A35 à 90 km/h de manière constante. La collectivité souhaite réduire progressivement cette vitesse à 70 km/h sur la partie centrale. L'objectif est de réduire rapidement et sensiblement le nombre de personnes exposées et contracter fortement la zone de vigilance afin de diminuer les impacts sur la santé humaine.
Ainsi la décision de faire évoluer le statut d'une autoroute A35 située en cœur de trame urbaine va engendrer à l'horizon 2020 une reconfiguration globale des grands flux de déplacement et modes de transport sur le territoire de l'agglomération : Requalification de l'actuelle autoroute en boulevard urbain, développement de solutions alternatives de transports en commun, des déplacements actifs pour les usages quotidiens dans l'agglomération.
Ce choix structurel rejoint en cohérence les orientations profondes qui ont caractérisé les politiques urbaines dans l'agglomération strasbourgeoise depuis plus de 25 ans.
L'analyse des facteurs qui ont permis l'amélioration générale de la qualité de l'air depuis plus de 15 ans attribue ces résultats positifs d'une part à l'évolution des normes européennes de pollution des véhicules (Normes EURO) qui pèsent sur les constructeurs automobiles, mais aussi pour ce qui concerne plus directement le cœur de la ville, à l'action de la collectivité en matière de déplacements. Ces politiques de déplacements ont eu pour effet de réduire les entrées de trafic en ville de 241 000 véhicules/jour en 1990 à 152 000 véhicules/jour en 2014, de modifier très significativement la répartition modale des déplacements, et de tripler la fréquentation du réseau de transports collectifs entre 1997 et 2013.

Dans le cadre du nouveau plan local d'urbanisme de l'Eurométropole (PLUi), le volet déplacement fixe de nouveaux et ambitieux objectifs à l'horizon 2030 : réduction à 30 % de la part modale automobile, doublement de la part du vélo (de 8 à 16 %), progression de la part de transports en commun (13 à 17 %) et des déplacements piétons (33 à 37 %).

Pour atteindre ces objectifs ambitieux il s'agira d'expérimenter des solutions nouvelles en matière mobilité en complémentarité avec les mesures existantes. La préfiguration d'une future zone de circulation restreinte (ZCR) visera à contribuer à limiter la pénétration des voitures les plus polluantes en ville, accroitre l'usage des infrastructures existantes de transport collectifs (bus, tram) et des modes actifs (voiries piétonnes et réseau cyclable).

Ainsi les nouvelles mobilités, désormais partie intégrante des orientations du PLUi, se voudront une réponse de cohérence entre urbanisme et transports à l'échelle du territoire de l'Eurométropole.

Une métropole dense et verte

Les orientations liées aux modes de déplacement ont depuis plus de 25 ans très sensiblement modifié le paysage urbain de Strasbourg et de son agglomération.

Au cœur de la ville, particulièrement dans l'ellipse insulaire, les espaces publics se sont apaisés grâce à l'aménagement de rues piétonnes, à la réduction de la place de la voiture en ville, aux réaménagements urbains liés à l'implantation du réseau de tram. Aujourd'hui, ce sont également 560 km de pistes cyclables, 19 000 arceaux de stationnement qui modèlent une ville plus humaine et un centre-ville élargi se dessine au-delà de l'ellipse insulaire, vers la Neustadt, secteur candidat au classement UNESCO avec un Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) et vers la Krutenau avec l'aménagement des quais.

Sur la périphérie, s'est exprimée en 2008 la volonté de lutter contre l'étalement urbain et de construire une ville verte, c'est-à-dire dense, équilibrée et économe en espace, une cité active et responsable en matière environnementale : maintien des grandes infrastructures en cœur d'agglomération, mobilisation de l'ensemble du foncier, promotion de l'habitat durable. La réhabilitation des friches industrielles avec la reconquête de l'ancien secteur portuaire (Deux Rives) dessine une centralité d'agglomération élargie jusqu'à Neudorf.

La perception de la ville et sa qualité, sous ses différents aspects, est devenue désormais une exigence sociale. Les choix qui par le passé ont présidé à l'aménagement d'un centre ville apaisé et de qualité, doivent aujourd'hui s'appliquer à un périmètre plus large afin de permettre une reconquête de la qualité de l'air là où elle frôle les seuils d'alerte : le secteur de la gare, les quais, les boulevards, l'avenue du Rhin.

De plus, si les dépassements de seuils sont des signes d'alerte importants, il s'agit de réduire durablement la pollution de fond. C'est un enjeu qui doit mobiliser l'ensemble du territoire métropolitain. La lutte contre l'étalement urbain est le gage d'un territoire équilibré, permettant de conserver dans une seconde couronne des communes vivantes et notamment de préserver leurs vocations agricoles et d'activité économique. Elles trouveront dans le programme Strasbourg, Ville et Métropole respirable, les outils à disposition pour mobiliser et agir sur leur territoire vis-à-vis de toutes les sources d'émission de pollution : transports, agriculture, habitat, industries, …

Rappelons par exemple que la collectivité a engagé d'important travaux de modernisation des réseaux de chaleur délégués de l'Esplanade, de l'Elsau et de Hautepierre, afin de se conformer aux nouvelles normes relatives aux valeurs d'émission de polluants applicables à compter de 2016, qui contribueront à réduire la pollution de fond hivernale.

Le programme « Strasbourg Ville et Métropole respirables ».

Le programme « Strasbourg Ville et Métropole respirables » développé par la collectivité s'inscrit dans les objectifs nationaux qui visent à « *réduire drastiquement et de manière pérenne les niveaux de pollution partout en France* (…) *et repasser en 5 ans sous les seuils sanitaires pour les particules fines (PM10) et pour le dioxyde d'azote (NO2)* ». Devant cet enjeu essentiel de santé environnementale, la collectivité est l'une des rares en France à avoir désigné en 2014 un élu en charge de la qualité de l'air.

Ce programme présente 13 projets qui recouvrent l'ensemble des 6 thématiques proposées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'énergie : transports et mobilité, industrie, agriculture, logement, innovation vecteur de croissance verte, et

planification urbaine. Une action transversale est proposée en matière de communication et d'éducation à l'environnement Air.

Ces actions adaptées à la situation spécifique de Strasbourg engagent le travail de la collectivité dans 3 directions : sur la question des déplacements qui constitue la première source de pollution, sur l'ensemble des autres activités génératrices de pollution, et sur la création d'une dynamique territoriale au service d'une meilleure qualité de l'air.

Engager une nouvelle étape dans les mobilités

1. Gérer de manière dynamique les flux de circulation aux carrefours situés sur les axes pénétrants, en fonction de l'intensité du trafic d'entrée de ville et en fonction de la qualité de l'air.
2. Préfigurer une Zone de circulation restreinte (ZCR). Il s'agit, sur un périmètre à préciser, de réserver l'accès aux véhicules les moins polluants. Une concertation autour de la préfiguration de la ZCR sera engagée pour aboutir rapidement à une première expérimentation.
3. Créer 2 Centres de distribution urbains (CDU). Pour fournir aux commerces et entreprises du secteur une alternative mutualisée et propre de livraisons dans le domaine des produits frais et dans celui de la messagerie.

4. Fournir des services innovants comme les « Points multiservices » aux usagers du réseau Vélostras. Cela contribuera à renforcer le réseau cyclable composé de 9 itinéraires radiaux à partir de la seconde couronne et de 3 itinéraires de rocade, soit 130 km.
5. Assurer la promotion des Vélos à assistance électrique (VAE) pour les distances de type domicile-travail supérieures à 5 km. Ceux-ci peuvent en effet engendrer des reports modaux de la voiture ou des TC vers le vélo.
6. Expérimenter un projet de véhicules bi-modes-électriques (Cristal). Il offrirait une mobilité différente aux particuliers, comme aux entreprises, voire un complément de transport collectif aux heures de pointe.

Agir dans l'ensemble de nos politiques publiques

7. Habitat - Accompagner le renouvellement des foyers ouverts auprès des particuliers disposant encore de ce type de chauffage. Plus particulièrement situés en seconde couronne de l'agglomération, cette démarche permettra de les sensibiliser aux problématiques générales de la qualité de l'air.
8. Agriculture - Animer le territoire en matière agro-écologique. En coopération avec la Chambre d'agriculture de la Région Alsace, identifier les pratiques à risques, former les agriculteurs à la thématique de l'air et accompagner l'émergence de collectifs et de coopération entre professionnels.
9. Industrie (hors installations classées) - Favoriser l'accès à un audit de diagnostic énergétique : en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie ces diagnostics constitueront pour les petites et moyennes entreprises, les commerces et les artisans un levier à la décision pour améliorer la maitrise de leurs énergies et, par conversion de données, des pollutions émises.

Construire une dynamique territoriale responsable et vertueuse

10. Accélérer la réduction des émissions des flottes de véhicules de la collectivité et de ses satellites. L'Eurométropole s'est déjà engagée à ne plus acquérir de véhicules légers au diésel et souhaite progressivement l'appliquer à sa flotte de véhicules utilitaires et lourds sans diésel. L'ensemble des SEM a été sollicité pour s'engager dans cette voie. Parmi elles, la Compagnie délégataire des transports publics (CTS) a d'ores et déjà accompli un effort considérable en réduisant son parc de bus diésel à 7 unités fin 2014 sur un total de 248 bus.
11. Etablir une carte stratégique de la qualité de l'air pour une identification claire des zones touchées par la pollution atmosphérique. Sa mise à jour régulière permettra un pilotage fin des actions en faveur de la reconquête de la qualité de l'air.
12. Insérer une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) au PLUm. Cela permettra de disposer d'un cadre réglementaire soumettant l'autorisation de construire, d'aménager, à la conformité des prescriptions liées à la qualité de l'air si l'étude d'opportunité le confirme.
13. Informer et dialoguer avec les citoyens sur la question particulière de la qualité de l'air. Il s'agit d'une part de la dimension pratique, à destination des usagers, pour laquelle nous devons disposer des outils d'alerte de la population et d'autre part de la dimension pédagogique et environnementale, à destination du grand public, permettant de faire le lien entre l'agir individuel et la qualité de l'air.

Territoire Laboratoire dans de multiples domaines, l'agglomération strasbourgeoise souhaite le devenir dans le domaine de la qualité de l'air. Cette expertise doit également être partagée collectivement au niveau du bassin d'air du Rhin supérieur pour agir sur l'ensemble des sources qui constituent la pollution de fond.

Une première conférence s'est déroulée le 1er octobre prochain à l'Ecole Nationale d'Administration, autour d'une réflexion diagnostique et stratégique sur la qualité de l'Air comme un défi pour l'Eurométropole de Strasbourg et sa région. Cette conférence a réuni l'ensemble des acteurs locaux (professionnels de santé, associations, institutions) et permis un premier échange avec des experts allemands et suisses. Une seconde étape de ce dialogue public sur la qualité de l'air aura lieu en juin 2016 afin de partager les expériences de mise en œuvre des actions avec les grandes métropoles européennes et engager la mobilisation des forces vives citoyennes sur cette enjeu essentiel.

Financement du projet « Strasbourg Ville et Métropole respirable »

Dans le cadre de l'appel à projet « Ville respirable en 5 ans » du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, la collectivité bénéficiera pour les 5 prochaines années d'aides de la part de l'Etat pour un montant maximum d'un million d'euros, et selon la clé de répartition suivante :

- 70 % pour l'étude de préfiguration de la ZCR,
- 50 % en études,
- 30 % en investissement hors infrastructure de transport,
- 50 % investissement pour les projets à caractère innovant.

Une convention financière sera élaborée entre le MEDDE, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, qui sera soumise à l'approbation des assemblées délibérantes des deux collectivités.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le programme « Strasbourg, Ville et Métropole respirable » et les actions relevant de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg ;

décide

de la mise en œuvre des actions relevant de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg ;

autorise

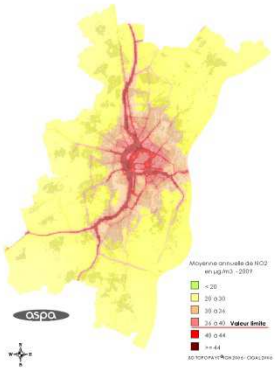
le Président :
- *à solliciter les subventions liées à ce projet,*
- *à signer les documents s'y rapportant.*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

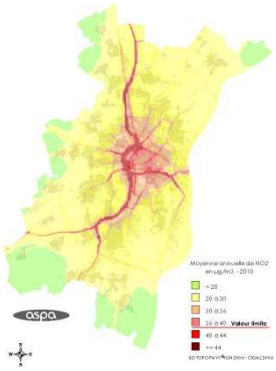
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Annexe 1 : Evolution des valeurs de dépassement en dioxyde d'azote entre 2009 et 2014

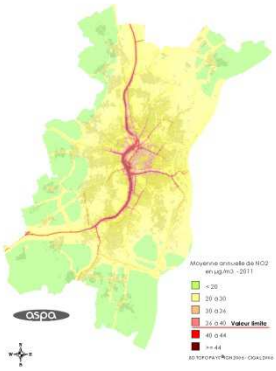
2009



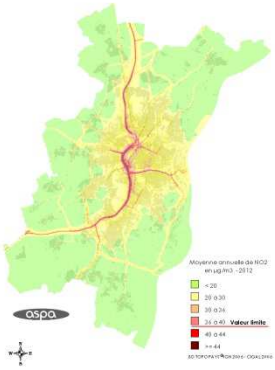
2010



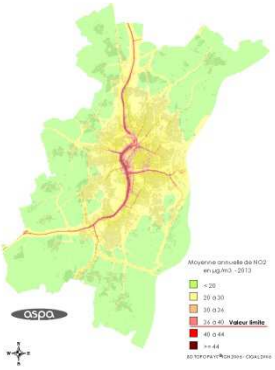
2011



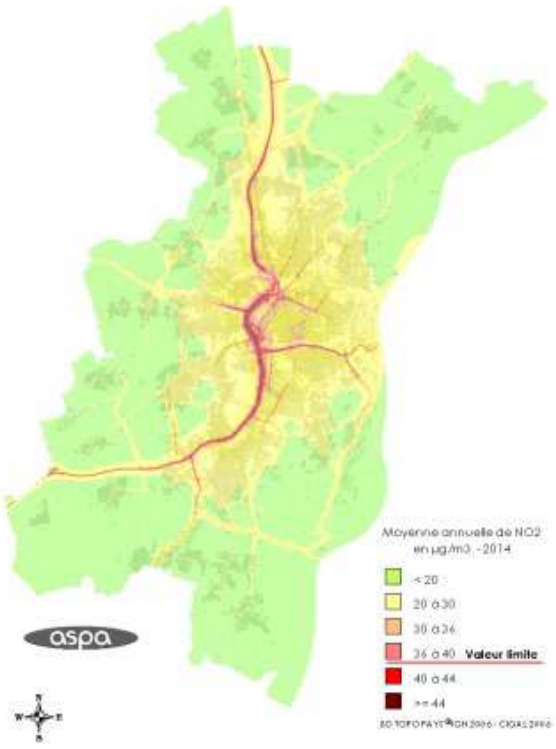
2012



2013

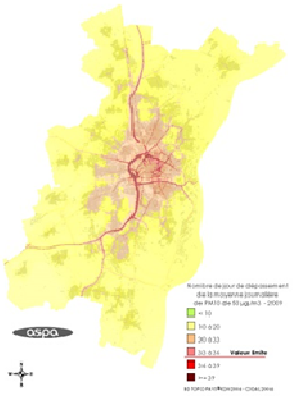


2014

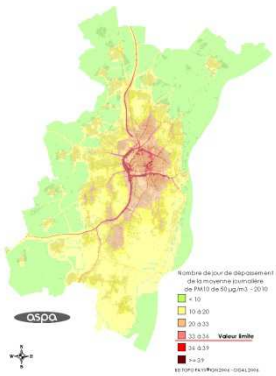


Evolution des valeurs de dépassement en PM10 entre 2009 et 2014

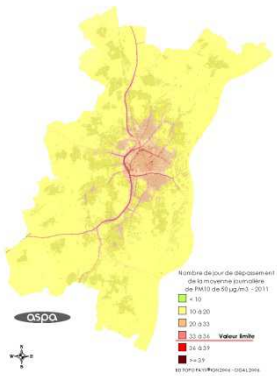
2009



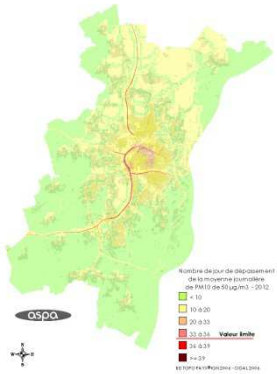
2010



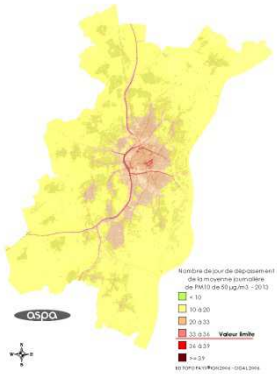
2011



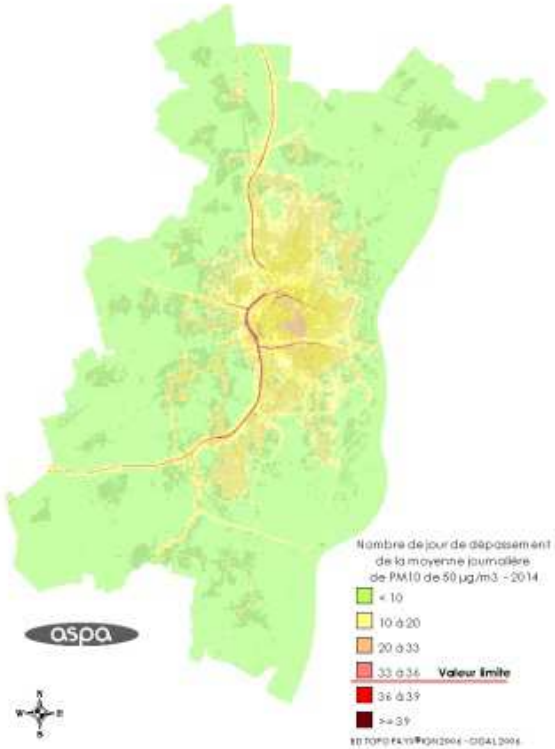
2012



2013

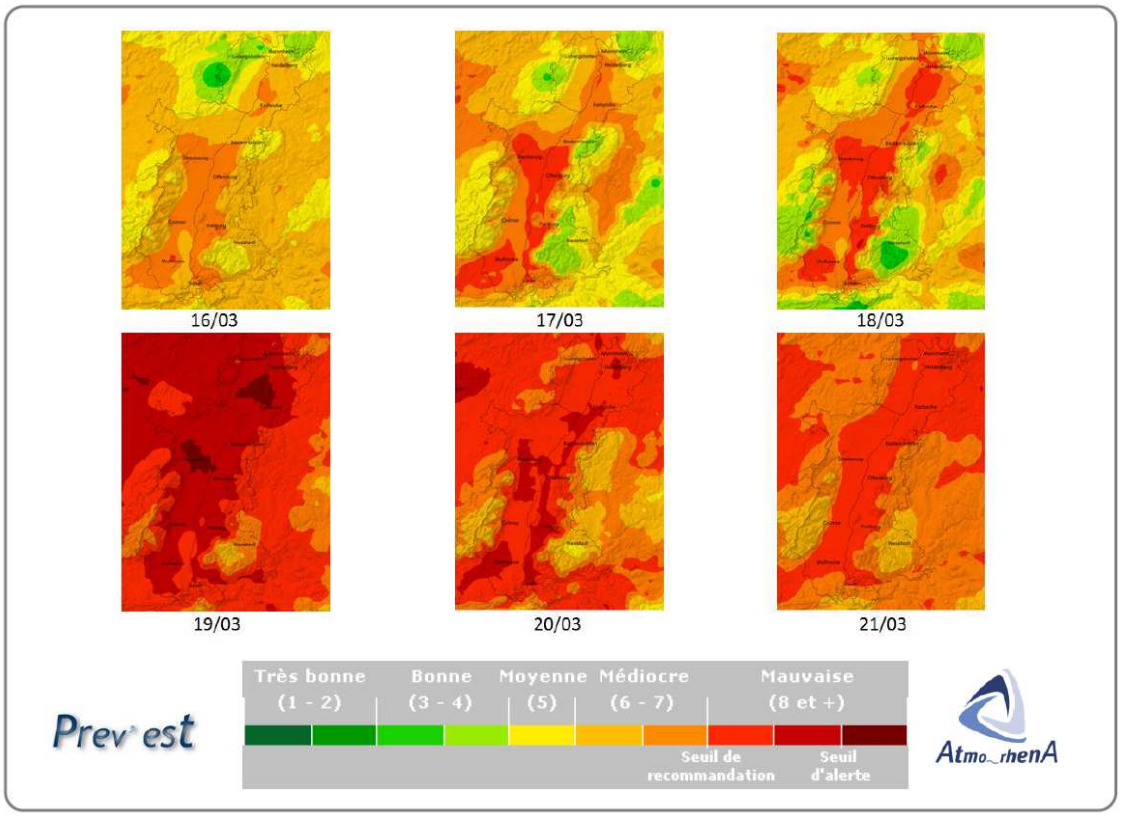


2014



Annexe 2 :

Sur les cartes ci-dessous, lors de l'épisode de pic de pollution aux particules fines de mars 2015, on constate que la zone affectée par la pollution est bien plus large que le territoire de l'Eurométropole.



Annexe 3 : Origine des concentrations en particules et dioxyde d'azote sur les stations A35 et boulevard Clemenceau

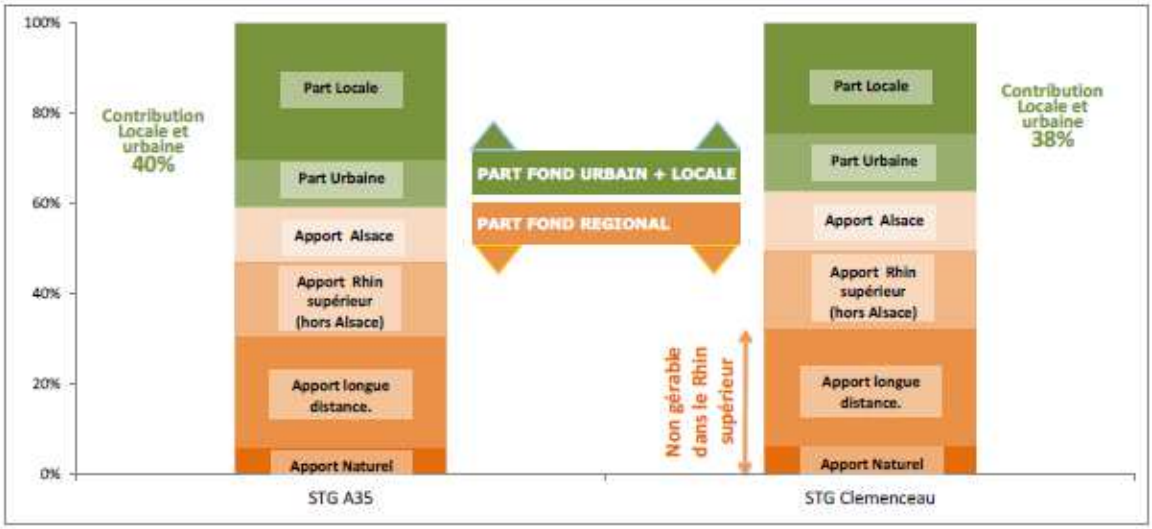


Figure 13 – Origine des concentrations en particules en percentile 90,4 journalier

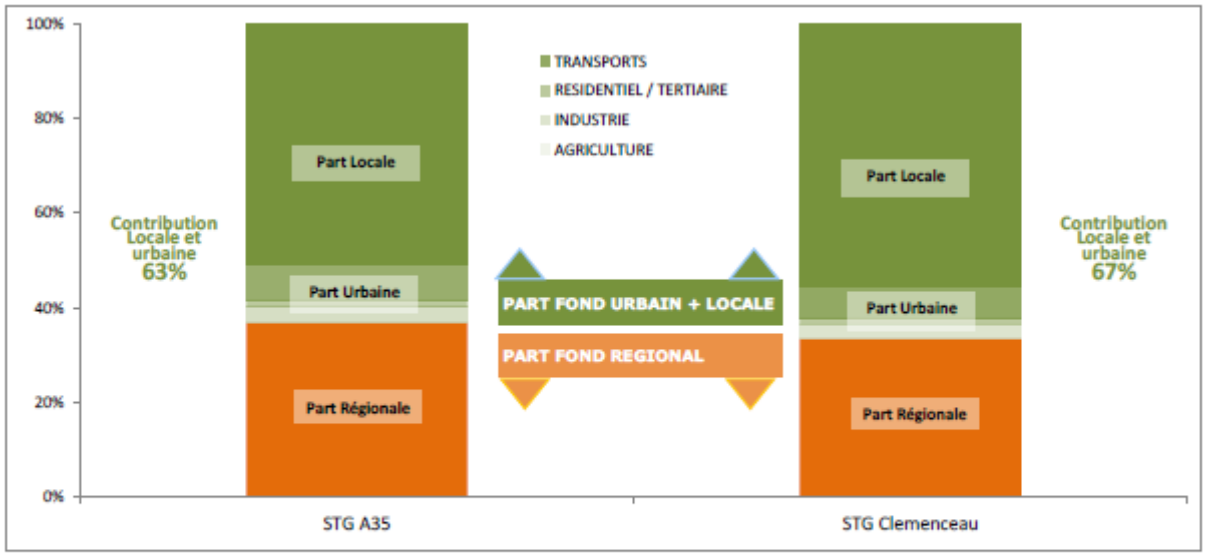


Figure 8 – Origine des concentrations annuelles en dioxyde d'azote

Annexe 4 : Evolution des surfaces et des populations potentiellement exposées

	2010	2011	2012	2013	2014
Surface dépassant la valeur limite de qualité de l'air en NO_2 sur l'Eurométropole	7,4 km^2	5,3 km^2	3,7 km^2	3,8 km^2	4,2 km^2
Surface dépassant la valeur limite de qualité de l'air en NO_2 sur la zone centre-ville	1,17 km^2 (16%)	0,68 km^2 (13%)	0,39 km^2 (10%)	0,42 km^2 (11%)	0,46 km^2 (11%)
Population potentiellement exposée à des dépassements de la valeur limite de qualité de l'air en NO_2 sur l'Eurométropole	57 000 hab	28 100 hab	16 200 hab	17 500 hab	20 200 hab
Population potentiellement exposée à des dépassements de la valeur limite de qualité de l'air en NO_2 sur la zone centre-ville	30 000 hab (52%)	21 500 hab (77%)	13 600 hab (84%)	14 600 hab (84%)	16 600 hab (82%)

***Tableau 1**: Evolution des surfaces et des populations potentiellement exposées à des dépassements de la valeur limite de qualité de l'air en NO_2 de 40 $\mu g/m^3$ (Source : ASPA)..*

	2010	2011	2012	2013	2014
Surface dépassant la valeur limite de qualité de l'air en PM10 sur l'Eurométropole	4,8 km^2	3,0 km^2	1,5 km^2	2,9 km^2	1,4 km^2
Surface dépassant la valeur limite de qualité de l'air en PM10 sur la zone centre-ville	1,24 km^2 (25%)	0,51 km^2 (17%)	0,14 km^2 (9%)	0,64 km^2 (22%)	0,11 km^2 (8%)
Population potentiellement exposée à des dépassements de la valeur limite de qualité de l'air en PM10 sur l'Eurométropole	58 300 hab	33 700 hab	10 400 hab	35 800 hab	7 200 hab
Population potentiellement exposée à des dépassements de la valeur limite de qualité de l'air en PM10 sur la zone centre-ville	41 400 hab (71%)	27 600 hab (82%)	9 900 hab (96%)	30 000 hab (84%)	6 900 hab (95%)

***Tableau 2**: Evolution des surfaces et des populations potentiellement exposées à des dépassements de la valeur limite de qualité de l'air en PM10 de 50 $\mu g/m^3$ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours par an (correspondant à la valeur du percentile journalier 90,4) (Source : ASPA).*

Annexe 5 : Suivi de l'exposition de populations sensibles à la pollution de l'air sur l'Eurométropole

Etablissements *(nombre et %)*	2009	2010	2011	2012	2013
Crèches (n^b / %)	21 (19%)	8 (7%)	5 (5%)	0 (0%)	0 (0%)
Scolaires (n^b / %)	80 (18%)	32 (7%)	27 (6%)	5 (1%)	7 (2%)
Hôpitaux (n^b / %)	12 (38%)	2 (6%)	1 (3%)	2 (6%)	1 (3%)
Etablissements sportifs (superf. / %)	109 000 m^2 (7%)	91 000 m^2 (6%)	75 000 m^2 (5%)	48 000 m^2 (3%)	44 000 m^2 (3%)
Maisons de retraite (n^b / %)	6 (8%)	2 (3%)	1 (1%)	0 (0%)	0 (0%)

(Source : ASPA)

33

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Remises gracieuses eau et assainissement.

Le service de l'Eau et de l'Assainissement propose au Conseil métropolitain de délibérer afin d'accorder une remise aux abonnés victimes d'une fuite souterraine sur leurs installations intérieures.

Toutes les remises gracieuses prises en compte dans cette délibération et concernant les immeubles d'habitation portent sur des consommations non éligibles aux dispositions du décret du 24 septembre 2012 relatif aux fuites privatives sur locaux d'habitation.
En conséquence, ces remises gracieuses ont été instruites conformément à l'article 48 du règlement du service de l'Eau relatif aux fuites souterraines et l'article 18 du règlement d'assainissement collectif.

Je vous propose donc de statuer sur ces remises gracieuses.

Le montant total des recettes à approuver en remise gracieuse est récapitulé dans le relevé joint en annexe. Il s'élève à :

	Total TTC	**dont part eau potable**	**dont part assainissement**
Remises gracieuses	57 170,58 €	29 500,16 €	27 670,42 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les remises gracieuses eau et assainissement selon l'état nominatif joint pour un montant total de 57 170,58 euros ;

autorise

le Président ou son-sa représentant-e à émettre les mandats et titres de recettes nécessaires à l'exécution budgétaire de la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONSEIL DE L'EUROMETROPOLE DU 24 MARS 2016 - TABLEAU REMISES GRACIEUSES

COMMUNES	CLIENTS	TOTAL REMISE TTC	DONT EAU POTABLE	DONT ASSAINISST.
1° REMISES GRACIEUSES SELON ART.34 DU REGLEMENT				
STRASBOURG	MALTERIES D'ALSACE	16 488,60	16 488,60	-
SCHILTIGHEIM	EUROCASH	6 452,36	2 362,13	4 090,23
SCHILTIGHEIM	COPRO.RUE DE LA HAYE /CBI GESTION	345,16	-	345,16
STRASBOURG	SCI STEWSKY Gérant SCHMIDT Brice	2 825,58	1 037,58	1 788,00
STRASBOURG	VILL/EDUCATION	26 188,53	9 611,85	16 576,68
STRASBOURG	VILL/EDUCATION	4 870,35	-	4 870,35
	TOTAL	**57 170,58 €**	**29 500,16 €**	**27 670,42 €**

34

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Les règlements d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg et référentiels techniques associés.

Les règlements d'assainissement collectif et non collectif actuellement en vigueur régissent les relations entre les usagers des services de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif et l'Eurométropole de Strasbourg. Ils ont été délibérés par le conseil le 1er février 2008, modifiés par délibération du 18 décembre 2015.

Compte tenu des évolutions législatives et règlementaires intervenues depuis cette date, il est devenu nécessaire de procéder à une mise à jour des règlements existants. En annexe, sont également présentés les nouveaux référentiels techniques de l'assainissement et des eaux pluviales.

Une première modification a été délibérée le 18 décembre 2015, concernant les matériaux (art 48 et 49 ancienne version repris par les articles 59 et 61 du nouveau règlement proposé).

Les modifications majeures concernant le règlement d'assainissement collectif portent sur les aspects suivants :

- Intégration de la gestion des eaux usées assimilées domestiques (condition spécifique de raccordement) : Chapitre III

La typologie de classification des eaux usées différencie quatre types d'eaux : les eaux usées domestiques, les eaux usées assimilées domestiques, les eaux usées non domestiques et les eaux pluviales. La nature différente de ces eaux nécessite des dispositions spécifiques avant acceptation au réseau d'assainissement afin de préserver le bon fonctionnement de l'ensemble du système. Le nouveau règlement précise la prise en charge des eaux usées assimilées domestiques.

- Intégration de la loi de consommation (Loi n° 2014-344 du 17/03/2014) : Chapitre II, B

Cette loi précise les relations précontractuelles entre les consommateurs et les services de types industriels et commerciaux. Elle aborde entre autres, les modalités de la tarification, du droit à la rétractation de l'usager, des délais de prestation ou encore de la possibilité de faire appel à la Médiation de l'Eau en cas de litige.

- Réaffirmation d'une gestion alternative des eaux pluviales conformément à l'article 5 de l'arrêté du 21 juillet 2015 : Chapitre V

L'arrêté du 21 juillet 2015 remplaçant l'arrêté du 22 juin 2007 oriente fortement la gestion des eaux pluviales vers une gestion amont décentralisée : « *Dans le cas de systèmes de collecte en tout ou partie unitaires, les solutions de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible sont étudiées afin de limiter les apports d'eaux pluviales dans le système de collecte. Chaque fois qu'elles sont viables sur le plan technico-économique, celles-ci sont prioritairement retenues* ».

- Intégration des bateaux - logement et des établissements flottants : Chapitre I, article 2

Les péniches d'habitation et Etablissements Recevant du Public (ERP) flottants ne sont pas des « immeubles » au sens de la loi mais des « meubles ». Ainsi, il n'y a pas d'obligation de raccordement au réseau qui s'impose. Ils ne relèvent pas non plus du Service Public d'Assainissement non Collectif. Toutefois, cela n'octroie pas le droit de pollution, c'est pourquoi, il est proposé de les assimiler à des immeubles avec obligation de raccordement au réseau public si possible. Le risque de contentieux reste limité, juridiquement.

- La différenciation entre les articles relevant de mesures de police et de mesures réglementaires (identifiés par un astérisque *)

Le règlement d'assainissement comporte des dispositions qui sont de simples règles de gestion du service, et des dispositions qui ont la nature de mesures de police (les obligations/interdictions dont la violation peut être réprimée, comme les déversements interdits par exemple). Cette dualité met en œuvre une double compétence : l'organe délibérant pour le premier aspect, l'autorité de police pour le second. Le règlement d'assainissement prend la forme d'un document unique pour une cohérence d'ensemble et à partir duquel sera pris un arrêté du Président en tant qu'autorité titulaire du pouvoir de police sur les articles spécifiques relatifs aux mesures de police. A noter que conformément aux décisions de transfert du pouvoir de police administrative spéciale en matière d'assainissement, la commune de Wolfisheim prendra également un arrêté de son coté.

- Mise à jour des textes réglementaires opposables (Arrêtés, normes)

- Intégration de la référence au zonage d'assainissement (Article 2)

Le zonage d'assainissement qui fixe sur le territoire les zones à assainir à travers le système collectif et à assainir de manière autonome nécessite la mise à l'enquête publique pour être opposable. L'enquête sera conjointe à l'enquête du PLU en cours et fera ensuite l'objet d'une délibération. L'outil technique existe aujourd'hui, il a été intégré dans le règlement comme base des orientations qui seront données pour les futures zones d'urbanisation.

Les modifications majeures concernant le règlement d'assainissement non collectif portent sur les aspects suivants :

- La différenciation entre les articles relevant de mesures de police et de mesures réglementaires (identifiés par un astérisque *) (Cf. ci-dessus)

- La prise en compte des dispositions de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement non collectif.

Le nouvel arrêté a fait évoluer la nature du contrôle des installations de plus de 20EH. Le propriétaire a l'obligation de fournir des documents relatifs à l'exploitation de son installation (« cahier de vie » défini à l'article 20-II de l'arrêté du 21 juillet 2015), le SPANC (in extenso) assurera dorénavant cette vérification.

- La mise à jour des textes réglementaires opposables (Arrêtés, normes)

- L'intégration de la référence au zonage d'assainissement (Article 3) (Cf. ci-dessus)

- Infractions et sanctions : Chapitre VI

Le règlement proposé intègre les dispositions prévues par l'article L1331-8 du code de la santé publique concernant les sanctions applicables en cas d'obstruction à l'accomplissement des missions de contrôle.

Afin de présenter à la délibération du conseil un tout cohérent sur les règles applicables en matière d'assainissement sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole, les mises à jour des référentiels techniques intègrent la délibération proposée.

L'objet de la délibération présentée permet la mise à jour des règlements d'assainissement collectif et non collectif actuels.

Conformément à l'article L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces mise à jour des règlements a fait l'objet d'un avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
suite à la présentation à la Commission Eau et assainissement du 1er mars 2016
vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 mars 2016
conformément à l'article L 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales

vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
adopte

- *le règlement d'assainissement collectif ;*

- *le règlement d'assainissement non collectif ;*

- *les référentiels techniques assainissement et pluvial et prescriptions techniques*

Lesdites annexes sont téléchargeables sur le lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=XKhcZfxK_W8YS9hh9ZJZpB

Adopté le 24 mars 2016 **par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg**
Rendu exécutoire après **transmission au Contrôle de Légalité préfectoral** **et affichage au Centre Administratif** **Le 29 mars 2016**

35

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Exonération 2017.

La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) est une imposition liée au foncier bâti à laquelle est normalement assujetti tout redevable de la taxe foncière sur les propriétés bâties dès lors que le service d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères fonctionne sur la commune, même s'il n'utilise pas effectivement le service de la collectivité.

Toutefois, en vertu des dispositions de l'article 1521-III du Code général des impôts et de l'article L. 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de l'Eurométropole peut exonérer de TEOM des locaux à usage industriel et commercial.

Ainsi, pour être exonérés de la TEOM en 2017, les occupants auront dû faire appel, sous certaines conditions, au service d'une entreprise spécialisée en 2015 et avoir communiqué leur dossier à l'Eurométropole en 2016 pour analyse, ou être client de la collectivité en ayant signé un contrat de redevance spéciale.

Il est à noter également que les locaux qui ne sont pas situés dans le périmètre de ramassage des ordures ménagères sont exonérés de TEOM.

Précisions concernant le mécanisme d'exonération des usagers signant un contrat de redevance spéciale (RS) au courant de l'année 2016.

- Si la contractualisation à la RS est effectuée avant la date de clôture de la liste d'exonération établie en 2016, le local occupé par le non-ménage sera inscrit sur la liste pour exonération en 2017.

En 2016, cet usager sera donc soumis à la RS (calculée au prorata de la date de mise à disposition des contenants de collecte) et à la TEOM.

- Dans le cas où le montant de TEOM est supérieur au montant de la RS (nouveau client), le montant de sa TEOM sera déduit de la facture RS, à concurrence du montant de cette dernière. Aucun remboursement ne sera possible.

- Dans le cas où le montant de TEOM est inférieur au montant de la RS (nouveau client ou client avec augmentation de dotation), la facture émise sera égale à la différence entre le montant de la RS et le montant de la TEOM.

- Si la contractualisation à la RS est effectuée après la date de clôture de la liste d'exonération établie en 2016, le local occupé par le non-ménage sera inscrit sur la liste pour exonération en 2018. Le même mécanisme que celui décrit précédemment sera appliqué pour 2017. Aucun remboursement ne sera possible.

L'article 1639 A-bis II du Code général des impôts prévoit que la liste des locaux exonérés en 2017 devra être transmise avant le 15 octobre 2016, aussi est-il proposé de fixer la date de clôture de cette liste au 30 septembre 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
vu l'article 1521-III du Code Général des Impôts
après en avoir délibéré
exonère

de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en 2017 :

a) les locaux à usage industriel ou commercial dont les occupants font appel aux services d'une entreprise privée spécialisée et remplissent en outre les quatre conditions suivantes :

- *les déchets sont assimilables aux ordures ménagères et générés par l'occupant lui-même ;*

- *les déchets sont évacués vers un centre de traitement agréé ;*

- *le montant des frais occasionnés en 2015 pour l'évacuation et le traitement des déchets est au moins égal à celui de la TEOM du local en 2015 ;*

- *les demandes d'exonération doivent être parvenues à l'Eurométropole au plus tard le 31 août 2016. Aucune demande postérieure à cette date ne pourra être prise en compte ;*

b) les locaux à usage industriel ou commercial dont les occupants ont signé un contrat de redevance spéciale pour l'enlèvement et le traitement de leurs déchets d'activités, avant la date de clôture de la liste ;

c) les locaux situés dans des secteurs où le service d'enlèvement des déchets ne fonctionne pas.

L'exonération est applicable à partir du 1er janvier 2017 et ne vaut que pour une année civile sauf pour les clients ayant signé un contrat de redevance spéciale, l'exonération étant alors valable pour toute la durée de validité du contrat.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

36

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Délégation de service public relative à l'exploitation de la chaufferie collective et du réseau de chaleur des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg : choix de l'exploitant.

Le réseau de chaleur des quartiers Hautepierre et Poteries trouve son origine dans une convention en date du 30 décembre 1967, approuvée par le Préfet du Bas-Rhin le 15 octobre 1968, par laquelle la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) a été chargée par la Communauté urbaine de Strasbourg de l'opération d'aménagement de la Zone à Urbaniser en Priorité de Hautepierre. Les parties ont convenu que cette opération comporterait la réalisation d'un réseau de chaleur et d'une chaufferie collective. La SERS a donc procédé à l'établissement des ouvrages nécessaires à l'installation de ce chauffage collectif.
La chaufferie centralisée et le réseau de chaleur de Hautepierre ont été construits en 1973. L'exploitation en a été confiée à la Société Hautepierre Energie, filiale de Dalkia, jusqu'au 30 juin 2016.
A compter du 1er juillet 2016, l'Eurométropole en aura la charge et a ainsi lancé une procédure de délégation de service public pour exploiter le réseau par délibération du 20 mars 2015.

LES ÉLÉMENTS SUBSTANTIELS DU PROJET DE SERVICE À DÉLÉGUER

Le futur délégataire exploitera le service à compter du 1er juillet 2016 mais sera présent dès avril 2016 pour une période de tuilage entre nouveau et ancien exploitant.
La collectivité a décidé d'opter pour un contrat de délégation de service public de transition, d'une durée de cinq ans compte tenu des enjeux techniques du service et du temps nécessaire à l'aboutissement des les études de faisabilité de la géothermie profonde.

Le service comprendra la gestion, l'exploitation ainsi que l'entretien, la maintenance et le renouvellement de l'ensemble des équipements de manière à assurer leur bon fonctionnement. Le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées aux services délégués. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

Le contrat permettra à la collectivité de bénéficier d'un service opérationnel sans nécessiter pour autant d'investissements, les risques de conception, construction, financement et exploitation restant à la charge du délégataire.

L'Eurométropole ainsi déchargée de la gestion quotidienne du service pourra se concentrer pleinement sur ses missions de contrôle des prestations rendues par le délégataire.

Les tarifs de vente de la chaleur ainsi que la formule de révision de ces prix sont fixés dans la convention de DSP.

Tous les ans, le délégataire remettra au délégant un rapport faisant état de l'activité sur l'année écoulée et une situation budgétaire liée au fonctionnement du service délégué.

RAPPEL DE LA PROCÉDURE

Le 20 mars 2015, au vu des avis favorables émis par la Commission consultative des services publics locaux et par le Comité technique du 12 mars 2015, le Conseil de l'Eurométropole a délibéré sur le choix d'une gestion déléguée du réseau de chaleur des quartiers de Hautepierre et Poteries, en application des articles L1411-1 et suivants du CGCT.

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié dans les revues et sites habilités à cet effet (JOUE, BOAMP, Le Moniteur, Energie Plus et site internet Alsace Marchés Publics).

Sur la base des garanties professionnelles et financières offertes par les candidats, de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité d'accès devant le service public, la Commission de délégation de service public a proposé, le 4 juin 2015, d'admettre les trois candidats suivants à présenter une offre :
- la société par actions simplifiée **IDEX INFRA**,
- la société par actions simplifiée **CORIANCE**,
- le groupement solidaire comprenant, la société anonyme **RESEAU GDS** (mandataire du groupement), la société anonyme **DALKIA FRANCE**, la société anonyme **ECOTRAL** et la société par actions simplifiées **RESEAUX DE CHALEUR URBAINS D'ALSACE (RCUA).**

Le dossier de consultation des entreprises a été envoyé aux trois candidats retenus le 24 juin 2015 pour une remise des offres le 13 octobre 2015. La société IDEX n'a pas déposé d'offres.

Au vu de l'avis de la Commission de délégation de service public du 26 novembre 2015 portant analyse des offres reçues et recommandations d'engager des négociations avec les candidats, le Président, autorité habilitée à signer la convention, a décidé d'engager des négociations avec les deux candidats ayant déposé une offre, à savoir :
- la société CORIANCE,
- le groupement composé des sociétés Réseau GDS, Dalkia France, Ecotral et RCUA.

Les négociations, menées par la Vice-Présidente Mme BEY chargée de rendre compte des discussions au Président, se sont déroulées entre novembre 2015 et janvier 2016, en 2 tours, avec chacun des deux candidats.
Elles leurs ont permis de préciser un certain nombre d'éléments techniques, juridiques et financiers.

L'option de passage du réseau en basse température a été abandonnée par la Collectivité, pour les raison suivantes :

- sa pertinence technique n'a pas été démontrée,
- un montant d'investissement élevé avec un fort impact sur le coût usager,
- des travaux élevés à la charge des propriétaires des parties privatives.

A l'issue des négociations, il a été demandé aux candidats de remettre leur offre définitive intégrant leurs éventuels compléments et améliorations tarifaires, pour le 10 février 2016. Compte tenu du niveau des tarifs proposés, les négociations ont été réouvertes et une ultime offre a été demandée aux candidats pour le 25 février 2016.

CHOIX DU DÉLÉGATAIRE

Un examen comparatif détaillé des offres des deux candidats figure dans le rapport du Président en annexe.

Celles-ci ont été jugées sur la base des critères suivants, pondérés comme indiqué ci-après :

1	Conditions techniques	50 %
2	Conditions environnementales et de développement durable	10 %
3	Conditions financières d'exécution	40 %

Aussi, au vu de cette analyse, il est proposé au Conseil de retenir la variante cogénération proposée par le groupement RGDS / RCUA /DALKIA pour les raisons suivantes :

1. Conditions techniques

Globalement l'ensemble des offres est satisfaisante en matière de prise en charge du service, de gestion de la sécurité, de transférabilité du système d'information et d'information des abonnés et de l'autorité délégante.

Sur le plan de la qualité technique des offres, celles-ci répondent aux attentes de la collectivité avec une proposition technique plus aboutie et utilisant des solutions plus performantes pour l'offre du groupement.

En effet, l'offre de Coriance correspond à une reprise de la chaufferie sans proposition d'amélioration de la qualité de la production, hormis la mise en conformité réglementaire du générateur HP3. Les rendements respectent les minima réglementaires mais ne sont pas améliorés. Par ailleurs, l'arrêt annuel du service est supprimé pour l'Hôpital mais pas pour les autres abonnés (il est simplement réduit à 48 heures).

Le groupement, outre la mise en conformité réglementaire du générateur HP3, propose des travaux intéressants qui améliorent significativement le service :

- la mise en place d'un économiseur sur le générateur gaz GE1 permet d'améliorer les rendements ;
- l'aménagement du système d'expansion permet de supprimer l'arrêt technique annuel pour tous les abonnés et d'améliorer la continuité du service.

Par ailleurs, le groupement propose une variante cogénération cohérente et bien dimensionnée.
La compatibilité de cette solution avec l'utilisation de la géothermie, si sa disponibilité était avérée, a été démontrée par le candidat avec les hypothèses de fourniture de chaleur indiquées par Fonroche.

Coriance se distingue par un budget Gros Entretien Renouvellement (GER) important (toutefois sans engagement volontariste spécifique sur les actions réalisées) et par un modèle de facture plus lisible.
Le groupement présente quant à lui un budget spécifique dédié à un exercice de simulation de crise et à des actions de maîtrise de consommations telles qu'un appartement témoin et kits pédagogiques.

En conclusion, sur la base de ce critère, la proposition du groupement candidat RGDS / ES / DALKIA est techniquement supérieure à l'offre de Coriance.

2. Critère environnemental et de développement durable (10%)

Les candidats respecteront les nouvelles normes renforcées sur les rejets atmosphériques et s'engagent à ce qu'impose la règlementation (contrôles périodiques et auto-surveillance). L'un et l'autre s'engagent également à appliquer les règles de l'Eurométropole de Strasbourg notamment concernant la priorité au recyclage et à satisfaire les exigences des normes ISO 9 001 (qualité), ISO 14 001 (environnement), ISO 50 001 (énergie) et OHSAS 18 001 (sécurité et santé).

Sur la base de ce critère, la qualité des offres de base des deux candidats est identique. Cependant, la variante cogénération proposée par le groupement consommera plus de gaz pour la production d'électricité, et sera donc également plus émettrice de GES (Gaz à effet de Serre).

3. Critère financier (40%)

Au stade des offres finales, les prévisions de puissances souscrites par RGDS sont sensiblement supérieures à celles de Coriance (alors qu'elles étaient très inférieures au stade des offres initiales) ; l'écart est de 25%.

Par contre, les hypothèses de consommation des deux candidats sont très proches : 157 355 MWh pour le groupement et 152 194MWh pour Coriance, soit un écart de 3,4%.

Quelle que soit le scénario choisi, l'offre du groupement est nettement moins disante que l'offre de Coriance tant sur la base que sur la variante cogénération.

Tarifs R1R2 moyen 2016 proposés

	Groupement		Coriance
	base	**variante**	**base**
Tarifs proposés	63,60 € HT/MWh	**60,90 €HT/ MWh**	69,17 €HT/ MWh
Ecart variante groupement	4,4 %		13,6 %
Ecart base groupement		-4,2 %	8,8 %

L'offre de base CORIANCE est supérieure de 8,8 % à l'offre de base du groupement et de 13,6 % à la variante cogénération.
L'offre moins-disante est donc celle du groupement variante cogénération, la cogénération permet donc une baisse des prix usagers de 4,2 % par rapport à l'offre de base.

L'offre variante proposée par le groupement présente une baisse d'environ 13,84 % par rapport à la situation actuelle si l'on tient compte des plus values apportées par l'offre, même s'il peut y avoir des disparités entre les différents usagers. En comparaison brute, la baisse est de 6,52 % pour la variante.

Par ailleurs, le groupement propose une clause de révision des tarifs à la baisse si les puissances souscrites atteignent 91 745 kW : les frais de structure seraient bloqués à 7 % et les parties conviendraient d'utiliser l'économie ainsi réalisée pour une baisse tarifaire.

Les tarifs du réseau de chaleur avaient déjà baissé en moyenne de 15 % en 2015 par rapport aux années antérieures à l'occasion d'un avenant entérinant notamment le passage sur le marché dérégulé.

Les investissements sont plus importants pour les offres du groupement; hors mises en conformité, ils sont 2,5 fois supérieurs à ceux proposés par Coriance.

	Groupement		Coriance
Investissements et VNC	**base**	**variante**	**base**
Investissements réseau et chaufferie	**1 201 k€**	**3 524 k€**	**470 k€**
Mises en conformité	**550 k€**	**550 k€**	**700 k€**
Total en K€ HT	**1 751 k€**	**4 074 k€**	**1 170 k€**
VNC en K€ HT	**1 237 k€**	**2 730 k€**	**0 k€**

Les valeurs résiduelles affichées par le groupement sont toutefois très supérieures, en raison des montants et des durées d'amortissement choisies : ainsi les VNC du groupement ressortent à 1 237 k€ HT pour l'offre de base et à 2 730 k€ HT pour la variante cogénération.

Les garanties financières apportées par les deux candidats et les engagements en matière de transparence financière sont satisfaisantes.
Le montage contractuel proposé par le groupement (une société dédiée filiale d'une société opérateur et d'une société d'investissement) est plus complexe que celui de Coriance mais il répond globalement aux attentes de la collectivité

Sur le critère financier, l'offre du groupement variante cogénération est de meilleure qualité que celle de Coriance.

4. Notation finale

En conséquence, l'analyse comparée multicritère de l'offre de chacun des candidats conduit à désigner l'offre variante du groupement, la plus avantageuse pour la collectivité, sur chacun des critères de choix détaillés ci-dessus.

Au final, les notes sont les suivantes :

Conditions	Coriance offre de base	Groupement offre de base	Groupement variante
Techniques (sur 50 points)	34	42	42
Environnementales et de développement durable (sur 10 points)	8	8	7
Financières d'exécution (sur 40 points)	28	31	34
TOTAL (sur 100 points)	**70**	**81**	**83**
Classement	3	2	1

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

vu la délibération du 20 mars 2015 approuvant le lancement
de la procédure de délégation de service public relative à
l'exploitation d'une chaufferie collective et d'un réseau de chaleur
des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg,
vu le rapport de la Commission de délégation du service public
du 4 juin 2015 présentant la liste des candidats admis à présenter une offre
vu l'avis de la Commission de délégation de service public
du 26 novembre 2015 sur les offres des candidats,
vu le rapport du Président de l'Eurométropole de Strasbourg présentant
les motifs du choix du délégataire,
vu le projet de contrat et ses annexes,
vu l'avis de la Commission thématique

sur proposition de la Commission plénière
après en voir délibéré

approuve

- *le choix du groupement RGDS- DALKIA- ECOTRAL-RCUA (variante cogénération) pour l'exploitation de la chaufferie collective et du réseau de chaleur des quartiers de Hautepierre et Poteries à Strasbourg à Strasbourg pour une durée de 5 ans,*
- *le contrat de délégation de service public, ci-annexé, à conclure avec le groupement composé des sociétés RGDS- DALKIA- ECOTRAL-RCUA ;*

autorise

l'autorité responsable de la personne publique délégante au titre de l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales, à signer le contrat de délégation de service public ainsi approuvé avec le groupement composé des sociétés RGDS- DALKIA-ECOTRAL-RCUA et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

37

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Soutien à l'association TRION-climate.

Présentation de l'association

Dans le cadre de la « Stratégie transfrontalière sur le climat et l'énergie pour la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin supérieur (RMT) » du 28 juin 2013, TRION-climate a été chargé par la Commission trinationale du Rhin Supérieur de la mise en œuvre opérationnelle de mesures et de projets transfrontaliers dans le domaine de l'énergie et de la protection du climat. La signature de cette stratégie par les collectivités territoriales du Rhin supérieur est à l'origine des actions de TRION-climate. D'abord réseau informel, TRION-climate e.V. (« eingetragener Verein », « association déclarée ») a acquis une structure juridique indépendante en automne 2015 : association de droit allemand inscrite au registre des associations de Kehl.

Objet de l'association et missions

L'association poursuit exclusivement et directement des fins d'utilité publique.
L'objet de l'association est la promotion de la protection de l´environnement par la création de synergies transfrontalières dans le domaine du climat et de l'énergie dans la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin supérieur. Cet objectif doit être atteint grâce à l'offre de manifestations, de formations, des visites et autres activités similaires dans le domaine du climat et de l'énergie promouvant le transfert de savoirs et d'expériences de façon transfrontalière, en particulier grâce à la coopération avec d'autres institutions d'utilité publique du domaine du climat et de l'énergie.

Fonctionnement de l'association

Les organes de l'association sont l'assemblée générale, le comité de suivi et le comité directeur.

- L'assemblée générale élit le comité directeur parmi les candidats proposés par le comité de suivi, approuve le rapport annuel, le rapport financier et le budget prévisionnel, donne le quitus au comité directeur et au directeur général, désigne le trésorier, décide de la modification des statuts et de la dissolution de l'association et prend les décisions relatives aux contestations des décisions adoptées par le comité directeur concernant l´adhésion d´un membre. L'assemblée générale vote un cadre stratégique pour TRION-climate e.V. sur proposition du comité de suivi.

- Le comité de suivi : les partenaires financiers (au moins 5 000 euros par an) et les membres fondateurs institutionnels disposent d'un représentant dans le comité de suivi, lequel conseille le comité directeur. Ses membres participent à l'assemblée générale et aux réunions du comité directeur. L'Eurométropole de Strasbourg verse une contribution de 5 000 € par an sous forme de subvention à hauteur de 4 000 € et de cotisation pour 1 000 € ; à ce titre, une place lui sera réservée dans le comité de suivi.
- Le comité directeur se compose de six personnes : respectivement deux d'Allemagne, deux de France et deux de Suisse. Il élit un président et un président suppléant en son sein. Les membres du comité directeur sont proposés par le comité de suivi et élus par l'assemblée générale. Il prend toutes les décisions concernant la direction et les affaires courantes de l'association dans le respect du cadre stratégique voté par l'assemblée générale des membres.

Axes de travail avec l'Eurométropole de Strasbourg

La coopération entre l´Eurométropole de Strasbourg et TRION-climate existe déjà dans le cadre de nombreux projets :

- 3ème Forum pour la géothermie le 16 mai 2014 à Fribourg et 4ème Forum pour la géothermie le 5 mars 2015 à Offenbourg (intervention d'élus de l'Eurométropole de Strasbourg) ;
- Colloque « Les politiques de l´énergie en France et en Allemagne - Focus sur l´espace transfrontalier Strasbourg - Ortenau » organisé par TRION-climate le 19 mai 2015 dans la salle du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Participation de Mme PARASOTE, directrice générale de TRION-climate au Conseil de développement de l´Eurométropole en tant qu´experte ainsi qu´à la Commission consultative sur la géothermie, au même titre.

Il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg adhère à l'association TRION-climate e.V. pour les années 2016, 2017 et 2018, la cotisation annuelle s'élevant à 1 000 €. Il est par ailleurs proposé de verser une subvention de 4 000 € par an durant cette période triannuelle.

Le financement de cette structure va permettre de démultiplier les actions de sensibilisation sur les thèmes de l'énergie et du climat et renforcer l'expertise de l'Eurométropole de Strasbourg sur ces sujets.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
vu l'avis favorable du G.T.S. réuni en date du 26/01/2016
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'adhésion de l'Eurométropole à l'association TRION-climate e.V., pour une durée de 3 ans, soit les années 2016 à 2018 ;*

- *le versement :*
  - *d'une subvention de 4 000 € imputés sur le Centre de Responsabilité Budgétaire (CRB) EN00F / Nature 6574 / Fonction 758 ;*
  - *d'une cotisation de 1 000 € imputés sur le CRB LO01 / activité 6281,*

sous réserve de leur inscription aux budgets des années 2017 et 2018, les crédits étant inscrits au budget primitif 2016 ;

propose

M. Alain JUND, vice-président en charge de la transition énergétique et du plan climat comme représentant de l'Eurométropole de Strasbourg dans le comité de suivi de TRION-climate ;

autorise

le Président à signer la convention financière et tout autre document s'y rapportant, y compris le versement de la cotisation annuelle à l'association.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Kooperations- und Finanzierungsvereinbarung der Eurometropole Strasbourg mit dem Verein TRION-climate e.V.

Zwischen der Eurometropole Strasbourg vertreten durch den Präsidenten Robert HERRMANN,

und dem Verein TRION-climate, vertreten durch den Vorstandsvorsitzenden Dr. Alberto ISENBURG.

Auf der Grundlage der Vereinssatzung von TRION-climate, die am 13. März 2015 von den Gründungsmitgliedern unterzeichnet und am 16. Juli 2015 von der Mitgliederversammlung geändert wurde.

Auf der Grundlage der Eintragungsnachricht in das Vereinsregister des Vereins TRION-climate unter der Nummer 701243, die vom Amtsgericht Freiburg am 4. August 2015 erstellt wurde.

Auf der Grundlage des Bescheids auf Gemeinnützigkeit, die vom Land Baden-Württemberg (Finanzamt Offenburg) am 14. August 2015 erstellt wurde.

Auf der Grundlage der Beitragsordnung die am 17. September 2015 von der Mitgliederversammlung erlassen wurde.

Wird folgendes vereinbart:

§ 1

Gegenstand der Vereinbarung

TRION-climate wurde im Rahmen der „Grenzüberschreitenden Klimaschutz- und Energiestrategie der Trinationalen Metropolregion Oberrhein (TMO)" vom 28. Juni 2013 mit der operativen Umsetzung von grenz-überschreitenden Maßnahmen und Projekten im Bereich Energie und Klimaschutz beauftragt. Die Unterzeichnung dieser Strategie durch die territorialen Gebiets-körperschaften des Oberrheins ist der Ursprung der Gründung des Vereins TRION-climate.

Gegenstand der vorliegenden Vereinbarung ist die

Convention de coopération et de financement de Strasbourg Eurométropole avec l'association TRION-climate e.V.

Entre Strasbourg Eurométropole représenté par le Président Robert HERRMANN,

et l'association TRION-climate, représentée par le président du comité directeur Dr. Alberto ISENBURG.

Sur la base des statuts de l'association TRION-climate signés le 13 mars 2015 par les membres fondateurs et actualisés le 16 juillet 2015 en assemblée générale des membres.

Sur la base de la notification d'inscription de l'association TRION-climate sous le numéro 701243 dans le registre des associations, établie par le tribunal d'instance de Fribourg le 4 août 2015.

Sur la base de la notification de but non lucratif établie par les services fiscaux du Land Bade-Wurtemberg (Finanzamt Offenburg) le 14 août 2015.

Sur la base du règlement des cotisations adopté par l'assemblée générale des membres le 17 septembre 2015.

Il est convenu ce qui suit :

§ 1

Objet de la convention

Dans le cadre de la « Stratégie transfrontalière sur le climat et l'énergie pour la Région Métropolitaine Trinationale du Rhin supérieur (RMT) » du 28 juin 2013, TRION-climate a été chargé de la mise en œuvre opérationnelle de mesures et de projets transfrontaliers dans le domaine de l'énergie et de la protection du climat. La signature de cette stratégie par les collectivités territoriales du Rhin supérieur est à l'origine de la création de l'association TRION-climate.

finanzielle Unterstützung des Vereins TRION-climate für die Erfüllung seiner Aufgaben mit folgenden Schwerpunkten :

- Vernetzung der Akteure aus den Bereichen Umwelt, Wirtschaft und Wissenschaft sowie weiterer Energie- und Klimaakteure;
- Organisation des grenzüberschreitenden Austausches und der Wissens- und Erfahrungsvermittlung in den Bereichen Energie und Klimaschutz;
- Begleiten der Unternehmen insbesondere bei der Vergleichbarkeit von Standards und Labels sowie bei Fortbildungen;
- Beteiligung bei der Entwicklung von gemeinsamen exemplarischen Projekten für innovative Technologien;
- Unterstützung bei der trinationalen technischen Datenerhebung, die für die Umsetzung der Strategie und als politische Entscheidungsgrundlage notwendig ist.

Die Geschäftsstelle des Vereins TRION-climate mit Sitz in D-77694 Kehl, Fabrikstr. 12, wird mit der Umsetzung der Aktivitäten beauftragt. Sie soll einerseits Grundaufgaben erfüllen und andererseits neue Projekte entweder unter eigener Federführung oder in Partnerschaft mit anderen Institutionen umsetzen.

TRION-climate erfüllt folgende Grundaufgaben :

- Akquirierung von privaten und institutionellen Vereinsmitgliedern aus dem Mandatsgebiet der TMO;
- Entwicklung und stetige Aktualisierung eines zweisprachigen Mitgliederverzeichnisses bzw. einer Kompetenzdatenbank;
- Vor- und Nachbereitung der jährlichen Vereinssitzungen (Vollmitgliederversammlung, Sitzungen des Begleitausschusses und des Vorstands);
- Sekretariatstätigkeiten für den Vorstand und den Begleitausschuss und Übersetzung von Unterlagen;
- Vertretung des Vorstands und Repräsentation des Vereins bei externen Veranstaltungen;
- Koordination mit anderen Kooperationsgremien;
- Berichterstattung und Controlling zum Ende des Jahres;
- Verwaltung der Fördermittel und Buchhaltung;
- Öffentlichkeitsarbeit (Pressearbeit, Verteilerliste, etc.);
- Pflege und Ausbau der Website von TRION-climate;
- Aufbau und Pflege eines Veranstaltungskalenders für eigene, aber auch für Veranstaltungen der Mitglieder und Partner;
- Fortführen des Best-practice-Katalogs mit vorbildhaften Realisierungen aus dem Bereich der erneuerbaren Energien und des energieeffizienten Bauens;

L'objet de la présente convention est le soutien financier à l'association TRION-climate pour la réalisation de ses missions dont l'accent est mis sur les aspects suivants :

- Mise en réseau des acteurs issus des domaines de l'environnement, de l'économie et des sciences ainsi que d'autres acteurs de l'énergie et du climat ;
- Organisation d'échanges transfrontaliers, partage de savoirs et d'expériences sur les thèmes de l'énergie et de la protection du climat ;
- Accompagnement des entreprises notamment dans la comparaison de standards et labels et d'actions de formation ;
- Participation à l'émergence de projets exemplaires communs dans le domaine de technologies innovantes ;
- Accompagnement à la compilation de données techniques trinationales nécessaires à appuyer la stratégie et à soutenir la prise de décision politique.

Le bureau de l'association TRION-climate, basé à D-77694 Kehl, Fabrikstr. 12, est chargé de la mise en œuvre des activités. D'une part, il doit accomplir des tâches régulières et d'autre part, mettre en œuvre de nouveaux projets, soit sous sa propre direction soit en partenariat avec d'autres institutions.

TRION-climate assurera les tâches régulières suivantes:

- prospection d'adhérents privés ou institutionnels issus du territoire couvert par le mandat de la RMT ;
- développement et actualisation continue d'un annuaire bilingue des adhérents et/ou d'une base de données de compétences ;
- préparation et suivi des réunions annuelles de l'association (assemblée générale des membres, réunions du comité de suivi et du comité directeur) ;
- secrétariat pour le comité directeur et pour le comité de suivi et traduction de documents ;
- suppléance du comité directeur et représentation de l'association lors de manifestations externes ;
- coordination avec d'autres instances de coopération ;
- rapports financiers et d'actions de fin d'année ;
- gestion financière des subventions et comptabilité ;
- communication (relations presse, liste de contacts) ;
- entretien et développement du site internet de TRION ;
- création et gestion d'un calendrier événementiel pour les propres manifestations et celles des membres et partenaires ;
- poursuite du catalogue de bonnes pratiques avec des réalisations exemplaires du domaine des énergies renouvelables et de la construction durable ;
- organisation de conférences trinationales ou de

- Organisation von grenzüberschreitenden Fachkonferenzen oder Fortbildungsseminaren;
- Organisation von grenzüberschreitenden Fachbesichtigungen im Energiebereich (energy visits).

Parallel zu diesen Grundaufgaben können gemäß der Vorgabe des Vorstands weitere Aufgaben insbesondere im Rahmen von Interreg-V Projekten oder sonstigen Förderprogrammen erfüllt werden.

séminaires de formation ;
- organisation de visites transfrontalières dans le domaine de l'énergie (energy visits).

Parallèlement à ces tâches régulières, d'autres actions pourront être menées, notamment dans le cadre de projets Interreg-V ou d'autres programmes de subvention, selon les directives du comité directeur.

§ 2
Dauer der Vereinbarung

Die vorliegende Vereinbarung wird für eine Dauer von 3 Jahren abgeschlossen und tritt ab dem 1. Januar 2016 in Kraft.

§ 2
Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans et entrera en vigueur le 1er janvier 2016.

§ 3
Finanzielle Ressourcen

Zu den finanziellen Ressourcen des Vereins gehören die Jahresbeiträge, die von den Vereinsmitgliedern erhoben werden. Diese werden für Aktivitäten eingesetzt (z.B. Beratungstätigkeiten, Fortbildungen, etc.), die den Vereinsmitgliedern zu Gute kommen. Die Art und das Volumen dieser Aktivitäten werden von der Höhe der Beiträge abhängen und vom Vorstand bestimmt.

Ferner kann der Verein TRION-climate durch kostenpflichtige und grenzüberschreitende Dienstleistungen eigene Einnahmen erbringen. Über die Art, das Volumen und die personellen Ressourcen dieser Leistungen bestimmt der Vorstand.

Die im §1 definierten Aktivitäten von TRION-climate werden unter anderem von Zuschüssen finanziert, die Gegenstand der vorliegenden Vereinbarung sind. Der Verein hat eine Finanzvereinbarung mit dem französischen Staat, der Region Elsass, dem Département Haut-Rhin, den Ländern Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz, den Kantonen Basel-Stadt, Basel-Land und Jura unterzeichnet. Diese Beiträge können von Zuschüssen aus nationalen oder europäischen Förderprogrammen, wie Interreg-V, vervollständigt werden.

§ 3
Ressources financières

Les ressources financières de l'association se composent notamment des contributions annuelles des adhérents de l'association, qui serviront à financer des activités, dont ils seront les bénéficiaires (activités de conseil, formations continues, etc.). La nature et le volume de ces activités dépendront du montant des cotisations et seront définis par le comité directeur.

De plus, l'association TRION-climate peut générer des ressources propres en proposant des services payants et transfrontaliers. La nature, le volume et les moyens humains nécessaires à ces services seront définis par le comité directeur.

Les activités de TRION-climate, définies dans le §1, sont entre autres financées par les subventions qui font l'objet de la présente convention. L'association a notamment signé une convention de financement avec l'Etat français, la Région Alsace, le Département du Haut-Rhin, les länder Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat, les cantons Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Jura.
Ces contributions peuvent être complétées par des subventions provenant des programmes nationaux ou européens, tel Interreg-V.

§ 4
Beitrag der Eurometropole Strasbourg

Die Eurometropole Strasbourg nimmt die Aufgaben von TRION-climate zur Kenntnis und verpflichtet sich den Verein für die Dauer der vorliegenden

§ 4
Contribution de Strasbourg Eurométropole

Strasbourg Eurométropole prend connaissance des missions de TRION-climate et s'engage à soutenir l'association pour la durée déterminée dans la présente

Vereinbarung zu unterstützen.

Als kofinanzierende Partner von TRION-climate hat die Eurometropole Strasbourg Sitz im Begleitausschuss (s. §9 der Satzung).

Die Eurometropole Strasbourg verpflichtet sich einen **jährlichen Beitrag von 5.000€** zu erbringen. Dieser Be-trag setzt sich zusammen aus 4.000€ Zuschuss und 1.000€ jährlichen Mitgliedsbeitrag im Verein.

Gemäß der Beitragsordnung verfügt die Eurometropole Strasbourg über **4 Stimmen** in der Mitglieder-vollversammlung (die Anzahl der Stimmen pro Mitglied ist auf 12 Stimmen begrenzt).

Der Jahresbeitrag wird nach Vorlage eines Auszahlungs-antrages spätestens zum **31. März** jeden Jahres auf folgendes Konto der Sparkasse Hanauerland überwiesen.

BIC : **SOLADES1KEL**
IBAN : **DE76664518620000140088**
Begünstigter : **TRION-climate e.V.**

Eine Schlussabrechnung über die gesamte Laufzeit der Vereinbarung (2016-2018) und der von einem Rechnungsprüfer geprüfte Finanzbericht werden spätestens zum 30. Juni 2019 verschickt. Ein Endbericht über die Laufzeit der Vereinbarung wird der Schlussabrechnung beigefügt.

convention.

En tant que partenaire cofinanceur de TRION-climate, Strasbourg Eurométropole siège au comité de suivi (voir §9 des statuts).

Strasbourg Eurométropole s'engage à verser une **contribution annuelle de 5.000€**. Cette contribution se compose de 4.000€ de subvention et de 1.000€ de cotisation annuelle à l'association.

Conformément au règlement des cotisations, Strasbourg Eurométropole dispose ainsi de **4 voix** au sein de l'assemblée générale des membres (le nombre des voix par membre étant limité à 12 voix).

La contribution annuelle est à verser au plus tard le **31 mars** de chaque année sur présentation d'une demande de versement sur le compte de la Sparkasse Hanauerland :

BIC : **SOLADES1KEL**
IBAN : **DE76664518620000140088**
Bénéficiaire : **TRION-climate e.V.**

Un décompte concernant toute la période de la convention (2016-2018) accompagné des comptes annuels certifiés par le commissaire aux comptes aura lieu à la fin de la convention et sera remis au plus tard le 30 juin 2019. Il sera accompagné d'un rapport final concernant la période de la convention.

§ 5

Verpflichtungen

TRION-climate verpflichtet sich, die Förderbeiträge für die Umsetzung der in §1 benannten Aktivitäten einzusetzen. Über die Einnahmen und Ausgaben des Vereins ist Buch zu führen. Die Buchhaltung wird in Euro geführt. Für das Haushalts- und Kassenwesen gilt das Recht des Sitzlandes Baden-Württemberg.

TRION-climate setzt einen externen Rechnungsprüfer ein, der vom Vorstand bestellt wird. Die Geschäftsstelle stellt den jährlichen Finanzbericht auf und legt ihn der Mitgliederversammlung nach der Rechnungsprüfung vor. Der von der Mitgliederversammlung genehmigte Finanzbericht wird zusammen mit dem Bericht des Rechnungsprüfers, dem Aktionsbericht und den Protokollen der Mitgliederversammlung den Ko-finanzierern spätestens sechs Monate nach Abschluss des vorherigen Haushaltsjahres vorgelegt.

TRION-climate ist verpflichtet, jederzeit eine Prüfung der Durchführung der Aktionen durch die

§ 5

Engagements

TRION-climate s'engage à utiliser les contributions pour la réalisation des activités listées dans §1. Un livre des recettes et des dépenses de l'association est à tenir. La comptabilité se fera en euro. Pour les affaires budgétaires et comptables s'applique le droit du Land Bade-Wurtemberg en tant que siège.

TRION-climate aura recours à un cabinet comptable externe qui sera désigné par le comité directeur.
Le bureau de l'association réalisera le rapport financier annuel qu'il soumettra à l'assemblée générale après le contrôle par le cabinet comptable. Le rapport financier validé par l'assemblée générale sera transmis aux cofinanceurs avec le rapport du cabinet comptable, le rapport d'activités et les procès-verbaux de l'assemblée générale au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice précédent.

TRION-climate s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par les partenaires cofinanceurs de la réalisation des actions, notamment par l'accès à toute

Kofinanzierer zu ermöglichen durch Zugang zu allen Zahlungsbelegen und anderen Dokumenten, die für dienlich befunden werden.

Die Belege sind entweder als Originale oder als in mit den originalen übereinstimmend bescheinigten Kopien über eine Dauer von 10 Jahren nach Abschluss der Vereinbarung aufzubewahren. Auf Anfrage sind die Zahlungsbelege auf allgemein anerkannten Datenträgern (in elektronischer Form oder als Fotokopien) vorzulegen. Um die Genauigkeit zu kontrollieren, kann eine Prüfung der Originale vor Ort durch Vertreter der unter-zeichnenden Institutionen stattfinden.

pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Les justificatifs sont conservés sous la forme d'originaux ou de copies certifiées conformes pour une durée de 10 ans après la clôture de la convention. Sur demande, les justificatifs sont à présenter sur des supports de données généralement acceptés (forme électronique ou photocopies). En vue d'en vérifier l'exactitude, un contrôle des originaux réalisé sur place pourrait avoir lieu par les partenaires signataires.

§ 6

Abschluss der Vereinbarung

TRION-climate stellt zum Ende der Vereinbarung und vor dem 30. Juni 2019 eine Schlussbilanz auf, die die gesamte Ausübungsperiode abdeckt. Diese Bewertung erstreckt sich auf die Relevanz der Ergebnisse, die Auswirkungen der Aktionen und die qualitativen und quantitativen Indikatoren der Interreg-Projekte.

Im Falle der Nicht- oder nur teilweisen Durchführung der Aktionen zahlt TRION-climate die gesamten bzw. den nicht ausgeschöpften, überwiesenen Beitrag zurück, außer ein Abkommen über inhaltliche Änderungen, Fristen oder das Budget wurde schriftlich getroffen.

Mindestens sechs Monate vor Ablauf der vorliegenden Vereinbarung, d.h. spätestens am 30. Juni 2018, müssen die Unterzeichner sich gegenseitig über ihre Absichten informieren, die Förderung zu erneuern.

Zum Ende der vorliegenden Vereinbarung müssen die Konten des Vereins zwingend ausgeglichen sein.

§ 6

Terme de la convention

TRION-climate remettra au terme de la convention et avant le 30 juin 2019, un bilan final couvrant l'ensemble de la période d'exécution. Cette évaluation portera notamment sur la pertinence des résultats, sur l'impact des actions et sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des projets Interreg.

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle des activités, TRION-climate remboursera la totalité ou la part non justifiée des contributions versées, sauf si un accord de modification du contenu, des délais ou du budget a préalablement été conclu par écrit.

Six mois au moins avant l'expiration de la présente convention, soit avant le 30 juin 2018, les signataires devront se faire connaître mutuellement leurs intentions de reconduction de la subvention.

Au terme de la présente convention, les comptes de l'association devront être impérativement en équilibre.

§ 7

Sprache und Rechtsstand

Es wird die Geltung deutschen Rechts vereinbart. Die Vereinbarung ist auf Französisch und Deutsch abgefasst. Bei Abweichungen zwischen dem deutschen und dem französischen Text ist der deutsche Text maßgebend.
Die Korrespondenz zwischen TRION-climate und die Eurometropole Strasbourg erfolgt auf Französisch.

§ 7

Langue et droit applicable

Il est convenu d'appliquer le droit allemand.
La convention est rédigée en français et en allemand. En cas de divergences entre le texte allemand et français, seul le texte allemand sera pris en compte.
La correspondance entre TRION-climate et Strasbourg Eurométropole se fera en français.

§ 8

Rechtsstreitigkeiten

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten bezüglich der vorliegenden Vereinbarung vorrangig gütliche Einigung anzustreben. Der Begleitausschuss ist gegebenenfalls der geeignete Ort für die Erörterung von Streitigkeiten. Der Vorstand hat einen schriftlichen Einigungsvorschlag einzubringen. Eine schriftliche Stellungnahme dazu wird innerhalb einer angemessenen Frist gefordert.

Im Falle einer schwerwiegenden Verletzung der in dieser Vereinbarung unter Artikel 5 festgehaltenen Ver-pflichtungen und beim Scheitern einer gütlichen Einigung, kann die Vereinbarung rechtmäßig von beiden Seiten mit einer Frist von sechs Monaten ab Sendung eines Einschreibens mit Rückschein gekündigt werden, das als Fristsetzungsschreiben gilt.

Bei Streitigkeiten, für die eine gütliche Einigung gescheitert ist, ist das zuständige Gericht das des Sitzlandes des Vereins TRION-climate.

Ort_____
Datum_____

_____
____
Dr. Alberto Isenburg, Vorsitzender TRION-climate e.V.

§ 8

Règlement de litiges

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à chercher en priorité une solution amiable. Le comité de suivi peut constituer le lieu adéquat pour discuter des litiges.
Le comité directeur doit faire une proposition écrite pour trouver une solution amiable. Une réponse par écrit est exigée dans un délai raisonnable.

En cas de manquement aux engagements respectifs inscrits dans la présente convention §5 et si aucune solution amiable n'a pu être trouvée, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litiges n'ayant pas abouti à une solution amiable, le tribunal compétent est celui du siège de l'association TRION-climate.

Lieu_____
Date_____

_____
____
Robert Herrmann, Président de Strasbourg Eurométropole

Anhänge
Satzung des Vereins TRION-climate vom 16.07.2015

Eintragungsnachricht in das Vereinsregister 04.08.2015

Bescheid auf Gemeinnützigkeit vom 14.08.2015

Beitragsordnung vom 17.09.2015

Annexes
Statuts de l´association TRION-climate du 16.07.15

Notification d'inscription de l'association du 04.08.2015
Notification de but non lucratif du 14.08.2015
Règlement des cotisations du 17.09.2015

38

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Aménagement du terrain - rue de la Villette à Strasbourg.

Des dizaines de personnes seules ou en familles avec enfants, en grande précarité, se sont installées progressivement dès le début des années 2000, de façon illicite sur des espaces publics ou privés du ban communal de la Ville de Strasbourg.

Près de 450 personnes vivaient, en 2008, dans une quinzaine de bidonvilles plus ou moins grands répartis sur le ban communal de Strasbourg.

Afin de mettre fin à cette situation illégale et ces conditions de vie indignes, la Ville de Strasbourg a engagé un plan global de résorption des bidonvilles dès 2008. Il est ainsi proposé aux familles, qui sont en recherche d'insertion durable sur le territoire strasbourgeois, d'intégrer un site social présentant des conditions d'accueil et d'accompagnement conformes en termes d'éducation, d'hygiène et de sécurité.

Un premier « Espace temporaire d'insertion », Espace 16 rue du Rempart, a été ouvert en novembre 2011. Il accueille à ce jour 150 personnes pour une durée moyenne de 2 à 3 ans, temps nécessaire afin de permettre une réelle insertion professionnelle ouvrant la possibilité d'accéder à un logement social.

La création d'un deuxième Espace temporaire d'insertion contribuera à la fermeture de tous les sites illicites ou bidonvilles présents encore actuellement dans l'agglomération strasbourgeoise.

Le projet

Le site de la Villette répond aux objectifs recherchés, notamment par sa localisation proche des transports en commun, des services nécessaires pour favoriser l'accompagnement et l'insertion des familles.

Il permettra l'accueil contractualisé d'une quarantaine de familles, accompagnées par une équipe pluridisciplinaire de travailleurs sociaux composée d'acteurs de la Direction des Solidarités et de la Santé de la Ville et de partenaires associatifs mobilisés autour d'un projet social global partagé, sous le pilotage de la ville de Strasbourg et de l'Etat.

Le projet d'accompagnement social contractualisé avec ces familles portera notamment sur :

- la scolarisation des enfants
- L'accès à l'emploi
- l'accès au logement.

Par acte de vente en date du 17 décembre 2013, l'Eurométropole de Strasbourg a acquis le site d'une surface de 8 118 m². Le projet s'étendra sur une surface d'environ 5 000 m².

Il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg :
- mette à disposition de la ville de Strasbourg le terrain pour un (1) €uro/an en raison de la particularité de l'activité du site pour l'insertion des personnes en très grande difficulté, nécessitant un accompagnement social - médical, professionnel, scolaire, psychologique – et des investissements consentis par la Ville ;

- participe financièrement au projet par la viabilisation du terrain ;

- conclut une convention de mise à disposition temporaire du terrain pour une durée de 12 ans.

Le montant prévisionnel de la viabilisation, s'élève à **250 000 € TTC** (valeur décembre 2015), réparti comme suit :

- Prestations intellectuelles :	3 000 € TTC
- Travaux :	230 000 € TTC
- Divers, aléas, révisions :	17 000 € TTC

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Etudes :	1er trimestre 2016
- Consultation travaux :	2e trimestre 2016
- Travaux :	3e trimestre 2016

Les travaux d'aménagement du terrain réalisés par la ville de Strasbourg pour un montant opérationnel estimé à 1 300 000 €TTC consistent en :

- 9 emplacements de 5 caravanes chacun.

- 1 bâtiment administratif comprenant :

    - un local gardiennage ;

    - une salle de réunion ;

    - un bureau individuel ;

    - un espace ouvert pour quatre bureaux ;

    - un espace détente ;

- un sanitaire homme ;
- un sanitaire femme ;
- un local stockage ;

- 1 espace buanderie (lave-linge/sèche-linge) ;
- 2 blocs sanitaires (sanitaires/douches/plonge) ;
- l'aménagement paysager du site.

La conduite d'opération sera assurée par les services de la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'opération de viabilisation du terrain rue de la Villette pour un montant de 250 000 € TTC, en vue de la création par la ville de Strasbourg d'un espace temporaire d'insertion sur le site ;*
- *la mise à disposition du terrain à la ville de Strasbourg pour la réalisation du projet susmentionné dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public pour une durée n'excédant pas 12 ans et en contrepartie d'une redevance d'un montant annuel fixé à un (1) Euro en raison de la particularité de l'activité du site pour l'insertion des personnes en très grande difficulté, nécessitant un accompagnement social - médical, professionnel, scolaire, psychologique – et des investissements consentis par la Ville ;*

décide

d'inscrire au budget de l'Eurométropole les dépenses d'investissement correspondantes pour un montant de 250 000 € TTC ;

autorise

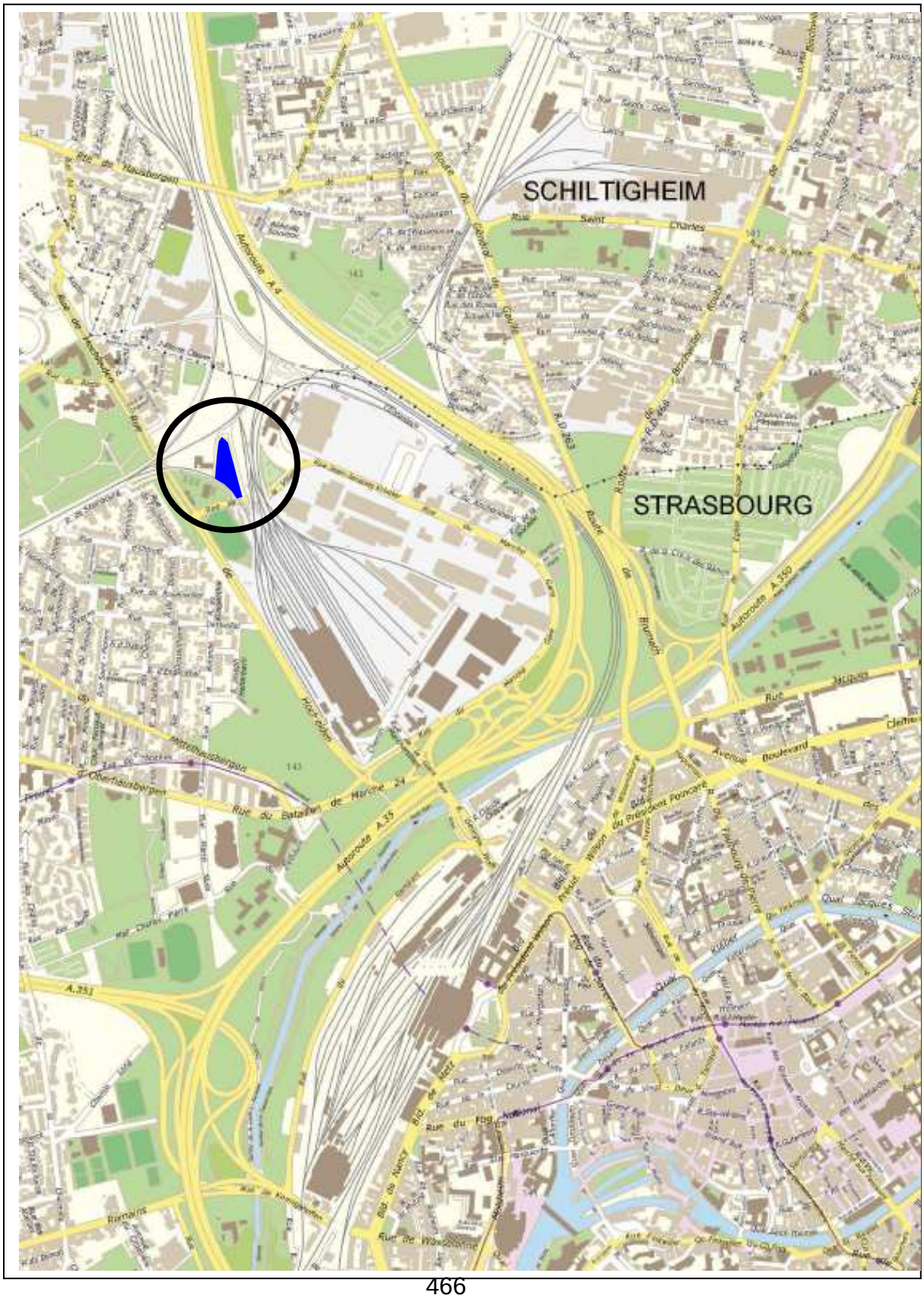
le Président ou son-sa représentant-e :

- *à signer et à exécuter les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément au Code des Marchés Publics ;*
- *à signer les dossiers de demandes de démolir, permis de construire ou permis d'aménager ;*
- *à solliciter auprès de tous les partenaires concernés les participations aux subventions et mécénats qui pourront être mis en œuvre et à signer tous les documents en résultant ;*
- *à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public s'y rapportant.*

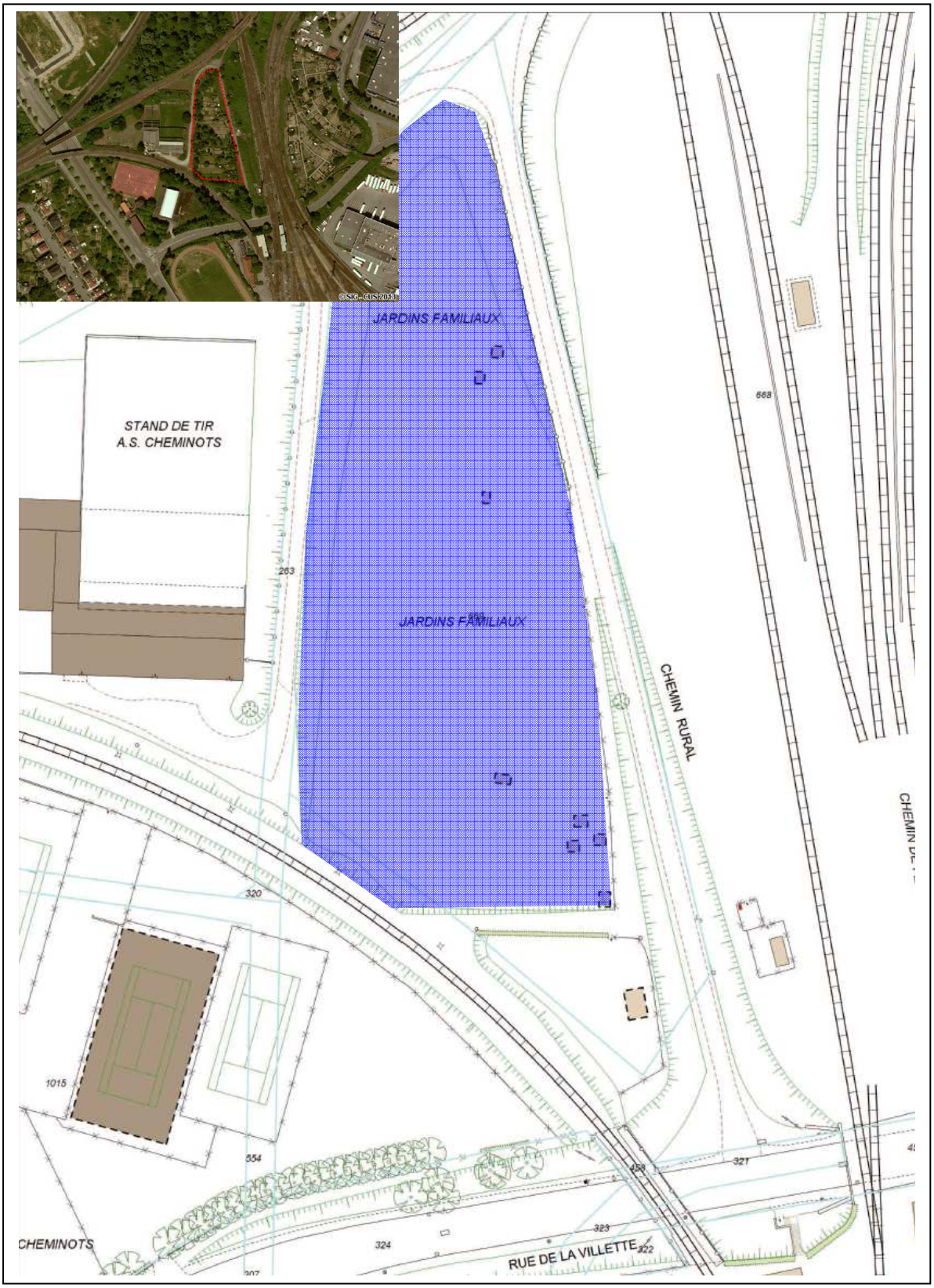
Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

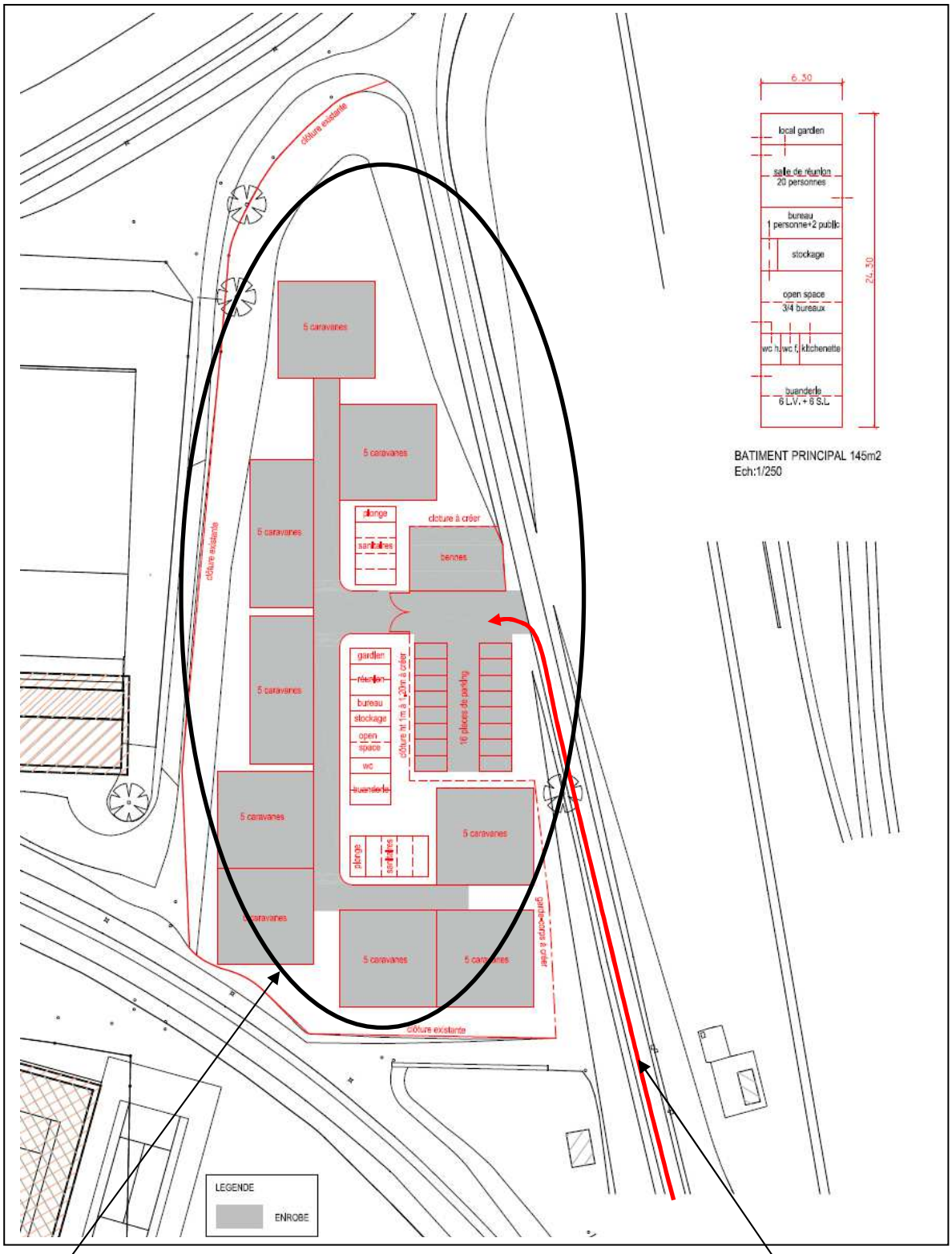
Aménagement d'un espace temporaire d'insertion
Localisation du site



Aménagement d'un espace temporaire d'insertion
Emprise existante



Aménagement d'un espace temporaire d'insertion
Principe d'aménagement envisagé



Aménagement (Ville de Strasbourg))

Viabilisation (Euroméropole)

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE L'EUROMETROPOLE ET LA VILLE DE STRASBOURG

POUR L'AMENAGEMENT DU TERRAIN RUE DE LA VILLETTE A STRASBOURG

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES 4
Article 1 : Objet 4
Article 2 : Domanialité publique 4
Article 3 : Désignation des lieux 4
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 5
CHAPITRE II – CONDITIONS D'UTILISATION 5
Article 6 : Destination des lieux 5
Article 7 : Conditions générales d'occupation 5
Article 8 : Entretien – Travaux – Aménagements 6
Article 9 : Sécurité – Confidentialité 7
Article 10 : Respect des prescriptions administratives 7
Article 11 : Cession et sous-occupation 7
Article 12 : Visite des lieux 8
Article 13 : Interruption des services 8
Article 14 : Tolérance 8
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES 8
Article 15 : Redevance 8
Article 16 : Charges 8
Article 17 : Taxes 9
Article 18 : Abonnements individuels 9
Article 19 : Modalités de règlement – Pénalités 9
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE 9
Article 20 : Assurance 9
Article 21 : Responsabilité 10
CHAPITRE V – AUTRES CONDITIONS 11
Article 22 : Résiliation de la convention 11
22-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 11
22-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 11
22-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 11
Article 23 : Maintien dans les lieux 12
Article 24 : Restitution des lieux 12
Article 25 : Litiges 12
Article 26 : Election de domicile 12
Article 27 : Annexes 13

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président, habilité a cet effet par délibération du 24 mars 2016

Ci-après dénommée « le propriétaire »,

ET

LA VILLE DE STRASBOURG
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, habilité à cet effet par délibération du 28 avril 2014 pour signer les conventions d'occupation inférieures à 12 ans et par délibération du 21 mars 2016 approuvant le projet d'aménagement du site.

Ci-après dénommée « l'occupant ».

EXPOSE

Plusieurs personnes seules ou en familles avec enfants ont depuis quelques années élu domicile de façon illicite sur des espaces publics ou privés du ban communal de la ville de Strasbourg.

Afin de mettre un terme à ces occupations illicites, il est proposé d'installer ces familles qui sont réellement en recherche d'insertion durable sur un espace aménagé et présentant des conditions d'accueil conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

Cet espace temporaire d'insertion vise l'accueil contractualisé d'une quarantaine de familles, accompagnées par une équipe pluridisciplinaire de travailleurs sociaux composée d'acteurs de la Direction des Solidarités et de la Santé de la Ville et de partenaires associatifs mobilisés autour d'un projet social global partagé, sous le pilotage de la ville de Strasbourg et de l'Etat.

Le projet d'accompagnement social contractualisé avec ces familles portera notamment sur :

- la scolarisation des enfants,
- l'accès à l'emploi,
- l'accès au logement.

Le site identifié et retenu pour accueillir cet espace temporaire est localisé rue de la Villette, dans le quartier de Cronenbourg. Il répond aux objectifs recherchés, notamment par sa localisation proche des transports en commun, des services et lieux de vie nécessaires pour favoriser l'insertion des familles concernées.

Il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville de Strasbourg est autorisée, sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. Les biens sont affectés et aménagés en vue d'une mission de service public qui sera assurée par la Ville de Strasbourg, occupant.
En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les lieux objet de la présente convention sont la propriété de l'Eurométropole de Strasbourg. Ils se composent d'un terrain d'une surface d'environ 5.000m² situé rue de la Villette à STRASBOURG (67200) cadastré Section LH n°620/89 tel qu'il figure sur le plan demeuré annexé à la présente convention.

L'occupant déclare bien connaître les lieux objet des présentes pour les avoir vus et visités

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de la redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

L'occupant prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance. Il déclare les avoir reçus en bon état.

Un état des lieux d'entrée est établi contradictoirement entre les parties et demeure ci-annexé.

Si, pour quelque cause que ce soit, l'état des lieux d'entrée contradictoire n'a pas été réalisé dans un délai de quinze (15) jours à compter de son entrée en jouissance, les lieux seront présumés être reçus en bon état. Cette présomption ne pourra toutefois pas être invoquée par celle des parties qui n'aurait pas remis l'état des lieux ou qui aurait fait obstacle à son établissement.

En fin de contrat, lors de la restitution des lieux par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties, suite à une prise de rendez-vous par l'occupant avec un représentant de l'Eurométropole de STRASBOURG, propriétaire, huit (8) jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de douze (12) ans consécutifs à compter du 1er janvier 2017 (date prévisionnelle de démarrage des travaux par la Ville de Strasbourg).

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 22.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'UTILISATION

Article 6 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'une activité d'accueil et d'insertion sociale de personnes en grande difficulté, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant ne puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devrait en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

Article 7 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.
L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations de travaux au titre des établissements recevant du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

L'occupant s'engage à respecter les règles de sécurité des personnes et des biens, notamment en matière de sécurité incendie et d'accessibilité aux personnes handicapées, telles qu'elles sont établies par les dispositions réglementaires du Code de la construction et de l'habitation.

Article 8 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations suivantes :

- Assurer l'entretien courant des lieux ;

- Tous embellissements, améliorations et installations faits par l'occupant dans les lieux objet des présentes resteront, à la fin de la présente convention, la propriété pleine et entière du propriétaire sans que l'occupant ne puisse faire droit d'une quelconque indemnité ;

- Il est toutefois précisé que les équipements, matériels et installations non fixés à demeure, et en dehors de ceux livrés avec le bâtiment par le propriétaire, et qui de ce fait ne peuvent être considérés comme immeuble par destination, resteront la propriété de l'occupant et devront être enlevés par lui lors de la sortie des lieux, à charge pour lui de remettre les lieux, objet des présentes, en état après cet enlèvement ;

- Ne rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les lieux et il devra informer immédiatement le propriétaire de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire sur les biens immobiliers objet des présentes.

Article 9 : Sécurité – Confidentialité

L'occupant s'engage à respecter et à faire respecter les consignes de sécurité afférentes aux lieux et/ou équipements. Il sera considéré comme responsable de leur respect par ses propres membres et/ou visiteurs, à charge pour l'occupant de les en aviser préalablement autant que faire se pourra.

Article 10 : Respect des prescriptions administratives

L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

Article 11 : Cession et sous-occupation

L'occupant pourra faire sous-occuper les lieux en totalité, pour les besoins de l'activité susmentionnée à l'article 6.

La durée des contrats de sous-occupation ne devra pas excéder la durée de la présente convention.

Toutes les clauses, charges et conditions de la présente convention seront applicables dans les rapports entre l'occupant et ses sous-occupants.

L'occupant s'engage dans ce cadre à faire respecter par les sous-occupants toutes les clauses et/ou obligations résultant de la présente convention, entendant que lesdites clauses et/ou obligations soient considérées, sauf stipulation contraire expresse, comme étant applicables dans les mêmes conditions aux sous-occupants.

Le montant global des redevances des lieux sous-occupés ne devra pas excéder celui payé par l'occupant en vertu de la présente convention.

Dans la commune intention des parties la présente autorisation étant indivisible, les sous-occupants n'acquièrent aucun droit direct à l'encontre de la l'Eurométropole de STRASBOURG.

L'occupant fera son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. En tout état de cause, en cas de sous-occupation, l'occupant demeurera seul redevable du paiement de l'intégralité de la redevance à l'égard de l'Eurométropole de STRASBOURG.

En aucun cas, l'Eurométropole de STRASBOURG ne pourra être recherchée pour le paiement ni d'une indemnité d'éviction au profit des sous-occupants, ni des taxes pouvant éventuellement être réclamées par l'Administration du fait des sous-occupations.

Article 12 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir le terrain. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 13 : Interruption des services

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service.

Article 14 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée moyennant le paiement d'une redevance, hors charges et hors taxes, d'un montant annuel de UN EURO (1 €) en raison de la particularité de l'activité du site pour l'insertion des personnes en très grande difficulté, nécessitant un accompagnement social - médical, professionnel, scolaire, psychologique – et des investissements consentis par la Ville.

Ce montant est payable d'avance et sans avertissement préalable.

Article 16 : Charges

Sans objet

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

Article 18 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle (électricité, eau, chauffage téléphonie, internet, etc.…) découlant de la présente occupation Il fera son affaire personnelle de toutes démarches administratives en vue de souscrire les différents contrats d'abonnements de consommation et s'engage à résilier les abonnements pour le jour de son départ.

Article 19 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance et des taxes se fera auprès de Monsieur le Receveur des Finances de l'Eurométropole de Strasbourg au Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67046 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 20 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les lieux mis à disposition ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux lieux mis à disposition, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informel uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 21 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres/personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire ne puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire ne puisse être recherchée, à quel que titre que ce soit.

CHAPITRE V – AUTRES CONDITIONS

Article 22 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

22-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

22-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présence effective de l'occupant dans les lieux pour une durée supérieure à six (6) mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de congés ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 20 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

sera ou seront constitutif(s) d'une faute de l'occupant donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse ne se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

22-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai

de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, les taxes, restent dues jusqu'à l'extinction de la présente convention.

Article 23 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant sera également passible d'une sanction disciplinaire et pourra faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 24 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les locaux mis à disposition en bon état, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie.

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux une procédure judiciaire pourra être engagée.

Article 25 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 26 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire et l'occupant font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 27 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- le plan des lieux
- l'état des lieux d'entrée

Fait en trois exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR LE PROPRIETAIRE	POUR L'OCCUPANT
Robert HERRMANN Président de l'Eurométropole de STRASBOURG	Roland RIES Maire de la Ville de STRASBOURG

39

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Agenda d'accessibilité programmée : mise en accessibilité des ERP publics (Etablissements Recevant du Public) de l'Eurométropole de Strasbourg.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées prévoit, dans son volet accessibilité, l'accès des personnes handicapées aux espaces publics, aux systèmes de transport et au cadre bâti. Elle imposait ainsi, notamment, la mise en accessibilité de tous les établissements publics et privés recevant du public, dans un délai de 10 ans.

Le rapport Campion publié en 2014 a posé le constat d'un retard général et d'une impossibilité de tenir l'échéance dans la mise en accessibilité des établissements recevant du public quelque soit le domaine concerné, collectivités, cabinets médicaux, commerces…

Une ordonnance publiée le 26 septembre 2014, prend en compte les constats posés par le rapport Campion en proposant une nouvelle échéance et en rendant obligatoire dans le même temps une programmation concrète, délais et financements, inscrite dans un agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap).

Afin d'assurer un suivi rigoureux de cet Ad'Ap, le législateur a développé le rôle des anciennes commissions intercommunales pour l'accessibilité aux personnes handicapées (CIAPH). Ces dernières deviennent CIPA, commissions intercommunales pour l'accessibilité.

Elles se voient confier le suivi des Ad'Ap. Elles sont également l'instance de concertation dans la construction de ces Ad'Ap et le circuit législatif.

L'Eurométropole, avec 55 établissements recevant du public, concernés par la mise en accessibilité, peut dans le cadre règlementaire proposé, établir un Ad'Ap patrimonial et développer sa programmation sur 9 ans. D'ores et déjà, le Conseil de l'Eurométropole s'est engagé sur les Ad'Ap des parkings en ouvrage en juin 2016.

L'agenda d'accessibilité programmée vient compléter la démarche conduite de longue date par l'Eurométropole.

En effet, l'accessibilité des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre agglomération. La Maison de l'autonomie recense près de 14 400 personnes en situation de handicap, soit

4 % de la population, à partir des reconnaissances administratives. Près de 75 000 habitants présenteraient au moins une des trois formes de handicap (ressenti, identifié et reconnu) soit 16 % de la population totale de l'Eurométropole strasbourgeoise.

L'Eurométropole est consciente des enjeux de l'accessibilité pour la vie quotidienne des personnes en situation de handicap et elle œuvre depuis longtemps dans ce domaine, avec une attention particulière pour la cohérence de la chaîne du déplacement.

Bien avant la loi de 2005, la Communauté Urbaine de Strasbourg, aujourd'hui Eurométropole, a été pionnière dans la prise en compte des difficultés rencontrées par les personnes en situation de handicap. Cela s'est traduit par la mise en œuvre d'actions spécifiques en direction des personnes handicapées, notamment en termes de transport et dans le choix des aménagements des espaces publics et de la voirie et au-delà du volet règlementaire, la collectivité a développé des actions visant au confort des personnes en situation de handicap.

Elle a engagé les travaux prioritaires de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics en application du plan de mise en accessibilité de la voirie (PAVE), approuvé par le Conseil de communauté du 27 janvier 2012.

De même, avec le développement de son réseau tram, l'Eurométropole a fait le choix d'un transport 100 % accessible. En effet, dès 1994, un soin particulier a été apporté à l'élaboration et au développement du réseau tramway (accès de plain-pied, rampe d'accès, doublement sonore des informations délivrées à bord, des places pour fauteuil roulant, …) et la Communauté Urbaine de Strasbourg était la première agglomération de France à se doter d'un tramway à plancher bas. Le 18 décembre 2009, la CUS adoptait son Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports Urbains (SDATU) doté de 20M€. Ainsi, aujourd'hui 97% de ses trajets sont accessibles dans le réseau tram et bus. Enfin, Le 26 juin dernier, le Conseil de l'Eurométropole a défini une liste d'arrêts de bus à prioriser pour leur mise en accessibilité.

Concernant les ERP (Etablissements Recevant du Public) du patrimoine bâti de l'Eurométropole, tous les projets de constructions neuves et de rénovations prennent en compte les normes et obligations réglementaires d'accessibilité dans le coût des opérations.

Dans ce contexte règlementaire et partenarial une rencontre avec les associations a eu lieu en 2014 afin de partager sur des critères de priorisation.
Selon la législation en vigueur, l'Ad'Ap proposé à la délibération a été présenté à la CIPA du 03 mars 2016.

Il est à noter que règlementairement fixé au plus tard au 27 septembre 2015, soit un an après la publication de l'ordonnance, le dépôt de l'Ad'Ap Eurométropole a fait l'objet d'une demande de report de délai, délibérée au Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2015. Un report du dépôt de l'Ad'Ap de six mois a été accordé par les services de l'Etat compte tenu de la taille et de la complexité du patrimoine de l'Eurométropole.

L'Ad'Ap des ERP publics de l'Eurométropole

1. ERP accessibles au 31/12/2014

A la date de la présente délibération, l'Eurométropole de Strasbourg recense 10 ERP répondant aux règles d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2014, dont la conformité est documentée par des attestations d'accessibilité envoyées à la préfecture, conformément aux obligations règlementaires.

2. Synthèse de la phase de diagnostic

La totalité du patrimoine des ERP a fait l'objet d'un diagnostic intégrant un état des lieux des conditions d'accessibilité, la liste des travaux nécessaires pour rendre le bâtiment et ses abords accessibles, des préconisations d'ordre fonctionnel le cas échéant ainsi que l'estimation du coût des travaux.

Au delà des obligations règlementaires de diagnostic d'accessibilité concernant uniquement les ERP du 1er groupe (1ère à 4ème catégorie), la collectivité a choisi de réaliser également le diagnostic des ERP de 5ème catégorie afin de disposer d'un état des lieux exhaustif permettant d'appréhender et d'évaluer dans sa globalité le coût des travaux portant sur le patrimoine.

En outre les diagnostics intègrent la prise en compte au titre de la sécurité incendie de l'incidence de l'accessibilité des handicapés et les mesures complémentaires éventuelles liées à l'évacuation différée : locaux d'attente sécurisés, zones de mise à l'abri, possibilité de transfert horizontal, évolution des systèmes d'alarme …

La ligne directrice fixée par la collectivité dans le cadre de l'exécution des diagnostics est d'obtenir pour chaque ERP une réponse à la question : est-il possible pour une personne en situation de handicap et dans des conditions normales de fonctionnement d'accéder, de circuler, de se repérer, de communiquer, de bénéficier des prestations proposées et ce avec la plus grande autonomie ?

3. Périmètre de l'Ad'Ap

Le patrimoine de l'Eurométropole assujetti au dispositif de l'Ad'Ap à la date de la présente demande d'approbation est composé de 50 ERP.

Entrent dans cette assiette non seulement des ERP de compétence Eurométropole lui appartenant en propre, mais également des ERP pris en location auprès de tiers dont la convention de gestion prévoit la prise en charge par l'Eurométropole de Strasbourg des travaux de mise en accessibilité.

Ont été déduits de cette assiette les ERP appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg dont la mise en accessibilité fait l'objet d'un Ad'Ap à déposer par un tiers (Délégation de Service Public pour les parkings, ERP donnés à bail dont la convention de gestion prévoit la prise en charge des travaux par le locataire…).

Ont également été déduits les ERP devant être démolis prochainement, devant faire l'objet d'une mutation immobilière (cession ou dénonciation du bail) ou d'un changement d'usage (ERP inutilisés devenant des locaux sans affectation…).

4. Durée de l'Ad'Ap

L'Ad'AP est un engagement pris par son signataire, de procéder aux travaux de mise en accessibilité nécessaires au respect de la réglementation, dans un délai fixé, et avec une programmation du contenu des travaux et de leurs coûts.

D'une durée de 3ans il peut être porté à 9 ans dans le cas d'un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe en raison du nombre et de la surface des bâtiments concernés.

En application des dispositions prévues au II - 4 de l'article 5 de l'arrêté du 27 avril 2015, conformément au V de l'article D.111-19.34 du code de la construction et de l'habitation et sur le fondement du IV de l'article L. 111-7-7 du code de la construction et de l'habitation la collectivité déposera un Ad'Ap d'une durée totale de 9 ans décomposé en 3 périodes d'une durée de 3 ans chacune.

Cette dérogation au droit commun de 3 ans est fondée sur la disposition règlementaire qui permet d'établir le caractère particulièrement complexe de la mise en accessibilité de son patrimoine dès lors que le nombre de bâtiments concernés est supérieur où égal à 50.

5. Projet stratégique de mise en accessibilité des ERP publics

La programmation de la mise en accessibilité des ERP s'appuie sur une stratégie patrimoniale reposant sur des critères de priorisation concertés et partagés notamment avec les associations de personnes handicapées et présentés à la CIPA.

La stratégie patrimoniale de la collectivité est bâtie en définissant des critères issus des 6 axes stratégiques suivants :

- prendre en compte les demandes des associations de personnes handicapées
- assurer la continuité de la chaine de déplacement
- prendre en compte les enjeux spécifiques aux différents bâtiments
- optimiser « l'efficacité de l'euro investi »
- organiser la répartition territoriale du service rendu
- prendre en compte la réflexion patrimoniale prospective

Elle s'articule autour du croisement d'un ensemble de critères issus des 6 axes stratégiques s'attachant à hiérarchiser et structurer la programmation de mise en accessibilité du parc des ERP.

Axes stratégiques	Critère de priorisation
Prioriser les demandes des associations de personnes handicapées	Accès aux toilettes publiques
Assurer la continuité de la chaine de déplacement	Coordination avec la DEPN pour la mise en conformité de la voirie
Prendre en compte les enjeux spécifiques aux différents bâtiments	Equipements de proximité tous publics
	Accès à la culture
	Accès aux équipements funéraires
Optimiser l'efficacité de l'euro investi	Facilité de mise en œuvre des « travaux minimes et légers » pour l'accessibilité uniquement
	Ratio de coût au m² pour la mise en accessibilité et l'évacuation différée
Veiller à la répartition territoriale du service rendu	Eviter de concentrer les efforts sur une même portion du territoire
Réflexion patrimoniale prospective	Opérations globales, opérations récentes

La programmation proposée repose sur un scénario de mise en accessibilité des établissements en traitant de manière exhaustive toutes les non-conformités en une seule opération, qui peut faire l'objet d'un phasage en tranches de travaux. Il intègre la prise en compte au titre de la sécurité incendie de l'incidence de l'accessibilité des handicapés et les mesures complémentaires éventuelles liées à l'évacuation différée.

6. Programmation pluriannuelle des travaux de mise en accessibilité

La répartition pluriannuelle proposée des ERP résulte de l'application des critères issus de la stratégie patrimoniale. Elle se développe sur les 3 périodes de 3 ans de l'Ad'Ap et inclus les opérations de restructuration globale identifiées au plan pluriannuel

d'investissement ainsi que les opérations actives ou en cours de réalisation, initiées et débutées antérieurement au dispositif de l'Ad'Ap, dont les travaux comprennent la mise en conformité de l'accessibilité et de l'évacuation différée.

Conformément à l'article D.111-19-34 I-6 du code de la construction et de l'habitation la programmation identifie de manière nominative et visible les ERP dont les travaux de mise en accessibilité sont planifiés sur chacune des années de la première période de l'Ad'Ap.

Pour les travaux programmés sur les périodes 2 et 3 ce même article demande uniquement d'identifier globalement les ERP concernés pour chacune d'elle sans imposer d'affectation et d'engagement de l'année de réalisation des actions de mise en conformité.

Ainsi pour les périodes 2 et 3 des ajustements pourront être réalisés en cours d'exécution de l'Ad'Ap, en fonction de demandes émanant des directions thématiques gestionnaires de patrimoine ou de priorités transversales identifiées au sein de la collectivité.

Le détail des ERP dont les travaux de mise en accessibilité sont planifiés sur chacune des années de la première période de l'Ad'Ap est présenté dans le tableau suivant :

Année	Nom de l'établissement ERP	Nom de l'Unité de Gestion
2016	Centre funéraire	Accueil-Funérarium-Chapelle Centre Funéraire Cimetière Nord
	Palais de la musique et des congrès (PMC)	Palais Musique et Congrès
	Palais de la musique et des congrès (PMC)	Palais Musique et Congrès Extension
2017	Gymnase du collège du Stockfeld	Gymnase Collège Stockfeld
2018	Piscine de Hautepierre	Piscine Parc Sports Hautepierre

Coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des ERP

Le tableau ci-après présente le coût total de la mise en accessibilité et de l'évacuation différée en € TTC pour chacune des périodes composant l'agenda et sur chacune des années de la première et de la deuxième période. Le coût des travaux sera intégré dans l'estimation financière de chaque opération.

	Période 1			Période 2			Période 3 2022 à 2024	Total 2016 à 2024
	Année 1 2016	Année 2 2017	Année 3 2018	Année 1 2019	Année 2 2020	Année 3 2021		
Total Ad'Ap	691 000	140 000	100 000	825 000	4 506 000	891 000	4 406 000	11 559 000

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Commission thématique,
Sur proposition de la Commission plénière,
Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,
Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,
Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public
Vu l'avis favorable de la Commission intercommunale pour l'accessibilité du 11 juin 2015 sur la stratégie de priorisation des ERP
Vu le programme des travaux, leurs coûts prévisionnels et leurs délais de réalisation,
après en avoir délibéré
valide

l'Agenda d'accessibilité programmée relatif aux ERP publics de l'Eurométropole ;

autorise

- *le dépôt en préfecture de l'Agenda d'accessibilité programmée portant sur les ERP publics (Etablissement Recevant du Public) de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *le Président ou son représentant à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

40

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Commission intercommunale pour l'accessibilité - Convention avec les communes de l'Eurométropole.

En application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le Conseil de communauté a approuvé par délibération du 26 septembre 2008 la création de la commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées (CIAPH).

Cette commission est devenue la Commission intercommunale pour l'accessibilité (CIPA) en application de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2143-3 du Code général des collectivités locales, la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus. Elle est alors présidée par le président de cet établissement. Elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées au groupement. Les Communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la commission intercommunale les missions de la commission communale.

Il est proposé au Conseil d'approuver la convention offrant la possibilité aux communes membres de confier les missions de leur commission communale à la commission intercommunale pour l'accessibilité de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention offrant la possibilité aux communes de confier les missions de la commission communale à la commission intercommunale pour l'accessibilité de l'Eurométropole,

conformément aux dispositions de l'article L. 2143-3 du code général des collectivités locale.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

CONVENTION CONFIANT A L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG LES MISSIONS RELEVANT DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président, M. Robert HERRMANN

d'une part

Et

- La Commune de ……. ci-après dénommée la Commune, représentée par son/sa Maire en exercice, Madame/Monsieur. ……., en vertu de la délibération du ……

d'autre part

Vu,
- l'article L2143-3 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014,
- la délibération du Conseil de Communauté du 26 septembre 2008 installant la commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du …….,

Préambule :

Les Communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg peuvent au travers d'une convention, confier à la commission intercommunale pour l'accessibilité (CIPA) les missions de leur commission communale.
Dans ce cadre, la Commune de ……. confie à l'Eurométropole de Strasbourg qui l'accepte, les missions de la commission communale pour l'accessibilité.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La commission intercommunale pour l'accessibilité (CIPA) de l'Eurométropole de Strasbourg exercera les missions dévolues à la commission communale pour l'accessibilité.

Article 2 : Obligations de la Commune

Afin de faciliter l'exercice des missions de la commission intercommunale pour l'accessibilité, la Commune s'engage à fournir tous les documents en sa possession utile aux travaux de la commission ainsi que le concours de ses techniciens.

La Commune s'engage à désigner deux représentants pour la commission intercommunale pour l'accessibilité : un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne). Le représentant élu est le correspondant Eurométropole Handicap, et, avec le technicien de la commune, ils sont les contacts privilégiés des services de l'Eurométropole sur la thématique.

La Commune annexera à la présente convention la délibération de conseil municipal actant le transfert des missions de sa commission communale à la commission intercommunale pour l'accessibilité.

Article 3 : Vie de la convention

La présente convention est conclue sans limitation de durée.
Toutefois, la Commune pourra mettre fin à la convention après installation de sa propre commission communale pour l'accessibilité (CCPA) et transmission à l'Eurométropole de la délibération du conseil municipal.

Fait à Strasbourg, le ……/……./20..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Commune
Le Président	Le-la Maire
Robert HERRMANN	…….

41

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

SEM Pole funéraire public de Strasbourg - Cession de créances.

La présente délibération a pour objet d'agréer les travaux réalisés au Centre funéraire et d'autoriser la cession de créances acceptée de la SEM PFPS vis-à-vis de l'Eurométropole de Strasbourg sur l'indemnité de résiliation anticipée du contrat prévue à l'article 34 de la concession.

Contexte de la présente délibération :

Au titre de la délégation de service public approuvée par délibération Communautaire du 1er juin 2012, la SEM pôle funéraire public de Strasbourg est en charge de l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium, de l'entretien et du remplacement des biens d'équipement qui servent à l'exploitation. A ce titre et conformément à l'article 9.3 du contrat de délégation de service public elle a l'obligation de procéder dans les 6 premières années du contrat à la mise aux normes du crématorium concernant le système de filtration et de traitement des fumées ainsi que périodiquement le briquetage des trois fours ; ses travaux doivent être agréés par la Collectivité conformément à l'article 36-2 du contrat de délégation de service public.

Il est précisé que ces biens auront la qualification de biens de retour au sens de l'article 36-2 alinéa 1 du contrat de délégation de service public et feront l'objet d'un retour gratuit à la Collectivité en fin de contrat.

La SEM Pôle funéraire public de Strasbourg (PFPS) va contracter des emprunts, pour un montant total de 850 000 euros, afin de financer la mise aux normes des fours et des filtrations et le changement d'un four de crémation.

En effet, l'arrêté du 28 janvier 2010 impose aux crématoriums de limiter les rejets de polluants dans l'air : au 1er janvier 2018, les crématoriums devront respecter de nouvelles valeurs limites d'émissions plus basses qui induisent d'installer des procédés de traitement et de filtration plus performants que ceux existants.

		normes de rejets actuels	arrêté janv. 2010 pour application 2018	valeur garanties du projet
COT	mg/Nm3	20	20	10

NOx	mg/Nm3	700	500	300
CO	mg/Nm3	100	50	30
poussières	mg/Nm3	100	10	3
HCl	mg/Nm3	100	30	10
SO2	mg/Nm3	120	120	60
dioxines et furanes	ng l TEQ/ Nm3	pas de norme	0,1	0,05
mercure	mg/Nm3	pas de norme	0,2	0,1

Après mise en concurrence, la société ATI a été retenue par la SEM PFPS pour réaliser les travaux visés ci-dessous.

Caractéristiques des travaux :

Les travaux consistent :
- au remplacement du four n°1 pour un four XXL,
- au rebriquetage du four n°2,
- à la mise en place d'une ligne de filtration double.

Les travaux se dérouleront sur 8 mois et seront réalisés de manière à assurer une continuité de fonctionnement du crématorium, deux fours au minimum seront opérationnels en permanence.

Le montant des travaux s'élève à 1,220 M€ HT (total coût opération HT) dont 370 K€ sont financés par fonds propres de la SEM PFPS et 850 K€ par emprunts.

Le Conseil d'administration de la SEM PFPS du 27 mai 2015 a autorisé le Directeur a engager les travaux avec une autorisation d'engagement plafonnée à 850 000 € HT et à en assurer le financement auprès des établissements de crédit.

Après avoir mis en concurrence plusieurs banques, la SEM PFPS a finalement retenue l'offre du Crédit coopératif aux conditions exposées ci-dessous.

Caractéristiques des prêts souscrits auprès du Crédit coopératif :

Montant total des crédits : 850 000 €.

Prêt n° 1: 350 000 €

Durée : 7 ans
Périodicité des échéances : mensuelle à terme échu
Taux d'intérêt fixe : 0,85 %
Mode d'amortissement du capital : amortissement progressif
Garantie d'emprunt de la Collectivité: 50 %
Garantie par cession de créances acceptée sur l'indemnité de résiliation anticipée du contrat prévue à l'article 34 de la convention, due par l'Eurométropole à la SEM PFPS dans la limite d'un montant de 175 000 €.

Le tableau d'amortissement de l'emprunt est joint en annexe à la présente délibération.

Prêt n° 2: 500 000 €

Durée : 10 ans
Périodicité des échéances : mensuelle à terme échu
Taux d'intérêt fixe : 2,02%
Mode d'amortissement du capital : amortissement progressif

- 1er pallier d'amortissement sur 84 mois
- 2ème pallier d'amortissement sur 36 mois

Garantie d'emprunt de la Collectivité: 50%
Garantie par cession de créances acceptée sur l'indemnité de résiliation anticipée du contrat prévue à l'article 34 de la convention, due par l'Eurométropole à la SEM PFPS dans la limite d'un montant de 250 000 €.

Le tableau d'amortissement de l'emprunt est joint en annexe à la présente délibération.

Frais de dossier pour les 2 prêts : 800 €

Les deux prêts seront échus à l'échéance de la délégation de service public, soit au 30 août 2026.

La mise en place de ce prêt est conditionnée à la production par l'emprunteur d'un engagement de l'Eurométropole de Strasbourg de garantir à hauteur de 50 % de l'ensemble des sommes dues au titre des contrats de prêt SEM PFPS/ Crédit coopératif.

Pour rappel ce point a fait l'objet d'une délibération de la Commission Permanente de l'EMS du 26 février 2016, en application de la délibération de délégation du Conseil au Bureau (commission permanente) du 6 juin 2014, point III.

Acceptation de la cession des créances portant sur l'indemnité de fin de contrat prévue à l'article 34 du contrat de concession

En cas de remboursement anticipé obligatoire du prêt à l'échéance de la concession, le Prêteur notifiera au comptable assignataire de l'Eurométropole, dans les formes et selon les conditions prescrites par l'article L313-28 du Code monétaire et financier, la cession des créances portant sur l'indemnité de résiliation anticipée du contrat prévue à l'article 34 de la convention, dans la limite d'un montant de 425 000 €.

L'Eurométropole de Strasbourg sera alors appelée par le Prêteur à lui renvoyer un acte d'acceptation de la cession des créances, dans les formes et conditions prescrites par l'article L313-29 du code monétaire et financier.

L'acceptation de cette cession de créances permet à la Sem PFPS de bénéficier de conditions bancaires plus intéressantes.

Il est précisé que l'acceptation de la cession de créances rend inopposable au Prêteur les exceptions contractuelles d'exécution de la délégation de service public.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération communautaire du 1er juin 2012
approuvant le contrat de délégation de service public
vu le contrat de délégation de service public signé en date du 19 juin 2012
vu les contrats de prêt Crédit Coopératif
vu la décision du Conseil d'administration de la SEM PFPS en date du 27 mai 2015
vu la délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 26 février 2016
vu le code général des collectivités territoriales,
notamment ses articles L5111-4 et L2252-1,
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

- *les travaux réalisés au Centre funéraire sur les fours et pour la mise aux normes des filtrations des fumées,*
- *l'acceptation de la cession de créances, selon les conditions prescrites par l'article L313-29 du code monétaire et financier, portant sur l'indemnité de résiliation anticipée du contrat prévue à l'article 34 de la convention, due par l'Eurométropole à la SEM PFPS dans la limite d'un montant de 425 000 € ;*

s'engage

à ne pas autoriser d'autres sûretés ou droit prioritaire de paiement sur les cessions de créances consenties par la SEM PFPS au Prêteur ;

charge

le Président ou son-sa représentant-e, de signer le contrat de prêt et tout acte, notamment les documents relatifs aux cessions de créances et en particulier l'acte d'acceptation de la cession de créance et tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Echéancier hors assurance, frais et garanties :

Échéances	Prêt n°1	Prêt n°2	Total
Durée (mois)	84	120	
Montant	350 000	500 000	850 000
Taux	0,85%	2,02%	1,68%
84 mois (7 ans)	4 293,33	3 406,85	7 700,18
36 mois (3 ans)		7 700,18	7 700,18
Total échéances	360 639,66	563 381,97	924 021,63

	Prêt 1		Prêt 2		Echéance de
mois	Encours fin	Montant échéance	Encours fin	Montant échéance	sortie
0	350 000		500 000		
1	345 954,59	4 293,33	497 434,82	3 406,85	
2	341 906,31	4 293,33	494 865,31	3 406,85	
3	337 855,16	4 293,33	492 291,49	3 406,85	
4	333 801,15	4 293,33	489 713,33	3 406,85	
5	329 744,26	4 293,33	487 130,82	3 406,85	
6	325 684,50	4 293,33	484 543,98	3 406,85	
7	321 621,87	4 293,33	481 952,78	3 406,85	
8	317 556,35	4 293,33	479 357,21	3 406,85	
9	313 487,96	4 293,33	476 757,28	3 406,85	
10	309 416,68	4 293,33	474 152,97	3 406,85	
11	305 342,52	4 293,33	471 544,28	3 406,85	
12	301 265,48	4 293,33	468 931,19	3 406,85	
13	297 185,55	4 293,33	466 313,71	3 406,85	
14	293 102,72	4 293,33	463 691,82	3 406,85	
15	289 017,01	4 293,33	461 065,51	3 406,85	
16	284 928,40	4 293,33	458 434,79	3 406,85	
17	280 836,89	4 293,33	455 799,64	3 406,85	
18	276 742,49	4 293,33	453 160,05	3 406,85	
19	272 645,19	4 293,33	450 516,02	3 406,85	
20	268 544,98	4 293,33	447 867,54	3 406,85	
21	264 441,87	4 293,33	445 214,60	3 406,85	
22	260 335,86	4 293,33	442 557,19	3 406,85	
23	256 226,93	4 293,33	439 895,31	3 406,85	
24	252 115,10	4 293,33	437 228,95	3 406,85	
25	248 000,35	4 293,33	434 558,10	3 406,85	
26	243 882,69	4 293,33	431 882,75	3 406,85	
27	239 762,11	4 293,33	429 202,91	3 406,85	
28	235 638,61	4 293,33	426 518,55	3 406,85	
29	231 512,19	4 293,33	423 829,67	3 406,85	
30	227 382,85	4 293,33	421 136,26	3 406,85	
31	223 250,58	4 293,33	418 438,33	3 406,85	
32	219 115,39	4 293,33	415 735,85	3 406,85	
33	214 977,27	4 293,33	413 028,82	3 406,85	
34	210 836,21	4 293,33	410 317,23	3 406,85	
35	206 692,23	4 293,33	407 601,08	3 406,85	

36	202 545,30	4 293,33	404 880,36	3 406,85
37	198 395,44	4 293,33	402 155,06	3 406,85
38	194 242,64	4 293,33	399 425,17	3 406,85
39	190 086,90	4 293,33	396 690,68	3 406,85
40	185 928,22	4 293,33	393 951,59	3 406,85
41	181 766,59	4 293,33	391 207,89	3 406,85
42	177 602,01	4 293,33	388 459,58	3 406,85
43	173 434,48	4 293,33	385 706,63	3 406,85
44	169 264,00	4 293,33	382 949,05	3 406,85
45	165 090,57	4 293,33	380 186,83	3 406,85
46	160 914,18	4 293,33	377 419,96	3 406,85
47	156 734,83	4 293,33	374 648,44	3 406,85
48	152 552,52	4 293,33	371 872,24	3 406,85
49	148 367,25	4 293,33	369 091,38	3 406,85
50	144 179,02	4 293,33	366 305,83	3 406,85
51	139 987,81	4 293,33	363 515,59	3 406,85
52	135 793,64	4 293,33	360 720,66	3 406,85
53	131 596,50	4 293,33	357 921,02	3 406,85
54	127 396,38	4 293,33	355 116,67	3 406,85
55	123 193,29	4 293,33	352 307,60	3 406,85
56	118 987,23	4 293,33	349 493,80	3 406,85
57	114 778,18	4 293,33	346 675,26	3 406,85
58	110 566,15	4 293,33	343 851,98	3 406,85
59	106 351,14	4 293,33	341 023,95	3 406,85
60	102 133,14	4 293,33	338 191,16	3 406,85
61	97 912,16	4 293,33	335 353,59	3 406,85
62	93 688,18	4 293,33	332 511,25	3 406,85
63	89 461,22	4 293,33	329 664,13	3 406,85
64	85 231,26	4 293,33	326 812,21	3 406,85
65	80 998,30	4 293,33	323 955,50	3 406,85
66	76 762,34	4 293,33	321 093,97	3 406,85
67	72 523,39	4 293,33	318 227,63	3 406,85
68	68 281,43	4 293,33	315 356,46	3 406,85
69	64 036,47	4 293,33	312 480,46	3 406,85
70	59 788,50	4 293,33	309 599,62	3 406,85
71	55 537,52	4 293,33	306 713,93	3 406,85
72	51 283,53	4 293,33	303 823,38	3 406,85
73	47 026,52	4 293,33	300 927,96	3 406,85
74	42 766,50	4 293,33	298 027,67	3 406,85
75	38 503,47	4 293,33	295 122,50	3 406,85
76	34 237,41	4 293,33	292 212,44	3 406,85
77	29 968,33	4 293,33	289 297,48	3 406,85
78	25 696,23	4 293,33	286 377,61	3 406,85
79	21 421,10	4 293,33	283 452,83	3 406,85
80	17 142,95	4 293,33	280 523,13	3 406,85
81	12 861,76	4 293,33	277 588,49	3 406,85
82	8 577,54	4 293,33	274 648,91	3 406,85
83	4 290,29	4 293,33	271 704,39	3 406,85
84	0,00	4 293,33	268 754,90	3 406,85
85			261 507,13	7 700,18
86			254 247,15	7 700,18
87			246 974,95	7 700,18
88			239 690,52	7 700,18
89			232 393,81	7 700,18
90			225 084,83	7 700,18
91			217 763,54	7 700,18

92		210 429,93	7 700,18
93		203 083,97	7 700,18
94		195 725,65	7 700,18
95		188 354,94	7 700,18
96		180 971,83	7 700,18
97		173 576,28	7 700,18
98		166 168,29	7 700,18
99		158 747,83	7 700,18
100		151 314,87	7 700,18
101		143 869,40	7 700,18
102		136 411,40	7 700,18
103		128 940,85	7 700,18
104		121 457,72	7 700,18
105		113 961,99	7 700,18
106		106 453,65	7 700,18
107		98 932,67	7 700,18
108		91 399,02	7 700,18
109		83 852,70	7 700,18
110		76 293,67	7 700,18
111		68 721,92	7 700,18
112		61 137,42	7 700,18
113		53 540,15	7 700,18
114		45 930,10	7 700,18
115		38 307,23	7 700,18
116		30 671,54	7 700,18
117		23 022,99	7 700,18
118		15 361,56	7 700,18
119		7 687,24	7 700,18
120			7 700,18
	360 639,66		**563 381,97**

(simulation non contractuelle)

42

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Adoption des tarifs 2016 du service des médiathèques.

Le service des médiathèques perçoit ses principales recettes par le biais des inscriptions dont les tarifs et l'évolution sont déterminés par la convention Pass'relle approuvée par délibération du Conseil eurométropolitain du 27 septembre 2007.

Parallèlement, le service des médiathèques perçoit également des recettes dues à la vente d'ouvrages, au remboursement des ouvrages non rendus et des liseuses, à la location de salles et enfin à l'utilisation de l'espace par des libraires.

Il vous est proposé d'adopter les tarifs pour les recettes suivantes :

- les tarifs annuels d'abonnement de la Carte Pass'relle

Ces tarifs sont déterminés par la convention et sa dernière révision du 1er avril 2012, leur vote permet leur entérinement.

- la vente d'ouvrages

La vente d'ouvrages, rendue possible par les délibérations des conseils municipaux et eurométropolitains des 27 et 30 juin 2011, permet de retirer des collections les ouvrages dont l'information est obsolète, le support inutilisable, l'existence n'est plus en cohérence avec les collections, etc. Ces ventes, principalement organisées à la médiathèque Olympe de Gouges, concernent des ouvrages à la fois du réseau ville et du réseau eurométropolitain et rencontrent un véritable succès auprès du public. En effet, à l'occasion de la dernière vente organisée les 9 et 10 octobre 2015, 6 235 ouvrages ont été vendus pour une recette de 12 470 €, à partager entre les collectivités.

- le remboursement des ouvrages non rendus

En cas de perte ou de détérioration des ouvrages, les usagers sont tenus procéder à leur remboursement. Aussi, le service établit un tarif forfaitaire de remboursement par type de documents. Ce tarif se veut au plus près du prix d'acquisition d'un ouvrage.

Deux précisions sont apportées par rapport aux tarifs 2015 en vigueur :

- l'intitulé relatif aux BD : le terme « jeunesse » est remplacé par « petit format », afin d'harmoniser la pratique des collègues et de ne créer aucune situation d'inégalité pour les usagers.
- le terme « ouvrages » est remplacé par « documents », moins restrictif.

- le remboursement des liseuses

Le service, avec le développement des espaces de médiation numérique, propose désormais le prêt de liseuses. Aussi, est-il nécessaire de prévoir des nouveaux tarifs de remplacement de la liseuse, du câble, du chargeur, ainsi que de l'étui de protection.

- la location de salles

La location de salles est déjà prévue pour la médiathèque André Malraux. Elle distingue la salle de conférence et la salle d'exposition. Il est souhaité ajouter à ces tarifs la location du rez-de-chaussée sur la base de l'expérience des sollicitations.

- l'utilisation d'un espace dans les médiathèques par des libraires

Afin de permettre aux libraires locaux de participer aux évènements de la médiathèque, des espaces leur sont mis à disposition pour organiser des séances de dédicaces et/ou de ventes d'ouvrages. Le tarif pour l'utilisation d'un espace dans les médiathèques de l'Eurométropole dans le but de vendre des ouvrages est fixé à 15 €.

- la vente de cartes de photocopies

Afin de permettre aux usagers des médiathèques de bénéficier de service de reproduction, il est souhaité ajouter les tarifs liés aux ventes des cartes de photocopies.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
décide

d'adopter les tarifs annexés à la présente délibération.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

PASS MEDIATHEQUES

Les tarifs annuels d'abonnement de la **Carte Pass'relle** sont les suivants :

1) Abonnement « Livres »
- Plein tarif 8,40 €
- Demi-tarif 4,20 €

2) Abonnement « Multimédia »
- Plein tarif 26,00 €
- Demi-tarif 13,00 €

Les personnes suivantes, sur présentation d'un justificatif, bénéficient du demi-tarif :
- les personnes âgées de 16 à 25 ans,
- les étudiants,
- les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires du RSA, les titulaires d'une carte délivrée par les CCAS, les titulaires d'une carte Culture, Ircos-Cézam, Alsace CE, le personnel de l'Eurométropole et des communes membres et leurs conjoints,

Les personnes suivantes, sur présentation d'un justificatif, bénéficient de la gratuité :
- les jeunes âgés de moins de 16 ans,
- les titulaires de la carte Saphir / Evasion,
- pour emprunter des livres en nombre : les personnes travaillant dans une école, un centre de loisirs, un établissement de la petite enfance, les assistantes maternelles.

Le tarif de remplacement de la carte « Pass », en cas de perte ou de vol, est de 2,00 €.

Date d'effet : 1er avril 2016

VENTE D’OUVRAGES SORTIS DES COLLECTIONS

Les tarifs en cas de vente d’ouvrages sortis des collections des médiathèques de l’Eurométropole sont fixés comme suit :

- Lot de périodiques : 2,00 €
- Document imprimé : 2,00 €
- CD : 2,00 €

Date d’effet : 1er avril 2016

FORFAITS EN CAS DE PERTE, DE DETERIORATION OU DE RETARD DANS LA RESTITUTION DE DOCUMENTS, LISEUSES ET ACCESSOIRES DANS LES MEDIATHEQUES EUROMETROPOLITAINES

Pour les **Médiathèques de l'Eurométropole** (Médiathèque André Malraux, Médiathèque Sud, Médiathèque Ouest), les dispositions suivantes s'appliquent en cas de perte, détérioration d'un document (article 24 du règlement intérieur des médiathèques eurométropolitaines), d'une liseuse ou d'un accessoire (article 26 du règlement intérieur des médiathèques eurométropolitaines) ou de retard dans leur restitution (articles 25 et 27 du règlement intérieur des médiathèques eurométropolitaines).

Les personnes inscrites dans les médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg et les personnes investies de l'autorité parentale pour les mineurs inscrits dans ces médiathèques sont tenues, en cas de perte, de détérioration de documents, boîtiers, liseuses et accessoires ou de retard dans leur restitution de les rembourser en acquittant le forfait mentionné ci-après :

a) Documents

- Périodique (quotidien et hebdo)	2,00 €
- Périodique (autre document)	8,00 €
- Livre de poche ou roman jeunesse	12,00 €
- Album enfant	15,00 €
- Mangas poches, premières lectures, BD petit format	7,00 €
- Bande dessinée, manga grand format	15,00 €
- Livre	20,00 €
- Livre CD ou livre DVD	25,00 €
- CD simple ou CD texte lu	20,00 €
- Coffret de deux CD ou CD texte lu	27,00 €
- Coffret à partir de trois CD ou CD texte lu	37,00 €
- Un DVD ou Blu-Ray	30,00 €
- Coffret de deux DVD ou Blu-Ray	45,00 €
- Coffret à partir de trois DVD ou Blu-Ray	60,00 €
- Livre d'art, album de photographie, livre « rare »	60,00 €
- Livre technique, scientifique, « beau » livre	40,00 €
- Méthode de langue	40,00 €
- CD Rom	30,00 €
- Partition	25,00 €

b) Boîtiers de CD ou de DVD

- boîtier CD	1,00 €
- boîtier DVD simple	1,50 €
- boîtier DVD double	2,00 €

c) Liseuses et accessoires

- la liseuse	130,00 €
- le câble	10,00 €
- le chargeur	11,00 €
- l'étui de protection	30,00 €

LOCATION DES SALLES DE LA MEDIATHEQUE ANDRE MALRAUX

Location **des salles de la Médiathèque André Malraux** (T.T.C dont TVA 20 %) :

- location de la salle de conférence (forfait pour une demi-journée)	475,00 €
- location de la salle de conférence (forfait journalier)	890,00 €
- location de la salle d'exposition (forfait pour une demi-journée)	360,00 €
- location de la salle d'exposition (forfait journalier)	725,00 €

Les tarifs mentionnés ci-dessus sont augmentés lorsque la salle est louée en dehors des heures d'ouverture de la médiathèque au public de 75,00 € TTC par heure de location.

- location du rez-de-chaussée hors salles de conférence et d'exposition en dehors des ouvertures (forfait pour une demi-journée)	1 000,00 €
- location du rez-de-chaussée hors salles de conférence et d'exposition en dehors des ouvertures (forfait journalier)	2 000,00 €

Date d'effet : 1er avril 2016

UTILISATION D'UN ESPACE DANS LES MEDIATHEQUES DANS LE BUT DE VENDRE DES OUVRAGES

Le tarif pour **l'utilisation d'un espace dans les médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg** dans le but de vendre des ouvrages est fixé à :

15,00 € TTC par journée d'occupation.

Date d'effet : 1er avril 2016

VENTE DE CARTES DE PHOTOCOPIES DANS LES MEDIATHEQUES EUROMETROPOLITAINES

Vente de carte de photocopies en euros TTC:

- carte de 1 unité	0,15 €
- carte de 20 unités	1,40 €
- carte de 50 unités	2,55 €
- carte de 100 unités	4,50 €
- carte de 250 unités	10.50 €
- carte de 500 unités	20,50 €

Date d’effet : 1er avril 2016

43

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Vente des parts de la SAEMSL SIG Basket au profit de la SAS SIG & Entreprises.

La présente délibération a pour objet de présenter le projet de vente des actions de la SIG au profit de la SAS SIG & Entreprises.

L'Eurométropole de Strasbourg accompagne, par convention d'objectifs, la réflexion prospective de la SIG pour son nouveau projet de club, qui consiste à atteindre une dimension européenne et se rapprocher des standards des grands clubs européens. Les principaux axes de développement visent à une augmentation du budget de 6,7 M€ à 8 puis 10 M€, la transformation du Rhenus Sport en Aréna, afin de proposer une capacité d'accueil de 8 000 à 10 000 places, des loges privatives pour les principaux partenaires, des salons de réception, des espaces de restauration, etc. Ce projet passe par une évolution de la structure juridique du club.

En effet, pour faciliter la gouvernance et moderniser le fonctionnement du club, il est souhaité un retrait des collectivités de la structure du club, et sa transformation en Société anonyme sportive professionnelle. Cette évolution était d'ailleurs prévue à la création de la SEM. Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg propose de vendre ses 1081 actions à la SAS SIG & Entreprises, qui rassemble les principaux sponsors de la SIG et détient actuellement 36 % du capital, au cours du 2ème trimestre 2016.

Depuis la prise de participation dans le capital de la SAEMSL autorisée par délibération du Conseil communautaire du 12 juillet 2013 et l'augmentation du capital autorisée par délibération du 20 décembre 2013, le capital social de la SAEMSL SIG Basket est de 399 500 €. Il se décompose en 5 247 actions avec une valeur nominale de 76,22 € par action. La répartition du capital social de la SAEMSL SIG Basket est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions
Ville de Strasbourg	1322
Eurométropole de Strasbourg	**1081**
Ville d'Illkirch-Graffenstaden	272
SAS SIG et Entreprises	1873
SAS SIG et Territoires	630
10 personnes physiques	69
Total	5247

Actuellement, l'Eurométropole de Strasbourg détient ainsi 1081 actions dans le capital de la SAEMSL SIG, qu'il est proposé de céder à la SAS SIG & Entreprises au prix de la valeur nominale de l'action, soit 76,22 €. Le montant total de la recette pour l'Eurométropole de Strasbourg s'élèvera à 82 394 €.

La ville de Strasbourg vendra également à la valeur nominale ses 1322 actions pour une valeur de 100 763 € et la ville d'Illkirch-Graffenstaden ses 272 actions pour un montant de 20 732 €.

Il est précisé que l'actif net par action s'élève au 30 juin 2015 à 88,99 €.

Cette autorisation de cession est toutefois liée à la condition suspensive suivante :

- l'acceptation du projet d'achat des actions de l'Eurométropole de Strasbourg du capital social de la SAEMSL SIG Basket soit validée par l'assemblée générale extraordinaire de la SAS SIG & Entreprises sur la proposition de son Président.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la vente de 1081 actions du capital social de la SAEMSL SIG Basket au profit de la SAS SIG & Entreprises pour un montant total de 82 394 €, sous réserve de la condition suspensive suivante : que le projet d'achat des actions de l'Eurométropole du capital social de la SAEMSL SIG Basket soit validée par l'assemblée générale extraordinaire de la SAS SIG & Entreprises sur la proposition de son Président ;

décide

l'encaissement de la recette sur la ligne budgétaire suivante :

- *30 / 775 / SJ03F : pour les recettes issues de la cession de 1081 actions au prix de leur valeur nominale, dont le total s'élève à 82 394 € ;*

autorise

- *le Président ou son-sa représentant-e à procéder à la vente de 1081 actions de la SAEMSL SIG Basket et à signer pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg tous les documents et conventions relatifs à cette opération ;*

- *les représentants de l'Eurométropole de Strasbourg au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée générale extraordinaire à voter pour la vente des actions détenue par l'Eurométropole de Strasbourg dans le capital de la SIG à la SAS SIG & Entreprises.*

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

44

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du jeudi 24 mars 2016

Patinoire Iceberg : convention transactionnelle pour la clôture du contrat de délégation de service public et reprise en régie.

1. Fin du contrat de délégation de service public

La patinoire de l'Iceberg, située sur le site de la Rotonde, a été inaugurée par la Communauté urbaine de Strasbourg en décembre 2005. Il s'agit d'un équipement sportif polyvalent, composé de deux pistes, ouvert toute l'année, permettant l'accueil de spectacles de glace, ludiques comme de compétitions de haut niveau, en hockey sur glace ou patinage artistique. La fréquentation annuelle actuelle s'élève à
100 000 entrées.

Depuis 2005, la gestion de l'équipement a été déléguée par voie de délégation de service public (DSP), sous forme de régie intéressée à la société Vert Marine, d'abord, puis à partir de janvier 2011, par voie d'affermage à la société Ellipse via sa filiale SNC l'Iceberg. Cette délégation de service public est suivie dans le cadre de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, le dernier rapport datant de 2014 est joint à la présente délibération.

Depuis le début du contrat, la société Ellipse cumule un déficit de 457 000 € de 2011 à 2014 et est défaillante dans la gestion technique et quotidienne de l'équipement. Ainsi le délégataire actuel a sollicité l'Eurométropole de Strasbourg pour anticiper la clôture du contrat au 30 juin 2016, au lieu du 31 décembre 2016. Les comptes de la délégation de service public sont joints à la présente délibération.

Afin d'entériner la clôture anticipée du contrat de DSP, il convient, dès lors, de signer une convention transactionnelle entre la société Ellipse et l'Eurométropole de Strasbourg qui viendra déterminer les montants financiers à verser par la collectivité au délégataire au titre :

- du rachat des biens et des stocks,
- de la subvention d'exploitation,

et clôturer définitivement ce contrat au 30 juin 2016. Le projet de convention transactionnelle est joint à la présente délibération.

La convention transactionnelle détermine le montant de la subvention d'exploitation pour la moitié d'une année d'exploitation, soit 250 000 €, auquel s'ajoute la moitié du montant

de l'avenant n° 1 estimés pour l'année 2016 à 13 500 € ainsi que les montants négociés entre la société Ellipse et l'Eurométropole, soit 255 911 €.

Ce montant correspond au montant des travaux à effectuer, aux frais liés à la reprise du personnel et déduit des recettes constatées d'avance.

2. Travaux de réfection de la patinoire

Des travaux sur la patinoire seront effectués par la Collectivité à compter du 17 mai 2016, ils concernent la reprise de la rambarde. Par ailleurs, la Direction des Sports réalisera également des travaux de peinture, de remise en état des sanitaires et des installations techniques, des travaux d'installation du logiciel de caisse et du contrôle d'accès de la patinoire.

Par ailleurs, pour améliorer les services offerts aux usagers, des casiers informatisés seront installés. Ces casiers informatisés seront transférés de la piscine de Hautepierre, actuellement fermée pour travaux, vers la patinoire. Enfin, le stock de patins à glace sera renouvelé.
Le budget prévisionnel de ces travaux d'entretien (hors rambarde) s'élève à
200 000 € TTC.

3. Reprise en régie de l'exploitation de la patinoire à compter du 1er juillet 2016

A compter du 1er juillet 2016, la patinoire sera exploitée en régie par la Direction des sports, le pilotage sera assuré par le service Piscines, plans d'eau et patinoire. L'établissement sera intégré à l'unité 4 en charge de la piscine de la Hardt, des plans d'eau et de la piscine du Wacken.
Les missions de coordination, de relations avec les usagers et les clubs résidents, l'attribution et la gestion des créneaux aux utilisateurs de l'équipement et l'utilisation des pistes de glace seront réalisées en régie et piloté par le responsable de l'unité 4. Un technicien en assurera le suivi technique. Toutes les autres prestations feront l'objet de marchés publics. Le lancement des marchés est délibéré en Commission permanente du 24 mars 2016.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
vu l'avis du Comité technique du 2 juillet 2015
vu l'avis du Comité technique du 4 décembre 2015
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. *la signature de la convention transactionnelle avec la société Ellipse et le Président et ou son-sa représentant-e autorisant la clôture anticipée du contrat au 30 juin 2016;*

2. la reprise du pilotage de la patinoire en régie, son rattachement à l'unité 4 du service Piscines, plans d'eau et patinoire et son exploitation par voie de marchés publics,

décide

l'imputation des dépenses sur les : 325 – 67433 - 8057– SJ03H –du budget 2016 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 300 000€ et des dépenses de travaux sur le budget 324 – 21351 – 414 – SJ00 dont le montant disponible s'élève à 200 000 €;

autorise

le président ou son-sa représentant-e à signer tous les conventions et documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 mars 2016
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 29 mars 2016

Gestion de la patinoire

Exploitation de la patinoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Contrat d'affermage :
- signature : 20/12/2010
- début d'exploitation : 01/01/2011
- avenant n°1 du 03/05/2013
- avenant n°2 du 06/06/2014
- échéance : 31/12/2016
- durée : 6 ans
- redevance fixe indexée de 10 704,70 € + intéressement (0 € pour 2014)
- subvention d'exploitation versée par l'EMS en 2014 : 480 387,62 € TTC

Service référent : Vie sportive (Direction des Sports)

L'ICEBERG

Société en nom collectif

rue Pierre Nuss – 67200 Strasbourg
☎ 03 90 20 14 14 🖷 03 90 20 14 15

Structure dédiée à la délégation : oui
Capital social : 3 200 €

Géré par SNC Iceberg
Gérant : Laurent ONEDA

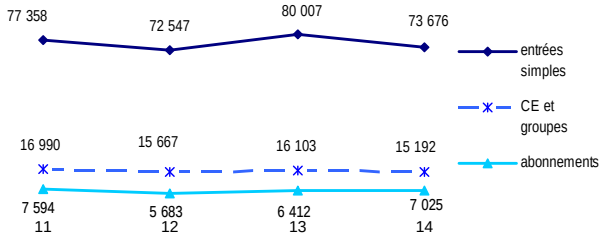
Direction du site : Bruno BAUMANN

Effectif moyen affecté à la délégation : 14,6 Etp

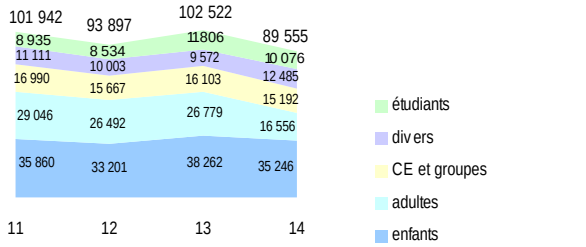
Indicateurs

❖ ACTIVITE

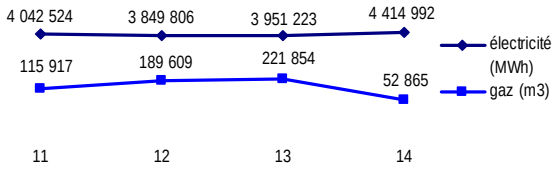
Evolution des entrées payantes : 98 271 entrées en 2014



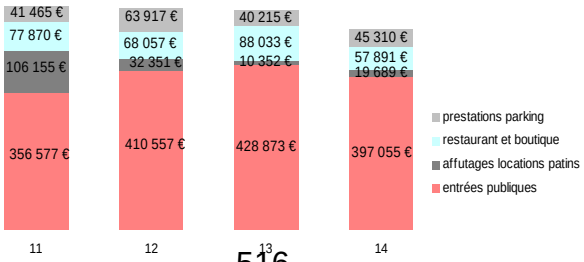
Evolution de la fréquentation par type de public (hors scolaire et karting)



Evolution de la consommation des fluides



Répartition du chiffre d'affaires de 2011 à 2014



516

La CUS (devenue Eurométropole de Strasbourg au 1er janvier 2015) a confié au 1er janvier 2011 à la SAS Ellipse, via la filiale dédiée SNC Iceberg, l'exploitation de la patinoire située sur le site de la Rotonde à Strasbourg, par un contrat d'affermage de 6 ans.

L'Iceberg est un équipement polyvalent ouvert toute l'année, permettant l'accueil de spectacles ludiques comme des compétitions de haut niveau en hockey sur glace ou en patinage artistique ; il offre deux pistes. D'un coût de 25,2 M€ TTC, l'ouvrage a été inauguré par l'EMS le 18 décembre 2005.

La fréquentation 2014 a baissé de 5,81% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires n'est pas à la hauteur des prévisions et au final l'exploitation de l'équipement génère un déficit de 93 K€, soit au total 438 K€ après 4 années d'exploitation.

L'activité 2014

La fréquentation payante de la patinoire en 2014 est en baisse à 98 271 entrées payantes, soit -5,81% par rapport à l'année 2013 qui avait été marquée par 3 semaines de fermeture pour la réalisation de travaux (du 8 au 28 juillet).

Par ailleurs, en 2013, la patinoire avait accueilli les championnats du monde de hockey féminin (du 6 au 13 avril) qui ont mobilisé la piste sportive fermée au public.

Au final, l'activité 2014 se traduit par une baisse de fréquentation des étudiants (-14,7%), des enfants (-5,7%) ainsi que des comités d'entreprises et groupes (-5,7%).

En revanche, le nombre de fréquentation « divers » augmente de plus de 30% avec près de 12 500 entrées. Cette hausse est principalement liée au succès des mini séances.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la délégation de service public

	2014	2013
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	653 262	684 302
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	480 388	476 783
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	1 264
Autres produits	1	139
Total	1 133 650	1 162 488
Charges d'exploitation		
Achats	31 419	59 867
Variation de stocks (stock initial-stock final)	2 891	11
Services extérieurs	765 439	778 775
Impôts, taxes et versements assimilés	26 158	37 321
Charges de personnel	322 367	361 732
Dotations aux amortissements et provisions	41 603	51 216
Autres charges	23 999	21 024
Total	1 213 878	1 309 945
RESULTAT D'EXPLOITATION	-80 227	-147 456
Produits financiers	-	-
Charges financières	2 296	3 797
RESULTAT FINANCIER	-2 296	-3 797
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	-
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	-93 455	-140 323

La patinoire a dû être fermée à titre exceptionnel pour une période de 3 semaines (du 8 au 28 juillet 2013), pour effectuer des travaux techniques relevant du délégant, comprenant notamment la révision du groupe froid et du traitement d'air. Un avenant n°2 au contrat a été délibéré le 6 juin 2014 pour indemniser à hauteur de 16 K€ le délégataire de la perte d'exploitation liée à la fermeture.

Les tarifs n'ont pas connu d'évolution contractuelle significative en 2014, seuls de légers ajustements concernant certains tarifs ont été effectués suite à la hausse de la TVA (le taux normal passant de 19,6% à 20%).

Le délégataire propose en moyenne une animation par semaine, selon les périodes scolaires et les périodes de vacances (soirée déguisée, mini jeux sur glace, bombes à eau, St Valentin, etc.). L'animation « laser on ice » proposé par Ellipse a perduré à une fréquence bimensuelle.

Malgré un plan de communication important, axé très fortement sur les nouvelles technologies (site internet, page facebook, service sms), le délégataire a du mal à capter une nouvelle clientèle.

L'activité de karting sur glace qui peinait à se développer en 2013 avec un recul de 37% : connaît une hausse de 12% par rapport à l'exercice précédent mais reste largement inférieure aux prévisions (-61%).

L'enquête de satisfaction réalisée sur la patinoire de l'Iceberg conclut à un taux de satisfaction globale stable de 93%, identique à 2013.

La patinoire est occupée pour près de la moitié du temps (49%) par les associations sportives résidentes517e club de sports de glace Strasbourg Alsace occupe au total 3 757 heures la glace dans l'année, suivi de l'Etoile noire (ligue Magnus de hockey sur glace) avec 407 heures, et le club de curling avec 156 heures.

La société prend à sa charge l'entretien et les réparations des surfaceuses, kartings et mobiliers. Elle procède également à l'entretien régulier des compresseurs et des groupes froid via la société Dalkia, qui elle-même fait appel à la société Johnson Controls en cas de besoin. Le montant des charges d'entretien-réparation, y compris les contrats avec Dalkia, s'élève à 128 K€ en 2014 (contre 123 K€ en 2013).

Un chiffre d'affaires impacté par une baisse de la fréquentation

Le chiffre d'affaires est impacté par l'absence de conquête d'une nouvelle clientèle et par la fin de l'effet catalyseur apporté par l'émission télévisé « Ice Show » qui n'a pas été reconduit en 2014 et qui avait eu pour effet de booster la fréquentation sur l'exercice précédent.

Les produits d'exploitation sont donc en diminution passant de 1 162 K€ à 1 134 K€ en 2014 (-3%). Ils sont fortement inférieurs aux prévisions initiales (-26%) et incluent :

- pour 58% des recettes liées à l'activité commerciale (entrées, bar, etc.),
- pour 42% des subventions liées aux contraintes d'exploitation et à la mise à disposition de l'équipement aux clubs professionnels et associations.

Les recettes commerciales sont en diminution de -4,5% et passent de 684 K€ à 653 K€, du fait principalement de la baisse des entrées publiques.

Celles-ci représentent à elles seules plus de 60% des recettes commerciales, elles passent de 418 K€ à 397 K€ en 2014.

Pour rappel, l'année 2013 avait été financièrement marquée par une régularisation comptable de facturations indues en 2011 sur les entrées clubs d'un montant de 55 K€. Cette régularisation masque donc une baisse plus importante en 2014, qui se situe autour de 10% du chiffre d'affaires.

Les recettes liées aux comités d'entreprises baissent de près de 45% ; cette diminution s'explique par la mise en place d'un nouveau ticket CE qui remplace les anciens tickets, intraçables, falsifiables et impossibles à affranchir.

Les recettes ventes restaurant et boutique baissent également de 34% suite à la sous-traitance à partir de septembre 2014 de la cafétéria auprès de la société Selecta. Le recours à la sous-traitance implique corrélativement une baisse des charges liées aux achats de nourriture.

Les recettes non commerciales sont en baisse pour leur part de 2,8% et se composent principalement d'une subvention contractuelle de 480 K€.

La baisse s'explique par le versement en 2013 par l'EMS d'une subvention complémentaire de près de 18 K€ à Ellipse, découlant de l'avenant n°1 relatif à la prise en charge du centre de formation du Hockey mineur, à l'utilisation de la salle Vip et au surcoût des heures compétitions de l'Etoile noire.

- Des charges d'exploitation maîtrisées

Depuis 4 ans le délégataire poursuit une politique de réduction des charges : celles-ci diminuent de 7% par rapport à 2013 à 1,2 M€.

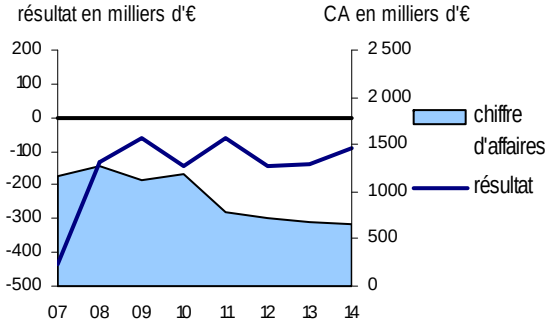
Elle concerne principalement les frais de personnel qui ont diminué de 11%, passant de 362 K€ à 322 K€ suite à la réorganisation des postes (nouveau directeur de site) et à la sous-traitance de la cafétéria qui entraîne une baisse des achats de -43% passant de 60 K€ à 31 K€.

En revanche certaines charges sont en hausse comme l'achat d'électricité - eau glacée qui connaît une hausse de 15 K€ (+5%), les frais de gardiennage qui connaissent une forte progression de 26% due à l'augmentation de l'amplitude horaire de présence et à la diversité des missions de gardiennage, ainsi que les prestations de traiteur (soirée Karting) et animations en hausse de +10 K€.

Malgré la baisse des charges d'exploitation, la délégation génère à nouveau une perte d'exploitation de l'ordre de 93 K€ (contre -140 K€ en 2013).

Après quatre années déficitaires d'exploitation, la situation financière de la délégation reste préoccupante malgré une réduction de la perte d'exploitation.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Les perspectives

Les travaux sur la rambarde de la piste olympique, prévus en 2015 pour une période de 3 mois sont finalement décalés à nouveau d'un an, à l'été 2016. Le montant de ces travaux, à la charge du délégant, est estimé à 480 K€.

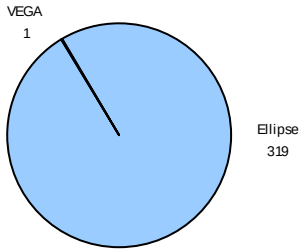
Un des enjeux majeurs de 2015 sera de réduire le déficit et d'améliorer la fréquentation de l'équipement par une optimisation du fonctionnement de la patinoire.

Le délégataire a demandé l'arrêt anticipé du contrat de DSP au 30 juin 2016 au lieu du 31 décembre 2016.

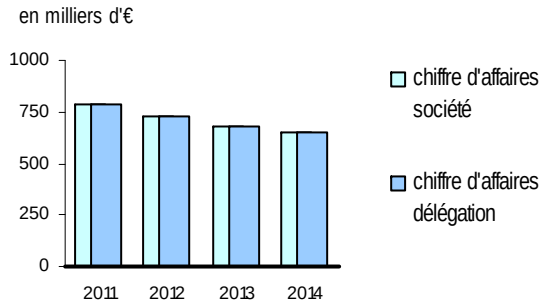
La réflexion de l'EMS est en cours sur un accord de principe qui impliquerait un avenant n°3 de clôture. Elle intègre un éventuel changement du mode de gestion via des marchés publics allotis pour une durée de 3 ans (exploitation commerciale et technique). Le personnel actuel de la patinoire 14 Etp serait repris dans les différents marchés publics de la patinoire ; seuls le directeur et le comptable de la patinoire seront des agents de la collectivité.

Le délégataire

Son actionnariat (en nombre de parts)

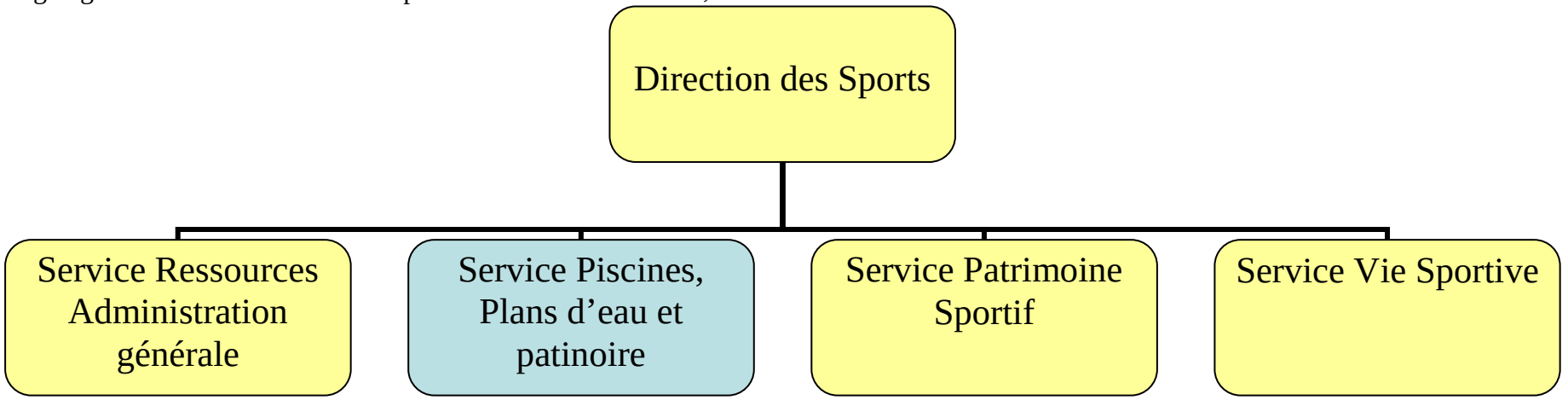


Poids de la délégation au sein de la société

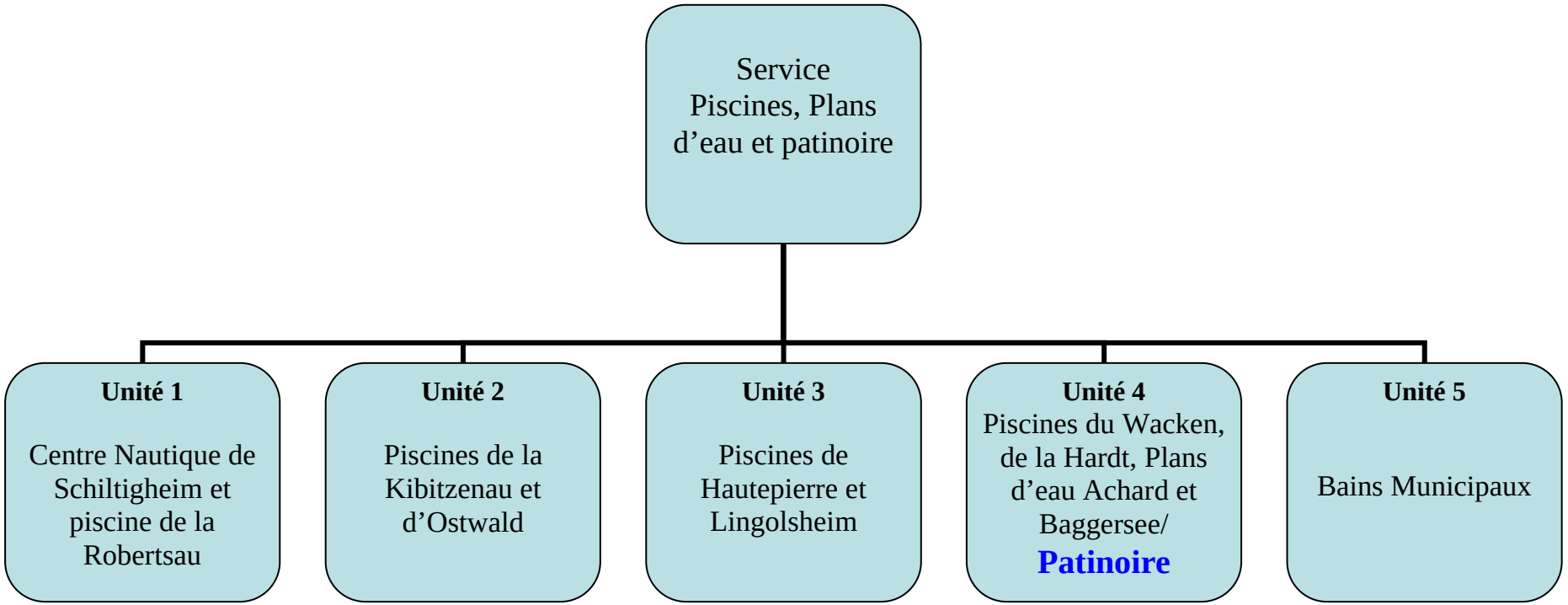


nombre d'entrées	101 942	96 314	103 983	98 610
années	2011	2012	2013	2014
CHIFFRE D'AFFAIRES	**777 680**	**721 589**	**723 384**	**644 462**
entrée publics (enfants et adultes)	300 778	346 001	428 874	397 055
impayés clubs sportifs inclus dans la subvention	93 788	727	0	22 714
comités d'entreprise	55 799	53 446	53 491	32 025
scolaires CUS et hors CUS	19 778	15 010	8 812	17 616
locations des patins	106 155	32 948	10 352	19 689
activités	27 603	41 300	42 058	51 366
location patinoire / montage de nuit	61 977	100 182	51 548	797
autres (dont offres promotionnelles)	92			
prestation karting	41 465	63 917	40 215	45 310
ventes des produits (restaurant et boutique)	70 246	68 057	88 034	57 891
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	**443 325**	**464 447**	**476 783**	**480 388**
PRODUITS DIVERS yc les avantages en nature	**1 414**	**860**	**17 629**	**136**
REPRISE S/PROVIS°, AMORTIS.[T] ET TRANSF CHARGES	**16 090**	**2 880**	**0**	
AUTRES PRODUITS (régulation Hockey mineur)	**8 510**	**6 519**	**-55 309**	**8 799**
TOTAL DES PRODUITS	1 247 019	1 196 295	1 162 487	1 133 785
ACHATS	**471 021**	**508 902**	**516 119**	**511 703**
eau	12 394	14 826	12 615	13 558
électricité	270 437	283 229	302 522	317 381
gaz	88 345	116 655	110 855	109 190
gaz surfaceuse	6 343	6 959	7 797	8 660
carburant	476	389	614	350
fournitures d'entretien et petit équipement	16 321	17 412	15 310	11 700
fournitures administratives	2 530	3 091	2 027	2 330
fournitures/entretien karts	1 393	1 397	739	0
billetterie et cartes	1 021	30	472	1 146
vêtements de travail	3 546		652	
produits pharmacie	515	712	225	472
prestations traiteur karting	20 616	12 954	2 413	12 607
achats produits bar	47 085	51 249	59 878	34 310
SERVICES EXTERIEURS	**149 093**	**163 728**	**151 901**	**157 622**
prestation de services	12 000	12 240	12 484	12 735
gros entretien (Dalkia P3)	22 104	24 958	23 589	23 806
entretien (Dalkia P2)	50 824	54 841	56 255	57 205
contrats de maintenance	40 974	52 264	43 885	47 377
locations matériel (photocopieur)	5 320	4 082	2 464	2 861
assurance	17 872	15 344	13 224	13 640
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**201 155**	**171 104**	**137 984**	**125 871**
contribution aux frais du siège	40 000	40 800	41 616	42 448
frais de gardiennage	50 156	44 782	41 448	52 108
promotion et communication	60 879	49 880	5 819	0
frais de transports sur achat	228	161		
missions/réception/déplacement	11 169	5 940	7 564	1 473
frais postaux	592	685	380	391
téléphone/fax/internet	5 422	5 490	4 879	5 194
commissions bancaires	3 538	4 737	3 783	3 890
honoraires	2 871	7 238	19 276	8 592
cout et création société dédiée	7 809			
transports sur achat, colloques séminaires	8 491	862	2 464	1 070
redevances d'occupation du domaine public	10 000	10 529	10 755	10 705
IMPOTS ET TAXES	**26 719**	**32 604**	**41 086**	**32 718**
taxe d'apprentissage	1 341	1 331	1 314	1 163
formation professionnelle	4 949	6 282	5 475	4 815
redevances sacem et autres	5 095	8 811	10 112	12 402
contribution écon. territoriale (CET)	554	1 105	8 808	59 572
taxe enlèvt ordures ménagères	14 780	15 076	15 378	-45 234
PERSONNEL	**423 367**	**424 261**	**411 638**	**344 361**
salaires	326 375	319 505	291 690	264 441
charges du personnel	84 372	86 278	74 748	61 037
médecine de travail	2 178		1 640	2 732
personnel intérimaire	3 891	15 178	43 106	15 761
frais de formation	6 550	3 300	454	390
RESULTAT FINANCIER intérêts d'emprunt	**4 072**	**5 761**	**3 797**	**2 431**
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**30 368**	**35 644**	**51 216**	**41 603**
amortissement	30 368	35 644	38 825	41 603
provisions (prud'hommes)			12 391	
TOTAL CHARGES	1 305 795	1 342 004	1 313 741	1 216 308
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**-58 777**	**-145 709**	**-151 254**	**-82 523**
intéressement sur le résultat brut				
impôt sur les sociétés (crédit d'impôt CICE)			**-10 931**	**-10 931**
RESULTAT NET	-58 777	-145 709	-140 323	-93 454

Organigramme de la Direction des Sports et du Service Piscines, Plans d'eau et Patinoire



Organigramme du service piscines, plans d'eau et patinoire après avis du Comité technique au 2 juillet 2015



DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE LA PATINOIRE L'ICEBERG DE STRASBOURG

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL DE FIN DE CONTRAT D'EXPLOITATION

Le présent protocole qui fixe les modalités de fin de contrat d'exploitation est conclu entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, sise à Strasbourg, 1 parc de l'Etoile
prise en la personne de son représentant légal, Monsieur le Président Robert HERRMANN, habilité en application d'une délibération du Conseil Communautaire du

Dénommée le délégant, d'une part,

ET

la société Ellipse, dont le siège est à Paris (75007), 101 rue de Lille,
prise en la personne de son Président, Monsieur Olivier HIBAL, représenté par délégation par Monsieur Franck BOUCHER, Directeur délégué du Pôle patinoire

et la société Iceberg snc, dont le siège est à Strasbourg (67200), rue Pierre Nuss,
prise en la personne de son gérant, Monsieur Franck BOUCHER

Dénommés conjointement ci après le délégataire, d'autre part

EXPOSE DES FAITS

La Communauté urbaine de Strasbourg a attribué par délibération du 26 novembre 2010 à la société Ellipse sas le contrat de délégation de service public pour la gestion de la patinoire communautaire l'Iceberg.

La durée de ce contrat était de 6 ans à compter du 1er janvier 2011, son terme normal étant fixé le 31 décembre 2016.

Le contrat de délégation de service public exigeait la création d'une structure juridique spécifique au périmètre de la DSP. A cet effet, la société Ellipse a créé une filiale dénommée l'Iceberg SNC.

Un avenant n°1 au contrat de délégation de service public, approuvé par délibération du Conseil communautaire du 3 mai 2013, a modifié le mode de calcul de la subvention, la facturation des heures supplémentaires du centre de formation de Hockey et les modalités de la mise à disposition de la salle VIP.

Un avenant n°2, approuvé par délibération du Conseil communautaire du 6 juin 2014, a indemnisé le délégataire à hauteur de 16 151,83 € des travaux réalisés sur l'équipement du 8 au 28 juillet 2013.

L'Eurométropole de Strasbourg a été subrogée dans l'ensemble des droits et obligations de la Communauté urbaine résultant de la convention de délégation de service public en date du 1er janvier 2015.

Par courrier en date du 23 octobre 2014, la société Ellipse sas, délégataire a demandé la résiliation anticipée du contrat de délégation de service public au 30 juin 2016.

L'Eurométropole et le délégataire se sont donc rapprochés afin de définir d'un commun accord les modalités financières et juridiques de cette résiliation.

C'est dans ce contexte, après discussions et concessions réciproques, que les Parties sont parvenues à un accord en application des dispositions des Articles 2044 et suivants du Code civil.

Le présent protocole définit les actions à mener dans le cadre de la fin du contrat d'exploitation et vise à préparer le transfert du bien et du service en vue d'assurer la continuité du service public.

Ce protocole a notamment pour objectif de définir les modalités de mise en œuvre des opérations de fin de contrat en terme de :

- remise des biens,
- reprise du personnel,
- livrables,
- flux financiers.

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

I Durée du contrat

Par exception à l'article 3 de la convention de délégation de service public qui fixe l'échéance du contrat au 31 décembre 2016, les parties conviennent que le contrat prendra fin au 30 juin 2016.

II Indemnisation de résiliation anticipée du contrat

L'article 41 : « Résiliation du contrat » de la convention de délégation de service public prévoit que :

« La collectivité peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général, sous condition d'observer un préavis de trois mois.

La notification de la décision sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du délégataire.

Dans ce cas, le délégataire a droit à une indemnisation du préjudice subi.

Le montant des indemnités sera défini d'un commun accord par les parties. Il correspond notamment aux éléments suivants :
- la valeur nette comptable des investissements financés par le délégataire au titre du présent contrat sur la base des tableaux d'amortissement fournis par le délégataire et validés par le délégant,
- la valeur de reprise des stocks et approvisionnements correspondant à une marche normale de l'exploitation,
- les frais et charges de toutes natures liés à la rupture des contrats de travail, sauf en cas de reprise du personnel par le délégant ou un nouvel exploitant.
- le gain manqué déterminé à dires d'expert mandaté conjointement par les deux parties.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant des indemnités, le tribunal administratif de Strasbourg sera seul compétent. »

L'indemnisation portera sur la valeur des biens non amortis, la valeur de reprise des stocks et approvisionnements.

II.1 Reprise des biens du service

Le délégataire a transmis l'ensemble de l'inventaire des biens au 31 décembre 2015 en date du 12 février 2016,

Biens de reprise : Conformément à l'article 40.3 du contrat de concession, les biens de reprise, pourront être rachetés par la Collectivité ; ils seront valorisés à la valeur nette comptable et sur la base d'un inventaire à jour au terme du contrat.

Au 31 décembre 2015, la valeur nette comptable de ces biens dont l'Eurométropole demande la reprise s'élève à 9.361,35 €

La collectivité délégante n'a aucune obligation de rachat des biens de reprise. Elle a transmis le 24 février 2016 au délégataire une proposition de rachat d'une partie des biens de reprise dont la valeur nette comptable au 30 juin 2016 s'élève à 4.760,25 €. La collectivité délégante exerçant cette option de rachat à la valeur nette comptable, le délégataire ne peut s'y opposer.

Biens de retour :
En application de la jurisprudence du Conseil d'Etat qui précise que *« lorsque la personne publique résilie la convention avant son terme normal, le délégataire est fondé à demander l'indemnisation du préjudice qu'il subit à raison du retour anticipé des biens à titre gratuit dans le patrimoine de la collectivité publique, dès lors qu'ils n'ont pu être totalement amortis »*, les biens de retour non totalement amortis seront repris par la Collectivité à la valeur nette comptable et sur la base d'un inventaire à jour au terme du contrat. Les biens de retour totalement amortis feront l'objet quant à eux d'un retour gratuit à la Collectivité.

Le délégataire a transmis le 12 février 2016 un inventaire qui fait apparaître l'absence de biens de retour.

Biens propres : conformément à l'article 40.3 du contrat de délégation de service public, ces biens pourront être rachetés par la Collectivité après accord des parties.

Au 31 décembre 2015, la valeur de ces biens dont l'Eurométropole demande à prendre possession s'élève à 35,25 €.

Le délégataire a transmis le 12 février 2016 au délégant une proposition de vente de ses biens propres, accompagnée des justificatifs. Le délégant souhaite reprendre une partie de ces biens, selon inventaire ci-annexé, à leur valeur nette comptable au 30 juin 2016, soit 0 €. Le délégataire nous a confirmé son accord en date du 2 mars 2016.

II.2 Rachat des stocks et approvisionnements

L'ensemble des stocks nécessaires à la continuité du service seront maintenus sur site.

La valeur de rachat du stock a été arrêtée contradictoirement par l'Eurométropole et le délégataire à la valeur de 2.001,06 €, correspondant à la valeur des stocks et approvisionnements au 31 décembre 2015.

II.3 Détermination d'un éventuel manque à gagner

Pour déterminer l'éventuel manque à gagner du délégataire lié à la rupture anticipée du contrat de délégation de service public il a été tenu compte :

- des résultats depuis le début de la DSP, annexés au présent protocole, qui affichent des pertes au titre de chaque année,
- d'un déficit cumulé au 31 décembre 2015 s'élevant à -651.890 €.
- d'une extrapolation des recettes et des dépenses si le contrat arrivait au terme prévu initialement
- de l'étude actualisée de la fréquentation.

Il ressort de cette analyse que si le contrat de délégation de service public était arrivé à son terme normal soit au 31 décembre 2016, le déficit cumulé prévisionnel en fin de contrat s'élèverait à -750.000 €.

Au final l'existence d'un manque à gagner résultant de la rupture anticipée du contrat n'est pas démontrée et les parties conviennent qu'aucun droit à indemnisation n'est dû à ce titre.

II.4 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance ont été évalués contradictoirement sur la base de l'inventaire au 31 décembre 2015 fourni par le délégataire à 961,41 €.

III L'exploitation

III.1 Documents techniques et commerciaux

L'ensemble des notices techniques et manuels d'utilisation en possession du délégataire est présent sur site et est considéré comme biens du service.

III.2 Données d'exploitation

Le délégataire transmettra au plus-tard au terme du contrat :
- les rapports de contrôles réglementaires sur les équipements et installations,
- la liste des contrats de sous-traitance dont l'échéance est postérieure à la fin du contrat d'exploitation avec mention du contenu de la prestation et des coordonnées du prestataire,
- la liste des sinistres, litiges et recours susceptibles d'engager la responsabilité de l'Eurométropole.

III.3 Contrat de sous-traitance et de fourniture

Le délégataire fait le nécessaire pour que les contrats de sous-traitance ou de fournitures arrivent à échéance au terme du présent accord, le 30 juin 2016. Par exception, le contrat de sous-traitance pour la maintenance des équipements de production de froid souscrit avec Dalkia prendra fin le 31 décembre 2016. Le contrat conclu avec la société Dalkia sera transféré à l'EMS à compter du 30 juin 2016 à l'exception des contestations, des litiges et toutes revendications entre les sociétés Dalkia et Ellipse nés à l'occasion de leurs interventions sur le site de la patinoire communautaire Iceberg.

III.4 Période de chevauchement

Le délégataire s'oblige à ne pas entraver la prise en main du service par un nouvel exploitant dans la limite du respect par ce dernier de la propriété intellectuelle et du secret industriel de l'actuel exploitant.

Le délégataire accepte un accès concerté du nouvel exploitant aux installations du service pendant cette période de chevauchement. Ainsi, des membres du futur personnel d'exploitation pourront venir en observateur sur les installations de l'exploitation. Il est convenu que ce personnel devra disposer de toutes les habilitations et protections individuelles nécessaires permettant un accès aux installations.

Il est convenu que le délégataire ne peut assumer une quelconque responsabilité pour tout dommage causé ou subi par ce personnel. Le délégataire ne dispose, en effet, d'aucun lien de subordination sur ce personnel, ni une quelconque obligation de surveillance.

Le personnel du nouvel exploitant se déplacera en observateur au sein des installations.

Le délégataire accepte que le nouvel exploitant prenne connaissance des documents et du système d'information non couvert par le secret industriel ou commercial dès lors qu'il disposera de toutes les autorisations de l'Eurométropole.

III.5 Remise des installations et du bâtiment

Conformément à l'article 40.2 du contrat de délégation de service public : « À l'expiration du contrat, le délégataire est tenu de remettre à la collectivité, en état normal d'entretien, tous les biens et équipements qui font partie intégrante du contrat, tels qu'ils figurent à l'inventaire défini aux annexes n°2 et n°3 **(biens de retour)**. »

« Le délégataire devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration de la délégation. »

L'EMS prend acte de l'état actuel de l'ouvrage tel qu'il figure notamment à l'inventaire des biens et en fait son affaire. Seul les éléments figurant à l'annexe 7 feront l'objet d'une remise en état conformément à ce qui est défini dans la dite annexe.

IV Les données relatives au personnel

En application notamment de l'article L.1224-1et L.1224-3 du Code du travail, le personnel du délégataire actuellement affecté à la patinoire sera repris par l'autorité délégante ou dans le cadre des marchés et/ou délégation futurs.

A cet égard, le délégataire a transmis à l'Eurométropole, les données relatives au personnel de l'équipement, notamment, pour chaque salarié, leur :

- année de naissance
- ancienneté professionnelle chez l'exploitant Formation et diplôme
- niveau de qualification professionnelle
- lieu d'affectation actuelle
- temps partiel éventuel et modalités
- avantages éventuels particuliers

Ainsi que :

- la convention de mise à disposition du personnel et son dernier avenant
- une information sur la Convention collective applicable
- le montant de la masse salariale du personnel mis à disposition

Le délégataire assure à l'autorité délégante avoir réalisé et rempli toutes les obligations mises à sa charge et devant précéder la reprise de ce personnel.

V Le compte de clôture du contrat

V.1 Contenu du compte de clôture du contrat

Le compte de clôture du contrat fait apparaître, outre les sommes prévues dans la convention d'exploitation et les avenants successifs :

Au crédit de l'Exploitant :

– le rachat éventuel des biens de retour, des biens de reprise, des biens propres et des stocks au 30 juin 2016 aux conditions exposées aux articles II.1 et II.2 du présent protocole;

Les éléments comptables et plus particulièrement le tableau d'amortissement de la SNC l'Iceberg fait ressortir une valorisation au 31 décembre 2015 des immobilisations reprises par l'Eurométropole à 9.396,60 € et des stocks valorisés à la même date de 2.001,06 €.

- le versement de la subvention contractuelle pour les six mois d'exploitation soit 252.471,79 €, avenants compris.

- le versement d'une indemnité pour compensation sur la perte de chiffre d'affaires sur la période de fermeture de la patinoire pour travaux du 17 mai au 30 juin 2016 représentant la somme de 29.000 €.

Au débit de l'Exploitant :

- le versement des produits constatés d'avance

V.2 Etablissement et règlement du compte de clôture du contrat

Le versement de cette indemnité sera effectué selon la procédure suivante

1) Le versement, au plus tard le 15 mars 2016, de 70% de la redevance, avenant compris, due au titre des six premiers mois soit 70% de 252.471,79 € = 176.730,25 €.

2) Le versement, entre le 17 et le 30 mai 2016, du solde de la redevance, avenant compris, due au titre des six premiers mois soit 252.471,79 € - 176.730,25 € = 75.741,54 €.

3) Un compte de clôture du contrat sera établi par le délégataire en tenant compte du solde des flux financiers entre les parties accompagné des éléments et justificatifs et notifié à l'Eurométropole dans un délai de 10 jours suivant la remise des clefs de l'équipement et des biens repris. Ce compte reprendra notamment tous les points de la Convention et de ses avenants. Dans un délai de 20 jours suivant la notification du projet, l'Eurométropole s'engage à le retourner au délégataire soit avec son accord, soit avec ses observations ou modifications.

   En l'absence d'observation ou de modification du projet par l'Eurométropole, le compte du solde des flux financiers devient définitif à compter de la notification du projet de compte non modifié par l'Eurométropole au délégataire. Les parties ne pourront plus le contester ou le modifier.

   Le solde de tout compte donnera lieu à émission d'une facture de la part du délégataire.

   Le paiement devra intervenir dans un délai d'un mois après que le décompte soit devenu définitif.

   Toute somme non versée dans le délai fixé ci-dessus porte intérêt au taux légal majoré de 2 points de plein droit dès la date d'expiration de ce délai.

4) En cas d'observations ou de modifications du projet par l'Eurométropole, le délégataire dispose d'un délai de 20 jours suivant la notification par l'Eurométropole du projet modifié pour l'accepter. A défaut, le projet de décompte notifié par l'Eurométropole devient définitif. Les parties ne pourront plus le contester ou le modifier.

Si le délégataire accepte expressément le compte notifié par l'Eurométropole, ce dernier devient définitif dans les conditions précitées.

Si au terme de ce délai, par notification à l'Eurométropole d'un dernier projet de compte du solde des flux financiers, le délégataire persiste dans son projet de compte sans accepter les observations ou modifications de l'Eurométropole, les parties pourront soit saisir le tribunal compétent du litige qui les oppose soit décider ensemble de suivre une procédure de conciliation selon des modalités qu'elles détermineront à cette occasion.

VI DISPOSITIONS DIVERSES

VI.1 Impôts et taxes à la charge de l'Exploitant et recouvrement des factures

Le délégataire fera son affaire des impôts ou taxes, hors taxe foncière, quels qu'ils soient rattachables au contrat de ce dernier, prorata temporis, quand bien même leur notification interviendrait au-delà de la date d'échéance du contrat d'exploitation.

VI.2 Litiges, recours sinistres et contentieux

Le délégataire s'engage à informer l'Eurométropole, un mois avant le terme du contrat, des éventuels nouveaux litiges survenus avec copie de l'ensemble des pièces permettant d'en appréhender la nature et la portée.

VI.3 Transaction et renonciation réciproque à recours

Sous réserve du respect par les Parties de leurs engagements respectifs au titre du présent Protocole, celui-ci met fin à tout litige pouvant résulter de la résiliation du contrat de délégation de service public décrit en préambule.

Les Parties déclarent expressément qu'elles renoncent irrévocablement à toutes réclamations, instances ou actions futures, de quelque nature que ce soit, à l'encontre de l'une ou l'autre d'entre elles, au titre de la résiliation du contrat sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du Code général des collectivités territoriales *(« Sont illégales les décisions et délibérations par lesquelles les communes renoncent soit directement, soit par une clause contractuelle, à exercer toute action en responsabilité à l'égard de toute personne physique ou morale qu'elles rémunèrent sous quelque forme que ce soit »*)

Ce protocole règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, il vaut renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents. (idem voir supra, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT).

La société Ellipse s'engage à se désister de toutes les actions judiciaires en cours contre l'Eurométropole de Strasbourg notamment le référé expertise en instance devant le tribunal administratif de Strasbourg.

La société Ellipse fait son affaire du paiement à la société Dalkia des prestations réalisées sur l'ouvrage telles qu'elles sont listées et chiffrées aux termes du dire n°12 de la société Dalkia du 4 février 2016 dans le cadre du référé d'expertise en instance devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Chacune des Parties s'interdit, définitivement et irrévocablement, de remettre en cause les stipulations des présentes.

Les Parties coopéreront, le cas échéant, afin de signer tout acte postérieur ou réitératif relatif à l'exécution des présentes et plus généralement à accomplir avec diligence toutes les formalités et diligences éventuellement nécessaires à la mise en œuvre des stipulations du présent Protocole.

VI.4 Entrée en vigueur

Le présent Protocole entrera en vigueur dès sa signature par les deux Parties et après délibération de l'EMS.

Fait en quatre exemplaires originaux, deux pour l'Eurométropole de Strasbourg, un pour la Société Ellipse et un pour la Société l'Iceberg.

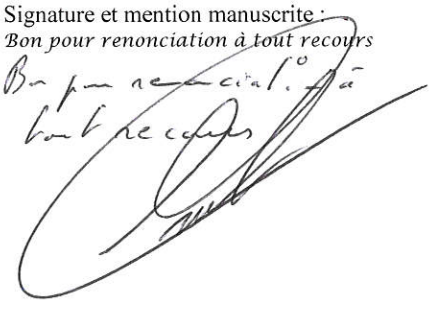
A STRASBOURG, le …

Pour l'Eurométropole de Strasbourg , délégant

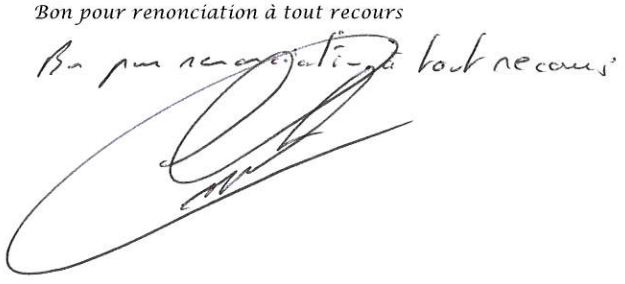
Le Président
Robert HERRMANN
Signature et mention manuscrite :
Bon pour renonciation à tout recours

Pour le délégataire :

Pour la société Ellipse SNC
Par délégation du Président
Franck BOUCHER
Signature et mention manuscrite :
Bon pour renonciation à tout recours



Pour la société l'Iceberg SNC
Franck BOUCHER, Gérant
Signature et mention manuscrite :
Bon pour renonciation à tout recours



LISTE DES ANNEXES

1 liste des biens de reprise revenant de plein droit à la collectivité
2 liste des biens propres repris par la collectivité au 30 juin 2016
3 liste des stocks repris et valorisés au 30 juin 2016
4 liste du personnel repris au 30 juin 2016
5 liste des contrats de sous-traitance rompus au 30 juin 2016
6 liste des contrats de sous-traitance transmis à l'Eurométropole au 30 juin 2016
7 liste des travaux de remise en état à réaliser par le délégataire avant retour de l'équipement au délégataire

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

Détail de l'indemnité transactionnelle

moitié de la subvention annuelle 2016 (selon indexation contractuelle)		238 971,79
moitié de la subvention annuelle correspondant à l'avenant n° 1		13 500,00
compensation pour la perte de chiffre d'affaires couvrant la période de fermeture de la patinoire pour travaux du 17 mai au 30 juin 2016		29 000,00
stocks repris		2 001,06
fournitures administratives	459,21	
produits d'entretien et d'hygiène	595,86	
produits pharmaceutiques	643,51	
produits d'animation	74,34	
produits anniversaires	228,14	
valeur nette comptable des biens de reprise dont la collectivité demande la restitution		4 760,25
92 patins	316,61	
patins et cages hockey	1 578,73	
ice patins	506,00	
ice patins	491,93	
tous les éléments enregistrés dans le compte 217500	1 866,98	
valeur nette comptable des biens propres dont la collectivité demande la restitution		0,00
1 TV LG + support	0,00	
1 TV LG + support	0,00	
produits constatés d'avance à déduire		-961,47
billeterie, tickets CE	961,47	
1/2 de la redevance contractuelle annuelle versée par le délégataire		-5 163,59
arrondi à l'euro supérieur		0,96
montant de l'indemnité transactionnelle		282 109,00

Fait à Paris, le 07.03.2016

bon pour accord :

Identité du signataire :
M. Franck BOUCHER
par délégation de M. O. Hibal
Président de la société Ellipse

ANNEXE 1

Strasbourg, le 2 mars 2016

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Liste des biens de reprise revenant de plein droit à la collectivité

valeur nette comptable des biens de reprise dont la collectivité demande la restitution		4 760,25
92 patins	316,61	
patins et cages hockey	1 578,73	
ice patins	506,00	
ice patins	491,93	
tous les éléments enregistrés dans le compte 217500	1 866,98	

ANNEXE 2

Strasbourg, le 2 mars 2016

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Liste des biens propres repris par la collectivité

valeur nette comptable des biens propres dont la collectivité demande la restitution	0,00
1 TV LG + support	0,00
1 TV LG + support	0,00

ANNEXE 3

Strasbourg, le 2 mars 2016

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Liste des stocks repris et valorisés

stocks repris		2 001,06
	fournitures administratives	459,21
	produits d'entretien et d'hygiène	595,86
	produits pharmaceutiques	643,51
	produits d'animation	74,34
	produits anniversaires	228,14

ANNEXE 4

Strasbourg, le 2 mars 2016

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Liste du personnel repris par la collectivité

nom	prénom	type	poste	rémunération brute au 31/12/2015	horaire hebdo.	statut	classification		
							niveau	échelon	coef
Baumann	Bruno	CDI	directeur	3 000	annualisé	cadre	V		300
Biyak	Jean-Christophe	CDI	agent polyvalent	1 475	35	non cadre	I	2	154
Caullee	Irwin	CDI	assistant communication évenementiel	728	16	non cadre	III	1	200
Dobelmann	Jean-Baptiste	CDI	agent polyvalent	1 475	35	non cadre	I	2	154
Garland	Delphine	CDI	agent d'accueil	1 475	35	non cadre	I	2	154
Kuhn	Patricia	CDI	assistante administrative	1 054	24	non cadre	III	1	200
Lipsker	Irina	CDI	éducatrice sportive	431	7,5	non cadre	IV	2	250
Maurel	Florent	CDI	agent d'accueil	1 485	35	non cadre	I	3	158
Murday	Poubarlen	CDI	agent polyvalent	1 485	35	non cadre	I	3	158
Reiss	Jean-Charles	CDI	agent polyvalent	1 475	35	non cadre	I	2	154
Saakian	Viorica	CDI	agent d'accueil	1 489	35	non cadre	II	1	175
Sudre	Milca	CDI	agent d'entretien	1 485	35	non cadre	I	3	158
Thomas	Thibaut	CDI	agent d'accueil	1 485	35	non cadre	I	3	158

ANNEXE 5

Strasbourg, le 2 mars 2016

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Liste des contrats rompus au 30 juin 2016

fournisseurs	objet
ASCT	Médecine du travail
Bureau Véritas	Contrôle périodique
Cémis	Securié incendie
Digitaléo	Smsing
Gestdev	Maintenance logiciel caisse
Grenke	Location copieur
Inesys	Telesurveillance
Info-Netik	Informatique
JDC	Maintenance borne caisse
Office Partner	Copieur copies
Rentokil	Dératisation
SACEM	Droits d'auteurs
SELECTA	Restauration
SPRE	Droits d'auteurs
Syndicat National des Patinoires	Adhésion syndicat professionnel
Thyssenkrupp	Maintenance ascenceur
Vert l'avenir	Entretien espace vert

ANNEXE 6

Strasbourg, le 2 mars 2016

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Liste des contrats tranférés au 30 juin 2016

fournisseurs	objet
Dalkia	Contrat forfait avec garantie totale
Orange business services	Téléphonie
Strasbourg, Eurométropole	Eau

ANNEXE 7

Strasbourg, le 2 mars 2016

Liste des travaux de remise en état à réaliser par le délégataire avant retour de l'équipement au délégataire

niveau	lieu	pièces	état	photos	remettre en état fonctionnel	remplacer pièce détériorée / manquante	masquer entailles / trous et repeindre	nettoyage à fond nécessaire
niveau -1	petite piste	appareil pmr	a verifier					
niveau 1	gradins Est	bord escalier	cassee	2819 à 2826	x	x		
niveau 1	accueil	borne sortie 4x	1 entrée ok - 1 entrée hors service		x			
niveau -1	vestiaire 3	crochet PMR	mal fixé	2831 - 2837	x			
niveau 1	toilettes hommes	évier	plus en place	2770	x			
niveau 1	régie piste	goulottes	mal fixée	2813 et 2817	x			
niveau 1	accès gradins ouest	issus de secours 4x	2x ne marche pas		x			
niveau 1	salon VIP	lumière	mal fixée	2784	x			
niveau 1	toilettes femmes	plafond	dalle mal fixée	2776	x			
niveau -1	porte local poubelle	poignée	à resserer		x			
niveau -1	entrée club	porte	mal reglée accroche		x			
niveau -1	porte accès banque à patins	porte droite	ne restant pas ouverte		x			
niveau -1	porte surfaceuse	radiateur	arraché	2827	x			
niveau -1	porte surfaceuse	socle passage surfaceuse	revetement decollee		x			
niveau -1	porte coupe feux	socle porte	mal fixé	2738 - 2739	x			
niveau -1	douches	urinoir 2x	1 ne fonctionne pas	2831 - 2837	x			
niveau -1	piste sportive	wc hommes	fuite au radiateur		x			
niveau -1	banque à patins	serrure porte accès piste	manque barillet et problème avec serrure	2745 à 2747	x	x		
niveau 1	gradins ouest	appliques murales	3 manquent	2794 à 2796		x		
niveau -1	vestiaire 3	banc PMR	cassé	2831 - 2837		x		
niveau -1	banque à patins	bancs	20x	pieds abime peinture ecaillee		x		
niveau -1	porte surfaceuse	bloc secours	manque autocollant			x		
niveau -1	douches	bloc secours	marche pas et manque un cache	2831 - 2837		x		
niveau -1	piste sportive	bloc secours	ne marche pas			x		
niveau -1	piste sportive	bloc sortie de secours	ne fonctionne pas			x		
niveau 1	gradins Est	blocs secours 5x	1 ne fonctionne pas	2819 à 2826		x		
niveau -1	piste sportive	boitier désenfumage	cassé	2860		x		
niveau -1	local infirmerie	climatisation	manque grille (sur place)	2740		x		
niveau -1	porte piste	cremone	hors service	2724 - 2725		x		
niveau -1	accès piste	cremone	impacts			x		
niveau -1	piste sportive	cremone acces couloir	impact	2868		x		
niveau -1	porte acces couloir club	crémone pompier	cassée	2737		x		
niveau -1	douches	écoulement 2x	manque les caches	2831 - 2837		x		
niveau -1	local 2	encadrement de la porte	abimé			x		
niveau -1	local 1	encadrement de la porte	abimé 2x 1 m	2735		x		
niveau -1	local stockage club	encadrement de la porte	abimé sur 1 m			x		
niveau -1	cafétéria	fenetres	stores cassés	2885 et 2886		x		
niveau -1	porte accès piste	garniture	absente avec peinture	2741-2742		x		
niveau -1	vestiaire 3	grille aération	casse remplacement par plexis transparent	2831 - 2837		x		
niveau -1	couloir à droite en entrant	grille d'évacuation	manquante	2726 à 2732		x		
niveau -1	petite piste	intérieur piste rambarde	manque un cache	2894		x		
niveau 1	bureau Ellipse	interrupteur	1 manque	2803		x		
niveau -1	double porte	joint	arraché			x		
niveau -1	porte coupe feux	joint	cassé	2738 - 2739		x		
niveau -1	local étoile noire (vestiaire - douche)	lampe	1 ne fonctionne pas			x		
niveau 1	bureau Ellipse	local électrique	interrupteur manquant			x		
niveau -1	couloir étoile noire	locale gauche	joint de porte se decolle			x		
niveau -1	local infirmerie	lumiere	néons ne fonctionnent pas	2748 - 2749		x		
niveau -1	vestiaire 3	lumière	1 lampe ne fonctionne pas	2831 - 2837		x		
niveau -1	porte local stockage	plafond : lampe	1x hors d'usage			x		
niveau -1	local étoile noire (vestiaire - douche)	porte	chambranle cassé	2838		x		
niveau 1	accès tribune officielle	porte	manque poignée			x		
niveau 1 direct°	salle réunion	porte	manque poignée	2896 - 2897		x		
niveau -1	porte 2 accès piste	porte	poignée et crémone cassée	2733 - 2734		x		
niveau -1	cafétéria	porte	serrure arrachée et manque poignée	2682		x		
niveau -1	cafétéria	porte accès arrière petite piste	poignée et serrure hors service			x		
niveau 1	comptoir	porte acces battant	charniere basse arrachée et bande partie haute arrachée			x		
niveau -1	piste sportive	porte acces machine	serure cassée			x		
niveau -1	banque à patins	porte acces piste	poignée cassée	2745 à 2747		x		
niveau -1	toilette femmes petite piste	porte acces toilette	impact et partie haute cassée	2877 à 2880		x		
niveau -1	couloir étoile noire	porte double	joint arrache			x		
niveau -1	douches	porte interieur	manque groom	2831 - 2837		x		
niveau -1	local étoile noire (vestiaire - douche)	porte savon	absent	2840 et 2841		x		
niveau 1	toilettes hommes	porte savon	manquant	2774		x		
niveau -1	douches	porte savon 2x	manquants	2831 - 2837		x		
niveau -1	toilette hommes petite piste	porte savon 2x	manque 1	2870 à 2874		x		
niveau -1	toilette femmes petite piste	porte savon 2x	manque 2	2877 à 2880		x		
niveau 1	bureau Ellipse	porte savon x2	absent			x		
niveau 1	acces gradins ouest	porte toilette PMR	manque clanche			x		
niveau 1	salon VIP	portes	goulottes absentes	2760		x		
niveau 1	salon VIP	portes coulissantes (cloisons)	joints enlevés	2783		x		
niveau -1	piste sportive	projecteur sur piste	1 cassé			x		

ANNEXE 7

Strasbourg, le 2 mars 2016

Liste des travaux de remise en état à réaliser par le délégataire avant retour de l'équipement au délégataire

niveau	lieu	pièces	état	photos	remettre en état fonctionnel	remplacer pièce détériorée / manquante	masquer entailles / trous et repeindre	nettoyage à fond nécessaire
niveau -1	porte acces couloir club	serrure	cassée	2737		x		
niveau -1	porte acces couloir club	serrure porte de droite	montant cassée	2737		x		
niveau -1	porte piste	serrures	hors service	2724 - 2725		x		
niveau -1	douches	toilette 1x	manque cache	2831 - 2837		x		
niveau -1	local étoile noire (vestiaire - douche)	toilettes	distributeur de papier cassé	2848		x		
niveau -1	toilette hommes petite piste	toilettes	manque abattant	2870 à 2874		x		
niveau -1	toilette femmes petite piste	toilettes	manque abattant	2877 à 2880		x		
niveau -1	local étoile noire (vestiaire - douche)	toilettes	manque abattant	2849		x		
niveau 1	gradins ouest	toilettes communs	manque poignée	2798		x		
niveau 1	bureau Ellipse	toilettes femmes	abattant absent	2802		x		
niveau -1	piste sportive	wc hommes	manque abattants, couvercle et 1 porte de toilettes			x		
niveau -1	piste sportive	wc pmr et femmes	manque des abattants et des couvercles			x		
niveau -1	piste sportive	wc pmr et femmes	porte impact - manque cache poignée	2864 - 2865		x		
niveau 1	porte tribune officielle vers gradins		serrure cassée			x		
niveau 1	porte accès escaliers		serrure cassée			x		
niveau +3,24		porte	poignée cassée et trous	2791 - 2792		x	x	
niveau +3,24		ascenseur - murs	présence de traces	2788			x	
niveau -1	vestiaire 3	banc périphérique	usure nombreuses rayures	2831 - 2837			x	
niveau 1	accès gradins ouest	coin plinthe	peinture noire ecaillee				x	
niveau 1	accès gradins ouest	encadrement	impacts				x	
niveau -1	devant stockage 4	encadrement de la porte	entailles dans le bois				x	
niveau -1	porte équipe locale	encadrement de la porte	impact				x	
niveau -1	banque à patins	encadrement de la porte	impact				x	
niveau -1	local affutage	encadrement de la porte	impacts				x	
niveau -1	couloir étoile noire	encadrement de la porte	impacts				x	
niveau -1	stockage 3	encadrement de la porte	traces sur l'arrête	2721 - 2722			x	
niveau -1	cafétéria	escalier arrière petite piste	dégradé				x	
niveau -1	douches	gaine chauffage	peinture se décolle	2831 - 2837			x	
niveau -1	porte surfaceuse	impact					x	
niveau -1	toilette femmes petite piste	lavabo	pied en bois abimés	2877 à 2880			x	
niveau -1	local 2	local 2 porte	impacts				x	
niveau -1	piste sportive	montant	trace impact	2867			x	
niveau -1	porte local 3	montant	traces 4x				x	
niveau -1	stockage 3	montant porte arbitre 2	impacts 4x	2721 - 2722			x	
niveau -1	banque à patins	mur	impact				x	
niveau -1	piste sportive	mur	impact				x	
niveau -1	porte accès piste	mur	impacts	2741-2748			x	
niveau -1	local infirmerie	mur	Impacts				x	
niveau -1	piste sportive	mur coté vestiaire	impact sur revêtement				x	
niveau -1	toilette hommes petite piste	mur lavabo	trou	2870 à 2874			x	
niveau -1	porte surfaceuse	mur local surfaceuse	impact				x	
niveau -1	porte accès piste	mur proche bureau entraineur	trou 2x	2741-2752			x	
niveau 1	salon VIP	murs	à rafraichir et impacts				x	
niveau -1	cafétéria	murs	impacts	2887			x	
niveau -1	toilette femmes petite piste	murs	impacts et traces	2877 à 2880			x	
niveau -1	banque à patins	murs	impacts sortie				x	
niveau 1	gradins ouest	murs	trous	2793 et 2797			x	
niveau 1	régie piste	murs	trous et revêtement mural absent sur arrête	2811 - 2812 - 2814 - 2815 - 2818			x	
niveau 1	porte accès tribune ouest	murs	un trou	2785			x	
niveau -1	local étoile noire (vestiaire - douche)	murs douche	peinture écaillée	2842 à 2844			x	
niveau 1	acces gradins ouest	peinture escalier	abimée				x	
niveau -1	stockage 3	peinture mur	traces et fissures	2721 - 2722			x	
niveau 1	salon VIP	plinthes	interstice	2755-2757			x	
niveau -1	stockage 4	porte	impacts	2719 - 2720			x	
niveau -1	bureau 1 entraineur et bureau 2 entraineur	porte	impacts				x	
niveau -1	porte accès piste	porte	impacts	2741-2743			x	
niveau -1	local infirmerie	porte	impacts				x	
niveau -1	local 1	porte	revêtement abimé et impacts				x	
niveau -1	porte escalier	porte	traces				x	
niveau -1	porte acces couloir club	porte	une face 7 impacts sur revêtement	2737			x	
niveau -1	passage sol petite grande piste	porte	impact				x	
niveau -1	porte piste	porte	traces rayures	2724 - 2725			x	
niveau -1	vestiaire 3	porte accès douche	impact en bas revetement	2831 - 2837			x	
niveau 1	accès gradins ouest	porte acces locaux personnels depuis gradins	impacts				x	
niveau -1	piste sportive	porte acces machine	impacts				x	
niveau -1	toilette hommes petite piste	porte acces toilette	impact	2870 à 2874			x	
niveau -1	piste sportive	porte local poubelle	impacts sur porte	2855			x	
niveau -1	banque à patins	porte montant	impact				x	
niveau -1	accès piste	porte revetement	impacts				x	
niveau -1	toilette hommes petite piste	porte service	revêtement impact	2870 à 2874			x	

ANNEXE 7

Strasbourg, le 2 mars 2016

Liste des travaux de remise en état à réaliser par le délégataire avant retour de l'équipement au délégataire

niveau	lieu	pièces	état	photos	remettre en état fonctionnel	remplacer pièce détériorée / manquante	masquer entailles / trous et repeindre	nettoyage à fond nécessaire
niveau -1	toilette femmes petite piste	porte service	revêtement impact	2877 à 2880		x		
niveau -1	piste sportive	porte stockage 3	impacts	2867		x		
niveau -1	piste sportive	porte tgbt	impacts	2858		x		
niveau 1	accès gradins ouest	porte vers local personnel	impacts			x		
niveau -1	vestiaire 3	poteau central	nombreux impacts	2831 - 2837		x		
niveau -1	entrée club	radiateur	traces salissures sur le bas			x		
niveau -1	piste sportive	stockage 1	impacts	2859		x		
niveau -1	piste sportive	stockage 2 devenu salle de musculation	impact	2861 - 2862 - 2863		x		
niveau -1	piste sportive	stockage 4	revêtement cassé			x		
niveau -1	porte coupe feu		abimé 1 impact	2738 - 2739		x		
niveau -1	local patinage		impact			x		
niveau -1	couloir étoile noire		impact arrête			x		
niveau -1	petite piste		impacts	2890 - 2891 - 2893		x		
niveau -1	petite piste	vitrage arrière petite piste	très sale	2888 et 2889				x
niveau 1	bureau Ellipse		sol : sale	2805				x
niveau 1	salon VIP	sol	à nettoyer					x